

Numéro 15, 1<sup>er</sup> Semestre 1984

المجلة  
المغربية  
للشؤون  
والسياسة  
والاقتصاد

# REVUE JURIDIQUE POLITIQUE ET ECONOMIQUE DU MAROC

Ce numéro a été publié avec l'aimable  
contribution du Rectorat de  
l'Université Mohamed V

Revue semestrielle éditée par la Faculté des Sciences Juridiques  
Economiques et Sociales de Rabat

Les opinions exprimées dans cette revue  
sont strictement personnelles à leurs auteurs

Numéro du dépôt légal à la Bibliothèque Générale et Archives : 7/76

# REVUE JURIDIQUE, POLITIQUE ET ECONOMIQUE DU MAROC

éditée par

**La Faculté des Sciences Juridiques, Economiques  
et Sociales de Rabat**

- Directeur :* Abdelaziz BENJELLOUN
- Secrétariat de Rédaction :* Mohamed DKHIMI, Aziz HASBI, Mohamed LOUKILI
- Comité Scientifique :* Moulay Driss ALAOUI, Saïd BELBACHIR, Mohamed BENNANI, Mohamed BENNOUNA, Ahmed CHOUKRI, Mohamed DRISSI ALAMI, Mohamed JALAL, Amal JALLAL, Omar MEKKAOUI, Fathallah OUALALOU.
- Comité de Rédaction :* Omar ABOU TAIEB, Mohamed Raja AMRANI, Abdelkrim BELGUENDOZ, Mohamed Larbi BEN OTMANE, Fouad CHAJAI, Abderrahman EL BEKRIOUI, Abdelkader KADIRI, Habib MALKI, Abdellatif MENOUNI, Abderrazak MOULAY R'CHID, Abdellah SAAF.

## ADMINISTRATION

B.P. 721 Boulevard des Nations Unies – Rabat – Agdal

### Abonnement annuel

(2 numéros)

|                      |       |
|----------------------|-------|
| Maroc.....           | 40 DH |
| Etranger .....       | 60 DH |
| Tarif étudiant ..... | 24 DH |

Modes de paiement : Virement postal ou virement bancaire  
C.C.P. Rabat : 45634

## FACULTE SCIENCES JURIDIQUES ECONOMIQUES

B.P. 721 Rabat – Agdal

---

Impression : Imprimerie Najah El Jadida

## SOMMAIRE

### I – ETUDES ET DOCTRINE

|               |  |     |
|---------------|--|-----|
| L. BEN OTMANE | : La formation du Droit du travail sous le protectorat .....   | 9   |
| A. MENOUNI    | : L'Article 19 de la Constitution.....   | 25  |
| M. BEL ABBES  | : Les coûts de fonctionnement de l'enseignement secondaire au Maroc.<br>Méthodologie et premiers résultats de l'enquête..... | 43  |
| A. BERRADA    | : A propos de la réforme fiscale au Maroc  | 75  |
| S.E. HAROUN   | : Le Dollar surévalué .....  | 107 |

### II – CHRONIQUES :

|           |  |     |
|-----------|--|-----|
| M. AMZAZI | : Chronique des sciences criminelles ..... | 117 |
| M. SEHIMI | : Chronique constitutionnelle.....         | 127 |

### III – BIBLIOGRAPHIE

#### – Bibliographie systématique

|   |     |
|---|-----|
| Liste des mémoires et thèses Soutenus à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Rabat depuis 1976..... | 141 |
|---|-----|

# فهرس

## دراسات باللغة الفرنسية

### 1 - دراسات وأبحاث

- م. ل. بن عثمان : تكوين قانون الشغل تحت الحماية ..... 9
- م. ل. المنوني : هل يعتبر الاستثناء على الفصل 19 قراءة جديدة  
للدستور المغربي؟ ..... 25
- م. بلعباس : تكاليف تسيير التعليم الثانوي في المغرب .... 43
- ع. ف. برادة : أفكار محورية بخصوص الاصلاح الجبائي بالمغرب 75
- ص. د. هارون : الدولار يفوق قيمته الحقيقية ..... 107

### 2 - دراسات دورية

- م. امزازي : حولة العلوم الجنائية ..... 117
- م. كيمي : الانتخابات التشريعية لعام 1984 والدستور 127

### 3 - مراجع منسقة

- لأئحة الأطروحات والرسائل التي نوقشت بكلية العلوم القانونية  
والاقتصادية والاجتماعية بالرباط بعد سنة 1976 ..... 141



# **1. ETUDES ET DOCTRINE**



# La formation du droit du travail sous le protectorat

M.L. BEN OTMANE \*

Le discours juridique également peut se nourrir d'idées reçues. En matière de droit du travail, l'absence de réglementation telle qu'elle est actuellement conçue, a constitué pendant longtemps au Maroc, l'argument majeur sur lequel s'est basé ce discours pour répéter l'idée selon laquelle l'apport du Protectorat a été positif par rapport au passé dans la mesure où celui-ci a permis de mettre sur pied une législation sociale protectrice des salariés (1). Selon les mêmes idées reçues, il en découle de plus, implicitement ou explicitement, que la mise en vigueur de cette législation a été plutôt le résultat d'actes volontaires de gouvernement : le droit en question ayant été octroyé et non arraché par les luttes et l'effort entrepris par les différentes catégories d'employés et d'ouvriers dont ce régime a permis l'émergence.

Le but de cet article est de relativiser, compte tenu des faits historiques, ce genre d'assertions (d'autant plus que les textes promulgués durant cette époque demeurent en très grand nombre applicables aujourd'hui encore). De fait, il est certain que ce discours puise ses conclusions dans des sources douteuses puisqu'il peut facilement être établi qu'il ait eu à se référer à certains travaux —seuls ou plus disponibles à tel ou tel moment— ayant à cœur de présenter l'Histoire à leur manière, c'est-à-dire en la déformant par excès d'apologisme du Protectorat (2). Prenant donc pour argent comptant les entorses et les occultations que ces travaux

---

(\*) Enseignant à la Faculté de Droit de Rabat.

(1) Cf. notamment E. Bouy : Le problème de la main-d'œuvre et la législation du travail au Maroc, Sirey, 1930; J. Bernard : Le droit du travail au Maroc, Rabat, 1942; P.L. Rivière : Le droit social au Maroc, Paris, 1949; K. S. Kirouze : Droit du travail marocain, Casablanca, 1946 (en arabe); M. Abboud : Cours de droit social, Rabat, (polycopié); M. F. Mialon : Cours de droit social, Rabat, (polycopié)...

(2) Particulièrement, J. Bernard et P.L. Rivière, op. cit.

contiennent, ce discours juridique a perpétué des contre-vérités qui successivement reproduites, sont en passe de faire partie de la connaissance sûre, de devenir la vérité.

A titre d'illustrations, on y relève, par exemple, que les réformes introduites en 1936 sont «le contre-coup de la situation en France avec l'avènement du Front Populaire et de la politique nouvelle en matière de droit du travail...Les grandes lignes de la législation française promulguée à cette époque vont se retrouver dans la législation marocaine» (3). Ou encore, «qu'à partir de 1936, une période faste s'ouvre pour la législation sociale, tant en France qu'au Maroc qui en subit directement l'influence...En 1945, le Gouvernement de la Libération réalise un certain nombre de promesses faites (durant) la Guerre aux organisations ouvrières. Il en résulte un second train de lois sociales dont le Maroc bénéficie» (4).

Ce genre de discours a longtemps bénéficié de l'exclusivité. Depuis quelques années cependant, des travaux s'attachent à cerner la réalité de plus près (5). Quoique indirectement -leur but n'étant pas l'histoire ou l'analyse des lois sociales- ils relativisent ce genre de littérature et par conséquent la vision à l'égard du comportement de l'administration et du patronat coloniaux.

Dans la mesure où ces derniers travaux s'appuient sur des archives, des enquêtes et une documentation d'époque susceptibles de mieux éclairer l'évolution et les luttes des mouvements sociaux, c'est sur leurs conclusions que cette étude se base quant au rappel des données historiques, pour tracer les grandes lignes du processus de formation du droit du travail sous le Protectorat. Il demeure toutefois entendu, malgré les informations puisées dans ces travaux, que la connaissance du sujet ne peut rester que fragmentaire; la problématique historique de l'époque considérée, ajoute à la difficulté de saisir l'ensemble des éléments du sujet et

(3) M. Abboud; précité, p.17.

(4) M.F. Mialon : précitée, p. 17 et 18. S'agissant de la période actuelle, cet auteur ajoute, dans le cadre de l'appréciation de ce droit, que ces «origines» devaient entraîner «un droit fait pour l'avenir, un droit moderne, parfois trop moderne». En somme, pour cet auteur, de nos jours comme pour le passé, le droit du travail marocain demeure égal à lui-même : un droit en avance par rapport à l'attente des travailleurs. Le propos du présent article n'est certes pas de traiter de l'adaptation ou de l'adéquation du droit du travail aujourd'hui applicable. Ce n'est pourtant pas une raison suffisante pour laisser passer l'occasion de relever qu'à ce titre aussi ce discours est déphasé par rapport à la réalité; cf. in Travaux du Colloque : Travail et Société, 1982, Publications de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Fès : Amzazi Mohyeddine : La protection pénale en droit du travail; Ben Otmane M. Larbi : Eléments pour une nouvelle approche de la notion de protection en droit du travail.

(5) R. Gallissot : La question ouvrière au Maroc, le Protectorat marocain à sa naissance et l'attitude du patronat européen, Cahiers de Tunisie, XI, 3<sup>o</sup> trimestre, 1963; Le patronat européen au Maroc (1931-1942), Rabat, 1964; A. Ayache : Le Maroc, bilan d'une colonisation, Ed. soc. 1956; Le mouvement syndical au Maroc, t. I, L'Harmattan, 1982; A. Ménouni : Le syndicalisme ouvrier au Maroc, Ed. Maghrébines; A. Adam : Casablanca, essai...CNRS, 1969; C. Liauzu : Militants Grévistes et syndicats : étude du mouvement ouvrier maghrébin, CMMC, Nice, 1979...

notamment le degré d'effectivité de la règle de droit et la discrimination à laquelle donnait lieu son application au travailleur marocain. En outre, il convient de préciser que le but ici n'est pas a priori de dresser un sombre tableau de la colonisation, celle-ci a eu suffisamment bon dos pour excuser les carences du présent. L'objectif est plutôt de rappeler une réalité passée qui ne cesse de reproduire l'avenir.

Certes, pour la période antérieure à la colonisation, il est unanimement admis qu'il n'existait pas de classe ouvrière marocaine en tant que telle. La population était à plus de 90 % composée de paysans, agriculteurs et pasteurs, à côté de citadins pour la plupart artisans, commerçants ou simples boutiquiers. Pour l'essentiel, l'activité salariale se limitait à l'agriculture et à l'artisanat surtout qui avait pour cadres des ateliers d'importance variable et utilisant des techniques traditionnelles. Dans les villes notamment, les artisans étaient organisés en corporations de métier comprenant des patrons, des ouvriers et des apprentis (6). Equivalents pour l'époque des salariés d'aujourd'hui, il ne semble pas que ces ouvriers aient eu, de façon organisée et collective, une conscience de classe à l'égard des patrons : les conditions de vie et de travail des uns et des autres étant, dans la plupart du temps, sensiblement similaires. L'Histoire rapporte, au contraire, qu'il y eut parfois plutôt des comportements solidaires face aux abus du pouvoir local ou à l'égard de l'étranger (7).

Dans les relations de travail qui avaient pour cadre des corporations, les patrons étaient tenus au versement d'un salaire, le cas échéant, augmenté d'avantages en nature; mais, on y ignorait la protection légale des conditions de vie et de travail telle qu'elle est actuellement conçue. Seules, à côtés des usages et coutumes, existaient des règles juridiques d'ordre général, issues du droit musulman classique régissant le contrat de louage. Il est néanmoins intéressant de rappeler qu'en application de ces règles, il n'existait aucune distinction entre les différentes catégories de travailleurs. Tous étaient considérés comme des salariés, qu'il s'agisse de travailleurs indépendants, manuels ou intellectuels, d'ouvriers ou même de fonctionnaires (8). Le droit applicable conférait donc une certaine égalité de traitement que le travailleur s'engageait à «fournir ses services personnels» ... «à accomplir un fait déterminé» ou «à exécuter un ouvrage déterminé» (9). Cette relative égalité constitue certainement une différence notable avec le droit moderne. Celui-ci, introduit dès l'installation de l'autorité coloniale, distingue en effet nettement, par exemple, entre

---

(6) L. Massignon : Enquête sur les corporations musulmanes d'artisans et de commerçants au Maroc, *Rev. Mond. Musul*, 1924, p.I et s; Le Tourneau; Fès, avant le Protectorat, 1949, Casablanca.

(7) A. Ayache : *Le mouvement...*, p.12 et s.

(8) Voir M. Al Moubarak : *Niddam Al-Islam, Al Iktissad, Dar El Fikr, Beyrouth*; L'Etat et le système de la hisba chez Ibn Taymia, particulièrement les chapitres consacrés au «travail»...(en arabe).

(9) Hypothèses tirées de l'article 723 du DOC relatif au louage d'ouvrage et au louage de services.

l'exécution d'une prestation fournie par une personne appartenant à une profession libérale ou au cadre des fonctionnaires et celle d'un salarié «louant» sa force de travail. Cette catégorisation à l'intérieur même de la notion de travail dans le droit d'inspiration occidentale et cette absence de différenciation dans l'ancien droit local, s'expliquent sans doute par le fait que les deux systèmes juridiques résultent (comme ils sont sensés régir) des rapports sociaux appartenant à des modes de production différents.

Est-ce à dire que le droit applicable avant la période coloniale contenait, ne fût-ce que de façon techniquement peu élaborée, les bribes d'une conception égalitaire du travail humain ? Quelle que soit la réponse —positive ou négative— en elle-même la question mérite d'être posée : d'autant plus que la conception issue du droit musulman, comparée aux législations en vigueur dans d'autres pays à l'époque pré-coloniale, était loin d'être à tous points de vue défavorable aux salariés ; surtout qu'ailleurs aussi, la législation sociale était à l'époque correspondante extrêmement embryonnaire (10). Dans les pays les plus avancés, beaucoup de luttes et de sacrifices s'avérèrent nécessaires pour en faire la genèse de ce qu'elle est aujourd'hui.

Pour le Maroc, il est, en toute hypothèse, pure spéculation de vouloir se prononcer sur le sens qu'aurait pu connaître l'évolution de ce droit local si le droit colonial ne lui avait pas été substitué. L'important est de savoir dans quelle mesure les réformes introduites par le Protectorat ont été des actes volontaires de ce régime, inspiré ou non par sa métropole pour soigner son image ou plutôt le résultat, ici également, des luttes et des sacrifices des travailleurs. L'étude de la condition et des revendications ouvrières durant cette période est en ce sens un préalable nécessaire (A) pour dégager les origines réelles de ces réformes (B).

## **A - LA CONDITION OUVRIERE DURANT LA PERIODE COLONIALE.**

L'avènement du Protectorat bouleversera aussi bien l'environnement juridique que les données sociologiques rappelées précédemment. Il s'en suivra une situation désastreuse pour les populations appelées à fournir la main-d'œuvre réclamée par les structures économiques nouvellement introduites (II). Cette situation ne s'explique pas uniquement par des données socio-économiques, elle était largement encouragée par l'idéologie du patronat qui commandait les orientations de la politique législative (I).

### **I — Les données socio-économiques.**

De façon générale, les activités nouvelles, correspondant au modèle économique colonial, furent stimulées jusqu'aux années trente, par

---

(10) Le code civil français dans sa version originale ne consacrait que deux articles sans plus au «contrat de travail».

l'émigration et les investissements d'origine particulièrement publics ou semi-public (11). Il en résulta une expansion qui ébranla profondément l'équilibre traditionnel de la société marocaine. Les Européens détenaient tous les postes de commandement dans l'administration et les divers secteurs de l'économie moderne (agriculture moderne, chantiers, entreprises, activités minières...), alors que les Marocains constituaient la main-d'œuvre corvéable, fournie par le phénomène nouveau des migrations internes. La persistance dans le temps de la demande de main-d'œuvre explique d'ailleurs le prolongement de ce phénomène migratoire et son changement de nature, puisque de temporaire au départ, il se mua au fur et à mesure, en migration définitive (12).

En effet, attirées par le salariat et poussées vers la ville en raison de l'appropriation des terres agricoles par les colons, les populations rurales arrivaient aux portes des usines et chantiers par groupes, généralement sous la direction de «caporaux» recruteurs. Le mouvement eut pour effet d'abord d'augmenter et par suite de modifier la structure de la population urbaine.

La main-d'œuvre restait cependant, et malgré le changement de nature du phénomène migratoire, pour partie mouvante et attachée à sa terre d'origine, ce qui, par moments, la rendait insuffisante. L'économie coloniale enregistrait dès lors des ruptures de main-d'œuvre suffisamment significatives pour créer des difficultés à certaines entreprises (13). A Casablanca notamment, le patronat colonial dut en 1928, faire appel à des «femmes indigènes pour servir de débardeurs et de main-d'œuvre dans l'industrie» (14). Ces ruptures temporaires devaient, dans les secteurs des zones touchées, entraîner des augmentations de salaires.

Par recoupement des informations disponibles, on constate cependant que les rémunérations étaient vite ramenées à leurs taux initiaux, c'est-à-dire à «des taux à peine suffisants sinon tout à fait insuffisants» (15). Dans les zones méridionales qui traditionnellement fournissaient la main-d'œuvre ainsi que dans des villes comme Rabat ou Fès où elle ne faisait pas défaut, les salaires pratiqués ne connaissaient pas de changements et demeuraient toujours caractérisés par leur insuffisance (16).

Quoi qu'il en fût, il n'en fallait pas plus pour que les autorités coloniales et le patronat préconisent la création de bureaux régionaux de main-d'œuvre et établissent une réglementation restrictive de sa circulation et des salaires qui devaient lui être versés (17). Cette initiative était

---

(11) A. Belal : L'investissement au Maroc, 1912-1964. Ed. Mouton, 1968.

(12) A. Ayache : Le mouvement syndical...op. cit. R. Gallissot : précité.

(13) E. Bouy : Le problème de la main-d'œuvre au Maroc. Sirey, 1930.

(14) A. Ayache : idem, p. 159.

(15) R. Gallissot : précité, p. 133 et s.

(16) Idem.

(17) Idem.

d'ailleurs d'autant plus vite légitimée que la croissance dut faire place à la crise. De la pénurie de main-d'œuvre, l'économie passa au chômage et au sous-emploi et par conséquent, à la baisse des salaires. Parmi les travailleurs qui étaient devenus complètement dépendants du mode de vie salariale et qui maintenant tiraient leur subsistance exclusivement de la vente de leur force de travail, une grosse majorité constituait désormais un sous-prolétariat à la merci des offreurs d'emplois. Etablis à la ville, ils se plaçaient en tant que saisonniers ou travailleurs occasionnels de chantiers.

Plus stable, parce que bénéficiant d'une relative sécurité de l'emploi, la minorité restante commençait à prendre conscience de sa condition. Au contact des travailleurs étrangers militant dans les organisations professionnelles tolérées (18), elle prit progressivement part aux mouvements revendicatifs qui se démarquaient de l'idéologie coloniale et patronale. On peut d'ailleurs estimer que cette minorité a acquis une certaine conscience de classe, perceptible dans sa volonté de participer à la défense de ses intérêts dans un cadre syndical organisé, à partir de ces contacts. Il n'est certes pas aisé de dresser, serait-ce la chronologie exacte des manifestations de cette volonté de participation effective des travailleurs marocains aux luttes et aux mouvements de grèves déclenchés par les organisations syndicales formées par les salariés européens. En se limitant à des points de repères, on peut rappeler toutefois que les travailleurs marocains prirent part, dès le début de la colonisation, aux importants mouvements revendicatifs (19). Par suite, et alors que le droit syndical continuait de leur être refusé —comme il sera précisé ultérieurement—, ils en constituèrent même l'un des éléments les plus déterminant pour enfin devenir leur élément moteur. Il en est ainsi des événements de 1918-1919 qui ont abouti à la première grève au Maroc et qui ont entraîné un relèvement des salaires; de la grève de mars 1926 déclenchée par les cheminots; des grèves de 1936 qui durèrent du 11 juin au 6 juillet; des grèves de janvier à mars 1937 qui doivent précisément leur succès à la combativité des travailleurs marocains qui exprimaient nettement en tant que classe leur rejet de l'exploitation dont ils étaient l'objet. Ces dernières grèves ont été saluées et appuyées par le Comité d'action marocaine (20) qui d'ailleurs se rendait à peine compte de l'importance du mouvement. On peut également inclure dans ces rappels, les grèves de 1938 à Casablanca et dans les centres phosphatiers qui devaient entraîner une réaction sévère quoique non inattendue de la part des autorités contre la

(18) Sur la naissance, le développement, la diversité et la nature de ces mouvements et organisations, voir A. Ayache : *op. cit.*

(19) Cf. pour l'histoire A. Ayache, R. Gallissot, A. Ménouni, précités.

(20) A ce propos, il est curieux de constater que le Plan de réformes publié le 11 décembre 1934 par le Comité d'action marocaine n'ait pas été retenu par l'Histoire de la même façon que le Manifeste de l'Indépendance rendu public dix ans plus tard. Du moins par le mouvement syndical, en raison de son contenu social dont plusieurs aspects et recommandations demeurent d'une réelle actualité pour le Maroc d'aujourd'hui.

syndicalisation des marocains. De même, convient-il de signaler les grèves successives à partir de 1945 qui visaient primordialement l'amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de vie des travailleurs. Très suivies, ces mots d'ordre étaient largement justifiés, compte tenu de l'expansion économique que le Maroc avait connue surtout durant et après la Guerre, en devenant un pays refuge de capitaux européens et particulièrement français. Les dernières années du Protectorat, resteront enfin marquées par la réussite de la grève générale déclenchée le 7 décembre 1952 en signe de solidarité avec le mouvement syndical tunisien suite à l'assassinat de son leader Ferhat Hachad.

Ces différents mouvements qui jalonnèrent toute l'histoire du Protectorat, avaient pratiquement tous en commun la revendication de l'amélioration des conditions de travail et d'existence des travailleurs et depuis les années trente, la reconnaissance du droit syndical pour tous. Autant dire que ces revendications étaient à peine au niveau des objectifs minimums que les organismes internationaux fixaient en matière de politique sociale pour les colonies. En effet, dès le débuts des années quarante, l'O.I.T. avait affirmé la nécessité d'associer les peuples des territoires dépendants à l'élaboration et à l'application des règles du droit social (21). Elle préconisait en ce sens un programme incluant l'organisation des conventions collectives, une réglementation des salaires, de la durée du travail, des congés payés, de l'hygiène et de la sécurité, de l'inspection du travail et l'institution de la sécurité sociale.

Pour réaliser et rendre effectif ce programme, il fallait compter sans le patronat qui «en pays conquis», était plutôt partisan de la manière forte. Tout au long du Protectorat, son idéologie politique et sociale ne devait pas sensiblement varier.

## II — L'idéologie patronale.

La doctrine du patronat colonial ne s'est jamais départie du réflexe primaire de défense de la propriété et du profit fondé si besoin sur les principes les plus manichéens du libéralisme. Cette idéologie justifiait toutes les exclusions en matière de politique sociale et donnait tous les fondements nécessaires aux libres agissements patronaux dans les domaines de l'emploi et de la fixation des salaires. Seule l'ampleur des mouvements de grèves en atténuait les effets comme cela a pu être le cas avec les grèves qui marquèrent les années 1936 à 1938. Ce mouvement ne passa toutefois pas inaperçu. Très vite, le patronat essaya de l'endiguer.

Ainsi, sans rien abandonner de ses privilèges, il inclina vers le paternalisme, en invoquant de plus en plus, à partir des années trente, les bienfaits du corporatisme. L'idée n'était certes pas originale, elle était au centre de la doctrine sociale de tous les pays fascistes d'Europe. Plus tard, elle sera adoptée par le régime de Vichy.

---

(21) P. Durand : Traité de droit du travail, Sirey, 1947, p. 189.

Partout, elle est présentée comme le parfait substitut du mouvement syndical. Pour le patronat au Maroc, en plus de cette aptitude, le corporatisme était la voie indiquée permettant le retour aux traditions autochtones. Concrètement, il était présenté comme le meilleur moyen d'encadrement des travailleurs marocains dans des structures dociles, sans tenir compte des conditions de travail créées par l'avènement du modèle économique colonial. Bien que caractérisé au Maroc par une certaine confusion, le corporatisme préconisé devenait de plus lié à l'idée affirmée de négation des mesures élaborées en matière de droit du travail et particulièrement en matière de liberté syndicale. C'est que, très vite le syndicalisme, ouvert à tous les travailleurs étrangers et marocains, a été perçu comme une opposition au pouvoir patronal, susceptible de mettre en cause à la fois le statut colonial et les privilèges du patronat. On comprend dès lors pourquoi il a été combattu par les patrons qui, inlassablement, brisaient l'alliance entre travailleurs marocains et étrangers.

En effet, sans l'adhésion des premiers, le mouvement syndical se réduisait à quelques individualités; situation qui, à elle seule, explique l'interdiction faite aux marocains de jouir des libertés syndicales. Cette interdiction eut une série de conséquences dont le recul prononcé du mouvement et l'essor de l'idéologie patronale (22). Plusieurs grandes entreprises entamèrent ainsi la création de cités ouvrières, la mise en place d'œuvres sociales et de mutuelles (23) placées sous la direction de l'employeur. Au Maroc, la doctrine sociale de Vichy fut donc appliquée avant la lettre.

Que dire lorsque ce régime adopta l'idéal corporatiste pour la métropole? Simplement que le patronat au Maroc, partisan de la manière forte, se voyait détenteur de la vérité et qu'il n'avait pas besoin de l'armistice pour épouser les idées des régimes fascistes. Le régime franquiste était d'ailleurs à ce titre considéré comme «une saine source d'inspiration» compte tenu de sa politique sociale. Et on devine ce qu'il en fut pour Pétain à l'égard duquel «l'enthousiasme du patronat français au Maroc fut incomparable» (24). Celui-ci exprimait, en effet, un «réel attachement collectif» pour son idéal paternaliste et corporatif. De sorte que malgré la chute de ses modèles politiques après la Guerre, l'idéologie patronale n'évolua pas. Les patrons demeuraient opposés à toute réforme susceptible d'améliorer la condition des salariés marocains dont le nombre pourtant avoisinait le chiffre d'un million (25).

---

(22) Voir à ce sujet J. Bernard, précité, qui, dans sa thèse, ne préconise pas moins l'application de la Charte du Travail d'inspiration vichissoise comme solution aux problèmes posés par le monde du travail.

(23) R. Gallissot, précité, p. 199 et s. p. 241 et s. où l'auteur parle des «bonnes œuvres» du patronat.

(24) H. W. Ehrmann : La politique du Patronat français, 1936-1955, A. Collin, 1956.

(25) A. Ménouni : op. cit. qui rapporte les chiffres recensés au début de l'Indépendance, p.87 et s.

Comme auparavant, cette masse continuait d'être pour partie mouvante, déracinée et généralement concentrée dans les vieux quartiers des médinas, dans les nouveaux douars ou dans la nouveauté urbanistique qu'était devenu le bidonville (26). Dans ces agglomérations, le niveau de vie connaissait un degré de misère déplorable tant la population y était composée pour une grande part de manœuvres au travail irrégulier et de chômeurs, à l'exception de quelques uns vivant du petit commerce ou d'un travail administratif. Les femmes et les enfants partageaient ces conditions par l'exercice de petits métiers d'occasion, tels que porteurs, apprentis, femmes de ménages, mendiants... Pour cette population, le sous-emploi et le chômage permanents faisaient partie du quotidien, de sorte qu'avec ses revenus, elle ne pouvait en moyenne faire face à ses besoins minimums. Dans ces nouvelles agglomérations, les conditions d'hygiène et de salubrité étaient, pour compléter ce tableau, désastreuses et en tous cas sans comparaison possible avec celles des nouveaux quartiers des villes occupés par la population européenne.

Compte tenu de ces conditions d'existence, les revendications des travailleurs marocains et des syndicats paraissaient comme des sortes d'appels à minima. Elles mettaient d'abord en avant l'amélioration du niveau de vie par l'augmentation des salaires, ensuite, l'application rigoureuse de la réglementation du travail, et enfin, la révision de celle-ci sur la base des innovations qui ont été mises en vigueur dans la législation française en matière de durée de travail (ramenée à 40 heures par semaine depuis 1936), de congés payés, de conventions collectives et de liberté syndicale.

Eu égard aux conditions économiques générales et à l'enrichissement de la colonisation (27), ces revendications étaient sans aucun doute réalisables sans à coup majeurs. Mais, aussi bien les autorités que le patronat (alors même qu'ils acceptaient une relative amélioration des conditions des travailleurs étrangers par la reconnaissance d'un statut différencié, l'octroi de salaires valorisés ou d'indemnités spéciales) préféraient maintenir le statut des travailleurs marocains en l'état, au besoin par la violence. Logiquement, ce refus aboutissait au résultat attendu : diviser les travailleurs, ce qui était la meilleure manœuvre pour désolidariser les travailleurs étrangers des salariés marocains.

Ce résultat obtenu, il était par suite aisé d'exercer sur la base ouvrière marocaine toutes sortes de brimades, d'intimidations et de violences. A cet égard, les agissements patronaux dans le secteur privé ainsi que dans les secteurs publics ou semi-publics grands utilisateurs de main-d'œuvre, tel que le secteur minier, sont extrêmement révélateurs. Dans tous ces secteurs, les amendes, les arrestations et l'irrespect de la loi relevaient du

---

(26) A. Adam : précité, pour une approche sociologique du phénomène des bidonvilles.

(27) A. Ayache : Le Maroc, bilan...op. cit.

quondien (28). Ce qui en dit déjà suffisamment sur le degré d'application de la législation sociale en vigueur.

## **B - LA LEGISLATION SOCIALE COLONIALE.**

Dans les lignes qui suivent, il est question uniquement de la législation applicable dans l'ex-zone Sud. Cela ne veut pas dire qu'il n'en existait pas dans l'ex-zone internationale de Tanger ou dans l'ex-zone Nord. Au contraire sur plusieurs points de droit, celles en vigueur dans ces dernières zones étaient même en avance par rapport au droit applicable dans le Protectorat français. Sans multiplier les exemples, on peut en vouloir pour preuves la réglementation du travail en général et des accidents du travail (28 bis). Si donc, seul le droit de l'ex-zone Sud a été retenu, c'est que seul celui-ci a été maintenu pour être applicable, après l'Indépendance, à l'ensemble du pays. Actuellement encore, il continue d'être en vigueur, en grande partie et presque sans grandes modifications. De part son contenu et le processus de sa formation, il peut être envisagé, d'un côté, à travers l'intervention de l'Etat en matière de relations de travail (I), de l'autre, à travers le statut qu'il réservait aux libertés syndicales (II).

### **I — L'intervention de l'Etat colonial en matière de relations de travail.**

Tout au long du Protectorat, le statut du salarié a connu en principe des changements. Cette remarque est valable, sauf exceptions, pour toutes les catégories de travailleurs, qu'ils bénéficient d'une sécurité de l'emploi ou qu'ils soient occasionnels ou saisonniers. Du moins sur le papier, le statut du travail subordonné n'a cessé, en effet, au fur et à mesure, d'évoluer. Mais, cette évolution était rarement plus réelle que théorique.

Ainsi, au début de la période coloniale, le contrat de travail était verbal. Sa dissolution dépendait de la seule volonté de l'employeur. La loi ne réglementait ni le montant des salaires ni les modalités de leurs versements. Pire, le législateur restait muet devant la pratique qui admettait le système des économats sur les chantiers où les marchandises étaient vendues par l'employeur ou ses représentants, aux salariés, sans contrôle et à des prix élevés. Ce seul exemple est en soi révélateur de l'exploitation et du manque de protection légale dont les travailleurs étaient l'objet.

Depuis 1926, une ébauche de réglementation du travail a été introduite contenant une série de normes de protection minima relatives au paiement des salaires (29), au travail des enfants, à la durée du travail (10 heures par jour), au travail de nuit, à l'hygiène et à la sécurité du travail (30).

(28) R. Gallissot, A. Ayache... respectivement p. 165 et s et p. 216 et s.

(28 bis) Voir Leyes de Marruecos, Madrid, 1947 ; Tanger : Tratados, codigos y leyes de la zona internacional, Editorial Escelicer, Madrid 1950.

(29) Dahir du 13 juillet 1926 relatif au paiement des salaires.

(30) Dahir de la même date portant réglementation du travail.

Cette réglementation, apparemment protectrice, appelle deux importantes remarques : d'abord elle n'était pas applicable «aux marocains dans leurs rapports respectifs» (31), ce qui en réduisait passablement le champ d'application; ensuite, ce texte devait rester ineffectif puisque les autorités coloniales n'avaient, jusqu'en 1931, installé pour le contrôle de son application que deux inspecteurs du travail pour l'ensemble du territoire.

En 1927, fut promulgué un dahir relatif à la réparation des accidents de travail (32). Fondamentalement, ce texte s'inspirait de la législation française de 1898 qui traduisait largement le paternalisme patronal dominant à l'époque de son élaboration. Ce texte visait en priorité la protection des intérêts des employeurs qui à cette date répugnaient à verser en une seule fois et de façon imprévisible les réparations dont ils pouvaient être civilement responsables du fait de leurs entreprises (33). Pour le Maroc, si l'on prend en considération en plus, l'origine de la main-d'œuvre recrutée sans état civil par le biais «des caporaux» et les manœuvres dilatoires que rend possibles la mise en œuvre de ce texte, il s'avère clairement que la protection qu'il était censé assurer, était tout à fait aléatoire (34). D'ailleurs, la jurisprudence ajoutait à cet aléa en créant une nette discrimination quant à son application aux nationaux. Sans commentaire, on peut citer telle décision qui estimait que «la législation marocaine sur les accidents de travail calquée sur la législation française en la matière, ne saurait, vu les différences ethniques existant entre les deux pays, être appliquée avec la même rigueur, du moins lorsqu'il s'agit d'ouvriers indigènes dont le degré de liberté et de responsabilité ne saurait être comparé à celui des ouvriers français» (35)... A noter que les dispositions de ce texte continuent encore aujourd'hui d'être en vigueur.

A la suite de l'essor du mouvement syndical et de la série de grèves revendicatives dont il a été question précédemment, durant la période de 1931 à 1936, d'autres textes ont été imposés. L'avènement du Front Populaire en France a certainement eu une influence sur l'évolution du mouvement syndical et sur ses mots d'ordre au Maroc, mais contrairement à ce qui est généralement avancé dans le discours juridique, il n'est pour rien dans la promulgation des mesures sociales qui vont se succéder à la suite de ces grèves (36). Ainsi, a été promulgué le dahir portant création d'une juridiction prud'homale dont, toutefois, seuls les Français pouvaient être assesseurs (37). Il en est de même du dahir relatif au repos

(31) Exposé des motifs du même dahir portant réglementation du travail.

(32) Dahir du 25 juin 1927, il faut attendre 1943 pour qu'un dahir du 31 mai assimile certaines maladies professionnelles aux accidents du travail.

(33) O. Benjelloun : Sur la réforme de la législation des accidents de travail, Rev. Al Machrou, n°3, février, 1981, p.218.

(34) M. L. Ben otmane : Les réformes de la juridiction sociale au Maroc, une évolution à hue et à dia, cette revue, n°13 et 14, 1984.

(35) Tribunal de 1ère instance d'Oujda, décision du 17 mars 1933, G.T.M. 1933, p.136.

(36) Pour plus de précisions, cf : ouvrages cités dans la note 5.

(37) Dahir du 16 décembre 1929.

hebdomadaire (38) et de celui instituant le principe des congés payés (39). Revenant sur l'idée de la libre détermination des salaires défendue par le patronat, les autorités ont accédé en 1936, à la revendication syndicale visant la fixation impérative du salaire minimum (40). Cette réglementation du S.M.I.G. n'était cependant pas d'application générale. Elle excluait le travail des femmes et des enfants ainsi que les travailleurs agricoles.

Bien que modestes, ces conquêtes sociales étaient ambiguës. Car, si d'un côté elles amélioraient l'image du régime en place, par ailleurs, elles étaient sans incidences réelles sur les conditions de vie et de travail désastreuses de la main-d'œuvre. Dans le secteur privé, la législation nouvelle était soit détournée, soit ouvertement ignorée. Dans bien des cas, les contrats de travail étaient établis pour une durée d'une journée (41), les travailleurs étaient pris comme apprentis (42), pour éviter tout dédommagement suite aux licenciements. Ce comportement était d'autant plus aisé que les employeurs jouaient sur l'ignorance des travailleurs et l'interdiction qui leur était faite de s'organiser en syndicats (Cf. infra).

Pourtant, et toujours sous la pression des événements, la législation sociale devait continuer d'évoluer. L'année 1938 enregistra la promulgation du dahir conférant la possibilité —mais non l'obligation— de conclure des conventions collectives (43). Cette initiative était censée avant tout contrebalancer le ressentiment provoqué par le coup d'arrêt qu'a connu à cette date le droit syndical.

Depuis la Guerre, d'autres textes sont venus compléter ou modifier la réglementation existante. Il s'agit des dahirs relatifs aux congés payés (44), à la procédure de conciliation en matière de conflits collectifs (45), au repos hebdomadaire et aux jours fériés (46), à la réglementation du travail pris en remplacement de celui précité de 1926 (47) et enfin, au statut-type (48).

Par contre, durant toute la période du Protectorat, aucun texte n'est venu instituer une véritable sécurité sociale. Un dahir de 1947 s'est limité à la réglementation des allocations familiales, suite à la création durant la Guerre d'une caisse d'aide sociale (49) ou d'organismes privés telle la

---

(38) Dahir du 18 décembre 1930.

(39) Dahir du 5 mai 1937.

(40) Dahir du 19 juin 1936.

(41) A. Ayache : op. cit. p.214

(42) idem

(43) Dahir du 13 juillet 1938.

(44) Dahir du 9 janvier 1946.

(45) Dahir du 19 février 1946.

(46) Dahir du 21 juillet 1947.

(47) Dahir du 2 juillet 1947.

(48) Dahir du 23 octobre 1948.

(49) Dahir du 15 juillet 1947.

C.I.M.R. ayant pour objet la couverture des risques -vieillesse de ses adhérents.

L'origine de cette législation d'Après-Guerre également ne doit pas être recherchée dans la volonté des autorités ou du patronat d'améliorer le sort des travailleurs. Elle est à expliquer plutôt par le changement de la situation politique qui a commencé à marquer le pays depuis la publication du Manifeste de l'Indépendance, par le ressaisissement du mouvement syndical puisque, malgré l'interdiction, les travailleurs marocains recommençaient à y affluer et par l'organisation de la revendication ... Toutefois, comme auparavant, ces nouveaux textes demeuraient largement violés ou ignorés du fait de la conception négative que le monde patronal se faisait du droit du travail; remarque qui s'applique aussi à l'administration. Celle-ci accordait, en effet, très peu d'intérêt au contrôle nécessaire dont il doit faire l'objet. Il a été rappelé précédemment qu'en 1931, le nombre d'inspecteurs du travail était de deux pour l'ensemble du pays. Ce chiffre ne devait passer qu'à trois en 1936 et à cinq en 1938. A la fin du Protectorat, il ne dépassa pas la dizaine (50). Or, si on ajoute à ces données l'insuffisance manifeste des pouvoirs de ces agents, on est édifié sur le degré d'effectivité de la règle de droit du travail sous ce régime et sur le statut réel du travailleur marocain (51). Comparé à celui des travailleurs étrangers, en mesure de défendre leurs intérêts dans un cadre syndical organisé, il était, en effet, au plus bas.

## II — Les libertés syndicales.

Le droit syndical a été introduit au Maroc en 1936 (52). Comme pour d'autres textes, le dahir y afférent ne retenait pas les dispositions de la législation française de l'époque, prise à l'initiative des forces de Gauche au Gouvernement à cette période, mais celles beaucoup plus restrictives de 1884. A ce titre déjà, il devait être très critiqué. En fait, son aspect restrictif ne se limitait pas seulement à cela. Il énonçait, de plus, que les membres des bureaux ne pouvaient être que de nationalité française (53). Les marocains étaient donc exclus des organes d'administration et de gestion des syndicats. L'interprétation qui en fut toutefois tirée était que cette disposition restrictive n'empêchait pas les marocains d'adhérer ou d'être recrutés. Cette interprétation encouragea même les organisations syndicales à redoubler d'efforts pour élargir leurs bases tant il était évident que sans la participation des travailleurs marocains elles ne pouvaient s'implanter effectivement dans ce tissu social. Tout aussi bien, elles admettaient que sans cette participation, leurs mots d'ordre resteraient

---

(50) Sources : Ministère du travail.

(51) J. Bernard dans sa thèse, *op. cit.*, qui ne peut être soupçonnée de sympathie pour la classe des travailleurs, a noté que l'application de la règle du droit dépendait du «seul bon vouloir» des patrons, p.87.

(52) Dahir du 24 décembre 1936.

(53) Article premier.

sans effets. Mieux, il leur paraissait que la législation sociale, même limitée, ne serait sérieusement appliquée qu'à la condition où les organisations seraient suffisamment fortes et structurées pour l'imposer. A leurs yeux, l'aboutissement de leurs revendications qui devenaient de plus en plus précises, était en somme lié à la reconnaissance du droit syndical pour tous.

Le patronat fidèle à son idéologie corporatiste ainsi que les autorités étaient bien entendu d'avis contraire puisque même avec ces limites, la nouvelle législation accrut le rôle des syndicats. L'augmentation du nombre des adhérents en majorité marocains en apportait la preuve. Aussi, faisant suite aux grèves de 1938 à Casablanca et dans les centres phosphatiers, un dahir fut promulgué pour clarifier législativement la situation au sujet de la syndicalisation des marocains (54). Il énonçait des peines d'amendes et d'emprisonnement à l'encontre de tout marocain qui s'affilie à un syndicat ainsi que de toute autre personne qui entreprend ou tente de l'affilier.

Ce dahir qui ne devait être abrogé qu'en 1950 (55), n'avait d'équivalent ni en Tunisie où le droit syndical a été reconnu pour tous dès 1932, ni en Algérie où s'appliquait la loi française de 1884 précitée. Aussi, jusqu'à cette date d'abrogation et malgré les incessantes revendications de la classe ouvrière et des syndicats constitués, les travailleurs marocains étaient les seuls travailleurs du Maghreb à être privés d'un droit fondamental et les seuls à être exposés à une répression limitative de liberté en cas d'infraction. Les arguments avancés par les autorités pour justifier cette situation étaient pour le moins fallacieux. Dépassant le souhait corporatiste du patronat, elles invoquaient, selon R. Montagne, «la contradiction entre les institutions traditionnelles du Maghzen et les tendances des organisations ouvrières» (56). L'assertion ne peut faire oublier que le Protectorat a toujours tenu à être perçu précisément comme un facteur de modernisation et de progrès qui passe par la réforme des «institutions traditionnelles».

En fait, lorsque l'autorité coloniale a pris l'initiative de cette interdiction, de même, lorsque la France n'a pas réagi, l'une et l'autre violaient des engagements internationaux. Le Traité de Versailles en date de 1919 dont la France était l'un des principaux signataires, contenait l'obligation «d'appliquer et de garantir les libertés syndicales dans les pays de protectorat, de colonie et de mandat» (57). Le refus d'étendre le droit syndical aux Marocains, comme les sanctions prévues par le dahir de 1938, relèvent donc d'une volonté politique visant à tracer une démarcation entre travailleurs «indigènes» et salariés européens privilégiés. Pour ne pas être

(54) Dahir du 24 juin 1938.

(55) Dahir du 20 juin 1950.

(56) R. Montagne : Naissance du prolétariat marocain, Paris, 1951, p. 220.

(57) Cf. A. Ayache : Le mouvement...p. 133 note 33.

tout à fait l'Etat de non-droit, la situation n'en est pas moins pour autant discriminatoire.

Quoi qu'il en soit, prenant le contre-pied des positions des autorités du Protectorat et du patronat, le mouvement syndical ne s'avoua pas vaincu. Il ne se contentait plus, au lendemain de la Guerre, de défendre les revendications du salariat marocain mais les adoptait comme ses propres mots d'ordre. La réaction en fut une syndicalisation massive des travailleurs nationaux, ce qui amena les autorités à nuancer leur analyse. Une circulaire en date du 29 mars 1945 entérina d'ailleurs la situation, en permettant aux marocains d'assister aux réunions dans les locaux syndicaux. C'est que le syndicat était maintenant perçu par la Résidence comme un moyen d'intégration de la classe ouvrière marocaine (58). La nuance résidait maintenant dans le fait que la population marocaine a ajouté une nouvelle dimension politique à ses préoccupations. Or, dominés par l'élément français au niveau de la direction, les organismes syndicaux se contentaient de réclamer pour la nation marocaine l'égalité des droits avec les autres nations à l'intérieur d'un ensemble susceptible de consacrer l'union avec la France.

A terme, cette position était vouée à l'échec devant l'intense activité nationaliste axée plutôt sur le mot d'ordre de l'Indépendance et qui liait l'exploitation ouvrière à la situation politique. Suite à cette activité inconnue par le passé, et alors que l'activité syndicale était devenue tolérée, les marocains parvenaient, à partir de 1950, à contrôler pratiquement le mouvement et à lui imprégner une nouvelle orientation engagée dans la lutte pour l'Indépendance. Il en résulta un rapprochement avec les partis politiques, notamment l'Istiqlal, qui, par contre-coup, subit l'influence syndicale. A partir de 1952, année correspondant à l'arrestation des militants marocains qui ont déclenché la grève générale rappelée antérieurement, la coexistence des deux tendances syndicales, européenne et marocaine, s'achemina vers la séparation. Les événements qui depuis marquèrent l'Histoire du pays jusqu'à l'Indépendance, malgré le régime d'exception imposé par les autorités, ont amené les syndicalistes marocains à mettre sur pied, en janvier 1955, un comité d'organisation pour l'établissement et le développement d'un syndicalisme libre. Le 20 mars suivant, était annoncée la création d'une centrale marocaine autonome, sous la dénomination de l'Union Marocaine du Travail.

En conclusion, dans cette étude qui visait uniquement à tracer les grandes lignes du processus de formation du droit du travail marocain, les informations présentées (et qui restent à compléter pour l'établissement d'un véritable bilan social de la période coloniale) montrent que le régime du Protectorat n'était pas ce qu'on peut appeler exactement un Etat de droit. Il ressort de même, contrairement à ce qui est avancé généralement

---

(58) A. Ménouni, précité.

dans le discours juridique, que la législation apparemment protectrice en vigueur sous ce régime, n'a pas été le résultat d'un «volontarisme» étatique mais le fruit de luttes aux termes desquelles celle-ci fut progressivement arrachée par la classe des travailleurs.

Cette période apparaît aussi avoir créé les circonstances pour le déclenchement de ces luttes, permettant à cette classe en formation de prendre conscience d'elle-même, de son exploitation et de la nécessité de l'action pour défendre ses droits. Il n'est d'ailleurs pas interdit de penser que cette prise de conscience soit sans relation avec l'émergence du sentiment national qui exerça à la fin de cette époque un ascendant sur l'ensemble de la population.

Ces remarques en rappellent cependant d'autres dont l'ignorance relèverait de l'esquive. Il s'agit particulièrement de celles relatives à la réalité actuelle du statut du travailleur marocain. Quoique la réponse puisse paraître en dehors du sujet, il est difficile de ne pas souligner que, plus de vingt cinq années après l'Indépendance, il n'y a pas encore, à ce titre, lieu de pavoiser.

# Le recours à l'article 19

## Une nouvelle lecture de la Constitution?

Abdeltif MENOUNI\*

Voilà qu'en cet Octobre 1983, le juridique est devenu brusquement et pour un temps, partie intégrante, du politique, cristallisation d'un rapport de forces, témoin d'une difficulté à surmonter, continuation du politique par le juridique. C'est que l'application de l'article 19 de la Constitution marocaine de Mars 1972 (1) dans une atmosphère d'unanimité nationale, dans le but de parer au vide législatif que n'auraient pas manqué d'occasionner le report des élections de la Chambre des représentants et l'expiration du mandat des députés, n'apparaît pas comme une correspondance forcée, naturelle entre un texte et une conjoncture, le seul recours possible contre la dispersion et la démobilisation, dans une situation où l'organisation du référendum sur le Sahara marocain, exige de la part des citoyens, des formations politiques et de nos gouvernants, une tension de tous les jours (2). Il recèle un choix, élimine d'autres solutions et hypothèses, mesure les possibilités des acteurs politiques, représente peut-être un tournant dans l'aménagement interne du système politique marocain. Pour maints constitutionnalistes de notre pays, en effet, le recours à l'article 19 est d'autant plus significatif et d'une portée considérable, qu'il n'était pas guère attendu et que l'analyse des précédents et l'examen des

---

(\*) Professeur à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Rabat.

- (1) L'article 19 est ainsi libellé : «Le Roi, Amir Al Mouminine, Représentant Suprême de la Nation, Symbole de son Unité, garant de la pérennité et de la continuité de l'Etat, veille au respect de l'Islam et de la constitution. Il est le protecteur des droits et libertés des citoyens, groupes sociaux et collectivités.  
Il garantit l'indépendance de la Nation et l'intégrité territoriale du Royaume dans ses frontières authentiques».
- (2) Cf. Cet extrait sur discours royal en date du 8 Juillet 1983 : «Afin que nos forces restent unies et rassemblées, que nos esprits demeurent vigilants et mobilisés en vue d'un seul objectif (le Référendum au Sahara), et pour demeurer tous unis autour d'une seule et même devise, pour un destin commun, il nous faut renoncer à cette étape des élections si importantes qu'elles soient et si conformes à la constitution qu'elles puissent être»

différentes éventualités inclinaient à penser à d'autres issues (3). Il est de ces événements juridiques qui transfigurent une constitution : un article dont l'importance, si elle est reconnue, est surtout d'ordre symbolique, source d'autorité sans être un processus du pouvoir, acquiert un caractère éminemment positif, surgit au premier plan de l'actualité, devient la pierre de touche de la Constitution, l'une de ses clés, un code indispensable à sa lecture.

Mais un événement aussi singulier n'affecte pas seulement la Constitution, il introduit des mutations progressives, dans la conscience que les citoyens ont de leur Charte fondamentale; il est un stimulant précieux pour la recherche et la critique constitutionnelles. Du changement, le constitutionnaliste doit, désormais faire son objet d'étude, lui si habitué à disserter sur les équilibres, à vanter la stabilité et les contrepois, à prévilégier l'étude des structures par rapport à celle de tendances. Si l'interpellation de la réalité constitutionnelle, formée après Octobre 1983, s'impose, il s'agira de s'interroger sur le fait de savoir si le recours à l'article 19 n'est pas d'une portée plus grande que la conjoncture qui l'a justifié, s'il n'autorise pas une dizaine d'années, après la promulgation de la Constitution de 1972, une nouvelle lecture de la charte fondamentale marocaine.

On s'en doute, la réponse à cette question n'est pas aisée. Et ce n'est pas la formulation d'un article 19 qui dispose et suggère à la fois, qui est ici la seule en cause. L'analyse risque en outre, du fait de la brièveté de l'expérience constitutionnelle actuelle (4), de se heurter à l'absence d'une assiette de faits constitutionnels, suffisamment diversifiés et significatifs, de rester enserrée dans un cadre d'hypothèses, qui pour être légitimes sur le plan méthodologique, sont trop nombreuses et trop ténues pour faire avancer la connaissance des changements induits. Et si cet obstacle peut être partiellement levé par l'intégration dans une même trame factuelle de la première expérience constitutionnelle (1962-1970) et de la dernière, toutes deux fondées sur des textes, qui malgré quelques différences, apparaissent en définitive, par la répartition des pouvoirs et les équilibres politiques qu'ils réalisent, très proches l'un de l'autre, il resterait à surmonter une difficulté, autrement plus périlleuse, conjoncturelle et structurelle, celle de la séparation, toujours malaisée dans les conditions marocaines, du juridique et du politique. Certes, on a dit ailleurs (5) et

(3) L'analyse de la portée juridique de l'article 19 de la constitution de 1972, a donné lieu à un débat dont la presse marocaine s'est en partie fait l'écho. Cf. notamment A. AMALOU : «Fondement juridique et portée politique du recours à l'article 19 de la constitution marocaine» (Message de la Nation — Octobre 1984) et Rkia EL MOSSADEQ : «A propos d'un article de la Constitution — LAMALIE, (Janvier/Février 1984).

(4) La constitution actuelle du Maroc, promulguée le 10 Mars 1972, a été partiellement appliquée par le truchement de son article 102, pendant cinq ans, jusqu'à l'élection de la première Chambre des Représentants survenue en Juin 1977.

(5) Cf. Michel CAMAU : Pouvoirs et institutions au Maghreb — Editions Cerès Productions — 1978, notamment : «La faible teneur juridique du droit des institutions politiques au Maghreb ne tient pas à ce qu'il organiserait la dominance d'un organe, mais à ce qu'il

non sans raison que le droit constitutionnel se caractérisait au Maroc, comme dans les autres pays du Maghreb par sa faible teneur juridique. Mais en plus, dans la question qui nous intéresse, celle de l'application de l'article 19 de la Constitution de Mars 1972, le juridique en intervenant comme simple instrument, comme moyen et non fin, dans une affaire nationale qui le dépassait, en l'occurrence celle du Sahara marocain, s'est en quelque sorte nié en tant qu'instance autonome, occultant les questions de Droit constitutionnel qui pouvaient se poser. C'est pour essayer de les retrouver, qu'il nous a paru indispensable de faire progresser la recherche, à travers deux distinctions, deux oppositions même, d'abord celle de l'incertitude juridique et de la densité politique des dispositions de l'article 19 (I), ensuite celle de la dualité des pouvoirs et de la problématique de la suppléance (II).

### I. INCERTITUDE JURIDIQUE ET DENSITÉ POLITIQUE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 19

Examiné à la lumière des décisions prises le 14 Octobre 1983 (6), l'article 19 de la Constitution s'individualise par une destinée relativement curieuse. Des constitutionnalistes et des hommes politiques, il n'a eu pendant longtemps ni l'honneur de l'étude et de la confrontation, ni l'infortune de la critique et de la contestation. A la différence des dispositions de l'article 35 (sur l'état d'exception) ou de l'article 102 (sur la période transitoire), il ne semblait pas appelé à marquer les institutions constitutionnelles ou le jeu politique. A certains, peut-être influencés par les discussions qui ont entouré la préparation de la constitution française du 4 Octobre 1958, il apparaissait comme un ensemble de «clauses Honoris-Causa», sans prise réelle sur la vie constitutionnelle (7).

Mis en application depuis quelques semaines, il semble promis à un avenir moins obscur. Déjà une analyse et une connaissance plus approfondie de ses dispositions deviennent l'une des tâches du droit constitutionnel marocain. Mais ne nous trompons point ! Il s'agit moins de découvrir l'article 19, que de le restituer au contexte constitutionnel dont

= légitimerait cette dominance sans l'organiser, dans la mesure où celle-ci abolit pratiquement la spécialisation fonctionnelle à partir de laquelle elle est censée opérer. La dominance est alors synonyme de «concentration des pouvoirs», de «confusion des pouvoirs» en ce sens que l'unité institutionnelle du pouvoir d'Etat est sauvegardée et assurée au prix d'une contraction qui enlève au droit son contenu de limitation à travers lequel s'exprime en ce domaine sa fonction de prévention et de garantie» p. 159 et 160.

(6) Ces mesures concernent :

— Premièrement l'exercice du pouvoir législatif.

— Deuxièmement, l'exercice par les conseillers communaux, les délégués du personnel et les représentants du personnel des entreprises minières de la plénitude de leurs attributions au 14 Octobre 1984.

— Troisièmement, l'exercice par les anciens membres de la Chambre constitutionnelle de la Cour Suprême des attributions reconnues à cette même Chambre par la constitution et les lois organiques.

Notre étude se limite à l'analyse de la portée de la première mesure

(7) La formule est de P. REYNAUD in «Et Après», Plon-1974.

il est solidaire. C'est en effet par la mise à l'écart de toute tentation atomistique dans l'analyse, par l'examen global de ses dispositions que l'article 19 pourrait manifester la logique du système dont il est tributaire et livrer les orientations politiques dont il est le porteur.

### **A/ La place de l'article 19 dans le dispositif constitutionnel**

Examinons l'architecture de la Constitution de Mars 1972; essayons d'y situer l'article 19. Ceci peut être important quant à la portée juridique et à la fonction que le constituant a voulu lui conférer.

Placé depuis 1962 au début du titre II. (sur la Royauté), il a connu une stabilité indéniable : la seule modification qu'il ait subie par l'adjonction, au profit du Roi, de la qualité de « Représentant suprême de la nation » est venue pour confirmer les orientations politiques et idéologiques, dont il était chargé et renforcer son ancrage au dispositif constitutionnel, en contribuant à parfaire la logique interne de la Constitution. L'article 19 en effet, est d'une substance particulière, entretenant des relations privilégiées avec le titre I., consacré aux « principes fondamentaux », il en est le prolongement matériel, ainsi que la concrétisation politique et institutionnelle. Il représente une sorte de charnière entre les principes fondateurs de la communauté politique nationale et la Royauté qui domine l'ensemble de l'édifice constitutionnel et dont le fonctionnement, ainsi que certains pouvoirs sont consignés dans le titre II. Il est intéressant à ce propos de remarquer que chaque article du titre I. trouve un répondant, une sorte d'écho dans l'article 19. Il y a peut-on dire un phénomène de condensation et de réalisation des différents principes, droits et libertés par et dans la Royauté. Celle-ci occupe le titre II., non pas par on ne sait quel souci de préséance, mais parce que le constituant a voulu marquer, avec force, qu'elle représente l'instrument légitime, indispensable à la réalisation de tout ce qui est essentiel est vital dans le devenir de la communauté nationale. Si la nation est souveraine, si la loi est l'expression suprême de sa volonté (articles 2 et 4), le Roi est déclaré son représentant suprême et le symbole de son unité. A l'affirmation que l'Islam est la religion de l'Etat, que celui-ci a pour devise « Dieu, la Patrie et le Roi » (articles 6 et 7) répond l'énoncé de l'article 19, déclarant que le Roi est Amir Al Mouminine, garant de la pérennité et de la continuité de l'Etat, du respect de l'Islam et de la Constitution. Enfin si au titre I., différents droits et libertés sont reconnus au profit des citoyens, groupes sociaux et collectivités, c'est le Roi qui en est le protecteur.

Tout se passe donc comme si le titre I. consacré, aux « principes fondamentaux », n'était qu'une préparation à l'article 19; la Constitution établissant, d'emblée une structure du pouvoir dont le principe, au sens où l'utilise Montesquieu (8), l'âme même est le monarque, gardien actif et

(8) « Il y a cette différence entre la nature du gouvernement et son principe, que sa nature est ce qui le fait être, et son principe ce qui le fait agir. L'une est sa structure particulière, et l'autre les passions humaines qui le font mouvoir » Montesquieu - « L'esprit des lois » - Tome I. - Livre II.

garant de tout ce qui est essentiel à la vie du régime et au salut des citoyens : la Nation, l'Etat, la Constitution et les libertés.

Mais cette remarque, loin de dissiper les difficultés, ne fait qu'obscurcir la nature juridique de l'article 19. Porteur d'une conception particulière du pouvoir et de l'Etat, doté d'une teneur théorique d'une très grande densité, son caractère juridique est moins certain. Il est loisible, en effet de soutenir qu'il a moins pour fonction de conférer des pouvoirs que de justifier le partage de l'autorité que la Constitution réalise dans les articles postérieurs. A le juger, sous l'angle de la positivité, on pourrait dire qu'il énonce trop ou pas assez. Trop dans la mesure, où l'importance des titres et l'ampleur des attributions du Roi, si elles étaient prises **juridiquement** au pied de la lettre, rendraient superflue toute répartition des pouvoirs, dont la Constitution se veut justement être l'instrument. Non seulement les autres institutions seraient dépendantes de la monarchie, mais celle-ci résumerait, à elle seule, toute la vie constitutionnelle. Pas assez, dans la mesure où l'article 19 n'épuise pas toutes les virtualités de la fonction monarchique, n'énonce pas tous les pouvoirs du Roi, dont certains sont consignés dans d'autres articles, notamment l'article 35 (relatif à l'état d'exception), l'article 70 (concernant le droit de dissolution de la Chambre des Représentants), l'article 98 (sur la possibilité du recours royal, au referendum, en matière de révision de la Constitution). Et surtout il n'adjoint pas à l'énoncé qu'il fait des missions du Roi, les procédures à mettre en œuvre. Il serait, dès lors, tentant de le considérer, comme une déclaration de principes à caractère exclusivement théorique, très importante pour connaître les orientations fondamentales de la structure du système, mais dont l'application nécessiterait l'intervention d'autres dispositions disséminées, dans la Constitution, notamment les articles relatifs aux pouvoirs attribués au Roi, à titre personnel, et exercés sans contreseing. En somme l'article 19 ne pourrait opérer d'une manière directe. Il est mis en œuvre, par d'autres articles, dont la médiation, seule, lui permet d'acquérir un caractère juridique. Ainsi la continuité de l'Etat serait assurée par l'application notamment des articles 34, 71 et 104, le respect de la Constitution par les articles 26 (sur la promulgation de la loi) et 68 (sur la possibilité pour le Roi de soumettre, dans certaines conditions et après seconde lecture, au référendum tout projet ou proposition de loi). On tendrait alors à considérer que l'article 19 est surtout d'ordre doctrinal. Enumérant les principales missions du chef de l'Etat, il esquisse une définition de la fonction du monarque. De telles dispositions ne viseraient pas à attribuer des compétences précises, mais à décrire le rôle, que l'on entend faire jouer à une institution dans un système de pouvoirs donné (9).

Considéré sous cet angle, l'article 19 est plus un éclairage constitu-

(9) Cf. Gérard CONAC : Le Président de la République, Articles 5 -in la constitution de la République Française», ouvrage collectif élaboré sous la direction de François L'UCHAIRE et Gérard CONAC- Editions Economica -1979.

tionnel qu'un élément du droit positif. Le genre de dispositions qu'il consigne est certes important, au niveau de l'interprétation de la Constitution, il n'est pas pour autant indispensable, au fonctionnement proprement dit du système. A ce propos d'ailleurs, maintes Constitutions ignorent de telles dispositions, se bornant à faire figurer, dans leur dispositif, des articles relatifs aux mécanismes et aux procédures d'exercice de l'autorité. C'est alors l'analyse de la répartition des pouvoirs qui permet de remonter jusqu'à la conception de l'autorité mise en œuvre par la Constitution. Une telle façon de procéder révèle une certaine prudence de la part du constituant, attaché à la précision des termes et des formules. Elle rend compte souvent d'une pratique constitutionnelle très ancienne, et de traditions politiques fortement enracinées: dans bien des cas soit d'un degré suffisant d'uniformité dans la conception qui dédramatise les préoccupations théoriques, soit au contraire de divergences idéologiques, assez graves pour cantonner la Constitution dans des formules surtout techniques (10). Ainsi dans les Etats anglo-saxons, la conjonction de l'esprit pragmatique et du consensus idéologique a donné naissance à des constitutions qui sans être toujours brèves, privilégient l'aspect procédural, par rapport aux dispositions d'ordre doctrinal (11).

Si la Constitution marocaine de 1972, à l'exemple de celles qui l'ont précédé en 1962 et 1970 a tenu à faire, figurer parmi ses articles, des dispositions d'ordre doctrinal, c'est nous semble-t-il pour répondre aux conditions historiques et politiques particulières au pays. Il s'agissait non seulement d'inscrire, en termes juridiques, un rapport de forces politiques, mais de donner une signification précise à l'événement historique que fut en 1962, la dotation du Maroc de sa première Constitution. Toute constitutionnalisation pouvant apparaître comme une rupture dans l'ordre juridique et politique du pays, on a voulu mettre en relief les éléments de continuité, pris en charge par la nouvelle Charte fondamentale et assurer la primauté de la monarchie en la présentant comme le lien adéquat entre la tradition et la modernité, entre les impératifs d'un Etat fort et souverain, et les libertés des citoyens (12). Face à ceux qui revendiquaient une

(10) Les divergences idéologiques peuvent être assez graves pour se cristalliser autour de la nature même du régime. C'est le cas historique de la constitution française de 1875, élaborée quelques années après la défaite de la Commune de Paris par une majorité royaliste, impuissante cependant, pour des raisons de conjoncture, à établir un régime monarchique. Le résultat fut une constitution, relativement brève (34 articles et 24 après plusieurs révisions) où le caractère technique est dominant.

(11) Un exemple de cette tradition est fourni par la constitution australienne du 9 Juillet 1900, amendée à différentes reprises, mais toujours en vigueur. Cette charte fondamentale se présente sous la forme d'un texte de 128 longs articles, d'une très grande précision technique, réglémentant dans un esprit presque casuistique des matières qui, dans d'autres systèmes juridiques, sont confiées aux lois organiques. De dispositions à caractère doctrinal, il n'y en a guère, à l'exception de quelques formules sans grande consistance, insérées d'ailleurs dans le préambule, d'ordre surtout protocolaire et à charge sentimentale et concernant le statut de la Reine d'Angleterre.

(12) «Depuis une douzaine de siècles, les mêmes réalités demeurent. Elles se font seulement plus impérieuses. Plus que jamais le peuple marocain a besoin d'une monarchie populaire, islamique et gouvernante. C'est pourquoi au Maroc, le Roi gouverne, le peuple ne comprendrait pas qu'il ne gouvernât point».  
«Le Défi», Sa Majesté Hassan II, page 154.

Assemblée Constituante, il a paru nécessaire d'ériger une théorie du pouvoir qui insiste sur les vertus du réel existant, sur sa légitimité historique et ses capacités d'adaptation et d'enrichissement (13).

Ainsi la monarchie se trouvait-elle renforcée par une double légitimité. D'abord une légitimité fondée sur l'origine de l'institution qui a construit l'état marocain, assuré sa survie historique, en a fait un instrument de la défense de l'Islam et de l'intégrité du territoire; ensuite une légitimité reposant sur des finalités multiples et primordiales : garantir la continuité de l'Etat, le respect de la Constitution, l'indépendance de la Nation et de son unité.

L'article 19 est donc fondamentalement lié à la nécessité de donner une solution au problème de la légitimité. Et c'est là une autre raison qui, s'ajoutant à sa formulation générale et aux liens qu'il entretient, avec de nombreuses dispositions constitutionnelles, incline à conclure à sa nature doctrinale, source plutôt que véritable processus de pouvoirs. Mais cette incertitude juridique apparaît comme le prix d'une densité politique remarquable, dont la signification permettrait sans doute de cerner les limites et la portée de l'application de l'article 19.

## B/ La charge politique de l'article 19

Une des voies de l'exploration du contenu de l'article 19 consiste à s'intéresser à sa formulation qui tranche avec les autres stipulations de la constitution de Mars 1972. Ses dispositions se caractérisent par une certaine richesse de l'énoncé, par une préoccupation de l'essentiel. Et l'essentiel ici, c'est de permettre au Roi, véritable source de l'exécutif de maîtriser l'imprévisible, d'assurer, quoiqu'il en coûte, l'unité de la Nation et la continuité de l'Etat. Elles lui confient donc, non pas des attributions, mais des missions, des charges (14). Or le terme de mission dans son sens fort, met l'accent sur les finalités et non sur les compétences. Alors que l'attribution conférée, à une institution, peut ne pas être appliquée, soit

(13) «Ce régime a toujours été considéré — et par Notre Auguste Père et par Nous-même — comme le seul régime répondant à nos aspirations, garantissant nos intérêts et assurant au pays une évolution conforme aux données de l'histoire et aux exigences de la vie moderne. Ce régime est d'ailleurs conforme à notre génie propre pour avoir toujours mis en relief nos valeurs historiques.

Extrait du discours royal du 14 octobre 1963.

(14) C'est le terme qui a été utilisé par le Souverain à plusieurs reprises «Pour Notre part Nous avons tenu de Notre volonté à Nous dessaisir d'un certain nombre de Nos attributions, pour Nous contenter des pouvoirs exercés habituellement par les chefs d'Etat dans les pays démocratiques. Bien plus, Nous assumons en outre d'autres charges que vous connaissez et qui sont mentionnées dans la constitution, à savoir : garantir la pérennité et la continuité de l'Etat, l'indépendance de la Nation, l'intégrité territoriale du Royaume, le respect de l'Islam et de la constitution et la protection des droits et des libertés des citoyens, groupes sociaux et collectivités» (c'est nous qui soulignons). Discours d'ouverture de la première session du Parlement (18 Novembre 1963).

«Le Souverain se trouve donc investi d'une triple mission religieuse, nationale et politique. Il veille au respect de l'Islam, il garantit l'indépendance de la nation, enfin il représente l'unité, la pérennité de l'Etat et veille au respect de la constitution». in «Le Défi» page 83. (c'est nous qui soulignons).

par l'absence de conditions pour sa mise en œuvre, soit tout simplement par l'appréciation de l'opportunité qu'autorise un pouvoir discrétionnaire, la mission doit être remplie. Elle est permanente (15), parce que c'est de son accomplissement que dépend le fonctionnement régulier des pouvoirs publics. Cette rigueur dans la conception du rôle dévolu au Roi est renforcée par l'utilisation de certains termes particulièrement expressifs. Ainsi le monarque est «**le garant**» de la perennité et de la continuité de l'Etat... **il garantit** l'indépendance de la Nation et l'intégrité territoriale...» (16). Or le mot garant, à consulter le dictionnaire signifie : répondre d'autrui, rendre compte pour lui. En plus, dans le contexte marocain, il a une connotation symbolique, religieuse. Le garant est celui qui intercède, auprès de Dieu, ou d'un saint pour le salut d'une personne ou celui de la communauté. Enfin l'article 19 en faisant du Roi, «le protecteur des droits et libertés des citoyens, groupes sociaux et collectivités», semble le charger d'une mission de contrôle qui pourrait porter sur la loi, seule habilitée à intervenir dans le domaine de «droits individuels et collectifs énumérés au titre I. de la constitution (17).

Pour l'essentiel, le Roi est investi de trois missions fondamentales :

#### **I/ Il est Amir Al Mouminine et veille au respect de l'Islam :**

C'est là l'un des attributs constitutionnels fondamentaux de la Royauté qui fait de son titulaire, le monarque, le support d'une légitimité religieuse. Il est le chef d'une communauté de croyants, qui est essentiellement et conformément, à la vision islamique, une communauté politique, mais différente de l'Etat. A ce titre, il est le gardien actif du consensus des musulmans qui contribuent à la vie d'une collectivité dont l'invariant culturel fondamental est le monisme. Il dispose donc de pouvoirs qui ne sont pas illimités parce que devant être exercés conformément au Coran, à la Sunna, mais dont l'interprétation qui en a été globalement donnée est assez large (18).

A la différence des autres titres et missions cités par l'article 19, ceux de Amir Al Mouminine et de gardien actif des preceptes de l'Islam, ne trouvent pas un prolongement significatif dans la Constitution de Mars 1972, ou dans les autres chartes fondamentales qui l'ont précédée. On pencherait alors à considérer que cette mission importante entre toutes (puisque

(15) Cf. la formule utilisée par l'article 19 «... Il veille à ...».

(16) C'est nous qui soulignons.

(17) Cf. l'article 9 : «...Il ne peut être apporté de limitation à l'exercice de ces libertés que par la loi».

(18) Cf. Ces extraits de discours royaux :

«Quiconque est investi par Nous dans sa mission civile ou militaire se doit de traduire notre mission, celle du Commandeur des croyants, tenus d'être l'ombre divine sur terre et l'arc de Dieu et doit refléter notre propre personnalité». (12 Mars 1979).

«Et c'est ainsi que nous constatons qu'il résulte du livre sacré que tous ceux que Dieu a chargés d'une responsabilité législative ou exécutive doivent obéir à un contrôle : un contrôle de Dieu d'abord, un contrôle de la part de celui que Dieu a chargé des affaires de la communauté musulmane et enfin un contrôle des électeurs». (13 Octobre 1978).

c'est elle qui ouvre l'article 19) légitimerait l'existence d'un champ d'action politique, qui n'est pas moins vaste que l'espace constitutionnel et dont le contour serait fixé notamment par l'Ijtihad (19) (20).

## 2/ Le Roi est investi d'une mission politique à deux volets

Il assure tout d'abord la continuité de l'Etat et garantit l'intégrité du territoire. Il s'agit là d'une mission juridique, dont les implications sont politiques, et qui a été déjà mise en œuvre en 1976, lors de la Marche Verte. En vertu de cette charge, le Roi est investi de responsabilités, très importantes. Même si celles-ci devaient se situer dans le cadre de l'application de l'article 35, et donc se référer soit à des événements susceptibles de mettre en cause le fonctionnement des institutions constitutionnelles, soit à une menace du territoire national, la qualification des faits reste du ressort du Roi. Par ailleurs l'imprécision du terme « authentiques » servant à désigner les frontières des pays, sa connotation plus historique ou politique que juridique laissent une grande latitude au souverain, dans la définition de l'espace national et l'établissement d'une stratégie pour la récupération des territoires spoliés (21).

Ensuite le Roi assure le respect de la Constitution. Il s'agit là moins d'une attribution que d'une charge, d'un devoir, car cette disposition implique, de la part du Roi, la nécessité de circonscrire non seulement le domaine constitutionnel particulier de chaque institution, mais également le sien propre. De celui qui a élaboré la Constitution, elle en fait le premier serviteur et le gardien des suffrages exprimés par le peuple. Et c'est justement, au nom du peuple, que le monarque exerce son rôle d'arbitrage et de contrôle des différentes institutions. Celui-ci peut d'ailleurs prendre plusieurs formes. Il revêt celle des remontrances par l'intermédiaire des messages royaux, ou de discours, y compris auprès des juridictions, sur le fonctionnement desquelles, il ne peut pourtant intervenir directement du fait du principe de l'indépendance de l'autorité judiciaire, consignée dans l'article 76 de la constitution. Il peut aboutir à conférer au Roi l'exercice des pleins pouvoirs, par la mise en œuvre de l'article 35. Dans tous les cas, l'arbitrage introduit, dans la pratique constitutionnelle, une marge d'indétermination, car accordant au Roi, un pouvoir d'appréciation important (22).

(19) L'Ijtihad étant entendu ici comme une recherche personnelle basée sur les textes du Coran et sur la Sunna.

(20) C'est bien cet espace politique qui semble avoir été visé par le Souverain dans son discours à l'occasion de l'ouverture de la 1ère session du Parlement (10 Octobre 1981) : « Toutefois, si le Souverain Constitutionnel ne peut statuer sur ce cas, le Commandeur des Croyants en vertu du Coran et de la tradition du Prophète, doit se prononcer ».

(21) C'est en vertu de cette mission que le Souverain a ratifié le traité marocco-mauritanien de 1976 sur le partage du Sahara et c'est conformément à cette charge qu'il a pris la décision d'engager le processus de récupération de la partie sud du Sahara marocain, après son évacuation par les troupes mauritaniennes.

(22) G. CONAC -Op. Cité.

### **3/ Une mission nationale car le Roi est le Représentant suprême de la nation, le garant de son indépendance et le symbole de son unité.**

Il s'agit d'une mission, dont le contenu a été précisé par l'introduction au profit du Roi, dans la constitution de 1970, puis dans celle de Mars 1972, du titre de Représentant suprême de la Nation. Cette novation dont on essaiera d'étudier, plus bas, les différents aspects juridiques et politiques, tend à mettre l'accent sur le caractère représentatif, historiquement prioritaire du Roi, car la monarchie, en tant qu'institution séculaire, a assuré la représentation de la Nation, antérieurement à l'avènement du suffrage et du Parlement. Elle se réfère également, quoique d'une manière implicite à la lutte engagée, par le Roi et le peuple marocain pour l'indépendance de la nation et sa souveraineté, insistant à travers cette double perspective historique et politique, tant sur le caractère contractuel de l'autorité que sur le rôle de régulation et de contrôle dévolu au Roi, sur le fait que la Constitution ne représente, en définitive que la reconduction du pacte, qui a toujours uni le monarque et la Nation (23).

A un niveau juridique, cette mission, qui constitue l'une des justifications de l'application actuelle de l'article 19, peut, non seulement se concrétiser, par la proclamation de l'état d'exception, mais aboutir soit à une demande de seconde lecture (conformément à l'article 66), si le monarque constatait qu'un projet ou une proposition de loi enfreignait les exigences de l'indépendance nationale, soit la dissolution du parlement, en vertu de l'article 27 de la Constitution de Mars 1972.

Il ressort donc de l'analyse précédente, que l'article 19, en dépit de son contenu doctrinal, incertain sur le plan juridique, investit le Roi de missions importantes, dont les implications concrètes, politiques sont essentielles pour la survie du système constitutionnel dans son ensemble. Mettant l'accent sur les finalités à atteindre, il semble privilégier le résultat sur les moyens. On pourrait alors se demander si dans ces conditions, il n'appartiendrait pas à celui sur lequel pesait ces charges, en l'occurrence le monarque, de déterminer les instruments et les moyens de l'accomplissement de sa mission. Une telle interprétation, extensive de l'article 19, conduirait à concevoir son application non seulement par l'intermédiaire des pouvoirs conférés au Roi, à titre personnel, n'exigeant pas le contre-seing, mais par le truchement de pouvoirs implicites. Dans ce cas, la Charte fondamentale marocaine ne mentionnerait qu'une partie des prérogatives du Roi, les autres seraient découvertes par le souverain, et exercées conformément aux exigences politiques et à la nature des circonstances.

Il convient de remarquer que la pratique constitutionnelle marocaine a

(23) «Cette constitution est avant tout le renouvellement du pacte sacré qui a toujours uni le peuple et le Roi et qui est la condition même de nos succès».

Extrait du discours royal du 18 Novembre 1962.

admis au moins une fois, la mise en œuvre, par le Roi de pouvoirs implicites, lorsque celui-ci, à la demande du président Allal El Fassi est intervenu en Novembre 1964, pour trancher le conflit, qui opposait différentes tendances politiques sur l'opportunité de la convocation d'une session extraordinaire de la Chambre des représentants. L'exercice par le Roi du pouvoir juridique d'interpréter la Constitution ne devait provoquer, au sein de la classe politique, ni critique ou réserve (24).

Par ailleurs, venant compléter ce champ politique dont les contours ne sont pas délimités avec précision; solidaire de la Constitution mais non consigné par elle, se dresse un autre espace régi par le Coran et la tradition du Prophète et que le monarque en tant qu'Amir Al Mouminine peut investir. Il semble donc que le recours à l'article 19, en Octobre 1983 ait pris pour base, la reconnaissance, au profit du Roi, d'un vaste domaine d'action politique, para - constitutionnel circonscrit, par les exigences de conformité aux enseignements de l'Islam, et la compatibilité avec la Constitution. Voyons maintenant dans ces conditions, en quel sens et dans quelle mesure, la Charte fondamentale de Mars 1972 a été mise en œuvre.

## II. STRUCTURE DES POUVOIRS ET PROBLEMATIQUE DE LA SUPPLEANCE

Les implications constitutionnelles et politiques du recours à l'article 19 de la Constitution de Mars 1972, peuvent être mises en lumière à partir d'une analyse médiate portant sur les effets de cet acte important de la vie nationale. Il ne s'agira alors plus de s'intéresser à la nature juridique de l'article 19 et à sa portée, mais à la mesure concrète qui a résulté de son application. Depuis le 14 Octobre 1983 en effet, c'est le Roi qui, en vertu de l'article 19, supplée le Parlement dans sa fonction législative dans l'attente de l'élection d'une nouvelle chambre. La suppléance est donc provisoire et se présente comme une mise en œuvre de la Constitution elle-même. Elle n'en est pas moins une épreuve pour les institutions constitutionnelles et une situation qui révèle, tout à la fois, une conception de l'autorité souveraine et la pente par laquelle évolue l'esprit de la Constitution.

De la suppléance actuelle, on s'attachera à mettre en lumière, non pas sa conformité ou son infidélité à la Constitution de Mars 1972 (25), mais les conséquences possibles que ses pré-supposés juridiques, ses modalités techniques et leurs interactions peuvent avoir pour la lecture de la Charte fondamentale. Ce qui est en cause, c'est d'abord l'idée de la représenta-

(24) Voir à ce propos, l'excellente contribution de notre collègue Abderrahman KADIRI sur «l'expérience marocaine en matière de contrôle de la constitutionnalité des lois», présentée lors des journées d'études du Département de Droit Public - A Parajire ultérieurement dans le cadre d'un ouvrage collectif, aux Editions Maghrébines.

(25) On l'aura constaté, ce n'est pas la problématique qu'on s'est proposé d'élucider dans cet article.

tion et de l'identification corrélatrice de la nature des pouvoirs (A), c'est ensuite la suprématie monarchique, liée au droit à la suppléance (B).

### **A/ Conception de la représentation et dualisme des pouvoirs dans la constitution de 1972.**

La suppléance dans des conditions généralement déterminées par la Constitution, d'une institution, empêchée d'accomplir la fonction qui lui est dévolue, par une autre, n'est certainement pas une mesure courante. Elle est cependant prévue par tout système institutionnel, et fait partie du dispositif de régulation, indispensable à la survie du régime et à sa reproduction. Envisagée sur un plan abstrait, sa nécessité ne fait guère problème. Ce sont ses justifications théoriques et ses modalités concrètes qui changent d'un système à un autre. La question se pose notamment de savoir quel est le pouvoir habilité à suppléer et dans quelles circonstances, il pourrait le faire.

Au Maroc, la structure des pouvoirs se développe à partir d'une conception de la souveraineté nationale. Conformément à l'article 2 «la souveraineté appartient à la Nation qui l'exerce, directement, par voie de référendum, et indirectement par l'intermédiaire des institutions constitutionnelles». Ces institutions constitutionnelles représentatives de la Nation et par là même, habilitées à vouloir pour elle, sont identifiées par la Charte fondamentale, respectivement dans les articles 19 et 36 : ce sont le Roi déclaré : Représentant suprême «et la Chambre des Représentants dont les membres «tiennent leur mandat de la Nation». La Constitution marocaine de Mars 1972, met ainsi en œuvre, à l'instar de celles qui l'ont précédée, une conception de l'autorité souveraine où l'idée de la représentation est disjointe de celle de l'élection, mais où l'organe représentatif ne peut exercer ses compétences, qu'en vertu d'une Constitution ayant un caractère national, c'est-à-dire fondée sur la volonté de la Nation (26). La représentation ne repose pas sur un fait électoral, mais sur une concession constitutionnelle de puissance, portée à un certain degré. Elle n'est pas une qualité subjective, mais un pouvoir objectif (27). Le Roi est le Représentant de la Nation, dans la mesure où dans l'exercice de ses fonctions, il se trouve dans des situations où il veut pour elle.

1. Tout d'abord il promulgue la loi, conformément à l'article 28, sans que cet acte soit enserré dans des délais précis. N'étant pas une compétence liée, la promulgation peut revêtir le caractère de sanction donnée à la loi, considérée par ailleurs comme étant «l'expression suprême de la

---

(26) «L'espérance de Mohamed V. était que nous puissions réussir finalement une synthèse entre pouvoir représentatif et pouvoir personnalisé, et que cette synthèse fut démocratiquement approuvée par la nation». S.M. Hassan II. -«Le Défi» -p.83.

(27) Cf. R. CADRE DE MALBERG - Contribution à la théorie générale de l'Etat Tome II. -p.275-  
Editions du Centre National de la Recherche Scientifique -1962.

volonté de la Nation». (28). Non seulement le Roi, au même titre que la Chambre des Représentants peut vouloir de nouvelles lois à la nation, mais il intervient, au moment décisif du processus de formation de la loi, celui de sa mise en vigueur.

2. Le Roi signe et ratifie les traités, en vertu de l'article 31 de la Constitution. Ce faisant, il manifeste une volonté initiale et indépendante. Il prépare et négocie les traités, qui sont de véritables actes de volonté, de véritables lois qui lient réciproquement la Nation marocaine avec les autres nations.

Ainsi le Roi et la Chambre des Représentants exercent un pouvoir qui se distingue de celui, détenu par d'autres organes, notamment le gouvernement, par sa qualité et son étendue. Alors que le gouvernement assure l'exécution des lois, conformément à l'article 60 et qu'il est donc titulaire d'un pouvoir secondaire et conditionné, recevant ses impulsions d'une volonté supérieure à la sienne, le Roi et la Chambre des Représentants sont investis d'un pouvoir discrétionnaire, en vertu duquel, ils statuent dans les affaires relevant de leur propre compétence, de leur propre initiative et sous leur seule appréciation. Sans aller jusqu'à dire qu'ils se soient substitué à la Nation, dans l'appropriation de la souveraineté, on peut affirmer du moins qu'ils apportent une volonté maîtresse dans l'usage qu'ils font dans les limites de leurs compétences, de la puissance de l'Etat (29). Le Roi et la Chambre des Représentants constituent dans la logique constitutionnelle marocaine la source du gouvernement, responsable d'ailleurs devant ces deux instances (30).

Ce caractère représentatif, commun aux deux institutions que sont le Roi et la Chambre, est complété par une certaine indépendance, reconnue par la Constitution de 1972, à l'un et à l'autre. Pour le Roi, cette indépendance organique et cette latitude fonctionnelle ne font guère problème, au niveau de l'analyse. Elles apparaissent, dans les pouvoirs conférés au Roi à titre personnel, qu'il exerce sans contreseing et qui sont formulés notamment dans les articles 24 (sur la nomination du premier ministre et des ministres), 35, 68, 70 et 100 précédemment explicités. En revanche, l'indépendance de la Chambre des Représentants, son autonomie et son efficacité propre, en tant qu'instance juridique et politique, ressortent avec beaucoup moins de netteté. La Constitution marocaine de 1972 demeure en effet marquée par une tendance à l'abaissement de la Chambre des représentants (31). A lire les nombreuses dispositions desti-

(28) Cf. MENOUNI Abdeltif et KADIRI Abdelkader : Essai sur la signification du contrôle de la constitutionnalité des lois au Maroc - Etude présentée lors des journées d'études du Département de Droit Public de la Faculté de Droit de Rabat - Mars 1982. A paraître ultérieurement aux Editions Maghrébines.

(29) R. CARRE DE MALBERG -Op. Cité.

(30) C'est cette logique qui est exposée par J.J. ROUSSEAU dans les «lettres écrites de la montagne» (lettre 6) : «Le pouvoir législatif qui est le souverain a besoin d'un autre pouvoir qui exécute, c'est-à-dire qui réduise la loi en actes particuliers».

(31) Cet abaissement qui se traduit par l'amenuisement du rôle et des pouvoirs de la

nées à «rationaliser» le travail parlementaire, à passer en revue les contraintes nombreuses, auxquelles se trouve soumise la chambre, et visant à réduire l'impact de son action, on douterait du caractère représentatif du parlement marocain, dans tous les cas de sa prééminence juridique par rapport au gouvernement. Il n'en demeure pas moins que, dans le domaine qui lui est circonscrit notamment par l'article 45, il demeure à l'abri de toute intervention directe d'une autre institution, de nature à lui imposer une orientation ou une décision, contraire à sa volonté propre. En cas de différends entre le Roi et le Parlement, sur l'opportunité ou le contenu d'une loi adoptée, ce dissentiment doit être porté devant la nation qui tranche conformément à l'article 68. Bien plus, les mêmes dispositions prévoient la situation certes théorique, où la décision contestée par le Roi, mais confirmée lors d'une seconde lecture par le Parlement à une majorité des deux tiers, échappe à l'arbitrage de la Nation (32).

En définitive, il semble bien que sous le rapport de la représentativité, les pouvoirs du Roi et ceux de la chambre sont de même nature, relèvent de la même source : la nation souveraine. C'est cette identité qui justifie la suppléance d'une institution par une autre. Il reste évidemment à déterminer les modalités de la suppléance, permises par la logique constitutionnelle et les formes légales de sa mise en œuvre.

### **B/ Suprématie monarchique et droit de suppléance.**

Tout dualisme est fragile et plus que tout autre, le dualisme des pouvoirs (33). On pourrait ajouter : plus que tout autre le dualisme des pouvoirs établis par la Charte fondamentale marocaine. C'est que l'existence de deux institutions dotées de pouvoirs qualitativement identiques, se double de la suprématie manifeste de la monarchie. Cette dominance insérée explicitement dans l'article 19 de la Constitution de 1970, reprise par celle de 1972, pourrait dès 1962, être déduite de la place et des nombreuses prérogatives, accordées au Roi dans l'ensemble institutionnel. Déjà au plan de la représentation, il était possible de constater que le Roi, par rapport à la Chambre, représente à un plus haut degré la nation souveraine, parce que doté du pouvoir de vouloir pour la Nation au point de préparer et de lui proposer une Constitution (34). Par ailleurs, le droit de consulter la Nation, par voie de référendum, sur une loi ou sur la réforme de la constitution est du seul ressort du monarque.

■ Chambre dans certains domaines bien précis, n'est que faiblement compensé par un élargissement du domaine de la loi, qui représente un certain progrès par rapport aux deux constitutions de 1962 et de 1970.

(32) Cf. l'article 68 de la constitution : «Le Roi peut, après une nouvelle lecture, soumettre par dahir, au référendum, tout projet ou proposition de loi, hormis le cas où le texte du projet ou de la proposition, soumis à la nouvelle lecture, aurait été adopté ou rejeté à la majorité des deux tiers des membres composant la chambre des représentants».

(33) Cf. George BURDEAU : «La conception du pouvoir selon la constitution française du 4 Octobre 1958 - In Revue Française de Sciences Politiques -1959.

(34) «Ainsi la constitution que j'ai construite de Mes mains, cette constitution qui, demain sera diffusée sur tout le territoire du Royaume et qui dans un délai de vingt jours, sera soumise à ton approbation». Extrait du discours royal du 18 Novembre 1962.

En fait, si la Constitution de Mars 1972 a établi deux pouvoirs représentatifs, ce n'est pas au même titre qu'ils agissent, ni dans la même perspective. Le premier, celui du Roi constitue, aux termes de l'article 19, la plus haute incarnation de la Nation dont il a pendant des siècles, assuré la représentation, symbolisé l'unité et garanti l'indépendance. Il représente la durée opposée au quotidien, la structure par rapport à la conjoncture. Il a la charge des options irréversibles qui décident de l'avenir de la collectivité toute entière. Parce qu'il est unique et ne peut être partagé, la Constitution marocaine de Mars 1972 a interdit dans son article 3, le parti unique (35). Le second pouvoir, celui de la Chambre des Représentants, fondé sur le suffrage des citoyens, sporadique et renouvelable est construit sur les organisations nationales partielles : les partis politiques, mais également les organisations syndicales et les chambres professionnelles qui «concourent à l'organisation et à la représentation des citoyens (36). Il rend compte des contradictions et antagonismes qui secouent la société, des intérêts divers, limités et divergents qu'il a la charge de modérer et de concilier. Comptable du quotidien, il agit dans un cadre constitutionnel circonscrit par les dispositions de l'article 45 définissant le domaine imparti à la Chambre des Représentants. Bien que manifestant une volonté initiale, il se situe, eu égard à la place qui lui est faite dans l'ensemble institutionnel, dans la mouvance de la puissance monarchique. Pour illustrer la teneur des fonctions respectives de l'un et de l'autre dans le système constitutionnel, on peut avancer que le Monarque incarne le pouvoir d'Etat et la légitimité nationale, le Parlement représente l'expression de la vie démocratique.

C'est cette hiérarchie qui explique que la suppléance soit unilatérale, fonctionnant dans un même sens Roi —Chambre des Représentants. Ainsi la majorité des membres du Conseil de Régence sont des personnalités désignées par le Roi *intuiti personae*. Et si le président de la Chambre des Représentants y siège, c'est en tant que simple membre et en vertu d'un texte constitutionnel (en l'occurrence l'article 21) et non d'un mandat du Parlement. En revanche la suppléance de la Chambre des Représentants par la Roi, dans ses fonctions législatives semble correspondre parfaitement à l'esprit et à la logique interne de la constitution de Mars 1972. Aussi s'est-elle présentée le 4 Octobre 1983, comme l'une des issues de la situation créée, par le report des élections de la Chambre des Représen-

(35) «... Si l'on admet qu'au Maroc il puisse y avoir un parti unique, il faut admettre, comme conséquence logique, que je sois le Président, le Secrétaire Général du syndicat, du parti, des cellules .... C'est forcé. Ou alors, il y a une hiérarchie, ou alors il y a un pouvoir. Cela est inadmissible ou alors je deviens Président du Parti. Et l'on n'a jamais vu un Roi, non seulement présider un parti, mais faire partie d'un parti. Un Roi doit être au dessus des partis».  
S.M. Hassan II. (Conférence de presse, tenue à Rabat le 12/12/1962).

(36) Cf. article 3 de la constitution marocaine de Mars 1972 : «Les partis politiques, les organisations syndicales, les conseils communaux et les chambres professionnels concourent à l'organisation et à la représentation des citoyens. Il ne peut y avoir de parti unique.»

tants d'autant plus que la Charte marocaine à la différence d'autres constitutions, notamment tunisienne (37) ne contient pas de dispositions conférant au Parlement le droit de proroger le mandat de ses membres, dans des situations déterminées, et que la loi organique sur l'élection et la composition de la Chambre des représentants n'avait pas été modifiée de façon à étendre l'intervalle séparant l'expiration du mandat des députés de l'élection de la nouvelle chambre. Mais la suppléance aurait pu prendre d'autres formes, soit celle de l'application de l'article 35 de la Constitution qui la prévoit explicitement, soit celle des dispositions de l'article 102 sur la phase transitoire. Ces deux voies n'ont pas été empruntées. La première dont les conditions n'étaient pas en tout état de cause réunies, supposait l'existence d'un état de crise dont l'idée pouvait faire douter à l'extérieur, de la capacité du Maroc, à affronter dans une situation normale les ennemis de son unité territoriale. Au surplus, il aurait été impensable de consulter des populations marocaines, en l'occurrence celles du Sahara sous l'empire de l'état d'exception. La deuxième solution semblait à première vue, plus praticable surtout en égard au nouvel intitulé attribué au titre XII, dans la Constitution de Mars 1972 (38). Elle se trouvait peut-être fâcheusement liée dans l'esprit des citoyens à la longue transition (5 ans) qui a séparé la promulgation de la Constitution de l'élection de la Chambre des Représentants, survenue en Juin 1977.

C'est donc à l'article 19 qu'on a eu recours pour assurer la suppléance du Parlement. La solution adoptée ne manque pas cependant de poser des problèmes, dans la mesure où elle s'intègre difficilement au système constitutionnel mis en place, à son esprit et à l'équilibre des pouvoirs qu'il institue. C'est que le droit de suppléance du Parlement, conféré au Roi, tel qu'il est réglementé par la Constitution, est essentiellement limité. Il l'est soit par la spécificité de la période où il pourrait intervenir (période exceptionnelle pour l'article 35, période transitoire pour l'article 102), soit par la détermination du délai au cours duquel elle s'exerce (article 71 sur le droit de dissolution du Parlement par le Roi). Dans un cas, la qualification de la période justifie l'indétermination du délai dont la fixation est du ressort du Roi, dans l'autre cas, le pouvoir discrétionnaire attribué au Roi en matière de dissolution du Parlement explique la délimitation du délai par la constitution (3 mois au plus).

L'application de l'article 19 tranche avec cette réglementation explicite. Elle fait intervenir la suppléance dans une situation ordinaire et pour un délai indéterminé. Tout se passe comme si le Roi était titulaire d'un droit général de suppléance qui ne trouve de limite ni dans la qualification

(37) Cf. l'article 23 de la constitution tunisienne de 1959 : «En cas d'impossibilité en temps utile aux élections pour cause de guerre ou de péril imminent, le mandat de l'Assemblée Nationale est prorogé par une loi jusqu'à ce qu'il soit possible de procéder aux élections».

(38) Dans la constitution de 1970, le Chapitre XII, portait le titre de «Disposition transitoires». Dans la constitution de 1972, les dispositions transitoires étaient devenues des «dispositions particulières».

de la période, ni dans la fixation constitutionnelle du délai de substitution.

Au terme de notre analyse, il semble bien que l'application faite le 13 Octobre 1983 de l'article 19, conduit à une nouvelle lecture de la Constitution, tout au moins à une autre vision de l'équilibre des pouvoirs. Elle rend compte de deux phénomènes simultanés et complémentaires :

— L'élargissement, tout d'abord, du champ d'action royal. Le monarque gouvernerait à travers trois espaces politiques : l'espace constitutionnel, partagé partiellement avec d'autres institutions, domaine qui admet l'idée de limite et de contrepoids, l'espace politique **d'inspiration constitutionnelle**, marqué par le déploiement des pouvoirs implicites, aux contours mouvants délimités par l'initiative royale et l'opportunité politique appréciée par le monarque, enfin l'espace politique régi par le Coran et la tradition du Prophète (39).

— Cette configuration du champ du pouvoir royal, l'existence notamment du second espace politique d'inspiration constitutionnelle permet d'envisager l'extension des pouvoirs du Roi, autrement que sous l'empire de périodes exceptionnelles. Du reste il y a une interpénétration entre les trois espaces : l'espace constitutionnel tire sa signification des développements et de l'étendue acquise par les deux espaces d'inspiration constitutionnelle. Les limites possibles de ces derniers sont déterminées par l'espace constitutionnel dont le respect est posé par l'article 19.

Dans ce cadre, l'investissement par le Roi des deux espaces d'inspiration constitutionnelle peut conduire à de nouvelles interprétations de la Constitution elle-même, ou tout au moins à un nouvel usage de ses dispositions par l'élargissement de ses perspectives et la compression de ses potentialités : l'on savait que le droit de suppléance était essentiellement limité aux termes de la Constitution, l'intervention dans l'espace II., d'inspiration constitutionnelle a fait entrevoir la possibilité politique d'un droit royal de suppléance à caractère général. L'interaction entre les différents espaces sous l'impulsion royale, contribue à façonner la Constitution qui se présente comme une charte en devenir. En somme l'expérience vécue par le Maroc depuis le 13 Octobre 1983 tend à engager deux processus politiques et juridiques non contradictoires : celui de la relativisation du contenu juridique de la constitution de Mars 1972, le développement des pratiques dans les espaces I. et II. étant de nature à affaiblir la fonction de garantie et d'organisation (40) de la loi constitutionnelle; celui de conférer une potentialité juridique et positive aux dispositions uniquement légitimatrices telles que l'article 19. Dès lors c'est la lecture de la constitution qui se trouve en cause.

---

(39) Pour plus de simplicité, on désignera dans les développements qui suivent les trois espaces par les espaces I., II. et III.

(40) Cf. Monique et ROLAND WEYL. Révolution et perspectives du Droit - en particulier le Chapitre VIII. : «Le Droit et le Pouvoir» -p.105. Editions sociales -Collection Problèmes.

Nous avons tenté, il y a quelques mois de construire une signification des institutions constitutionnelles marocaines (41) et avons estimé que celle-ci pouvait être dégagée à partir d'un code de lecture qui était celui de la Monarchie limitée. L'application de l'article 19, les conséquences que nous en avons déduites dans le cadre de cette analyse nous amènent à réviser la conclusion tirée à l'époque. Il nous semble actuellement, nécessaire d'adjoindre au concept de Monarchie limitée, celui de «PREROGATIVE ROYALE» entendue comme le pouvoir discrétionnaire du monarque d'agir pour le bien de l'Etat en l'absence d'une disposition constitutionnelle ou bien par une interprétation personnelle de celle-ci. Dans ce sens, le recours à l'article 19 ne peut être considéré comme une simple conséquence de la conjoncture, le produit des lacunes du texte constitutionnel, de conditions internationales spécifiques. Il nous semble rendre compte également et surtout de certaines données structurelles : affaiblissement des contrepois, désagrégation des organisations politiques d'opposition du système, montée des mouvements unilatéraux (42), discrédit politique et moral du Parlement et incapacité d'innovation du système politique. A cette conclusion nous ne donnons pas la valeur de fait établi. Elle doit être appréciée comme une tendance ou bien mieux une hypothèse qui attend de l'histoire confirmation ou infirmation.

Janvier 1984

---

(41) Cf. MENOUNI Abdeltif et KADIRI Abdelkader - Op. Cité.

(42) Par Mouvements unilatéraux, nous entendons désigner les mouvements à caractère ou à impact politique, dépourvus de projet ou initiative historiques et dont la capacité de destruction grandit en même temps que l'influence politique.

# Les coûts de fonctionnement de l'enseignement secondaire au Maroc

## Méthodologie et premiers résultats de l'enquête

Maria BEL ABBES (\*)

«Il est important pour un pays, d'apprécier le montant des ressources réelles et monétaires qu'il consacre à l'éducation, de connaître son évolution dans le temps, sa distribution par niveau d'enseignement, subdivision territoriale, et type de ressources» (1).

Il s'agit d'une information nécessaire pour évaluer **l'allocation des ressources à l'éducation et à l'intérieur du système éducatif**.

L'amélioration de l'utilisation des ressources ne peut être réalisée que par «l'intermédiaire d'une connaissance précise des coûts globaux et unitaires et de la mise en évidence de leurs déterminants».

Le degré de précision requis par une planification conséquente ne peut être atteint par les seules données budgétaires (2). Il importe de compléter ces données par des informations complémentaires recueillies auprès des établissements (3) eux-mêmes, à partir de suivis, soit à partir d'enquêtes.

Nous nous limiterons dans ce papier à la présentation de ce type d'enquête et en particulier à l'enquête effectuée en 80-81 par la Direction

---

(\*) Enseignante à la Faculté de Droit de Rabat.

(1) I.F.P.E. «Coûts et Financement de l'Éducation» Module 7 p.13 in Programme de formation approfondie en planification et administration de l'Éducation - 1983-84.

(2) Les données budgétaires du Ministère de l'Éducation Nationale, qu'elles soient sous forme détaillée ou abrégée sont d'un intérêt irremplaçable malgré les limites qu'elles comportent.

Ces limites sont nombreuses et résident en particulier dans le fait que ces budgets sont exprimés en terme de crédits d'engagements et classés dans des rubriques rarement différenciées entre niveaux et types d'enseignement.

(3) Seul le système éducatif formel et public sous tutelle du M.F.N. est pris en considération ici.

de la Planification dans le cadre d'un projet de l'Institut International de Planification de l'Education (Unesco) (4).

## I. LA METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

Nous aborderons les points méthodologiques suivants (5) :

1. Les objectifs de l'enquête
2. La détermination de l'échantillon
3. La représentativité de l'échantillon
4. La méthode d'enquête
5. Le dépouillement et les bases de calcul des variables principales.

### 1/ Les objectifs de l'enquête

Cette enquête s'intègre comme nous l'avons dit plus haut dans le cadre d'un projet plus vaste englobant l'Afrique du Nord Stricto-Sensu et quelques pays d'Amérique Latine et d'Asie.

Il s'agit d'un ensemble d'études de Cas visant d'une part :

a) La mesure des coûts unitaires moyens par élève et par année d'étude ainsi que leurs déterminants.

b) La connaissance des facteurs explicatifs de leurs variations. Le but ultime de cette enquête est l'élaboration, sur une base comparative, d'indicateurs pertinents pour la prévision, le contrôle et la rationalisation des dépenses d'éducation à travers notamment la recherche d'économies d'échelles.

### 2/ La détermination de l'échantillon

L'échantillon est composé de 68 établissements de l'enseignement secondaire, soit 13% de l'Univers des établissements secondaires.

Cet échantillon a été constitué en deux étapes :

1ère étape : Détermination aléatoire des établissements à enquêter à partir des données fournies par la carte scolaire.

2ème étape : Réajustement de l'échantillon sur la base d'un choix

---

(4) Nous tenons à remercier ici Messieurs Benjelloun et Radi respectivement Directeur et chef de division de la planification de l'Education qui nous ont autorisé à participer au déroulement de cette enquête et à en faire une exploitation pédagogique et scientifique. Nous tenons également à remercier Monsieur Tibi de nous avoir permis de prendre connaissance de l'ensemble du projet et de nous en avoir communiqué les documents de base.

(5) Nous n'aborderons pas ici la question de la définition des concepts de coûts qui est très bien explicitée dans de nombreux manuels dont nous ne citerons ici que celui de Woodhall.

semi-raisonné basé sur la disponibilité et la capacité de l'établissement à recueillir et à fournir les données demandées (6).

### 3/ La représentativité de l'échantillon

Elle sera saisie par rapport aux principales variables retenues : La catégorie d'établissement, sa localisation géographique, son régime, sa taille ainsi que par rapport à la composition de son personnel enseignant et administratif.

#### a) La représentativité par rapport à la catégorie d'établissement

**Tableau 1**

| Type d'Etablissements | Données Nationales (1)<br>abs % |       | Données Echantillon (2)<br>abs % |       | C/(2)/(1) |
|-----------------------|---------------------------------|-------|----------------------------------|-------|-----------|
| Collège               | 353                             | 66,98 | 37                               | 54,42 | 10,5      |
| Lycées 1e et 2e Cycle | 132                             | 25,04 | 24                               | 35,29 | 18,0      |
| Lycée 2ème Cycle      | 42                              | 7,98  | 7                                | 10,29 | 16,5      |
| Total                 | 527                             | 100   | 68                               | 100   | 13 %      |

Source : Listing d'exploitation : Ibid

: Radi, M : Ibid

La structure de la population échantillon reflète celle de la population mère où les collèges constituent 70 % des établissements et les lycées environ 30 %. La faiblesse relative de la représentativité des collèges environ 10 % est compensé par le nombre de collèges étudiés (7).

- (6) Plusieurs experts ont pensé que cette deuxième étape introduisait une déformation dans l'échantillon. Le contre-argument soutenu par la direction de la planification est que la mauvaise collecte de l'information pouvait introduire un biais à son tour. En définitive, il semblerait — jusqu'à preuve du contraire ! — que l'échantillon par son volume et ses caractéristiques reste assez représentatif de l'ensemble national et autoriserait par conséquent une certaine extrapolation au niveau national.
- (7) A cette équipe essentiellement constituée d'agents de la direction de la planification ont participé les étudiants de notre cours d'économie de l'Education à la Faculté de Droit. En les citant, nous souhaitons attirer l'attention et rendre hommage à ce labeur obscur et combien nécessaire que nous utilisateurs de chiffres ne savons pas toujours apprécier. Cette sensibilité au mode d'élaboration des chiffres est du plus haut intérêt scientifique : «Tous ceux qui ont utilisé des statistiques économiques, même préparées par les meilleurs institutions économique - statistiques, savent devant quelle extrême difficulté on se trouve pour rétablir les conditions sous lesquelles elles ont été réunies, leur domaine, l'activité précise qu'elles définissent... etc., bien qu'il puisse être décisif d'être totalement informé sur ces différents étapes.» Morgenstern p. 14.

**b) La représentativité par rapport à la localisation géographique des établissements**

**Tableau 2**

| Régions      | Données Nationales<br>abs % (1) |       | Données Echantillon<br>(2) |       | (2)/(1) |
|--------------|---------------------------------|-------|----------------------------|-------|---------|
|              | Centre                          | 158   | 29,98                      | 19    |         |
| Nord Ouest   | 114                             | 21,63 | 17                         | 25,0  | 15      |
| Sud          | 31                              | 5,88  | 6                          | 8,82  | 20      |
| Centre-Ouest | 72                              | 13,66 | -                          | 10,30 | 10      |
| Tensift      | 56                              | 10,63 | -                          | 10,30 | 12,5    |
| Oriental     | 43                              | 8,16  | 6                          | 8,82  | 14      |
| Centre Sud   | 53                              | 10,06 | 6                          | 8,82  | 11      |
| Total        | 527                             | 100   | 68                         | 100   | 13 %    |

Source : Idem

Plus de 50 % des établissements secondaires sont localisés dans les régions du Centre et du Nord-Ouest aussi bien au niveau de l'échantillon qu'au niveau de la population mère.

**c) La représentativité par rapport au régime de l'établissement**

**Tableau 3**

| Régions      | Données Nationales<br>abs % (1) |       | Données Echantillon<br>abs % (2) |       | (2)/(1) |
|--------------|---------------------------------|-------|----------------------------------|-------|---------|
|              | Centre                          | 50    | 21,95                            | 13    |         |
| Nord-Ouest   | 42                              | 18,53 | 10                               | 23,26 | 24      |
| Sud          | 26                              | 11,50 | 4                                | 9,30  | 17      |
| Centre-Ouest | 34                              | 14,90 | 5                                | 11,63 | 15      |
| Tensift      | 28                              | 12,30 | 6                                | 13,95 | 21      |
| Oriental     | 19                              | 8,34  | 3                                | 6,98  | 16      |
| Centre-Sud   | 28                              | 12,30 | 2                                | 4,65  | 7       |
| Total        | 228                             | 100   | 43                               | 100   | 18,8    |

Source : Idem

43 % des établissements disposent d'un internat dans la population mère contre 63 % au niveau de l'échantillon. Cette différence importante

tendrait à gonfler les coûts globaux puisque les internats coûtent bien plus que les externats, comme nous le verrons un peu plus loin. Il faut également préciser que les internats échantillons ne comportent qu'un effectif de 9557 internes contre 61333 au niveau national, ce qui tendrait à prolonger l'effet précédent.

**d) La représentativité des effectifs d'élèves et de classes**

**Tableau 4**

| Les Elèves | Données Nationales<br>(1) |         | Données Echantillon<br>(2) |        | (2)/(1) |
|------------|---------------------------|---------|----------------------------|--------|---------|
|            | 1er Cycle                 | 535.650 | 71,03                      | 64.684 |         |
| 2ème Cycle | 218.491                   | —       | 42.586                     | —      | —       |
| Lettres    | 97.592                    | 12,94   | 15.219                     | 14,19  | 15,6    |
| Sciences   | 110.801                   | 14,34   | 22.830                     | 20,6   | 20,6    |
| Techniques | 10.106                    | 1,39    | 4.537                      | 44,9   | 44,9    |
| Total      | 754.149                   | 100     | 107.270                    | 100    | 19,5    |

Source : Idem p.6

**Tableau 4 Bis**

| Classes    | Données Nationales<br>(1) |        | Données Echantillon<br>(2) |       | (2)/(1) |
|------------|---------------------------|--------|----------------------------|-------|---------|
|            | 1er Cycle                 | 14.063 | 70,63                      | 1715  |         |
| 2ème Cycle | 5.847                     | 29,37  | 1187                       | 40,90 | 20,3    |
| Total      | 19.910                    | 100    | 2902                       | 100   | 14,5    |

Source : Idem p.6

Le tableau 4 Bis confirme le fait que les établissements du second cycle sont légèrement sureprésentés dans l'échantillon cf. tableau 1 ci dessus.

En effet les effectifs du second cycle sont représentés à 40 % dans l'échantillon contre environ 30 % dans l'Univers. Il en est de même de la représentativité / classes. Si bien que la moyenne par classe est environ la même dans les deux populations.

La moyenne par classe est de 38 élèves pour le 1er cycle. Pour le second cycle elle est de 37,4 dans la population mère et d'environ 36 pour la population échantillon. Mais ceci ne peut avoir aucune conséquence sur le montant des coûts moyens en raison de la faiblesse du coût marginal par élève.

**e) La représentativité du personnel administratif et du personnel enseignant**

Tableau 5

| Enseignants                 | Données Nationales |       | Données Echantillon |       | (2)/(1) |
|-----------------------------|--------------------|-------|---------------------|-------|---------|
|                             | (1)                | (2)   | (1)                 | (2)   |         |
| Instituteurs + Divers       | 6.715              | 19,36 | 809                 | 14,95 | 12,05   |
| Prof. 1 <sup>er</sup> cycle | 18.078             | 52,12 | 2.520               | 46,56 | 13,94   |
| Prof. 2 <sup>er</sup> cycle | 5.212              | 16,76 | 1.170               | 21,62 | 20,13   |
| dt Marocains                | 30.605             | 88,23 | 4.499               | 83,13 | 14,70   |
| dt Français                 | 2.446              | 7,05  | 641                 | 11,84 | 26,20   |
| dt Etrangers                | 1.636              | 4,72  | 272                 | 5,03  | 16,60   |
| Total Etranger              | 4.082              | 11,77 | 913                 | 16,87 | 22,64   |
| Total Général               | 34.687             | 100 % | 5.412               | 100 % | 15,62   |

Source : Idem p. 7

Tableau 5 bis

| Personnel Administratif | Données Nationales |       | Données Echantillon |       | (2)/(1) |
|-------------------------|--------------------|-------|---------------------|-------|---------|
|                         | (1)                | (2)   | (1)                 | (2)   |         |
| De Direction            | 1.229              | 8,39  | 164                 | 6,55  | 13,31   |
| D'Education             | 8.151              | 55,68 | 1.325               | 52,92 | 16,26   |
| De Service              | 5.159              | 35,93 | 1.015               | 40,53 | 19,30   |
| Total                   | 14.639             | 100   | 2.504               | 100   | 17,10   |

Source : Idem p. 7

Au niveau du tableau 5, on peut également remarquer une légère sureprésentation du second cycle par 22 % pour les professeurs marocains et 12 % pour les professeurs français représentés principalement dans le second cycle puisque sur 641 enseignants français seule une trentaine appartient au grade de professeur du premier cycle.

#### 4/ La méthode d'enquête

Les questionnaires ont été administrés par voie indirecte, mais chaque délégué régional avait à charge de rester en contact avec les établissements sélectionnés au niveau de sa délégation et de collecter les questionnaires remplis.

Le questionnaire - Voir Annexe I. - Comporte quatre ensembles de questions :

— Identification de l'établissement par le nom, la localité et le régime d'étude;

— Identification de la personne enquêtée par le nom, la Nationalité, l'âge, le sexe, la situation familiale... etc.

— Identification du grade indiciaire de la fonction ainsi que de l'ancienneté de la personne enquêtée;

— Identification des activités de l'enseignant par la spécialité, la discipline enseignée, le nombre d'heures dues et le nombre d'heures supplémentaires.

### 5/ Le dépouillement

Le dépouillement, opération fastidieuse s'il en est, a été organisé autour des variables clefs suivantes :

- a. Dépenses salariales du personnel enseignant (par grades et par Nationalités);
- b. Dépenses salariales du personnel administratif (de direction, d'éducation et de service);
- c. Dépenses courantes non salariales (entretien, cantines...etc).

Ces différentes dépenses de fonctionnement ont été saisies au niveau des établissements regroupés par cycle, puis par régime et ensuite par délégations et régions.

Il ne faudrait pas croire pour ceux qui n'auraient jamais vécu ce type d'opération que ce fut là une vérification purement mécanique. Elle a nécessité une attention soutenue de tous les instants d'une équipe importante pendant plus de douze mois ! (8) Car au delà d'une simple vérifica-

(8) Bulletin officiel N° 3353 du 12 Safar 1397 (2 Février 1977) pages 165, 166, 167.

**Art. 2** - «Le traitement de base annuel est égal au produit de la valeur du point indiciaire, soit 50,92 par l'indice réel correspondant à la situation administrative de l'agent, majorée de 2,12 DH par point pour les indices réels allant de 1 à 150...».

**Art. 4 Bis** - «Le montant de l'indemnité de résidence est fixé, conformément au tableau ci-après, en pourcentage du traitement de base afférent à la situation administrative de l'agent :

| Zones | Taux  |                                    |
|-------|---|------------------------------------|
|       | Pourcentage du traitement de base afférent à la situation administrative de l'agent |                                    |
|       | Groupe I.<br>Echelles 7 à 11 inclus<br>Grades et emplois supérieurs                 | Groupe II.<br>Echelle 1 à 6 inclus |
| A     | 25 %  | 25 %                               |
| B     | 15 %  | 10 %                               |
| C     | 10 %  | 10 %                               |

tion de la cohérence des réponses, cette opération a pour but également d'établir les normes de calcul des variables retenues sur lesquelles on se penche rarement mais qui déterminent les chiffres et leur interprétation.

### a) Le mode de calcul du salaire des enseignants marocains

Le calcul mécanique des montants de salaire brut par enseignant selon le grade supposerait :

— Que tous les enseignants aient un numéro de S.O.M. (vacataires et nouvelles recrues compris);

— Que tous les enseignants soient régularisés et que le salaire qu'ils perçoivent au moment de l'enquête corresponde à leur grade au moment de l'enquête;

— Que tous les instituteurs, professeurs du 1er cycle et professeurs du second cycle enseignent respectivement à l'école primaire dans un collège ou un lycée du 1er cycle ou dans le 2e cycle;

— Que tous les professeurs du 1er cycle et du 2e cycle allouent respectivement la totalité de leurs horaires de service dus au 1er cycle ou au 2e cycle;

— Que tous les professeurs à titre d'hypothèse allouent un temps t% le même pour tous, aux activités d'encadrement pédagogique;

(8) suite = Art. 4 ter - «Zone A : Province d'Al Hoceima; ... Figuig; Errachidia, Laayoune, Es Semara; Ouarzazate; Tan - Tan; ...»

«Zone B : Beni Mellal; Essaouira; Nador; Taza; Oujda; Khinifra; Chaouen; Kalaâ des Sraghna;

«Zone C : Province El Jadida; Kénitra; Khouribga; Safi; Tanger, Fes; Khemisset, Meknès; Settat, Tetouan; Préfecture de Casa et de Rabat-Salé; commune urbaine d'Agadir et de Marrakech.

Dans le décret du 31 Décembre 1973 - Art. 2 - «**Les taux annuels** de l'allocation de hiérarchie administrative sont déterminés en fonction de l'échelle de classement affectée à la situation statutaire ou d'assimilation de l'agent ou l'emploi exercé

Ces taux sont fixés ainsi qu'il suit :

|            |   |         |
|------------|---|---------|
| -- Echelle | 1 | 840 DH  |
| — "        | 2 | 1320 DH |
| — "        | 3 | 1560 DH |
| — "        | 4 | 1740 DH |
| — "        | 5 | 1980 DH |
| — "        | 6 | 2160 DH |
| — "        | 7 | 2640 DH |

qui peut être porté à 4040 pour les secrétaires des cadres interministériels

|            |    |         |
|------------|----|---------|
| -- Echelle | 8  | 4560 DH |
| — "        | 9  | 5400 DH |
| — "        | 10 | 8400 DH |
| — "        | 11 | 1200 DH |

— Qu'il n'y ait pas d'enseignants qui réservent une partie variable de leur temps aux activités administratives;

— Que tous les enseignants accomplissent un nombre invariable d'heures supplémentaires.

Ceci pour dire que le calcul des salaires a nécessité une étude cas par cas (soit 5412 questionnaires dont 4499 marocains) cf. Annexe II. pour les différentes hypothèses de calcul qui ont été adoptées.

### **b) Le mode de calcul du salaire du personnel administratif**

Des problèmes supplémentaires se posent dans ce cadre :

1) Selon que l'individu est payé par le S.O.M. ou sur fonds propres de la délégation ou de l'établissement;

2) Et selon le régime de l'établissement. Car comment répartir le temps de travail entre internat et externat pour un directeur, un économiste ou une femme de ménage. (cf. Annexe II.).

### **c) Le mode de calcul des dépenses non salariales**

Des problèmes particuliers se sont posés à ce niveau :

1) L'année budgétaire et l'année scolaire ne correspondent pas si bien que les dépenses pour une année scolaire sont calculées au prorata de 3 mois (du 16/9/80 au 31/12/80) sur le budget 1980 et de 6 mois (du 1/1/81 au 30/6/81) sur le budget 1981;

2) Cette divergence pose un problème de répartition qui peut différer d'une rubrique à l'autre (le problème ne se pose pas dans les mêmes termes pour la fourniture de bureau ou pour les frais de nourriture);

3) Un troisième problème touche la fiabilité des données fournies par les intendants - non pas qu'il soient suspects à priori - mais parce que les données qu'il ont fournies sont trop agrégées (10) et non confirmées par un double source contrairement aux autres données de l'enquête.

Cependant, il faut noter que ces données n'ont qu'un impact limité sur le montant du coût unitaire puisque 98 % des dépenses courantes sont des dépenses salariales.

## **II. LES PREMIERS RESULTATS DE L'ENQUETE**

L'objectif premier de cette enquête a été l'évaluation :

- des dépenses unitaires par catégories d'établissements et d'élèves.
- des déterminants ou de la structure de ces dépenses.

---

(9) Grille des salaires du personnel payé sur fonds d'internat •

(10) Dans les faits on n'a pu obtenir des résultats aussi détaillés que prévus (cf. fin Annexe II.) et on s'est contenté de calculer la moyenne des dépenses non salariales pour les internats notamment.

Suite de la note 9

**Salaire annuel brut (y compris les Allocations familiales et prime d'ancienneté)  
Agents payés sur fonds d'internat**

| Catégorie                 | Fonction  | enfants | 0 %     | 5 %     | 10 %    | 15 %     | 20 %     |
|---------------------------|---|---------|---------|---------|---------|----------|----------|
| 1 <sup>re</sup> Catégorie | — Cuisinier   | 0       | 6465,68 | 6788,96 | 7112,25 | 7435,53  | 7758,82  |
|                           | — Magasinier  | 1       | 6897,68 | 7220,96 | 7544,25 | 7867,53  | 8190,82  |
|                           | — Dépensier   | 2       | 7329,68 | 7652,96 | 7976,25 | 8299,53  | 8622,82  |
|                           | — Agent d'encadrement (responsible de ces cuisines) | 3       | 7761,68 | 8084,96 | 8408,25 | 8731,53  | 9054,82  |
|                           | — Factotum  | 4       | 8193,68 | 8516,96 | 8840,25 | 9163,53  | 9486,82  |
|                           | — Infirmier   | 5       | 8625,68 | 8948,96 | 9272,25 | 9595,53  | 9918,82  |
| 2 <sup>me</sup> Catégorie | — Linger lingère                                    | 6       | 9057,68 | 9380,96 | 9704,25 | 10027,53 | 10350,82 |
|                           | — Linger lingère                                    | 0       | 5737,28 | 6024,14 | 6311,01 | 6597,87  | 6884,74  |
|                           | — Jardinier   | 1       | 6169,28 | 6456,14 | 6743,01 | 7029,87  | 7316,74  |
|                           | — Second cuisinier                                  | 2       | 6601,28 | 6888,14 | 7175,01 | 7461,87  | 7748,74  |
|                           | — Second cuisinier                                  | 3       | 7033,28 | 7320,14 | 7607,01 | 7893,87  | 8180,74  |
|                           | — Second cuisinier                                  | 4       | 7465,28 | 7752,14 | 8039,01 | 8325,87  | 8612,74  |
| 3 <sup>me</sup> Catégorie | — Second cuisinier                                  | 5       | 7897,28 | 8184,14 | 8471,01 | 8757,87  | 9044,74  |
|                           | — Second cuisinier                                  | 6       | 8329,28 | 8616,14 | 8903,01 | 9189,87  | 9476,74  |
|                           | — Garçon de Refectoire                              | 0       | 5028,76 | 5280,20 | 5531,64 | 5783,07  | 6034,51  |
|                           | — Plongeur  | 1       | 5460,76 | 5712,20 | 5963,64 | 6215,07  | 6466,51  |
|                           | — Personnel de nettoyage                            | 2       | 5892,76 | 6144,20 | 6395,64 | 6647,07  | 6898,51  |
|                           | — Aide de cuisine                                   | 3       | 6324,76 | 6576,20 | 6827,64 | 7079,07  | 7330,51  |
| — Aide lingère            | 4   | 6756,76 | 7008,20 | 7259,64 | 7511,07 | 7762,51  |          |
| — Laveuse                 | 5   | 7188,76 | 7440,20 | 7691,64 | 7943,07 | 8194,51  |          |
| — Femme de Chambre        | 6   | 7620,76 | 7872,20 | 8123,64 | 8375,07 | 8626,51  |          |
| — Femme de charge         |   |         |         |         |         |          |          |
| — Garçon de dortoir       |   |         |         |         |         |          |          |
| — Veilleur de Nuit        |   |         |         |         |         |          |          |

— des variables explicatives de ces dépenses.

Les résultats ne seront pas présentés ici d'une manière exhaustive en raison de la densité des données obtenues (11). Un autre traitement est en cours tant à l'I.I.P.E. qu'à la Direction de la planification qui permettra de tirer des conclusions plus synthétiques.

Nous nous limiterons donc ici à présenter les trois points suivants :

- 1°) Analyse de la structure des coûts de fonctionnement;
- 2°) Analyse des déterminants de ces coûts;
- 3°) Analyse des facteurs de variation de coûts;

Réservant l'évaluation critique de ces résultats à l'étude méthodologique comparative que nous présenterons au prochain numéro de cette revue.

### 1°) Analyse de la structure des coûts :

L'analyse des coûts comporte de multiples aspects et peut être réalisée sous différents angles (12).

Le concept retenu ici est celui de la dépense unitaire par élève et par établissement en fonction du régime de ces établissements et de leur localisation géographique.

La dépense unitaire sera analysée par rapport à trois composantes :

- Les dépenses en personnel enseignant;
- Les dépenses en personnel administratif;
- Les dépenses non salariales.

Les dépenses ou coûts (12) unitaires (C.U.) **par élève externe** selon le cycle d'étude se sont présentées comme suit :

**Tableau I. C.U. par Cycle**

| Objet de la dépense     | Cycle | Coûts unitaires en DH | %     |
|-------------------------|-------|-----------------------|-------|
| Personnel enseignant    | 1°    | 1083,44               | 79,85 |
| Personnel administratif |       | 248,58                | 18,32 |
| Dépenses non salariales |       | 24,88                 | 1,83  |
| Total                   |       | 1356,94               | 100   |

(11) Pour des renseignements un peu plus détaillés que ceux que nous fournirons ici voir Radi, M.

(12) On assimile couramment le coût à la dépense quand on s'exprime exclusivement en termes monétaires comme c'est le cas ici.

|                         |    |         |       |
|-------------------------|----|---------|-------|
| Personnel enseignant    |    | 2327,33 | 87,3  |
| Personnel administratif | 2° | 310,06  | 11,63 |
| Dépenses non salariales |    | 28,62   | 1,07  |
| Total                   |    | 2666,01 | 100   |

Source : Radi, M.— Ibid

: Listings d'exploitation

Les dépenses unitaires du second cycle sont environ le double de celles du 1er cycle.

Cette différence s'explique tout d'abord par l'existence d'un enseignement technique coûteux au niveau du second cycle ainsi que par l'importance du nombre de coopérants étrangers qui y enseignent.

En raison du nombre d'élève/ Classe équivalent dans le premier et le second cycle il ne nous semble pas qu'un phénomène d'économie d'échelle ait pu jouer. En effet l'effectif national d'élèves du 1er cycle en 80/81 était de 535.650, celui du second cycle de 218.199. Le même rapport se retrouve au niveau du nombre de classes, soit 14063 pour le 1er cycle et 5847 pour le second. On retrouve un nombre équivalent d'élève par classe au niveau de l'échantillon.

Il n'est pas nécessaire de distinguer entre 1° et 2° cycle en ce qui concerne **les dépenses unitaires d'internat**. En effet les subventions attribuées (13) ainsi que les conditions d'hébergement sont identiques d'un cycle à l'autre et d'une manière générale. Ils peuvent en effet différer d'une région et d'un établissement à l'autre en fonction notamment de la qualité de la gestion des établissements et bien sûr des montants de crédits alloués.

Les dépenses salariales d'administration des internats sont à la charge du budget central alors que la restauration et les dépenses y afférentes (personnel, entretien) sont financées sur la base des subventions annuelles de 1393,3 DH par élève.

**Tableau II.** C.U. par Elève interne

| Objet de la dépense                  | C.U. (DH) | %    |
|--------------------------------------|-----------|------|
| Dépenses salariales d'administration | 1053,77   | 46,3 |
| Autres dépenses                      | 1222,29   | 53,7 |
| Total                                | 2276,06   | 100  |

(13) La bourse d'un élève interne s'élève à  $440 \text{ DH} \times \frac{19}{6}$  par année scolaire soit 1393,3 DH.

Il est à noter que les dépenses assumées par élève ne sont que de 1222,29 DH soit un bénéfice net par élève de 171 DH en 80/81 alors que le montant de 440 DH de bourse par trimestre et par élève n'a pas été réévalué depuis 1974 !

En définitive le coût unitaire par élève dépendra directement du régime des études

**Tableau III.** —C.U. par Régime d'étude

| 1e Cycle   | Sans Internat Avec Internat |         |
|------------|-----------------------------|---------|
|            | 1356,9                      | 3641,53 |
| 2ème Cycle | 2666,01                     | 4948,03 |

Source : Ibidem.

Sur 527 établissements d'enseignement secondaire, 43 % disposent d'un internat. L'effectif national des internes est de 61 333 soit environ 12,3 % de l'effectif total du secondaire.

### 2°) Analyse des déterminants des coûts.

Les composantes du coût retenues sont les dépenses salariales et les dépenses non salariales.

Les salaires sont déterminés à partir d'un certain nombre de variables dont les plus importantes sont le grade et la nationalité. cf. Annexe II. pour les modes de calcul du salaire et Annexe III. pour la grille de rémunération du personnel de l'enseignement secondaire marocain.

L'effectif du personnel enseignant retenu dans l'échantillon se répartit comme suit selon le grade et la nationalité :

**Tableau IV. a :** Structure des enseignants marocains selon le grade.

| Cycles                 | Collèges |      | 1° et 2° Cycle |      | 2° Cycle |     |
|------------------------|----------|------|----------------|------|----------|-----|
|                        | Val abs  | %    | Val abs        | %    | Val abs  | %   |
| Instituteurs et Divers | 496      | 28 % | 296            | 15   | 17       | 3 % |
| Professeurs 1er Cycle  | 1161     | 64 % | 1167           | 53   | 192      | 35  |
| Professeurs 2e Cycle   | 126      | 8 %  | 702            | 32 % | 342      | 62  |
| Total                  | 1783     | 100  | 2165           | 100  | 551      | 100 |

Note : Les valeurs relatives ont été calculées à l'arrondi par nos soins.

**Tableau IV. b. : Structure des enseignants étrangers par grade**

| Cycles                 | Collèges | 1° et 2° Cycle | 2ème Cycle |
|------------------------|----------|----------------|------------|
| Grades et Nationalités |          |                |            |
| Français 1er Cycle     | 11       | 13             | 6          |
| Français 2ème Cycle    | 3        | 343            | 265        |
| Autres étrangers       | 8        | 149            | 115        |
| Total                  | 22       | 505            | 386        |

40 % des enseignants sont des étrangers dans les lycées du second cycle et environ 20 % dans ceux qui disposent d'un premier et d'un second cycle.

D'une manière générale et tous cycles réunis, les enseignants étrangers constituent à peu près 12 % du corps enseignant national. Ils sont légèrement surévalués au niveau de l'échantillon par environ 17 %.

La structure par grade et par nationalité se traduit naturellement au niveau des coûts globaux :

**Tableau IV c : La répartition des salaires par grades et par nationalités en valeur relative.**

| Cycles                 | Collèges | 1° et 2° cycle | 2ème Cycle |
|------------------------|----------|----------------|------------|
| Grades et Nationalités |          |                |            |
| Instituteur & ass.     | 20,61 %  | 6,08           | 8,5        |
| Professeur 1° cycle    | 67,37 %  | 33,42          | 36,97      |
| Professeur 2° cycle    | 8,97 %   | 24,66          | 21,05      |
| Total                  | 96,95    | 64,16          | 66,52      |
| Français 1° cycle      | 1,67     | 1,05           | 1,08       |
| Français 2° cycle      | 0,48     | 26,65          | 44,77      |
| Autres étrangers       | 0,90     | 8,14           | 14,16      |
| Total                  | 3,05     | 35,84          | 60,00      |
| Total Général          | 100      | 100            | 100        |

Etrangers

Marocains

Source : Ibidem

Le personnel d'administration a été classé en trois catégories :

— Personnel de direction

- Personnel d'éducation
- Personnel de service

Cette catégorisation permet de mettre en lumière «la structure des coûts de l'administration scolaire (qui) reflète les conditions de fonctionnement des établissements selon leur taille et leur type» (14).

**Tableau V.** : Structure des dépenses d'administration scolaire selon le régime d'étude de l'élève.

| Régime des Etudes         | Elève Interne | Elève Externe |          |
|---------------------------|---------------|---------------|----------|
|                           |               | 1° Cycle      | 2° Cycle |
| Effectif élèves concernés | 9557          | 64.684        | 42.586   |
| Personnel de direction    | 137,42        | —             | —        |
| d'éducation               | 368,47        | —             | —        |
| de service                | 547,88        | —             | —        |
| Total                     | 1053,77       | 248,58        | 310,06   |

Source : Ibid.

Les dépenses non salariales ont été classées sur cinq rubriques : matériel d'enseignement, entretien et achat du mobilier, entretien du patrimoine immobilier, matériel de bureau, chauffage, eau et électricité.

Ces dépenses constituent une part infime des dépenses unitaires, soit moins de 2 % pour l'externat.

Pour l'internat cet éclatement s'est avéré impossible en raison des modes de gestion propres à certains établissements le coût unitaire annuel élève interne a été évalué à 1222,29 pour l'ensemble des établissements.

### 3°) Analyse des facteurs de variation des coûts.

A ce stade de l'exploitation des données quatre facteurs ont été retenus en tant que variables explicatives.

- La taille définie par l'effectif élèves de l'établissement;
- Le milieu d'implantation de l'établissement défini selon les sept régions économiques du pays;
- L'existence de classes d'enseignement technique dans l'établissement. Cette variable concerne essentiellement le second cycle.
- La proportion d'enseignants étrangers. Cette variable concerne spécialement le second cycle également.

(14) Radi, M. Ibid p.21.

**a) La taille comme variable explicative**

La généralisation de l'organisation fonctionnelle (15) des établissements qui permet d'atteindre un taux d'utilisation élevé du corps enseignant, (16) réduit les variations du coût unitaire d'une taille d'établissement à l'autre.

Ceci est particulièrement évident au niveau du 1er cycle. Au niveau du second cycle ça l'est moins, en raison probablement de l'interférence de l'enseignement technique et des salaires plus élevés du corps enseignant étranger.

Par contre il semble que l'impact de la taille soit déterminant pour les internats.

On considère généralement que les tailles standard d'internat sont de 120 et 240 places. Norme qui ne peut être respectée au Maroc en raison de la dispersion de l'habitat. Alors que certains internats hebergent moins de 80 élèves d'autres en hebergent plus de 520.

**Tableau VI.** Dépenses unitaires selon la taille des internats.

| Classes de taille | Dépenses unitaires |
|-------------------|--------------------|
| moins de 80       | 3038,35            |
| 18 à 119          | 1972,12            |
| 120 à 159         | 1420,28            |

(15) Il s'agit du projet portant sur «l'ensemble pédagogique intégré pour 960 élèves» réalisé à l'instigation du P.N.U.D - U.N.E.S.C.O.

Ce projet comporte deux volets :

- Un volet relatif à «l'organisation fonctionnelle des collèges»

- Un volet relatif à une mise en place progressive de «la technique des groupes de niveaux».

Seuls les résultats du premier volet ont été encourageants et son application est quasiment généralisée à l'ensemble du second cycle.

L'organisation fonctionnelle s'attache en premier lieu à améliorer le taux d'utilisation des locaux par divers moyens dont le raccourcissement de l'emploi du temps des élèves et l'allongement de l'année scolaire.

L'amélioration de l'utilisation des locaux permet d'accueillir relativement plus d'élèves, c'est ainsi qu'en 1979 cette méthode a permis de faire l'économie de 500 classes. En effet il suffit que le nombre de classes d'un établissement soit un multiple de 3 pour que l'application du modèle d'organisation fonctionnelle permette d'augmenter la capacité d'accueil de l'établissement de 15 à 20 % sans augmentation des coûts.

Une meilleure utilisation des locaux suppose et entraîne une meilleure utilisation du corps enseignant et il est un fait que l'application du modèle a permis d'atteindre des taux d'utilisation très élevés dans le secondaire - environ 95 % - un des meilleurs taux dans les pays du tiers monde.

P.N.U.D - U.N.E.S.C.O. «Planification et réforme de l'enseignement primaire et secondaire (1980).

(16) Les taux d'utilisation dans le 1er cycle sont en moyenne de 96 % et dans le 2e cycle de 94 %.

| Classes de taille | Dépenses unitaires |
|-------------------|--------------------|
| 160 à 199         | 1431,02            |
| 200 à 279         | 1147,66            |
| 280 à 359         | 809,77             |
| 360 à 439         | 1521,12            |
| 440 à 519         | —                  |
| plus de 520       | 1033,21            |
| Total             | 1222,29            |

Source : Ibid

### b) Le milieu comme variable explicative

Cette donnée n'ayant été analysée que par rapport aux dépenses d'enseignement, la question revient à celle d'une répartition des qualifications sur le territoire national.

Il est bien connu que les enseignants les plus qualifiés se retrouvent dans les établissements des grandes villes : les chiffres sont venus le confirmer.

**Tableau VII.** -Coût unitaire d'enseignement par cycle et milieu d'implantation

| Cycle           | Collèges | Lycées 1° et 2° Cycle |          | Lycées 2° Cycle |
|-----------------|----------|-----------------------|----------|-----------------|
|                 |          | 1° Cycle              | 2° Cycle |                 |
| Grande villes   | 1136     | 1118                  | 2336     | 2777            |
| Villes moyennes | 1065     | 1030                  | 1885     | 2065            |
| Petites villes  | 1049     | 1039                  | 1668     | —               |
| Ensemble        | 1987     | 1078                  | 2156     | 2612            |

Source : Ibid avec chiffres arrondis

### c) L'enseignement technique comme variable explicative

L'existence d'un enseignement technique agit par deux biais sur le coût unitaire de l'enseignement du second cycle :

— Par le biais de l'horaire moyen par classe. On a constaté que les établissements ne comportant que 10 % des classes d'enseignement technique dispensent un enseignement hebdomadaire moyen de 34 heures et demi alors que ceux en comportant plus de 60 % en dispensent jusqu'à 41 heures et demi.

— Par le biais du taux d'encadrement par classe qui passe de 1,8 à 2,3 accompagnant l'augmentation du nombre de classes d'enseignement

technique de la proportion -10 % à 60 %. Mais ce phénomène ne peut-être cerné avec précision en raison de la fusion des types d'enseignement technique et général dans certains lycées.

#### **d) La coopération comme variable explicative**

Il s'agit d'un facteur déterminant et aisé à saisir. Les coopérants constituent 40 % du corps enseignant dans le second cycle et ont perçu 60 % de la masse salariale versée en 80-81 aux enseignants du second cycle.

La part des français tant au niveau des effectifs (70 %) que des coûts (46 %) est largement prédominante.

Après ce tour d'horizon très général nous voudrions rappeler les conclusions qui ont été formulées à l'issue de ces premiers résultats. Conclusions qui contribueraient (s'il en était tenu compte) à améliorer la rentabilité et la gestion de l'enseignement secondaire au Maroc :

1. Si les dépenses salariales constituent 98 % des coûts unitaires par élève, les moyens alloués à l'entretien et au fonctionnement pédagogique sont seulement de 2 % ;
2. Les dépenses salariales pourraient considérablement être diminuées par la marocanisation des enseignants du second cycle;
3. Une taille optimale d'internat pourrait être définie compte tenu d'une répartition équitable entre les différentes localités;
4. Une remise en cause de la procédure d'allocation des ressources aux établissements devrait pouvoir atténuer l'inégalité des dépenses unitaires entre villes et campagnes.

**Enquête sur les coûts de fonctionnement  
des établissements secondaires.  
fiche individuelle «Personnel»**

|   |  |                  |   |
|---|--|------------------|---|
| Délégation : .....  |  | Province : ..... |   |
| Nom de l'établissement : .....  |  |                  |   |
| <b>NOM</b>  | <input style="width: 90%;" type="text"/> | <b>PRENOM</b>    | <input style="width: 90%;" type="text"/>          |
| <b>Nationalité :</b> .....  | <b>Age</b> : .....                       | <b>Sexe</b> :    | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> |
| Situation de famille : .....  | Profession du conjoint : .....           |                  |   |
| Nombre d'enfants et autres personnes à charge pour lesquels l'intéressé perçoit une allocation du gouvernement marocain : .....   |  |                  |   |
| <b>NOTE IMPORTANTE :</b>  |  |                  |   |
| 1) Les agents dont la situation administrative et financière ne connaît aucun retard de régularisation rempliront le cadre «A»    |  |                  |   |
| 2) Les agents dont la situation administrative et financière est en cours de régularisation devront remplir les cadres «A» et «B» |  |                  |   |
| — Dans le cadre «A» ils indiqueront leur situation actuelle.  |  |                  |   |
| — Dans le cadre «B» ils porteront les informations sur le grade. L'échelon auxquels il devront être classés.                      |  |                  |   |
| — S.O.M.  |  | Grade : .....    |   |
| Administration : (préciser la fonction) .....   |  |                  |   |
| — <b>Fonction</b>   |  |                  |   |
| Enseignement : (Préciser le cycle) .....  |  |                  |   |
| Echelle   | Echelon                                  | Indice           | Mois  |
| Ancienneté dans l'échelon : .....   |  |                  |   |
| <b>SITUATION APRES REGULARISATION</b>   |  |                  |   |
| Grade   | Echelle                                  | Echelon          |   |

Annexe I (suite)

| A REMPLIR PAR LE PERSONNEL ENSEIGNANT  |                              |
|--|------------------------------|
| SPECIALITE : .....   | DISCIPLINE ENSEIGNEE : ..... |
| Nombre d'heures dues : .....<br>Nombre d'heures effectives détaillées en :   |                              |
| — Heures d'enseignement :  | .....                        |
| - Heures d'administration :  | .....                        |
| - Heures d'encadrement pédagogique :   | .....                        |
| Total :  | .....                        |
| Nombre d'heures supplémentaires : .....<br>Taux de rémunération horaire : .....  |                              |
| Traitement mensuel net (non compris les heures supplémentaires) : .....  |                              |
| Pour le personnel bénéficiant d'un logement de Fonction : .....<br>Montant retenue pour le loyer (en DH) : .....                                 |                              |
| POUR VACATAIRES SEULEMENT  |                              |
| Grade : ..... Discipline enseignée : .....<br>Nombre d'heures enseignées : .....<br>Taux horaire : .....<br>Total allocations mensuelles : ..... |                              |

**Annexe II**

**LE MODE DE CALCUL DU SALAIRE DES ENSEIGNANTS**

Les étrangers ont été classés en deux catégories : Français et autres étrangers en raison des conventions particulières liant le Maroc et la France en matière de Coopération.

1. Les salaires bruts des Coopérants français ont été établis sur la base de la grille suivante.

**Tab. A**

| Grille de base<br>Coefficient 1<br>Echelon | Traitement<br>sans part<br>française | Grille de base<br>Coefficient 1<br>Echelon | Traitement<br>sans part<br>française | Grille de base<br>Coefficient 1<br>Echelon | Traitement<br>sans part<br>française |
|--|--------------------------------------|--|--------------------------------------|--|--------------------------------------|
| 1  | Voir Tab.                            | 45   |                                      | 89   |                                      |
| 2  | IV.                                  | 46   |                                      | 90   |                                      |
| 3  | Ci - Joint                           | 47   |                                      | 91   |                                      |
| 4  |                                      | 48   |                                      | 92   |                                      |
| 5  |                                      | 49   |                                      | 93   |                                      |
| 6  |                                      | 50   |                                      | 94   |                                      |
| 7  |                                      | 51   |                                      | 95   |                                      |
| 8  |                                      | 52   |                                      | 96   |                                      |
| 9  |                                      | 53   |                                      | 97   |                                      |
| 10   |                                      | 54   |                                      | 98   |                                      |
| 11   |                                      | 55   |                                      | 99   |                                      |
| 12   |                                      | 56   |                                      | 100  |                                      |
| 13   |                                      | 57   |                                      | 101  |                                      |
| 14   |                                      | 58   |                                      | 102  |                                      |
| 15   |                                      | 59   |                                      | 103  |                                      |
| 16   |                                      | 60   |                                      | 104  |                                      |
| 17   |                                      | 61   |                                      | 105  |                                      |
| 18   |                                      | 62   |                                      | 106  |                                      |
| 19   |                                      | 63   |                                      | 107  |                                      |
| 20   |                                      | 64   |                                      | 108  |                                      |
| 21   |                                      | 65   |                                      | 109  |                                      |
| 22   |                                      | 66   |                                      | 110  |                                      |
| 23   |                                      | 67   |                                      | 111  |                                      |
| 24   |                                      | 68   |                                      | 112  |                                      |
| 25   |                                      | 69   |                                      | 113  |                                      |
| 26   |                                      | 70   |                                      | 114  |                                      |
| 27   |                                      | 71   |                                      | 115  |                                      |
| 28   |                                      | 72   |                                      | 116  |                                      |

|    |    |     |
|----|----|-----|
| 29 | 73 | 117 |
| 30 | 74 | 118 |
| 31 | 75 | 119 |
| 32 | 76 | 120 |
| 33 | 77 | 121 |
| 34 | 78 | 122 |
| 35 | 79 | 123 |
| 36 | 80 | 124 |
| 37 | 81 | 125 |
| 38 | 82 | 126 |
| 39 | 83 | 127 |
| 40 | 84 | 128 |
| 41 | 85 | 129 |
| 42 | 86 | 130 |
| 43 | 87 | 131 |
| 44 | 88 | 132 |

Grille des traitement mensuel Source : «Revue Echange»  
 Période 1-10-79 au 30-9-80 N° 24 publié par MUCF

Ces échelons de la grille correspondent à différents grades allant de l'instituteur 1° groupe C.E.G. au professeur agrégé.

**Tableaux A - bis**

|                                     |   |   |  |    |    |
|-------------------------------------|---|---|--|----|----|
| Echelon dans la catégorie Française | 1 | 2 |  | 10 | 11 |
|-------------------------------------|---|---|--|----|----|

|                              |    |    |  |    |    |
|------------------------------|----|----|--|----|----|
| Instituteur 1° groupe de CEG | 24 | 26 |  | 52 | 57 |
|------------------------------|----|----|--|----|----|

|                                    |          |    |  |     |     |
|------------------------------------|----------|----|--|-----|-----|
| Professeur agrégé après trois mois | 39<br>44 | 51 |  | 120 | 121 |
|------------------------------------|----------|----|--|-----|-----|

Source : Idem

2. Les Professeurs Belges et Tunisiens sont rémunérés à partir de la grille suivante

**Tab. B1**

| Ancienneté | Salaire mensuel correspondant |
|------------|-------------------------------|
| Débutant   | 4089                          |
| 1 an       | 4309                          |
| 2 ans      | 4537                          |
| 4 ans      | 4757                          |
| 6 ans      | 4986                          |
| 8 ans      | 5205                          |
| 11 ans     | 5434                          |
| 14 ans     | 5680                          |
| 17 ans     | 5925                          |
| 21 ans     | 6172                          |

Source : M.E.N. données 1980

3. Les professeurs d'Europe de l'Est (Polonais, Bulgares et Roumains) sont rémunérés selon la grille précédente augmentée d'une indemnité de logement de 600 DH par mois.

4. Les professeurs Moyens - Orientaux sont rémunérés selon une grille légèrement inférieure à celle des Belges et des Tunisiens et ce malgré une indemnité mensuelle de logement de 600 DH.

**Tab. B2**

| Ancienneté | Salaire Mensuel |
|------------|-----------------|
| Débutant   | 3030            |
| 1 an       | 3190            |
| 2 ans      | 3340            |
| 4 ans      | 3490            |
| 6 ans      | 3650            |
| 8 ans      | 3800            |
| 11 ans     | 3960            |
| 14 ans     | 4130            |
| 17 ans     | 4300            |
| 21 ans     | 4470            |

Source : M E N  
données 1980

5. Le salaire des enseignants marocains (8) a été calculé à partir de la grille établie par la D.E.O. qui tient compte des variables suivantes :

- Zone
- Echelles et Echelons
- Nombre d'enfants
- Situation du conjoint

Les instituteurs sont à l'échelle 7; les professeurs du 1<sup>er</sup> cycle sont à l'échelle 8; et ceux du second cycle sont à l'échelle 9.

• Si la situation de l'intéressé est en cours de régularisation, on la considère comme réelle et donc comme base de la détermination du salaire de l'intéressé.

Quant à la régularisation de l'ancienneté dans l'échelon, elle a été effectuée sur la base ci-dessus pour toutes les échelles.

| Ancien Echelon | Nouvel Echelon | Durée    |                |
|----------------|----------------|----------|----------------|
|                |                | au choix | à l'ancienneté |
| 1              | 2              | 1 an     | 1 an           |
| 2              | 3              | 1 an     | 1 an           |
| 3              | 4              | 2 ans    | 2,5 ans        |
| 4              | 5              | 2 ans    | 2,5 ans        |
| 5              | 6              | 2 ans    | 2,5 ans        |
| 6              | 7              | 3 ans    | 3,5 ans        |
| 7              | 8              | 3 ans    | 3,5 ans        |
| 8              | 9              | 3 ans    | 4 ans          |
| 9              | 10             | 4 ans    | 5 ans          |

• Si l'enseignant exerce dans le 1<sup>er</sup> cycle et le 2<sup>ème</sup> cycle ou s'il assure un encadrement pédagogique ou effectue quelques heures d'administration pour compléter son tableau de service on répartit son salaire entre ces différentes rubriques en fonction du nombre d'heures hebdomadaires effectuées dans chaque catégorie.

• Les heures supplémentaires effectuées par certains enseignants sont calculées sur la base.

— du nombre d'heures supplémentaires effectuées par semaine

— de 24 semaines/an

— du taux de rémunération horaire qui varie selon le grade et la Nationalité de l'enseignant.

Pour les marocains les taux horaires de rémunération sont de

- 11,50 DH pour les instituteurs.

- 15,00 DH pour les professeurs du 1<sup>er</sup> cycle

- 17,60 DH pour les professeurs du 2<sup>o</sup> cycle

Pour les français ils sont de 43 DH pour l'instituteur et atteignent 89 DH pour le professeur agrégé du secondaire.

Pour les étrangers autres que français le taux varie selon le type de contrat qui lie l'intéressé au M.E.N.

Pour le vacataire le taux horaire est de 50 DH brut.

Une grille spécifique a été établie pour les instituteurs supplémentaires et les Moniteurs.

6. Les salaires du personnel administratif ont été classés en trois catégories :

La première catégorie bénéficie en sus de l'indemnité de fonction (Proviseur, Directeur, Censeur, Intendant ou Econome).

La deuxième catégorie est constituée par ce que l'on a appelé le personnel de l'Administration de l'Education :

- Les Surveillants généraux d'internat et d'externat.
- Les répétiteurs et maîtres d'internat.
- Les secrétaires et secrétaires d'économat.
- Les dactylographes.

La troisième catégorie qui est constituée par le personnel de service peut soit être payée par le S.O.M. par le sous-ordonnancement ou sur fonds d'internat.

Le premier problème qui s'est posé pour cette catégorie de personnel est la ventilation de son horaire de travail dû entre Externat et Internat quand il y en avait un dans l'établissement.

Finalement la clef de répartition suivante a été adoptée :

| Fonctions                   | Externat | Internat | Fonctions        | Externat | Internat |
|-----------------------------|----------|----------|------------------|----------|----------|
| Proviseur                   | 85 %     | 15 %     | Chauffeur        | —        | 100 %    |
| Censeur                     | 100 %    | —        | Balayeur         | 50 %     | 50 %     |
| Surveillant G <sup>al</sup> | —        | —        | Veilleur de nuit | 50 %     | 50 %     |
| d'externat                  | 100 %    | —        | Factotum         | 50 %     | 50 %     |
| d'internat                  | —        | 100 %    | Jardinier        | 50 %     | 50 %     |
| Intendant                   | 10 %     | 90 %     | Laveuse          | —        | 100 %    |
| Répétiteurs                 | 100 %    | —        | Lingère          | —        | 100 %    |
| Maîtres d'internat          | —        | 100 %    | Cuisinier        | —        | 100 %    |
| Secrétaires                 | 85 %     | 15 %     | Magasinier       | —        | 100 %    |
| Secrétaires d'économat      | 10 %     | 90 %     | Plongeur         | —        | 100 %    |
| Standardistes               | 50 %     | 50 %     | Garçon de        | —        | 100 %    |
|                             |          |          | Dortoir de       | —        | 100 %    |
|                             |          |          | Réfectoire       | —        | 100 %    |

Le second problème est celui de la détermination du salaire du personnel payé sur fond d'internat.

Finalement une grille de leurs salaires brut y compris les allocations familiales et les primes d'ancienneté a été établie classant le personnel payé sur fond d'internat en 3 catégories (9).

7. Les omissions ont été comblées comme suit pour les deux catégories de personnel. Voir «la marche à suivre pour rendre exploitables les imprimés relatifs à l'Enquête sur les coûts de fonctionnement des établissements du second degré».

— Si l'échelon a été omis, on se réfère à l'âge de l'intéressé pour lui attribuer l'échelon correspondant figurant dans le tableau ci-dessous :

|         |       |       |       |       |       |       |       |       |      |    |
|---------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|----|
| Echelon | 1     | 2     | 3     | 4     | 5     | 6     | 7     | 8     | 9    | 10 |
| Age     | 18-23 | 24-28 | 29-31 | 32-34 | 35-38 | 39-42 | 43-46 | 47-50 | + 50 | —  |

Aux stagiaires on a attribué d'office le 1er Echelon.

— Le cycle ainsi que l'échelle seront définis par le grade.

— En cas d'omission du nombre d'enfants, on a considéré que l'intéressé n'avait pas d'enfant à sa charge.

8. Les dépenses non salariales seront ventilées seulement entre Externat et Internat.

Tableau IV

**GRILLE DES TRAITEMENTS MENSUELS**  
**Période du 1-10-79 au 30-9-80**

Traitements mensuels bruts (impôts non déduits)  
 et part française nette

| Echelon | Grille de base                                   | Traitement sans part française   | Traitement avec part française   |  |
|---------|--|--|--|--|
|         | Traitement mensuel de base (DH)<br>Coefficient 1 | Traitement mensuel versé au Maroc (montant brut en DH)<br>Coefficient 1,80 | Traitement mensuel versé au Maroc (montant brut en DH)<br>Coefficient 1,30 | Part française versée en France (montant net) en DH)<br>Coefficient 0,50 |
| 1       | 2 021  | 3 637,80   | 2 627,30   | 1 010,50   |
| 2       | 2 079  | 3 742,20   | 2 702,70   | 1 039,50   |
| 3       | 2 137  | 3 846,60   | 2 778,10   | 1 068,50   |
| 4       | 2 194  | 3 949,20   | 2 852,20   | 1 097,00   |
| 5       | 2 252  | 4 053,60   | 2 927,60   | 1 126,00   |
| 6       | 2 310  | 4 158,00   | 3 003,00   | 1 155,00   |
| 7       | 2 368  | 4 262,40   | 3 078,40   | 1 184,00   |
| 8       | 2 425  | 4 365,00   | 3 152,50   | 1 212,50   |
| 9       | 2 483  | 4 469,40   | 3 227,90   | 1 241,50   |
| 10      | 2 541  | 4 573,80   | 3 303,30   | 1 270,50   |
| 11      | 2 599  | 4 678,20   | 3 378,70   | 1 299,50   |
| 12      | 2 656  | 4 780,80   | 3 452,80   | 1 328,00   |
| 13      | 2 714  | 4 885,20   | 3 528,20   | 1 357,00   |
| 14      | 2 772  | 4 989,60   | 3 603,60   | 1 386,00   |
| 15      | 2 830  | 5 094,00   | 3 679,00   | 1 451,00   |
| 16      | 2 887  | 5 196,00   | 3 753,10   | 1 443,50   |
| 17      | 2 945  | 5 301,00   | 3 828,50   | 1 472,50   |
| 18      | 3 003  | 5 405,40   | 3 903,90   | 1 501,50   |
| 19      | 3 061  | 5 509,80   | 3 979,30   | 1 530,50   |
| 20      | 3 118  | 5 612,40   | 4 053,40   | 1 559,00   |
| 21      | 3 176  | 5 716,80   | 4 128,80   | 1 588,00   |
| 22      | 3 234  | 5 821,20   | 4 204,20   | 1 617,00   |
| 23      | 3 292  | 5 925,60   | 4 279,60   | 1 646,00   |
| 24      | 3 349  | 6 028,20   | 4 353,70   | 1 674,50   |
| 25      | 3 407  | 6 132,60   | 4 429,10   | 1 703,50   |
| 26      | 3 465  | 6 237,00   | 4 504,50   | 1 732,50   |
| 27      | 3 523  | 6 341,40   | 4 579,90   | 1 761,50   |
| 28      | 3 580  | 6 444,00   | 4 654,00   | 1 790,00   |

Tableau IV (suite I)

| Echelon | Grille de base                                   |                                | Traitement   |  |
|---------|--|--------------------------------|--|--|
|         | Traitement mensuel de base (DH)<br>Coefficient 1 | Traitement sans part française | Traitement mensuel versé au Maroc (montant brut en DH)<br>Coefficient 1,80 | Traitement avec part française<br>Part française mensuelle versée en France (montant net) en DH)<br>Coefficient 0,50 |
| 29      | 3 638  | 6 548,40                       | 4 729,40   | 1 819,00   |
| 30      | 3 696  | 6 652,80                       | 4 804,80   | 1 848,00   |
| 31      | 3 754  | 6 757,20                       | 4 880,20   | 1 877,00   |
| 32      | 3 811  | 6 859,80                       | 4 954,30   | 1 905,50   |
| 33      | 3 869  | 6 964,20                       | 5 029,70   | 1 934,50   |
| 34      | 3 927  | 7 068,60                       | 5 105,10   | 1 963,50   |
| 35      | 3 985  | 7 173,00                       | 5 180,50   | 1 992,50   |
| 36      | 4 042  | 7 275,60                       | 5 254,60   | 2 021,00   |
| 37      | 4 100  | 7 380,00                       | 5 330,00   | 2 050,00   |
| 38      | 4 158  | 7 484,40                       | 5 405,40   | 2 079,00   |
| 39      | 4 216  | 7 588,80                       | 5 480,80   | 2 108,00   |
| 40      | 4 273  | 7 691,40                       | 5 554,90   | 2 136,50   |
| 41      | 4 331  | 7 795,80                       | 5 630,30   | 2 165,50   |
| 42      | 4 389  | 7 900,20                       | 5 705,70   | 2 194,50   |
| 43      | 4 447  | 8 004,60                       | 5 781,10   | 2 223,50   |
| 44      | 4 504  | 8 107,20                       | 5 855,20   | 2 252,00   |
| 45      | 4 562  | 8 211,60                       | 5 930,60   | 2 281,00   |
| 46      | 4 620  | 8 316,00                       | 6 006,00   | 2 310,00   |
| 47      | 4 678  | 8 420,40                       | 6 081,40   | 2 339,00   |
| 48      | 4 735  | 8 523,00                       | 6 155,50   | 2 367,50   |
| 49      | 4 793  | 8 627,40                       | 6 230,90   | 2 396,50   |
| 50      | 4 851  | 8 731,80                       | 6 306,30   | 2 425,50   |
| 51      | 4 909  | 8 836,20                       | 6 381,70   | 2 454,50   |
| 52      | 4 966  | 8 938,80                       | 6 455,80   | 2 483,00   |
| 53      | 5 024  | 9 043,20                       | 6 531,20   | 2 512,00   |
| 54      | 5 082  | 9 147,60                       | 6 606,60   | 2 541,00   |
| 55      | 5 140  | 9 252,00                       | 6 682,00   | 2 570,00   |
| 56      | 5 197  | 9 354,60                       | 6 756,10   | 2 598,50   |
| 57      | 5 255  | 9 459,00                       | 6 831,50   | 2 627,50   |
| 58      | 5 313  | 9 563,40                       | 6 906,90   | 2 656,50   |
| 59      | 5 371  | 9 667,80                       | 6 982,30   | 2 685,50   |
| 60      | 5 428  | 9 770,40                       | 7 056,40   | 2 714,00   |
| 61      | 5 486  | 9 874,80                       | 7 131,80   | 2 743,00   |
| 62      | 5 544  | 9 973,20                       | 7 207,20   | 2 772,00   |
| 63      | 5 602  | 10 083,60                      | 7 282,60   | 2 801,00   |
| 64      | 5 659  | 10 186,20                      | 7 356,70   | 2 829,50   |
| 65      | 5 717  | 10 290,60                      | 7 432,10   | 2 858,50   |

Tableau IV (suite II)

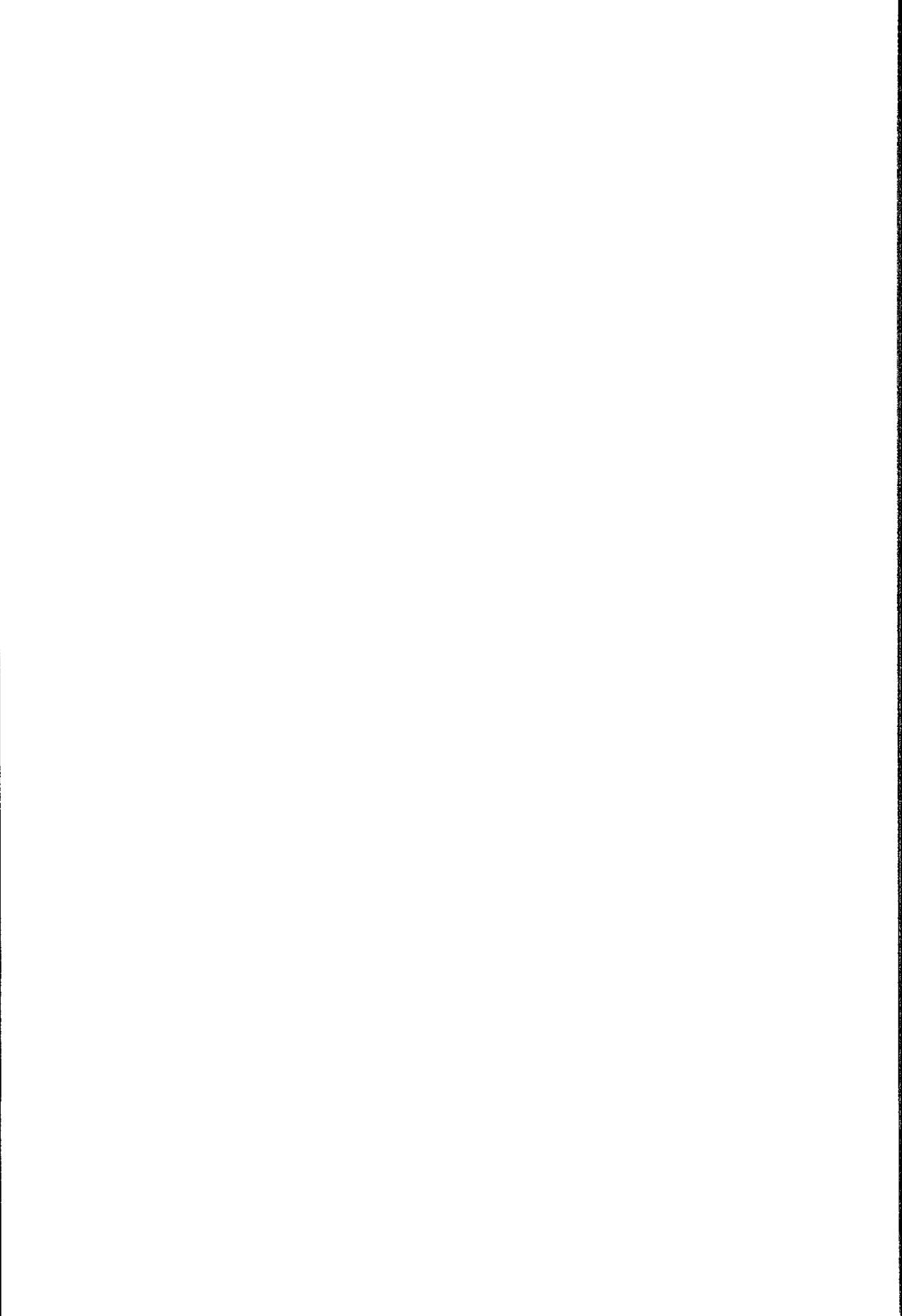
| Echelon | Grille de base                                   |  | Traitement sans part française   |  | Traitement avec part française   |  |
|---------|--|--|--|--|--|--|
|         | Traitement mensuel de base (DH)<br>Coefficient 1 |  | Traitement mensuel versé au Maroc (montant brut en DH)<br>Coefficient 1,80 | Traitement mensuel versé au Maroc (montant brut en DH)<br>Coefficient 1,30 | Part française mensuelle versée en France (montant net) en DH)<br>Coefficient 0,50 |  |
| 66      | 5 775  |  | 10 395,00  | 7 507,50   | 2 887,50   |  |
| 67      | 5 833  |  | 10 499,40  | 7 582,90   | 2 916,50   |  |
| 68      | 5 890  |  | 10 602,00  | 7 657,00   | 2 945,00   |  |
| 69      | 5 948  |  | 10 706,40  | 7 732,40   | 2 974,00   |  |
| 70      | 6 006  |  | 10 810,80  | 7 807,80   | 3 003,00   |  |
| 71      | 6 864  |  | 10 915,20  | 7 883,20   | 3 032,00   |  |
| 72      | 6 132  |  | 11 017,80  | 7 957,30   | 3 060,50   |  |
| 73      | 6 179  |  | 11 122,20  | 8 032,70   | 3 089,50   |  |
| 74      | 6 237  |  | 11 226,60  | 8 183,50   | 3 118,50   |  |
| 75      | 6 295  |  | 11 331,00  | 8 257,60   | 3 147,50   |  |
| 76      | 6 352  |  | 11 433,60  | 8 333,00   | 3 176,00   |  |
| 77      | 6 410  |  | 11 538,00  | 8 408,40   | 3 205,00   |  |
| 78      | 6 468  |  | 11 642,40  | 8 483,80   | 3 234,00   |  |
| 79      | 6 526  |  | 11 746,80  | 8 408,40   | 4 263,00   |  |
| 80      | 6 583  |  | 11 849,40  | 8 557,90   | 3 391,50   |  |
| 81      | 6 641  |  | 11 953,80  | 8 708,70   | 3 320,50   |  |
| 82      | 6 699  |  | 12 058,20  | 8 633,30   | 3 349,50   |  |
| 83      | 6 676  |  | 12 162,60  | 8 784,10   | 3 378,50   |  |
| 84      | 6 814  |  | 12 265,20  | 8 858,20   | 3 407,00   |  |
| 85      | 6 872  |  | 12 369,60  | 8 933,60   | 3 436,00   |  |
| 86      | 6 930  |  | 12 474,00  | 9 009,00   | 3 465,00   |  |
| 87      | 6 988  |  | 12 578,40  | 9 084,40   | 3 494,00   |  |
| 88      | 7 045  |  | 12 681,00  | 9 158,50   | 3 522,50   |  |
| 89      | 7 103  |  | 12 785,40  | 9 233,90   | 3 551,50   |  |
| 90      | 7 161  |  | 12 889,80  | 9 309,30   | 3 580,50   |  |
| 91      | 7 219  |  | 12 994,20  | 9 384,70   | 3 609,50   |  |
| 92      | 7 276  |  | 13 096,80  | 9 458,80   | 3 638,00   |  |
| 93      | 7 334  |  | 13 201,20  | 9 534,20   | 3 667,00   |  |
| 94      | 7 392  |  | 13 305,60  | 9 609,60   | 3 696,00   |  |
| 95      | 7 450  |  | 13 410,00  | 9 685,00   | 3 725,00   |  |
| 96      | 7 507  |  | 13 512,60  | 9 759,10   | 3 753,50   |  |
| 97      | 7 565  |  | 13 617,00  | 9 834,50   | 3 782,50   |  |
| 98      | 7 623  |  | 13 721,40  | 9 909,90   | 3 811,50   |  |
| 99      | 7 681  |  | 13 825,80  | 9 585,30   | 3 840,50   |  |
| 100     | 7 738  |  | 13 928,40  | 10 059,40  | 3 869,00   |  |
| 101     | 7 796  |  | 14 032,80  | 10 134,80  | 3 898,00   |  |
| 102     | 7 854  |  | 14 137,20  | 10 210,20  | 3 927,00   |  |

Tableau IV (suite III)

| Echelon | Grille de base                  |               | Traitement sans part française   | Traitement avec part française   |   |
|---------|---------------------------------|---------------|--|--|---|
|         | Traitement mensuel de base (DH) | Coefficient 1 | Traitement mensuel versé au Maroc (montant brut en DH)<br>Coefficient 1,80 | Traitement mensuel versé au Maroc (montant brut en DH)<br>Coefficient 1,30 | Part française mensuelle versée en France (montant net en DH)<br>Coefficient 0,50 |
| 103     | 7 912                           |               | 14 241,60  | 10 285,60  | 3 956,00  |
| 104     | 7 969                           |               | 14 344,20  | 10 359,70  | 3 984,50  |
| 105     | 8 027                           |               | 14 448,60  | 10 435,10  | 4 013,50  |
| 106     | 8 085                           |               | 14 553,00  | 10 510,50  | 4 042,50  |
| 107     | 8 143                           |               | 14 657,40  | 10 585,90  | 4 071,50  |
| 108     | 8 200                           |               | 14 760,00  | 10 660,00  | 4 100,00  |
| 109     | 8 258                           |               | 14 864,40  | 10 735,40  | 4 129,00  |
| 110     | 8 316                           |               | 14 968,80  | 10 810,80  | 4 158,00  |
| 111     | 8 374                           |               | 15 073,20  | 10 886,20  | 4 187,00  |
| 112     | 8 431                           |               | 15 175,80  | 10 960,30  | 4 215,50  |
| 113     | 8 489                           |               | 15 280,20  | 11 035,70  | 4 244,50  |
| 114     | 8 547                           |               | 15 384,60  | 11 111,10  | 4 273,50  |
| 115     | 8 605                           |               | 15 489,00  | 11 186,50  | 4 302,50  |
| 116     | 8 662                           |               | 15 591,60  | 11 260,60  | 4 331,00  |
| 117     | 8 720                           |               | 15 696,00  | 11 336,00  | 4 360,00  |
| 118     | 8 778                           |               | 15 800,40  | 11 411,40  | 4 389,00  |
| 119     | 8 836                           |               | 15 904,80  | 11 486,80  | 4 418,00  |
| 120     | 8 893                           |               | 15 007,40  | 11 560,90  | 4 446,50  |
| 121     | 9 355                           |               | 16 839,00  | 12 161,50  | 4 677,50  |
| 122     | 10 106                          |               | 18 190,80  | 13 137,80  | 5 053,00  |
| 123     | 10 510                          |               | 18 918,00  | 13 663,00  | 5 255,00  |
| 124     | 11 088                          |               | 19 958,40  | 14 414,40  | 5 544,00  |
| 125     | 11 608                          |               | 20 894,40  | 15 090,40  | 5 804,00  |
| 126     | 12 301                          |               | 22 141,80  | 15 991,30  | 6 150,50  |
| 127     | 12 647                          |               | 22 674,60  | 16 441,10  | 6 323,50  |
| 128     | 12 994                          |               | 23 389,20  | 16 892,20  | 6 490,00  |
| 129     | 13 282                          |               | 23 907,60  | 17 266,60  | 6 641,00  |
| 130     | 13 629                          |               | 24 532,20  | 17 717,70  | 6 814,50  |
| 131     | 14 264                          |               | 25 675,20  | 18 543,20  | 7 132,00  |
| 132     | 14 899                          |               | 26 818,20  | 19 368,70  | 7 449,50  |
| 133     | 15 592                          |               | 28 065,60  | 20 269,60  | 7 796,00  |

## BIBLIOGRAPHIE

- Morgenstern, O «L'illusion statistique précision et incertitude des données économiques». Paris Dunod-1972. 288 p.
- Woodhall, M «Analyse of Educational Costs» publié par The Open University Press - Grande Bretagne.
- Radi, M «Etude sur les coûts de fonctionnement des établissements secondaires : Le cas du Maroc». Etude présentée à l'occasion du séminaire». «Budget, Allocation des ressources et Politique Educative» qui s'est tenu à Paris I.I.P.E. en Octobre 1982.
- Tibi, Claude «Les déterminants des coûts de l'Education» Document présenté au séminaire mensuel organisé à l'I.I.P.E. sur la planification stratégique - Décembre 1983.



# A propos de la réforme fiscale au Maroc

Abdelkader BERRADA (\*)

## I. POURQUOI LA REFORME FISCALE A-T-ELLE AVORTE?

### A. La réforme fiscale à l'épreuve des intérêts du capital

1. La bataille législative ou déclarée
  - Au niveau du projet de réforme fiscale
  - Au niveau des codes d'investissements
2. La bataille pré-législative ou souterraine
  - L'impôt agricole
  - Les autres impôts du capital

### B. La réforme fiscale à l'épreuve de la conjoncture économique

1. Les causes qui ont joué en faveur du retardement de sa promulgation
2. Les causes qui ont précipité sa promulgation

## II. POUR UNE REFORME FISCALE AUTHENTIQUE

### A. Les travers du projet de réforme fiscale

1. Persistance de la surimposition des classes dominées et exploitées.
2. Persistance de la sous-imposition différenciée du capital

### B. Ce que pourrait être une réforme fiscale Véritable

1. Fiscalité et accumulation du capital : considérations théoriques
2. Fiscalité et accumulation du capital : considérations pratiques

---

(\*) Professeur à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et sociales de Rabat.

En dépit des nombreuses lacunes de taille qu'il comporte et qui rendent nécessaire la définition dans ses grandes lignes d'une réforme fiscale authentiques (II), le **projet officiel** de loi-cadre relative à la réforme fiscale ne manque pas d'aspects positifs (I).

Toutefois, cette appréciation cesse d'être valable en partie s'agissant du **texte définitif** de loi-cadre adopté par le Parlement.

C'est que, au lieu de constituer un **progrès** par rapport à ce projet au travers notamment de la prise en compte des propositions d'amendements constructives émanant de l'opposition de gauche (1) ou d'être à tout le moins son **négatif**, la loi-cadre sur la réforme fiscale marque plutôt dans sa version définitive un **recul** manifeste relativement à sa version première. Le texte de loi voté par le Parlement ayant été vidé de sa substance, des quelques aspects positifs de son contenu d'origine.

Ce résultat est à inscrire à l'actif des groupes d'intérêt dominants. Tout en étant la consécration de la nature de classe de l'Etat post-colonial dans une formation sociale capitaliste sous-développée, il apporte aussi la confirmation que toute mesure de politique économique et financière majeure ne se décrète pas indépendamment d'une structure économique et de classes donnée mais porte plutôt la marque de cette dernière, des rapports de forces internes et/ou externes qui se déploient constamment en son sein et, partant, des intérêts qui y prédominent en dernière instance.

**En avortant**, la réforme fiscale a laissé place à une contre réforme tout à l'avantage des segments les plus puissants du capital.

Cependant, même en supposant qu'elle ait pu être adoptée telle quelle, il s'en faudrait encore de beaucoup pour qu'elle soit tenue pour une véritable réforme fiscale.

Dès lors, une contre réforme fiscale tout à l'opposé de la première s'impose, qui soit de nature à enrayer la **sous-imposition** manifeste des fractions dominantes du capital et son corollaire : la **surimposition** des classes sociales économiquement faibles.

## I. POURQUOI LA REFORME FISCALE A-T-ELLE AVORTE ?

Conclure d'emblée à l'avortement de la réforme fiscale préparée par le Gouvernement et soumise sans succès, du moins dans sa forme première, à

(1) a-Parti du progrès et du Socialisme, «la réforme du système fiscal marocain», proposition de loi déposée devant la chambre des représentants, imprimerie **Al Maarif**, Casablanca, nov. 1980, 23 pages. Le P.P.S. est au Maroc le seul parti à avoir présenté un projet de réforme fiscale.

AL BAYANE, 5-6 Août 1980, N°s1712-1718.

b-AL BAYANE du 17/12/80.

c-AL BAYANE du 22/12/82 (en arabe).

d-Oualalou Fathallah, «point de vue de l'opposition ittihadia au parlement sur le projet de loi-cadre relative à la réforme fiscale», AL BAYANE, 25-26/12/82 (en arabe).

l'approbation du parlement en 1982, bien des indices corroborent ce constat qui atteste de l'amputation du projet officiel relatif à la réforme fiscale de ses composantes les plus édifiantes.

La nature de classe de l'Etat post-colonial au Maroc et les erreurs en matière de gestion des affaires publiques qui sont le propre d'une politique «au coup par coup» mises à part, le franc succès remporté à ce niveau par les classes dominantes autochtones et le capital étranger tient aussi bien à la résistance multiforme qu'ils ont opposée à l'adoption de tout projet de réforme contraire à leurs intérêts vitaux, qu'à la conjoncture économique, financière et sociale de crise qui prévalait au moment où le projet de loi-cadre relative à la réforme fiscale a été rendu public et présenté à l'examen du pouvoir législatif.

Traiter de l'avortement de la réforme fiscale officielle au Maroc revient donc à reconstituer, dans ses différentes phases et sous ses différentes formes, le film d'un ECHEC, l'échec du capitalisme périphérique à se reproduire autrement qu'en «régime de serres chaudes», un régime fait de conditions artificielles, des conditions qui, tout en servant à porter à bout de bras le capital privé et à le traiter avec égards, ont comme contrepartie une exploitation sans cesse intense quand elle n'est pas destructrice et des classes sociales économiquement faibles et des richesses naturelles.

### **A. 1. La réforme fiscale à l'épreuve des intérêts du capital**

La réforme fiscale élaborée par l'Etat contenait en puissance, et jusqu'à un certain degré, une remise en cause de la sous-imposition des revenus de la propriété et de l'entreprise autres qu'agricoles. Pour cette raison justement, elle s'est vue opposer une vive résistance de la part des groupes d'intérêt dominants (projet de loi-cadre relative à la réforme fiscale discuté au Parlement en 1982).

La bataille qu'ils ont livrée sur ce terrain s'est déroulée en deux temps : au **moment de la discussion** du projet de réforme fiscale au niveau du Parlement, auquel cas il s'agit **d'une guerre déclarée**, et au moment de son élaboration, auquel cas il s'agit **d'une bataille d'arrière plan, souterraine**.

#### **1. La bataille législative ou déclarée**

Les groupes d'intérêt dominants ont à ce niveau orienté leur action en direction à la fois **du projet de réforme fiscale** proprement dit et **des codes d'investissements**.

##### **1.1. Au niveau du projet de réforme fiscale**

A ce niveau, deux attitudes ont prévalu directement (associations professionnelles) (2) et ou par partis politiques interposés (Istiqlal, Indépen-

---

(2) C.G.E.M., ASPRAM, ASPAM, chambres d'agriculture et de commerce, etc.

dants. «Démocrates», Mouvement populaire) : La première qui est commune à tous les groupes d'intérêt puissants a été suivie d'effets immédiats : la seconde qui est propre à la bourgeoisie agraire étant adoptée en prévision d'un résultat à terme encore plus avantageux ou pour faire face à toute tentative de remise en cause de nouvelles concessions fiscales fraîchement arrachées mais non encore institutionnalisées.

**a) Dans le premier cas**, les G.I.D. vont, en faisant taire leurs divergences et au-delà des différences de langage, diriger leurs attaques contre les quelques aménagements positifs qui ont survécu à la phase d'élaboration du projet de réforme fiscale : Il s'agit notamment de deux mesures inédites destinées à lutter contre la fraude et l'évasion fiscales donc à atténuer la sous-imposition manifeste du grand capital.

En plus de l'assimilation de la fraude fiscale à un délit pénal et sa sanction en tant que tel (article 2<sup>7</sup>), le projet de loi cadre prévoyait également et, entre autres, l'institution généralisée à l'ensemble des impôts directs de tranches d'imposition uniformes et de taux réellement progressifs fixés au maximum à 64 % pour la tranche de revenu net supérieure à 600.000 DH par an (article 4).

Le texte définitif de la loi cadre sur la réforme fiscale va cependant être **débarrassé**, quant à son contenu, de ces deux aménagements. Pourtant, parmi les principales causes qui sont à l'origine du faible rendement des impôts directs sur le revenu de la propriété et de l'entreprise, on note justement la faible progressivité de leurs taux (3), ainsi que les nombreuses possibilités de fraude fiscale qui s'offrent au grand capital privé en particulier et dont il use effectivement avec ou sans la complicité maintes fois éprouvée de certaines couches de la bourgeoisie bureaucratique. D'ailleurs, l'ampleur de la fraude fiscale est telle au Maroc que les pouvoirs public ont été obligés de sortir de leur silence et de brandir certaines menaces (4).

Quoique battue en brèche, leur insistance à ce que, au plan légal, elle soit lourdement sanctionnée, ne s'explique pas autrement.

**b) Dans le second cas**, force est de reconnaître que parmi les différents groupes d'intérêt, la bourgeoisie agraire est celle qui est parvenue à tirer le plus grand parti du projet de loi-cadre sur la réforme fiscale, à faire faire un nouveau pas au traitement fiscal préférentiel par excellence qui a déjà été le sien pendant plus de deux décennies (1961-1982). Dans ce sens, elle a réussi à obtenir que les revenus provenant de l'élevage soient

(3) a-P.P.S., opt. cit.

b-Berrada Abdelkader, «politique budgétaire et financement du grand capital privé au Maroc», R.J.P.E.M., N°s5 et 7, 1er semestre 1979 et 1980.

(4) Dans une interview accordée au correspondant du journal «Le Matin du Sahara» Mr. Abdellatif Jouahri, Ministre des finances, a reconnu l'ampleur de la fraude et de l'évasion fiscale au Maroc. Il a même été jusqu'à établir un lien de cause à effet entre la fraude fiscale et la corruption à laquelle s'adonne la bourgeoisie bureaucratique et qu'alimente, dans son propre intérêt, le capital privé. cf. Le Matin du Sahara, N°3757, 23 fév. 1982, p.6.

exonérés et ceux provenant des principales cultures (céréalières, oléagineuses, sucrières, fourragères et cotonnières) soient légèrement imposés. Ne resteront donc désormais réellement soumis à l'impôt agricole que les revenus tirés des cultures maraichères et des plantations (cf. p. 12).

En dépit de cela, la bourgeoisie agraire a cherché à obtenir plus. Tirant prétexte des risques spécifiques aux activités agricoles (aléas climatiques, etc...), elle a été même jusqu'à demander à ce que les revenus agricoles ne soient pas soumis à l'impôt global sur le revenu et qu'ils continuent à faire l'objet d'une cédule à part et à ce que l'exemption soit étendue à l'aviculture au lieu de ne concerner que l'élevage du bétail.

Certes, les aménagements plus que profitables que contenait déjà le projet de loi-cadre s'agissant de l'imposition des revenus agricoles vont être reproduits tels quels au niveau du texte de loi adopté par le Parlement sauf à considérer une précision supplémentaire relative à la prise en compte des aléas climatiques dans la détermination du revenu virtuel fiscal. Toutefois, il y a tout lieu de croire que les propositions d'amendements formulées sans succès par les représentants de la bourgeoisie agraire au Parlement n'étaient pas de pure forme. Deux objectifs semblent présider à cette tactique de commande.

- Éviter que sous la pression conjuguée des difficultés de trésorerie de l'Etat, des recommandations du F.M.I. et pourquoi pas de l'opposition de gauche, on soit amené à revenir sur les aménagements tout à l'avantage de la bourgeoisie agraire contenus dans le projet de loi-cadre sur la réforme fiscale. Il s'agissait en somme de défendre le nouveau statu-quo, les concessions fiscales arrachées non sans pressions et de leur donner force de loi.

- Harceler le pouvoir exécutif en prévision de l'obtention de nouvelles concessions à terme.

La loi-cadre se réduit à un certain nombre de principes de base. Pour devenir opérationnelle, il faut qu'elle soit «meublée» et explicitée dans ses moindres détails au travers de textes d'application. Cette tâche incombe au pouvoir exécutif.

En multipliant les pressions, la bourgeoisie agraire vise à ce que l'Etat agisse en sorte que l'abattement pour charges non soumises à l'impôt agricole soit fixé à un niveau élevé et que, par ailleurs, les coefficients d'actualisation du revenu virtuel soient, par contre, réduits au minimum.

Le fait qu'à la différence des autres codes d'investissements celui relatif au secteur agricole (C.I.A.) ne contienne pas de dispositions fiscales de faveur tient lieu de cheval de bataille pour la bourgeoisie agraire (5).

(5) Berrada, A., «l'impôt agricole au Maroc : raison d'être et rendement socio-économique et financier», in R.J.P.E.M., N°11, 1er semestre 1982, pp.151-167.

## 1. 2. Au niveau des codes d'investissements

Au lieu de se cantonner à agir sur le seul terrain de la fiscalité proprement dite, les groupes d'intérêt dominants vont porter également leur action sur un autre terrain : celui des codes d'investissements non agricoles. Ces derniers institués à des dates différentes et sujets à maintes révisions se présentent comme une ordonnance de politique économique, une thérapeutique prévoyant un traitement fiscal et financier préférentiel par excellence à l'avantage des activités jugées prioritaires par les plans marocains de croissance et, partant, des investisseurs privés nationaux et étrangers qui s'y intéressent. L'ensemble des exonérations et déductions fiscales ou autres prévues par ces codes s'analysent donc comme des subventions financières publiques ou plus exactement, et dans une forte proportion relativement à leur nombre et à leur volume global, comme des « dépenses fiscales » selon l'expression de S.S. Surrey, car « ce qu'on décide de ne pas percevoir on le donne » (6).

Quoique remise constamment à plus tard, la réforme fiscale est à l'ordre du jour au Maroc depuis le début des années soixante dix. Cependant, les classes dominantes, soucieuses de préserver leurs intérêts et craignant à chaque fois de se voir imposer un nouveau système fiscal largement perméable à l'impératif de justice fiscale, se sont toujours employées à en neutraliser les effets, souvent par anticipation, au travers des codes d'investissements.

Aidées dans leur tâche par la conjoncture économique de crise aiguë que traverse le Maroc depuis 1977, elles ont pu obtenir gain de cause sur un double plan :

— En étendant le champ d'action des codes d'investissements à de nouveaux secteurs. Il en est ainsi du secteur immobilier à partir de 1980 (7).

— En renforçant encore plus les avantages fiscaux ou autres que contenaient déjà les codes d'investissements préexistants ou à tout le moins en bataillant pour leur maintien à chaque opération de révision, c'est le cas des nouveaux codes d'investissements de 1982, venus en remplacement de ceux de 1973 (tourisme, industrie, exportations, mines, pêches et transports maritimes, artisanat).

En nous limitant aux avantages fiscaux prévus par ces codes, la remarque de fond qui s'impose à ce sujet et qu'ils garantissent au capital une quasi-immunité fiscale à différentes phases de l'opération d'investissement et de production. Pour ne citer que l'impôt sur les bénéfices professionnels, l'exemption totale ou partielle porte généralement sur une

(6) Cf. Note 3 b.

(7) Berrada, A., «La bourgeoisie immobilière, un enfant gâté du système fiscal», in *al asas*, études économiques sur le Maroc à la mémoire de Abdelaziz Belal, dossier N°1, janvier 1983.

durée qui dépasse celle de la reconstitution du capital investi à l'origine (8).

## 2) La bataille pré-législative ou souterraine

2. 1. Aussi significative et acharnée soit elle, la bataille législative engagée avec succès par les G.I.D. contre les principaux aménagements positifs du projet de loi-cadre sur la réforme fiscale ne constitue cependant que la partie visible de l'iceberg. Cette bataille a été précédée d'une autre qui **a pris place au stade d'élaboration de la réforme fiscale** et s'est déroulée à l'insu de l'opinion publique.

En dehors des dispositions **prévoyant** l'érection de la fraude fiscale en délit pénal et l'institution de tranches de revenus et de taux d'imposition uniformes et réellement progressifs pour l'ensemble des impôts directs **et qui ont survécu** à la phase d'élaboration du projet de loi-cadre sur la réforme fiscale **avant** d'être éliminées du texte définitif voté par le Parlement, bien d'autres aménagements positifs vont être abondonnés en cours de route, tués dans l'œuf. D'une phase d'élaboration à l'autre, le projet de réforme fiscale gagnait en pauvreté, soumis qu'il était à une opération de mutilation systématique conduite, au profit des G.I.D., par ministères interposés.

2. 2. La première version (ou version provisoire) du projet de réforme fiscale -dont la paternité est à attribuer au Ministère des Finances- remonte au mois de Mai 1980. Elle s'inscrit dans le cadre d'une étude critique qui intéresse le système fiscal marocain préexistant dans son ensemble en général, les impôts directs et la taxe sur les produits et services en particulier. Cette dernière s'inspire à son tour, sur bien des points, d'une analyse exhaustive du système d'imposition en vigueur au Maroc depuis 1961 réalisée en 1978-1979 par le Fonds Monétaire International suite à une «demande d'assistance technique dans le domaine fiscal présentée par les autorités marocaines» (9).

Une fois soumise à l'examen des Ministères concernés et recueillis leurs contre propositions, la version provisoire donnera lieu à l'élaboration, par les services du Ministère des Finances, au mois de décembre 1980, d'un projet de loi-cadre relative à la réforme fiscale.

C'est ce projet de loi-cadre **qui** devait normalement être présenté au Parlement n'était-ce le veto opposé par la bourgeoisie agraire entre autres

(8) \* Belal Abdelaziz, *L'investissement au Maroc (1912-1964)*, éd. Mouton et cie, Paris-Lahaye, 1968.

\* Berrada, A., cf. note N°3b.

\* Boulghassoul, B.H. et Boujenoui, A., «Essai d'évaluation des avantages du code des investissements industriels de 1973», communication présentée au symposium international organisé à Casablanca les 19 et 20 novembre 1980 en hommage à Abdelaziz Belal «l'homme et l'œuvre» par l'association des économistes marocains, à paraître dans la Revue de Droit et d'économie de développement publiée par la Faculté de Droit de Casablanca.

(9) F.M.I., *la réforme fiscale au Maroc*, Rabat, 22 mars 1979, 176 pages.

et qui, même s'il est en retrait par rapport à la version provisoire et n'est pas exempt de travers majeurs, apporte néanmoins un début de réponse au rendement exagérément faible des impôts sur les revenus de la propriété et de l'entreprise privées, caractéristique qui fait par contre grandement défaut au projet de loi-cadre officiellement soumis à la Chambre des Représentants en 1982 (cf. II A.).

Ce dernier s'écarte à la fois positivement (eu égard aux intérêts du capital) et négativement (eu égard à l'impératif de justice fiscale et de rendement financier) du projet de loi-cadre de Décembre 1980. La même remarque prévaut lorsqu'on compare le projet mort-né de Décembre 1980 à la version provisoire de la réforme fiscale de Mai 1980.

Dans les deux cas, les points d'attaque restent les mêmes, à savoir : l'impôt agricole d'une part, la taxe sur les terrains urbains et le report du déficit d'autre part.

### 2. 3. L'impôt agricole

A. Les auteurs de la version provisoire de la réforme fiscale de Mai 1980 sont partis d'un constat, à savoir la faible participation du secteur agricole aux recettes fiscales; celle-ci ne dépasse guère en moyenne 60 millions de dirhams par an (0,5 % du total des recettes fiscales en 1977 par exemple) au moment où ce secteur absorbe des montants d'investissements publics importants et intervient pour plus de 20 % dans la formation de la production intérieure brute.

D'après ces auteurs, deux principales causes en sont à l'origine :

— La non actualisation du revenu virtuel fiscal depuis son institution en 1963, ce qui l'empêche de remplir convenablement son rôle d'incitateur à la production.

— La faible progressivité au sommet et la forte progressivité à la base des taux d'imposition agricole (8-20 %) comparativement à ceux appliqués à d'autres catégories d'impôts directs.

Pour remédier à cet état de sous-imposition manifeste et faire en sorte que l'impôt agricole soit rentable financièrement et efficace économiquement et socialement, deux séries de mesures sont proposées :

#### 1) Les unes propres à l'impôt agricole

\* Actualiser le revenu virtuel, c.à.d. le réévaluer compte tenu d'une part des produits réalisés et des charges occasionnées pour l'agriculteur, d'autre part de la nature du sol et de la situation des terres, de leurs modes d'exploitation et du type de culture pratiqué. Le coefficient d'actualisation retenu par le Ministère des Finances étant de 3 (base 100 en 1963).

#### 2) Les autres communes aux différentes catégories d'impôts directs

\* Soumettre les sociétés agricoles à l'impôt sur les sociétés et les imposer sur la base des bénéfices nets réalisés;

- \* Soumettre le revenu virtuel au harème unifié de l'impôt général sur le revenu (taux et tranches d'imposition).

- \* Etendre au revenu agricole les déductions pour femme au foyer et pour enfant à charge ainsi que le seuil d'exonération retenus pour les autres catégories de revenus (6000 DH).

- \* L'application de ces aménagements fiscaux à l'impôt agricole devait aboutir à plusieurs résultats positifs dont notamment :

- L'exonération de près de 80 % des agriculteurs assujettis à l'impôt agricole en vigueur depuis 1961;

- l'amélioration du rendement de l'impôt agricole dans des proportions relativement importantes et différenciées d'une tranche de revenu à l'autre. Le taux d'accroissement de la charge fiscale brute (abstraction faite des déductions pour charges de famille) qui ne concerne que les tranches de revenus annuel égales ou supérieures à 36.000 DH se situe entre 31 % au minimum et 75 % au maximum. La tendance est en général à son aggravation au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la tranche de revenu plancher (supérieur ou égal à 36.000 DH) ou plafond (supérieur ou égal à 1.000.000 DH).

**Tableau n° 1 : charge fiscale comparée**

| Tranche de revenu annuel (en dirhams) | Charge actuelle : impôt agricole + contribution complémentaire | Charge prévisible |
|---------------------------------------|--|-------------------|
| 6.000                                 | 368  | 0                 |
| 21.000                                | 2.048  | 2.025             |
| 36.000                                | 4.442  | 5.025             |
| 60.000                                | 8.945  | 13.665            |
| 70.000                                | 11.143   | 17.765            |
| 80.000                                | 13.341   | 22.165            |
| 90.000                                | 16.613   | 26.565            |
| 100.000                               | 18.143   | 31.365            |
| 120.000                               | 23.326   | 40.965            |
| 240.000                               | 66.033   | 102.165           |
| 480.000                               | 166.453  | 237.765           |
| 1.000.000                             | 428.616  | 563.365           |

Source : Ministère des Finances, «projet de loi-cadre relative à la réforme fiscale», décembre 1980, Rahat. P.5.

B. Ces propositions autant que les conséquences qui devaient en découler ont été très mal accueillies par les groupes d'intérêt agraires en particulier (bourgeoisie agraire et gros propriétaires fonciers traditionnels) et dominants en général (10).

Leur action visant à les tuer dans l'œuf ou à tout le moins en atténuer le poids de la charge financière y afférente va s'exercer dans un premier temps par Ministère de l'Agriculture interposé (M.A.R.A.). Elle porte sur deux points et se traduit par plusieurs recommandations dont la codification et la mise en œuvre sont, de l'avis des services du M.A.R.A., de nature à éviter tout «malaise social» et à permettre l'«adhésion du monde agricole au futur système d'imposition».

### 1. Le barème d'imposition

Pour les services du M.A.R.A., l'augmentation de la charge fiscale devant découler des mesures de réforme de l'impôt agricole préconisées par le Ministère des Finances «est trop importante et brutale pour être aisément recevable». D'abord, parce que «le taux d'augmentation du montant de l'impôt à payer par les exploitants agricoles est nettement supérieur par rapport à celui des autres agents économiques». Ensuite, parce que «le taux d'augmentation du montant de l'impôt à payer par les contribuables agricoles moyens est plus élevé que celui des agriculteurs à hauts revenus, ce qui est en contradiction avec l'impératif de justice sociale et risque d'accentuer l'inégalité de revenu à l'intérieur du secteur agricole».

Un assouplissement du barème proposé est donc nécessaire sans que cela conduise à une remise en cause des règles propres à l'impôt global sur le revenu, en particulier l'uniformité des tranches de revenu et des taux. Dans ce sens, la solution préconisée par le M.A.R.A. consiste à appliquer dans l'immédiat le barème proposé par le Ministère des Finances tout en prévoyant des abattements forfaitaires spécifiques aux revenus agricoles.

L'actualisation de ces derniers n'est cependant pas sans poser de problèmes.

### 2) Le revenu virtuel

L'actualisation du revenu virtuel agricole dans les proportions définies par le Ministère des finances (multiplication par trois en moyenne, base 100 en 1963) n'a pas, elle aussi, emporté l'adhésion des gros contribu-

(10) Au Maroc rares sont les familles ou personnes constitutives du grand capital autochtone qui ne possèdent pas de vastes propriétés agricoles, cf.

\* a-Belal Abdelaziz; «La bourgeoisie marocaine est-elle ou n'est elle pas?» in bulletin des enseignants du P.P.S. de la Faculté de Droit de Casablanca, mai 1981.

\* b-Berrada, A.-Chiguer, M. et Darouich, A., «le grand capital privé marocain», communication présentée au symposium international organisé à casablanca les 19 et 20 novembre 1982 en hommage à Abdelaziz Belal «l'homme et l'œuvre», al asas, N°49, Fév. 1983, pp. 32-41.

bles agricoles. Dans le but de réduire au maximum le revenu agricole imposable et, partant, la charge fiscale consécutive, le M.A.R.A. a avancé deux propositions:

- La première proposition revient à surestimer les charges déductibles du revenu imposable. Dans ce sens, on parle non seulement d'**adapter** les taux d'abattement à appliquer au revenu virtuel en fonction de l'importance de la jachère et des charges d'exploitation mais aussi de faire en sorte que ces taux d'abattement **varient** dans le temps et dans l'espace compte tenu des aléas climatiques et des fluctuations des prix des produits agricoles d'une année à l'autre et au cours de la même année.

- Cependant, et c'est là l'objet de la seconde proposition, au moment où le M.A.R.A. défend le principe d'une indexation automatique des charges d'exploitation à déduire du revenu virtuel, il se prononce contre l'application d'une solution pareille au revenu virtuel lui-même sous prétexte qu'elle comporte «le risque de créer à chaque révision un malaise social». Dans ce cas, et pour écarter ce risque, l'indexation doit intervenir une fois tous les cinq ans.

- Ces recommandations, en vidant la proposition du ministère des finances de son contenu, ne pouvaient être que bénéfiques pour les gros contribuables agricoles. C'est pour cela que le M.A.R.A. a même été jusqu'à proposer que soit offerte aux sociétés agricoles la possibilité de bénéficier, à titre d'option, de l'application du revenu virtuel au lieu et place du bénéfice net réel dont l'évaluation suppose la tenue d'une comptabilité régulière.

C- Loin de rester insensible à ce «paquet» de desiderata, l'Etat post-colonial va par contre y accéder dans une large mesure. De par son contenu, le projet mort-né de loi-cadre relative à la réforme fiscale de décembre 1980 ne laisse subsister aucun doute à ce sujet. Comme preuve à l'appui, on ne saurait d'ailleurs mieux faire que de reproduire in extenso la partie relative à l'impôt agricole (p.3 et 4).

«**Article 12-** une imposition plus équitable des exploitants agricoles sera réalisée par l'actualisation de la grille des revenus virtuels établie en 1963. Toutefois, en vue d'atténuer, pour les exploitants agricoles, les effets immédiats de l'actualisation cumulés avec ceux résultant de l'application du barème progressif projeté, une période transitoire (11) sera fixée au cours de laquelle le coefficient d'actualisation sera appliqué graduellement.

Ce coefficient subira donc des abattements qui diminueront chaque année pour aboutir à des impositions normales au terme de la période transitoire. De même, l'allègement de la charge fiscale des petits contribuables s'effectuera par le réhaussement progressif des seuils d'exonération et par l'application des déductions pour charge de famille».

---

(11) Celle-ci étant fixée à 4 ans d'après la version arabe de la loi-cadre.

«**Article 13-** le revenu virtuel sera actualisé tous les cinq ans par une commission dont la composition sera fixée par décret pris sur proposition du Ministre des Finances et du Ministre de l'Agriculture et de la Réforme Agraire. Cette commission peut comprendre des représentants des agriculteurs».

«**Article 14-** Les sociétés agricoles prévues à l'article 17 de la présente loi-cadre peuvent opter pour l'imposition d'après le revenu virtuel dans les conditions qui seront fixées ultérieurement».

«**Article 15-** Une taxe foncière sera instituée. Cette taxe due par les propriétaires, sera calculée en fonction de la superficie des terres agricoles. Elle sera affectée aux communes afin de leur permettre le financement de leurs projets de développement».

Comme on peut le constater à la lecture de ces dispositions, le M.A.R.A. a obtenu gain de cause sur bien des points. Pourtant, au lieu de se prononcer en faveur de ce projet qui les avantage énormément, les groupes d'intérêt agraires dominants y ont opposé un refus catégorique, convaincus qu'ils étaient de pouvoir obtenir mieux. D'autant plus qu'à leur avis ce projet n'apportait qu'un semblant de solution à la charge fiscale différentielle jugée pénalisatrice pour les contribuables agricoles et notamment pour ceux dont le revenu est moyen (cf. barème d'imposition). De surcroît, les méfaits de la sécheresse qu'a connu le Maroc en 1981 (12), en aggravant plus les retombées éminemment négatives de la crise généralisée que traverse l'économie marocaine depuis 1977, ont permis qu'apparaisse une conjoncture tout indiquée pour les conforter dans leur position.

La fiscalité agricole doit contribuer à «la réalisation de l'autosuffisance en matière agricole», ainsi se résume à leurs yeux la réponse à une situation de déficit alimentaire chronique fortement aggravé par la sécheresse de 1981 et qui pèse lourdement sur la balance devises du Maroc.

Le projet de loi-cadre relative à la réforme fiscale venu en remplacement de celui de décembre 1980 et discuté au Parlement en 1982 prévoit, dans ce sens, l'institution d'un nouveau système d'imposition agricole qui équivaut pratiquement pour le grand capital agraire à un régime de quasi-immunité fiscale. Pour s'en convaincre, il suffit de faire état, quant à la partie traitant de la fiscalité agricole, du contenu de la loi-cadre adoptée par le parlement et de le comparer à celui du projet mort-né de décembre 1980.

«**Article 12-** Le nouveau régime d'imposition qui sera institué prévoira des allègements de la charge fiscale en faveur des productions à encourager et constituera un élément d'incitation à la production et, partant, un facteur de réalisation de l'autosuffisance en matière agricole».

---

(12) Berrada, A. «la sécheresse, au delà du constat», al asas, N°239, Fév. 1982, pp. 13-19.

«**Article 13-** Les revenus provenant de l'élevage du bétail seront exonérés et ceux provenant des cultures céréalières, oléagineuses, sucrières fourragères et cotonnières seront imposés avec des abattements».

«**Article 14-** Seront obligatoirement soumis au régime du bénéfice net réel les exploitants agricoles dont le chiffre d'affaires dépasse deux millions de dirhams.

Ceux dont le chiffre d'affaires est inférieur à ce montant seront imposés forfaitairement sauf s'ils optent pour le régime d'imposition d'après le bénéfice net réel.

Cette option sera valable pour trois années consécutives, et pendant cette période elle sera irrévocable».

«**Article 15-** Une commission comprenant des représentants de l'administration et des représentants des agriculteurs déterminera par nature du sol, par variété de culture et selon les lieux et les conditions climatiques le bénéfice forfaitaire à l'hectare».

«**Article 16-** Une taxe foncière variant de 1 à 5 dirhams par hectare sera instituée. Le taux de cette taxe, à la charge des propriétaires, sera fixée en fonction de la superficie et de la nature de leurs terres agricoles ou à vocation agricole situées à l'extérieur du périmètre urbain.

La cote inférieure à 10 dirhams ne sera pas mise en recouvrement».

#### **2.4. Les autres impôts**

En plus de l'impôt agricole, la bataille pré-législative a intéressé également deux autres catégories d'impôts directs, à savoir l'impôt sur les bénéfices professionnels (I.B.P.) et l'impôt sur les terrains urbains.

##### **A- L'I.B.P.**

A ce niveau, il est surtout question du report du déficit.

Au Maroc, le fisc réserve un traitement complaisant aux sociétés déficitaires. La durée du report du déficit d'un exercice déterminé, c'est-à-dire de sa résorption par déduction du manque à gagner des bénéfices à réaliser, est de 5 ans. Durant cette période, et concernant l'I.B.P., les sociétés déficitaires ne sont tenues d'acquitter aucun minimum d'impôt.

Cette pratique qui va à l'encontre d'une gestion rationnelle des entreprises, quand elle ne les incite pas à déclarer des déficits fictifs, occasionne pour le Trésor public des moins-values fiscales d'autant plus substantielles que le dispositif de contrôle fiscale est largement déficient au Maroc et que le nombre de sociétés «déficitaires» tend à augmenter, surtout en période de crise économique où les prétextes sont nombreux qui tiennent lieu de justifications. Ainsi, en 1977 par exemple, 39 % des sociétés privées assujetties à l'I.B.P. ont déclaré des déficits (1796/4630). Leur participation est de 15 % relativement au chiffre d'affaires global (4242/27985 millions de dirhams). Quant aux entreprises publiques, elles

sont 6 sur 29 à avoir enregistré des déficits, soit 20 % du total (13).

Dans le but de lutter contre cette pratique manifeste d'évasion fiscale et de garantir une participation minimum des sociétés à la couverture des charges publiques, les auteurs de la version provisoire de la réforme fiscale de Mai 1980 ont proposé «de limiter la durée du report déficitaire à 3 ans au lieu de 5 ans actuellement. En outre, les sociétés déficitaires doivent acquitter un minimum d'impôt à partir de la troisième année de déficit. Ce droit minimum sera ensuite augmenté chaque année jusqu'à ce que l'entreprise enregistre un résultat bénéficiaire» (p. 39, op. cit) Toutefois, la conjoncture économique de crise aidant, les groupes d'intérêt visés par cette mesure ont réussi à la vider progressivement de son contenu.

La progressivité du minimum d'imposition sera la première proposition à disparaître du projet mort-né de loi-cadre relative à la réforme fiscale de décembre 1980.

De son côté, la règle du minimum d'imposition ne survivra guère à la phase d'élaboration du projet officiel de 1982.

Bien mieux, la durée du report du déficit retenue sera de 4 ans au lieu de 3 ans. «Le déficit d'un exercice ne pourra plus être reporté que sur les quatre exercices suivants», tel est l'énoncé de l'article 20 du projet de loi-cadre sur la réforme fiscale adopté par le parlement.

### **B - L'impôt sur les terrains urbains.**

Afin de décourager la spéculation immobilière et de la pénaliser à la source, la loi de Finances pour l'année 1978 avait prévu l'institution d'un impôt sur les terrains urbains qui couvrent les zones d'application de la taxe urbaine à l'exclusion des terrains situés dans les communes, les centres délimités et les stations estivales ou hivernales. Cet impôt comprend deux taxes : une taxe annuelle et une taxe unique.

Le taxe annuelle dont l'objectif est de lutter contre la spéculation urbaine porte sur les terrains non bâtis situés à l'intérieur des périmètres urbains. La valeur vénale des terrains constitue son assiette. Le taux de cette taxe est de 1,50 % de la valeur vénale du terrain pour la première année d'imposition. Il est majoré d'un point chaque année au cours des quatre années suivantes jusqu'à un maximum de 5,50 %.

La taxe unique s'applique aux terrains bâtis ou non bâtis inclus dans le périmètre urbain par suite de son extension. Elle vise à récupérer une partie de la plus-value acquise en conséquence par cette catégorie de terrains. Son assiette correspond à la différence entre la valeur vénale du terrain au 31 décembre de la troisième année suivant celle de l'extension du périmètre urbain (ou son prix de cession s'il est cédé avant cette date) et la valeur vénale de ce terrain au premier janvier de l'année précédant

---

(13) F.M.I. cf. note 9.

celle de l'extension du périmètre urbain (ou son prix d'acquisition s'il est plus élevé). Il s'agit d'une taxe proportionnelle dont le taux est fixé à 30 %.

A peine institué, cet impôt ne devait toutefois connaître un début d'application que trois années plus tard (1981) et pas pour longtemps (1981-1982).

C'est que avant même l'achèvement de la période transitoire qui devait précéder sa mise en application (1978-1980), la bourgeoisie immobilière est parvenue à imposer sa suppression par anticipation, celle-ci devant intervenir une fois le nouveau système fiscal en préparation depuis 1978 adopté et entré en vigueur.

D'ailleurs, il n'existe pas de texte relatif à la réforme fiscale où il n'a pas été fait mention de cette recommandation (version provisoire de mai 1980, projet mort-né de décembre 1980, projet officiel de 1982).

Pour justifier cette mesure deux raisons-alibis sont invoquées :

— Le maintien de l'impôt sur les terrains urbains pourrait avoir des effets pervers et renchérir notamment le prix des terrains;

— la gestion de cette taxe mort-née «exigerait des moyens disproportionnés avec le produit escompté, d'autant plus que l'absence de cadastre pose des problèmes d'assiette quasi-insolubles» (Projet de loi-cadre relative à la forme fiscale, mai 1980).

### **B. 1. La réforme fiscale à l'épreuve de la conjoncture économique**

La réforme fiscale est à l'ordre du jour au Maroc depuis le début des années soixante dix. Suite aux recommandations et orientations du plan quinquennal 1973-1977, un premier projet de réforme qui rejoint par bien des aspects celui de décembre 1980 vit le jour en Octobre 1974. Toutefois, il fut tué dans l'œuf aussitôt élaboré.

Dans le cadre du plan triennal 1978 - 1980, on ne manquera pas également de rappeler la nécessité d'entreprendre d'urgence une réforme fiscale globale et d'en définir certains principes de base. Il a fallu cependant attendre 1982 pour qu'un projet de loi-cadre sur la réforme fiscale soit soumis au parlement et qu'un texte définitif soit adopté moyennant de nombreuses amputations.

Certes, l'attitude des groupes d'intérêt dominants explique pour beaucoup le sort réservé à la réforme fiscale des années durant. Mais, on s'accorde aussi à reconnaître à la conjoncture économique une part de responsabilité dans ce sens.

L'accueil favorable ou défavorable que réservent les G.I.D. à toute mesure de politique économique stratégique à un stade ou à un autre de son évolution constitue un invariant. Leur tâche peut cependant être rendue facile ou difficile selon l'état de la conjoncture économique et la manière dont les pouvoirs publics tentent d'y faire face.

Concernant la réforme fiscale, sa promulgation a pu être soit retardée (1974-1980), soit hâtée (1981-1982) **sous l'influence** d'une conjoncture économique instable et de l'action de l'Etat.

### **1. Les causes qui ont joué en faveur du retardement de sa promulgation (1974-1980).**

Durant cette période, à une conjoncture de vaches grasses (1974-1976) va succéder une conjoncture de vaches maigres (1977-1980).

Même en étant différentes, elles ont cependant toutes les deux joué en faveur du report de l'élaboration et de la mise en place d'une réforme d'ensemble du système fiscal marocain.

#### **1. La période d'euphorie (1974-1976)**

Le réajustement en hausse du cours du marché mondial des phosphates en 1974 et 1975 surtout a permis d'accroître, dans des proportions relativement importantes, les recettes en devises de l'office chérifien des phosphates (O.C.P.) et, partant, celles de l'Etat.

Le prix moyen d'une tonne de phosphates à l'exportation de 12 \$ en 1972 a grimpé à 50 \$ en 1974 et 65 \$ en 1975 avant de descendre à 33 \$ en 1976. En conséquence, les recettes d'exportation de l'O.C.P. en devises sont passées de 192 millions de dollars en 1972 à 932 M. \$ en 1974, 847 M. \$ en 1975 et 496 M. \$ en 1976, soit comparativement aux recettes d'exportation totales du Maroc de 12 à 55 et 40 %.

Les versements de l'O.C.P. à l'Etat à divers titres (impôts et dividendes) ont eux aussi accusé une nette augmentation. Ils ont représenté 32,2 % du total des recettes ordinaires de l'Etat en 1974, 30,9 % en 1975 et 17,8 % en 1976. (Voir tableau n° 2)

L'«aisance» de la Trésorerie de l'Etat ainsi créée par une conjoncture économique externe particulièrement favorable aux exportations de phosphate a donc dispensé les pouvoirs publics d'entreprendre une réforme du système fiscal marocain. Le recours démesuré aux sources de financement externes (14) (cf. note 3 b) d'origine occidentale ou arabe en général et au marché financier international en particulier en vue d'assurer la couverture d'un programme d'investissements publics et semi-publics ambitieux semble lui aussi avoir joué dans ce sens.

Il en est de même de l'intérêt qu'attachaient les pouvoirs publics à la réussite et de l'opération de marocanisation du 2 Mars 1973 (15) et de la

(15) • Berrada, A. et Ben Abdellah A., «analyse critique du mémoire de D.E.S. de Nouredine El Aoufi : «la marocanisation et le développement de la bourgeoisie», in R.J.P.E.M. N°7, 1<sup>er</sup> semestre 1980 pp.213-229.

• Saadi, M.S., «A qui a profité la marocanisation ?» in la crise... l'alternative, colloque économique et social du P.P.S., éd. AL BAYANE, Casablanca, 1980, pp.211-218.

Tableau n° 2: Structure évolutive des versements de l'O.C.P. à l'Etat

|  | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977  | 1978  | 1979  | 1980  | 1981  |
|--|------|------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|
| - Impôts sur les bénéfices professionnels (I.B.P.) | 41   | 66   | 180  | 1477 | 190  | 450   | 466   | 521   | 502   | 283   |
| - Droits de douane à l'exportation                 | 33   | 44   | 207  | 164  | 98   | 96    | 60    | 100   | 170   | 190   |
| - Dividendes                                       | —    | 90   | 1939 | 989  | 760  | 467   | 334   | 379   | 498   | 1014  |
| <b>Total (I)</b>                                   | 74   | 200  | 2326 | 2630 | 1048 | 1013  | 860   | 800   | 970   | 1487  |
| * Total recettes ordinaires de l'Etat (II)         | —    | 4232 | 7213 | 8490 | 8322 | 10784 | 11693 | 13802 | 15193 | 17838 |
| I / II (%)   | —    | —    | 32,2 | 30,9 | 17,8 | 10,4  | 7,3   | 5,8   | 6,4   | 8,3   |
| * Total recettes d'exportation O.C.P. (III) (1)    | 146  | 192  | 932  | 847  | 496  | 2443  | 2037  | 2213  | 3003  | 3826  |
| * Prix moyen (\$ / tonne de phosphate)             | 11   | 12   | 50   | 65   | 33   | —     | —     | —     | —     | —     |
| * III/exportations totales du Maroc (%)            | 23   | 21   | 55   | 55   | 2,0  | —     | —     | —     | —     | —     |

(1) Million de dollars entre 1972 et 1976 et m. de dirhams par la suite

Source : Trésor, O.C.P., B.I.R.D. et F.M.I.

nouvelle politique d'incitation aux investissements privés étrangers notamment (16).

Pourtant, une conjoncture économique pareille est normalement faite pour faciliter la tâche de l'Etat visant à imprimer une nouvelle orientation au système fiscal marocain (meilleur rendement, imposition correcte du capital, allègement de la charge fiscale qui pèse sur les contribuables à revenu modeste ou faible, etc...) et affaiblir la résistance opposée par les groupes d'intérêt dominants au projet mort-né d'Octobre 1974.

Tel ne sera plus le cas avec le retournement de la conjoncture.

### 1.2. La conjoncture de crise (1977-1980) (17).

A partir de 1976 le prix des phosphates accusera une tendance accélérée et durable à la baisse. Les exportations de certains produits manufacturés en direction des pays de la C.E.E. connaîtront eux aussi une baisse sensible par suite de mesures protectionnistes décidées à leur encontre, et ce en dépit des engagements pris (accords de 1969 et de 1976). La même remarque vaut pour l'«exportation» de la main-d'œuvre marocaine (18).

Par ailleurs, les prix des biens et services importés par le Maroc, et ce à commencer par les produits agricoles de grande consommation (sucre, huile, blé, etc.), augmenteront dans de fortes proportions.

La trésorerie de l'Etat s'en ressentira donc fortement sous l'influence de ces facteurs et de bien d'autres (accroissement des charges de la dette publique extérieure, etc.).

En dépit des coupes sombres opérées dans les programmes d'investissement public à caractère économique et social surtout, seule une réforme fiscale à l'image de celle de 1974 ou de 1980 était en mesure de pallier quelque peu la crise des finances publiques. D'autant plus que la capacité d'endettement du Maroc avait déjà atteint le seuil d'épuisement en 1978 et que les classes dominées et exploitées sont seules à supporter le coût financier de la défense de l'intégrité territoriale du Maroc et les conséquences de la crise économique.

Toutefois, la conjoncture de crise, en encourageant les groupes d'intérêt dominants à adopter un comportement de refus vis-à-vis de

(16) Berrada, A., cf. note 3b

(17) Belgendouz, A. et Berrada, A., «Bilan du plan triennal 1978-1980 : le Plan de l'impasse» in al asas, dossier N°1, op. cit.

(18) \* Belgendouz A. «critique de quelques idées reçues sur l'émigration des travailleurs maghrébins dans les pays de la C.E.E.», in le Maroc et le Monde Arabe face à la C.E.E., actes du colloque organisé par l'A.E.M. à Rabat les 7, 8 et 9 avril 1981, éd. maghrébines, Casablanca, 1982, pp. 161-197.

\* Belal, A., «les relations entre le Maroc et la C.E.E. et leurs perspectives d'avenir», in la crise...l'alternative, op. cit.

\* Oualalou, F., propos d'économie marocaine, S.M.E.R., Rabat, 1980, pp. 59-71.

\* A.E.M., le Maroc et le Monde Arabe face à la C.E.E., actes du colloque organisé par l'A.E.M. à Rabat les 7, 8 et 9 avril 1981, éd. maghrébines, casablanca, 1982.

toute tentative de remise en cause du statu-quo fiscal, ne favorisait guère une telle entreprise. L'objectif premier étant de rétablir les équilibres économiques et financiers fondamentaux et de préparer les conditions de la reprise, c.a.d. de sortie de la crise, l'Etat a une nouvelle fois préféré reporter la réforme fiscale à plus tard et s'en tenir à quelques retouches.

## 2) Les causes qui ont précipité sa promulgation (1981-1982).

Le statu-quo fiscal autant que les autres mesures de politique économique visant à traiter avec égards le capital privé se révélèrent, à l'expérience, inefficaces. La tendance au sortir de la décennie soixante dix est non seulement à la persistance de la crise généralisée de l'économie marocaine mais aussi et surtout à son aggravation par suite, entre autres, de la sécheresse qu'a connue le Maroc en 1981.

Fait sans précédent au Maroc depuis 1965, **le déficit important enregistré par le budget ordinaire de l'Etat deux années durant (1981-1982)** révèle à lui seul la profondeur de cette crise.

Cela étant, la question se pose de savoir quelles sont les raisons qui expliquent l'adoption d'une réforme fiscale au plus fort de la crise, c.à.d. dans une conjoncture économique qui ne s'y prête guère. Celles-ci sont au nombre de deux :

- L'adoption de la réforme fiscale n'est intervenue qu'une fois le projet de loi-cadre relative à la réforme fiscale de Décembre 1980 débarrassé des dispositions tendant à remettre en cause le traitement fiscal de faveur réservé depuis 1961 au grand capital privé en général et à la bourgeoisie agraire en particulier. Bien plus, le projet de 1982 lui-même ne fut adopté par le Parlement qu'après l'avoir «charcuté» et vidé des quelques aspects positifs qu'il contenait.

Ajoutez à cela le fait que le texte adopté n'étant qu'une loi-cadre, les groupes d'intérêt dominants auront toujours la possibilité de faire pression sur les pouvoirs publics pour que les textes d'application qui s'y rapportent ne contiennent pas de dispositions contraires à cette orientation.

Certes, pour les couches dominantes qui s'adonnent à plusieurs activités à la fois (commerce, industrie, agriculture, finance, etc...), une application correcte du nouveau système d'imposition agirait certainement dans le sens d'une remise en cause de leur statut fiscal privilégié (19).

Toutefois, même en supposant remplie une telle condition, l'institution en 1980-1983 de nouveaux codes d'investissements nettement plus avantageux que ceux de 1973 rend dans les faits peu probable l'obtention d'un résultat pareil, du moins à moyen terme.

(19) Le caractère cédulaire du système fiscal précédent faisait qu'à montant égal, les contribuables dont le revenu provenait d'une seule source étaient plus imposés que ceux dont le revenu provenait de plusieurs sources. L'institution d'un impôt global sur le revenu a justement pour objectif de pallier cette déficience (cf. II, A, II,2.).

• L'Etat ne s'est résolu à élaborer un projet de loi-cadre sur la réforme fiscale et à le défendre devant le Parlement que contraint. La crise de l'économie marocaine en persistant et redoublant d'intensité au sortir de la décennie soixante dix, le F.M.I. va être appelé au secours du gouvernement de coalition au pouvoir depuis 1977. Un prêt important va être accordé au Maroc moyennant l'application d'un «programme de stabilisation» pour la période allant de Juillet 1980 à Juin 1983 (programme étendu au second semestre de 1983, à 1984, etc...). La réforme fiscale s'inscrit justement dans le cadre de ce programme dont l'objectif est de «corriger les déséquilibres structurels dans l'économie et de ramener le déficit de la balance des paiements à un niveau soutenable» et qui comprend en outre d'autres mesures «destinées à la fois à stimuler et à restructurer l'offre intérieure et à contenir la croissance des dépenses intérieures» (vérité des prix, gel des salaires, libéralisation plus poussée du régime d'importation, dévaluation déguisée du dirham, réduction des investissements publics, démantèlement du secteur public, etc...).

A l'évidence, le projet autant que le texte définitif de loi-cadre relative à la réforme fiscale de 1982 sont très en retrait, quant à leur contenu et à leur impact, par rapport aux recommandations formulées par le F.M.I. en la matière dans le cadre de l'étude préparée par ses experts en 1979 à la demande du gouvernement marocain. Mais, il n'empêche que pour ce dernier le fait d'avoir pour une fois, depuis 1961, «tenu le coup jusqu'au bout» (élaborer un projet de réforme fiscale et lui donner force de loi) est une façon de s'en laver les mains vis-à-vis du F.M.I. La résistance opposée par les groupes d'intérêt dominants (y compris la bourgeoisie bureaucratique) à l'adoption d'une réforme fiscale susceptible de remettre en cause le traitement fiscal préférentiel qui est le leur depuis 1961 constitue pour le gouvernement marocain une «EXCUSE» de taille à son «incapacité» d'agir dans le respect des recommandations formulées par le F.M.I. quant à la nouvelle politique fiscale à mettre en place.

## II. POUR UNE REFORME FISCALE AUTHENTIQUE

La loi-cadre relative à la réforme fiscale comporte de nombreux travers. Pour cette raison justement, une réforme fiscale authentique, c'est à dire de nature à enrayer la sous-imposition manifeste du capital privé dominant et son corollaire : la surimposition des classes dominées et exploitées, reste donc à faire au Maroc. Cependant, pour pouvoir jouer ce rôle, elle doit être conçue sur des bases autres que celles qui sont propres à la dynamique de la croissance périphérique et à la politique fiscale qui lui est sous-jacente.

### A.2. Les travers de la loi-cadre

Le système fiscal en vigueur au Maroc jusqu'en 1982 présentait un défaut majeur, à savoir la surimposition des classes dominées et exploitées et la sous-imposition des classes dominantes.

Ce défaut reste cependant la caractéristique principale de la loi-cadre relative à la réforme fiscale. La tendance à ce niveau est en effet sinon à son aggravation du moins à sa persistance.

### **1) Persistance de la surimposition des classes dominées et exploitées**

Pour que la fiscalité puisse remplir une fonction sociale, la règle de l'exonération doit jouer automatiquement en faveur du minimum vital défini en terme de revenu minimum nécessaire à chaque individu pour pouvoir subvenir à ses besoins fondamentaux et de son équivalent en produits et services de première nécessité.

Au plan pratique, cela suppose à la fois la définition d'un seuil d'exonération minimum variable dans le temps concernant l'imposition du revenu et l'exemption des produits et services de première nécessité de toute forme de taxation indirecte.

La loi-cadre relative à la réforme fiscale ne satisfait que partiellement à cet impératif et ne réalise aucun progrès notable sur ce plan par rapport au système d'imposition en vigueur au Maroc jusqu'en 1982.

S'agissant tout d'abord du prélèvement sur les traitements et salaires (P.T.S.); le seuil d'exonération est resté fixé à 6000 DH / an alors que son doublement s'impose (20). Bien plus, le montant des déductions pour charges de famille au lieu de continuer à être prélevé sur le revenu imposable, ce qui avantagait quelque peu les salariés et fonctionnaires, le sera dorénavant sur l'impôt dû.

Tout comme le seuil d'exonération, les modalités de recouvrement du P.T.S. n'ont connu aucun changement, ce qui désavantage les salariés et fonctionnaires relativement aux autres catégories de contribuables.

D'une part, à la différence des autres catégories d'impôts directs, l'impôt frappant les salaires et traitement est prélevé à la source, ce qui élimine tout risque de fuite devant le fisc. Cette autre caractéristique de l'ancien (1961-1982) comme du nouveau (1983) système fiscal marocain traduit un degré élevé de surimposition des revenus du travail : ceux-ci en étant connus avec exactitude et imposés à la source «constituent l'univers visible, la face éclairée du système au milieu de nombreuses zones d'ombre» (21).

D'autre part, le paiement non différé du P.T.S. dans une économie où l'inflation revêt un caractère endémique et manifeste une tendance sans cesse accélérée à la hausse constitue de son côté un moyen non moins efficace de compression des revenus du travail.

A ce propos, et comme l'ont souligné à juste titre les experts du F.M.I., «une injustice est créée entre les titulaires de revenus sous forme de traitements et salaires, sur lesquels l'impôt est perçu à la source et versé au

(20) Cf. note 1 a.

(21) Cf. note 3 b.

Trésor presque immédiatement, et les titulaires d'autres formes de revenus qui, pour la plupart, paient l'impôt avec un délai de plus d'un an (op. cit., p.142).

Pour ce qui est des impôts indirects, la réforme n'a porté que sur la substitution de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) à la taxe sur le chiffre d'affaires (T.C.A.).

Par contre, les autres catégories d'impôts indirects (droits de douane, droits de mutation et de timbre, taxes intérieures de consommation, etc...) ont été complètement ignorés par la réforme. Pourtant, ils pèsent eux aussi lourdement sur le pouvoir d'achat, mince par définition, de larges couches de la population (22).

Sacrifiant la fonction sociale à la fonction financière de l'impôt, d'aucuns estiment en effet qu'une refonte d'ensemble de la fiscalité «n'est pas possible car elle se heurte à l'obstacle majeur : les recettes doivent être quotidiennes pour couvrir les dépenses quotidiennes. On ne saurait comme dans le cas d'une réparation fermer le robinet même pour un temps limité, sans remettre en cause le fonctionnement de l'État et la vie de la nation (23).

Concernant la T.V.A. elle-même, aucune précision n'a encore été faite qui prouve que les considérations d'ordre social constituent désormais la règle et non l'exception quant à la finalité de cet impôt. L'avantage découlant de l'élimination du cumul d'imposition par suite de la substitution de la T.V.A. à la T.C.A. risque, lui aussi, d'être neutralisé sous l'effet de l'extension du champ d'action de la T.V.A. au commerce de gros.

## **2) Persistance de la sous-imposition différenciée du capital**

Les figures de style mises à part, tout donne à penser que l'objectif premier visé par la réforme fiscale n'est pas tant de rendre le nouveau système d'imposition perméable à l'impératif de justice sociale que d'atténuer son caractère discriminatoire s'agissant de l'imposition des différents revenus de la propriété et de l'entreprise selon qu'ils proviennent d'une ou de plusieurs sources. La substitution progressive d'un impôt global sur le revenu au système d'imposition cédulaire préexistant devant en principe permettre à ce que à revenu égal la charge fiscale soit identique, que ce revenu provienne d'une ou de plusieurs sources.

Dans les faits, la loi-cadre sur la réforme fiscale comporte de nombreuses lacunes qui entravent plus qu'elles ne facilitent la réalisation d'un objectif pareil.

Les développements réservés précédemment aussi bien à la fraude fiscale qu'à l'impôt agricole et à l'impôt sur les terrains urbains constituent une première preuve dans ce sens.

(22) Berrada, A. «fiscalité indirecte, pouvoir d'achat et accumulation du capital» al asas, N°s 52-53-54, mai-juillet 1983.

(23) Alaoui, M.A., le Matin du Sahara, N°s 29-97, 16/1/1980, pp.1-3.

L'absence d'impôts sur la rente foncière, la fortune et les droits de succession joue également en faveur d'une sous-imposition différenciée du capital. Il en est de même de l'absence d'un système d'imposition propre aux sociétés de groupe (holdings, cf. note 10b). Cette tendance gagne aussi en force avec le maintien en l'état des règles de recouvrement en vigueur au Maroc depuis 1961.

Le versement effectif de certains impôts intervient longtemps après la perception des revenus.

Cela étant, le processus inflatoire, en revêtant au Maroc un caractère permanent et en redoublant d'intensité depuis le début de la décennie soixante dix, engendre deux effets pervers.

- Tout d'abord, il mine la productivité financière du système fiscal et en amenuise l'efficacité.

Le délai moyen qui s'écoule entre le fait générateur et le recouvrement de l'impôt est important. D'après l'étude précitée du F.M.I. (cf. note 9), en 1977 chaque dirham d'impôt est recouvré avec un retard d'environ 5 mois. En tenant compte du taux d'inflation enregistré au Maroc durant la même année (1 % mois), il en résulte une diminution des recettes fiscales en valeur réelle d'environ 5 %.

- Ensuite, l'effet conjugué de l'inflation et du paiement différé de l'impôt induit une aggravation de la répartition inégale de la charge fiscale entre les différentes catégories d'impôts et, partant, de contribuables.

Les pertes de recettes fiscales se rattachent, pour le Trésor Public, essentiellement aux impôts directs sur les revenus de la propriété et de l'entreprise dans la mesure où ils ne sont acquittés que plusieurs mois après leur réalisation. Les impôts sur le revenu et les bénéfices, par exemple, ne sont payés qu'après 15 mois de retard institutionnalisé (ce retard est calculé compte tenu du prélèvement sur les traitements et salaires). Parmi ces derniers, la contribution complémentaire sur le revenu global des personnes physiques est recouvrée par l'Etat près de 18 mois après le premier semestre de l'année pendant laquelle le revenu imposable a été perçu.

Les autres catégories d'impôts qui alimentent les recettes fiscales globales à raison de 80 % environ sont par contre payés dans un délai court quand ce n'est pas dans l'immédiat. Il en est ainsi des taxes sur les biens et services, des taxes intérieures de consommation des impôts sur les transactions et le commerce extérieur et du prélèvement sur les traitements et salaires.

Donc, sous l'influence d'un taux d'inflation à deux chiffres (plus de 10 % par an) et d'un mode de recouvrement discriminatoire des impôts, la pression fiscale réelle subit une déformation; celle-ci s'exerce dans le sens à la fois de l'accentuation pour ce qui est des impôts sur la dépense et sur les traitements et salaires qui sont perçus à la source et versés à l'Etat

dans un délai court ou presque immédiatement et de l'allègement, à des degrés variables, pour ce qui est des impôts sur les revenus de la propriété et de l'entreprise dont le recouvrement s'effectue avec un retard de plus d'un an. Dans ce dernier cas, une épargne forcée se forme au bénéfice du capital et au détriment du budget de l'Etat: le capital s'acquittant de ses dettes fiscales avec une monnaie dévalorisée. Le crédit fiscal qui lui est accordé dans un climat inflationniste ne porte pas de taux d'intérêt pas plus qu'il ne comporte de clause d'indexation.

**Tableau n° 3 : Décalage moyen et pondéré dans le recouvrement des impôts (1977).**

| Catégories de recettes fiscales                      | part dans les recettes fiscales totales (%)(1) | Décalage moyen dans le recouvrement exprimé en mois (2) | Décalage moyen pondéré 1 x 2 |
|--|--|---|------------------------------|
| Impôts sur le revenu et les bénéfices                | 25   | 15,0  | 3,8                          |
| Taxes sur les biens et services                      | 25   | 2,5   | 0,6                          |
| Impôts sur les transactions et le commerce extérieur | 41   | —   | —                            |
| Divers   | 9  | 6,0   | 0,5                          |
| Total  | 100  | —   | 4,9                          |

Source : F.M.I., op. cit., p.25.

### B. Ce que pourrait être une réforme fiscale véritable

D'aucuns pensent que le système fiscal marocain actuel, en même temps qu'il «répond en priorité à des motivations exclusivement financières et budgétaires», «ne repose pas sur une doctrine avec ses choix et ses orientations politiques et socio-économiques» (24). Toutefois, et concernant en particulier les impôts directs sur les deux plans et les impôts indirects sur le second plan (25), bien des indications contredisent cette assertion.

(24) Ktiri, M., -Fiscalité et Structures économiques, éditions maghrébines, 1979.

- Fiscalité et développement, l'exemple marocain, thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, université de Paris X., 20 déc. 1979.

(25) Berrada, A., cf. notes 3b, 5,7 et 22.

Au Maroc où l'Etat «compte volontiers sur les vertus de l'initiative privée» (26), la fiscalité se veut au service d'un modèle de croissance libérale. Le phénomène aussi bien de surimposition des classes dominées et exploitées que de sous-imposition / désimposition du capital privé dominant répond à cete fonctionnalité, en même temps il constitue sa marque distinctive.

L'Etat post-colonial, tout en jetant son dévolu sur les impôts indirects, consent à reléguer au second rang le rendement financier des impôts directs frappant les revenus de la propriété et de l'entreprise privée au nom de leur rendement économique.

La pression du capital privé tant local qu'étranger s'exerce constamment dans ce sens.

**Aussi, la définition d'une réforme fiscale résolument favorable à un processus de redistribution progressive du revenu et de croissance accélérée des forces productives à haute priorité économique et sociale passe-t-elle nécessairement par la critique rejet des schémas de croissance stéréotypés à l'œuvre dans les pays capitalistes sous-développés et de la politique fiscale qui s'y rapporte (Pays Arabes du golfe exportateurs de pétrole exclus).**

### **1) Fiscalité et accumulation du capital : considérations théoriques**

a) Le développement économique et social est fonction, entre autres, d'un préalable déterminant : l'accumulation accélérée du capital. De ce point de vue, bon nombre d'économistes s'accordent à reconnaître à la fiscalité un rôle primordial dans le financement de l'accumulation dans les pays capitalistes sous-développés (27). D'autant plus que les autres

(26) Pallazoli, C. «Le système fiscal marocain», bulletin de l'institut international d'administration publique, N°20, Oct-Déc. 1971, pp. 69-84.

(27) a-O.C.D.E., Finances publiques et développement économique, Paris, 1965.

b-Conférence de Réhovoith, les problèmes fiscaux et monétaires des pays en voie de développement, dunod, 1951.

c-B.I.R.D. (Institut pour le développement économique), formation du capital, volume I., Paris 1963.

d-Keita, F., «la fiscalité dans le développement économique du Sénégal».

R.S.F., n°2 avril -juin 1973, pp.285-323.

e-Kaldor, N., «rôle de la fiscalité dans le développement économique», A.I.S.E., Vienne, 1962.

«les prélèvements fiscaux dans les pays en voie de développement, in b.

f-Nurkse, R., les problèmes de la formation du capital dans les pays sous-développés, cujas, 1968.

g-Makalou, O., l'équilibre budgétaire dans les pays en voie de développement, maspero, 1970.

h-Gannagé, E., le financement du développement, P.U.F., 1970.

i-Lewis, W.A., \*la théorie de la croissance économique, payot, 1962

\*développement économique et planification, payot, 1968.

j-Rostow, W.W., les étapes de la croissance économique, seuil, 1962.

k-Baran, P.A. économie politique de la croissance, maspero, 1967.

sources de financement (emprunts étrangers, inflation budgétaire) présentent des limites certaines quand elles n'exercent pas des effets inhibiteurs sur le processus de développement.

«Capital is made at home» (le capital se fait chez soi), telle est l'idée maîtresse de R. Nurkse qui résume le mieux cette conception (27 f.).

Cependant, si d'aucuns subordonnent l'efficacité de la politique fiscale à des transformations structurelles (N. Kaldor, R. Nurkse, etc...), d'autres, au contraire, l'assimilent à une panacée même en l'absence d'un «aménagement adéquat du milieu de propagation». De l'avis de ces derniers au rang desquels figurent A.W. Lewis et W.W. Rostow, durant la phase de «démarrage», ce serait moins un changement d'attitudes et d'institutions économiques que l'existence de «groupes sociaux entrepreneurs, c'est-à-dire portés vers l'épargne et l'investissement, qui présente le plus d'intérêt. De la sorte, en rendant la dynamique de la croissance économique tributaire de l'épargne privée volontaire, on assigne à l'Etat un rôle bien précis, à savoir traiter avec égards la «poule aux œufs d'or». Dans cette perspective, il se doit d'organiser la concentration du revenu à l'avantage des «groupes sociaux» enclins à l'épargne et à l'investissement (27, i, j). A ce niveau, l'influence de la fiscalité sur l'accumulation du capital est double : elle se fait sentir au stade tant de la formation du surplus économique que de sa mobilisation sous forme d'investissements.

Cette manière de concevoir la fonction économique de la fiscalité procède de l'idée selon laquelle la «faiblesse de l'expansion et de l'investissement», indice témoin du sous-développement, se rattache au faible niveau du surplus économique et à l'absence relative de stimulants (27 c). Cela étant, il appartient donc à l'Etat de faire en sorte que la politique fiscale contribue à accroître le volume du surplus économique et à stimuler la propension du capital à investir. Toutefois, il s'agit moins de mettre l'accent sur l'épargne forcée drainée par l'Etat que de se préoccuper surtout de mettre l'arsenal fiscal au service de l'épargne et de l'investissement privés volontaires. La politique fiscale ne doit en aucun cas décourager l'initiative privée. Les protagonistes des schémas de développement stéréotypés soutiennent ainsi, en bloc, que l'accumulation du capital ne sera forte que si l'épargne et l'investissement privés ne sont pas réduits dans la proportion (ou plus) où l'Etat accumule.

L'argumentation sous-jacente à l'intérêt qu'ont les pouvoirs publics à

---

l-Bettelheim, C., *planification et croissance accélérée*, maspero, 1965.

m-Mandel, E., «l'accumulation primitive et l'industrialisation du tiers-monde», in *en partant du capital*, anthropos, 1968.

n-Sachs, I., *la découverte du tiers-monde*, flammarion, 1971.

o-Perroux, F., *l'économie du XXe siècle*, P.U.F., 1969.

p-Belal, A., «aspects nouveaux de la domination impérialiste», in *l'impérialisme*, colloque d'Alger, 21-24 mars 1969, S.N.E.D., Alger.

\* Développement et facteurs non économiques, éd. S.M.E.R., Rabat 1980, pp.6-7.

taxer faiblement la classe détentrice de hauts revenus peut s'énoncer en ces termes : les dépenses publiques «normales» sont «inefficientes» en ce qu'elles ne produisent pas de gains comparables à ceux qui peuvent être obtenus des dépenses privées de consommation ou d'investissement d'un montant égal. On estime que la perte de ressources qui en découlerait pour le budget de l'Etat serait largement compensée par une utilisation rentable par le secteur privé.

Au plan théorique, la logique de ce discours repose sur l'incompatibilité entre les objectifs de la croissance capitaliste et ceux d'un mode de répartition égalitaire du revenu. Elle semble découler d'une interprétation par trop abusive des modèles de croissance à la R.F. Harrod et E. Domar (27 n, o, p). Ces modèles descendent en droite ligne du schéma keynésien, même si, à plusieurs égards, ils marquent un progrès sur ce schéma. Ils se ramènent dans leur application pratique à la constatation simple de l'existence d'un lien de causalité entre l'investissement et la croissance du revenu national. Ils sont surtout utilisés pour évaluer approximativement les fonds d'accumulation nécessaires à une économie sous-développée pour réussir son «décollage».

L'utilité de ces modèles se réduit en fait à attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'importance que peut avoir pour les pays sous-développés l'augmentation du surplus économique et sa transformation en investissements productifs.

b) Etudiés en rapport avec la problématique qui nous préoccupe, ils semblent cependant prêter le flanc à trois critiques de fond qui recouvrent la même signification, à savoir : ces modèles fournissent un prétexte à des recommandations dangereuses de politique économique.

1. Le raisonnement macro-économique au niveau de la répartition du revenu entre épargne (S) et consommation (C), c'est-à-dire sur la base d'un modèle statique à deux variables, est souvent invoqué abusivement dans les pays capitalistes sous-développés pour justifier des restrictions à la consommation populaire, sous prétexte de dégager une épargne privée volontaire importante.

L'endurance qu'on impose dans ces pays à de larges couches de la population tire sa force de la croyance «qu'une plus grande austérité au départ assure l'abondance au bout d'un certain temps» et trouve sa correspondance dans une répartition asymétrique du revenu.

En effet, en se basant sur la formulation statique de la propension à épargner énoncée par Keynes, on arrive à la conclusion que, pour un niveau de revenu global donné, le montant global de l'épargne tendra à être d'autant plus grand que la distribution du revenu sera plus inégale. Dans les pays capitalistes sous-développés, l'épargne privée doit tendre à représenter une proportion moindre du revenu national parce que le niveau du revenu moyen y est moins élevé que dans les pays développés,

mais de plus grandes inégalités dans la répartition du revenu global doivent tendre à compenser les effets dus à la faiblesse du revenu moyen (27 c).

2. Ces modèles présupposent des institutions et des attitudes bien déterminées des agents économiques qui font largement défaut dans les économies sous-développées. Ils « frisent le ridicule » dans la mesure où ils supposent l'épargne toujours en quête d'investissements productifs au point d'identifier les décisions d'épargne et d'investissement.

La transposition mimétique, à cette catégorie de pays, de la relation S-I (épargne-investissement) de type classique est sujette à caution.

La concentration du revenu que sous-tendent ces modèles n'est favorable à la croissance que si elle donne lieu à la formation d'une épargne élevée et son affectation à des investissements productifs. Or, on constate souvent que cette condition n'est que partiellement remplie dans les pays capitalistes sous-développés. Ceci tient à la fois aux effets sous-développés de l'échange inégal et au comportement du capital privé local qui revêt des caractéristiques bien différentes de celles qui ont pu prévaloir dans les économies capitalistes du centre à l'aube de leur développement (27 k.l.m.n.e).

3. L'attention presque exclusive accordée par les modèles de Harrod-Domar au rôle de l'investissement dans la croissance du revenu national relègue au second rang la problématique, pourtant capitale, des transformations structurelles à opérer dans les économies sous-développées et des politiques qui y conduisent. Ce qui revient donc à se cantonner dans l'économique, à le dissocier du politique et du social (27 n.p).

## **2) Fiscalité et accumulation du capital : considérations pratiques**

a) La physionomie de l'arsenal fiscal mis sur pied par l'Etat pour financer les dépenses budgétaires revêt une grande signification au regard du processus d'accumulation. C'est que certains impôts pèsent plus lourd que d'autres sur l'épargne et l'investissement privés. Dans le but de favoriser ces derniers, le tissu fiscal doit être aménagé de façon à ce que les détenteurs de hauts revenus susceptibles d'épargner soient encouragés à le faire. Dans cette perspective, un double choix s'impose à l'Etat qui porte aussi bien sur les impôts à lever que sur les méthodes d'imposition.

### **— Choix des points d'application**

Le souci de réserver un traitement préférentiel aux revenus de la propriété et de l'entreprise dicte à l'Etat l'adoption d'un système fiscal basé essentiellement sur les impôts frappant les dépenses de consommation. L'épargne étant, d'après la théorie conventionnelle, fortement élastique à la charge fiscale, elle ne pourra se développer que moyennant une imposition légère ou, à la limite, une exemption totale.

Comparé à l'impôt sur le revenu, l'impôt sur la consommation a en effet

l'avantage de présenter une sorte de crédit fiscal. Il détermine un ajournement d'imposition dans la mesure où le revenu épargné demeure exonéré tant qu'il n'est pas affecté à des dépenses de consommation.

Apparemment, rien ne semble plus logique que cette vision des choses. Dans la pratique, la fonction de la fiscalité en tant que stimulant privilégié de l'épargne privée volontaire achoppe devant au moins un obstacle structurel de taille.

L'appel à ménager la poule qui pond des œufs d'or n'est pas très convaincant lorsque la poule ne pond pas beaucoup d'œufs de cette sorte (R. Nurkse). Les impôts sur la consommation pèsent lourdement sur les détenteurs de bas revenus sans pour autant réduire au minimum les ressources qui, trouvant leur origine dans le surplus économique approprié par les couches sociales économiquement puissantes, sont affectées par elles à la consommation de luxe ou rapatriées au centre par le capital étranger.

#### — Choix des techniques d'imposition : progressivité ou proportionnalité.

Les auteurs qui placent l'épargne privée volontaire au centre de la dynamique de la croissance économique se déclarent opposés à l'application de la technique de la progressivité aux impôts sur les revenus du capital. A cet effet, il mettent en avant deux arguments.

En premier lieu, ils invoquent le caractère inconciliable des exigences de la croissance et d'une répartition égalitaire du revenu. Dans cet ordre d'idées, un mode d'imposition moyennement ou fortement progressif du profit risque, en grevant lourdement les hauts revenus, de provoquer une réduction de l'épargne privée volontaire, condition sine qua non de la croissance économique.

Ensuite, leur conviction est que l'impôt progressif sur le revenu tend à freiner l'effort productif et notamment la propension des entrepreneurs à prendre des risques qui pourtant sont inhérents à leur fonction et constituent même la raison d'être de leur rémunération. Il décourage une «force vitale de la croissance : les stimulants» du moment qu'il ne frappe pas seulement le revenu obtenu dans une année et, par conséquent, pas seulement la part qui était destinée à l'épargne, mais bien plus, le revenu que cette épargne fournira dans les années à venir tant que durera l'impôt.

La conclusion qui se dégage de cette argumentation est que l'épargne privée volontaire s'accommoderait mieux d'un système d'imposition proportionnel ou, à la limite, faiblement progressif, qui pèserait moins sur les hauts revenus (27 c). La progressivité ne devant, en revanche, jouer à plein que pour les impôts indirects.

\* La thérapeutique ainsi prescrite aux pays capitalistes sous-développés où elle trouve d'ailleurs son principal champ d'action ne résiste cependant guère à l'examen (27 e).

— Tout d'abord, parce qu'il n'est pas certain que le surplus économique global s'amenuise par l'impôt progressif sur le revenu. Mais ce qui est sûr par contre, c'est que cette catégorie d'impôt engendrera une réduction des revenus du capital et, plus particulièrement, la fraction de ceux-ci qui est accaparée par les groupes d'intérêt situés au sommet de l'échelle des revenus. Le corollaire d'un système d'imposition progressif sur les revenus de la propriété et de l'entreprise en est l'intensification du processus de mobilisation de l'épargne forcée publique, l'épargne budgétaire étant préférée à l'épargne privée volontaire. Toutefois, en imposant l'acte d'épargne, l'Etat ne renonce pas pour autant à la promotion de l'entreprise privée par le truchement de la dépense publique. L'acte d'investissement peut, dans certains cas et sous certaines conditions, être laissé entre les mains de l'entreprise privée (27 f.)

— Ensuite, en se référant à l'histoire du développement des pays capitalistes industrialisés comme les Etats-Unis et la Grande Bretagne, on conclut certes que les impôts progressifs sur les revenus du capital ne furent introduits qu'une fois que le processus d'industrialisation était pratiquement achevé. Mais hormis cette précision, le principal enseignement à retenir de l'expérience de ces pays est que les impôts frappant le profit qui formait la principale source d'accumulation du capital industriel et commercial, affectent la consommation financée grâce au profit plutôt que la part du profit consacrée par les entreprises au financement des investissements.

— Enfin, l'impôt progressif sur les revenus de la propriété et de l'entreprise, bien loin de ralentir le rythme du développement économique, peut au contraire le stimuler. «En effet, l'expansion qui se produit quand une grande partie des ressources d'un pays se trouve investie dans des industries qui servent surtout les possédants, ne fait que rendre le riche encore plus riche, sans améliorer le niveau de vie de la masse de la population. L'impôt progressif est donc important en tant que correctif prémédité des forces économiques spontanées qui perpétuent l'inégalité toujours croissante» (N. Kaldor).

La nécessité pour l'Etat de drainer le maximum d'épargne et d'imprimer une orientation appropriée aux investissements se trouve ainsi nettement posée par ce biais. Un système d'imposition progressif des revenus de la propriété et de l'entreprise pouvant y contribuer.

**b)** La fonction économique ou incitatrice de la fiscalité ne se limite pas à l'épargne, elle porte aussi sur les investissements. Plusieurs stimulants fiscaux sont conçus à cette fin qui reçoivent plus d'une explication.

—Grosso-modo, les techniques fiscales destinées à promouvoir l'investissement privé peuvent se ramener à deux grandes catégories : les dégrèvements fiscaux directs ou indirects. Dans les deux cas, il s'agit de réduire le coût initial des investissements et d'alléger la charge fiscale pesant sur le profit.

\* Les concessions fiscales directes sont de deux sortes : les vacances d'impôt et l'amortissement accéléré. Ces pratiques consistent à encourager le capital privé à investir en lui accordant des exonérations qui ménagent le revenu imposable ou des abattements qui diminuent le montant d'imposition dû.

La technique de l'amortissement accéléré remplit, dans ce cadre, une double fonction :

- Elle renforce la capacité d'autofinancement de l'entreprise.
- Elle traduit un recouvrement différé de l'impôt.

L'ajournement de l'impôt dû soustrait temporairement l'entreprise à toute charge fiscale, accroît ses moyens de trésorerie tout en réduisant les risques que comporte l'investissement.

\* A côté des dégrèvements fiscaux directs qui constituent le principal instrument d'incitation fiscale à l'investissement privé, on note l'existence de stimulants complémentaires qui concernent essentiellement des droits de douane et s'inscrivent dans le cadre d'une politique de promotion des activités de substitution des importations ou d'exportation. Pour ce faire, les droits de douane sont généralement modulés dans un double sens. On opte pour un système d'exonérations totales ou partielles, temporaires ou définitives, des droits de douane chaque fois qu'il est question des importations de biens et services de consommation intermédiaire (inputs) et des exportations. En revanche, des taux d'imposition pénalisateurs, c'est-à-dire à but protecteur, sont appliqués aux produits importés qui font concurrence aux produits fabriqués sur place.

— Trois arguments sont généralement avancés pour justifier l'utilité de la politique fiscale en tant que moyen d'incitation à l'investissement privé.

1 - Dans les pays capitalistes sous-développés, l'accumulation du capital ne se réduit pas uniquement à un problème de formation du surplus économique, mais aussi à celui de sa transformation en capacités de production. Dans ces conditions, l'existence d'un surplus économique stérilisé ou mal utilisé renforce la croyance selon laquelle son affectation pourrait être facilitée et réalisée judicieusement en améliorant la rentabilité de l'investissement par voie de dégrèvements fiscaux.

2 - De surcroît, l'effet attendu des concessions fiscales est aussi celui d'intensifier l'afflux des capitaux étrangers. Les recettes fiscales que l'Etat perd en faisant jouer ces stimulants sont de nature à induire un flux d'investissements privés beaucoup plus important que celui auquel on doit s'attendre en l'absence d'incitations fiscales.

Les effets quant à la croissance du revenu national ne pourront être que bénéfiques. En élargissant l'assiette fiscale, l'augmentation du revenu national entraînera, à son tour, une amélioration des rentrées fiscales sans relèvement des taux d'imposition.

3 - L'allocation optimale des ressources définie au travers de l'optimum de Pareto ne connaît aucune distorsion notamment des prix par suite de la mise en application par l'Etat d'une panoplie de stimulants fiscaux dont le coût retombe sur le budget public.

A l'expérience, les vertus que les protagonistes de la conception linéaire de l'histoire attribuent à la politique fiscale d'incitation à l'investissement privé jouent souvent à contre-sens. Les stimulants fiscaux n'engendrent pas un afflux massif de capitaux privés étrangers, du moins dans la proportion des moins-values fiscales occasionnées pour le budget de l'Etat. De même, ils ne permettent de détourner qu'en partie l'épargne et l'investissement privés des secteurs spéculatifs. Bien plus, tels qu'ils sont conçus et appliqués, ils n'agissent que faiblement dans le sens d'une allocation efficiente des ressources. La pratique de l'amortissement accéléré autant que les droits de douane et l'impôt des patentes, engendrent des distorsions de prix relatifs des forces productives qui jouent à l'avantage d'une substitution du capital à la main-d'œuvre, aggravant par là le chômage endémique dont souffrent les pays capitalistes sous-développés. Même parmi les secteurs encouragés, le choix des investisseurs étrangers se porte surtout sur ceux pour lesquels l'Etat garantit l'amortissement du capital investi dans un délai court et qui offrent en plus des perspectives sûres de profits élevés. Souvent, la fixation de ce délai est fonction moins de la durée de vie technique des équipements que du «risque politique» que présentent les pays capitalistes sous-développés pour le capital étranger (27 p). Selon R.S. Aries et A. Boulitrop qui ont raisonné sur la base d'un certain nombre de secteurs industriels, n'importe quel investissement est amorti, et le plus souvent transféré à l'étranger, au bout de 6 ans au maximum, et la poursuite de la ponction du surplus, alimentée dès lors par les seules ressources des pays capitalistes sous-développés, n'est qu'un prélèvement sans contrepartie, une perte d'investissements potentiels pour ces pays (27 k). La pratique de l'amortissement accéléré en cours dans ce type d'économies est, en effet, génératrice d'une amputation aussi bien des ressources fiscales publiques que du pouvoir d'achat des consommateurs.

L'exploitation des consommateurs au travers d'une politique de surprix se retrouve également au niveau des droits de douane. L'érection d'un mur tarifaire, dans le but de protéger les industries naissantes, facilite l'implantation d'entreprises qui, en invoquant l'absence d'économies d'échelle, produisent et vendent à des prix prohibitifs comparativement aux prix de produits étrangers similaires (cf. note 22)....

**Rabat, octobre 1983**

# Le dollar surévalué

Salah Eddine HAROUN (\*)

L'effondrement du système de Bretton Woods à partir de 1971 est à l'origine du flottement des principales monnaies depuis cette date là et surtout depuis 1973 jusqu'à présent. Les pratiques des changes flottantes se sont officialisées par les accords de la Jamaïque au début de 1976. Après la période de surévaluation du dollar au lendemain de la 2ème guerre mondiale, succède une période de sousévaluation pendant les années 70 (surtout entre 1977 / 79). Depuis 1980 le dollar ne cesse de monter avec beaucoup de fluctuations.

Ainsi après avoir baissé à 1,70 D.M. à 1, 50 F.S. et à 0,74 D.T.S. à la fin des années 70, le \$ retrouve au mois de Janvier 84 sa valeur d'il y a dix ans par rapport à ces monnaies. Il est à plus de 2,8 Mark, de 2,23 F.S. et de 0,97 D.T.S. Tout le monde est actuellement d'accord sur le fait que la dollar est surévalué de 20 % environ.

Quelles sont les causes et les conséquences de la surévaluation récente du dollar ?

## 1. Les causes :

Les causes sont nombreuses : certaines d'entre elles sont structurelles, d'autres sont conjoncturelles et ponctuelles. Ces causes peuvent être classées en trois séries : économiques, politiques et psychologiques.

Sur le plan économique, l'évolution des taux de change est liée à des données économiques fondamentales. Selon J. Letang, l'impact de chacune de ces données n'est pas le même à court et à long terme (1). Sur une période longue, ce sont les mouvements des prix qui commandent ceux des cours de change (déduction faite par une simple application de la théorie de la parité des pouvoirs d'achat). Sur une période courte ou

---

(\*) Professeur à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Rabat.

(1) Voir son article dans le Monde du 22 Juin 1983, intitulé «Un peu surévalué, mais.....».

moyenne plusieurs données économiques peuvent, en outre, jouer un rôle. Il s'agit de l'évolution du P.N.B., des agrégats monétaires, des soldes des échanges commerciaux et des soldes des paiements courants. Le taux de l'intérêt n'a qu'une influence dans le court terme. Sans renverser l'ordre de l'impact à court et à long terme de ces facteurs, établi par Mr. Letang, on estime qu'ils jouent tous leur rôle à court et à long terme, comme le montre le cas du différentiel d'inflation entre la France et l'Allemagne Fédérale, différentiel qui entraîne presque annuellement un réajustement officiel des taux de change.

Les Etats-Unis ont réalisé ces dernières années d'importantes performances économiques.

Après avoir monté de 9% en 1978 à 13,3% en 1979, sous le coup du deuxième choc pétrolier, le taux d'inflation aux Etats-Unis, a commencé à décliner à partir de 1980 et plus rapidement qu'ailleurs (2). Ainsi, il est passé de 12,4% en 1980 à 8,9% en 1981 et à 6 % en 1982. Pour 1983, il est de 3,2 (3), et on prévoit qu'il se situera aux alentours de 5% l'an pour le reste de la décennie.

Après la longue période de récession (18 mois environ) qui a suivi le 2ème choc pétrolier (c'est la recession la plus longue et la plus profonde depuis la 2ème guerre mondiale), l'économie américaine a connue une reprise vigoureuse et rapide. Ainsi après les larges fluctuations du P.N.B. américain en 1981 (qui s'est accru finalement de 1,9%), et sa baisse de 1,7% en 1982, ce P.N.B. a enregistré en 1983 un taux exceptionnel de 6,1% (4). Pour le 1er trimestre de cette année 1984, le taux de croissance s'est élevé à 8,8 % en rythme annuel (le Monde du 20-21/5/1984).

Le chômage qui s'est aggravé depuis l'été 81 (7% en Juillet) pour atteindre un apogé à la fin de 1982 avec un taux de 10,8% de la population active (12,1 millions de chômeurs), s'est fortement regressé au cours de l'année suivante pour atteindre 8,2% au mois de Décembre 1983. La forte reprise de l'année 83 a entraîné la création de 4 millions d'emplois nouveaux, ce qui a permis la réduction du nombre de chômeurs de plus de 2,5 millions.

Sur le plan budgétaire, on ne peut pas parler de performances puisque le déficit budgétaire n'a cessé de s'aggraver depuis le début des années 70 et surtout ces dernières années, comme le montre le tableau suivant :

- (2) Pendant la décennie précédente, le taux d'inflation américain (7,2% par an) était moins élevé que la moyenne des taux d'inflation dans l'ensemble des pays capitalistes développés (9,9% par an). Malgré cette évolution favorable au dollar, ce dernier a fortement chuté sous l'effet des autres facteurs et surtout la réduction de la place des Etats-Unis sur l'échiquier économique et politique international.
- (3) D'après le Message sur l'état de l'Union prononcé le 25 Janvier 1984 à Washington par le Président Reagan. Voir également le bulletin du F.M.I. du 27 Février 1984 qui donne un taux provisoire de 3% seulement.
- (4) en dollars constants, voir bulletin du F.M.I. du 27 Février 1984. La reprise commencée en septembre 1982 avec un taux mensuel de 1,2%.

| ANNEE | DEPENSES               | DEFICIT |
|-------|------------------------|---------|
|       | en milliards de dollar |         |
| 1970  | 196,6                  | 2,7     |
| 1975  | 326,2                  | 45,2    |
| 1980  | 591,3                  | 88,4    |
| 1981  | 674,9                  | 96,6    |
| 1982  | 725,3                  | 109,5   |
| 1983  | 784                    | 195     |

L'alourdissement du déficit budgétaire joue cependant en faveur du dollar car il fait pression sur les taux d'intérêt américains et les maintient à un niveau élevé (5).

Les investissements étrangers aux Etats-Unis connaissent un développement accéléré depuis 1978. Pendant la seule année de 1981, ils ont augmenté de 31% (contre 10% en moyenne entre 1958 et 1977) pour s'inscrire à 89,7 milliards de dollars. Par contre la croissance des investissements américains à l'étranger s'est fortement ralentie ces dernières années. En 1982, ces investissements ont augmenté de seulement 5,5 % (contre 14,8% en 1980) pour s'inscrire au total de 227,3 milliards de dollars (6).

La politique monétaire américaine, instaurée depuis Octobre 1979 pour combattre l'inflation et défendre le dollar, a fortement favorisé la surévaluation du billet vert. En rarefiant les dollars, augmentant les taux d'intérêt et freinant l'inflation, cette politique a ramené la confiance aux détenteurs des dollars. D'ailleurs le dollar est devenu plus attrayant que les autres monnaies parce que les taux d'intérêt réels américains sont plus élevés que partout dans le monde occidental. Et malgré leurs baisses de plusieurs points à partir de 1982, ils restent plus attrayants car dès que les taux américains baissent les autres pays capitalistes suivent le pas et font baisser leurs taux. D'ailleurs avec la décélération de l'inflation aux Etats-Unis, le taux d'intérêt réel pratiqué dans ce pays dépasse le 6 % par an, niveau qu'on ne trouve nulle part ailleurs.

Monnaie internationale par excellence, le dollar est sollicité pour payer une bonne partie des échanges internationaux, surtout les matières premières (7). Avec la hausse des taux d'intérêt américains et l'alourdissement des dettes extérieures des pays en développement (estimées par le directeur de la Banque Mondiale à 810 milliards de dollars à la fin de 1983, dont 80 à 90 % sont libellées en dollar) (8), la demande de dollar

(5) Notons que la forte croissance de ce déficit ces dernières années nous laisse penser que la politique budgétaire du Président Reagan est une politique keynésienne, contrairement à ses promesses électorales.

(6) Le Monde du 27/8/1982 et du 22/6/1983.

(7) 75 à 90% du commerce pétrolier mondial est financé en dollar.

(8) Voir le Monde, dossiers et documents, Mai 1984.

monte en flèche pour le paiement des intérêts et le remboursement des dettes. Le service de ces dettes est passé de 15,3 milliards en 1973 à 60 milliards en 1979, à 92,3 milliards en 1981, à 131 milliards en 1982, et il ne cesse de croître rapidement (25 % par an depuis 1973) surtout après le 2ème choc pétrolier (9). Donc, malgré le déficit commercial américain fort croissant qui est de l'ordre de 63,5 milliards en 1983, le dollar n'est pas affecté et il continue sa montée car la demande du billet vert est encore forte. A cela s'ajoutent les besoins de financement des sociétés américaines qui s'adressent au marché de l'Euro-dollar pour trouver les fonds nécessaires, sachant que le trésor américain absorbe une bonne partie des liquidités offertes sur l'immense marché monétaire américain.

A côté des facteurs structurels, il faut souligner les facteurs techniques et ponctuels qui font monter le dollar. Ainsi à la fin de l'année les grandes banques et sociétés procèdent à l'habillement du bilan (dressing window) et sollicitent le marché de l'Euro-dollar. A l'échéance des dépôts en dollars bloqués pour six mois qui correspond à la fin et au milieu de l'année, le marché de l'Euro-dollar est également sollicité pour le paiement des intérêts échus.

La forte hausse du dollar pendant ces trois dernières années s'explique également par le fait qu'elle se produit après sa sous-évaluation de 20 % environ pendant le dernier quart de la décennie précédente.

La politique musclée du Président Reagan a favorisé la montée du dollar. En effet, au nom du rétablissement de l'équilibre militaire entre l'Est et l'Ouest, le Président Reagan a adopté une politique de renforcement de l'arsenal militaire américain. Les dépenses militaires qui représentaient 5,6 % du P.N.B. en 1973 ont baissé à la fin des années 70 pour remonter à 6,2 %, 6,7 % et 6,9 % en 1982, 1983 et 1984 respectivement (10). Cette politique a fait monter la tension politique internationale, la course aux armements et les conséquences qui en découlent sur les marchés des changes chaque fois qu'il y a un excès de tension. Elle a donné confiance aux investisseurs étrangers qui trouvent dans l'économie et la monnaie américaines le meilleur refuge. D'ailleurs, on assiste pendant l'ère reaganienne au retour à la conception américaine traditionnelle du rôle dévolu au dollar dont la vigueur est considérée comme un reflet et un symbole de la puissance des Etats-Unis. L'installation des fusées Perchings américaines en Europe fait de ce petit continent la première cible visée lors d'une guerre mondiale. Le Etats-Unis restent un refuge plus sûr, même pendant la guerre.

A la défiance générale des années soixante et surtout soixante dix, se substitue de nouveau une confiance dans la monnaie américaine. Cette confiance consolide la demande du dollar et hausse son cours. La con-

(9) Ce service absorbe près de 20% des recettes des exportations des pays du Tiers-Monde.

(10) Voir l'article du Pr. A. Cotta dans le Monde de l'économie du 17 Mai 1983. Le montant de ces dépenses est équivalent à peu près à celui de l'épargne nette et à celui du déficit budgétaire.

fiance nourrit la confiance et la hausse contribue à la hausse. Le processus de hausse du dollar est un processus cumulatif qui peut cependant s'arrêter et changer de tendance.

Le phénomène des anticipations joue à plein accélérant et amplifiant la tendance du dollar à la hausse ou à la baisse.

## **2. Les conséquences :**

La forte montée du dollar est une source d'inquiétude pour les européens et les Tiers-Mondistes.

En effet, les fluctuations aigües du dollar affectent défavorablement le commerce international. Ainsi pendant les 3 dernières années, ce commerce a stagné, son taux de croissance pendant les années 1980, 1981 et 1982 était respectivement de 1,5 %, 0 % et -2 %. Il semble que les échanges internationaux ne se sont pas améliorés en 1983.

Le prix de la plupart des matières premières étant fixé en dollar, la hausse de ce dernier entraîne l'augmentation du coût de production dans les pays européens et alimente l'inflation dans ces pays. Une hausse de 10 % de la monnaie américaine entraîne en France 0,6 % d'inflation annuelle supplémentaire.

La montée du dollar accroît le coût des importations et contribue au déséquilibre des balances des paiements des pays dont la monnaie n'est pas liée au dollar. Pour la seule balance commerciale française, une hausse de 10% du dollar par rapport au franc coûte 10 à 15 milliards de francs supplémentaires par an pour ce pays.

Pour freiner la hausse du dollar, les pays européens sont obligés de pratiquer des taux d'intérêts élevés, ce qui compromet la reprise actuelle et fragile de leur économie.

La surévaluation du dollar entraîne la perte de compétitivité des produits américains et par conséquence l'aggravation du déficit de la balance commerciale américaine, déficit qui est passé de 28 milliards de dollars en 1981 à près de 70 milliards en 1983, et on prévoit qu'il monte à 110 milliards cette année. La chute des exportations américaines affectent défavorablement la croissance économique. Mais comme les exportations ne représentent qu'un faible taux du P.N.B.; l'impact de leur chute est relativement peu important.

La hausse du dollar et l'exalade des taux d'intérêt américains alourdissent gravement la dette extérieure des pays en développement et les mettent dans une situation difficile. Une augmentation de 1% de ces taux alourdirait de quelque 3 milliards de dollars cette dette. L'augmentation récente du nombre des pays demandant le rééchelonnement de leurs dettes extérieures en est la preuve. Dans cette situation, ces pays sont astreints à l'austérité.

L'assension du dollar est un facteur supplémentaire de détérioration des termes de l'échange et des balances commerciales des pays du Tiers-Monde dont la monnaie s'est fortement dépréciée par rapport à la monnaie américaine, comme c'est le cas du Maroc. En effet, cette dépréciation rend bon marché les exportations des produits finis ou semi-finis de ces pays, alors que leurs importations deviennent plus chères. Quant aux exportations des matières premières dont le prix est fixé en dollar, elles souffrent de la faiblesse de la demande.

### 3. Conclusion :

Mille et un facteurs sont à l'origine de la montée du dollar pendant ces trois dernières années (1981-83). Les facteurs économiques n'expliquent que partiellement cette tendance. Les facteurs extra-économiques jouent un rôle important dans le monde actuel caractérisé par une propagation prompte des nouvelles, par une multiplication des guerres locales et des tensions internationales, par une sensibilité accrue à tous les événements et par une fièvre de spéculation. Ces facteurs d'ordre politique et psychologique ont fait monter le dollar bien au delà de sa valeur réelle, laissant la porte grande ouverte à une chute libre de la monnaie américaine. Après sa pointe de 12 Janvier 1984, le dollar a commencé à baisser sensiblement. La persistance de la conviction des milieux financiers internationaux de la surévaluation du dollar, l'échec de la politique du Président Reagan au Liban et le mouvement spéculatif sont à l'origine de la baisse actuelle du dollar qui a perdu en moins de deux mois 10% de sa valeur par rapport aux principales monnaies. De nombreuses incertitudes planent sur l'évolution future du dollar le laissant dans une hésitation croissante. La persistance d'importants déficits budgétaires pendant les années à venir (jusqu'en 1989 selon le bulletin du F.M.I. du 27 Février 1984) entraîne le prélèvement d'une part importante de l'épargne et maintient les taux d'intérêt américains à un niveau élevé avec toutes les conséquences négatives que cet état de chose aurait sur la formation du capital, la croissance de la productivité et la durabilité de la reprise. Dans son dernier message sur l'Union, le Président Reagan a promis de faire baisser les taux d'intérêt de moitié. Il s'agit probablement d'une promesse électorale plus qu'une proposition réalisable.

Les mêmes facteurs explicatifs de la hausse du dollar peuvent justifier sa baisse lorsqu'ils changent de tendance. Le dollar peut encore baisser de 10% à 15% pendant cette année électorale. Cependant, il paraît très peu probable qu'il retrouve son plus faible cours de 1979 dans les années à venir pour des raisons économiques et politiques.

La demande du dollar reste structurellement importante. L'évolution prévue des indicateurs économiques aux Etats-Unis est relativement satisfaisante. La suprématie des Etats-Unis ne se modifiera pas d'un jour au lendemain, surtout que, d'après un sondage récent, le Président Reagan a

beaucoup de chance de remporter les élections présidentielles prochaines.

D'ailleurs, si les données actuelles de l'économie américaine ne changent pas de tendance (forte croissance du P.N.B., faible inflation, taux d'intérêt élevés...) la surévaluation du dollar sera resorbée et de nouveaux sommets peuvent être atteints par le billet vert.

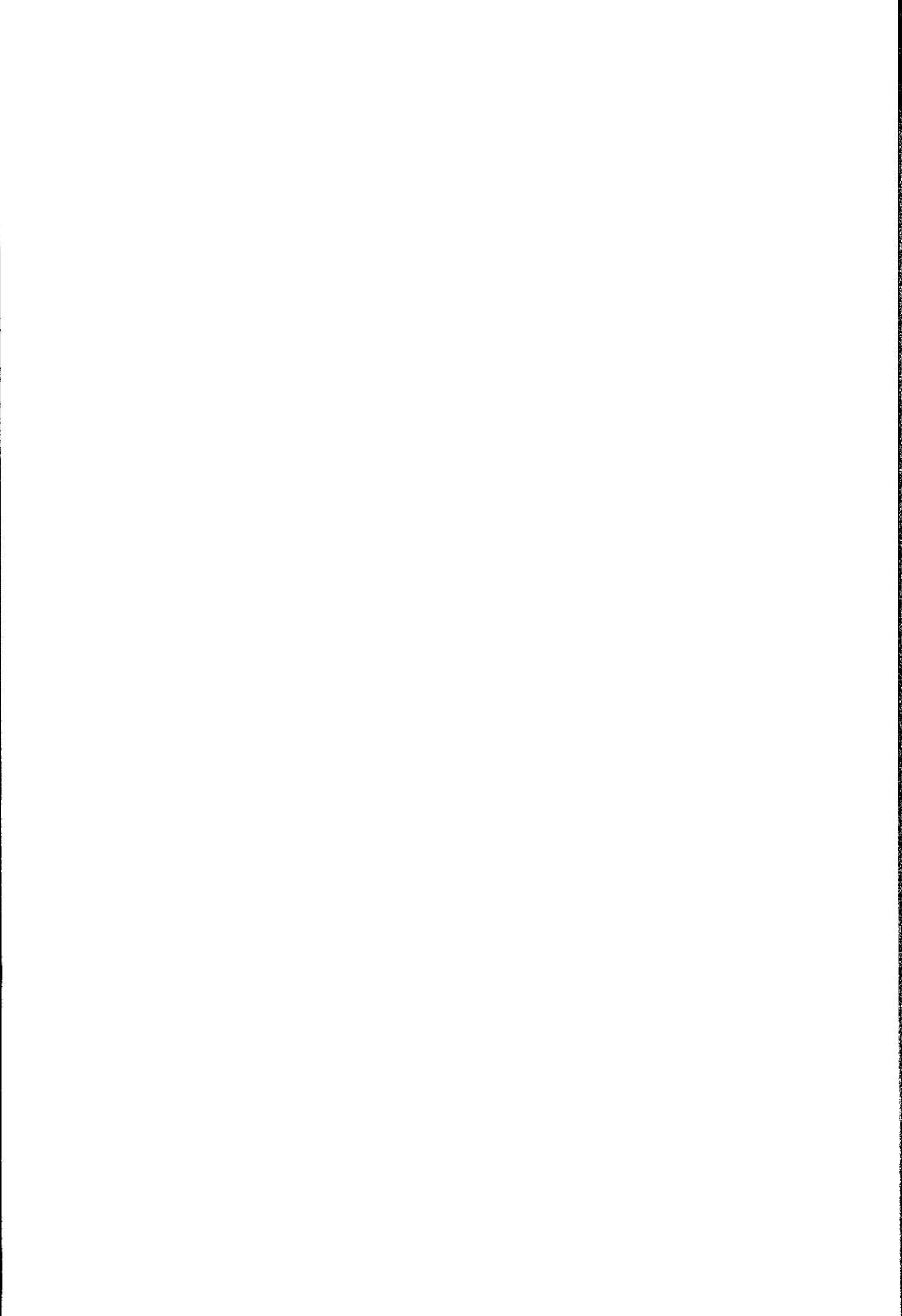
Comme la hausse continue du dollar, sa baisse continue est une source d'inquiétude pour l'Europe comme le prouvent les cris d'alarme lancés par les européens surtout pendant la période de 1977-1979.

Le mal, tout le mal vient des flottements erratiques des monnaies. Les mécanismes du retour à l'équilibre des taux de change fonctionnent très mal, faisant plus de mal que de bien.

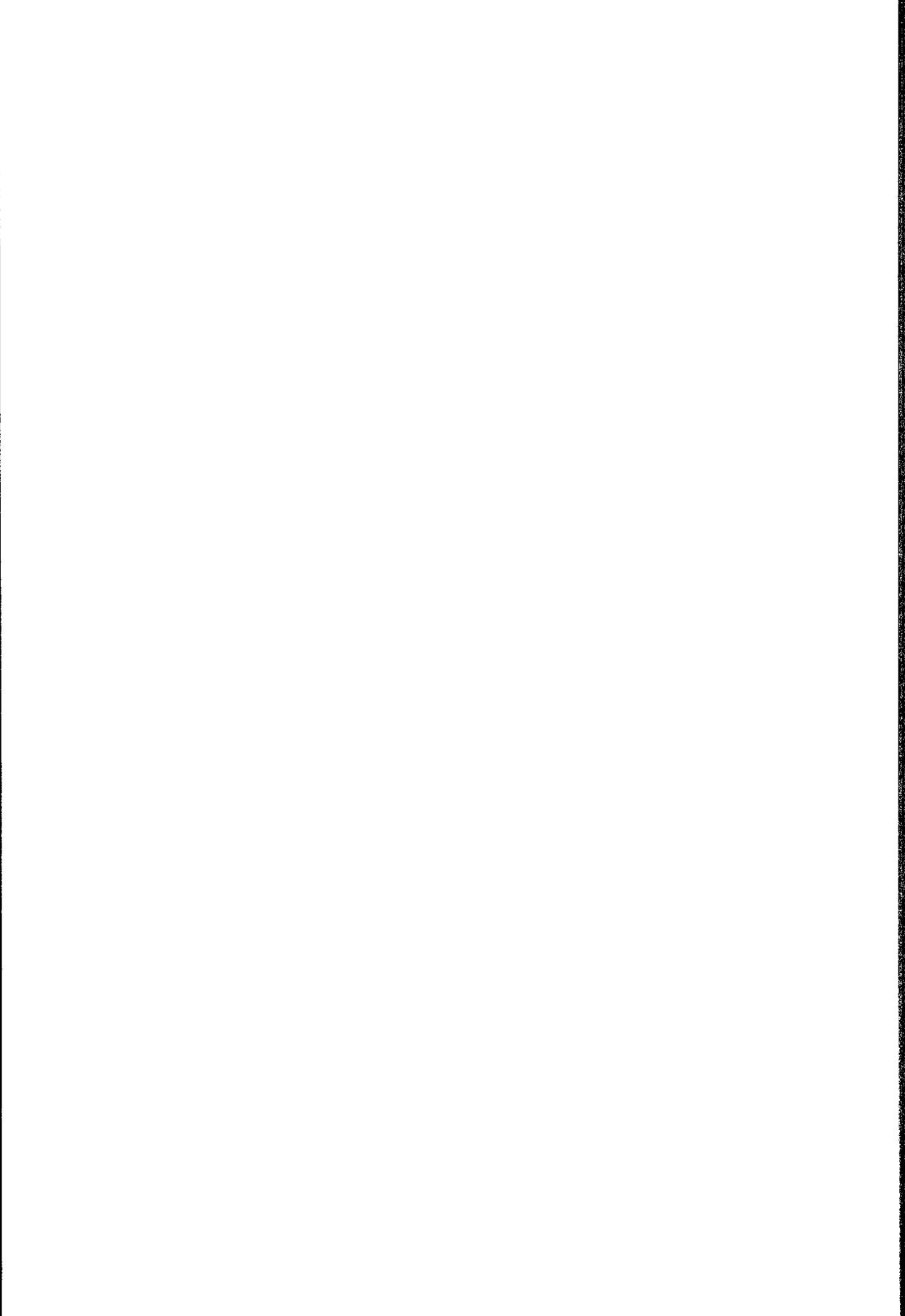
En attendant un retour hypothétique au système de change fixe, le monde doit apprendre à gérer la crise afin d'éviter le dérapage incontrôlable de l'économie mondiale.

**Mai 1984**

**Salah Eddine HAROUN**  
Professeur à la Faculté de Droit



## **2. CHRONIQUES**



# Chronique de sciences criminelles

Moheiddine AMZAZI \*

## Le ministère public en question à propos de l'ouvrage : procédure pénale de : DRISSI ALAMI MACHICHI \*\*

Le Dahir portant loi N°1-74-448 du 28 Septembre 1974 (1) ne cesse d'étonner ceux qui s'y intéressent.

1 — A défaut d'un nouveau Code de procédure pénale, ce dahir aurait dû être promulgué simultanément à la réforme de l'organisation judiciaire (2). Or, il a fallu attendre 74 jours pour que la Bulletin Officiel en publie le texte. Et comme pour justifier ce retard, le Dahir de 1974 ne s'est pas limité à réaliser la nécessaire adaptation entre les règles du Code de procédure pénale datant de 1959 et la nouvelle organisation judiciaire. Il est allé plus loin pour aboutir à une réelle transformation du contenu et une remise en cause de l'esprit du Code de 1959.

2 — Transitoire, le dahir de 1974 régit souverainement la procédure pénale depuis une décennie. Témoins de cette autorité, les dispositions qui abrogent tout ce qui, dans le Code de procédure pénale, contredit le

---

(\*) Professeur à la Faculté de Droit de Rabat.

(\*\*) M. DRISSI ALAMI MACHICHI, **Procédure Pénale**, Ed. Qamar, Rabat 1981.

(1) Dahir portant loi N°1-74-448 du 11 Ramadan 1394 (28 Septembre 1974) édictant des mesures transitoires pour l'application du dahir portant loi N°1-74-338 du 24 Joumada II 1394 (15 Juillet 1974) fixant l'organisation judiciaire du Royaume et du décret N°2-74-498 du 25 Joumada II 1394 (16 Juillet 1974) pris en application du dahir portant loi susvisé, B.O. N°3230 Bis du 30 Septembre 1974, p. 1341. En raison de la longueur de son titre, on fera référence, chaque fois qu'il s'agit de ce texte, au dahir de 1974.

(2) Cette réforme est du 15 Juillet 1974. A cette date, a été promulgué le dahir portant loi N°1-74-338 fixant l'organisation judiciaire du Royaume, B.O. N°3220 du 17 Juillet 1974, p. 1081.

contenu du dahir de 1974 (3). Témoins aussi, l'attitude passive du Législateur et de la Jurisprudence à l'égard d'un texte qui, à l'application, a soulevé de nombreux problèmes.

D'un côté, le Législateur fait bénéficier ce texte d'un respect que le Code de procédure pénale est en droit d'envier. En dix ans, le dahir de 1974 n'a connu ni modification, ni complément, ni retouche. En revanche, le Code de procédure pénale continue après 1974 comme avant cette date de subir une régulière intervention législative (4).

De l'autre, la Cour Suprême adopte à l'égard de ce dahir une attitude incompréhensible. Quand elle ne rejette pas les pourvois pour vice de forme, elle ne dépasse que rarement la méthode littérale dans l'interprétation des dispositions litigieuses (5).

Ainsi, le dahir de 1974 est resté en l'état faute de réformes ou d'interprétation jurisprudentielle à même de résoudre les problèmes que son application a soulevé.

3 — Dans cette ambiance de réserve, la doctrine s'est démarquée par l'intérêt qu'elle accorde ces dernières années à la procédure pénale. Curieusement, aucun texte procédural de droit commun ou d'exception n'a bénéficié de l'attention doctrinale qui échoit au dahir de 1974. L'absence de littérature sur le Code de procédure pénale, sur le Code de justice militaire, sur le Code des libertés publiques ou sur le texte portant création de la Cour spéciale de justice ainsi que les réformes que ces textes ont connu ne pouvait laisser prévoir que le dahir de 1974 allait inspirer plus d'un auteur, ou que depuis sa promulgation, la procédure pénale allait être enrichie à ce point.

Encore que cet éveil doctrinal doit être diversement accueilli. De nombreux textes parce qu'ils se limitent à répondre à la demande des praticiens et des étudiants, sont généralement de faible teneur doctrinale (6). Il

(3) Le principe de cette autorité est posé par l'article 1<sup>er</sup> du dahir de 1974 qui dispose : «A titre transitoire... les dispositions du dahir N° 1-58-261 du 1<sup>er</sup> Chaabane 1378 (10 Février 1959) formant Code de procédure pénale demeurent applicables sous réserve des modifications suivantes»

(4) Parmi les réformes introduites après 1974 au Code de procédure pénale cf. le dahir N° 1-78-889 du 2 Avril 1979 portant promulgation de la loi N° 6-78 qui abroge l'article 582 du C.P.P., B.O. N° 3467, du 11 Avril 1979, p. 206, le dahir N° 1-78-896 du 18 Avril 1979 portant promulgation de la loi N° 07-78 qui modifie l'article 579 du C.P.P., B.O. N° 3473 du 23 Mai 1979, p. 364.

(5) C'est l'idée qui se dégage de la jurisprudence publiée de la Cour Suprême. V. dans ce sens notamment, Arrêt N° 357 du 26 Janvier 1978, in jurisprudence de la Cour Suprême, N° 25, p. 209 (en Arabe). Arrêt N° 240 du 6 Mars 1980, même revue, N° 29, p. 208; arrêt N° 1884 p. 20, du 8 Décembre 1977, même revue, N° 27, p. 188. Cette idée est confortée par le dépouillement systématique des arrêts non publiés de la même juridiction de l'année 1974 à 1979.

(6) Voir notamment, M. SERCHINI, **le ministère public**, publications de l'association de développement des recherches et des études judiciaires, 1981, en arabe, TARIK ASSOUBAI IDRIS, **l'instruction préparatoire**, 1982, en arabe, ABOU AL MAATI ABOU AL FOTOUCH, **Interprétation du Code de procédure pénale**, Ed. Annajah Al Jaidid 1982, 448 pages, en arabe, ...

en est autrement de l'ouvrage que signe le professeur A. KHAMLIHI et de celui que l'on doit au professeur DRISSI ALAMI MACHICHI.

Le premier (7), essentiellement dans sa deuxième édition (8), présente une véritable glose des règles de procédure pénale. Dominé par le Code de procédure pénale, l'ouvrage offre une analyse et une appréciation intéressantes des incidences du dahir de 1974 sur les institutions et les phases du procès pénal. Sur de nombreux points, l'apport est incontestable. La qualité de l'ouvrage est en outre assurée par le fréquent recours à la jurisprudence et aux dispositions de l'actuel projet de Code de procédure pénale.

Le second ouvrage mérite cependant qu'on s'y arrête davantage. Le dahir de 1974 y est abordé de manière frontale. L'auteur part de l'idée que le texte de base en procédure pénale est aujourd'hui non pas le Code de 1959 mais bien le dahir de 1974. Dès lors, l'auteur met en relief tout au long de l'ouvrage, les incohérences, les carences, les contradictions et les limites de ce texte ainsi que les atteintes qui en découlent pour les droits et les libertés des citoyens.

Dans la première partie de l'ouvrage, consacrée à l'organisation de la justice répressive (p. 18 à 161), les développements consacrés à la justice populaire méritent d'être soulignés. Résolument opposé depuis 1974 aux juridictions communales et d'arrondissements (9), l'auteur affirme que cette expérience ne peut être « admise que si elle constitue un élément complémentaire d'une vie démocratique » (p.57). De même, l'auteur ne ménage ni l'actuelle condition des magistrats professionnels, ni les juridictions d'exception. Il formule aussi de nombreuses réserves sur le statut actuel des auxiliaires de la justice pénale. La deuxième partie ne manque pas d'intérêt (p.163 à 350). Le déroulement de la procédure pénale appelle de la part de l'auteur d'importantes observations critiques sur chacune des phases du procès pénal.

Mais, au delà de cet apport, ce qui distingue encore plus l'ouvrage du professeur ALAMI DRISSI, c'est qu'il contient un projet de réforme de la procédure pénale. Ce projet est construit autour de deux idées fondamentales : l'adaptation au contexte socio-juridique et religieux du Maroc d'une part (p.p. 16, 36, 57, 73, 210, 311....) et la protection des droits de la défense d'autre part (p. 16, 73, 137, 184, 247, 268.....). A partir de ces deux idées, l'auteur propose notamment : la suppression des juridictions communales et d'arrondissements (p.57), la suppression des juridictions d'exception (p.103); la suppression du ministère public (p.73, 184);

---

(7) Ahmed KHAMLIHI, **Interprétation du Code de procédure pénale**, Ed. Annajah Al Jadida, Rabat, 1<sup>o</sup> édition, 1980, 2Tomes, en arabe.

(8) Ibid., 2<sup>o</sup> édition 1983.

(9) Voir DRISSI ALAMI MACHICHI, **Manuel de droit pénal général**, éditions maghrébines, Casablanca, 1974, p. 607 et ss.

l'élargissement du domaine de l'instruction préparatoire et le renforcement des attributions du juge d'instruction (p.102, 247, 268, 290...); l'amélioration de la formation des magistrats (p.36); la redéfinition du rôle de l'avocat (p.161), du greffe (p.311) et de l'expert (p.162); le recours à l'informatique et à l'audio visuel (p.311) etc.

4 — Ce projet est assurément courageux. Mais la doctrine a-t-elle le droit de manquer de courage lorsque les droits et les libertés des citoyens sont en cause ?

Le mérite revient au professeur ALAMI de n'avoir pas fixé de limites à ses réflexions. Certes, les chances de consécration législative des propositions formulées sont faibles, mais est-ce l'essentiel ? Il reste cependant à ceux qui les adoptent et à ceux qui les rejettent de se manifester. Il est important que ces propositions soient examinées, évaluées, appréciées et qu'elles servent de prétexte au débat tant attendu sur les différentes questions que soulève la procédure pénale au Maroc

Parmi les propositions formulées, celle relative à la suppression du ministère public sera examinée ici. L'auteur la présente dans ces termes :

«Au fond, l'institution du ministère public demeure artificielle dans le contexte marocain. Ses fonctions peuvent aisément être exercées par le juge d'instruction par ce qui est des investigations. L'aide de la police judiciaire demeure sans changement. Mais les droits de la défense en sortiraient bien renforcés car le juge d'instruction instruit à charge et décharge d'une part, et n'obéit pas à la hiérarchie administrative d'autre part» (p.73).

Nous essayerons de discuter cette proposition inattendue (4-1) en démontrant que ses motifs sont insuffisants (4-2) et que sa portée reste à préciser (4-3).

4-1. Inattendue, la proposition de suppression du ministère public l'est au moins pour deux raisons.

D'abord parce qu'elle prend pour cible l'organe qui constitue la pierre angulaire du procès pénal. De l'aveu même de l'auteur : «Les juges du ministère public représentent un élément constitutif de toutes les institutions de l'organisation judiciaire» (p.28). Par ailleurs, le parquet dispose dans chacune des phases du procès pénal de prérogatives considérables. Mais c'est surtout son rôle d'accusateur qui fait du ministère public la clef de voûte du système procédural positif. Parce qu'il agit au nom de la société, il est partie principale et nécessaire au procès pénal et dispose du monopole de la mise en mouvement et de l'exercice de l'action publique (10). Aucune juridiction ne peut donc connaître d'une affaire

(10) Cela ne signifie pas que le ministère public est le seul à disposer du pouvoir de mettre l'action publique en mouvement. La victime a elle aussi ce pouvoir. Mais l'exercice de l'action ne lui est pas permis. Il appartient exclusivement au ministère public et à certains fonctionnaires auxquels la loi le confie expressément. De même, dans certaines hypothèses très limitées, les juridictions peuvent se saisir d'office. C'est le cas notamment de l'article 341 et suivants le C.P.P.

que le ministère public ne lui a pas confiée. Ainsi, se trouve allouée à cet organe un droit de regard certain sur l'application de la loi pénale.

La proposition est aussi inattendue parce qu'elle s'inscrit à contre-courant de l'évolution qu'a connue cette institution. Sans remonter loin dans l'histoire (11), il suffit de rappeler que le parquet n'a pas toujours et de tout temps occupé la place stratégique qui lui est aujourd'hui dévolue. Sa condition actuelle est le résultat d'une évolution qui, de manière constante, a notamment depuis 1808, élargi le domaine d'intervention et accru les compétences et les moyens d'action du ministère public. Le Code français de procédure pénale de 1958 a consacré cette évolution. Or, dans la mesure où le législateur marocain s'est inspiré du Code français de procédure pénale, le ministère public tel que réglementé par notre Code bénéficie des prérogatives et des moyens que seule une évolution de 150 années a fini par mettre à la disposition des magistrats debout en France (12). Ainsi, le ministère public occupe dès 1959 une situation privilégiée que vont conforter les réformes successives qu'a enregistré la procédure pénale.

C'est le cas, notamment, du dahir du 18 Septembre 1962 (13) qui, dans la nouvelle rédaction de l'article 91 du C.P.P. substitue le Procureur du Roi au Doyen des juges d'instruction dans la désignation de celui des magistrats instructeurs qui sera chargé d'informer sur une affaire. Le même dahir élargit le champs d'application de l'article 76 du C.P.P. Il y ajoute l'hypothèse imprécise dans laquelle «... l'auteur ne présente pas les garanties suffisantes de représentation» (14). Il en est de même du 4<sup>e</sup> alinéa ajouté à l'article 385 qui étend le délai d'appel du Procureur du Roi à un mois alors que pour les parties il n'est que de dix jours, etc...

En 1974, les pouvoirs du ministère public ont été renforcés d'une double manière. D'abord le Procureur Général du Roi se voit attribuer par l'article 2 du dahir du 28 Septembre 1974 des compétences nouvelles. «Lorsqu'il s'agit d'un crime flagrant dans le sens de l'article 58 du Dahir

(11) Sur l'évolution historique, V., M.L. RASSAT, **Le ministère public entre son passé et son avenir**, L.G.D.J., Paris 1967, p.7 et ss.

(12) Ibid., p.41. Adde, p.162, «...en dehors des tâches administratives de plus en plus nombreuses dont est chargé le ministère public, son rôle judiciaire a subi au cours des cents cinquante années d'application du Code d'instruction criminelle, un double détournement vers la fonction d'instruction d'une part, en s'arrogeant le droit de procéder ou de faire procéder à des enquêtes de police, vers la fonction de jugement, ce qui revient à juger qu'un individu ne doit pas être poursuivi».

(13) Dahir N°1-59-451 du 18 Rabia II 1382 (18 Septembre 1962) modifiant le dahir du 10 Février 1959 formant Code de procédure pénale ....B.O. N°2611 du 9 Novembre 1962, p.1563.

(14) Dans sa rédaction de 1959, l'article 76 disposait : «**en cas de délit flagrant, lorsque le fait est puni d'une peine d'emprisonnement, et si le juge d'instruction n'est pas saisi, le procureur du Roi ou son représentant peut mettre l'inculpé sous mandat de dépôt, après l'avoir interrogé sur son identité et sur les faits qui lui sont reprochés....**». Après la modification intervenue en 1962 cet article dispose : **En cas de délit flagrant, ou si l'auteur du délit ne présente pas de garanties suffisantes de représentation, lorsque le fait est puni d'une peine d'emprisonnement.....**».

visé à l'article 1<sup>er</sup> (C.P.P.), a moins que la peine édictée ne soit la mort ou la réclusion perpétuelle, les procureurs généraux du Roi ou l'un de leurs substituts spécialement désignés par eux, interpellent l'inculpé sur son identité et procèdent à son interrogatoire. Si l'affaire paraît en état d'être jugée, ils placent l'inculpé sous mandat de dépôt et le déferent devant la chambre criminelle de la cour d'appel dans les conditions fixées à l'article 14». Ensuite, contrairement à ce que suggère une lecture rapide de l'article 3 du même dahir, les pouvoirs du Procureur du Roi se sont bel et bien accrus. En effet, sa compétence s'exerce sur des délits pour lesquels l'instruction ne peut être ouverte qu'en vertu d'une disposition spéciale de la loi. Or, compte tenu de la rareté de telles dispositions, le procureur du Roi occupe tout l'espace procédural qui sépare la constatation d'une infraction de la saisine de la juridiction de jugement. Comme en la matière, les procès verbaux de police judiciaire font foi jusqu'à preuve contraire (15), force est de constater que le parquet supplante le juge d'instruction et se trouve investi à la fois des pouvoirs de poursuite et d'instruction.

L'actuel projet de réforme du Code de procédure pénale va dans le même sens. A preuve, l'article 128 qui prévoit la possibilité pour le procureur du Roi d'assister aux interrogatoires et confrontations de l'inculpé et aux auditions de la partie civile effectuées par le juge d'instruction. De même, les pouvoirs dont dispose le juge d'instruction en sa qualité d'officier supérieur de police judiciaire et que détermine l'article 77 du C.P.P. sont supprimés dans le projet. Il en résulte qu'en cas de flagrance, le procureur du Roi et la police judiciaire restent seuls compétents.

Il apparaît donc que la proposition de suppression du ministère public est contraire à l'évolution des prérogatives et de la nature de la mission de cet organe. Elle est en outre contraire à l'esprit qui a animé cette évolution et que le projet de Code de procédure pénale ne semble pas abandonner.

Bien plus, l'observation de la réalité permet de douter de la capacité de notre système pénal à remonter la rivière. C'est en cela que la proposition était inattendue.

4-2. Mais au delà de cette observation (car après tout, la promotion du ministère public ne saurait justifier la résignation), la proposition est insuffisamment motivée.

En effet, il ne suffit pas d'affirmer que le ministère public trouve son origine dans les institutions procédurales françaises du Moyen Age (p.27) et qu'elle était ignorée par la procédure islamique pour que sa suppression soit justifiée. Car toute notre procédure pénale, voir tout le droit criminel positif devrait être abrogé pour la même raison (16). Aussi bien nos

(15) Article 291 du Code de procédure pénale.

(16) Selon M. DRISSI ALAMI, «Les législations occidentales donnent au droit pénal marocain la forme de leurs sources, les critères de leurs classifications, l'orientation laïque et le sens étroit de la légalité» **Manuel de droit pénal général**, op. cit., p.118

lois pénales de fond et de forme, de droit commun ou d'exception trouvent pour l'essentiel leur origine dans les institutions pénales françaises. Sans entrer dans le débat relatif à la place qui doit être faite à la tradition juridique marocaine, il est possible d'affirmer qu'étant partiel le motif n'est pas convaincant. Il est en effet difficile d'admettre qu'au nom de la tradition juridique l'on requiert en même temps la suppression du ministère public et l'élargissement des compétences du juge d'instruction ! (17).

Par ailleurs, recourir à des arguments tels que : «la crise des cadres, la conception administrativiste du ministère public, l'utilité de l'instruction préparatoire et de l'enquête de personnalité, une meilleure organisation des droits de la défense, la possibilité d'une meilleure collaboration de la police judiciaire dirigée et contrôlée par le juge d'instruction» ne milite pas forcément «en faveur du dégagement de la procédure pénale marocaine de l'institution du parquet». (p. 184). En admettant cette suppression possible, il faut de l'audace pour croire que les besoins de l'administration de la justice en cadres seront satisfaits. Il faudra bien assister et renforcer en personnel telle autre institution qui accomplira les multiples fonctions du parquet. Celles-ci ne se limitent pas à la mise en mouvement et à l'exercice de l'action publique. Elles s'étendent à la matière civile avec en plus tous les problèmes de gestion administrative dont se plaignent aujourd'hui les parquets les mieux étoffés.

De même, il ne paraît pas nécessaire de supprimer toute l'institution du ministère public pour régler le problème de sa subordination hiérarchique; ni pour élargir le domaine de l'instruction et de l'enquête de personnalité; ni pour assurer une meilleure organisation des droits de la défense; ni pour rattacher la police judiciaire au juge d'instruction. Il est en effet possible d'imaginer un ministère public exclusivement organe de la loi et partant magistrat indépendant du pouvoir exécutif (18). Quant au domaine de l'instruction préparatoire, il peut être élargi sans qu'il soit nécessaire de supprimer le parquet. Il ne s'agirait là que d'un retour à la situation qui était en vigueur en droit marocain jusqu'en 1974. En outre, nul ne peut contester que sous le règne du Code d'instruction criminelle de 1808 en France, la jurisprudence a créé et développé la théorie des

(17) De même, au nom de cette tradition, il est possible de proposer la suppression de la règle de la collégialité là où elle existe encore, au lieu d'en proposer l'élargissement comme le fait l'auteur, p.9.

(18) C'est dans ce sens que M.L. RASSAT propose de distinguer deux sortes d'organes : le ministère public proprement dit, organe de la loi, indépendant et libre, et un représentant du gouvernement auprès des juridictions répressives, hiérarchiquement subordonné au ministre et intervenant chaque fois que, par sa nature, l'affaire intéresse le pouvoir exécutif. V., **le ministère...**, op. cit., p.252 et ss. De même, le Syndicat français de la magistrature a demandé à maintes reprises que le parquet soit indépendant du pouvoir exécutif et placé sous l'autorité d'un magistrat inamovible et indépendant, V. dans ce sens M. DELMAS MARTY, **les chemins de la répression**, P.U.F., 1980, p.180.

droits de la défense (19). Or, les précurseurs de la loi de 1897 furent bien des juridictions qui comptaient dans leur composition un représentant du ministère public. Enfin, placer la police judiciaire sous la direction du juge d'instruction ne saurait nuire à la mission du parquet.

Ainsi, la lecture des motifs ne prépare pas et ne justifie pas suffisamment la suppression d'un organe aussi important que le ministère public.

4-3. Mais l'auteur n'a pas non plus déterminé la portée de sa proposition. Dans la mesure où ce qui est recherché est la suppression d'un organe et non d'une fonction, le problème de la détermination de l'autorité qui exercera cette fonction au lieu et place du ministère public reste posé.

Dans le projet de l'auteur, c'est le juge d'instruction, avec un domaine d'intervention élargi et des moyens accrus, qui remplacera le parquet (p.73). Or, ce qui fait l'originalité et l'importance de l'intervention du juge d'instruction pour les droits de la défense c'est sa neutralité. Le juge d'instruction instruit à charge et à décharge parce qu'il est étranger à l'accusation. N'étant pas partie au procès, seule la recherche de la vérité guide son action. N'ayant pas engagé les poursuites, il n'a pas pour mission de les soutenir. Lui confier les prérogatives du ministère public aboutirait à transformer son rôle et à limiter sa liberté d'action et sa neutralité. A moins que l'auteur n'ait découvert la solution qui permettrait à cette confusion des pouvoirs de se réaliser au profit du juge d'instruction sans préjudice pour les droits de la défense ! Ou que dans son projet, l'accusation ne soit confiée à une autre autorité (20). On ne trouve aucune indication de cette nature dans l'ouvrage. Ne pouvant donc pas, dans l'intérêt de la justice, être confiée au juge d'instruction, la fonction d'accusateur reste vacante faute de titulaire.

Mais ce qui est remarquable, c'est que là où l'auteur a eu satisfaction avant la lettre, la suppression du ministère public lui paraît «très dange-reuse» (p.30). On sait que depuis le 15 Juillet 1974, le dahir sur les juridic-tions communales et d'arrondissements exclut la présence au sein de ces juridictions d'un représentant du ministère public. Selon les termes mêmes l'auteur : «La suppression du ministère public ne peut s'expliquer que de l'une des deux manière : ou bien, elle confie ses attributions au juge communal et d'arrondissement et auquel cas il s'agit d'une altération

---

(19) Sur les droits de la défense, V. L. HUGUENEY, **les droits de la défense devant le juge d'instruction**, R.S.C., 1952, p.195 et ss.; MALLEHAUT, **les droits de la défense**, in Mélanges MAURICE PATIN, **La chambre criminelle et sa jurisprudence** Cujas, 1965, p.453 et ss.

(20) N'étant plus publique, l'accusation ne peut plus être que populaire, d'office ou privée. Aux deux premiers systèmes, l'auteur ne fait point référence. Quant à l'accusation privée, de nombreux développements lui sont consacrés dans l'étude relative à l'action civile. Or, loin de proposer que l'accès de la victime au prétoire soit facilité l'auteur ajoute, aux obstacles dressés par le Code de procédure pénale devant la partie lésée, la condition que la recevabilité de l'action civile soit subordonnée à la demande de réparation (p.173).

de l'objectivité du juge de jugement; ou bien ses attributions sont laissées à la victime ou à la partie privée lésée, et dans ce cas il s'agit d'une erreur encore plus grave que la précédente, car l'infraction constitue un trouble à l'ordre social et la mesure pénale reflète une réaction du corps dans son ensemble» (p.29). D'où la proposition de déléguer nécessairement un juge auprès de ces juridictions afin d'exercer les fonctions du ministère public (p.30).

5 — En définitive, la proposition de suppression du ministère public formulée dans l'ouvrage du professeur DRISSI ALAMI reste imparfaite. Ceci étant, l'idée en elle-même a le mérite de remettre en cause la promotion injustifiée et menaçante du ministère public. En outre, il est certain que la condition actuelle ainsi que le rôle stratégique que joue le parquet dans le procès pénal ne manquent pas d'imbrication et posent sur le plan des principes de nombreux problèmes. Le projet de réforme en cours devrait lever cette ambiguïté et résoudre ces problèmes pour que la protection «des citoyens contre les erreurs et les abus commis au nom de la société» (21) dépasse le stade des vœux pieux.

Dans ces conditions, la réforme devrait être faite dans deux directions. L'une consiste à redéfinir les rapports entre le ministère public et le pouvoir exécutif. L'état actuel de ces relations jette incontestablement sur le parquet une suspicion légitime. Ni la liberté de parole dont jouissent les représentants du ministère public à l'audience, ni l'appréciation de l'opportunité des poursuites qui leur est permise ne leur confèrent l'indépendance nécessaire aux magistrats (22).

L'autre direction de réforme devrait viser à soustraire les autres organes de justice ainsi que l'inculpé et la partie civile à la tutelle qu'exerce sur eux le parquet. Les prérogatives du ministère public se traduisent comme un pouvoir de direction et de contrôle sur les autres intervenants dans le procès pénal. Il suffirait pour rétablir l'équilibre de n'attribuer au ministère public que les pouvoirs indispensables à l'application de la loi; de donner à la victime la place et le rôle qui lui reviennent dans le procès pénal; d'élargir le domaine de l'instruction; de placer la police judiciaire sous l'autorité du juge d'instruction; de réduire le champ de la flagrance.....

En dénouant cette double dépendance, il ne manquera au ministère public ni le prestige qui lui est nécessaire, ni l'importance qui doit être la sienne. Voix de la société et organe de la loi, ce magistrat veillera à une correcte application du droit et à une protection efficace de la collecti-

---

(21) C'est ce qu'affirme aujourd'hui encore la note de présentation du Code de procédure pénale à laquelle les rédacteurs du projet proclament leur attachement.

(22) Sur les limites de l'adage : «si la plume est servie, la parole est libre», et du principe de l'opportunité des poursuites, V., M. L. RASSAT, op. cit., respect. p.119 et ss., et p.215 et ss.

vité. Est-ce possible ? Il est permis d'en douter.....! L'obstacle se situant, au delà des habitudes acquises, dans l'esprit répressif qui a animé l'évolution des textes de procédure pénale depuis 1959.

Ceci étant, il suffit aux observations qui précèdent, d'être reçues comme une contribution au débat souhaité par le professeur **DRISSI ALAMI MACHICHI** dans l'avant propos de son excellent ouvrage.

## Les élections législatives de 1984 et la Constitution

Mustapha SEHIMI \*

C'est le 8 juillet 1983 que S.M. le Roi annonce le report des élections législatives normalement prévues au cours du même été. Il justifie cette décision en ces termes :

**Afin que nos forces restent unies et rassemblées, que nos esprits demeurent vigilants et mobilisés en vue d'un seul objectif (le référendum au Sahara), et pour demeurer tous unis autour d'une seule et même devise, pour un destin commun, il nous faut renoncer à entreprendre à cette étape des élections si importantes qu'elles soient et si conformes à la Constitution qu'elles puissent être» (1).**

Il restait à savoir sur quelle base constitutionnelle explicite, le Souverain allait exercer le pouvoir législatif, une fois que le mandat des représentants allait arriver à son terme normal, le 13 octobre 1983. L'incertitude va durer plusieurs semaines : elle ne sera officiellement levée que la veille même de cette échéance, soit le 12 octobre, au cours d'un Conseil de gouvernement. Ce jour-là, le Premier ministre y fait une communication dans laquelle il **«porte à la connaissance des membres du gouvernement les mesures (2) prises par S.M. le Roi dans le but d'éviter le vide législatif conformément à l'article 19 de la Consti-**

---

(\*) Maître-assistant à la Faculté de Droit de Rabat.

(1) «Le Matin du Sahara», 10 juillet 1983

(2) Ces mesures portent sur trois domaines :

- l'exercice du pouvoir législatif,
- l'exercice par les conseillers communaux, les délégués du personnel et les représentants du personnel des entreprises minières de la plénitude de leurs attributions au 14 octobre 1984
- l'exercice par les anciens membres de la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême des attributions reconnues à cette même Chambre par la Constitution et les lois organiques. «L'Opinion», 14 octobre 1983.

**tution» (3). Deux jours plus tard, était scellé un dahir se référant expressément à cet article 19 et confiant donc au Roi lui-même le pouvoir législatif et ce «...Jusqu'à l'ouverture de la première session parlementaire suivant les prochaines élections parlementaires» (4).**

Cela dit, le régime institutionnel de l'article 19 nous paraît supporter, malgré tout, deux conditions cumulatives d'ailleurs. L'une c'est que l'on imagine mal en effet le Souverain invoquant cet article sans l'accord-implicite voire explicite- de l'ensemble des organisations politiques nationales. Or, tel fut bien le cas, en l'espèce. Comme l'a souligné le Monarque, **«une sorte de consensus s'est établi entre nous tous, Roi, partis, organisations syndicales et peuple....pour retarder ces élections»** (5). Dès lors, la mise en jeu de l'article 19 n'est que l'utilisation d'une prérogative royale répondant à un souhait général.

L'autre condition regarde le fait que l'article 19 ne saurait être appliqué durant une période trop longue. Son objet et sa finalité résident dans la solution qu'il apporte à un problème particulier, à un moment donné. Situation qui n'a pas le caractère de gravité susceptible de faire jouer l'article 35, mais qui requiert néanmoins que S.M. le Roi prenne une décision en vertu des responsabilités suprêmes que Lui attribue la Constitution. En d'autres termes, il ne saurait s'agir que d'une période tout à fait provisoire, une sorte d'«*intérim*» (6) en quelque sorte. C'est d'ailleurs ce qu'a tenu à souligner le Chef de l'Etat, le 5 novembre 1983, en même temps qu'il a tenu à annoncer la formation imminente d'un gouvernement d'unité nationale élargi aux six principales formations politiques du pays.

Officiellement prévues pour la fin de janvier ou les premiers jours de février 1984 (7), les élections législatives n'ont pu être organisées à cette date. La raison en est double. D'une part, parce que le 27 décembre 1983, le Souverain a annoncé un recensement de la population défavorisée, opération qui allait s'étendre sur plusieurs semaines. D'autre part, parce que les graves événements qui se sont produits dans plusieurs villes du Royaume à la mi-janvier ne constituaient pas un climat favorable à l'organisation d'un tel scrutin (8).

---

(3) Cet article 19 est ainsi libellé : «Le Roi, Amir Al Mouminine, Représentant Suprême de la Nation, Symbole de son unité, garanti de la pérennité et de la continuité de l'Etat, veille au respect de l'Islam et de la Constitution. Il est le protecteur des droits et libertés des citoyens, groupes sociaux et collectivités.  
«Il garantit l'indépendance de la Nation et l'intégrité territoriale du Royaume dans ses frontières authentiques».

(4) B.O., n°3702 bis, 14 octobre 1983, p.619.

(5) Interview à «TF 1», 30 octobre 1983.

(6) «Personne ne doit perdre de vue que l'état de vide parlementaire ne satisfait personne...Nous tenons à ce que l'appareil législatif reprenne ses droits. Pour des raisons politiques autant que morales, nous devons organiser les élections à la fin de janvier ou aux premiers jours de février 1984...» «Le Matin du Sahara», 7 novembre 1983.

(7) Idem.

(8) Emeutes populaires ou actes de vandalisme à la suite des hausses de prix de certaines denrées de première nécessité ? Officiellement, en tout cas, le bilan sera lourd : 29 morts et une centaine de blessés, cf. le discours royal du 22 janvier 1984.

C'est dans un climat social et politique aussi tendu que Mr. M'Hamed BOUCETTA, Secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, demande le report de cette consultation de plusieurs semaines (9). Officiellement, le motif invoqué à cet égard est tiré du calendrier des opérations électorales lequel ne permet plus de respecter les dates initialement prévues. De fait, il est connu que ce parti — et d'autres tel le R.N.I. de Mr. Ahmed OSMAN — estimaient qu'il fallait attendre un climat d'apaisement, notamment dans les régions du Rif, avant d'affronter l'épreuve électorale.

Abordant de front cette question, un éditorial de l'hebdomadaire «Le Message de la nation» (10) — dû à la plume de Mr. Ahmed-Réda GUEDIRA, Conseiller du Souverain (11) — pose en termes politiques et constitutionnels ce problème de la date des élections législatives.

En premier, lieu, est présenté un argument politique : **«Dès le départ, écrit le Conseiller du Roi, la date des élections législatives ne fut reculée que pour une durée que l'on espérait la plus courte possible. Et c'est ainsi que le gouvernement actuel a, dès sa formation, pris le caractère d'un gouvernement de transition. Et nous sommes persuadés que tous les ministres qui y siègent le considèrent ainsi. Or, un gouvernement transitoire implique par hypothèse moins de mobilisation, moins d'engagement et moins d'enthousiasme. Il est en outre plus préoccupé par la liquidation des affaires courantes que par l'élaboration d'une politique et de plans à long terme. Est-il sain de prolonger indéfiniment cette situation, alors que les circonstances nous imposent aujourd'hui plus qu'hier une mobilisation totale et une réflexion globale et approfondie sur notre devenir?».**

Il y ajoute, en second lieu, des arguments juridiques ainsi présentés : **«Notons tout d'abord ce qui nous paraît être une évidence : le choix du mois d'octobre pour l'élection du bureau de la Chambre n'a d'autre but que d'être en harmonie avec l'article 38 qui fait de la session d'octobre la première de l'année, et de synchroniser ainsi l'élection du bureau avec le début de l'activité parlementaire».**

**«La seule question qui se pose donc est celle de savoir s'il est impératif que la première session de l'année parlementaire s'ouvre en octobre, et s'il est anticonstitutionnel qu'elle soit reportée au mois d'avril prochain».**

**«Il est hors de doute que la préoccupation dominante du constituant était d'abord et exclusivement de déterminer la fréquence des sessions, c'est-à-dire le nombre de sessions par an. L'ordre de**

(9) Interview donnée à l'Agence koweïtienne de presse, in «L'Opinion», 14 février 1984.

(10) «Le Message de la nation», n° 28, 7 mars 1984.

(11) Bien que non signé, nous sommes en mesure d'en attribuer la paternité à Mr. Ahmed-Réda GUEDIRA.

ces sessions dans le temps n'apparaît plus que comme un détail qui aurait dû normalement trouver sa place en-dehors de la Constitution. Mais les choses étant ce qu'elles sont, il ne serait pas inutile de rappeler pourquoi la session d'octobre a été choisie comme devant être la première des deux sessions annuelles».

«...Nous pensons bien sincèrement que l'ouverture du Parlement au mois d'avril n'est nullement anticonstitutionnelle, d'autant plus que la considération budgétaire existe effectivement et que Sa Majesté Elle-même avait déclaré vouloir laisser au futur Parlement le soin d'examiner et de voter le budget de l'année 1984. Et Sa Majesté l'avait fait sans nul doute en pleine connaissance de cause, estimant à juste titre que le choix entre octobre et avril n'est qu'un détail, n'ayant par lui-même aucune valeur constitutionnelle puisqu'il ne porte atteinte à aucun principe, à aucune règle, à aucun droit ni à aucune liberté, individuelle ou publique».

Pour être complet, il faut préciser que l'auteur précité fait, en outre, référence à la position de plusieurs «**leaders politiques** (qui) **semblent avoir pris le relais de Me, BOUCETTA pour demander le report, non plus seulement pour des raisons politiques, mais pour des motifs qu'ils voudraient tirer de la Constitution**». Les textes visés à ce propos concernent les sessions parlementaires : d'une part, l'article 38 de la Constitution qui dispose que «**Le Roi préside l'ouverture de la première session qui commence le deuxième vendredi d'octobre**»; d'autre part, l'article 43 en vertu duquel «**le Président et les membres du bureau de la Chambre sont élus au début de la session d'octobre**».

Au regard de ces dispositions constitutionnelles qui toutes deux — mais chacune dans son domaine propre — font référence à la session d'octobre comme devant marquer le début de la prochaine législature, peut-on avancer celle-ci au mois d'avril? En d'autres termes, il faut se demander si la première session parlementaire de l'année peut commencer en avril sans être anticonstitutionnelle? On se propose d'apporter un certain nombre d'éléments de réponse à cet égard en examinant successivement plusieurs «options». Mais à titre préjudiciel, il convient tout d'abord de savoir si la première session parlementaire peut indifféremment commencer en avril ou en octobre.

#### — La première session parlementaire : avril ou octobre ?

L'article 38 de la Constitution détermine le droit commun des sessions ordinaires : «**La Chambre des représentants siège pendant deux sessions par an. Le Roi préside l'ouverture de la première session qui commence le deuxième vendredi d'octobre. La seconde session s'ouvre le deuxième vendredi d'avril...**»

Ces dispositions appellent le commentaire. Et tout d'abord, qu'est ce

qu'une session? C'est une période de l'année durant laquelle la Chambre des représentants se réunit valablement pour délibérer en séance plénière. Dans cette optique, une session est dite ordinaire — au sens de l'article 38 précité — à ces conditions :

- elle se tient à un moment précis et immuable de l'année;
- elle a lieu de plein droit, c'est-à-dire qu'elle n'a pas besoin d'une convocation de l'Exécutif de même que celui-ci ne peut prononcer son ajournement.

Il apparaît ainsi que la session ordinaire est bien la seule durant laquelle la Chambre des Représentants jouit de la plénitude de ses attributions constitutionnelles, à la différence en effet des sessions extraordinaires qui, elles, se tiennent sur la base d'un ordre du jour déterminé (12). Force est de relever, pour commencer, que le cas posé aujourd'hui à propos de la première session parlementaire en avril n'est pas prévu par le texte constitutionnel. Mais devant le silence de la Loi fondamentale, le juriste est-il pour autant totalement désarmé? Certes, non : il peut en effet solliciter plusieurs méthodes (13) de droit constitutionnel pour tenter de faire disparaître cet «angle mort» de la norme juridique.

Première méthode d'interprétation : celle de l'intention de l'auteur — en l'occurrence, le constituant. Sur ce point l'auteur de l'éditorial souligne qu'**il est hors de doute que la préoccupation dominante du constituant était d'abord et exclusivement de déterminer la fréquence des sessions, c'est-à-dire le nombre de ces sessions par an**. Et d'ajouter : **«L'ordre de ces sessions dans le temps n'apparaît plus que comme un détail qui aurait dû normalement trouver sa place en-dehors de la Constitution»**.

De cette observation, il faut tirer plusieurs remarques. D'abord, le fait que la certitude d'une norme constitutionnelle réside dans le principe posé par l'article 38 : celui de deux sessions ordinaires par an à des dates fixes et pour une durée déterminée. A la différence ce qu'a indiqué cet auteur, ces dispositions ne nous paraissent aucunement pouvoir s'apparenter à un **«détail»** qui eût pu être précisé ailleurs que dans le texte constitutionnel -par exemple : dans la loi organique de la Chambre des Représentants, voire même dans son règlement intérieur. Bien au contraire, il nous faut les considérer comme ayant un caractère constitutionnel évident car elles constituent l'un des mécanismes prévus précisément par le constituant en vue de promouvoir ce qu'il est convenu d'appeler le «parlementarisme rationalisé» (14).

Cette expression est devenue aujourd'hui — surtout à la faveur de la Constitution française de 1958 — une véritable doctrine juridique. Son

(12) Article 39 de la Constitution.

(13) Sur cette question : LUCHAIRE (F), «De la méthode en droit constitutionnel», R.D.P., 1981, n°2 pp.275-329.

(14) Sur cette notion, cf. «Dictionnaire de la Constitution», Ed. Cujas, 1976, pp.246-249.

dessein consiste à «rationaliser» les mécanismes parlementaires; notamment ainsi : vote personnel des députés, priorité à l'ordre du jour du gouvernement, strict régime des sessions, délimitation du domaine de la loi, contrôle de constitutionnalité du règlement intérieur...Il faut bien voir, au reste, que la «rationalisation» du parlementarisme ne procède pas — au Maroc comme en France d'ailleurs — de préoccupations seulement techniques : elle participe aussi et surtout de considérations politiques résultant de l'esprit général de la Constitution.

Dans ces conditions, on mesure d'une manière plus conséquente le fait que le régime des sessions ordinaires défini par l'article 38 n'a pas qu'un intérêt pratique — l'organisation du travail parlementaire. En effet, ni l'intention du constituant ni l'esprit du texte constitutionnel ne nous paraissent justifier sa «déconstitutionnalisation» éventuelle et, partant, sa relégation et son déclassement au rang d'une simple technique d'organisation du travail parlementaire. Dès lors, il constitue bel et bien l'une des pierres angulaires de l'articulation et du fonctionnement des institutions constitutionnelles, tant par la place assignée au Parlement que par le rôle qui lui est confié.

Une seconde méthode d'interprétation présente sans doute autant d'intérêt : celle du raisonnement par analogie (15). Celui-ci consiste, on le sait, à appliquer à une situation non prévue par les textes la règle applicable à la situation la plus voisine. C'est ce qu'il nous faut examiner en envisageant une situation particulière : celle de la dissolution de la Chambre des représentants.

Il faut tout d'abord rappeler que le Souverain peut dissoudre la Chambre des Représentants (16); et que, d'autre part, l'élection de la nouvelle Chambre doit intervenir trois mois plus tard après cette dissolution (17). Imaginons alors que le Parlement ait prolongé sa session ordinaire d'octobre au-delà du 13 janvier en raison d'un ordre du jour très chargé et ce, avec l'accord du gouvernement (18). Imaginons également que dans cette même situation, le Chef de l'Etat décide le 15 janvier la dissolution de ce Parlement. Des élections interviennent ensuite - trois mois au plus tard après cette dissolution - et elles se déroulent l'ultime jour de ce délai fixé par l'article 71 de la Constitution, soit le 15 avril. Dans ce cas de figure, le second vendredi d'avril qui doit marquer l'ouverture de la session parlementaire ordinaire ne peut être, au plus tard, que le 14 de ce même mois.

Dans ces conditions, quelle serait la situation? Celle d'un Parlement élu le 15 avril : mais pourrait-il valablement siéger? Le premier réflexe du juriste serait de dire : non; car il faut appliquer l'article 38 en cause ici aux

(15) Cf. LUCHAIRE (F.), art. cit., pp.318-322.

(16) Article 70 de la Constitution.

(17) Article 71 de la Constitution.

(18) Article 38 de la Constitution.

termes duquel, «**Le Roi préside l'ouverture de la première session qui commence le deuxième vendredi d'octobre...**» Mais l'analogie des situations n'est-elle pas frappante ? Car ce sont exactement les termes mêmes du problème posé aujourd'hui, mais d'une manière plus précise encore dans la mesure où le calendrier dans lequel on est placé résulte de la stricte application de délais et de procédures constitutionnels (dissolution, délai maximum de 90 jours pour de nouvelles élections). Devra-t-on alors reporter le début de la législature au mois d'octobre suivant, soit pratiquement six mois plus tard ? Pourra-t-on ainsi laisser se créer un vide institutionnel préjudiciable à la bonne marche de l'Etat ? Sans oublier autre chose : l'aspect politique découlant de l'existence d'un Parlement pourtant élu mais qui ne pourrait siéger que six mois plus tard.

### — La nécessité d'assurer la continuité de la vie nationale

C'est ici que l'on voulait en venir pour mettre en exergue un principe de valeur constitutionnelle : la nécessité d'assurer la continuité de la vie nationale. Principe que l'on peut aisément trouver dans l'article 19 de la Constitution : «**Le Roi...garant...de la continuité de l'Etat**». Il s'agit bien là d'une norme constitutionnelle d'une teneur juridique autrement plus condensée et plus forte que celle de l'article 38 relative au droit commun des sessions ordinaires. De plus, la situation institutionnelle est elle-même fondée sur cet article 19. Et c'est donc au nom de ce même article 19 que le Souverain peut, à bon droit, décider d'une date aussi rapprochée que possible pour le déroulement des élections législatives.

Que l'on nous comprenne bien. Il ne s'agit pas pour nous de dire que l'article 38 n'est, somme toute, qu'une disposition paraconstitutionnelle par rapport à d'autres articles. Mais notre propos vise à identifier les règles constitutionnelles et à tenter d'en dégager celles qui doivent former le bloc de la suprématie constitutionnelle. Certes, les 103 articles de la Constitution de 1972 sont tous contenus dans un seul et même texte : la Loi fondamentale. Mais il faut bien relever cependant que tous n'ont pas la même valeur normative ou, si l'on préfère, la même teneur juridique. En d'autres termes, dans cet ensemble de 103 articles, il en est certains qui ont une fonction supérieure de stabilisation juridique et politique reposant sur la notion de fixité. Il s'agit de principes suprêmes qui doivent assurer d'ailleurs plus que la stabilité : la fixité, voire même l'immutabilité (19). Et ce sont précisément ces principes qui forment le bloc de légitimité constitutionnelle.

D'ailleurs, même une révision constitutionnelle ne pourrait porter atteinte à ce domaine formé par la forme monarchique de l'Etat et l'Islam (20). Mais ce bloc ne se limite pas à ces deux seuls principes : il faut également y intégrer la préservation de l'intégrité territoriale. C'est ce qu'a

(19) Sur cette question : SEHIMI (M.), «Constitution et règles constitutionnelles au Maroc», in R.J.P.E.M., n° 10, 1981, pp.25-38.

(20) Article 101 de la Constitution.

souligné le Souverain, le 8 Juillet 1983, en ces termes : **«Les élections législatives sont prévues par la Constitution, la loi fondamentale qui s'impose à tous et qui est inviolable. Mais il y a une exigence plus impérieuse, à savoir l'intégrité territoriale qui permettra l'application générale de la Constitution à tout le territoire et à tous les citoyens.»**

Il nous paraît conséquent d'adjoindre à ce domaine supraconstitutionnel le principe de la continuité de la vie nationale avec son corollaire : le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels dont le Parlement. Donc, c'est au nom d'une norme constitutionnelle mais supérieure qu'il nous paraît fondé et légitime de mettre en place un Parlement dans les délais les plus rapprochés sans être paralysé à cet égard par la règle «butoir» de l'article 38 fixant la première session parlementaire au mois d'octobre.

Il reste néanmoins un problème de calendrier. Et c'est à ce sujet qu'il faut aller plus loin et examiner deux hypothèses bien différentes suivant que la première session parlementaire commence le 13 avril 1984 ou ultérieurement.

#### — La première session parlementaire commence le 13 avril 1984.

Cette hypothèse suppose donc que tout le processus électoral puisse se dérouler d'ici cette date. Or, il faut observer dans ce cas que la réglementation actuelle ne permet pas d'organiser toutes les phases des opérations dans un délai aussi court (21). Si, pour ce qui est du scrutin direct, on peut considérer qu'un délai de 21 jours constitue le minimum indispensable (une semaine pour les déclarations de candidature et 14 jours pour la campagne électorale), rien n'empêche pour autant la diminution de ces délais. En effet, l'édiction d'un nouveau texte — en vertu de l'article 19 qui confie au Souverain l'exercice du pouvoir législatif — peut réduire ces délais à 15 jours seulement (par exemple : une semaine pour les déclarations de candidatures et une autre semaine pour la campagne électorale).

La même difficulté se présente mais cette fois pour le scrutin indirect qui, lui, met en œuvre des procédures plus lourdes. Ainsi, il convient tout d'abord de mettre en place les assemblées provinciales et préfectorales et les chambres socio-professionnelles (agriculture, commerce et industrie, artisanat, collèges des salariés). Or, la date du scrutin devant mettre en place tous ces collèges électoraux, doit être fixée bien à l'avance : 35 jours (chambres d'agriculture), 30 jours (chambres de commerce et d'industrie, chambres d'artisanat), et 20 jours (assemblées provinciales, collège des salariés).

Ce n'est qu'après cette opération électorale que pourront être organisés

---

(21) Selon nos calculs, le délai minimum pour le déroulement de l'ensemble du processus électoral est de 45 jours.

les différents scrutins devant désigner les parlementaires de chacun de ces collèges formant le tiers — soit 102 membres (22) — de la Chambre des Représentants. Or, tous ces scrutins doivent être fixés au moins huit jours avant le jour du vote. Si bien qu'au total, un délai minimum de 45 jours s'avère nécessaire pour permettre le bon déroulement de l'ensemble de ces opérations électorales.

Tels quels, ces délais sont ceux-là mêmes prévus par la réglementation actuellement en vigueur. Et l'on voit mal comment ils peuvent permettre, d'ici le 13 avril, l'organisation des différentes opérations devant conduire à l'ouverture de la première session. Il existe, toutefois, une possibilité de respecter cette échéance — si l'on y tient à tout prix — et c'est celle-ci : la réduction de tous les délais précités. Ceux relatifs au scrutin direct ne font pas problème à cet égard : 15 jours au minimum. Mais ceux concernant le scrutin indirect sont beaucoup plus étendus. On peut tout aussi bien les réduire et les ramener par exemple à l'intérieur d'une fourchette comprise entre 15 et 20 jours au total : 10 à 12 jours pour la mise en place des assemblées provinciales et préfectorales et le reste pour l'élection du tiers des représentants désignés au scrutin indirect. Une telle procédure est parfaitement possible juridiquement sur la base de l'article 19 de la Constitution. C'est en effet le Souverain qui est, en vertu dudit article, habilité à édicter une nouvelle réglementation laquelle relève du domaine législatif défini par l'article 45 de la Constitution (23).

#### — La première session parlementaire commence après le 13 avril 1984

Cette seconde hypothèse suppose que le calendrier électoral est tel qu'il ne permet pas matériellement l'ouverture de la première session parlementaire le 13 avril 1984. Il suppose également que l'on a appliqué lors des différents scrutins (directs et indirects) les délais légaux en vigueur à ce jour à propos des déclarations de candidatures et de la campagne électorale. De même, il implique forcément que le Monarque n'a pas utilisé l'article 19 de la Constitution pour réduire — comme indiqué plus haut — tous ces délais. Pareille situation peut être résumée ainsi : les élections sont organisées plus tard...

Si l'on retient, en premier lieu, l'éventualité la plus extrême, ces élections auront lieu au cours de l'été — par exemple à la fin septembre, au plus tard — Alors, plus aucun problème constitutionnel ne peut plus se poser : la première session parlementaire pourra commencer le vendredi 12 octobre 1984, dans des conditions tout à fait normales, strictement conformes du reste à la Constitution; notamment à ses articles 38 et 43.

(22) L'ancienne Chambre des Représentants a en effet adopté le 23 juin 1983 un projet de loi organique augmentant la composition du Parlement à 306 membres, B.O. n°3718, 1er février 1984.

(23) Article 45 de la Constitution : «Sont du domaine de la loi...le régime électoral des assemblées et conseils des collectivités locales»...

Mais la question peut se poser, en second lieu, de savoir ce qu'il convient de faire si les élections se déroulent bien avant l'été, par exemple au mois de mai. Situation singulière qui n'est donc ni celle du 13 avril 1984 ni celle du 12 octobre 1984 — telles que développées ici. Le problème constitutionnel qui se poserait alors serait double. D'une part, la Chambre des représentants, issue de ces élections, peut-elle valablement siéger ? Et, dans l'affirmative, d'autre part peut-elle désigner son bureau ?

Sur le premier point, il faut indiquer que le droit commun des sessions ordinaires ne peut être appliqué. En effet, seules les sessions expressément prévues par l'article 38 de la Constitution (celles des deuxièmes vendredi d'octobre et d'avril) peuvent se réunir de plein droit. Hormis ces deux sessions, la Chambre des représentants n'a d'autre possibilité de se réunir en séance plénière qu'à l'occasion des sessions extraordinaires, en application des dispositions de l'article 39 de la Constitution ainsi libellé : «La Chambre des représentants peut être réunie en session extraordinaire, soit à la demande de la majorité absolue de ses membres, soit par décret».

Sur le papier, on peut fort bien imaginer qu'une fois élus, les nouveaux députés décident de se mettre au travail au plus tôt et, donc, de réunir 154 signatures — soit la majorité absolue des membres du Parlement composé alors de 306 membres — pour provoquer une session extraordinaire sur un ordre du jour déterminé. Aisément concevable, une telle initiative peut cependant prendre du temps pour sa mise en œuvre pratique : consultations, difficultés de coordination, élaboration d'un ordre du jour, nécessité d'un consensus entre les groupes parlementaires,...

Il ne reste alors qu'à se rabattre, si l'on ose dire, sur la solution de procédure la plus simple et la plus rapide : celle d'une session extraordinaire par décret du Premier ministre, le Conseil des ministres ayant été saisi préalablement à cet égard en application des dispositions de l'article 65 de la Constitution. Si, dans ces conditions, la constitutionnalité de la réunion de la Chambre des représentants en session extraordinaire ne peut faire aucun doute, il convient cependant de mentionner que l'élection de son bureau peut laisser planer quelque incertitude. On se trouve en effet devant l'un des deux problèmes juridiques de départ : celui de l'article 43 relatif à l'élection du Président et des membres du bureau de la Chambre au début de la session d'octobre. Car, par hypothèse, ce problème se pose avant le mois d'octobre fixé constitutionnellement.

Que faire alors ? Là aussi, il ne reste qu'à faire jouer le principe de valeur constitutionnelle relatif à la continuité du fonctionnement des pouvoirs publics constitutionnels — la Chambre des représentants étant l'un d'entre eux — et donc à élire son bureau. Deux formules peuvent être envisagées à cet égard. Ou bien, les parlementaires désignent un bureau provisoire formé de leur doyen d'âge et des quatre plus jeunes d'entre

eux. Conforme à la coutume parlementaire, cette formule présente cependant un grand inconvénient : celui de ne pas doter la Chambre et ce, durant plusieurs semaines, d'un bureau élargi à tous les groupes parlementaires. Ce qui ne peut qu'affecter son autorité. Et sa crédibilité. Son efficacité aussi.

Ou bien - et c'est la seconde formule - dès sa première séance, à la condition d'un consensus préalable, la Chambre élit un bureau « provisoire » lui aussi mais où tous les sièges seront pourvus : président, vice-présidents, secrétaires, questeurs. Un tel bureau n'aura pas le handicap du précédent organe car il aura été investi dans des conditions tout autres. Et, au début de la session d'octobre 1984, il ne restera qu'à entériner ce vote - même avec tel ou tel changement de membres. Alors, s'appliqueront parfaitement les dispositions constitutionnelles de l'article 43 : élection du président pour trois ans et celle des autres membres du bureau pour une année. Et l'on revient ainsi à l'application stricte du texte constitutionnel.

Tous ces cas de figure ne sont, bien entendu, que des hypothèses de travail que l'actualité politique des semaines ou des mois à venir peut rendre partiellement ou même totalement obsolètes. Mais ils nous paraissent pour l'heure les plus appropriés pour dégager les voies et les moyens d'un cheminement institutionnel conforme à des principes de valeur constitutionnelle tel que celui de la continuité du fonctionnement des institutions publiques. Une dernière précision s'impose : celle relative à l'habilitation de la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême à donner son avis sur tous ces points (24). Or, force nous est de souligner que cette juridiction n'est aucunement fondée à formuler un quelconque avis en ces matières. En effet, ses attributions constitutionnelles sont strictement définies par la Constitution (25). Mais si l'on tient vraiment à ce que cette juridiction puisse donner un avis à cet égard, il faut lui confier une attribution nouvelle sur la base expresse d'une modification de la loi organique relative à ses compétences. Et, dans cette perspective, seul un dahir royal portant loi organique et pris en vertu de l'article 19 de la Constitution - actuellement en vigueur - peut prévoir la demande d'avis de la Chambre constitutionnelle, sur cette matière, à l'initiative du Premier ministre.

Au terme de la présentation des différentes options constitutionnelles envisageables, il nous faut souligner que la décision finale appartient au Souverain, garant de la continuité de l'Etat et qui veille, en dernière instance, au respect de la Constitution. C'est en effet Lui qui détient les mécanismes de l'arbitrage et demeure l'arbitre suprême. Et d'ailleurs, il

---

(24) L'éditorial précité avait indiqué : « Tout en refusant de nous substituer à la Chambre constitutionnelle, seule habilitée à donner son avis sur ce point... »

(25) Cf. Dahir n° 1-77-176 du 9 mai 1977, B.O., n° 3366 bis, 10 mai 1977, p. 617.

suffit de relire la Constitution pour voir que le constituant a entendu graduer les interventions royales en fonction des difficultés que peuvent rencontrer les pouvoirs publics constitutionnels et des menaces qui peuvent mettre en cause la continuité de l'Etat. Fonction d'arbitrage, donc; mais aussi fonction de régulation du système politique dans son ensemble.

**(15 mars 1984)**

### **3. BIBLIOGRAPHIE**

- **BIBLIOGRAPHIE SYSTEMATIQUE**



## Liste des thèses de Doctorat d'Etat soutenues à la faculté depuis 1976

(arrêtée au 31 Mars 1984)

### — Droit Public

| Nom & Prénom      | Titre de la thèse   | Année |
|-------------------|---|-------|
| El Mesmoudi Tahar | Le crédit agricole et le développement de l'agriculture.                | 1981  |
| Bekkali Abdeslam  | Le système agro-alimentaire marocain et les exigences du développement. | 1981  |

### — Droit Privé

|                          |   |      |
|--------------------------|---|------|
| Moulay Rchid A.          | La condition de la femme au Maroc (sous presse).                      | 1981 |
| Ben Otmane M'hamed Larhi | La profession bancaire au Maroc.                                      | 1981 |
| Alaoui Boukhris Hafid    | La coopération pénale internationale par voie d'extradition au Maroc. | 1983 |

### — Sciences Economiques

|                  |   |      |
|------------------|---|------|
| Bekkali Mohamed  | Essai sur l'impérialisme.   | 1979 |
| Qarouach Mostafa | Le concept d'investissement en capital humain et ses enseignements en matière d'analyse, de politique et d'évaluation économique avec une référence particulière au cas marocain (1955 - 1979). | 1980 |
| Raki Mohamed     | Le développement du capitalisme agraire et la politique agricole du Maroc Indépendant.  | 1982 |

## Liste des mémoires de D.E.S. soutenus à la faculté

(arrêtée au 31 Mars 1984)

— Sciences Economiques

| Nom & Prénom              | Sujet  | Date de soutenance |
|---------------------------|--|--------------------|
| Lahrichi Nezha            | Le capitalisme d'Etat industriel au Maroc, du B.E.P.I. à l'O.D.I.  | 1976               |
| Lambert Pierre            | L'incidence de la croissance démographique au Maroc de 1960 à 1971 sur le développement économique.                        | 1976               |
| Hamdani Ben Ali           | La fonction de production et l'optimum de combinaison du capital et travail dans l'économie phosphatière du Maroc.         | 1978               |
| Ben Abdou Allah           | La politique monétaire du Maroc Indépendant, l'analyse d'une expérience.   | 1978               |
| Boutata Mohamed           | L'emploi et la formation professionnelle dans l'économie Marocaine.  | 1979               |
| El Aoufi Noureddine       | La marocanisation et le développement de la bourgeoisie.   | 1979               |
| • Ben Hsain Labcen        | La promotion des investissements non agricoles au Maroc par les mesures d'encouragement politique - Bilan et perspectives. | 1981               |
| • Bouslikhane Mohamed     | Pour une interprétation non économiste du concept de sous-développement.   | 1981               |
| • Amri Abderrahim         | Secteur du bâtiment et travaux publics.  | 1982               |
| • Benabdelaali Naïma      | Aperçu sur l'histoire économique du monde arabe.   | 1981               |
| • Sahri Mohamed           | Les facteurs non économiques dans la dynamique du développement. Ex. des facteurs socio-culturels.                         | 1982               |
| • Ennaji Mohamed          | Le Maroc et l'expansion européenne du 16ème siècle au 18ème siècle.  | 1981               |
| • Jdrissi Abdeslam        | Les petites et moyennes entreprises au Maroc.  | 1982               |
| • El Aliani Abdelkader    | L'agro-industriel et développement économique du Maroc.  | 1982               |
| • Tazi Labzour Med. Kamal | Les salaires au Maroc (1956-1980). Eléments d'analyse.   | 1981               |
| • El Haddad Mohammed      | La zone Franc : du colonialisme au néo-colonialisme.   | 1981               |
| • Hajib Nabiha            | O.N.C.F., Economie de transport ferroviaire.   | 1981               |
| • Benbouchaïb Maria       | Eléments d'analyse de la crise du logement à travers l'étude de la ville de Rabat.   | 1981               |
| • Zhiri Touria            | Essai d'analyse des limites de l'intervention de l'Etat dans le secteur des transports - cas de la C.T.M/L.N.              | 1982               |
| • Da Silva Reis Sergio    | Expansion portugaise et sous-développement en Angola à l'époque du capital marchand (1482-1850).                           | 1982               |
| • Chiguer Mohammed        | Secteur financier public marocain de 1904 à 1980.  | 1982               |

Bibliographie systématique

| Nom & Prénom                  | Sujet   | Date de soutenance |
|-------------------------------|---|--------------------|
| • Debbagh Amina               | La transition capitaliste dépendante au Maroc du XIXème siècle.   | 1983               |
| • El Alj Med. Rachid          | L'information statistique et son impact sur la comptabilité nationale et la planification.  | 1983               |
| • Salim Mohamed               | Essai sur la marginalisation urbaine -cas du Maroc.   | 1983               |
| • Mekkaoui M'hamed            | Le rôle économique et social des prix et la politique des prix.   | 1983               |
| • Jouker Ahmed                | Problématique de l'économie poissonnière au Maroc.  | 1983               |
| • Obeida Abdelouaheb          | Essai sur l'Etat dans la formation économique et sociale marocaine au XIXe siècle.  | 1983               |
| • Kanouni Fadela (ép. Bennis) | Approche du travail féminin : travail domestique, travail salarié. Cas du Maroc.  | 1983               |
| • Kamal Abdelilah             | Productivité et rentabilité de l'enseignement au Maroc.   | 1983               |
| • Rami Mohammed               | L'impact des organismes financiers spécialisés sur la croissance économique et sociale du Maroc.  | 1983               |
| • Mokssit Ahmed               | L'intégration à la division internationale du travail : le cas du Maroc.  | 1983               |
| • Benamour Najib              | Industrie mécanique et développement, cas du Maroc.   | 1983               |
| • Mokri Zhor (ép. El Midaoui) | L'accord de coopération Maroc-C.E.E., son impact sur la croissance de l'économie marocaine et l'avenir des relations maroco-communautaires. | 1983               |
| • Boulahoual Ahmed            | Problématique de l'industrialisation : cas du Maghreh.  | 1983               |
| • Guedira Med. Najib          | Les sociétés coopératives d'habitation et leur financement : le cas du Maroc.   | 1984               |
| • El Amrani El Mehdi          | Essai sur quelques aspects de l'interaction transport développement. Cas du Maroc.  | 1984               |
| • Achoual Abdelghafour        | Le salariat industriel au Maroc (1956-1980).  | 1984               |
| • Doumou Abdelali             | De la problématique de l'Etat dans les sociétés dépendantes : Essai d'interprétation de l'intervention économique de l'Etat marocain.       | 1984               |
| • Skouri Abdelhamid           | Structure et Fonctionnement du capitalisme dans l'industrie marocaine du ciment.  | 1984               |

— Droit Public

| Nom & Prénom                             | Sujet   | Date de soutenance |
|--|---|--------------------|
| Bekkali Abdeslam                         | L'Enseignement agricole et le développemet rural au Maroc.  | 1976               |
| Rahmouni Hassan                          | L'expérience du service civil au Maroc.   | 1977               |
| Jazouli Abdelaziz                        | L'expérience de participation dans l'entreprise publique sucrière.  | 1977               |
| Alami Najiba                             | Organisation et fonctionnement du système sanitaire au Maroc.   | 1977               |
| Olouan Azzouz Mehdi                      | Le problème pétrolier dans le cadre des rapports Nord-Sud (1973-1975).  | 1978               |
| • Schimi Mustapha                        | Les élections législatives de juin 1977 au Maroc. (publié).   | 1978               |
| • Fikri El Kebir                         | Le régime financier de la commune marocaine.  | 1979               |
| • Sefiani Noureddine                     | Les Etats-Unis d'Amérique et le statut international de 1776 à 1974.  | 1979               |
| • El Fassy Fihry Ghislaine               | L'Université Marocaine : Analyse des tentatives de réforme des structures.  | 1979               |
| • Ouazzani Sidi Larhi                    | Le statut de la coopération agricole au Maroc   | 1980               |
| • Lamghari Moubarrad<br>Moulay Abdelaziz | Réflexions sur les fondements du phénomène d'intégration nationale dans les Etats d'Afrique Noire.                | 1980               |
| • Akla Abdelhak                          | La décentralisation à l'épreuve : cas de la ville de Salé. Essai pratique de recherche en science administrative. | 1980               |
| • El Benna Abdelkader                    | La problématique de l'unité au sein de la gauche au Maroc.  | 1980               |
| • Majidi Mohamed                         | L'accès du Maroc à l'indépendance : 1955-1956.  | 1980               |
| • Benabdellah Mohamed<br>Amine           | Les prérogatives de l'Etat dans le recours pour excès de pouvoir. (publié).                                       | 1981               |
| • Ibnamar Idriss                         | Les accords de Camp David et le traité Egypto-Israélien : contribution à l'analyse juridique et politique.        | 1981               |
| • Bensalah Assia                         | L'arme alimentaire dans les relations entre les deux grandes puissances. (publié).                                | 1981               |
| • El Ouazzani Abdellah                   | La gestion municipale. (Publié).  | 1981               |
| • Ait Idir Achahel                       | Robert Montagne et les structures politiques du Maroc pré-colonial.   | 1981               |
| • El Mahboul Fatima                      | La réciprocité dans les accords conclus par le Maroc depuis l'indépendance.                                       | 1981               |
| • Aboubani Moulay<br>Abdelghani          | Contribution des Etats maghrébins exportateurs de pétrole à l'évolution du droit de nationaliser.                 | 1981               |

Bibliographie systématique

---

| Nom & Prénom        | Sujet  | Date de sou-<br>tenance |
|---------------------|--|-------------------------|
| • Madani Mohamed    | Le mouvement national et la question constitutionnelle au Maroc. (1930-1962).  | 1981                    |
| • Alami Abdelfattah | Restructurations du système des Nations Unies et nouvel ordre international.   | 1982                    |
| • Basri Hassan      | Impact de la violence politique sur les relations internationales : cas de la prise d'otages.  | 1982                    |
| • Bekkali Rachid    | Contribution à l'étude du premier sommet économique de l'O.U.A.- Lagos (Nigéria) Avril 1980.   | 1980                    |
| • Sabir Azeddine    | Les interventions étrangères dans les conflits africains.  | 1982                    |
| • Bouali Ali        | Les rapports entre le Maroc et les institutions financières internationales : le cas des accords de prêt et de crédit de la Banque Mondiale. | 1983                    |
| • Maazouzi Ahmed    | Le Croissant-Rouge Marocain dans le mouvement de la Croix-Rouge Internationale.  | 1983                    |
| • Majidi Abdellah   | La pratique du mercenariat en Afrique au regard du droit international (étude juridique et politique).                                       | 1983                    |
| • Kheidri Mustapha  | Essai sur la légalité au Maroc.  | 1983                    |
| • Belhamri Ahmed    | L'association des sociétés transnationales à la F.A.O. : cas du programme de coopération de l'industrie.                                     | 1983                    |
| • Hassouni Abdellah | La marocanisation de l'exercice de certaines activités : Bilan d'une expérience.   | 1983                    |
| • Sqalli Hassan     | La coopération du Maroc avec les pays industrialisés.  | 1983                    |
| • Chkoff Leïla      | Le transfert de technologie et la 3e conférence des Nations-Unies sur le droit de la mer.  | 1983                    |
| • Bennis Fathia     | La condition de la femme en droit international public.  | 1983.                   |

— Droit Privé

| Nom & Prénom                       | Sujet   | Date de soutenance |
|------------------------------------|---|--------------------|
| El Alami El Mustapha               | Le droit des marques.   | 1976               |
| Fartmissi Khadija                  | La condition juridique et sociale des travailleurs immigrés en France.                            | 1977               |
| Benotmane Mohamed Larbi            | Le statut social du jeune salarié.  | 1977               |
| Filali Meknassi Rachid             | La formation professionnelle : l'expérience marocaine.  | 1977               |
| Benjelloun Touimi<br>Mohamed Nacer | La marocanisation : bilan d'une politique.  | 1978               |
| Benjelloun Abdelkrim               | La réparation du préjudice corporel en droit commun marocain.                                     | 1978               |
| Motik Mohamed                      | Le crédit immobilier et hôtelier du Maroc.  | 1978               |
| • Zirari Devif Michèle             | Le principe de légalité en matière pénale (publié par la Faculté).                                | 1978               |
| • Alaoui Boukhris Hafid            | L'Etranger en droit pénal marocain.   | 1978               |
| • Bendraoui Abderrahim             | La publicité mensongère et la protection du consommateur en droit marocain.                       | 1980               |
| • Benyahya Mohamed                 | Le régime de retraite au Maroc.   | 1980               |
| • Doumou Omar                      | Le nantissement du fonds de commerce.   | 1980               |
| • Ghazali Ahmed                    | Les contrats règlements en matière de transports terrestres de marchandises.                      | 1981               |
| • Aroui M'hamed                    | L'assistance internationale au recouvrement d'impôt.  | 1981               |
| • Cherkaoui Mohamed                | Le contentieux fiscal au Maroc.   | 1982               |
| • Lyazidi Khalid                   | La responsabilité du banquier au Maroc.   | 1982               |
| • Ameer M'barek                    | Le statut juridique de l'eau et l'irrigation au Maroc.  | 1982               |
| • Charhi M. Abdellah               | De l'attribution des lots agricoles d'origine domaniale.  | 1983               |
| • Labdi Samir                      | Le contrat de crédit-bail au Maroc.   | 1983               |
| • Tahiry Mehdi                     | Le transfert des revenus et capitaux des étrangers en droit marocain.                             | 1983               |
| • Mamouni Mohamed                  | La responsabilité de l'employeur pour rupture abusive du contrat de travail à durée indéterminée. | 1983               |
| • Mouhib Milouda                   | La représentation des travailleurs dans l'entreprise.   | 1983               |

| السنة     | موضوع الأطروحة  | الاسم والنسب       |
|-----------|---|--------------------|
| 1982      | طرق ابرام الصفقات العمومية  | حماد حميدي         |
| 1983      | عناصر عن تصور العلاقات الدولية لدى أحمد بن خالد الناصري           | عبد اللطيف حسني    |
| 1983      | تطور الدبلوماسية الامريكية في مصر منذ 1967 إلى اغتيال السادات     | مطيع المختار       |
| 1983      | العلاقات الاتفاقية بين المغرب والبلدان الافريقية 1956 - 1981      | أحمد العبدلاوي     |
| 1983      | القرارات الادارية بين رقابة المشروعية والملائمة في المغرب         | عبد الله الادريسي  |
| 1983      | الطعون الانتخابية بالمغرب   | عامر عدي           |
| 1983      | تصورات حركة المقاومة الفلسطينية لاستراتيجية حرب التحرير 68 / 1982 | محمد عياد          |
| 1984 / 83 | اشكالية وحدة المغرب العربي  | مالكي محمد         |
| 1984 / 83 | العسكرتارية الناصرية  | صابر حماد          |
| 1984 / 83 | محاولة حول بعض المجالات الايدولوجية في المغرب                     | بوجداد السيد أحمد  |
| 1984 / 83 | الممارسة الاستثنائية في القانون الدولي العام                      | الفهري يوسف الفاسي |

| السنة | موضوع الأطروحة  | الاسم والنسب              |
|-------|---|---------------------------|
| 1980  | دعوى الالغاء بسبب الشطط في استعمال السلطة ودورها في الحفاظ على حقوق الافراد وحريتهم | عبد الله حداد             |
| 1980  | السياسة الخارجية المغربية واتفاقيات الشغل الثنائية (هجرة اليد العاملة)              | أحمد بنكوكوس              |
| 1980  | جامعة الدول العربية والمنازعات الاقليمية العربية                                    | علي كرمي                  |
| 1981  | حركة القوميين العرب والقضية الفلسطينية  | ابراهيم ابراش             |
| 1981  | تطور مواقف الدول الافريقية تجاه القضية العربية بين 1967 - 1977                      | عبد الرحمان جاموس         |
| 1981  | الملف الدبلوماسي لنزاع الصحراء في إطار منظمة الوحدة الافريقية                       | عبد السلام السفيري        |
| 1982  | الاحزاب الاسرائيلية ومفهوم اليمين واليسار   | سليم نوران اجنيد          |
| 1982  | الوصاية على الهيئات المحلية   | عدنان عمرو سليمان         |
| 1982  | ديبلوماسية مؤتمرات القمة في العلاقات العربية  | محمد محمد الصوفي          |
| 1982  | المسألة الفلسطينية ومشروع الحكم الذاتي 1977 / 1979                                  | محمد عبد الغني الحاج قاسم |
| 1978  | كتلة عدم الانحياز وتأثيرها على العلاقات الدولية                                     | محمد مفتاح البقالي        |
| 1982  | الحريات العامة في الاسلام   | غصون عدي                  |
| 1982  | ممارسة التراضي داخل مجلس الأمن  | أحمد سرحان                |

| السنة         | موضوع الأطروحة  | الاسم والنسب |
|---------------|---|--------------|
| 1984 / 1 / 20 | سلطان الارادة في ضوء قانون<br>الالتزامات والعقود المغربي : أسسه<br>ومظاهره في نظرية العقد | محمد شليح    |
| 1984          | السلطة التأديبية لرئيس المؤسسة في<br>قطاع الشغل الخاص بالمغرب                             | بوعزيز محمد  |
| 984           | الضمان الاحتياطي في الكبيالة وفق<br>التشريع المغربي                                       | بكور المختار |
| 1984          | علاقات الشغل الجماعية في قطاع<br>الصيد البحري   | نظامة محمد   |

2 - القانون العام

| السنة | موضوع الرسالة  | الاسم والنسب           |
|-------|--|------------------------|
| 1978  | حق الدفاع الشرعي في العلاقات<br>الدولية المعاصرة               | عبد الواحد الناصر      |
| 1978  | سياسة الوفاق - أسبابها -<br>مظاهرها - مضاعفاتها                | محمد تاج الدين الحسيني |
| 1979  | السيادة المغربية من خلال التسوية<br>القضائية في القانون الدولي | كريم بلقاسم            |
| 1979  | المشكلة الروديسية منذ إعلان<br>الاستقلال الانفرادي             | الحسن بوقنطار          |

| السنة     | موضوع الأطروحة  | الاسم والنسب              |
|-----------|---|---------------------------|
| 1981      | أركان جريمة القتل العمد في الشريعة الاسلامية وفي القوانين الوضعية           | عبد الله كمال             |
| 1981      | آثار الرهن الرسمي بالنسبة للدائن المرتهن والحائز في التشريع العقاري المغربي | كريم السعد مصطفى جدوع     |
| 1981      | مراحل الاشهار في المواد التجارية وآثاره في التشريع المغربي                  | أحمد البرقي اليوسفي       |
| 1982      | الاقرار في القانون المدني   | عبد السلام السليمانى      |
| 1982      | التجدة البحرية ومكافآتها في القانون المغربي                                 | محمد خداش                 |
| 1982      | التزامات الدائن المرتهن رهن الحيازة   | عمر النافعي               |
| 1983      | نظرية الظروف الطارئة بين النظرية والتطبيق                                   | عبد الرحان أسامة          |
| 1983      | الاكتتاب في رأس مال شركات المساهمة في القانون التجاري المغربي والأردني      | أحمد عبد العزيز عوض       |
| 1983      | بيع ملك وفقا لأحكام قانون الالتزامات والعقود المغربي                        | عبد الرحان أحمد جمعه      |
| 1983      | نطاق تجديد الايجار التجاري في القانون المغربي                               | مولاي علي الادريسي        |
| 1984 / 83 | عقد السمسرة في القانون المغربي والأردني                                     | ناجي سعيد الموسي          |
| 1984 / 83 | آثار الافلاس على ذمة المفلس في القانون التجاري والمغربي والأردني            | عبد العزيز سلمان اللصاصمة |

## قائمة الرسائل

1 - القانون الخاص

| السنة | موضوع الرسالة   | الاسم والنسب         |
|-------|---|----------------------|
| 1976  | طوائف الصناعة التقليدية وانظمتها<br>بمدينة فاس  | أحمد الغازي الحسيني  |
| 1976  | وضعية الأجانب في ظل ظهير 2<br>مارس 1973 المتعلقين باسترجاع<br>ومغربة بعض الأنشطة الاقتصادية | محمد الوكيل          |
| 1976  | الشرط في قانون الالتزامات والعقود<br>المغربي  | عبد الرحمان مصلح     |
| 1977  | التحقيق الاعدادي على ضوء<br>التغييرات المدخلة عليه بمقتضى<br>ظهير 28 شتنبر 1974             | عمر أبو الطيب        |
| 1977  | الصورية في ضوء التشريع المدني<br>المغربي  | محمد عبد السلام شعبي |
| 1979  | المحاولة في القانون الجنائي المغربي   | عبد الله كيلاني      |
| 1979  | علاقة المدينين المتضامنين بالدائن في<br>التضامن السليبي                                     | زيد قدرى الترجمان    |
| 1977  | أداء الأجور وضمائنه القانونية   | علي الصقلي           |
| 1979  | الخطأ في المسؤولية التقصيرية<br>الشخصية   | عبد الرحمان مصلح     |
| 1980  | مستقبل الضمان الاجتماعي في<br>المغرب ولبنان   | سعيد يوسف البستاني   |

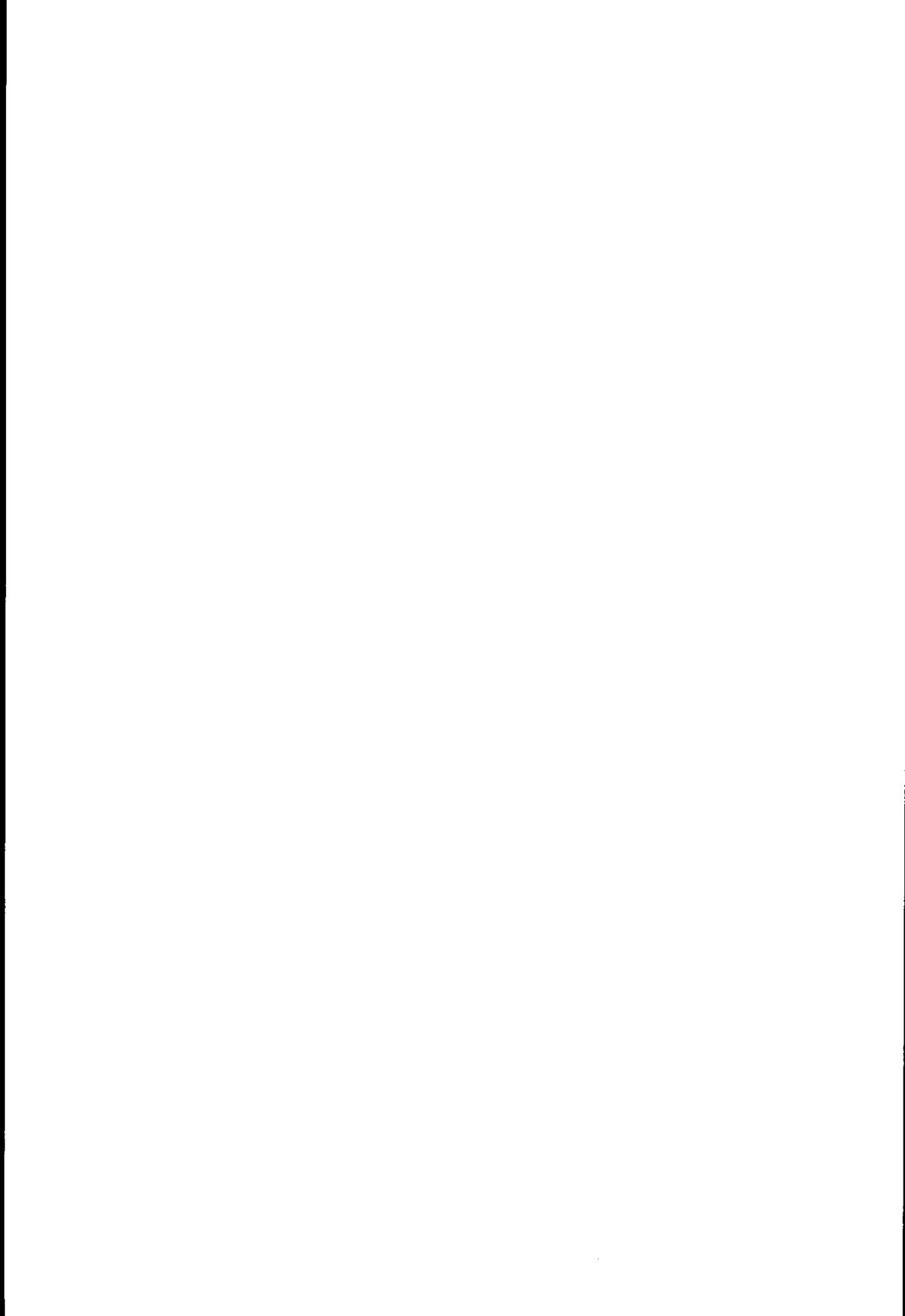
## قائمة الاطروحات لغاية 31 مارس 1984

1 - القانون الخاص

| السنة     | موضوع الأطروحة   | الاسم والنسب         |
|-----------|--|----------------------|
| 1982      | نظرية التعسف في استعمال الحق وتطبيقها في حقل الملكية العقارية      | زيد قدري الترجان     |
| 1982      | تنفيذ الالتزام بمقابل التعويض قضائيا في التشريع المدني المغربي     | سعيد الدغيمر         |
| 1982      | تحكيم البنك الدولي لتسوية خلافات الاستثمار بين دولة وشخص خاص أجنبي | محمد الوكيلى         |
| 1982      | الشفعة في القانون المغربي  | محمد معجوز المزرغاني |
| 1982      | الضرر القابل للتعويض أمام القضاء الجنائي                           | عمر أبو الطيب        |
| 1983      | نظام التنفيذ المعجل للاحكام المدنية في القانون المغربي             | محمد السماحي         |
| 1984 / 83 | علاقة الضمان الاجتماعي بنظم الأسرة وقانون الاحوال الشخصية          | سعيد يوسف البستاني   |

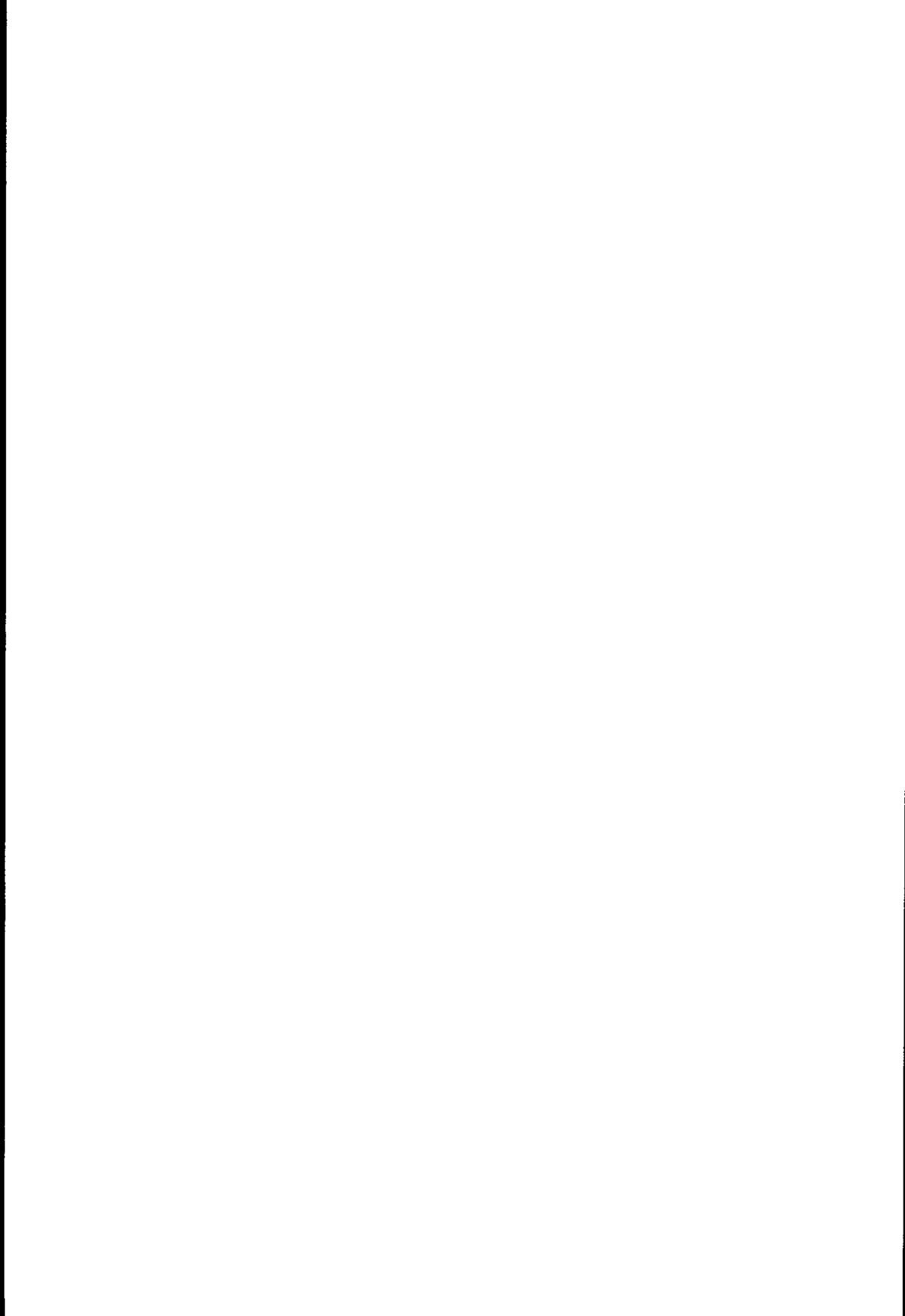
2 - في القانون العام

| السنة | موضوع الأطروحة   | الاسم والنسب |
|-------|--|--------------|
| 1979  | شروط وطرق تولية رئيس الدولة في النظم الدستورية المعاصرة وفي الفكر السياسي الاسلامي | مصطفى قلوش   |



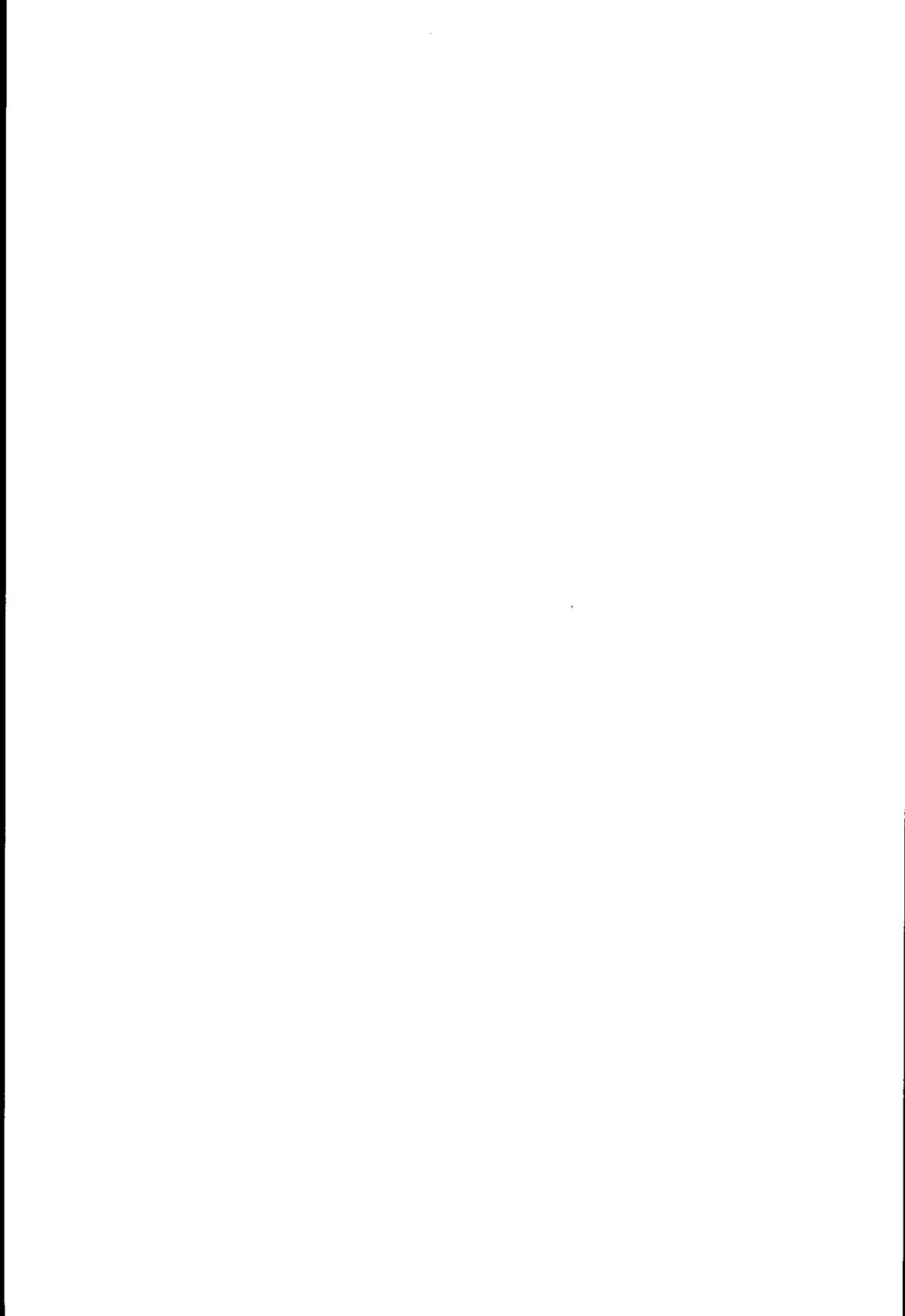
- لائحة الأطروحات والرسائل

التي نوقشت بكلية العلوم القانونية  
والاقتصادية والاجتماعية بالرباط  
بعد سنة 1976



# 3. مراجع

مراجع منسقة



واقعه الطرد انطلاقا من اقدمية العارض وطالب تبعا لذلك تعديل الحكم الابتدائي وذلك برفع التعويض المحكوم به إلى الحد المطلوب في المقال الافتتاحي .

وحيث انه بالفعل فبعد أن وصف الفصل بانه تعسفي مادام جاء فجائيا حينما لم يؤسس على ميعاد التنبيه وتعسفا حينما لم يؤسس على خطأ جسيم فإن المستأنف عليه يستحق تعويضا يجب أن ينطلق أساسا من معطيات استقر عليها الاجتهاد تتمثل في مدة الاقدمية إذ أنها بالنسبة للمستأنف تبعا يفوق عشرين سنة ..... وفي مبلغ اجرتة الشهرية طيلة المدة في حدود 10٪ مع الأخذ بعين الاعتبار سن الأجير وصنفه المهني .

وحيث انه انطلاقا من هذه المعايير المستقر عليها في ظل السلطة التقديرية واحتراما لأوضاع الطرفين العامة ترى المحكمة تحديد التعويض عن الفصل في مبلغ ..... وبالتالي تعديل الحكم الابتدائي جزئيا .

### منطوق القرار

ان غرفة المدينة وهي تقضي علنيا ونهايا وحضوريا تصرح :

في الشكل : بقول الاستئناف الأصلي والتبعي .

وفي الموضوع : بان الاستئناف الأصلي غير مؤسس وبأن الاستئناف التبعي مؤسسا جزئيا وبتأييد الحكم الابتدائي فيما قضى به مع تعديله فقط بالنسبة للتعويض عن الطرد التعسفي وذلك برفع المبلغ المحكوم به إلى 10000,00 درهم وقرار باقي اجزاء الحكم وجعل الصائر على المستأنف أصليا .

وقد كانت الهيئة الحاكمة متركبة من السادة :

هاشم العلوي رئيسا ومقررا

الحاج الكبير مستشارا

محمد مزروع مستشارا

وبحضور السيد علي الرحالي ممثل النيابة العامة .

وبمساعدة السيد محمد الزمي كاتب الضبط .

امضاء

كاتب الضبط

المستشار المقرر

الرئيس

القضائي لم يجعل منه خطأ جسيماً يرتب الفسخ ولكن جعل منه حالة توقف عقد الشغل ومن ثم لا يوصف الاضراب ولا سيما الاضراب البطيء بالخطأ الجسيم ولا يرتب بالتالي فسخ العقد من جانب واحد ومن ثم لم تقتصر واقعة الفصل أن تكون فسحا فجاجيا بل تعدته حينما لم تراعى مهلة الانذار إلى الفصل التعسفي .

#### سادسا : فيما يتعلق بحجية وصل الابرء المستدل به

حيث تمسكت الطاعنة بأن المستأنف عليه توصل بمبلغ مالي كتعويض اجمالي عن انهاء العلاقة ومع ذلك لجأ إلى القضاء ليطلب من جديد بمبالغ متعددة . لكن أمام عدم اقرار المستأنف عليه وأمام مقتضيات الفصل 745 من قانون العقود والالتزامات الذي أحاط وصل الابرء بشروط وبيانات يجب توافرها باجمعها تحت طائلة البطلان فإن الوثيقة المستدل بها تفتقر لكافة الشروط المنصوص عليها في الفصل المذكور فهو يفتقر للكتابة بخط اليد ولعبارة قرئ وصادق عليه واستبدال التوقيع في حالة كون المستأنف عليه أميا بتوقيع شاهدين يختارهما الأجير بنفسه ولم يخور في نظيرين ومن ثم لا يعتد به .

#### سابعا : فيما يتعلق بالطعن بعدم نزاهة تقرير السيد مفتش الشغل

حيث انه من الأكيد ان ما جاء في تقرير السيد مفتش الشغل المبني على قرار قضائي كلفه بهذه المهمة تلقائيا قد ساعد تنوير العدالة انطلاقا من معابنته للنازلة لاختصاصه إذ أن خبرته دخلت في اجراءات التحقيق وبما أنها صدرت من جهة مختصة بناء على قرار قضائي وبما أنه موظف محلّف فلا يطال تقريره أي مطعن باستثناء الطعن بالزور ضد محتوى تقرير وهو اجراء لم توضح المستأنفة نيّتها أو عزمها على ممارسته ومن ثم يكون هذا الطعن في غير محله ويتعين رده .

وحيث يترتب على كل التحليل أعلاه أن الاستيناف الأصلي لم يكن مؤسسا ومن ثم فإن الحكم الابتدائي بالنسبة للاستيناف الأصلي كان في محله ويتعين تأييده وتحميل المستأنفة الصائر .

#### 2 - فيما يتعلق بالاستيناف التبعي :

حيث اعتبر المستأنف تبعيا ان القاضي الابتدائي بعد أن وصف الفصل بأنه تعسفي لم يصادف الصواب حينما تصدّى للتعويض فقدره تقديرا لا يتناسب مع اثار

رابعاً : فيما يتعلق بخرق القاضي الابتدائي لمقتضيات الفصل 277 م.م

حيث تعيب الطاعنة على القاضي الابتدائي عدم قيامه بمحاولة الصلح التي قررها الفصل 277 من قانون المسطرة المدنية ويترتب على ذلك بطلان الحكم الابتدائي .

لكن حيث ان الفصل 277 المذكور جاءت صياغته تقضي «يحاول القاضي في بداية الجلسة التصالح بين الاطراف» والملاحظ ان المشرع لم يرتب جزاء على اهمال القيام بهذه المحاولة والحالة هذه ان ظروف النزاع الحالي تفيد ضمناً بل جلياً أنها تستعصي على الصلح وحلها لا يمكن الا عن طريق قرار قضائي بل ان الفصل 277 لم يستعمل صيغة الوجوب والالزام كما كان الفصل 36 من ظهير المحاكم الاجتماعية يقضي كما أن المشرع أبقى على ترتيب البطلان في حالة اهمال القيام بمحاولة الصلح بالنسبة لحوادث الشغل في إطار ظهير 6 2-63 ولم يشدد بالنسبة لنزاعات الشغل في إطار ظهير المسطرة المدنية الجديد ومن تم فالنص ساعد على تحقيق نية المشرع انطلاقاً من مبدأ استقرار التعامل ومن ثم كان هذا الموجب غير مؤسس ويتعين رده .

خامساً : فيما يتعلق بالدفع بارتكاب المستأنف عليه للخطأ الجسيم ممثلاً في الاضرار البطيء

حيث ان المحكمة وقد كيفت النزاع على أساس أنه نزاع شغل فردي فيترتب على ذلك رقابتها على حق الفسخ من جانب واحد ان كان مبرراً أم لا نظراً لما يترتب على كل وضع من آثار .

وحيث أن الطاعنة تمسكت منذ المرحلة الابتدائية بأن قيام المستأنف عليه بالاضراب البطيء الذي أثر على الانتاج بشكل خطأ جسماً يبرر لها حق ممارسة فسخ عقد الشغل .

لكن حيث أن الفصل السادس من ظهير 23-10-48 بشأن النظام النموذجي الضابط لعلاقة الافراد بمؤاجريهم حينما خول للمؤاجر فسخ عقد الشغل بدون سابق اعلام خوله هذا الحق بالنسبة لما أسماه الظهير في فصله السادس بالخطأ الشنيع وحينما مثل على الأخطاء الجسيمة أورد عدة أمثلة لم يذكر من بينها الاضرار بل ان الاضرار في نطاق الفصل 14 من الدستور حق مشروع بل ان العمل

كله لم يكن السبب الوحيد في تخفيض الانتاج فإذا أضفنا إلى ذلك أن الحوار ابتداء بعد اغلاق المؤسسة ليستمر سبعة أشهر منذ 20-5-78 إلى 20-12-78 فانما اسبغ الصفة الجماعية من طرف المستأنفة للنزاع جاء بعد أن كان النزاع فرديا يوم صدور قرار الفصل عن طريق اغلاق المؤسسة والعبارة ليوم الفصل وأسبابه يعتبر ذلك اقتناع شركة تزفيت الطرق بنفسها بأن النزاع فردي وليس جماعي حينما ترافعت ابتدائيا على هذا الأساس ولم تثر الصفة الجماعية للنزاع الا في المرحلة الاستئنافية باعتبارها مرحلة نهائية يجب إيجاد كافة الأسلحة معها لكسب الدعوى .

وحيث انه في ضوء نوعية المطالب المؤسسة عليها الدعوى ونوعية الأسباب التي اعتمدت في تقرير فصل المستأنف عليه مع بقية العمال واعتبارا لنية الاطراف كمنطلق للنزاع وكل المصالح التي تحميها هذه الدعوى هي مصالح فردية لمجموعة من العمال صادفت وتعايشت مع مصلحة جماعية فإن المحكمة تجزم بان النزاع الحالي نزاع فردي للشغل وليس جماعيا .

### ثالثا : فيما يتعلق بالدفع بسبقية الحكم

حيث اعتبرت الطاعنة أن بروتكول الاتفاق المخرج يوم 20-12-78 في اجتماع اللجنة الوطنية للتوفيق انه أنهى النزاع وانه من الرجوع إلى صك البرتوكول المذكور رغم أن ما أدلى به هو صورة فتوغرافية لاصل نلاحظ أن الموقعين هم مندوب العمال ومسؤول عن نقابة الاتحاد المغربي للشغل وممثل للسيد وزير الشغل والتكوين المهني فمن جهة ففوة الشيء المقضي به التي يعتد بها لتقرير سبقية الحكم تعود لحكم قضائي صادر من جهة قضائية مع توافر شرط وحدة النزاع والاطراف فمن جهة البرتوكول المذكور ليس قرارا قضائيا وليس هناك ما يثبت أن الاتفاق المذكور يشمل المستأنف عليه فليس هناك ذكر لاسمه ولا لحضوره في الاتفاق . فمندوبو العمال في إطار ظهير 29-10-62 لهم اختصاص داخل المؤسسة بالنسبة لرئيس المؤسسة في شأن تقديم المطالب والدفاع عنها داخل مكتب المؤجر وادارته ونقابة العمال تمثل الاجراء كطرف في ابرام الاتفاقيات الجماعية للشغل وفي حالة النزاع بشأنها اما في حالة النزاع الفردي فحضور المعني بالأمر ضروري لابرام الاتفاق ومن ثم فلا حجية لبرتوكول الاتفاق المستدل به لا بالنسبة للاطراف ولا بالنسبة للمحكمة والحالة هذه ان المنطلق باطل لأن اجراء الاغلاق باطل مادام خرق مقتضيات المرسوم الملكي المؤرخ في 14-8-1967 من حيث افتقاره لترخيص عامل الاقليم .

ان ترخيص السيد عامل الاقليم في إطار مرسوم 14-8-67 بشأن الاغلاق الجزئي أو الكلي لم تحصل عليه المؤجرة ذلك أن بطلان هذه المسطرة يأتي من عدم الانطلاق من الاعتبار الفردي الذي هو صحيح .

وحيث ان نية المدعي بدورها تلعب دورا في تكييف النزاع هل هو جماعي أم فردي فإذا اهتمت بمصلحة خاصة لكنها تصادفت وتعايشت مع مصلحة جماعية كنا أمام نزاع فردي وليس جماعي فمحكمة النقض الفرنسية على لسان المستشار روجي دلي لستان (مجلة القانون الاجتماعي فبراير 75 الصفحة 22) ذهبت إلى أن تعايش مصالح فردية لا يعطي للنزاع طبيعة جماعية فالمدعي كما هو الشأن بالنسبة للمدعين الباقين في القضايا المرفوعة ضد نفس المؤجر في هذه النازلة تعلقت بطلب التعويض عن العطللة السنوية لشهر ماي 78 والتعويضات العائلية عن نفس الشهر فضلا عن مهلة الاخطار والتعويض عن الطرد التعسفي فالحق في التعويض عن العطللة السنوية أو العائلية مثلا هي مصلحة شخصية وفردية مادام مستقر عليها في نصوص وعقود وان المطالبة بها من مجموعة عمال لا يعطي النزاع طابع الجماعي .

وحيث ان الفقه الحديث في المادة الاجتماعية يعتبر أن طرد مجموعة من العمال يمكن أن يكون طرد فرديا كما أنه بالمقابل يمكن أن يكون فصل عامل واحد يكتسي طابع النزاع الجماعي وحتى يكون النزاع جماعيا يجب أن يؤسس على سبب واحد ويكون هذا السبب اقتصاديا ومعلوم أن السبب الاقتصادي يعتبر بطلب الزيادة في الأجور مثلا وعليه في نظر هذا الفقه (جان بيلسي في كتابه القانون الجديد للفصل ص 39) فنصل مجموعة من العمال نظرا لارتكابهم أخطاء جسيمة تتمثل في الاضراب يعتبر مجموعة قرارات فصل فردية وكل فصل على حده يجب أن يخضع لقواعد النزاع الفردي للشغل .

وحيث يتجلى من ذلك أن هذا هو ما يطبق على الواقعة موضوع هذا الملف فسلوك الاضراب البطيء هو الذي أسست عليه الطاعة قرار الفصل الجماعي .

وحيث أن الاضراب وان استقر القضاء على أنه لا ينهي عقد الشغل وإنما يوقفه فإن تقرير السيد مفتش الشغل أشار في تقريره إلى أن انخفاض الانتاج لم يكن بفعل الاضراب البطيء وإنما يرجع إلى طريقة تنفيذ عملية تفجير البارود والمفرقات مما يبقى معه انه رغم مشروعية الاضراب وعدم تأثيره على انهاء العقد فإنه مع ذلك

اتباعها إذا تعلق الأمر بنزاع شغل جماعي إلا أنه لم يحدد ما هو النزاع الجماعي ولم يوضح عناصره فكلماً أمر به هو وجوب اللجوء إلى التوفيق والتحكيم اجبارياً قبل الإقدام على أي أضراب .

وحيث يجب تبعا لذلك البحث عن نية المشرع لتكييف النازلة الحالية من خلال وقائعها هدياً بما استقر عليه الاجتهاد والفقهاء .

وحيث انه من المتفق عليه أنه يجب توافر شرطين حتى يكون النزاع جماعياً أولهما أن يكون أحد أطراف النزاع مجموعة عمال مؤطرة تأطيراً قانونياً (النقابة) أو واقعياً ويعني ذلك مجموعة من العمال أو صنف مهني فقط ، وثانيهما أن يمثل النزاع مصلحة جماعية لهؤلاء تستهدف تعديل ما هو متفق عليه أو منصوص عليه في القانون القائم إلى ما هو أصلح وأفيد للاجراء على عكس المطالبة بتطبيق ما هو معترف به أو منصوص عليه في القانون أو العقد الساري فهذا الأخير هو النزاع الفردي (انظر مقال للمستشار بمحكمة النقض الفرنسية روجي دي لستان منشور في مجلة القانون الاجتماعي بتاريخ فبراير 1974 (الصفحة 22 وما يليها) .

وحيث انه إذا كان الشرط الأول متوفر تجاوزاً على أساس ان قرار الطرد استهدف مجموعة من العمال فن الأكيد بالنسبة للشرط الثاني فلا يوجد بالملف ما يوضح أن المستأنف عليه بمعية العمال الباقين سبق له أن طالب بزيادة في الأجرة أو بصفة عامة طالب باحسن مما هو منصوص عليه في عقد الشغل أو منصوص عليه في قانون أو قرار أو نظام داخلي للمؤسسة والذي طالب به هو والعمال يتعلق بمكافأة الانتاج المتفق عليها والتي رغم رقم الانتاج الذي حققه العمال لم يحصلوا عليه كما يشهد بذلك بحث السيد مفتش الشغل الذي لا يمكن الطعن ضده إلا بدعوى الزور وهو الشخص المتخصص والمكلف وعليه لم يطالب المستأنف عليه مع بقية العمال بتعديل ما هو قائم وإنما طالب معهم بتحقيق وبتطبيق ما هو موجود من اتفاق والحالة هذه أن الاضراب وان وجد لا ينهي عقد الشغل وإنما يوقفه وهذا ما جعل المشرع يخضع لمسطرة تسويته باللجوء إلى لجنة التوفيق ثم التحكيم قبل الإقدام عليه .

وحيث تفيد عناصر الملف أن مسطرة التوفيق (دون بحث اثارها) كانت يوم 20-12-78 في حين أن اغلاق المؤسسة كان يوم 20-5-78 أي أن المسطرة جاءت بعد الأوان الذي حدده المشرع في نطاق ظهير 19-1-46 بل

المختصة في نزاعات الشغل الجماعية هيئة بعيدة من أن تكون قضائية نظرا لطبيعة تشكيلها في هيآت تنتمي في أغلبها إلى السلطة التنفيذية وإلى المنظمات النقابية وهذا ما يجعل من المنطق القانوني قبول اثاره الدفع بعدم الاختصاص النوعي (وبالنسبة لهذه القضية بالذات) في أية مرحلة كانت عليها الدعوى بما في ذلك لأول مرة أمام محكمة الدرجة الثانية سواء كان الحكم حضوريا أو غيابيا بل ولو لأول مرة أمام المجلس الأعلى ليس لأن ظهير 19-1-46 من النظام العام بل لأن نوعية هذا الدفع المثار بين اختصاص جهة قضائية وجهة أخرى غير قضائية يمس النظام العام في جوهره. وبالتالي تكون الوسيلة الأولى من الطعن بالاستئناف في محلها من حيث القبول وان كان من حيث الجوهر فلا أثر لها مادام النزاع الحالي في جوهره نزاع فردي كما سيأتي في حيشة لاحقة.

ثانيا : فيما يتعلق بتكييف النزاع هل هو جماعي أم فردي :

حيث انه بتاريخ 20-5-78 وجد المستأنف عليه باب المؤسسة مغلقا في وجهه ووجه عمال آخرين وعلى اثر ذلك توصل بالاعلام بالفسخ كغيره من بقية العمال فقام بتقديم دعوى استهدفت الحصول على التعويض من العطلة السنوية والتعويضات العائلية عن شهر ماي 78 وتعويض خرق مهلة الاخطار وكذا التعويض عن الطرد التعسفي.

وقد استندت الطاعنة لتبرير قرار الطرد بانه جاء نتيجة خطأ جسمي متمثل في الاضراب البطيء الذي كان يقوم به المستأنف عليه مع مجموع العمال والذي كان له أثر بالغ على انخفاض الانتاج الأمر الذي جعل المؤسسة تطلب الترخيص بالطرد الجماعي للعمال واغلاق المؤسسة وبعد ذلك اللجوء إلى مسطرة التوفيق على يد اللجنة الوطنية للتوفيق التي انعقدت يوم 20-12-1978 والتي حضرها مندوبو العمال ونقابة الاتحاد المغربي للشغل الذي تم ابرام صلح معهم نيابة عن العمال يسمح باستئناف العمل بواسطة 47 عاملا ولا يشمل هذا الصلح من توصل بالتعويض الاجمالي من العمال وانطلاقا من هذه الاحداث ترى الطاعنة أن الأمر يتعلق بنزاع جماعي حركته احداث الاضراب البطيء وعدم الامتثال لاتفاقات حول عدم المطالبة بأجور زائدة غير المتفق عليها.

وحيث ان ظهير 19-1-46 المطالب بتطبيقه اكتفى بوضع المسطرة الواجب

- (3) اعتبار ان قرار الفصل مؤسس على خطأ جسيم وبالتالي فهو مبرر .
- (4) الدفع بسبقية الحكم .
- (5) الدفع بخرق القاضي الابتدائي لمقتضيات الفصل 277 من قانون المسطرة المدنية .
- (6) الطعن في تقرير السيد مفتش الشغل .

### أولا : فيما يتعلق بالدفع بعدم الاختصاص النوعي :

حيث جاء في الوسيلة الأولى للطعن بالاستئناف أن المحاكم القضائية غير مختصة للنظر في النزاع الجماعي الذي يعود قانونا وفي نطاق ظهير 19-1-46 المتعلق بالصلح والتحكيم في مادة نزاعات الشغل الجماعية إلى لجان الصلح والتحكيم ذلك أن احداث النازلة وكافة عناصر الملف تفيد جليا ان الأمر يتعلق بنزاع جماعي ومن ثم لم يكن القاضي الابتدائي مختصا نوعيا وبالتالي وجب التصريح بعدم الاختصاص في نطاق الظهير المشار إليه الذي له مساس بالنظام العام وبالتالي يمكن إثارة هذا الدفع في جميع المراحل التي تكون عليه الدعوى ولو لأول مرة أمام المجلس الأعلى على عكس ما يراه المستأنف عليه بأن امكانية الدفع بعدم الاختصاص النوعي هنا غير ممكنة في الدرجة الثانية إذا كان الحكم المطعون فيه قد صدر حضوريا استنادا للفصل 16 من ظهير المسطرة المدنية .

وحيث تلاحظ المحكمة أنه لا جدال في أن الدفع بعدم الاختصاص النوعي لا يمكن أن يثار لأول مرة أمام محكمة الدرجة الثانية في الحالة التي يكون صاحب المصلحة في هذا الدفع قد تابع المسطرة ابتدائيا بصفة حضورية دون أن يثير الدفع المذكور .

لكن حيث أن المشرع بالنسبة لمقتضيات الفصل 16 المذكور يقصد الاختصاص النوعي بين المحاكم القضائية فيما بينها كما هو الحال مثلا بين المحكمة الابتدائية وحاكم الجماعة إذا ما أثير الدفع . اما والحالة هذه فالدفع بعدم اختصاص جهة قضائية نوعيا بالنسبة لاختصاصات جهة غير قضائية فليس مقصودا في مفهوم الفصل 16 ومن تم امكن القول بأن فكرة النظام العام هنا تجد أهم تطبيقاتها فلا يمكن للقضاء أن يمارس اختصاصا غير قضائي مستفيدا من اهمال أحد الخصوم اثاره الدفع فالهياة

وحيث أحيل الملف على النيابة العامة في إطار الفصل 9م.م قصد وضع مستنتاجاتها في ضوء مرافعات الاطراف فادلت بمذكرة اعتبرت فيها أن الدفع بعدم الاختصاص في غير محله وأن المحكمة الابتدائية مختصة وأن الوصولات المستدل بها حول أخذ المبالغ المالية لا تتوفر فيها مقتضيات الفصل 745ق.ع.ل وبعد ذلك طالبت الحكم بما تراه المحكمة قانونا .

وحيث ارتأى المستشار المقرر السيد هاشم العلوي اصدار قرار بالتخلي لجلسة 23-2-82 توصل به محاميا الطرفين واخرت القضية للمداولة والنطق بالحكم لجلسة يومه .

وحيث انه في جلسة 23-2-82 التمس الاستاذ الديغوسي من المحكمة ابداء ملاحظات شفوية وامام عدم حضور الاستاذ بوغالب عن الطرف الآخر ذكرت المحكمة الاستاذ الديغوسي بان عدم حضور نائب المستشارف عليه من جهة لا يسمح له بابداء ملاحظاته الشفوية ومن جهة فإن ترديد ما سبق قوله لا جدوى منه مادامت المرفقات تتضمن كل التفاصيل وبعد أن سمح له بتكرار ما هو مكتوب استبعدت المحكمة هذه الملاحظات التي لم تأت بجديد ولا تتطلب عرضها على محامي الطرف الثاني .

### التعليل :

من حيث الشكل :

حيث ان الاستيناف مقدم داخل الأجل القانوني وعلى الصفة المطلوبة الأمر الذي يجب معه قبوله شكلا .

من حيث الموضوع :

1 - فيما يخص الاستيناف الأصلي :

حيث أسست الطاعنة شركة تزفيت الطرق موجبات طعنها بالاستئناف ضد الحكم الابتدائي على الوسائل الآتية :

(1) الدفع بعدم الاختصاص النوعي .

(2) اعتبار أن النزاع الحالي نزاع جماعي وليس نزاعا فرديا للشغل .

خطورة الضرر الفادح الذي لحق به وانه طرد من عمله بعد قضاء عشرات السنين في العمل والتضحية فأصبح نتيجة الطرد مشردا هو وجميع أفراد عائلته ومن تم يطالب برفع التعويض المحكوم به إلى الحد المطلوب ابتدائيا .

وحيث أدلت المستأنفة بمذكرة مؤرخة في 6-5-1981 طالبت فيها بضم الملفات من 1399 إلى 80/5/1424 للحكم فيها بحكم واحد نظرا لوحدة الاطراف والطابع الجماعي للنزاع تفاديا لصدور أحكام متناقضة .

وبعد ذلك عقب الأستاذ الديغوسي عن الاستئناف التبعي بمذكرة اعتبر فيها أن جواب المستأنف عليه جاء فيه تحريف لعناصر الملف ولوقائع وظروف النازلة ولقتضيات قانونية وتجاهل اجتهادات قضائية قارة ، ذلك أن الدفع بعدم الاختصاص المبني على ظهير 19-1-46 يمس النظام العام ومن تم يمكن أن يتار في أية مرحلة كانت عليها الدعوى ولو في مرحلة النقض بل حتى بعد صدور قرار بالتخلي . وحول الطابع الجماعي للنازلة فعناصر الملف تشهد به فالنزاع ابتداء بالمطالبة بالزيادة في الأجور قبل الأوان ثم مورس الضغط بالاضراب البطيء بشكل متوال أدى إلى تدهور الوضعية المالية للمستأنفة مما أدى إلى التفكير في تنظيم جديد لأوقات ودورية العمل وعلى اثر الرفض اضطرت العارضة إلى ممارسة حق الفصل لوجود الخطأ الجسيم متمثلا في الاضراب البطيء وقد تم تبليغ قرار الفصل جماعيا برسائل مضمونة وبعد هذا العزل الجماعي أحيل النزاع على جهاز التوفيق والتحكيم في نطاق ظهير 19-1-46 فبتت اللجنة الوطنية للتوفيق بحضور النقابة والمندوبين بمقتضى برتوكول 2-1-79 وبعد الاحتفاظ فقط بـ 47 عاملا وفصل الباقي توصل هؤلاء استثنائيا بمبالغ مالية وقعوا عليها جماعيا ، ومع ذلك بادروا إلى رفع دعاوي جماعية وبعد الإحالة على الوثائق المستدل بها التي يرى المستأنف أنها هي دلائل على الطابع الجماعي للنزاع احوال على كتاب التشريع المغربي للشغل بول لانكر من الصفحة 1 إلى 7 ومجموعة اجتهادات أشار لها في الكتاب المذكور وبعد ذلك دفع بحرق القاضي الابتدائي لمقتضيات الفصل 277م.م حينما لم يقم بمحاولة الصلح التي يترتب على اهمالها بطلان الحكم وبعد ذلك ردد نفس المرافعة الواردة في موجبات الاستئناف حول موضوع النزاع وطالب الحكم وفق مقال الاستئناف .

وبعدما بلغت آخر مذكرة لنائب المستأنفة اسند النظر :

29- 10- 62 في تقديم مطالب العمال المتعلقة بتطبيق تشريع الشغل للمشغل وهذا ليس موضوع الاتفاق والنازلة فالأمر يتعلق بأداء ما هو مذكور في المقال الافتتاحي وهكذا يفقد هذا الاتفاق المستدل به كل حجية وعلى الخصوص وهو لايتوفر على مقتضيات الفصل 451 ق.ع.ل بشأن سببية الحكم وقوة الشيء المقضي به . ومن تم فهذا الدفع مردود أصلا .

### 3 - وحول الدفع بارتكاب المستأنف الخطأ الجسيم المبرر للفصل :

فهذا الدفع يجيب المستأنف عليه انه غير مؤسس ولا هو ثابت فطيلة أقدمية الأجير العارض لم تسجل عليه أخطاء إذا كانت فهل اثبتتها المستأنفة وهل الاضراب خطأ جسيم على علة قيامه مع أن المستأنف عليه ينفي القيام بالاضراب مع أنه حق مشروع في النص الدستوري وإذا كان الخطأ الجسيم هو نقص الانتاج الذي شهدت به خبرة السيد دافيد عمار فهل ذكر التقرير أن هذا النقص من فعل المستأنف عليه وهل كانت هذه الخبرة حضورية كما يقضي بذلك الفصل 63م.م ، إذ الثابت من خلال بحث مفتشية الشغل أن نقص الانتاج يرجع لاستعمال آلات قديمة وطريقة تفجير البارود والمفرعات وليست راجعة للاضراب ومن تم فالأمر يتعلق بسوء تدبير الشركة وأن الرسائل المستدل بها الصادرة عن المكتب الوطني للسكك الحديدية التي هي عبارة عن صور لا حجية لها في نطاق الفصل 440 ق.ع.ل مع أنها هي نفسها تنص على أن النقص في الانتاج يرجع جزئيا إلى عطب العتاد ووسائل الانتاج ، وبعد التذكير برفض المستأنف الزيادة في الأجور المتفق عليها وتأسيس واقعة الطرد على العجز المالي لسنة 77 أكد المستأنف عليه أن التماس الطرد الجماعي الذي تقدمت به المستأنفة لعامل الاقليم لم يرخص لها به فقامت بالطرد واغلاق أبواب العمل واحال على تقرير مفتش الشغل .

### 4 - فيما يخص صلاحية تقرير مفتش الشغل :

إن التحيز الذي وصف به المستأنف تقرير مفتشية الشغل غير مؤسس ولم تستطع اثباته بل إن المحكمة أمرت به تلقائيا ودونما طلب .

### 1 - فيما يخص الاستيناف التبعي :

أكد المستأنف عليه أصليا أن الحكم الابتدائي قضى له بتعويض لا يناسب

الاختصاص النوعي الذي يراد به فقط الماطلة ثم ان استناد المستأنفة على مقتضيات ظهير 19-1-46 لتبرير الدفع بعدم الاختصاص النوعي وعلى اساس مساسه بالنظام العام لا يمكن الأخذ به في النازلة ذلك أن الظهير المذكور يتعلق بالنزاع الجماعي والنزاع القائم في إطار قيام العقد أي قبل الطرد أو الاضراب وهكذا فالأمر لا يتعلق بمطالب موحدة تهم جماعة من عمال الشركة ولا يتعلق بتحسين ظروف العمل ولا بالتخفيض من ساعات العمل ولا بالزيادة في الأجر ولا بانخراط العمال في النقابة أو صندوق الضمان الاجتماعي أو ما شابه ذلك وانه يتعلق الأمر بحق شخص في استخلاص المستأنف عليه لاجرته وتعويضاته العائلية وعطلته السنوية مع مهلة الانذار وتعويضه عن الطرد التعسفي من طرف مشغله هذه الحقوق التي تختلف عن باقي رفاقه في العمل الذين تعرضوا كذلك لنفس المصير ومن تم تتنفي في النازلة صفة النزاع الجماعي وبالتالي يجب استبعاد تطبيق ظهير 19-1-46 المستدل به .

وانه إذا كان الظهير المذكور ينص على اجراءات الصلح والتوفيق بين العمال والمشغل قبل كل طرد أو اضراب كما يتبين من الفصل الأول من الظهير فعنى ذلك ان الأمر يتعلق بنزاع حدث في إطار عقد عمل لازال قائماً وساري المفعول ذلك أن الاضراب والطرْد لا يتصوران إلا في إطار وجود واستمرار عقدة العمل وأن الأمر في هذه النازلة مختلف إذا تعدى مرحلة الاضراب . انتهى إلى فسخ عقد الشغل بصفة انفرادية وتعسفية من طرف المستأنفة وحدها .

## 2 - فيما يخص سببية الحكم :

فقد عقب نائب المستأنف عليه حول هذا الدفع الذي استند في نظره على الاتفاق المزعوم المؤرخ في 20-12-78 والمؤسس على الفصل 18 من ظهير 46 المشار إليه . الذي كما ترى المستأنفة انه ملزم للاطراف وللمحكمة فهو في الحقيقة غير ملزم لا للاطراف ولا بالنسبة للمحكمة . فالمستأنف عليه لم يكن طرفاً فيه لا بالاصالة ولا بالنيابة إذ من الرجوع إليه نراه لا ينص على اسم المستأنف عليه ولا وجود لتوقيعه وان حضور الاشخاص النقائيين والمندوبين لا يمكن أن يضفي على الاتفاق المذكور طابع الشرعية لأنهم ليسوا مؤهلين عن العارض في المصالحة والتحكيم ، ومع ذلك فظهير 46 في فصله الخامس يفرض حضور الاطراف شخصياً أمام لجان التوفيق فاختصاصات مندوبي العمال محصورة في ظهير

الشركة مما أدى إلى ضعف الانتاج وتارة برفع هذا النقص إلى أسباب أخرى غير تلك بل انه في الصفحة يظهر كل التناقض فقد جاء في التقرير ان الشركة لجأت إلى السيد العامل للمطالبة برخصة الطرد الجماعي وفي نفس الوقت يقول بعدم اتخاذ الاجراءات المنصوص عليها في المرسوم الملكي 14 - 8 - 67 الخاص بالطرد الجماعي وهذا ما قامت به الشركة فعلا حسب اعترافه هذا فضلا عن قيام السيد مفتش الشغل بتحرير عناصر وظروف النازلة عندما ادعى أن العارضة قامت بالطرد الجماعي واغلاق المؤسسة في حين أن الأمر يتعلق بطرد فريق من العمال لا الكل لقيامهم باخطاء جسيمة وبعد الموافقة الضمنية للجنة الوطنية للتوفيق التي منحهم بصفة حبية مبلغ (30.000 درهما) كتعويض اجمالي بعد الاستغناء عنهم ، بل إنه لم يشر إلى السبب الأخير والخطير والرئيسي الذي أدى بالمستأنفة إلى فصل 25 عاملا وهو عدم حضورهم للعمل في الوقت المحدد وغيبتهم بدون عذر وهذا كاف لاعتبارهم منفصلين بصفة انفرادية وتلقائية من عملهم عملا بالقواعد الفقهية والقانونية والقضائية المستقر عليها ، وبعد التأكيد على ان الاضراب البطيء وعدم تطبيق دورية العمل يكونان في حد ذاتها اخطاء جسيمة تبرر الفصل دون أي تعويض على اعتبار أن الخطأ الجسمي هو كل عمل يقدم عليه الأجير ويؤدي إلى خلل خطير في سير المؤسسة التي يعمل بها كتخفيض الانتاج كما هو الحال في هذه النازلة وان شرعية الاضراب تنتهي عندما تبتدئ أعمال التخريب والاتلاف والنقصان في الانتاج اشارة إلى أن الفصل كان باتفاق اللجنة الوطنية والعمال أنفسهم بواسطة مندوبيهم وممثلهم التقاييين وطالب الحكم وفق المقال الاستينافي .

وقد عقب نائب المستأنف عليه الاستاذ بوغالب نيابة عن المستأنف عليه بمذكرة جواية مع استيناف فرعي جاء فيها بالنسبة للجواب عن موجبات الاستيناف ما يلي :

أولا : فيما يخص الاستئناف الأصلي :

1 - فيما يخص الدفع بعدم الاختصاص :

أكد المستأنف عليه أن الدفع بعدم الاختصاص في المرحلة الاستينافية غير مقبول استنادا للفصل 16 من ظهير المسطرة المدنية ذلك أن المدعى عليها التي ترافعت بصفة حضورية أمام المحكمة الابتدائية لم تثر هذا الدفع وطالب برفض الدفع بعدم

الانتاج . وقد توصل الخبير المعين دافيد عمار إلى أن النقص يصل إلى 43% في مدة ثلاثة أيام من المعاينة (التقرير المرفق) وهذا ما أدى بإدارة المستأنفة إلى ادخال تغييرات كفيفة بتدارك الموقف من حيث كيفية العمل ومدته وهو ما واجهه العمال بالاضراب البطيء في بادئ الأمر والعصيان وعدم الامتثال فيما بعد مما أدى بالمستأنفة إلى فصل بعضهم عن العمل ممن تخلفوا عن العمل بدون عذر . ففتح هذا الاجراء نشوب النزاع الجماعي الخطير بين العمال والادارة ومن ضمنهم المستأنف عليه وبعد عرض القضية بعد تدخل السلطة المحلية على جهاز التوفيق في إطار ظهير 19-1-46 المتعلق بمسطرة التوفيق والتحكيم وقد اجتمعت اللجنة يوم 20-12-78 بمقر وزارة الشغل إذ وافقت على اجراءات الفصل التي اتخذتها المستأنفة وسمحت اللجنة بارجاع 47 عاملا فقط إلى عملهم وبفصل الباقين ومن ضمنهم المستأنف عليه بعد ثبوت الخطأ الجسيم لكن اللجنة طالبت مع ذلك ولأسباب انسانية منحهم تعويضا اجماليا قدره (30.000 درهما) مساعدة لهم ريثما يجدون عملا جديدا . وقد أدلت المستأنفة بنسخة من هذا الاتفاق وقد توصل العمال المفصولون ومن بينهم المستأنف عليه بكل حصته ووقعوا وصولات بهذا الشأن وكذلك المستأنف عليه ومع ذلك رفعوا ومن بينهم المستأنف عليه دعوى طالبوا فيها بتعويضات خيالية مدعين أن الطرد كان تعسفيا وانه رغم الوسائل القانونية القاطعة التي أثارها الشركة أصدرت المحكمة الابتدائية حكما المطعون فيه فجاء غير مصادف للصواب نظرا للصفة الجماعية للنزاع كما يتجلى من عناصر الملف والمراحل التي قطعها مرورا بتدخل السلطة ولجنة التوفيق واعتبر أن مقتضيات ظهير 19-1-46 تتعلق بالنظام العام وان لجنة التوفيق والتحكيم هي المختصة وأكدوا على أن الاتفاق المبرم بين الطرفين والذي استفاد منه العمال ومن بينهم المستأنف عليه بمبلغ 30.000 درهما ملزم للجميع عملا بالفصل 18 من ظهير 19-1-46 وبذلك يكون قد سبق البت في طلب التعويض وهذا ما يجعل القاضي الابتدائي قد خرق القانون وعاب على تعليق الحكم المستأنف اعتماده على تقرير مفتشية الشغل الذي جاء متحيزا وبعيدا كل البعد عن الحقيقة سيما وأن السيد مفتش الشغل لم يتتبع عن كثب مراحل النزاع فهو لم يحضر لجنة التوفيق الوطنية لأنه ليس مؤهلا لحضورها فجاء تقريره سطحيا ومغايرا لاستنتاجات المندوب الاقليمي ويظهر ذلك من التناقض في التقرير فهو تارة يعترف بقيام العمال بالتوقف عن العمل وبالاضراب البطيء وعدم الامتثال لأوامر

نائب المدعي بان الاتفاق لا يشمل موكله ولم يتم الطرد بحضوره ولم ينص هذا الاتفاق على الاضراب الذي تدعيه الشركة وان الخبرة التي اجريت بناء على أمر المحكمة لم تتم بحضور منوبه ومن ثم لا يعترف بها .

وبعدما تمسك نائب المدعي عليها بان الاتفاق حصل بحضور العمال والممثلين النقابيين واسند الطرفان النظر أصدرت المحكمة حكمها المطعون فيه بالاستئناف .

وفي معرض الاستئناف عاب نائب المستأنف الاستاذ الديغوسي على الحكم المستأنف عدم ارتكازه على أساس قانوني وحصر موجب الاستئناف في وسيلتين :

(1) ان المحكمة الابتدائية لم تكن مختصة للبت في النزاع الحالي والذي يكتسي طابع النزاع الجماعي وذلك عملاً بقانون الشغل الذي تعتبر مقتضياته من النظام العام .

(2) ان فصل المدعي من عمله كان نتيجة خطأ جسيم ارتكبه كما يتجلى من عناصر الملف ومن ثم تكون المستأنفة معفاة من أداء أي تعويض .

وبعد ذلك أوضح وقائع النازلة قائلاً أن المستأنفة مختصة في انتاج المواد الضرورية للقيام باشغال عمومية كبرى لصالح الدولة ومؤسساتها وانها في هذا الاطار ملزمة بضمان الانتاج المطلوب وانها استمرت في عملها ما يزيد عن 40 سنة دون أدنى مشكل مع العمال إلا أنه في بداية سنة 77 قام بعض المحرضين النقابيين بإثارة العمال ضد الادارة مطالبين بالزيادة الفاحشة في الأجور وانقاص ساعات العمل مما أدى إلى اتفاق بشأن زيادة 25٪ في الأجور بالنسبة لجميع العمال مع تعهد العمال باحترام هذا الاتفاق لمدة سنة وعدم المطالبة بأي شيء إلا بعد مرور سنة . إلا أنه قبل مضي سنة وبيعاز من المحرضين النقابيين تقدموا من جديد بمطلب زيادة أخرى فواجهتهم المستأنفة بينود الاتفاقية فلم يمثلوا وأخذوا يقومون باضرابات بطيئة ومن ضمنهم المستأنف عليه مما أدى إلى تدهور الانتاج ودفع الزبناء إلى إثارة انتباه المستأنفة بسوء العواقب في حالة عدم تدارك الموقف (انظر رسالة السكك الحديدية المرفقة) وقد أدى هذا التدهور في الانتاج إلى تقليص المداخيل . وأمام هذا الوضع وملاحظة البنك التجاري المغربي بدوره لهذا التدهور استصدرت المستأنفة قرارا استعجاليا بتاريخ 28-4-1977 يقضي باجراء خبرة لمعاينة حالة التدهور وقلة

وقد أدت المستأنفة الرسوم القضائية عن مقالها الاستينافي حسب الوصل عدد 4415/659 وتاريخ 23 . 9 . 1980 .

ويستفاد من القرار المذكور أن المسمى الخيرش محمد بن ادريس سبق له أن تقدم بدعوى أمام المحكمة الابتدائية بمكناس عرض فيه بواسطة نائبه الاستاذ بوغالب أنه اشتغل لدى مشغله شركة ترفيت الطرق منذ اريخ 53/6/29 إلى غاية شهر ماي 78 إذ فصله مشغله عن عمله بدون سند ولا حق وانه نظرا لأقدميته في العمل التي تصل إلى 25 سنة تقريبا محق في مطالبة مشغله المدعى عليه بتعويض عن الطرد التعسفي قدره 40.000 درهما وتعويض عن عدم احترام مهلة الانذار قدره 618 درهما وتعويض عن العطلة السنوية لسنة 1978 قدره 619 درهم وما تبق من التعويضات العائلية عن شهر ماي 1978 وقدره لأجل ذلك يطالب باستدعاء المدعى عليها قصد سماعها الحكم عليها بمجموع المبالغ المذكورة مع الصائر والفوائد القانونية من تاريخ الحكم إلى يوم التنفيذ والحكم كذلك بالنفاذ المعجل وبدون كفالة ورغم كل طعن .

وقد عقب نائب المدعى عليها مؤكدا أن المدعي ارتكب خطأ جسيما تمثل في القيام بالاضراب عن الانتاج كما تشهد بذلك الخبرة المرفقة المبينة على طلب قضائي ، وقد تم الاتفاق بصفة حبية وعلى يد المندوب الاقليمي لوزارة الشغل بمقتضاه سلمت المدعى عليها لجميع العمال تعويضا اجماليا قدره (15، 134 درهما) حسب أقدمية كل أجير في الشركة وأدلى بوثيقة بروتوكول اتفاق لاثبات ادعائه .

وقد عقب نائب المدعي بنني القيام بالخطأ الجسيم المتمثل في الاضراب فلاحظ أن الأمر يتعلق بزعم خال من الاثبات بل ان الوثيقة المدلى بها تكذبه وان الزعم بان الوضعية المادية للشركة ارتأت أن تشغل 27 عاملا فقط والاستغناء عن الباقي غير مؤسس ، وبخصوص وثيقة الاتفاق الجماعي أوضح بانه لا يوجد توكيل خاص بشأن تفاوض الاتحاد المغربي للشغل نيابة عن المدعي . وعندما ثار نقاش حول مندوبي العمال واختصاصاتهم في نطاق ظهير 29 - 10 - 62 أكد الاستاذ بوغالب المقال الافتتاحي .

وقد تدخل نائب المدعى عليها مؤكدا أن الخطأ الجسيم الذي ارتكبه العمال كان في علم اللجنة الوطنية وان الطرد كان بحضور هذه الأخيرة الشيء الذي عقب عليه

---

محكمة الاستئناف بمكناس - الغرفة المدنية

قرار رقم : 558

المؤرخ ب : 30 / 3 / 1982

---

باسم جلالة الملك

بتاريخ 30 مارس 1982 .

أصرت محكمة الاستئناف بمكناس الغرفة المدنية في جلستها العلنية القرار التالي :

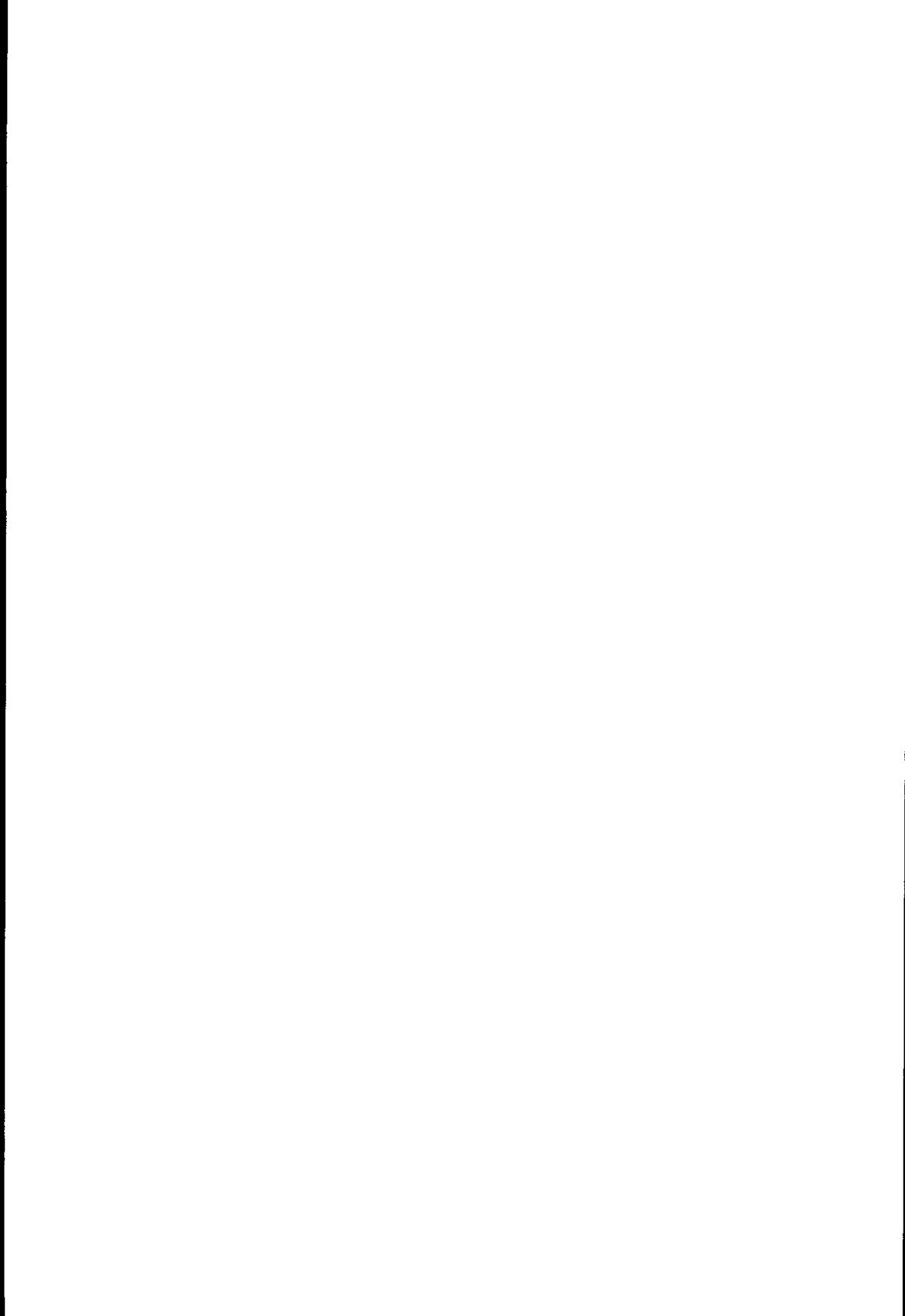
في قضية بين :

المستأنفة : الشركة المغربية لتزفيت الطرق في شخص مديرها الكائن مقرها الاجتماعي بمكناس زنقة عقبة بن نافع رقم 17 . النائب عنها الأستاذ أحمد الديغوسي المحامي بمكناس .

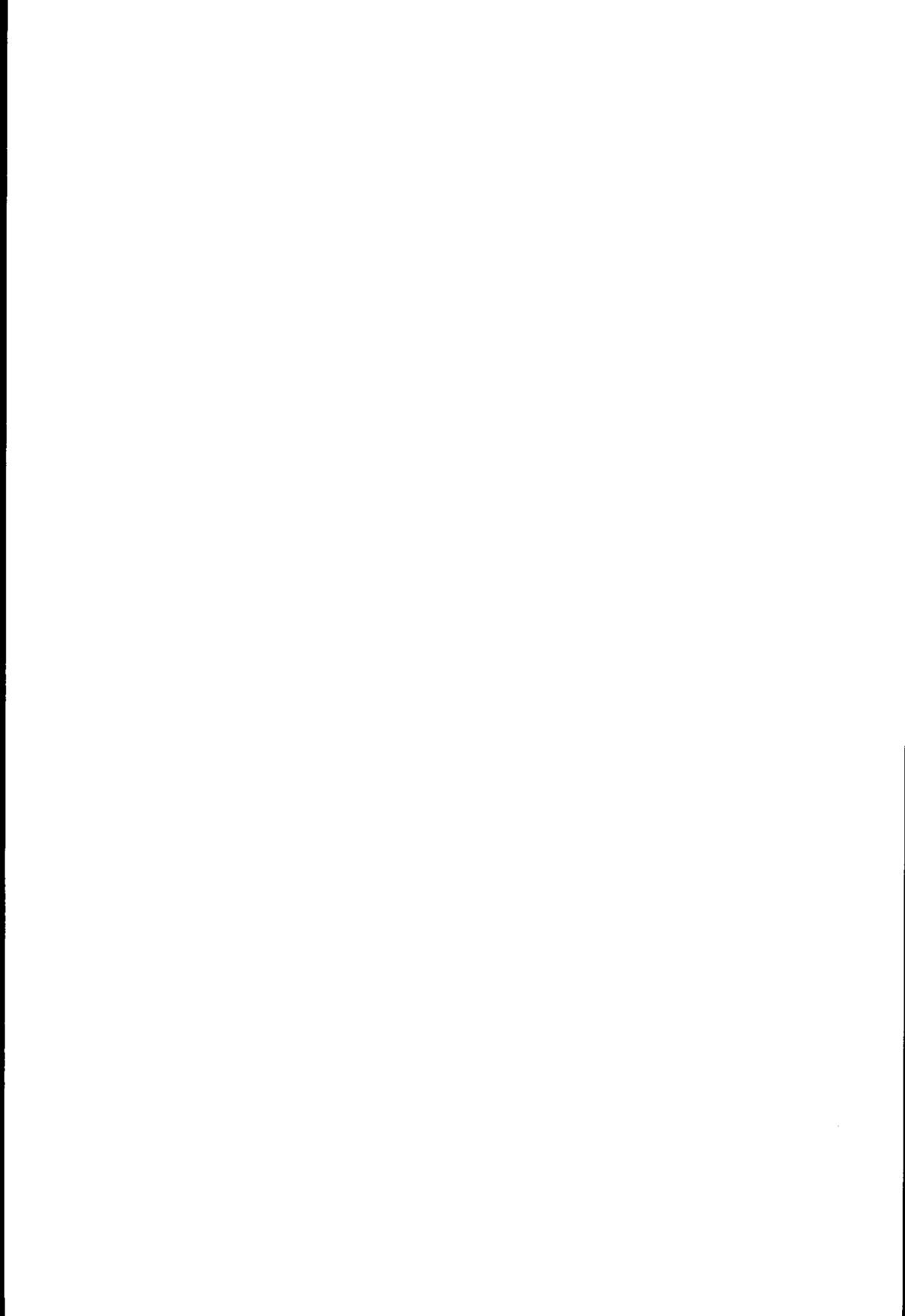
والمستأنف عليه : الخيرش محمد بن ادريس الكائن بآيت بولمان سبع عيون النائب عنه الأستاذ رشيد بوغالب المحامي بمكناس .

الوقائع :

بتاريخ 23 . 9 . 80 تقدمت الشركة المغربية لتزفيت الطرق بواسطة نائبها الأستاذ الديغوسي بعريضة استئناف ضد الحكم الابتدائي عدد 123 الصادر في الملف 43 / 79 بتاريخ 14 . 5 . 80 القاضي عليها بادائها للسيد الخيرش محمد بن ادريس تعويضا عن العطلة السنوية قدره 517 درهم وعن التعويضات العائلية قدره 216 درهم وعن مهلة الاخطار 619 درهم وعن الطرد التعسفي مبلغ 14000.00 درهم واجرة شهر ماي 1978 مع الصائر وهو الحكم المبلغ لها يوم 25 . 8 . 1980 .



محكمة الاستئناف بكناس



سورة قرآنية رائعة يقترن فيها الايمان بالتحكيم والاطمئنان إلى قضاء الرسول صلوات الله عليه والتسليم به ثم تنفيذه بكيفية فورية بلا صعوبة ولا اشكال .  
«ولقد كان لكم في رسول الله اسوة حسنة لمن كان يرجو الله واليوم الآخر وذكر الله كثيرا»<sup>(13)</sup>

صدق الله العظيم

فلننسج جميعا على هذا المنوال القرآني المقدس وتلك القدوة النبوية الحسنة التي مافتى القاضي الأول أمير المؤمنين الحسن الثاني نصره الله ، يذكر بها ويدعو إلى سبيلها بالحكمة والموعظة الحسنة هديا إلى طريق الحق ونور اليقين .

نسأل الله أن يوفقنا إلى تعبئة جهودنا واستفراغ وسعنا لخدمة المتقاضين ، نصرا للحق ورفعاً لرأية العدالة واستجابة لنداء الواجب وارضاء للضمير الحي الطاهر .

عبد الواحد الخوارزي

(13) سورة الاحزاب الآية 21 .

وقد كان بالإمكان أن نختصر كل هذه المساطر لو أن القاضي الاستعجالي الابتدائي اعتبر جريان مسطرة بطلان التبليغ مجرد شبهة أو قرينة على وجود منازعة جدية وقضى بعدم اختصاصه للحكم في طلب الافراغ للاحتلال بدون سند ولا قانون . الأمر الذي ندعو إليه دائما تلافيا لاصدار احكام بالا فراغ مشمولة بالنفاذ المعجل بقوة القانون يتضح في آخر المطاف انها في غير محلها .

وأخيرا فإن ثمة مجموعة من الاسباب والوقائع التي تركز عليها الصعوبات في التنفيذ والتي يرجع أمرها إلى بعض الملاحظات المتصلة بتحرير الاحكام كالغموض في عبارات المنطوق أو تحويره بكيفية مبهمه أو لتعارض الحثيات الاساسية مع المنطوق أو عدم تعيين القدر المحكوم به أو تعارض ارقامه مع حروفه أو عدم ضبط العناوين . (عناوين المحلات المحكوم بافراغها) . أو عدم ضبط اسماء المحكوم عليهم . كل هذه الاسباب وغيرها تتحمل جميعا مسؤوليتها . فعلينا في انجازنا لواجب التحرير أن نسعى دائما نحو الكمال والجمع بين الحسينين : وفرة الانتاج والرفع من مستواه العلمي والقانوني والفني . وذلك لن يتأتى في نظري إلا بالتزامنا بالضوابط الجوهرية والقواعد الأساسية في التحرير والتعليل من سرد كامل ودقيق للوقائع واستخلاص الصحيح منها والتثبت من وجودها المادي ومراعاة القواعد الموضوعية والمسטרية في الاثبات . وتقدير الأدلة المعتمدة تقديرا منطوقيا سليما . والرد على أدلة الاطراف الجوهرية ردا صريحا أو ضمنيا ، مع تكييف الوقائع الصحيحة لتطبيق القاعدة القانونية المناسبة عليها . مع كل ما يترتب على ذلك من آثار كمقدمات توصلنا إلى منطوق متنسق ومرتبطة بكيفية وثيقة مع علله وأسبابه . حقيقة أن تحوير الاحكام وتعليلها تعليلا قانونيا سليما هو من أصعب وأخطر المهام الموكولة إلى القاضي لأنه يستوجب فضلا عن اقتناعه هو بالاتجاه الذي اختاره ان يقنع به الاطراف والاعيار .

ولعل أروع ما يسفر عنه التعليل الكامل انه يضمني الاطمئنان على نفوس المتقاضين والمحكوم عليهم خاصة فيدعوهم إلى التسليم به .

«فلا وربك لا يؤمنون حتى يحكموك فيما شجر بينهم ثم لا يجدوا في أنفسهم حرجا مما قضيت ويسلموا تسليما»<sup>(12)</sup> .  
صدق الله العظيم

(12) سورة النساء الآية 65 .

والملاحظ أن النص جاء عاما إذ لم يبين ما إذا كانت الصعوبة الثانية التي لا تقبل هي الصعوبة المثارة بعد صعوبة أولى انتهت إلى إيقاف التنفيذ أم أنها تبقى غير مقبولة ولم تنته الصعوبة الأولى إلى تأجيل التنفيذ لأي سبب كان .

وبالرجوع إلى الفقه نجد أن المسألة خلافية . إذ من الفقهاء من يذهب إلى أن الصعوبة الثانية تقبل ويمكن أن تنتهي إلى إيقاف التنفيذ إذا كانت جدية ومتركة على أساس قانوني أو واقعي صحيح وكانت الصعوبة الأولى لم تسفر عن تأجيل التنفيذ معتبرين في ذلك أن الصعوبة الأولى لم تتناول جوهر الصعوبة في حين يذهب فريق آخر من الفقهاء إلى أن الحكم بعدم الاختصاص أو بعدم قبول الصعوبة الأولى ينطوي على قضاء ضمني بالاستمرار في التنفيذ وإن دعوى الصعوبة التي تتبعه لا توقف التنفيذ لأنها تعتبر صعوبة ثانية .

وقد اعتبرت في البداية - يوم كنت أباشر المهام الاستعجالية على مستوى المحكمة الابتدائية - اعتبرت هذا الرأي الأخير ، وهو الرأي الراجح في الفقه . منسجما مع روح الفصل 436 وتبنيته في عدة أوامر منها أمرنا عدد 22843 بتاريخ 1979 / 7 / 3 . ملف استعجالي عدد 11747 . إلا أنني عدلت أخيرا عن هذا الاعتبار وهو عدول أملكه معطيات وملابسات قضية اشترت إليها من قبل (الفضية حرف ج) عرضت علينا في البداية على أساس أن القاضي الأول مس بجوهر الحق عندما أمر بالافراغ للاحتلال بدون سند ولا قانون على الرغم من أن المدعى عليه أقام دعوى لبطلان التبليغ الأمر بعدم الصلح الصادر في إطار ظهير 1955 / 5 / 24 . وقضينا فيها بالرفض احتراماً لحجية الأمر القاضي بالافراغ . إلا أن عرضها ثانية كان على اثر ظهور عنصر جديد هو صدور الحكم الابتدائي ببطلان التبليغ وهو حكم موضوعي له حجية ترجح حجية الأمر الاستعجالي ، وحجية الشيء المحكوم به كما هو معلوم - هي قرينة قانونية لا تقبل اثبات العكس مقتضاها ان الحكم يصدر صحيحا من ناحية الشكل وعلى حق من ناحية الموضوع . زد على ذلك اعتبارنا للآثار الاجتماعية والاقتصادية التي تترتب عن افراغ شركة تبت مبدئيا أن التبليغ المعتمد في افراغها باطل . وقبلناها معتمدين الرأي الأول المشار إليه أعلاه ، وأوقفنا بالتالي تنفيذ الحكم بالافراغ إلى حين الحكم نهائيا في جوهر النزاع (انظر أمرنا عدد 3366 بتاريخ 83 / 8 / 8 في الملف عدد 83 / 853) .

تجاوز رئيس المحكمة الابتدائية بصفته قاضي المستعجلات عن دفع مفاده ان صاحب الحق التجاري أقام دعوى أمام محكمة الموضوع للطعن في تبليغ قرار عدم الصلح وقضى بالافراغ فاستأنف المحكوم عليه الأمر وأثار صعوبة في التنفيذ أمامنا معتبرا أن الحكم الأول ينطوي على مساس بجوهر الحق ، فكان قضاؤنا ان رفضنا الطلب إذ تبين لنا من دراسة الملف ان السبب المعتمد سبقت اثارته أمام القاضي الأول فرضه مما يجعله غير صالح للقول بالصعوبة مضيفين انه على فرض مساسه في قضائه بجوهر الحق فإن الرئيس الأول بصفته قاضي الصعوبة لا يعتبر درجة ثانية للتقاضي له صلاحية التعقيب على الحكم الأول بأي وجه من الوجوه تأييدا أو تعديلا نفاذا أو توقيفا . (انظر أمرنا عدد 2977 بتاريخ 83/7/14 في الملف الاستعجالي عدد 83 / 727 ) .

(د) صور شتى لنوازل مختلفة نضيف منها حالة إثارة الصعوبة أمام رئيس المحكمة الابتدائية بصفته قاضي المستعجلات فرفضها ثم يجدد مثيرها عرضها على الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف وهو ييث في القضايا الاستعجالية وقد قضينا بعدم قبولها لسبق الفصل فيها لأنه كما بينا من قبل يشكل الرئيسان محكمة واحدة والأوامر الاستعجالية التي يصدرانها وان كانت بطبيعتها مؤقتة ولا تبت في أصل الحق فإن لها حجيتها وهي حجية محدودة تلزم القضاء الذي أصدرها واطراف دعواها (انظر أمرنا عدد 1387 بتاريخ 83/4/4 ملف استعجالي 83295) .

وعليه فليس للرئيس الأول أن يصدر أمرا مخالفا لأمر رئيس المحكمة الابتدائية كما لا يمكنه أن يصدر أمرا مخالفا لأمر سبق له اتخاذه . كما ليس لطرفي الدعوى أن يرفعا نفس الطلب أمام المحكمة الاستعجالية (محكمة الرئيس الأول أو المحكمة الابتدائية) ماعدا في حالة حصول تغيير أو تعديل في الوقائع المادية أو في المركز القانوني للطرفين أو لاحدهما .

(هـ) ولا نريد أن ننسى في معرض بيان اتجاه محكمتنا بخصوص دعاوي الصعوبات في التنفيذ التفسير الذي اعطيناه للفقرة الأخيرة من الفصل 436 التي تنص على أنه «لا يمكن تقديم أي طلب جديد لتأجيل التنفيذ كيفما كان السبب الذي يستند إليه» والمقصود هنا إثارة صعوبة على صعوبة أي الصعوبة الثانية – والغاية التي رمى إليها الشارع من هذه الفقرة هو اقفال الباب في وجه المدينين الذين يسعون إلى تعطيل وتأخير تنفيذ الأحكام الواجبة النفاذ .

لهذه المحكمة في عدة قرارات منها الأمر الاستعجالي الصادر بتاريخ 10/9/1979 في الملف عدد 79/607 .

(أ) ان العديد من الصعوبات المثارة أمامنا تنبني على وقائع وأسباب سابقة على صدور الحكم موضوع الصعوبة ومن هذه الوقائع وتلك الأسباب ما يكون قد عرض على قاضي الموضوع وناقشه وأجاب عنه ومنها ما يثار لأول مرة أمام قاضي المستعجلات .

والأمثلة كثيرة نسوق منها ما يلي :

مطلق يطالب بحقه في صلة الرحم بابنه ، فتثير المطلقة مسألة عدم تواجده بالمغرب ومع ذلك يحكم له وفق طلبه بعد مناقشة هذه النقطة من طرف القاضي واجابته عنها ، فتعمد المطلقة إلى إثارة الصعوبة أمامنا بعد استئناف الحكم متمعدة غياب الوالد عن المغرب .

فانتبهنا في قضائنا إلى رفض الطلب لأن الواقعة المعتمدة في الصعوبة سبقت اثارها كدفع في دعوى الجوهر وأجيب عنها في الحكم وان حجية هذا الأخير تحول دون إعادة طرحها على القضاء إلا باحدى طرق الطعن في الاحكام (امرنا عدد 2598 بتاريخ 20/6/83 ملف استعجالي عدد 83/697) .

(ب) في دعوى نفقة نص القاضي الابتدائي في حكمه على عدم شمله بالنفاد المعجل معللا ذلك بوجود نزاع حول نسب الابن المستحق فانارت المحكوم لها والدة الطفل صعوبة في التنفيذ ملتزمة الأمر به على اعتبار أن أحكام هذا الصنف من القضايا تعتبر مشمولة بالنفاد المعجل بقوة القانون . صورة غريبة حقا ، لأنها تطرح قضية الحكم بالنفقة مع عدم ثبوت النسب ، إلا أننا كقاضي للمستعجلات لم نجد بدا من رفضها بعد أن اتضح لنا أن القاضي الأول تصدّى بحق أو بغير حق لموضوع النفاد المعجل وناقشه وعلل موقفه بخصوصه مما يجعل استجابتنا للطلب منطوية على مساس صارخ بحجية الحكم (انظر أمرنا عدد 2717 بتاريخ 24/6/83 ملف استعجالي عدد 83/624) .

(ج) في دعوى افراغ محل تجاري للاحتلال بدون سند ولا قانون نتيجة عدم احترام المستفيد من حماية ظهور 24/5/1955 للأجال القانونية للمطالبة بحقوقه

القرار عدد 77 المؤرخ في 9 / 2 / 1960 (مجموعة قرارات المجلس الأعلى  
الغرفة المدنية ج 1 ص 145).

القرار عدد 96 المؤرخ في 7 / 7 / 1964 (مجموعة قرارات المجلس الأعلى  
الغرفة ج 2 ص 203).

القرار عدد 150 المؤرخ في 7 / 12 / 1965 (مجموعة قرارات المجلس الأعلى  
الغرفة ج 2 ص 309).

في ضوء هذه المبادئ سرنا في قضائنا الاستعجالي وحتى لا نحيد عن قضايا  
الصعوبات في التنفيذ ، وهي القضايا الغالبة في العمل كما أشرت في البداية ، يمكن  
أن أستعرض بإيجاز دائماً بعض الصور من المنازعات التي أتاحت لنا فرصة البت فيها  
التي يبرز فيها التزامنا بشرط عدم المساس بالجوهر وما يترتب عليه من نتائج .

ولعل أول ما ينبغي التنبيه إليه هنا هو ضرورة التمييز بين طلب إيقاف التنفيذ  
المعجل وطلب إيقاف التنفيذ لصعوبة تعتريه فلكل من الطرفين جهة قضائية مختصة  
به . فالأول تبت فيه محكمة الطعن - الابتدائية أو الاستئناف حسب الاحوال - في  
غرفة المشورة طبقاً لاحكام الفصل 147 من قانون المسطرة المدنية في حين يختص  
بالبت في الطلب الثاني ، قاضي المستعجلات رئيس المحكمة الابتدائية أو الرئيس  
الأول حسب الاحوال .

وقد سبق لنا أن ناقشنا هذه المسألة في تعليق لنا على أمر من أوامر السيد الرئيس  
الأول السابق لمحكمة الاستئناف بالدار البيضاء<sup>(11)</sup> اعتبر فيه أن شمول الأمر الصادر  
بالافراغ في إطار ظهير 1928/5/5 بالتنفيذ المعجل خطأ . يشكل صعوبة في  
التنفيذ . وقد انتهينا في تعليقنا إلى أن الحكم المشمول بالنفاذ المعجل صواباً أو خطأ  
هو حكم واجب التنفيذ إلى أن يقضي فعلاً بالغائه ، أو وقف تنفيذه من طرف  
الجهة المختصة أي محكمة الطعن .

نعم يمكن لطالبي إيقاف التنفيذ المعجل أن يلجأ إلى الرئيس الأول بصفته قاضياً  
للمستعجلات متى تأخرت محكمته عن البت في طلب الايقاف داخل الأجل القانوني  
وهو ثلاثون يوماً ملتصقا الايقاف على أساس أن عدم الحكم داخل الأجل المذكور  
يشكل صعوبة قانونية تبرر الاستجابة للطلب وهذا ما جنحت إليه الرئاسة الأولى  
(11) منشور بمجلة الملحق القضائي العدد السادس السنة الثالثة ص 64 .

الفصل 152 من ق.م.م حين قال : «لا تبت الأوامر الاستعجالية الا في الاجراءات الوقتية ولا تمس بما يمكن أن يقضى به في الجوهر» والمراد بجوهر الحق أو أصل الحق السبب القانوني الذي يحدد حقوق والتزامات كل من الطرفين قبل الآخر فلا يجوز لقاضي المستعجلات (ليس فقط الرئيس الأول بل حتى رئيس المحكمة الابتدائية) ان يتناول هذه الحقوق والالتزامات بالتفسير أو التأويل الذي من شأنه المساس بموضوع النزاع كما ليس له أن يغير أو يعدل من المركز القانوني لأحد الطرفين أو أن يقيم السندات والحجج المدلى بها في أحدهما لينتهي إلى القول ببطلانها أو صحتها .

إلا أن حرمان القاضي المستعجل من التعرض لجوهر الحق وأصله لا يعني منعه مطلقا من الفحص الظاهري لموضوع الحق بغاية التوصل إلى القضاء في الاجراء الوقي المطلوب منه . وعليه يحق لقاضي المستعجلات أن يتحسس بكيفية عرضية وسطحية وظاهرية موضوع الحق دون النفاذ إلى عمقه والغوص فيه بقصد حسمه وانهائه .

وهكذا إذا فحص مثلا الرئيس الأول بصفته قاضي المستعجلات ظاهر المستندات وتبين له أن الأمر ينطوي على منازعة موضوعية من شأن الحكم فيها المساس بأصل الحق تعين عليه أن يقضي بعدم اختصاصه . ويشترط الفقه والقضاء في المنازعة الموضوعية التي تعطل اختصاص القضاء المستعجل عن الحكم في الدعوى ان تكون ذات طابع جدي اما المنازعات المفتعلة وغير الجدية فلا يلتفت إليها ويتجاوز عنها ليقضي بالاجراء المناسب والضروري الذي تمليه ظروف ومعطيات القضية وتحمته الحماية المؤقتة للحقوق والصيانة العاجلة للمصالح بالكيفية التي تستقر معها العلاقة القانونية مؤقتا إلى أن يبت القضاء الموضوعي بكلمته الحاسمة في أصل الحق وجوهر الموضوع .

وشرط عدم المساس بالجوهر يتعلق كسابقه بالنظام العام حسب مقتضيات الفصل 152 من ق.م.م الذي يقضى بأن «لا تبت الأوامر الاستعجالية إلا في الاجراءات الوقتية ولا تمس بما يمكن أن يقضى به في الجوهر» وفي هذا تبن للرأي الواجح في الفقه . والقضاء الاستعجالي في تقديره لطبيعة المنازعة الموضوعية الجدية المثارة تلقائيا أو من طرف أحد المتنازعين يخضع لرقابة المجلس الأعلى وفق ما قرره المجلس في عدة قرارات نذكر منها :

الشرط في دعوى الصعوبة كغيرها من الدعاوي الاستعجالية في حين رأى البعض الآخر أن الصعوبات في التنفيذ تعتبر مستعجلة بطبيعتها وان الاستعجال يتجلى في خطر التنفيذ بالنسبة للمنفذ عليه وتجميد قوة السند التنفيذي بالنسبة لطالب التنفيذ . ويرتب على ذلك انه لا يجوز لقاضي المستعجلات أن يقضي بعدم اختصاصه في هذه الدعاوي .

أما المشرع المغربي فقد حسم الأمر حين نص صراحة في الفصل 149 على أن اختصاص رئيس المحكمة (الرئيس الأول إذا كان النزاع معروضا على محكمته) بالصعوبات في التنفيذ ينعقد كلما توفر شرط الاستعجال .

والقضاء الاستعجالي في المغرب مستمسك بما سنه المشرع من ضرورة توفر شرط الاستعجال حتى في دعوى الصعوبة . وعلى ما يظهر من خلال التطبيق فإن حالة الاستعجال تتوفر في جميع الصعوبات باستثناء بعض الحالات القليلة منها :

1 - حالة إثارة الصعوبة بعد تمام التنفيذ . فإذا كان الاستعجال يتجلى في خطر التنفيذ بالنسبة للمنفذ عليه فإن هذا الاستعجال ينتج باجراء التنفيذ وأتمامه وبانتفائه يكون قاضي المستعجلات غير مختص بالبت في مثل هذه الصعوبة . وان كان بعض الفقهاء يعتبر الدعوى هنا غير مقبولة على أساس ان اثاره دعوى الصعوبة قبل اتمام التنفيذ يعتبر شرطا من شروط قبول هذه الدعوى<sup>(9)</sup> وهذا ما تبيناه في عدة أوامر من أواخرها أمرنا عدد 4179 بتاريخ 8/11/83 في الملف الاستعجالي عدد 83/1345 .

2 - حالة إقامة دعوى الصعوبة بشأن تنفيذ حكم غير قابل للتنفيذ وقد تعتبر هذه الحالة جد مستبعدة الا أنها قد تعرض في الحياة العملية ويكون القضاء الاستعجالي هنا غير مختص لعدم توفر شرط الاستعجال المتمثل في خطر التنفيذ .

ثالثا : شرط عدم المساس بالجوهر<sup>(10)</sup>

من المعلوم أن الشرط الثالث لاختصاص الرئيس الأول بالبت في القضايا الاستعجالية هو عدم مسه في قضائه بجوهر الحق وهو شرط نص عليه المشرع في

(9) انظر محمد عبد اللطيف المرجع السابق ص 444 .

(10) انظر P. HEBRAUD - CEZAR-BRU ومن معها في المرجع السابق ص 48 وانظر أيضا محمد عبد اللطيف المرجع السابق ص 73 وما بعدها ومحمد علي راتب وصحبه المرجع السابق ص 70 وما بعدها .

إن شرط الاستعجال هو القاعدة العامة لاختصاص قاضي المستعجلات (رئيس المحكمة الابتدائية أو الرئيس الأول) فقضاؤه السريع لا تبرره إلا حالة الاستعجال . وإذا كان المشرع قد قدم حالة الاستعجال وافترضها في بعض الحالات ضمنها في نصوص خاصة فإن الفصل 149 من ق.م.م يفسح المجال واسعا لاختصاص قاضي المستعجلات كلما توفرت حالة الاستعجال . فما هي حالة الاستعجال ؟

إن المشرع لم يعرف حالة الاستعجال وإنما ترك أمر تعريفها للفقهاء وأمر تقديرها للقضاء يقدرها حسب ظروف كل نازلة على حدة وقد اجمع الفقهاء والقضاء على تعريف الاستعجال بأنه : «الخطر الحقيقي المهدق بالحق المراد المحافظة عليه باتخاذ اجراءات سريعة لا تختمل الانتظار ولا يمكن أن تتحقق عن طريق القضاء العادي ولو بتقصير الميعاد . وينشأ الاستعجال من طبيعة الحق المطلوب صيانتها ومن الظروف المحيطة به وتستتجها المحكمة (رئيس الابتدائية أو الرئيس الأول) من ظروف كل دعوى على حدة ولا يمكن أن يكون من صنع الخصوم أو باتفاقهم ولا من مجرد رغبة أحد الطرفين في الحصول على حكم سريع في دعواه .

ويقدر القاضي حالة الاستعجال بكيفية مطلقة من غير أن يخضع في ذلك لأية مراقبة من المجلس الأعلى وقد أكد هذا الأخير هذا الرأي في عدة قرارات . نذكر منها القرار عدد 248 الصادر بتاريخ 27 مايو 1970<sup>(8)</sup> .

ثم إن توافر شرط الاستعجال أو عدم توافره في نازلة معينة يعتبر من النظام العام ويترتب عن ذلك حق القاضي في اثارته تلقائيا وفي أية مرحلة من مراحل الدعوى وأنه لا عبرة باتفاق الاطراف على اختصاص قاضي المستعجلات بنزاع ما . تلکم هي المبادئ العامة بالنسبة لشرط الاستعجال فماذا عن ضرورة توفره في دعوى الصعوبة في التنفيذ؟

لقد ثار خلاف في الفقه الفرنسي بهذا الشأن فذهب رأي إلى ضرورة توفر هذا

ومحمد فاروق راتب في قضاء الامور المستعجلة 1969 الطبعة الخامسة ص 50 وما بعدها .

(8) منشور بمجلة قضاء المجلس الأعلى عدد 18 السنة الثانية ص 22 وهو صادر في إطار الفصل 219 من قانون المسطرة المدنية القديم وهو يقابل الفصل 149 من قانون المسطرة الجديد

الأول خاصة في ميدان ايقاف التنفيذ المعجل والأمر به إذا اغفلت ذلك محكمة الدرجة الأولى .

ومما يدعوننا أيضا إلى تبني هذا التفسير المفضي إلى تضيق نطاق الاختصاص الاستعجالي للرئيس الأول من حيث الزمان هو انطواؤه على تحقيق غاية سامية من غايات السياسة القضائية المغربية وهو تقريب القضاء من المتقاضين خاصة في الميدان الذي نحن بصددده وهو ميدان القضاء الاستعجالي الذي استحدثت مسطرته الفكر القانوني كصورة جديدة من القضاء . قضاء سريع يطوي الآجال ويختصر المراحل يمكن اللجوء إليه في أي وقت دون التقيد بالاجراءات المسطرية العادية من أجل استصدار قرار يصون الحقوق ويحمي المصالح ، هذا فضلا عن الصعوبة التي نصادفها - كرئيس أول - في البت في هذا الصنف من القضايا بسبب رواج الملف التنفيذي بالمحكمة الابتدائية التي يجري بدائرتها التنفيذ . ذلك أن البت في الطلب يستوجب في نظرنا ضم الملف التنفيذي للملف الصعوبة ليتأتى الاطلاع على وثائقه ومستنداته المختلفة ومراقبة مدى احترام مأمور الاجراءات التنفيذية لمسطرة التنفيذ وما تقتضيه من اشعارات وتبليغات وآجال وما إليها من مقدمات العملية التنفيذية خاصة إذا كانت الصعوبة المثارة تتمثل في خرق هذه المسطرة مما يضطر معه إلى طلب الملف التنفيذي من المحكمة الابتدائية الأمر الذي يستغرق وقتا قد يطول خاصة بالنسبة لدائرة محكمة الاستئناف بالرباط المترامية الاطراف<sup>(6)</sup> علما بأن طلبات الايقاف للصعوبة في التنفيذ عادة ما تقدم قبل يوم أو يومين من تاريخ اجراء التنفيذ ونحن نحصر دائما على البت فيها على وجه الاستعجال بل ومن ساعة لأخرى وقبل الموعد المحدد للتنفيذ تلافيا لكل مفاطلة أو تأخير .

وعليه ونظرا للاعتبارات المتقدمة وتحقيقا للغايات والأهداف المشار إليها نرجح أن يظل رئيس المحكمة الابتدائية هو القاضي الاستعجالي الأصيل القريب من المتقاضي الذي يروم حياة مؤقتة لحقوقه ومصالحه .

**ثانيا : ضرورة توفر شرط الاستعجال<sup>(7)</sup>**

(6) تشمل دائرة نفوذ محكمة الاستئناف بالرباط ثمان محاكم ابتدائية هي الرباط - القنيطرة - سوق الأربعاء - الخميسات - سلا - الرماني - وزان - سيدي قاسم .

(7) انظر G. ODOUL, J. SEIGNOLLE, P. HEBRAUD, CEZAR-BRU

Jurisdiction du Président du tribunal — Tome I. 5ème édition 1978 Page 35

وانظر محمد عبد اللطيف المرجع السابق ص 48 ومحمد علي راتب ومحمد نصر الدين =

ما كانت عليه فظعن المحكوم عليه بالاستئناف في الأمر الذي وقع تنفيذه لكونه مشمولاً بالنفاذ المعجل بقوة القانون. وبينما هما كذلك إذا بالمستفيد من الأمر الابتدائي والمنفذ لفائدته يقوم بنفس العملية التي قام بها شريكه في الأول فكسر الاقفال واستبدالها بأخرى احتفظ بمفاتيحها لنفسه فتقدم الشريك المتضرر وهو المستأنف في النزاع الأول بطلب استعجالي لدينا بالرئاسة الأولى اعتباراً منه أننا محتصون طبقاً للفقرة الثالثة لكون النزاع الأول معروضاً على محكمتنا. إلا أن الخصم أثار الدفع بعدم الاختصاص لاستقلال هذا الطلب عن النزاع موضوع الملف المعروض أمام محكمة الاستئناف فتبين لنا بعد دراسة النازلة من جميع جوانبها أن الدفع بعدم الاختصاص ينبغي على أساس معقول وإن الطلب يعتبر فعلاً مستقلاً في جوهره عن الطلب الأول موضوع الملف المستأنف فصرحنا بعدم اختصاصنا بعد أن قررنا أن الاختصاص الاستعجالي للرئيس الأول لا يتحقق ولا ينعقد إلا إذا كان الاجراء المطلوب يتعلق بذات وجوهر النزاع المعروض على محكمته أو يتفرع عنه الشيء الذي لا يتوفر في هذه النازلة حيث الطلب يرمي إلى الأمر باجراء مواز ومتعارض مع الطلب موضوع الملف الاستئنافي الراجح أمام هذه المحكمة (انظر امرنا عدد 1786 الصادر بتاريخ 17/4/1983 في الملف الاستعجالي عدد 83386).

ومما قضينا به كذلك في هذه النازلة اننا أمرنا بإحالة الملف على السيد رئيس المحكمة الابتدائية طبقاً لاحكام الفصل السادس عشر من ق.م.م بصفته القاضي الاستعجالي المختص أصلاً بالبث في مثل هذا الطلب.

وهكذا نستخلص مما تقدم أن المحكمة الاستعجالية أو كما يسميها البعض محكمة الرئيس أو المحكمة الرئاسية هي محكمة واحدة يتقاسم اختصاصاتها زمنياً كل من رئيس المحكمة الابتدائية والرئيس الأول لمحكمة الاستئناف وإن اختصاص هذا الأخير ينعقد في ميقات معلوم يمتد بين تاريخ ايداع مقال الاستئناف وصدور القرار الاستئنافي. وإن عبارة الفقرة الثالثة المانحة لهذا الاختصاص لا تحتمل التوسيع والتمديد الأمر الذي استبعده في نظري حتىّ المشرع عندما استنبط هذا التجديد المحدود من التشريع الفرنسي إذ لو كان يريد اعطاء الرئيس الأول اختصاصاً استعجالياً موسعاً لسنح على منوال القانون الفرنسي المأخوذ عنه وهو يعطي صلاحيات واسعة للرئيس

وهذا هو ما اعتمدهنا في عدة قرارات من قراراتنا من أواخرها أمرنا الصادر تحت عدد 4178 بتاريخ 8/11/83 في الملف الاستعجالي عدد 83/1335 حيث صرحنا بعدم اختصاصنا بعد أن تبين لنا أن محكمة الاستئناف أصدرت قرارها في موضوع النزاع الذي ارتبط به اختصاصنا من قبل وقد جاء في أمرنا: «حيث ان اختصاص الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف بممارسة المهام الاستعجالية طبقا لمقتضيات الفقرة الثالثة من الفصل 149 من ق.م.م لا ينعقد إلا إذا كان النزاع معروضا على محكمته».

«وحيث لا يسعنا بعد ان أصدرت محكمة الاستئناف قرارها في موضوع النزاع الذي كان معروضا عليها إلا التصريح بعدم اختصاصنا للبت في هذه الصعوبة».

هذا ولا أجد في مقتضيات الفقرة الثالثة من الفصل 149 ولا في نص الفصل كله ما يؤيد فكرة استثناء طلبات الصعوبات في التنفيذ وإبقائها خاضعة - دون بقية الطلبات الاستعجالية الأخرى - لولاية الرئيس الأول بعد صدور الحكم الاستئنافي .

ولابد من التنبيه هنا إلى أن اختصاص الرئيس الأول يستمر في حالات الطعن في القرار الاستئنافي بالتعرض أو إعادة النظر أو تعرض الخارج عن الخصومة (انظر أمرنا عدد 4405 الصادر بتاريخ 28/11/1983 في الملف الاستعجالي عدد 82/1452) ذلك أن هذه الطعون جميعها تبقى النزاع في الجوهر معروضا على محكمة الاستئناف .

وهكذا يتضح أن الصعوبات التي تدخل حسب تأويلي المتواضع في اختصاص الرئيس الأول هي الصعوبات التي تثار بشأن تنفيذ الأحكام الابتدائية القابلة للتنفيذ أثناء مسطرة الاستئناف وهي أكثر الصعوبات طرحا وإثارة في الحياة العملية .

السؤال الثالث الذي يعرض في نفس السياق يتعلق بمهية النزاع المنصوص عليه في الفقرة الثالثة المعنية .

قد يبدو لأول وهلة أنه لا محل لطرح هذا السؤال بيد أن العمل والتطبيق لا يعرف حدا للأسئلة ويوجب إيجاد الحلول لها . بالفعل عرضت علينا نازلة تتمثل وقائعها في أن أحد شريكين في متجر عمد إلى استبدال أقفال المحل فاستصدر الشريك الآخر أمرا استعجاليا من رئيس المحكمة الابتدائية يقضي بارجاع الحالة إلى

ومما تجدر الإشارة إليه ان شخص المستأنف لا عبرة له فسواء كان المستأنف هو المدعي أو المدعى عليه في الدعاوي المدنية أو المطالب بالحق المدني أو المتهم أو المسؤول عن الحقوق المدنية أو المؤمن في الدعاوي المدنية التابعة فإن الاختصاص الاستعجالي للرئيس الأول يتحقق بمجرد استئناف أحدهم ويكون لكل منهم الحق في اللجوء إليه لطلب الاجراء الاستعجالي المرغوب فيه ولو لم يكن هو الطرف المستأنف وقد أثير هذا الدفع أمامنا فلم نقبله (انظر أمرنا عدد 2717 بتاريخ 83/6/24 ملف استعجالي عدد 644 - 83).

هذا وبالرجوع إلى الأوامر الاستعجالية للرؤساء الأولين نجدها جميعها تبرز في سياق حيثياتها توفر هذا الشرط تتيبنا وتحقيقا لاختصاصهم في إطار الفقرة الثالثة من الفصل 149.

### السؤال الثاني : متى ينتهي هذا الاختصاص ؟

لقد تعددت الآراء بشأن هذه المسألة . فرأي أول يذهب إلى أن هذا الاختصاص يمتد إلى ما بعد صدور القرار الاستئنافي في موضوع النزاع ليشمل مرحلة الطعن بالنقض<sup>(4)</sup> والأستاذ ربولط Ruolt من هذا الرأي وهو من الشراح الأوائل لقانون المسطرة المدنية الجديد . ورأي ثان يحد هذا الاختصاص عند صدور القرار الاستئنافي باستثناء دعاوي الصعوبات في التنفيذ التي يظل الرئيس الأول مختصا بالبت فيها بعد الطعن بالنقض دون بقية الطلبات الرامية إلى الأمر بأي اجراء من الاجراءات الاستعجالية<sup>(5)</sup> وهذا رأي الأستاذ العربي المجدود الرئيس الأول بجلس الأعلى . ورأي ثالث وهو الذي تؤيده وتبناه وهو يتماشى في نظرنا مع حرفية النص . فالنص في رأينا واضح وهو يحدد بتدقيق الفترة الزمنية التي يختص خلالها الرئيس الأول بممارسة جميع المهام الاستعجالية الموكولة بمقتضى الفقرة الأولى من الفصل 149 إلى رئيس المحكمة الابتدائية بصفته قاضي المستعجلات . وهي الفترة الاستئنافية من حياة النازلة . والتي تنتهي بصدور القرار الاستئنافي في جوهر النزاع على أن يرجع بعده الاختصاص الاستعجالي - في نظرنا - إلى قاضيه الأصلي والأصلي رئيس المحكمة الابتدائية .

(4) A. Ruolt المرجع السابق ص 132 وما بعدها .

(5) ابن المجدود العربي المحاضرة المشار إليها في هامش سابق .

- 1 - أن يكون النزاع معروضا على محكمة الاستئناف
- 2 - ضرورة توفر شرط الاستعجال .
- 3 - ضرورة عدم المساس بجوهر الحق .

### أولا : أن يكون النزاع معروضا على محكمة الاستئناف

ان أول اشكال يطرحه الاختصاص الاستعجالي للرئيس الأول هو نطاقه من حيث الزمان لأنه اختصاص موقت . وعليه فإن هذا الشرط يستتبع طرح ثلاثة أسئلة .

### السؤال الأول : متى يبدأ هذا الاختصاص ؟

إن الجواب عن هذا السؤال لا يشير أي خلاف في الرأي إذ يجمع الفقه والقضاء على أن عرص النزاع على محكمة الاستئناف يتم بمجرد تسجيل مقال الاستئناف بكتابة ضبط المحكمة الابتدائية<sup>(1)</sup> بصرف النظر عن تاريخ توجيه الملف الابتدائي إلى محكمة الدرجة الثانية وما يستتبع ذلك من اجراءات إدارية لاحقة كفتح الملف الاستئنافي وإحالته على الرئيس الأول وتعيين المستشار المقرر .

وعليه يكفي لاثبات توفر هذا الشرط أن يرفق مثير الصعوبة - أو طالب أي اجراء استعجالي - مقاله بنسخة من المقال الاستئنافي محتومة بطابع كتابة الضبط أو بالوصل المثبت لايداع المقال الاستئنافي بالكتابة المذكورة .

هذا في الميدان المدني الذي تتحدد به ولاية القضاء الاستعجالي . إلا أنه لما كانت هذه الولاية تمتد على ما استقر عليه الفقه والعمل إلى البت في الصعوبات التي يثيرها تنفيذ الأحكام الصادرة في الدعاوي المدنية التابعة للدعاوي العمومية<sup>(2)</sup> فإن اختصاص الرئيس الأول هنا يبتدئ من تاريخ التصريح بالاستئناف الواقع طبقا لمقتضيات الفصل 385 من قانون المسطرة الجنائية<sup>(3)</sup> والذي يتعين الادلاء بنسخة منه صحبة الطلب الاستعجالي .

(1) انظر Code de Procedure civile annoté A. Ruolt طبع وزارة العدل ص 123

وانظر أيضا محاضرة السيد الرئيس الأول للمجلس الأعلى ابن المجبود العربي المنشورة بكتاب «محاضرات ضيوف الشهر الصادر عن المعهد الوطني للدراسات القضائية» ص 7 .

(2) انظر محمد عبد اللطيف - القضاء الاستعجالي ص 501 من الطبعة الثالثة 1968 .

(3) انظر أمرنا عدد 4179 الصادر بتاريخ 1983/11/8 في الملف الاستعجالي عدد

83/1354 . وهو غير منشور شأنه شأن جميع أوامرننا المشار إليها في هذا العرض .

## اتجاهات في العمل القضائي الاستعجالي للرئيس الأول لمحكمة الاستئناف بالرباط (\*)

سيرا على منوال الاسلاف وتنفيذا لمقتضيات المنشور التي تقضي بإضفاء الصبغة العلمية على مثل هذه الجلسات ارتأيت أن أتناول بالعرض بعض الاتجاهات في العمل القضائي الاستعجالي للرئيس الأول . وهو قضاء كما تعلمون حديث اسندته له المسطرة المدنية الجديدة في الفقرة الثالثة من الفصل التاسع والأربعين بعد المائة حين نصت «على أنه إذا كان النزاع معروضا على محكمة الاستئناف مارس هذه المهام -- المهام الاستعجالية - رئيسها الأول» . وهي فقرة وان قصرت في عباراتها فقد طالت في مضمونها إذ تسند للرئيس الأول الكثير من الاختصاصات المقررة قانونا وقضاء لقاضي المستعجلات رئيس المحكمة الابتدائية في ظرف زمني محدد .

إلا أنه على الرغم من هذا الاتساع في الاختصاص فقد كشف التطبيق العملي عن تضيق في نطاق استعماله إذ أن جل المنازعات الاستعجالية التي ترفع للرئيس الأول لا تخرج عن قضايا الصعوبات في التنفيذ .

لذا فيسبب هذا العرض حول تجربي القصيرة مع هذا الصنف من القضايا على مستوى الرئاسة الأولى وذلك من خلال بحثنا لمختلف الشروط الأساسية لتحقيق هذا الاختصاص وهي :

---

(\*) نص العرض الذي ألقاه السيد الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف بالرباط عبد الواحد الجزاري في حفل افتتاح السنة القضائية 1984 جلسة 6 يناير 1984 .



لهذه الأسباب :

نصرح بوجود صعوبة في تنفيذ الحكم موضوع الملف التنفيذي عدد 58629  
ونأمر بالتالي بايقاف اجراءاته التنفيذية وذلك إلى حين البث في طلب إعادة النظر .  
نبي الصائر على المدعي .  
هذا ما أمرنا به وأمضيناه صحبة كاتبة الضبط .

الكاتبة

الرئيس



بافراغ العارض من المحل الكائن ببلوك 37 رقم 15 باليوسفية بالرباط لاحتلاله إياه بدون سند ولا قانون موضحا أنه تقدم بطلب إعادة النظر وان الصعوبة تتجلى في توفره على عقد كراء يدلي به لأول مرة فضلا عن أن افراغه قبل البث في ملف إعادة النظر يسبب له ضررا كبيرا لذا فهو يلتمس القول بوجود الصعوبة والحكم بالتالي بايقاف اجراءات التنفيذ بصفة مؤقتة في الملف التنفيذي عدد 58629 وذلك إلى حين صدور حكم محكمة الاستئناف في الموضوع مع تحميل المطلوبة مصاريف الدعوى .

– وحيث استدعى الاطراف للجلسة الاستعجالية المنعقدة بمكتبنا بتاريخ 1983/11/21 فحضر الطرفان .

– وحيث أكد الأستاذ الأيوبي مقاله والتمس الحكم وفق ما جاء فيه .

– وحيث أجاب الاستاذ السفياي عن المدعى عليها ومن معها بان الاسباب الواردة في المقال لا تبرر الطلب .

– وحيث وضعت القضية في التأمل .

– وحيث ان النزاع في الجوهر معروض على هذه المحكمة وهو موضوع ملف إعادة النظر عدد 81/1357 مما يثبت اختصاصنا في إطار الفقرة الثالثة من الفصل 149 من قانون المسطرة المدنية .

– وحيث أن الطلب يرمي إلى التصريح بوجود صعوبة في حكم يقضي بافراغ المدعي للاحتلاله المحل في حين أنه يتوفر على سند يتمثل في عقد كراء مبرمة مع المالكة في اسمه الخاص .

– وحيث تبين من الرجوع إلى الملف ان المدعي مثير الصعوبة أدلى فعلا بعقد كراء في اسمه يتعلق بالمحل موضوع الحكم بالا فراغ .

– وحيث أنه وان كان تقدير قيمة هذا العقد يعود لمحكمة الموضوع التي سبب في طلب إعادة النظر ، فإن ظهوره بالمسطرة لأول مرة يشكل صعوبة في تنفيذ حكم يقضي بالا فراغ للاحتلال بدون سند ولا قانون ويربر بالتالي الأمر بايقاف اجراءات التنفيذ إلى حين الفصل في طلب إعادة النظر .

---

أمر استعجالي رقم : 4405  
صادر عن محكمة الاستئناف بالرباط  
ملف عدد 82/1452 - بتاريخ : 1983/11/28

---

باسم جلالة الملك

بتاريخ 1983/11/28 أصدرنا نحن عبد الواحد الجاربي الرئيس الأول لمحكمة  
الاستئناف بالرباط ، بصفتنا قاضيا للمستعجلات بمساعدة الكاتبة السيدة ثورية  
الحساني الأمر الآتي نصه :

بين بورروز علي نائبا الاستاذان الأيوبي والكوهن .

من جهة

وفاطمة بنت محمد عن نفسها ومحاجيرها نائباها الاستاذان السفياي وقدامي .

من جهة ثانية

الأمر :

— حيث تقدم السيد بورروز علي بواسطة نائبيه الاستاذين الأيوبي والكوهن  
بمقال استعجالي سجل وأدى عنه بتاريخ 7 نونبر 1983 يشير فيه صعوبة في تنفيذ  
القرار الصادر عن محكمة الاستئناف بتاريخ 82/12/14 والقاضي بالغاء الحكم  
المتعرض عليه الصادر بتاريخ 1981/4/14 وبعد التصدي حكم بتأييد الحكم  
الابتدائي الصادر بتاريخ 1979/4/20 في الملف المدني عدد 29969 والقاضي

الصائر وفق ما يقتضيه القانون .

– وحيث استدعى الطرفان للجلسة الاستعجالية المنعقدة بمكتبنا بتاريخ 83/11/4 .

– وحيث أعطيت الكلمة للأستاذ النقيب بنسليمان عن المدعى فاكد المقال مضيفا ان محكمة الاستئناف أصدرت بتاريخ 1983/10/19 قرارها بالغاء الحكم المنفذ بمقتضاه (ملف استئنافي عدد 821006) .

– وحيث تخلف المدعى عليه رغم توصله بالاستدعاء بصفة قانونية .

– وحيث وضعت القضية في التأمل .

– وحيث أن الطلب يرمي إلى التصريح بوجود صعوبة في تنفيذ حكم ابتدائي مستأنف وهو موضوع الملف الاستئنافي عدد 82/1006 .

– وحيث تبين بعد ضم ملف الجوهر المذكور – الملف الاستئنافي عدد 821006 أن محكمة الاستئناف أصدرت قرارها بشأنه بتاريخ 83/10/19 وهو يقضي بالغاء الحكم المستأنف (وهو موضوع الصعوبة المثارة) وبعد التصدي حكمت بعدم قبول الطلب .

– وحيث أن اختصاص الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف بممارسة المهام الاستعجالية طبقا لمقتضيات الفقرة الثالثة من الفصل 149 من قانون المسطرة المدنية ، لا ينعقد إلا إذا كان النزاع معروضا على محكمته .

– وحيث لا يسعنا بعد أن أصدرت محكمة الاستئناف قرارها في موضوع النزاع الذي كان معروضا عليها ، إلا التصريح بعدم اختصاصنا للبت في هذه الصعوبة .

لهذه الأسباب :

نصرح بعدم الاختصاص

نبقى الصائر على الطالب .

هذا ما أمرنا به وأمضينا صحبة كاتبة الضبط .

---

أمر استعجالي عدد : 4178  
صادر عن محكمة الاستئناف بالرباط  
ملف عدد : 83/1335 - بتاريخ 83/11/8

---

باسم جلالة الملك

بتاريخ 83/11/8 أصدرنا نحن عبد الواحد الجازي الرئيس الأول لمحكمة  
الاستئناف بالرباط بصفتنا قاضيا للمستعجلات بمساعدة الكاتبة السيدة ثوريا  
الحساني الأمر الآتي نصه :

بين جمال قاسم الشلحاوي نائبه الأستاذ النقيب عبد الجليل بنسليمان .  
من جهة

وبين السيدة ان ماري نائبا الأستاذ ادريس بلحسين .  
من جهة ثانية

الأمر :

— حيث تقدم السيد جمال الشلحاوي بمقال استعجالي بواسطة نائبه الأستاذ  
بنسليمان سجل وأدى عنه بتاريخ 83/10/19 يلتمس فيه التصريح بوجود صعوبة  
في تنفيذ الحكم الصادر عن المحكمة المركزية بسيدي سليمان بتاريخ 81/12/14 في  
الملف المدني عدد 78/109 والقاضي بافراغه من العقارين موضوع الرسمين العقاريين  
عدد 15104 و 36282 لاحتلاله إياهما بدون سند ولا قانون في حين أنه يتواجد  
بهما بحكم تملكه لما بعد شرائها من مالكتها وهو يلتمس تبعا لذلك الأمر بإيقاف  
اجراءات تنفيذ هذا الحكم وهو موضوع الملف التنفيذي عدد 82/27 مع البث في

فقط حسب الخبرة الخاصة به وعليه فإن العارضة تلتبس بالحكم بوجود الصعوبة إلى حين الحكم في الاستئناف مع جعل الصائر على من يجب .

— وحيث استدعي الطرفان للجلسة الاستعجالية المنعقدة بمكتبنا بتاريخ 83/11/4 فحضرا معا .

— وحيث اعطيت الكلمة للأستاذ الأيوبي فأكد المقال .

— وحيث أجاب الأستاذ الدحاني عن المدعى عليه بأن الحكم وقع تنفيذه مما يجعل الطلب بدون موضوع .

— وحيث عقب الأستاذ الأيوبي بأنه وإن كان التنفيذ قد تم فعلا فإن موضوع الطلب مازال قائما .

— وحيث وضعت القضية في التأمل .

— وحيث أن النزاع في الجوهر معروض على هذه المحكمة وهو موضوع التصريح بالاستئناف عدد 2226 بتاريخ 2 غشت 1983 مما يثبت اختصاصنا في إطار الفقرة الثالثة من الفصل 148 من قانون المسطرة المدنية .

— وحيث أن الطلب يرمي إلى التصريح بوجود صعوبة في تنفيذ الحكم المشار إلى مراجعته أعلاه .

— وحيث تبين من مرافعات الطرفين أن التنفيذ قديم .

— وحيث أنه من شروط قبول دعوى الصعوبة أن لا يكون التنفيذ قد تم .

— وحيث لا يسعنا أمام ما تقدم إلا التصريح بعدم قبول الدعوى .

لهذه الأسباب :

نصرح بعدم القبول .

ونبقي الصائر على الطالب .

هذا ما أمرنا به وأمضيناه صحبة كاتبة الضبط .

الكاتبة

الرئيس الأول

---

أمر استعجالي عدد : 4179  
صادر عن محكمة الاستئناف بالرباط  
ملف عدد : 83/1354 - بتاريخ : 83/11/8

---

باسم جلالة الملك

بتاريخ 83/11/8 أصدرنا نحن عبد الواحد الجراري الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف بالرباط الأمر الآتي نصه بمساعدة الكاتبة السيدة ثوريا الحساني . بين شركة التأمين الوفاق نائبها الأستاذان الكوهن والأيوبي المحاميين بالرباط . من جهة

وبين الادريسي سيدي لحسن نائبه الأستاذ الدحماني المحامي بالرباط . من جهة أخرى

الأمر :

— حيث تقدمت شركة التأمين الوفاق بواسطة نائبيها الاستاذين الكوهن والأيوبي بمقال استعجالي سجل وأدى عنه بتاريخ 21 أكتوبر 1983 تثير فيه صعوبة في تنفيذ الحكم الصادر عن المحكمة الابتدائية بالرباط بتاريخ 83/7/27 في الملف الجنحي سير عدد 80/201 الباث في المصالح المدنية والقاضي على العارضة بان تؤدي لفائدة الضحية المدني الادريسي لحسن مبلغ 45000 مع النفاذ المعجل في حدود النصف وان سبب الصعوبة يكمن في كون المحكمة اعتمدت خبرة لا علاقة لها بالضحية نحدد نسبة العجز 20٪ في حين أن الضحية مصاب بعجز نسبته 4٪

ونظرا لحالة الاستعجال والظروف المحيطة بالقضية وعدم مساسنا بالجوهر.  
وعملا بمقتضيات الفصل 436 من قانون المسطرة المدنية.

لهذه الأسباب :

نأمر بإيقاف تنفيذ القرار الاستعجالي الصادر عن المحكمة الابتدائية بالرباط  
بتاريخ 1983/2/14 تحت عدد 1429 إلى أن تبث محكمة الاستئناف في الملف  
المعروض عليها ، مع حفظ الباث في الصائر.  
هذا ما أمرنا به وأمضيناه صحبة كاتبة الضبط .

الكاتبة

الرئيس



القرار الاستعجالي الذي جعله المشرع مشمولاً بالنفاذ المعجل بقوة القانون ملتصقا بصفة احتياطية رفض الطلب .

- وحيث وضعت القضية في التأمل .

- وحيث أن النزاع في الجوهر معروض على هذه المحكمة وهو موضوع الملف الاستعجالي الاستثنائي عدد 83/582 مما يثبت اختصاصنا في إطار الفقرة الثالثة من الفصل 149 من قانون المسطرة المدنية .

- وحيث التمس الاستاذ عمر فوج نيابة عن المنفذ لهم رفض الطلب لكونه جاء مخالفا لمقتضيات الفقرة الأخيرة من الفصل 436 .

-- وحيث أن قصد المشرع من ذلك هو عدم قبول الطلب الجديد الرامي إلى تأجيل التنفيذ مرة ثانية بعد صدور أمر سابق بإيقافه تفاديا للمماطلة .

- وحيث انه علاوة على ذلك فإنه من المتفق عليه انه إذا بنيت الصعوبة على سبب وجيه وجدي وكانت الصعوبة الأولى لم تؤد إلى ايقاف التنفيذ أو تأجيله كما هو الأمر في النازلة فإنها تقبل ولا يكون الطلب بالتالي متعارضاً مع مقتضيات الفصل 436 مما يتعين معه رفض الدفع المذكور .

- وحيث أن الطلب الحالي يرمي إلى ايقاف تنفيذ الأمر الاستعجالي الصادر عن قاضي المستعجلات بابتدائية الرباط بتاريخ 1983/2/14 تحت رقم 1429 نظراً لظهور عنصر جديد وهو حكم المحكمة الابتدائية في الملف المدني المتنوع عدد 82/3439 القاضي ببطلان اجراءات التبليغ في الملف عدد 82/2416 .

- وحيث ثبت من أوراق الملف أن القرار الاستعجالي القاضي بالافراغ قد اعتمد على كون المدعى عليها لم تطعن في الانذار بالافراغ ولم تطلب التعويض داخل الأجل القانوني المحدد في ظهير 1955/5/24 .

- وحيث أن صدور حكم بتاريخ 83/7/11 ببطلان التبليغ واجراءاته في ملف التبليغ عدد 2416 كما تنفيذ ذلك شهادة رئيس كتابة الضبط المؤرخة في 1983/7/23 . يعتبر عنصراً جديداً من شأنه أن يؤثر على النزاع القائم بين الطرفين ويشكل بالتالي صعوبة جدية في التنفيذ . الأمر الذي ينبغي معه الاستجابة للطلب .

83/582 ، وانه بعد صدور الأمر المذكور طرأ عنصر قانوني جديد الا وهو كون محكمة الموضوع في الملف المدني عدد 82/3439 صرحت بأن اجراءات التبليغ في الملف عدد 82/2416 هي اجراءات باطلة وذلك بمقتضى حكمها الصادر بتاريخ 11 يوليوز 1983 موضحة أن القاضي الاستعجالي لما حكم بطردها لم يبحث في التبليغ المذكور هل هو قانوني أو أنه باطل ولذلك فالمحكمة التي لها الولاية للبحث في صحة التبليغ قد قررت بانه باطل وانه لم يعد هناك شك في أن محكمة الاستئناف ستقضي بعدم اختصاص القضاء الاستعجالي لطرد العارضة من مقرها .  
وبما أن حكم المحكمة الابتدائية يبطلان التبليغ قد قلب المعطيات التي بنى عليها القاضي الابتدائي أمره بطردها .

- وحيث أنه في انتظار أن تحكم محكمة الاستئناف في الملف عدد 83/582 ومخافة أن يؤدي تنفيذ الأمر الاستعجالي إلى عواقب لا يمكن تداركها ولا اصلاحها جعل الغاء محكمة الاستئناف للأمر المذكور .

- وحيث ان حق العارضة في الاعتصام بمقرها والتثبت باصلها التجاري لم يسقط خلافا لما ذهب إليه القاضي الاستعجالي .

فانها تلتبس نظرا لظهور العنصر الجديد المشار إليه الأمر بإيقاف تنفيذ الأمر الاستعجالي المذكور إلى أن تبث محكمة الاستئناف في الاستئناف المرفوع إليها مع جعل الحكم مشمولا بالنفاذ المعجل وتحميل المطلوبين الصائر .

- وحيث حضر الطرفان بالجلسة المنعقدة بتاريخ 83/8/5 .

- وحيث حضر الاستاذ عدي عن شركة المنيوم الذي أكد المقال والمذكرة الجوابية المؤرخة في 83/7/27 والتي سلمت نسخة منها للأستاذ عمر فوج ، الذي صرح بانه سبق للمطالبة أن تقدمت بمقال مماثل في الملف عدد 727 صدر فيه قرار بتاريخ 83/7/14 برفض الطلب مضيفا ان المقال جاء مخالفا لمقتضيات الفصل 436 من ق.م.م .

وأجاب من حيث الموضوع أن الطلب أسس على صدور حكم عن ابتدائية الرباط يقضي ببطلان اجراءات التبليغ موضحا بانه لم يتم الادلاء بنسخة منه وان هذا الحكم لم يصبح نهائيا ولازال خاضعا لطرق الطعن وانه بالتالي ليس له أثر على

---

قرار مدني رقم : 3366  
صادر عن محكمة الاستئناف بالرباط  
قضية رقم : 83/853 - بتاريخ : 83/8/8

---

باسم جلالة الملك

بتاريخ 83/8/8 أصدرنا نحن الادريسي العمراوي نيابة عن السيد الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف بصفتنا قاضيا للمستعجلات بمساعدة السيدة ثوريا الحساني كاتبة الضبط الأمر الآتي نصه :

شركة المنيوم ، نائباها الأستاذان المالقي وعدي محاميان بالرباط .  
من جهة  
وبين عبد الجليل السوسي ومن معه ، نائبه الأستاذ عمر فوج محام بالرباط .  
من جهة أخرى

الأمر :

— حيث تقدمت شركة المونيوم بواسطة نائبيها الاستاذين المالقي وعدي بمقال استعجالي سجل وأدى عنه بتاريخ 16 يوليوز 1983 تثير فيه صعوبة في تنفيذ الأمر الاستعجالي عدد 82991 وتاريخ 83/2/14 موضوع الملف التنفيذي عدد 89480 والقاضي بافراغها للاحتلال بدون سند ولا قانون لعدم احترامها أجل الطعن في الانذار والمطالبة بالتعويض وفق المسطرة المحددة في ظهير 24 ماي 1956 بعد صدور قرار بعدم الصلح ، معللة ذلك بأن العارضة قد استأنفت الأمر الاستعجالي المذكور أمام محكمة الاستئناف بالرباط والقضية تجري كملف استعجالي عدد

– وحيث أنه على فرض مساسه في قضائه هذا بجوهر الحق فان قاضي المستعجلات وهويث في دعوى الصعوبة لا يعتبر درجة ثانية للتقاضي له صلاحية التعقيب على الحكم الأول بالتأييد أو التعديل .

– وحيث يتجلى مما تقدم أن جميع الاسباب المعتمدة للقول بالصعوبة في التنفيذ المعني لا تنبني على أساس مما يبرر الحكم برفض الطلب .

لهذه الأسباب

نصرح برفض الطلب

نبي الصائر على صاحبه

هذا ما أمرنا به وأمضيناه صحة كاتبة الضبط

الرئيس

الكاتبة



المسطرة المحددة في ظهير 24 مايو 1955 بعد صدور قرار بعدم الصلح وتبجلى الصعوبة في كونها لم تتوصل بقرار عدم الصلح هذا وان هناك منازعة جدية جارية بشأن تبليغها هذا القرار ، وهي موضوع دعوى أمام محكمة الموضوع ، وعليه وبما أن قاضي المستعجلات الابتدائي قد مس في أمره بجوهر الحق عندما بث بالافراغ دون انتظار لما ستقوله محكمة الموضوع بشأن صحة التبليغ أو بطلانه .

لذا تلمس العارضة الاعلان عن وجود صعوبة مؤقتة في تنفيذ الأمر الاستعجالي المعني والأمر بايقاف تنفيذه إلى حين بث محكمة الاستئناف بالرباط في استئنافه ، مع تحميل المطلوبين الصائر .

– وحيث استدعى الطرفان للجلسة المنعقدة بمكتبنا بتاريخ 1983/7/2 فحضرا .

– وحيث أمد الأستاذ عدي عن المدعية مقاله والتمس الحكم وفقه .

– وحيث أجاب الاستاذ عمر فرج عن المدعى عليهما بأن الوسائل المثارة في الصعوبة هي جميعها وسائل موضوعية وقد سبقت أثارها في المرحلة الابتدائية ون مجرد تقديم دعوى بطلان التبليغ لا يترع عن قاضي المستعجلات اختصاص النظر في الدعوى مضافا انه لا يرى مانعا من تأخير البث في هذا الملف لمدة أسبوع إلى أن يحكم ابتدائيا في ملف بطلان التبليغ الموجود في التأمل .

– وحيث وضعت القضية في التأمل .

– وحيث أن النزاع في الجوهر معروض على هذه المحكمة وهو موضوع الملف الاستعجالي الاستئنافي عدد 83582 مما يثبت اختصاصنا في إطار الفقرة الثالثة من الفصل 149 من قانون المسطرة المدنية .

– وحيث ان الطلب يرمي إلى التصريح بوجود صعوبة في أمر استعجالي لكونه مس بجوهر الحق .

– وحيث تبين من دراسة الملف وخاصة الحكم موضوع الصعوبة ان الاسباب المعتمدة فيها سبقت اثارها أمام قاضي المستعجلات وانه رفضها مما يجعلها غير صالحة كاسباب للقول بالصعوبة .

---

أمر استعجالي عدد : 2977  
صادر عن محكمة الاستئناف بالرباط  
ملف عدد : 83/727 - بتاريخ : 83/7/14

---

باسم جلالة الملك

بتاريخ 83/7/14 أصدرنا نحن عبد الواحد الجراري الرئيس الأول لمحكمة  
الاستئناف بصفتنا قاضيا للمستعجلات بمساعدة كاتبة الضبط ثوريا الحساني الأمر  
الآتي نصه .

بين شركة المنيوم ، نائبا الأستاذان المالقي وعدي المحامين بالرباط .  
من جهة

وبين عبد الجليل السويسي ومن معه نائبيهم الأستاذ عمر فرج المحامي بالرباط .  
من جهة أخرى

الأمر :

— حيث تقدمت شركة المنيوم بواسطة نائبيها الاستاذين المالقي وعدي بمقال  
استعجالي سجل وادى عنه بتاريخ 17 يونيو 1983 تثير فيه صعوبة في تنفيذ الأمر  
الاستعجالي الصادر عن ابتدائية الرباط في الملف الاستعجالي عدد 82/991 بتاريخ  
14 فبراير 83 موضوع الملف التنفيذي عدد 89480 والقاضي بافراغها للاحتلال  
بدون سند ولا قانون لعدم احترامها أجل الطعن في الانذار والمطالبة بالتعويض وفق

في إطار دعوى الصعوبة هذه منظوريا على مساس بحجية الحكم ويبرر بالتالي الحكم برفض الطلب .

لهذه الأسباب :

نصرح برفض الطلب .

ننقي الصائر على صاحبه .

هذا ما أمرنا به وأمضيناه صحبة كاتب الضبط .

الكاتب

الرئيس



تلتبس القول والحكم باستمرار اجراءات التنفيذ فيما يتعلق بالجزء الذي أوقفه المنفذ وهو الجزء المتعلق بالنفقة .

– وحيث استدعى الطرفان للجلسة الاستعجالية المنعقدة بمكتبنا بتاريخ 1983/6/17 فحضرا .

– وحيث أكد الأستاذ همام عن المدعية مقالا والتبس الحكم وقفه .

– وحيث أجاب الأستاذ الخليفي نيابة عن الأستاذ المراكشي عن المدعى عليه محمد العبدلاوي بان الطلب غير مقبول على أساس أن القضية معروضة في الاستئناف بناء على استئنافه هو لا بناء على استئنافها كما أن الطلب لا يركز على أساس لأن الأمر يتعلق بمقتضيات الحكم وبمنطوقه لا باجراءات التنفيذ وقد كان على المدعية أن تسلك طرق الطعن القانونية لا ان تلجأ إلى قاضي المستعجلات بتغيير تلك المقتضيات .

– وحيث عقب الاستاذ همام بان الرئيس الأول يكون مختصا إذا كان النزاع في الجوهر معروضا على محكمته بصرف النظر عن الجهة المستأنفة وأن النزاع يتعلق بالنفقة لا باللحوق وباجراءات التنفيذ لا بالحكم ومنطوقه .

– وحيث وضعت القضية في التأمل .

– وحيث أن النزاع في الجوهر معروض على هذه المحكمة وهو موضوع الملف الاستثنائي عدد 83/218 مما يثبت اختصاصنا في إطار الفقرة 3 من الفصل 149 من قانون المسطرة المدنية .

– وحيث أن الطلب يرمي إلى القول بوجود صعوبة في التنفيذ والأمر بالتالي بالاستمرار في التنفيذ للأسباب الواردة أعلاه .

– وحيث تبين من دراسة الحكم موضوع الصعوبة تبين أن القاضي الأول علل مقرره بعدم شمل النفقة بالنفاذ المعجل بوجود نزاع حول الحالة الشخصية لمستحقيها ويتعلق الأمر بنسب الطفل المستحق للنفقة .

– وحيث يتضح مما تقدم أن القاضي الأول تصدّى بحق أو بغير حق لموضوع النفاذ المعجل وناقشه وعلل موقفه بخصوصه مما يجعل كل تدخل لقاضي المستعجلات

---

أمر استعجالي عدد : 2717  
صادر عن محكمة الاستئناف بالرباط  
ملف عدد : 83/644 - بتاريخ : 24 / 6 / 1983

---

باسم جلالة الملك

بتاريخ 24 / 6 / 1983 أصدرنا نحن الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف بالرباط  
عبد الواحد الجراري بمساعدة الكاتبة السيدة ثوريا الحساني الأمر الآتي نصه :  
بين فاطمة السلياني ، نائبا الأستاذ همام المحامي بالرباط .

من جهة

وبين العبدلاوي محمد ، نائبا الأستاذان المراكشي وجلزيم المحاميان بالرباط .  
من جهة أخرى

الأمر :

— حيث تقدمت السيدة فاطمة السلياني بواسطة نائبا الأستاذ همام بمقال  
استعجالي سجل وأدى عنه بتاريخ 26 مايو 1983 تعرض فيه ان حكما شرعيا قضى  
على السيد العبدلاوي محمد بان يؤدي لها نفقتها إلى تاريخ الوضع ونفقة مولودها  
وحضانتها بالإضافة إلى واجب عدتها ومتعتها وان الحكم المذكور ارفق العدة والمتعة  
بالتنفيذ المعجل دون سواهما من نفقة وحضانة مما حمل المنفذ على ايقاف التنفيذ بعد  
توصله بمقال الاستئناف لكن بما أن النفقة مشمولة بالنفاذ المعجل بقوة القانون لذا

دون إعادة طرحها على القضاء إلا باحدى طرق الطعن في الاحكام.

— وحيث لا يسعنا أمام ما تقدم إلا التصريح برفض الطلب.

لهذه الأسباب :

— نصح برفض الطلب.

— نبقى الصائر على صاحبه.

هذا ما أمرنا به وامضيناه صحبة كاتب الضبط.

الكاتب

الرئيس



— وحيث اتبعت السيدة الشاذلية بنعمر مقالا الافتتاحي بمذكرة تصحيحية بواسطة دفاعها سجلتها وأدت عنها بتاريخ 8/6/83 تلتبس فيها استدعاء السيد الأخضر غزال فوزي بعنوانه أو بمحل المخابرة معه .

— وحيث استدعى الطرفان للجلسة الاستعجالية المنعقدة بمكتبنا بتاريخ 17/6/1983 فحضر دفاعها .

— وحيث اعطيت الكلمة للأستاذة المنوني التي أكدت مقالا والتهمت الحكم وفقه .

— وحيث أجاب الأستاذ الغبزوري من مكتب الأستاذ زيان عن المدعى عليه فأثار في البداية عدم اختصاص السيد الرئيس الأول بناء على تحليل لمقتضيات الفصول 26 و149 و436 انتهى فيه إلى أن كل محكمة تحتفظ بصعوبات أحكامها وفي الجوهر التمس الحكم برفض الطلب لعدم جديته لوجود موكله بالمغرب .

— وحيث عقبته الأستاذة المنوني بانه إذا هناك شك حول عدم وجود المدعى عليه بالمغرب فهي تلتبس استدعاء الأطراف للحضور شخصا لمعرفة الحقيقة .  
— وحيث وضعت القضية في التأمل .

— وحيث أن النزاع في الجوهر معروض على هذه المحكمة وهو موضوع المقال الاستثنائي المؤرخ في 6/5/1983 مما يؤكد اختصاصنا في إطار الفقرة الثالثة من الفصل 149 من قانون المسطرة المدنية لصراحته وكما استقر الاجتهاد القضائي على تأويلها وتطبيقها خلافا للتفسير الذي أعطاه لها الطرف المدعى عليه .

— وحيث ان الطلب يرمي إلى التصريح بوجود صعوبة في تنفيذ حكم صلة الرحم على اعتبار أن الأب المحكوم له لا يوجد بالمغرب .

— وحيث تبين من دراسة الحكم الابتدائي موضوع الصعوبة ان السبب المعتمد للقول بالصعوبة وهو تواجد الأب خارج المغرب بصفة مستمرة سبق وان أثير كدفع في دعوى الجوهر ابتدائيا وأجيب عنه .

— وحيث انه من الثابت فقها وقضاء انه إذا كان سبق الصعوبة يبنى على وقائع سابقة على الحكم والحالة هذه فالمفروض أن الحكم قطع فيها وتحول حججه

---

أمر استعجالي عدد : 2598  
صادر عن محكمة الاستئناف بالرباط  
ملف عدد : 83697 - بتاريخ : 20 / 6 / 1983

---

باسم جلالة الملك

بتاريخ 20 / 6 / 1983 أصدرنا نحن عبد الواحد الجراري الرئيس الأول لمحكمة  
الاستئناف بالرباط بمساعدة الكاتبة السيدة ثوريا الحساني الأمر الآتي نصه :  
بين الشاذلية بنعمر نائبها الاستاذة المنوني المحامية بالرباط .  
من جهة

وبين الأخضر غزال فوزي نائبه الاستاذ زيان المحامي بالرباط .  
من جهة أخرى

الأمر :

- حيث تقدمت السيدة الشاذلية بنعمر بواسطة نائبيها الاستاذين الجوهري  
والمنوني بمقال استعجالي سجل وأدى عنه بتاريخ 7 / 6 / 83 تثير فيه صعوبة في  
تنفيذ الحكم الشرعي الصادر عن المحكمة الابتدائية بالرباط في الملف عدد  
82/352 موضوع الملف التنفيذي عدد 89386 والقاضي لمطلقها الأخضر غزال  
فوزي بحق تسلم ابنته منها هند لصلة الرحم بها في أوقات معينة تتمثل الصعوبة في  
عدم التواجد المادي للأب بالمغرب إذ يقطن ويعمل باستمرار بفرنسا ومتزوج هناك  
ويأتي إلا نادرا للمغرب وعليه فهي تلتمس التصريح بوجود الصعوبة والأمر بالتالي  
بايقاف التنفيذ إلى أن تبث محكمة الاستئناف في الاستئناف المعروض عليها أو إلى أن  
تبث في طلب ايقاف التنفيذ المرفوع لها .

لهذه الأسباب :

- نصح بعدم اختصاصنا .
- تأمر بإحالة الملف على السيد رئيس المحكمة الابتدائية بالرباط للبت في الطلب وصائرته وفق ما يقتضيه القانون .
- هذا ما حكمنا به وأمضيناه صحة كاتب الضبط .

كاتب الضبط

الرئيس الأول



أنه يكفيه أن السيد العدناني يرضي على موكله صفة الشريك والمكتري من الورثة وأنه يعتبر بانه يتواجد معه بالمحل وانها يستغلانه معا وانه مما يؤكد صفة موكله في هذه المسطرة ان المحل كان بيده .

— وحيث وضعت القضية بالتأمل .

— وبناء على الفقرة الثالثة من الفصل 149 من قانون المسطرة المدنية .

— وحيث أن هذا الطلب قدم إلينا على أساس أن نزاعا في الجوهر معروض على هذه المحكمة الاستئنافية وهو موضوع الملف المدني رقم 83/205 س 2) .

— وحيث يدفع المدعى عليه بعدم الاختصاص للأسباب المسطرة أعلاه ومن جعلتها اختلاق واستغلال هذا الطلب عن موضوع الملف المعروض أمام محكمتنا الاستئنافية .

— وحيث تبين بعد ضم ملف الجوهر عدد 83205 ودراسة الملفين معا بجميع الأوراق والمستندات تبين أن الدفع بعدم الاختصاص ينبغي على أساس صحيح ذلك أن طلب ارجاع الحالة المقدم من طرف السيد بن يوسف يعتبر طلبا مستقلا في جوهره عن الطلب الأول موضوع الملف المستأنف .

— وحيث أن الاختصاص الاستعجالي للرئيس الأول بمقتضى الفقرة الثالثة من الفصل 149 من قانون المسطرة المدنية لا يتحقق إلا إذا كان الاجراء المطلوب يتعلق بذات وجوه النزاع المعروض على محكمة الاستئناف وبتفرع عنه الشيء الذي لا يتوفر في هذه النازلة حيث الطلب يرمي إلى الأمر باجراء مواز ومتعارض مع الطلب موضوع الملف الاستئنافية الراجع أمام هذه المحكمة .

— وحيث لا يسعنا أمام ما تقدم الا التصريح بعدم اختصاصنا وبالتالي باحالة الملف على السيد رئيس المحكمة الابتدائية بصفته القاضي الاستعجالي المختص أصلا بالبت في مثل هذه الطلبات اعمالا لمقتضيات الفصل السادس عشر من قانون المسطرة المدنية .

فوجئ باستبدال قفليهما وانه يطلب لذلك ارجاع الحالة إلى ما كانت عليه فاستجاب قاضي المستعجلات لطلبه وأمر بارجاع الحالة وان هذا الأمر الذي طعن فيه بالاستئناف من لدن العارض (ملف مدني رقم 83/205 س 2) قد نفذ بتاريخ 1983/4/1 وانه بعد التنفيذ قام السيد العدناني بتكسير الاقوال السابقة واستبدالها باقوال جديدة احتفظ بمفاتيحها لنفسه حارما العارض من ممارسة نشاطه بنفس المحليين وعليه فإن العارض يلتمس القول والأمر بارجاع الحالة إلى ما كانت عليه بالنسبة إليه في المتجرين المعنيين وذلك بتمكينه من مفاتيحها واستئناف نشاطه بهما تحت طائلة غرامة تهديدية قدرها 50 درهما عن كل يوم تأخير عن التنفيذ والقول بقابلية الأمر للتنفيذ فور صدوره على الأصل مع كل ما يترتب عن ذلك قانونا .

— وحيث استدعى الاطراف للجلسة المنعقدة بمكتبنا بتاريخ 1983/4/18 فحضرا .

— وحيث اعطيت الكلمة للأستاذ الصديقي عن المدعي فاكد مقاله والتمس الحكم وفقه .

— وحيث أجاب الأستاذ بنخرابة عن المدعي عليه بمذكرة كتابية تناولها بالعرض والشرح والتأكيد مشيرا فيها الدفع بعدم اختصاص الرئيس الأول طبقا للفقرة الثالثة من الفصل 149 على اعتبار أن الأمر يتعلق بطلب جديد لا علاقة له بالنزاع الأول المطروح أمام محكمة الاستئناف مشيرا إلى مقتضيات الفصل 143 التي لا تسمح بتقديم الطلبات الجديدة أمام محكمة الاستئناف مضيفا ان عدم الاختصاص هذا قائم بالنظر لطبيعة النزاع الذي يعتبره المدعي — حسب كتاباته السابقة — جديا هذا فضلا عن كون طرح هذا النزاع على الرئيس الأول يضيع درجه من درجات التقاضي على العارض هذا من جهة ومن جهة أخرى فإن عنصر الاستعجال غير متوفر بذكر المدعي الذي ينكر كل علاقة بالعارض مما يجعل اختصاص قاضي المستعجلات غير ثابت وعليه يلتمس العارض القول بعدم الاختصاص في جميع الاحوال وجعل الصائر على من وجب قانونا .

— وحيث عقب الاستاذ الصديقي بالنسبة للدفع بعدم الاختصاص بان النزاع في الجوهر المعروض على محكمة الاستئناف مرتبط بهذا الملف وبالنسبة للصفة يشير إلى

---

أمر استعجالي عدد : 1786  
صادر عن محكمة الاستئناف بالرباط  
ملف عدد 83386 - بتاريخ : 1983 / 4 / 27

---

باسم جلالة الملك

بتاريخ 27 أبريل 1983 أصدرنا نحن عبد الواحد الجراري الرئيس الأول  
لمحكمة الاستئناف بصفتنا قاضيا للمستعجلات بمساعدة الكاتبة السيدة ثريا الحساني  
الأمر الآتي نصه :

بين ادريس بن يوسف

نائبه الأستاذ محمد الصديقي المحامي بالرباط

من جهة

والعدناني الحبيب

نائبه الاستاذان المشرقي وبنخرابة .

من جهة أخرى

الأمر :

— حيث تقدم السيد ادريس بن يوسف بواسطة نائبيه الاستاذين بوعيد  
والصديقي بمقال استعجالي سجل وأدى عنه بتاريخ 9 أبريل 1983 يعرض فيه أن  
السيد العدناني الحبيب أقام ضده دعوى استعجالية بابتدائية الرباط عرض فيها أنه  
شريك للعارض ومكترتي معه للمتجرين الكائنين بشارع شالة رقم 21 بالرباط وأنه

لهذه الأسباب :

تصرح بعدم قبول الطلب .

تبقى الصائر على صاحبه .

هذا ما حكمنا به فامضيناه صحة كاتب الضبط .

الامضاء :

الكاتب

الرئيس



- وحيث استدعي الاطراف للجلسة الاستعجالية المنعقدة بمكتبنا بتاريخ 83/4/2 فحضروا .
- وحيث اعطيت الكلمة للأستاذ الشنوكي عن المدعي فأكد مقاله والتمس الحكم وفقه .
- وحيث أجاب المدعى عليه الزنواكي عمر بأنه سبق لخصمه أن أقام عدة دعاوي للحيلولة دون تنفيذ الحكم ذلك انه طلب ايقاف التنفيذ قضى برفضه كما سبق وان أثبتت صعوبة في التنفيذ حكم برفضها مدليا بالوثائق المعززة لاقواله .
- وحيث عقب الأستاذ الشنوكي بان طلب ايقاف التنفيذ حكم بعدم القبول فقط وليس بالرفض اما الصعوبة فإنه يقدمها الآن أمام الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف بصفته قاضي المستعجلات المختص قانونا بالبت فيها .
- وحيث أجاب المدعى عليه بان الاستئناف واقع خارج الأجل حسب ما يشهد به المدعى في مقاله الاستينافي .
- وحيث رد الاستاذ الشنوكي بأن الوثائق المدلى بها ليست سوى صور .
- وحيث وضعت القضية في التأمل .
- وحيث أن النزاع في الموضوع معروض على هذه المحكمة الاستينافية وهو موضوع الملف الاستينافي عدد 82/540 .
- وبناء على مقتضيات الفقرة الثالثة من الفصل 149 والفصل 436 من قانون المسطرة المدنية .
- وحيث أن الطلب يرمي إلى التصريح بوجود صعوبة جدية في التنفيذ .
- وحيث تبين من دراسة الملف بجميع وقائعه وأوراقه أنه سبق أن أثبتت الصعوبة لدى السيد رئيس المحكمة الابتدائية بالقنيطرة فبت فيها بالرفض بتاريخ 82/6/16 .
- وحيث يتجلى مما تقدم أن الطلب غير مقبول لسبق البت فيه .

---

أمر استعجالي عدد : 1387  
صادر عن محكمة الاستئناف بالرباط  
ملف عدد : 83295 - بتاريخ 4 / 4 / 1983

---

باسم جلالة الملك

بتاريخ 4 أبريل 1983 أصدرنا ، نحن عبد الواحد الجراري الرئيس الأول  
لمحكمة الاستئناف بالرباط بمساعدة كاتبة الضبط السيدة ثريا الحساني  
الأمر الآتي نصه :

بين السيد الخرياتي محمد بصفته مدعيا  
نائبه الاستاذ الشوكي المحامي بالرباط

من جهة

والزنواكي عمر بصفته مدعى عليه

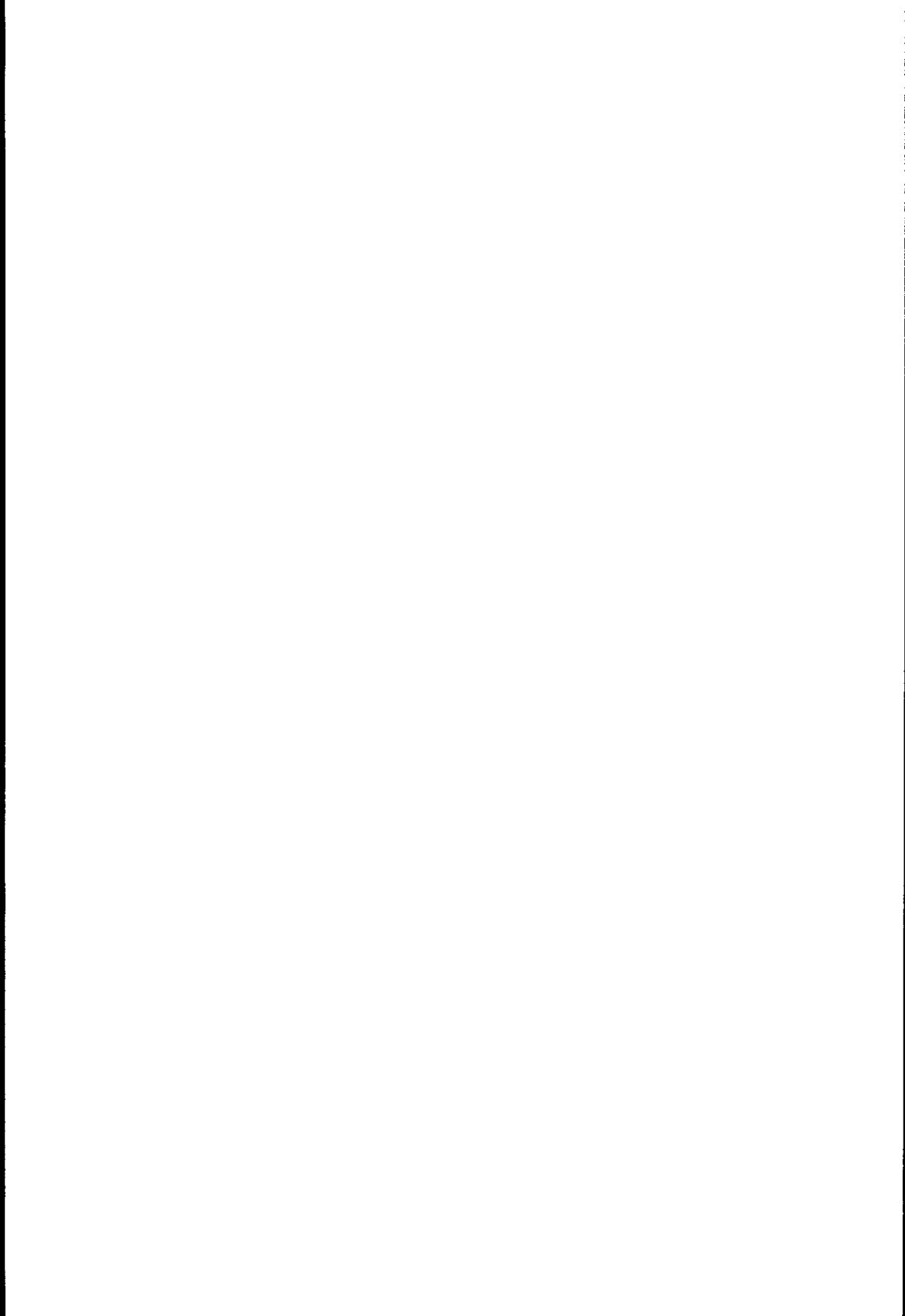
ورئيس قسم التنفيذات القضائية بالقنيطرة

من جهة أخرى

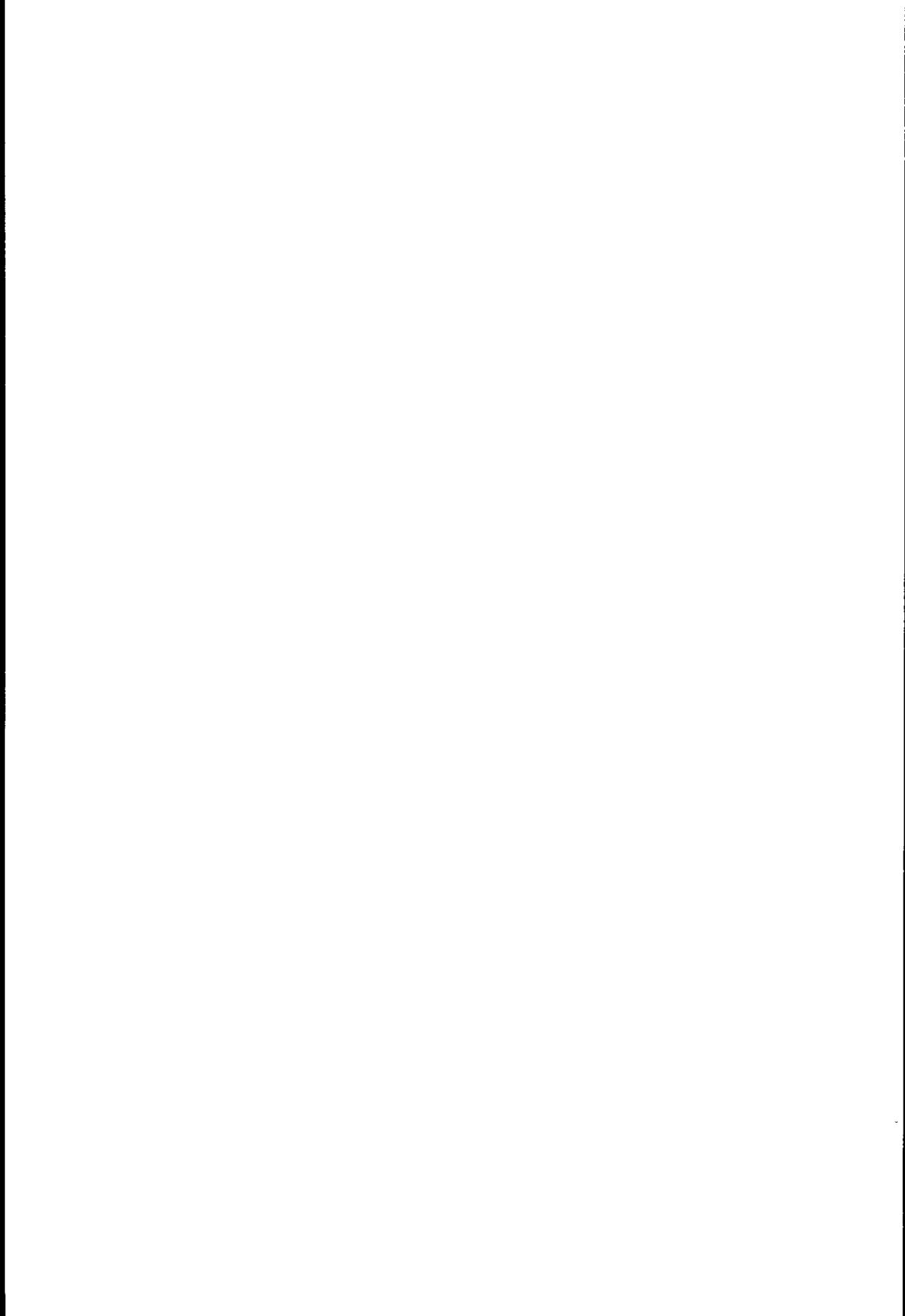
- حيث تقدم السيد الخرياتي محمد بواسطة نائبه الأستاذ الشوكي المحامي  
بالرباط بمقال استعجالي سجل وادى عنه بتاريخ 8 مارس 1983 يلتمس فيه  
التصريح بوجود صعوبة جدية في تنفيذ الحكم موضوع الملف التنفيذي 82255 على  
اعتبار أن الحكم مطعون فيه بالاستئناف وهو غير مشمول بالنفاذ المعجل .



محكمة الاستئناف بالرباط



2. محاكم الاستئناف



العقار المدعى فيه وقسمة التجرئة وبيعها لعدد كبير من المشترين وانه فرق بين الآثار القانونية لكل من الحجز التحفظي والتقييد الاحتياطي لكن القرار المطعون فيه لم يجب على هذه الدفوعات مما يجعله منعدم التعليل .

لكن حيث أن محكمة الاستئناف وهي غير ملزمة بتتبع الاطراف في مناحي أقوالهم عندما تبنت تعليقات الحكم الابتدائي بصفة صريحة تكون بذلك قد صادقت عليها ورفضت ضميا الانتقادات الموجهة إلى تلك التعليقات وبذلك تكون قد عللت قرارها بما فيه الكفاية الأمر الذي يجعل الوسيلة غير مبنية على أساس .

لهذه الأسباب :

قضَى المجلس الأعلى برفض الطلب وعلى صاحبه بالصائر .

وبه صدر الحكم بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه في قاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من السادة رئيس الغرفة الادارية مكسيم أزولاي والمستشارين عبد اللطيف التازي ومحمد زين العابدين بنبراهيم وعبد الكريم الحمياني ختات وأحمد حمدوش وبمحضر المحامي العام السيد محمد اليوسفي وبمساعدة كاتب الضبط السيد محمد كصوان .

كاتب الضبط

المستشار المقرر

رئيس الغرفة

التحفيظ وخرق القانون وانعدام الأساس القانوني ذلك أن موضوع الدعوى يتعلق بارغام المحافظ على الملكية العقارية بتسجيل وتقييد أحكام سابقة بالرسم العقاري المدعى فيه والتشطيب على تقييدات سابقة ومع ذلك قضى القرار المطعون فيه بقبول هذه الدعوى في حين أن صندوق الايداع والتدبير رفع دعواه تأسيسا إلى أن المحافظ على الملكية العقارية رفض رفع الحجز ، لكن هذا الطعن له مسطرة خاصة تخضع لزاما لشكليات واردة في الفصل العاشر من القرار الوزاري المؤرخ في 3 يونيو 1915 والذي ينص على أن الدعوى في هذه الحالة لا تقام ضد المحافظ على الملكية العقارية إلا إذا صدر عن هذا الأخير قرار معلل وبلغ للطرف الذي تقدم بطلب تشطيب أو تحفيظ ، وان الدعوى تقام داخل شهر ابتداء من تاريخ تبليغ القرار ولهذا يكون المطلوب ضده النقص قد طلب ابطال قرار لم يصدر .

لكن حيث ان اللجوء إلى المسطرة المنصوص عليها في الفصل العاشر من القرار الوزاري المؤرخ في 3 يوليوز 1915 للطعن في قرار المحافظ على الملكية العقارية أمر اختياري يمكن الاستغناء عنه ورفع الدعوى مباشرة إلى المحكمة المختصة مما تكون معه الوسيلة غير مرتكزة على أساس .

وفما يخص الوسيلة الرابعة :

حيث تعيب الطاعنة على القرار المطعون فيه خرق القانون وانعدام الأساس القانوني وعدم كفاية التعليل الموازي لانعدامه وخرق مقتضيات الفصل 345 من قانون المسطرة المدنية ، ذلك أن القرار المطعون فيه تبني حيثيات الحكم الابتدائي ، في حين أن الطاعنة ركزت استئنافها على خرق الحكم الابتدائي مقتضيات الفصل العاشر من القرار الوزاري المؤرخ في 3 يونيو 1915 وعلى مبدأ مشروعية الحجز التحفظي وطعن في تعليقات الحكم الابتدائي وان من جملة الدفعات المثارة في هذا الشأن أنه لما علل القاضي الابتدائي حكمه بانعدام علاقة المديونية بين صندوق الايداع والتدبير والشركة المرافعة وبأن هذه الأخيرة ليست لها امكانية الاستفادة من مقتضيات الفصل 85 من قانون التحفيظ لم يكن حكمه صائبا وان الطاعنة تملك العقار المدعى فيه بمقتضى عملية قامت بها الشركة العقارية العامة التي تصرف في نطاق قانونها التأسيسي وبأمر ولفائدة صندوق الايداع والتدبير استنادا إلى ما ورد في رسالتها وان من جملة التصرفات التي قامت بها الشركة العامة العقارية طلب تجزئة

مضمن الأوامر الاستعجالية برفع الحجز التحفظية على العقار وأمر المحافظ بتسجيل ذلك الحكم على دفاتر المحافظة العقارية فصدر القاضي الابتدائي حكماً برفع الحجز الواقع على العقار المحفظ تحت رقم 4396 والمعروف بتجزئة فرنك وذلك تأكيداً للأوامر الصادرة بذلك استعجالاً فأيدته محكمة الاستئناف بقرارها المطلوب نقضه .

وحيث تعيب الطاعنة على القرار خرقه الشكليات الجوهرية للمسطرة وخرق مقتضيات الفصل التاسع في فقرتيه الأولى والأخيرة من قانون المسطرة المدنية وانعدام الأساس القانوني ذلك أن القرار المطعون فيه صدر دون إحالة الملف على النيابة العامة في حين أن صندوق الإيداع والتدبير مؤسسة عمومية ، وان عدم التنصيص على ذلك يعتبر خرقاً لمقتضيات الفصل الموما إليه أعلاه .

لكن حيث أن تبليغ الملف إلى النيابة العامة هو مقرر لفائدة صندوق الإيداع والتدبير باعتباره مؤسسة عمومية فلا مصلحة للطاعنة في اثاره هذه الوسيلة الأمر الذي تكون معه غير مقبولة .

وفيما يخص الوسيلة الثانية في فرعها .

حيث تعيب الطاعنة على القرار خرق مقتضيات الفقرة الرابعة من الفصل 345 من قانون المسطرة المدنية وانعدام الأساس القانوني وخرق القانون ذلك أن القرار لم ينص على ملاحظات النيابة العامة وعلى ممثل هذه المؤسسة في حين أن الفصل الموما إليه يستلزم التنصيص على ذلك .

لكن فيما يخص الفرع الأول من الوسيلة حيث أن احكام الفقرة الرابعة من الفصل 345 تنص على الإشارة إلى مستنتجات النيابة العامة عند الاقتضاء . وبما أن هذه الأخيرة لم تقدم مستنتجاتها فإن ليس ثمة ما يقتضي الإشارة إليها .

وفيما يخص الفرع الثاني من الوسيلة حيث أن التنصيص على ممثل النيابة العامة لا توجه مقتضيات الفصل 345 من قانون المسطرة المدنية مما يكون معه الفرعان من الوسيلة غير مرتكزين على أساس .

وفيما يخص الوسيلة الثالثة :

حيث تعيب الطاعنة على القرار خرقه الشكليات الجوهرية وخرق مقتضيات الفصل العاشر من القرار الوزاري المؤرخ في 3 يوليوز 1915 المتعلق بمسطرة

وبناء على الاعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ 27 غشت 1982 .

وبناء على المناداة على الطرفين ومن ينوب عنهما وعدم حضورهم .  
وبناء على اعفاء الرئيس المستشار المقرر السيد أحمد حمدوش من تلاوة تقريره وعدم معارضة الاطراف والاستماع إلى ملاحظات المحامي العام السيد محمد اليوسفي .  
وبعد المداولة طبقا للقانون .  
فيما يخص الوسيلة الأولى :

حيث يستفاد من أوراق الملف والقرار المطعون فيه الصادر بتاريخ 18 يونيو 1977 عن محكمة الاستئناف بفاس ان صندوق الإيداع والتدبير تقدم بمقال في شخص مديره مفاده أنه على اثر نزاع نشب بين مؤسسة التاج والشركة العامة العقارية بشأن عقد بيع حصلت مؤسسة التاج على حجز عقار محفظ في اسم صندوق الايداع والتدبير تحت رقم 4396 يعرف باسم تجزئة فرنك دون أن يكون طرفا في الدعوى . لذلك طلب رفع الحجز المذكور . فصرح قاضي المستعجلات بعدم اختصاصه للبت في الطلب وأيدته محكمة الاستئناف بفاس فتقدم صندوق الايداع والتدبير بطلب نقض هذا القرار فاصدر المجلس الأعلى قرارا بالنقض وبإحالة القضية على محكمة الاستئناف بالبيضاء التي أصدرت قرارا بالغاء الأمر الاستعجالي وبعد التصدي قضت برفع الحجز التحفظي فوقع تبليغه إلى المحافظ على الملكية العقارية . إلا أنه تبين أن مؤسسة التاج كانت قد حصلت على حجز تحفظي جديد على نفس العقار ، فتقدم صندوق الايداع والتدبير بطلب جديد لرفع الحجز التحفظي فاصدر قاضي المستعجلات أمرا برفع الحجز المذكور وأيدته محكمة الاستئناف . ولما وقع تبليغه إلى المحافظ على الملكية العقارية تبين أن مؤسسة التاج تمكنت من الحصول على قرار ثالث بالحجز التحفظي ، فصدر امر برفعه وأيدته محكمة الاستئناف . ولما طلب صندوق الايداع والتدبير من المحافظ على الملكية العقارية تسجيل القرار الاستئنابي امتنع متذعرا بمقولة أنه لا يمكنه أن ينفذ إلا الاحكام التي حازت قوة الشيء المقضي به والصادرة عن محكمة الموضوع لذا التجأ العارض إلى تسجيل دعوى امام المحكمة الاقليمية قصد الحصول على حكم يؤيد

---

المجلس الأعلى - الغرفة الادارية - القرار عدد : 311  
المؤرخ ب : 27 غشت 1982  
ملف مدني عدد : 66268

---

(مؤسسة التاج ضد صندوق الايداع والتدبير).

- (1) ان تبليغ ملفات القضايا المتعلقة بالمؤسسات العمومية للنيابة العامة . مقرر لفائدة هذه المؤسسات وحدها . ولا مصلحة لطرف آخر في التمسك بهذا الحكم .
  - (2) يعد اللجوء إلى المسطرة المنصوص عليها في الفصل العاشر من القرار الوزيري المؤرخ ب : 3 يوليوز 1915 ، للطعن في قرار المحافظ على الملكية العقارية . أمرا اختياريا يمكن الاستغناء عنه ورفع الدعوى مباشرة إلى المحكمة المختصة .
- بناء على العريضة المرفوعة بتاريخ 28 دجنبر 1977 من طرف الطالبة المذكورة حوله بواسطة نائبيها والرامية إلى نقض قرار محكمة الاستئناف بفاس الصادر بتاريخ 18 يوليوز 1977 في الملف عدد : 3518 .
- وبناء على مذكرة الجواب المدلى بها بتاريخ 27 أبريل 1978 من طرف المدعى عليه بواسطة نائبيها والرامية إلى رفض الطلب .
- وبناء على الأوراق الأخرى المدلى بها في الملف .
- وبناء على قانون المسطرة المدنية وبالأخص فصوله 353 وما بعده والفقرة الأخيرة من فصله 362 .
- وبناء على الأمر بالتخلي والابلاغ الصادر بتاريخ 11 ماي 1982 .

إلى شركة سماكت ومكتب الشحن والافراغ بتاريخ 24 يوليوز 1974 ، في حين أن الدعوى قيدت بتاريخ 30 أبريل 1975 ولا يوجد ضمن الحجج المدلى بها ان اعفاء من أجل سقوط الحق في التمسك بمدة 90 يوما المنصوص عليها في الفصل 262 من القانون البحري ، الأمر الذي يعتبر معه الطلب غير مقبول .

لكن حيث أن أجل 90 يوما المنصوص عليه في الفصل 262 الذي اعتمده المحكمة والمذكور طليعته ، يجوز للطرف أن يتفقوا على عدم احترامه والتنازل عن التمسك به ، وانه ليس من النظام العام ، وبالتالي لا يمكن للمحكمة أن تثيره من تلقاء نفسها .

وحيث أن المحكمة المطعون في حكمها عندما أثارت تلقائيا الأجل المذكور وحكمت بناء على ذلك بعدم قبول دعوى المدعيتين ، تكون حينئذ قد خرقت مقتضيات الفصل 262 المشار إليه أعلاه ، وعرضت حكمها للنقض .

من أجله :

قضّى المجلس الأعلى بنقض الحكم المطعون فيه وبإحالة القضية والاطراف على نفس المحكمة لتبت فيها من جديد طبقا للقانون وعلى المطلوب ضدّهما النقص بالصائر .

كما قرر الحكم بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه في قاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة متربة من السادة رئيس الغرفة الادارية مكسيم ازولاي والمستشارين عبد اللطيف التازي ومحمد الجيدي وعبد الكريم الحمياني ختات وأحمد حمدوش وبمحضر المحامي العام السيد محمد اليوسفي وبمساعدة كاتب الضبط السيد ابراهيم بوحيدة .

كاتب الضبط

المستشار المقرر

رئيس الغرفة

وبناء على المناذرة على الطرفين ومن ينوب عنها وعدم حضورهم .  
وبعد الاستماع بهذه الجلسة إلى المستشار المقرر السيد محمد الجدي في تقريره  
وإلى ملاحظات المحامي العام السيد محمد اليوسفي .  
وبعد المداولة طبقا للقانون .  
فما يخص الوسيلة الأولى المستدل بها .  
بناء على الفصل 262 من القانون البحري .

حيث يقضي هذا الفصل ، بأنه لا تقبل أية دعوى تعويض بسبب عوار  
خصوصي أو هلاك جزئي ضد الريان أو المجهز أو أصحاب البضائع ، إلا إذا أقيم  
احتجاج معلل وبلغ ووقع تقديم الدعوى داخل أجل 90 يوما التالية للاحتجاج .  
وحيث يُوخذ من أوراق الملف ومن القرار المطعون فيه الصادر من المحكمة  
الابتدائية بالدار البيضاء في تاريخ 6 دجنبر 1977 تحت رقم 1862 ، ان شركة  
التأمين السعادة ش.م وشركة الشمال الافريقي وما بين القارات ش.م قدما مقالا إلى  
هذه المحكمة يعرضان فيه انها معا امنا بواسطة شركة «اكما» خمسمائة طرد من  
الويسكي وقع نقلها بمقتضى وثيقة شحن رقم 25 على ظهر الباخرة «باطافي 5» من  
لندن إلى الدار البيضاء ، وانه نظرا للعواريات التي تمت معابنتها وقت وصول  
البضاعة إلى ميناء الدار البيضاء ، فإن المدعيتين مضطرتان لاداء تعويض عن ذلك  
قدره 1059,98 درهم ، وانه اعتبارا لكون الفصل 367 من القانون البحري  
يغول لها حق الرجوع بذلك على الناقل البحري ومكتب الشحن بمرسى الدار  
البيضاء ، فقد قامت فعلا بمفاوضات مع المعنيين بالأمر قصد الحصول على تعويض  
حبي إلا أنه بقيت بدون نتيجة ، ولذلك فهما الان تطلبان الحكم على المدعى عليهما  
ربان الباخرة «باطافي 5» بوصفه ممثلا للملاكي ومجهزي ومستأجري هذه الباخرة  
وشركة الملاحه ن.ف شيفارتير دريچف كرونبورغ ، بان يوديا لها التعويض المذكور  
مع الفوائد القانونية ، وبعدما اجاب المدعى عليهما بواسطة مذكرة ادخلا فيها  
مكتب الشحن والافراغ في الدعوى ، واجاب هذا الأخير أيضا عن ذلك ، حكمت  
المحكمة بعدم قبول دعوى المدعيتين ، بناء على أن البضاعة موضوع النزاع وضعت  
رهن إشارة المرسل إليه بتاريخ 3 يوليوز 1974 ، وان رسالتي الاحتجاج بعث بها

---

المجلس الأعلى - الغرفة الادارية - القرار عدد : 59  
المؤرخ ب : 25 مارس 1983  
ملف مدني عدد : 79542

---

(شركة التأمين «السعادة» ضد ربان الباخرة «باطفي 5» ومن معه).  
ان الأجل الذي يمكن أن تقام خلاله دعوى التعويض الموجهة ضد الربان أو  
الجهز أو صاحب البضائع ، كما هو منصوص عليه في الفصل 262 من القانون  
البحري ، ليس من النظام العام ، ولا يجوز للمحكمة أن تتمسك به من تلقاء  
نفسها .

بناء على العريضة المرفوعة بتاريخ 25 / 10 / 79 من طرف الطالب المذكور  
حواله بواسطة نائبه والرامية إلى نقض قرار المحكمة الابتدائية بالبيضاء الصادر بتاريخ  
6 / 12 / 1977 تحت عدد : 1862 في الملف عدد : 907 .

وبناء على مذكرة الجواب المدلى بها بتاريخ 17 / 1 / 80 من طرف المدعى  
عليه بواسطة نائبه والرامية إلى رفض الطلب .

وبناء على الأوراق الأخرى المدلى بها في الملف .

وبناء على قانون المسطرة المدنية وبالأخص فصوله 353 وما بعده والفقرة  
الأخيرة من فصله 362 .

وبناء على الأمر بالتخلي والابلاغ الصادر بتاريخ 26 / 2 / 82 .

وبناء على الاعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ  
4 / 3 / 1983 .

ظهرتها لحاملتها شركة بنك المغرب المدعية ، وانه عملا بمقتضيات الفصل 139 المحتج به في الوسيلة وتطبيقا أيضا لقاعدة «تطهير الدفع» أو قاعدة «عدم التمسك بالدفع» فإن الاشخاص المدعى عليهم بسبب الكميالة ، لا يسوغ لهم أن يتمسكوا ضد الحامل بالدفع المبنية على علاقاتهم الشخصية مع الساحب أو مع الحملة السابقين ، ماعدا إذا تعمل الحامل الاضرار بالدين ، وهو شيء لم يثبت في القضية ، الأمر الذي تكون معه الوسيلة ليست مرتكزة على أساس .

من أجله :

قضى المجلس الأعلى برفض طلب النقض وعلى صاحبه بالصائر .

وبه صدر الحكم بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه في قاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من السادة رئيس الغرفة الادارية مكسيم أزولاي والمستشارين عبد اللطيف التازي وعمر التازي ومحمد زين العابدين بنبراهيم ومحمد الحيدوي بمحضر المحامي العام السيد أحمد بن يوسف وبمساعدة كاتب الضبط السيد محمد كصوان .

كاتب الضبط

المستشار المقرر

رئيس الغرفة

وحيث يعيب الطاعن القرار المطلوب نقضه ، بعدم اشتماله على ما يفيد أن الهيئة الناطقة بالحكم هي التي نظرت القضية من قبل ، وهو ما يتضح من كون القضية راجت في عدة جلسات من تاريخ 4 يناير 1972 إلى 18 دجنبر 1975 .

لكن من جهة ، حيث أن الهيئة التي يتطلب القانون وحدثها في اصدار الاحكام هي تلك التي وقعت أمامها مناقشة القضية في الجلسة لا الجلسات السابقة التي تقرر فيها تأخير القضية ، ومن جهة أخرى ، فإن المفروض في الهيئة التي نوقشت القضية أمامها ووضعها في المداولة ، أن تكون هي التي نظمت بالحكم فيها ، إلى أن يثبت ما يخالف ذلك ، وليس من بين أوراق الملف ولا في القرار المطعون فيه ما يفيد هذه المخالفة . كما أن الطاعن لم يدل بما يثبتها ، مما يجعل الوسيلة غير مرتكزة على أساس .  
وفيما يرجع للوسيلة الثانية .

حيث يطعن الطالب في القرار ، بخرق القانون ، وانعدام الأساس القانوني ، وعدم التعليل ، ذلك أنه كان دفع ابتدائيا واستثنائيا بان شركة مؤسسات فرناديس اعطته مكتوبا يتضمن الاعتراف له بالغاء الكبيالة بعد أن أدّى الدين الذي التزم به فيها ، إلا أن قضاة الدرجة الأولى والثانية لم يعتبروا هذا الدفع ، اعتمادا منهم على مقتضيات الفصلين 139 و165 من القانون التجاري ، في حين أن ما ذهبوا إليه غير سليم وفيه خرق للقانون ، لأن دفع الطاعن المذكور مؤسس على اعتراف كتابي تضمن الغاء الكبيالة وانهاء حجيتها بالنسبة إليه ، ولذلك لا يمكن اعتباره من الدفع الشخصية التي يمنع الفصل 139 المذكور التمسك بها قبل الحامل ، لأن ذلك الاعتراف المتضمن لابطال السفتجة يجعل الدفع المشار إليه ذا صفة خاصة .

لكن حيث أنه طبقا للفصلين المذكورين في الوسيلة فإن جميع الموقعين على الكبيالة بما في ذلك الساحب والمظهرون والضامنون والمسحوب عليه القابل ، يلتزمون كلهم بالتضامن نحو الحامل لها ، لأن التوقيع عليها ينشئ لهذا الأخير حقا مجردا ناتجا عن الكبيالة ذاتها ومستقلا عن العلاقات الشخصية التي تربط الموقعين عليها وذلك قصد تمكينها من أداء وظيفتها في ميدان التداول .

وحيث أنه من الواضح أن الدفع الذي يتمسك به الطاعن (الساحب) يركز على علاقة شخصية قائمة بينه وبين مؤسسات فرناديس المستفيدة من الكبيالة التي

وبناء على الاعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ 25 يوليوز 1980 .

وبناء على المناذاة على الطرفين ومن ينوب عنها وعدم حضورهم .  
وبعد الاستماع بهذه الجلسة إلى المستشار المقرر السيد محمد الحيدري في تقريره وإلى ملاحظات المحامي العام السيد عبد القادر المذكوري .

وبعد المداولة طبقا للقانون .

فما يخص الوسيلة الأولى .

حيث يُوخذ من أوراق الملف ومن القرار المطعون فيه (محكمة الاستئناف بالدار البيضاء 18 دجنبر 1973) ان عبد الصمد بن بوشعيب الغازي سحب لفائدة مؤسسة فرناديس اخوان كيميالة بمبلغ 40.000 درهم حالة بتاريخ 10 غشت 1965 . وان هذه الأخيرة ظهرت لها شركة بنك المغرب بعد ضمانها من طرف كابريل فرناديس وجاك كلود فرناديس حسب عقد الضمان المؤرخ في 9 دجنبر 1964 . وانه عند عدم حصول المظهر لها على أداء قيمة الكميالة المذكورة رغم الاحتجاجات والمراسلات قامت حينئذ بتقديم دعوى لدى المحكمة الابتدائية بالدار البيضاء على كل من الساحب والمستفيدة والضامين تطالبهم فيها بادائهم لها مبلغ الكميالة تضامنا فيما بينهم مع الفوائد ابتداء من تاريخ الحلول ومبلغ 203 درهم عن صائر الاحتجاج . ومبلغ 3000 درهم كتعويض وذلك مع التنفيذ المعجل والصائر والاكره البدني . واجاب المدعى عليه الساحب بانه أدّى جميع مبلغ الكميالة للمسحوب لها مؤسسات فرناديس اخوان التي أعطته ابراء منه واعتذرت له عن تمكينه بالكميالة موضوع الدين ملتصقا في الأخير اخراجه من الدعوى . وقد اعتمدت المحكمة على تلك الكميالة التي أدلت بها المدعية مع محضر الاحتجاج ورسائل الانذار وعقد الضمان . واعتبرت أن دفع الساحب المشار إليه لا مبرر له بالنسبة لحامل الكميالة . لأن كلا من قابل الكميالة والمظهر يعتبر مسؤولا بالتضامن أمام الحامل ، وحكمت لما ذكر بكل ما ورد في مقال المدعية ، ماعدا التعويض فقد حددته في مبلغ 1600 درهم . أما الاكره البدني فقد رفضته بالنسبة لمؤسسات فرناديس على أساس أنها تكون شخصا اعتباريا . وبعد استئناف هذا الحكم من طرف الساحب عبد الصمد بوشعيب أيدته محكمة الاستئناف بالدار البيضاء فيما قضى به .

---

المجلس الأعلى - الغرفة الادارية - القرار عدد : 237

المؤرخ ب : 1 غشت 1980

ملف عدد : 47922

---

(عبد الصمد بن بوشعيب ضد شركة بنك المغرب ومن معها) .

(1) ان جميع الموقعين على الكميالة بما في ذلك الساحب والمظهرين والضامين والمسحوب عليه القابل يلتزمون كلهم بالتضامن نحو الحامل لها . لأن التوقيع على الكميالة ينشئ للحامل حقا مجردا ناتجا عن الكميالة ذاتها . ومستقلا عن العلاقات الشخصية التي تربط الموقعين عليها ، وذلك قصد تمكينها من أداء وظيفتها في ميدان التداول .

(2) تطبيقا لقاعدة «تطهير الدفع» أو «عدم التمسك بالدفع» ، فإن الاشخاص المدعى عليهم بسبب الكميالة ، لا يسوغ لهم أن يتمسكوا ضد الحامل بالدفع المبنية على علاقاتهم الشخصية مع الساحب أو مع الحملة السابقين ، ماعدا إذا تعمد الحامل الاضرار بالمدين .

بناء على العريضة المرفوعة بتاريخ 6 مايو 1974 من طرف الطالب المذكور حوله بواسطة نائبه والرامية إلى نقض قرار محكمة الاستئناف بالبيضاء الصادر بتاريخ 18 دجنبر 173 في الملف عدد : 31238 .

وبناء على الأوراق الأخرى المدلى بها في الملف .

وبناء على قانون المسطرة المدنية وبالأخص فصوله 353 وما بعده والفقرة الأخيرة من فصله 362 .

وبناء على الأمر بالتخلي والابلاغ الصادر بتاريخ 15 فبراير 1980 .

الكتابية والرسائل المتبادلة بين الاطراف أو بين أقاربهم ومعاريفهم لها صلة بموضوع التطبيق .

لكن من جهة حيث أن قضاة الموضوع غير ملزمين باعادة ذكر تصريحات الشهود الواردة في المحضر بل يكفي أن يبينوا النتيجة التي استنتجوها منها متوفرين في هذا الميدان على سلطة تقديرية غير خاضعة لرقابة المجلس الأعلى ماداموا لم يخرفوا مضمّن الشهادات المدكّي بها. وأن طالبة النقص التي ادعت التحريف لم توضح تدقيق العبارات والتصريحات الواردة في المحضر والتي تدعي تحريفها من طرف قضاة الموضوع الأمر الذي لا يسمح للمجلس الأعلى بممارسة حقه في المراقبة ومن جهة أخرى حيث أن محكمة الواقع غير ملزمة بالاستماع إلى جميع الشهود المطلوب الاستماع إليهم بل يمكنها الاستماع إلى بعضهم إذا اعتبرت ذلك كافيا في نطاق سلطتها التقديرية لتكوين قناعتها كما أن الفقرة الثانية من الفصل 78 من قانون المسطرة المدنية التي تنص على أنه «إذا كان الشاهد يقيم خارج دائرة اختصاص المحكمة امكن الاستماع إلى شهادته بواسطة اناة قضائية» لم ترد بصيغة الوجوب بل تركت أمر اللجوء إلى الانابة القضائية إلى اجتهاد قاضي الموضوع وأخيرا حيث أنه إذا كانت الاحوال الشخصية للاجانب تحكمها قوانينهم الشخصية فيما يخص الجوهر إلا أن مسطرة الاستماع إلى الشهود الواجب تطبيقها هي المنصوص عليها في قانون المسطرة المدنية المغربية دون سواه مما يجعل الوسيلة المستدل بها غير مرتكزة على أساس في جميع فروعها .

### لهذه الأسباب :

قضّى المجلس الأعلى برفض الطلب وعلى صاحبه بالصائر .

وبه صدر الحكم بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه في قاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة مترتبة من السادة رئيس الغرفة الادارية مكسيم ازولاي والمستشارين عبد اللطيف التازي ومحمد الجليدي وعبد الكريم الحمياني ختات وأحمد حمدوش وبمحضر المحامي العام السيد محمد اليوسفي وبمساعدة كاتب الضبط السيد ج. ابراهيم بوحيدة .

كاتب الضبط

المستشار المقرر

رئيس الغرفة

أغفلت تقديم لأثمة شهودها ، وهكذا وحسب ما صرحت به محكمة الاستئناف نفسها فإن الملف لم يكن جاهزا للبت فيه وللتصدي وبذلك كان لايد قانونا من احوالته على المحكمة الابتدائية عملا بالفصل 146 من قانون المسطرة المدنية قصد اتمام البحث في النازلة بالاستماع إلى الشهود غير أنها صرحت في قرارها المطلوب نقضه ان الفصل 146 لا ينطبق هنا لأنها لم تقض بإلغاء الحكم المستأنف حسب زعمها وان محكمة الاستئناف عندما اصدرت قرارها بتاريخ 2 دجنبر 1980 لم يكن الملف جاهزا للبت فيه ولم يكن من حق محكمة الاستئناف ان تأمر بالبحث في الموضوع بل كان عليها أن تأمر باحالة الملف على المحكمة الابتدائية لمتابعة مسطرة البحث .

لكن حيث أن هذه الانتقادات التي تتلخص في كون المحكمة الاستئنافية أمرت باجراء بحث بدلا من إحالة الملف على المحكمة الابتدائية لمتابعة مسطرة البحث موجهة في الحقيقة إلى الحكم التمهيدي الصادر بتاريخ 2 دجنبر 1980 الذي لا يشمل طلب النقض إذ أن هذا الطلب اقتصر فيه على قرار 28 يوليوز 1981 مما تكون معه الوسيلة غير مقبولة .

وفما يخص الوسيلة الثانية .

حيث تعيب الطاعنة على محكمة الاستئناف عدم تركيز قرارها على أساس قانوني وتغييرها لوقائع النازلة ذلك من جهة انها لم تعط كامل الاعتبار لشهادة المرأتين لافانا وشولب واقتصرت على ذكرهما بكون المطلوب في النقض رجلا طيبا ثم صرحت أن شهادتهما لا تكذب ما جاء في تصريحات شهود الزوج المستمع إليهم في المرحلة الابتدائية في حين أن مضمون تصريحات شهودها حول معاملتها لزوجها ولابنائها والسهر على شؤون بيتها وعملها الدؤوب هو مخالف لما ورد في القرار ويكون تشويها لوقائع النازلة ومن جهة أخرى فإن القاضي المقرر امتنع من توجيه انتداب قاضي قصد الاستماع إلى شاهدة رئيسية لفائدة الطالبة وهي السيدة المسعودي التي غادرت المغرب سنة 1978 للسكن بفرنسا كما أن محكمة الاستئناف ابعدت شهادة كتابية أفضت بها تلك المرأة أمام موثق ثم ابعدت أيضا شهادتين اخريين مكتوبتين مصادق على صحتها منذ سنة 1975 لعلة عدم خضوعها إلى المقتضيات القانونية مما يكون اخلالا بالفصل 1353 من القانون المدني الفرنسي الذي يسمح في إطار مسطرة التطلق باثبات حجة ما يدعيه الاطراف بجميع الوسائل بما في ذلك الشهادات

وبناء على الاعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ  
1983/3/25 .

وبناء على المناداة على الطرفين ومن ينوب عنها وعدم حضورهم .

وبعد الاستماع بهذه الجلسة إلى المستشار المقرر السيد عبد اللطيف التازي في  
تقريره وإلى ملاحظات المحامي العام السيد محمد اليوسفي وملاحظات الاستاذ ع.  
القيسي .

وبعد المداولة طبقاً للقانون .

فيما يخص الوسيلة الأولى .

حيث يُوخذ من أوراق الملف ومن محتوَى القرار المطعون فيه الصادر عن محكمة  
الاستئناف بالدار البيضاء بتاريخ 28 يوليوز 1981 ان كلا من الزوجين رينو برانك  
إيميل ورينو جاكلين تقدم بدعوى أمام المحكمة الابتدائية بالدار البيضاء يلتمس فيها  
الحكم بالطلاق بسبب اخطاء الآخر وعلى حسابه ولقد ادعت الزوجة أن زوجها  
أصبح يعاملها معاملة سيئة قاسية لا تطاق وانه غادر بيت الزوجية منذ سنة 1974  
غير أن المحكمة وبعد قيامها ببحث في النازلة أصدرت حكماً يقضي بالطلاق لعله أن  
الخطأ ثابت من جانب الزوجة وكلفها بالحضانة على بنتيها ومنحها من أجل ذلك  
نفقة شهرية قدرها 3000.00 درهم وبعد الاستئناف المقدم من الطرفين لاحظت  
محكمة الدرجة الثانية أن القاضي الابتدائي لم يستمع إلى شهود المرأة ، وأمر تمهيداً  
بتاريخ 2 دجنبر 1980 باجراء بحث بالاستماع إلى بعض الشهود الواردة أسماءهم في  
لأخة تقدمت بها رينو جاكلين وخصوصاً منهم من يسكن بالمغرب وأخيراً أصدرت  
قراراً يقضي بالغاء الحكم المستأنف جزئياً والحكم من جديد بالاشهاد بأن الطفلتين  
المشتركتين فرانسواز وجاكلين وصلتا سن الرشد القانوني وبرفض طلب رينو جاكلين  
المتعلق بالنفقة عن نفسها وعن الطفلتين وبتأييد الحكم المستأنف فيما عدا ذلك .  
وحيث تعيب طالبة النقص رينو جاكلين على القرار المطعون فيه خرق قاعدة  
مسطرية جوهرية اضررت بأحد الأطراف عملاً بالفصل 359 من قانون المسطرة  
المدنية ذلك أن محكمة الاستئناف عندما أصدرت قرارها بتاريخ 2 دجنبر 1980  
أقرت بأن المحكمة الابتدائية كانت على خطأ عندما حكمت برفض طلبها لعله أنها

---

المجلس الأعلى - الغرفة الإدارية - القرار عدد : 71

المؤرخ ب : 8 أبريل 1983

ملف مدني عدد : 12627

---

(رينو جاكلين ضد رينو فرانك ايميل)

- 1) لا يلزم قضاة الموضوع بإعادة ذكر تصريحات الشهود ، بل يكفي أن يبينوا النتيجة التي استخلصوها منها ، متوفرين في هذا الميدان على سلطة تقديرية غير خاضعة لرقابة المجلس الأعلى ، ما لم يحرفوا مضمّن الشهادات المدلّى بها .
- 2) إذا كانت الأحوال الشخصية للأجانب تحكمها قوانينهم الشخصية فيما يخص الجوهر ، فإن مسطرة الاستماع إلى الشهود الواجب تطبيقها ، هي المنصوص عليها في قانون المسطرة المدنية المغربية دون سواه .

بناء على العريضة المرفوعة بتاريخ 81/9/19 من طرف الطالب المذكور حوله بواسطة نائبه والرامية إلى نقض قرار محكمة الاستئناف بالبيضاء الصادر بتاريخ 1981/7/28 تحت عدد 88/1897 في الملف عدد 45/40 .

وبناء على مذكرة الجواب المدلّى بها بتاريخ 82/4/5 من طرف المدعى عليه بواسطة نائبه والرامية إلى رفض الطلب .

وبناء على الأوراق الأخرى المدلّى بها في الملف .

وبناء على قانون المسطرة المدنية وبالأخص فصوله 353 وما بعده والفقرة الأخيرة من فصله 362 .

وبناء على الأمر بالتخلي والابلاغ الصادر بتاريخ 1982/9/13

وقعت اثارته أمام المحكمة من طرف الطاعن ذلك أنه طلب منها إيقاف البت في الدعوى إلى حين معرفة مصير المحضر وذلك طبقاً للفصل 9 من القانون العسكري غير أنها لم تجب عن هذا الدفع .

لكن حيث أن المحكمة لم تكن ملزمة بالجواب عنه مادام مثيروه لم يقيموا الدليل أمامها على وجود متابعة أمام المحكمة العسكرية لهذا فإن الوسيلة غير مبنية على أساس .

من أجله :

قضى المجلس الأعلى برفض الطلب وعلى صاحبه بالصائر .

وبه صدر الحكم بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه في قاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من السادة رئيس الغرفة الادارية مكسيم ازولاي والمستشارين عبد اللطيف التازي وعمر التازي ومحمد زين العابدين بنبراهيم ومحمد الجيدي وبمحضر المحامي العام السيد أحمد بن يوسف وبمساعدة كاتب الضبط السيد محمد كصوان .

كاتب الضبط

المستشار المقرر

رئيس الغرفة

وسعه لاجتناب الحادثة مع أنه كان في امكانه أن يخفف من سرعته لتفادي الاصطدام عندما شاهد الضحية تجاوزه بعربتها ولاجله قضت المحكمة بتحمل الدولة نصف مسؤولية الحادثة وتركت النصف الآخر على كاهل الضحية وقضت للمطالبين بالحق المدني بتعويضات مدنية وباحلال شركة التأمين محل المؤمن في الاداء فاستأنفه الطرفان معا وقضت محكمة الاستئناف بتأييد الحكم المستأنف في مبدئه مع تعديله يجعل كامل المسؤولية على الدولة المغربية مع ادخال تغيير على المبالغ المحكوم بها تعويضا مدنيا .

وحيث يعيب طالبو النقض على القرار خرقه للفصلين 79 و 80 من قانون الالتزامات والعقود ذلك انه بنى على أن الفصل 88 أعلاه يطبق حتى ضد الدولة المغربية والادارات العمومية على أساس مسؤولية الحارس المقرضة في حين أن الدولة والبلديات مسؤولة عن الاضرار الناتجة مباشرة من تسيير ادارتها وعن الأخطاء المصلحية لمستخدميها (فصل 79) أما مستخدموا الدولة والبلديات فسؤولون شخصيا عن الاضرار الناتجة عن تدليسهم أو عن الأخطاء الجسيمة الواقعة منهم في اداء وظائفهم وتجاوز مطالبة الدولة والبلديات بسبب هذه الاضرار إلا عند اعسار الموظفين المسؤولين عنها (فصل 80) فالمشرع المغربي حينئذ لم يجعل مسؤولية الدولة مفترضة كما هو الحال في غيرها حسب مقتضىات الفصل 88 من نفس القانون .

لكن حيث أن الفصل 79 في جزئه القائل بأن الدولة مسؤولة عن الاضرار الناتجة مباشرة من تسيير ادارتها لم يتطلب صدور أي خطأ من طرفها ليجعل المسؤولية على عاتقها ذلك أن الدولة تكون مسؤولة ولو بدون خطأ من جانبها عندما يتسبب في احداث الضرر استعمالها لآلات خطيرة كما هو الشأن في هذه النازلة ويكفي في هذه الحالة إقامة الدليل على وجود علاقة سببية بين الآلة المستعملة من لدن الدولة والضرر الحاصل للضحية وان الدولة لا تعفى من هذه المسؤولية جزء أو كلا إلا باثبات خطأ الضحية الأمر الذي لم يتم في هذه النازلة فهذه العلة القانونية المحضة المبنية على ما ثبت لدى قضاة الموضوع من وقائع والتي يعرض بها المجلس الأعلى العلة المنتقدة المرتكزة عليها القرار المطعون فيه يصير هذا الأخير مبررا تبريرا قانونيا وتكون وسيلة النقض الأولى بدون أثر .

فيما يخص الوسيلة الثانية المتخذة من انعدام التعليل بسبب عدم جواب القرار عما

وبناء على الاعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ 26 فبراير 1982 .

وبناء على المناذاة على الطرفين ومن ينوب عنها وعدم حضورهم .  
وبعد الاستماع بهذه الجلسة إلى المستشار المقرر السيد عبد اللطيف التازي في تقريره وإلى ملاحظات المحامي العام السيد محمد الغري .  
وبعد المداولة طبقا للقانون .  
فما يخص الوسيلة الأولى .

حيث يوخذ من مستندات الملف ومحتوى القرار المطعون فيه الصادر عن محكمة الاستئناف بفاس بتاريخ 15 يولييه 1974 انه في فاتح شتنبر 1970 تقدم عبد الكريم لخلو لدى المحكمة الاقليمية سابقا بمكناس بمقال يعرض فيه أن زوجته مامة مكوار وولده منها محمد توفيق كانا ضحية حادثة سير وقعت بتاريخ 4 نونبر 1968 تسبب فيها سعيد بن حم ابن اسعيد الذي كان يسوق دبابة مصفحة تابعة للقوات المسلحة الملكية في الطريق رقم 34 الرابطة بين فاس والرباط ولاجله يطلب الحكم على الدولة المغربية بتعويضات عن الاضرار التي تسببت له فيها الحادثة وذلك طبقا لمقتضيات الفصل 79 من قانون الالتزامات والعقود مع احوال شركة التأمين الملكية المغربية المؤمنة لسيارات الدولة محلها في الاداء وكذا له بصفة كونه الولي عن بنته حبيبة القاصرة لسبب فقدان والدتها من جهة وأخيها من جهة أخرى وادخل في دعواه مدير الاستغلالات الصناعية والعمون القضائي اجابت الدولة المغربية بواسطة نائبا وكذا شركة التأمين بأن مسؤولية الحادثة تقع على كاهل الضحية مامة مكوار التي كانت تسوق سيارة خفيفة افياط 600 وقامت بتجاوز معيب للدبابة حينما رجعت لتأخذ أقصى يمينها بصورة مفاجئة الشيء الذي أدى لاصطدامها مع الدبابة اما سائق الدبابة فلم يرتكب أي خطأ ولاجله كان لا حق للطالب فيما يطلبه من التعويض حيث لا مسؤولية على السائق وبناء على ما ثبت للمحكمة من الاطلاع على محضر الحادثة من أن الضحية اجتازت الدبابة ورجعت بسرعة لتأخذ يمين الطريق دون أن تترك مسافة كافية بينها وبين الدبابة ودون ان تتأكد من سلامة الاجتياز . وبناء من جهة أخرى على أن الدولة لم تثبت أن مستخدمها فعل ما في

---

المجلس الأعلى - الغرفة الإدارية - القرار عدد : 55

المؤرخ ب : 5 مارس 1982

ملف مدني عدد : 59108

---

(الدولة المغربية ضد عبد الكريم بن الحاج لولو ومن معه).

تكون الدولة مسؤولة ولو بدون خطأ من جانبها . عندما يتسبب في احداث الضرر استعمالها لآلات خطيرة . ويكفي في هذه الحالة إقامة الدليل على وجود علاقة سببية بين الآلة المستعملة من لدن الدولة والضرر الحاصل للضحية . ولا تعفى الدولة من هذه المسؤولية جزءا أو كالا إلا باثبات خطأ الضحية .

بناء على العريضة المرفوعة بتاريخ 26 فبراير 1975 من طرف الطالبين المذكورين حوله بواسطة نائبيهم والرامية إلى نقض قرار محكمة الاستئناف بفاس الصادر بتاريخ 15 يوليوز 1974 في الملف عدد 25948 .

وبناء على مذكرة الجواب المدلى بها بتاريخ 30 يناير 1979 من طرف المدعى عليه السيد العون القاضي للمملكة والرامية إلى تبني الوسائل والحجج المقدمة من طرف الدولة المغربية وشركة التأمين الملكي المغربي .

وبناء على الأوراق الأخرى المدلى بها في الملف .

وبناء على قانون المسطرة المدنية وبالأخص فصوله 353 وما بعده والفقرة الأخيرة من فصله 362 .

وبناء على الأمر بالتخلي والابلاغ الصادر بتاريخ 5 نوفمبر 1981 .

يلحق الاشخاص من ضرر بفعله تنطبق عليه مقتضيات الفصل 79 من قانون العقود والالتزامات الذي يحدد مسؤولية الدولة والبلديات عن الاضرار الناتجة مباشرة عن تسيير اداراتها وهي مسؤولية قد تكون مؤسسة على المخاطر يكفي لقيامها ثبوت الضرر وعلاقة السببية بينه وبين الآلة الخطيرة المستعملة من مصالح الدولة التي لا يعفيها من هذه المسؤولية غير اثبات القوة القاهرة أو خطأ الضحية الذي يمكن أن يكون قد شارك كلياً أو جزئياً في احداث الضرر وقد أخذت المحكمة هنا بعين الاعتبار مساهمة اهمال ولي الضحية في رعاية ابنه الغير المميز في وقوع الضرر فقسمت المسؤولية وحملته نصفها بينما حملت الدولة نصفها الآخر وبهاته العلل القانونية المحضة المبنية على الوقائع الثابتة لدى قضاة الموضوع والتي يعوض بها المجلس الأعلى العلل المتقدمة يكون القرار المطعون فيه مبرراً تبريراً قانونياً وتكون الوسيلتان بذلك منعدمتي الأثر.

#### لأجل ما ذكر :

قضَى المجلس الأعلى برفض الطلب وعلى أصحابه بالصائر.

وبه صدر الحكم بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه في قاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من السادة رئيس الغرفة الادارية مكسيم أزولاي والمستشارين عبد اللطيف التازي وعمر التازي ومحمد زين العابدين بنبراهيم ومحمد الجيدي وبمحضر المحامي العام السيد أحمد بن يوسف وبمساعدة كاتب الضبط السيد محمد كصوان .

كاتب الضبط

المستشار المقرر

رئيس الغرفة

درهم وأجاب المدعى عليهم بأن مكتب السكك الحديدية لا يتحمل أية مسؤولية لكون الطفل كما أوضح المقال وكما هو مسجل بمحضر الحادثة هو الذي دخل محطة القطار مخالفاً بذلك مقتضيات الفصلين 14 و16 من ظهير 1961/4/28 المتعلق بالمحافظة على السكك الحديدية وأمنها، وبعد إتمام الاجراءات قضت المحكمة برفض الطلب فاستأنف المدعي مؤكداً مقاله فاجاب مكتب السكك الحديدية بان مسؤولية الحادثة تقع على والد الضحية الذي فرط في حراسة ابنه القاصر مذكراً بأن المكتب يتمتع بامتياز خاص طبقاً لمقتضيات الفصلين 14 و16 المشار إليهما أعلاه وبعد إتمام الاجراءات قضت محكمة الاستئناف بقرارها المطعون فيه بإلغاء الحكم الابتدائي وتصدياً بتحميل المسؤول المدني مكتب السكك الحديدية في شخص مديره نصف مسؤولية الحادثة وتحميل ولي الضحية النصف الآخر وباداء المكتب للمدعى تعويضاً مدنياً اجمالياً وصافياً مبلغه 65000،00 درهم مع فوائده القانونية ابتداء من تاريخ هذا القرار بناء على أن الساهرين على القطار لم يتخذوا الاحتياطات اللازمة لتفادي الضرر وعلى تفريط ولي الضحية وتقصيره في حراسة ابنه القاصر وبناء على ما ارتأته المحكمة من تحميلها مع المسؤولية مناصفة بينهما .

وحيث يعيب الطاعنون المكتب الوطني للسكك الحديدية ومن معه على القرار المطلوب نقضه عدم ارتكازه على أساس وعدم تطبيق القانون وخرق مقتضيات الفصل 88 من قانون العقود والالتزامات الذي يفيد ان حارس الشيء يعني من المسؤولية إذا اثبت خطأ الضحية وهذا ما يتجلى في هاته النازلة حسبما يفيد عرض الاحداث على أنه حتى إذا اعتبرنا أن الطفل غير مميز فإن المسؤولية حينذاك تنتقل إلى وليه وهو هنا المطلوب في النقض ولهذا فإن المحكمة بقرارها تكون خرقت مقتضيات الفصل 88 المشار إليه كما يعيرون عليه خرقة لمقتضيات الفصلين 14 و16 من ظهير 1961/4/28 ذلك أنه بالرجوع إلى احداث النازلة يتبين أن الضحية دخل محطة القطار بتاوريرت وركب القطار مع أن مجرد دخوله لحظيرة محطة القطار أو مكان آخر تابع لها بدون موجب قانوني يكون مخالفة للفصلين 14 و16 المشار إليهما وبما أن الخطة لم تأخذ بعين الاعتبار هاته المخالفة فإنها بذلك تكون قد خرقت مقتضيات الفصلين المذكورين مما يستوجب نقض قرارها .

لكن حيث أن المكتب الوطني للسكك الحديدية مؤسسة عمومية لهذا فإن ما

وبناء على قانون المسطرة المدنية وبالأخص فصوله 353 وما بعده والفقرة الأخيرة من فصله 362 .

وبناء على الأمر بالتخلي والابلاغ الصادر بتاريخ 28 يناير 1980 .

وبناء على الاعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ 23 ماي 1980 .

وبناء على المناذاة على الطرفين ومن ينوب عنها وعدم حضورهم .

وبعد الاستماع بهذه الجلسة إلى المستشار المقرر السيد محمد زين العابدين بنبراهم في تقريره وإلى ملاحظات المحامي العام السيد أحمد بن يوسف .

وبعد المداولة طبقا للقانون .

فبا يخص الوسيلة الأولى والثانية .

حيث يؤخذ من أوراق الملف ومحتوى القرار المطعون فيه الصادر عن محكمة الاستئناف بوجدة بتاريخ 15/11/1977 تحت عدد 1444 انه بتاريخ 28/10/1975 قدم غراس محمد الساكن بتاوريرت بوصفه نائبا عن ابنه القاصر غراس أحمد مقالا أمام المحكمة الابتدائية بوجدة ضد بنطالب محمد رئيس محطة القطار بتاوريرت والبلعوشي محمد رئيس القطار رقم 102 وعلاوى سليمان سائق القطار المذكور وبنعسو سعيد ميكانيكي القطار بمحطة وجدة والمكتب الوطني للسكك الحديدية ممثلا في شخص مديره بالرباط والعون القضائي بالمغرب مضممه انه بتاريخ 6/11/1973 تعرض ابنه أحمد المذكور لحادثة قطار بمحطة تاوريرت ذلك أنه امتطى إحدى العربات قصد العبور إلى جهة أخرى وفي ذلك الوقت اقلع القطار رقم 102 لما حاول الهبوط إلى الضفة الأخرى وسقط الطفل تحت العجلات التي داست قدميه وان سبب الحادثة يرجع إلى المسؤولين عن القطار وذلك لعدم انتباههم واتخاذ ما يلزم من الاحتياطات عند اقلاع القطار إذ لا ينبغي أن يجوز المحطة مدرسة وان عمال القطار على علم بأن التلاميذ يقطعون السكة الحديدية أو يبرون عبر العربات للذهاب إلى المدرسة أو الرجوع منها لمنازلهم ونظرا لما أصاب الطفل من عجز جزئي يقدر بتسعين في المائة كما تشهد بذلك شهادة طبية ونظرا لعجزه الموقت مدة عام واحد فإنه يطلب الحكم له بتعويض مبلغه 155000،00

المجلس الأعلى - الغرفة الادارية - القرار عدد : 211

المؤرخ ب : 30 ماي 1980

ملف عدد : 67600

- (المكتب الوطني للسكك الحديدية ومن معه ضد غراس محمد).
- (1) ان المكتب الوطني للسكك الحديدية ، باعتباره مؤسسة عمومية ، يخضع بالنسبة للضرر الذي يلحق الأشخاص بفعله ، لمقتضيات الفصل 79 من قانون الالتزامات والعقود الذي يحدد مسؤولية الدولة والبلديات عن الأضرار الناتجة مباشرة عن تسيير اداراتها .
  - (2) مسؤولية الدولة مؤسسة على المخاطر ، ويكفي لقيامها وجود الضرر وعلاقة السببية بينه وبين الآلة الخطيرة المستعملة من جانب مصالح الدولة . ولا تعفي الدولة من هذه المسؤولية إلا باثبات وجود القوة القاهرة أو خطأ الضحية .
  - (3) تعتبر محكمة الموضوع مصيبة في ما ذهبت إليه من تقسيم المسؤولية بين الدولة وولي الضحية بعد أن ثبتت لها مساهمة اهمال هذا الأخير لرعاية ابنه غير المميز في حدوث الضرر .
- بناء على العريضة المرفوعة بتاريخ 30 مارس 1978 من طرف الطالب المذكور حوله بواسطة نائبه والرامية إلى نقض قرار محكمة الاستئناف بوجدة الصادر بتاريخ 15 نونبر 1977 في الملف عدد : 77/385 .
- وبناء على مذكرة الجواب المدلى بها بتاريخ 9 أبريل 1979 من طرف المطلوب ضده النقض بواسطة نائبه والرامية إلى رفض الطلب .
- وبناء على الأوراق الأخرى المدلى بها في الملف .

رئيس الغرفة الادارية مكسيم ازولاي والمستشارين عبد اللطيف التازي وعمر التازي  
ومحمد الجيدي وعبد الكريم الحمياني ختات وبمحضر المحامي العام السيد محمد الغرفي  
وبمساعدة كاتب الضبط السيد محمد كصوان .

كاتب الضبط

المستشار المقرر

رئيس الغرفة



16 شتنبر 1980 ، وكل ذلك يفيد أن طلبها تسجيل عقدهما لم يقدم الا بتاريخ 2 مايو 1980 لا بأي تاريخ آخر .

وحيث انه لا يمكن القول بأن المطلبين كانا متواجدين في آن واحد بين يدي المحافظ لأن العقد المؤرخ في 4 مارس 1969 قدم له بتاريخ 2 مايو 1980 فرض تسجيله بينما سجل عقد 14 مارس 1980 بتاريخ 19 يوليوز 1980 وهو تاريخ تقديمه له .

وحيث ان ما ادعاه الاخوان عدنان بواسطة محاميها في مذكراتها الجوابية من أن المحافظ قرر التراجع عن تقييد العقد المؤرخ في 14 مارس 1980 امثالا لمراقبة المحافظ العام على الملكية العقارية المسندة له حسب مقتضيات ظهير 1953/12/29 بقطع النظر عن عدم ثبوت ذلك فإنه ليس من شأنه أن يمنع المحافظ من احترام القانون ومن السهر على صبغة الجدية وضمان الحقوق العينية العقارية التي يجب أن يكتسبها الرسم العقاري .

وحيث يستخلص مما تقدم أن الطلبين لم يقدموا في آن واحد للمحافظة العقارية بسطات خلافا لما زعمه المحافظ الأمر الذي يجعل المقرر المطعون فيه الصادر عنه بتاريخ 16 دجنبر 1980 والقاضي بابطال التقييد الذي قام به لفائدة شركة بيركور في الرسم العقاري رقم 23.230 س.ت ، والمتعلق بعقد البيع المؤرخ في 14 مارس 1980 مرتكزا على أسباب مخالفة للواقع بصفة بينة مما يجعله مشوبا بالشطط في استعمال السلطة وخارقا للفصل 76 من ظهير 9 رمضان 1331 (12 غشت 1913) بشأن التحفيظ العقاري وبالتالي يتعين الغاؤه واعتبار العقد المؤرخ في 14 مارس 1980 لازال مقيدا بالرسم العقاري منذ تاريخ 19 يوليوز 1980 وبدون انقطاع .

لهذه الأسباب :

قضَى المجلس الأعلى بالغاء المقرر المطعون فيه مع جميع ما يترتب عن ذلك من عواقب قانونية .

وبه صدر الحكم بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه في قاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة مترتبة من السادة

1980/12/16 أي بعد مرور ما يناهز 5 أشهر ومن التظلم الذي رفعه الاخوان عدنان بواسطة محاميها بتاريخ 6 شتنبر 1980 إلى المحافظ العام على الملكية العقارية ومن محضر المعاينة رقم 16/81 التي قام بها بتاريخ 7 مايو 1981 رئيس كتابة الضبط بالمحكمة الابتدائية بسطات الذي اطلع على جميع العمليات المسجلة بتاريخ 19 يوليوز 1980 في سجل الايداع وفي دفتر الايصالات اللذين هما حجتان في مواجهة الجميع وبالأخص في مواجهة المحافظ تلك الوثائق المبين مضمونها أعلاه ثبت من كل ذلك أن العقد المؤرخ في 14 مارس 1980 قدم إلى المحافظة العقارية بسطات بتاريخ 19 يوليوز 1980 فوقع تسجيله بنفس التاريخ تحت عدد 810 كناش 8 في حين أن العقد المؤرخ في 4 مارس 1969 لم يقدم بتاريخ 19 يوليوز 1980 إلى المحافظ بسطات خلافا لما ادعاه هذا الأخير وبالتالي لم يقع تسجيله لا بسجل الايداع ولا بالرسم العقاري بهذا التاريخ بل ان هذا العقد وجه برسالة مضمونة بتاريخ 2 مايو 1980 للمحافظ الذي رفض تسجيله بالرسم العقاري سيما وأنه لم يكن في استطاعته قانونا أن يقبله ويسجله به - لأسباب عديدة منها ان هذا العقد كان معلقا بشرط لم يتحقق وهو ادلاء المشترين بالرخصة الادارية المشار إليها أعلاه وان هذا الشرط كان أساسيا في نظر المتعاقدين حسب مقتضيات العقد المذكور وحتى أداء ثمن البيع كان معلقا به وان عدم تحقق الشرط المذكور جعل العقد المؤرخ في 4 مارس 1969 لاغيا بصفة نهائية وان هذا الشرط لم يصبح بدون موضوع إلا بتاريخ 19 يوليوز 1980 حيث أدلت شركة بيكور للمحافظ على الملكية العقارية بشهادات ادارية تثبت أن الأرض توجد داخل الدائرة الحضرية لمدينة برشيد وفي حين كان عقد 4 مارس 1969 أصبح لاغيا بصفة نهائية منذ ما يزيد على 8 سنين أي منذ فاتح مارس 1972 (حسب العقد الحامل للوعد بالبيع والمدلّى به).

وحيث أن المطبوع الاداري المعنون «مطلب» والمدلّى به من طرف المحافظ لاثبات أن عدنان محمد طلب تسجيل عقده بتاريخ 19 يوليوز 1980 لا يحمل تاريخا ثابتا عكس ما هو الشأن بالنسبة للوثائق المذكورة أعلاه وان التاريخ الذي يحمله مكتوب بخط يد عدنان محمد وانه لا يحمل أي تاريخ أو طابع من لدن الادارة وان الاخوين عدنان عارضاه بتصرّحاتها ومذكراتها ورسالتها المؤرخة في

الالغاء يكون هو قاضي الموضوع وله الصلاحية للبت فيها من جميع نواحيها سواء منها ما يتعلق بالنقط القانونية أو بالنقط الواقعية بالقدر الضروري الذي يمكنه من البت في مشروعية المقرر المطعون فيه سواء كان هذا المقرر خاضعا لقواعد القانون العام أو لقواعد القانون الخاص لهذا فإن الدفع بعدم اختصاص المجلس الأعلى غير مرتكز على أساس .

### وفيما يخص الدفع بعدم القبول المبني على وجود دعوى موازية

حيث أن الدعاوي الرامية إلى الغاء المقررات المشوبة بعيب الشطط في استعمال السلطة هي من اختصاص المجلس الأعلى وأن الدعوى المعروضة حاليا عليه ترمي إلى نفس الغاية أي الغاء قرار اداري وان ما ورد أعلاه في الجواب عن الدفع بعدم الاختصاص يني وجود الدعوى الموازية المشار إليها في الفصل 360 من قانون المسطرة المدنية مما يجعل هذا الدفع بدون أساس .

وفيما يخص الدفع بعدم القبول لعدم تقديم تظلم اداري ولعدم الادلاء بمقرر الرفض لهذا التظلم :

حيث يستفاد من مقتضيات الفصل 360 من قانون المسطرة المدنية في فقرته الثانية أن التظلم الاداري اجراء اختياري لا اجباري فإن الدفع أعلاه غير مرتكز على أساس إذ أن الطالبة اختارت كما نلاحظ ذلك القانون عدم تقديم تظلم اداري وانه بالتالي لم يصدر أي قرار بالرفض .

وفيما يرجع للدفع بعدم القبول لكون الطلب غامض ومتداخل ومتعدد الأهداف .

حيث أن الطلب خلافا لما ادعاه الاخوان عدنان ليس بغامض وحيث لا يعيبه تعدد أهدافه وتداخل اجزائه مما يجعل هذا الدفع دون أساس .

من حيث الجوهر :

حيث ثبت بصفة قاطعة من الرسالة الصادرة بتاريخ 16 دجنبر 1980 عن المحافظ على الملكية العقارية بسطات ومن كون هذا الأخير ادعى تسرب الغلط بتاريخ 19 يوليوز 1980 في حين لم يقدم على التشطيب المطعون فيه إلا بتاريخ

وحيث أن المبدأ العام الوارد في هذا الفصل والمتعلق باختصاص المجلس الأعلى بالنظر في طلبات الالغاء المرفوعة ضد المقررات الادارية له استثناء فيما يرجع للمحافظ على الملكية العقارية الذي يكون سلطة ادارية والذي تتصف مقرراته بكونها مقررات إدارية وهو الاستثناء الوارد في الفصل 96 المشار إليه أعلاه الذي يستفاد منه أنه في حالة رفض المحافظ تسجيل حق عيني أو التشطيب عليه بسبب عدم صحة الطلب أو عدم كفاية الرسوم فإن مقرره يكون قابلا للطعن أمام المحكمة الابتدائية .

وحيث أن الاستثناء يجب تأويله تأويلا ضيقا ولا ينبغي التوسع فيه .

وحيث ان اختصاص المحكمة الابتدائية المنصوص عليه في الفصل 96 ينحصر في حالة ما إذا صدر مقرر بالرفض من طرف المحافظ وكان مبررا أما بعدم صحة الطلب أو بعدم كفاية الرسوم ولا يطبق في باقي الأحوال حيث ينبغي فيها الرجوع إلى القاعدة العامة المذكورة في الفصل 353 من قانون المسطرة المدنية وهي اختصاص المجلس الأعلى .

وحيث أن المقرر المطعون فيه في هذه النازلة ليس بمقرر رفض لطلب رفع إلى المحافظ بل بمقرر اتخذه المحافظ من تلقاء نفسه بالشطب على تقييد سبق له أن قام به في الرسم العقاري كما أن المقرر المطلوب الغاؤه غير مبرر لا بعدم صحة الطلب ولا بعدم كفاية الرسوم الأمر الذي لا يمكن معه تطبيق الفصل 96 في هذه النازلة وبالتالي فإن المجلس الأعلى هو المختص طبقا للقاعدة العامة المذكورة أعلاه وان رفع نفس الطلب غلطا أو احتياطيا إلى المحكمة الابتدائية وصدور حكم ابتدائي في الملف عدد 80/1206 بتاريخ 25 ربيع الأول عام 1402 لم يثبت أنه احرز على قوة الشيء المقضي به لا يمكن أن يجوزلا دون اختصاص المجلس الأعلى وكذلك الشأن بالنسبة لما عسى أن يصدر من قرارات عن اللجنة الوزارية المكلفة بالنظر في النزاعات الناشئة عن تطبيق الظهير رقم 213-73-1 بتاريخ 2 مارس 1973 لكون الأرض موضوع الرسم العقاري 23.230 س.ت المتنازع في شأنها غير خاضعة لمقتضيات هذا الظهير إذ ثبت من الشهادات المدلى بها بتاريخ 19 يوليو 1980 للمحافظة العقارية بسطات انها توجد داخل الدائرة الحضرية لمدينة برشيد .

وحيث أن المجلس الأعلى عندما ينظر في القضايا المعروضة عليه في إطار دعوى

المختصة باعتبار الأرض إذ ذاك خاضعة لظهير 2 مارس 1973 المتعلق باسترجاع الدولة بعض الأراضي الفلاحية ثالثا كان الملك موضوع الرسم العقاري محجوزا تحفظيا الأمر الذي يمنع تسجيل أي عقد تفويت مادام الحجز لم يرفع ولكل هذا فان عقد 4 مارس 1969 لم يكن قابلا للتسجيل بالرسم العقاري وان شركة بيركور وجهت إلى المحافظ على الملكية العقارية بسطات بتاريخ 19 يوليوز 1980 العقد المبرم لفائدتها بتاريخ 14 مارس 1980 مصحوبا بامر برفع الحجز التحفظي على العقار ، وكذلك شهادة من المصلحة الحضرية ، فقبل طلب التسجيل فورا من طرف المحافظ بسطات وعندما سمع ذلك عدنان ومن معه رفعوا يوم 4 غشت 1980 مقالا إلى المحكمة الابتدائية برشيد وطلبوا تسجيل تقييد احتياطي فكان على المحافظ الذي بلغ له هذا المقال في شهر أكتوبر 1980 أن لا يتخذ أي قرار كيفما كان في انتظار حكم المحكمة المرفوع إليها النزاع .

وبتاريخ 7 يناير 1982 أدلى الاستاذ الشرجيلي حسن نيابة عن عدنان محمد وورثة عدنان العربي المذكورين أعلاه بمذكرة تعقيب يشير فيها إلى أن شركة بيركور قد تقدمت بطلب أمام المحكمة الابتدائية بسطات تلتبس فيه منها نفس ما تطلبه من المجلس الأعلى الأمر الذي يتبين معه أن شركة بيركور قد تنازلت عن الطعن أمام المجلس الأعلى وبما أنه إذا أمكن اللجوء إلى الطعن العادي لا يجوز اللجوء إلى المجلس الأعلى فإنه يتحتم والحالة ما ذكر ترك الاختصاص للمحكمة الابتدائية بسطات .

من حيث الشكل :

فما يرجع للدفع بعدم اختصاص المجلس الأعلى

بناء على الفصول 353 من قانون المسطرة المدنية و96 من ظهير 9 رمضان 1331 الموافق 12 غشت 1913 المتعلق بالتحفيظ العقاري و10 من القرار الوزيري المؤرخ في 3 يونيو 1915 .

حيث يوخذ من الفصل 353 من قانون المسطرة المدنية أن المجلس الأعلى يبت في الطعون الرامية إلى إلغاء المقررات الصادرة عن السلطات الادارية للشطط في استعمال السلطة ما لم يصدر نص صريح بخلاف ذلك .

نفس الوقت مع تقييد الشركة بيركور أي في 19 يوليوز 1980 ولهذا ومن أجله شطب على التقييد الذي وقع غلطا لصالح الشركة المذكورة ورفض طلب تقييد عدنان لتنافيها من جهة ولجعلها على حد سواء من جهة أخرى تطبيقا للفصل 76 من ظهير 12 غشت 1913 والفصل 29 من القرار الوزيري المؤرخ في 3 يونيو 1915 وقد أدلى المحافظ بصورة شمسية من الطلب الذي تقدم به عدنان محمد .

وحيث ان شركة بيركور دفعت بتاريخ 26 نونبر 1981 مذكرة أخرى صرحت فيها من جهة بان العربي عدنان قد توفي عن ورثته الذين تلتمس اذخلهم في الدعوى وهم فاطمة بنت أحمد وفاطمة بنت محمد وأولادها القاصرين اللذين تتوب عنهم وهم ادريس ورشيد وبديعة وعبد الحق وحسن وسعيد وعز الدين ونسيمة وملوك وأضافت الطاعنة قائلة أن الفصل 96 من ظهير 12 غشت 1913 والفصل 10 من القرار الوزيري بتاريخ 3 يونيو 1915 لا تطبيق لهما في النازلة لأن الأمر فيها لا يتعلق بمقرر صادر عن المحافظ برفض طلب قدم له بل يتعلق الأمر باقدام المحافظ من تلقاء نفسه فجأة وبصفة تعسفية ولاسباب مزورة على التشطيب على تسجيل بيع عقد لصالح شركة بيركور وهي حالة غير منصوص عليها في الفصلين المذكورين وبأن الأعمال التي يقوم بها المحافظ تعتبر أعمال ادارية لا قضائية بحيث أنها إذا تسببت في ضرر للغير يجوز لهذا الأخير الرجوع على المحافظ لطلب تعويض بناء على الفصلين 79 و80 من ظهير الالتزامات والعقود ثم جوابا عن ملاحظات الاخوين عدنان صرحت بأن التظلم الاستعطافي هو مجرد اجراء اختياري لا اجباري كما أنها ادلت بصورة مطابقة لأصل الرسالة التي وجهها إليها المحافظ لاشعارها بقيامه بالشطب على تسجيل بيع 14 مارس 1980 وفيما يرجع للموضوع صرحت الطاعنة بأن العقد المسجل بالرسم العقاري أولى من غيره بالحماية أما العقد الغير المسجل فإنه ما هو إلا حق شخصي في يد صاحبه وفي هذه النازلة فإن العقد المؤرخ فيه 14 مارس 1980 كان هو العقد الوحيد المسجل بصفة قانونية قبل 19 يوليوز 1980 وان العقد المؤرخ في 4 مارس 1969 لم يدل به من طرف الاخوين عدنان إلا بتاريخ 20 غشت 1980 وعلى أي حال فإنه لم يكن بالإمكان تسجيله بالرسم العقاري قبل 19 يوليوز 1980 للأسباب الآتية : أولا كان عقد 4 مارس 1969 ابرم تحت شرط واقف فلم يمكن تسجيله دون تنازل الطرفين عن هذا الشرط ثانيا لم يكن من حق المحافظ أن يسجل هذا العقد بالرسم العقاري دون رخصة من الوزارة

البيع المقيد غلطا في 17 يوليوز 1980 لصالح شركة بركور لتنافيه مع البيع الصادر لصالح عدنان وذلك تطبيقا للفصلين 76 من ظهير 12 غشت 1913 و29 من القرار الوزيري المؤرخ في 3 يونيو 1915 وانه بتاريخ 4 غشت 1980 تم تقييد احتياطي لفائدة الاخوين عدنان .

وحيث أدلت الطاعنة بتاريخ 27 مايو 1981 بمذكرة تحت امضاء محاميا مشيرة فيها إلى محضر معاينة رقم 16/81 قام بها رئيس كتابة الضبط بالمحكمة الابتدائية بسطات وتفيد انتقاله إلى المحافظة العقارية بسطات حيث اطلع على جميع العمليات المقيدة بتاريخ 19 يوليوز 1980 في السجل عدد 8 فلم يعثر على أي طلب تقييد لفائدة الاخوين عدنان على الرسم العقاري عدد 23230 س.ت بشأن عقد البيع المؤرخ في 4 مارس 1969 كما أنها تفيد تصفحه دفتر الايصالات عدد 148 فلم يجد في صفحته 11 و12 المتعلقة بعمليات يوم 19 يوليوز 1980 أي طلب من الاخوين عدنان يرمي إلى تقييد العقد العرفي المؤرخ في 4 مارس 1969 بالرسم العقاري عدد 23.230 س.ت وقد أضافت طالبة الالغاء انه بتاريخ 19 يوليوز 1980 قد وقع فعلا تقييد البيع المبرم بين فريق كوردينا وشركة بركور في كناش الابداع رقم 8 تحت عدد 810 واستنتجت أن المحافظ على الملكية العقارية بسطات لم يعرض عليه قط يوم 19 يوليوز 1980 طلبان في نفس الوقت يرميان إلى تقييد حقوق متعارضة بعضها لبعض وانه لم يكن قد توصل يوم 19 يوليوز 1980 إلا بعقد البيع المبرم مع شركة بركور الشيء الذي جعله يقبل تقييده لأنه جاء مطابقا للقانون غير أن المحافظ في رسالته المؤرخة في 16 دجنبر 1980 تمسك زورا بأنه سلم إليه في نفس اليوم عقدة عرفية بتاريخ 4 مارس 1969 من أجل تقييدها وعليه فإنه يجب جعل حد للتصرفات الخطيرة الصادرة عن المحافظ على الملكية العقارية بسطات .

وحيث ادلى المحافظ على الملكية العقارية بمذكرتين مؤرختين في 11 و25 يوليوز 1981 صرح في الأولى بان رفض المحافظ لا يقع تقييده بأي سجل أو يعطي عليه توصيل أداء بل يكتفي المحافظ بالرفض الذي يبلغ للأطراف عن طريق البريد المضمون ولهم حق اللجوء إلى المحكمة التي لها وحدها الصلاحية للبت في الرفض أو التشطيب طبقا لما نص عليه الفصل 96 من ظهير 12 غشت 1913 كما صرح في المذكرة الثانية بان ما تقدم به عدنان محمد ومن معه هو مجرد طلب تقييد وقع في

ثم تقديماً بدعوى في الموضوع أمام المحكمة الابتدائية بسطات رامية إلى التشطيب على هذا العقد وتسجيل عقدهما وانه بعد البحث تبين أن المحافظ على الاملاك العقارية بسطات ارتكب غلطا وتراجع عنه .

وقد أضاف المدعى عليهما بأن مآخذ الطاعنة كلها غامضة ومتداخلة الأمر الذي يجعلها غير مقبولة وانه بتاريخ 19 يوليوز 1980 اجتمع بين يدي المحافظ عقد 5 مارس 1969 مع عقد 14 مارس 1980 وان تواجد هذين العقدين في آن واحد بين يدي المحافظ يمنع احدهما الآخر من التقييد وان المحافظ ارتكب غلطا حينما قيد عقد 14 مارس 1980 مع وجود عقد 5 مارس 1969 بين يديه ولما تبين له ذلك قرر التراجع عن هذا التقييد انسجاما مع مقتضيات الفصلين 76 و229 من ظهير 12 غشت 1913 والقرار الوزاري الصادر بتاريخ 3 يونيو 1915 من جهة وامثالا لمراقبة المحافظ العام على الملكية العقارية المسندة له حسب مقتضيات ظهير 29 دجنبر 1953 وانه فيما يخص قوة العقد المؤرخ في 5 مارس 1969 والعقد المؤرخ في 14 مارس 1980 فإن النزاع مطروح الان على المحكمة الابتدائية وانه فيما يرجع لعدم طلب المدعى عليهما المحافظ تقييد مراجع عقد 5 مارس 1969 المودع بين يديه بتاريخ 2 مايو 1980 فإن هذا العقد قد وجه له بواسطة كتاب مضمون ومعلوم أن الوضع بهذه الطريقة يؤدي إلى التسجيل في جميع السجلات سواء منها السجلات الادارية أو الخاصة بالتقييد وفيما يخص اعتبار شركة بيركور عقد المدعى عليهما باطلا ولاغيا فإن وزير الداخلية لا يكون معنيا إلا في العقود المبرمة بخصوص العقارات الخاضعة لمقتضيات ظهير 27 شتنبر 1963 وان عدم جوابه لا ينال من قوة العقد ولا يلغيه ولا يبطله وأخيرا فيما يتعلق بغلط وورثة كوردينا في المبيع فإنه ليس من حق شركة بيركور أن تثير أمام المجلس الأعلى أمور تخص المدعى عليهما وورثة كوردينا فهي ليست نائبة عنهم وعلى كل حال فإن مقتضيات الفصلين 39 و41 من ظهير العقود والالتزامات لا تطبق في النازلة . ولهذا فإن المدعى عليهما يطلبان الحكم بعدم قبول الطلب شكلا . واحتياطيا برفصه .

وحيث أجاب المحافظ على الملكية العقارية بسطات بمذكرة بتاريخ 5 مايو 1981 انه بتاريخ 19 يوليوز 1980 قد تم الغاء نقل ملكية الملك المذكور إلى الدولة لكونه داخل الدائرة الحضرية لمدينة برشيد وانه بتاريخ 16 دجنبر 1980 تم الغاء

الحضرية لمدينة برشيد بينما أن الواقع هو عكس ذلك الأمر الذي يجعل العقد المؤرخ في 4 مارس 1969 مشوبا بعيب آخر يوجب بطلانه طبقا لمقتضيات الفصلين 39 و41 من ظهير العقود والالتزامات .

وحيث أجاب الاخوان عدنان بواسطة محاميها بتاريخ 5 مايو 1981 أولا بأن طلب الالغاء هذا خارج عن اختصاص المجلس الأعلى طبقا لمقتضيات الفصل 10 من القرار الوزيري المؤرخ في 3 يونيو 1915 والفصل 96 من الظهير الشريف المتعلق بتحفيظ العقارات المؤرخ في 12 غشت 1913 ثانيا بأن طلب الالغاء غير مقبول طبقا للفصل 360 من قانون المسطرة المدنية في فقرته الأخيرة اذ انه في استطاعة الطاعنة اللجوء إلى المحكمة الابتدائية لتحصل على ما تظنه حقا لها وأنها لم تتقدم بالتظلم الاداري ولم ترفق طلبها بالمقرر الذي رفض هذا التظلم الأمر الذي يجعل طلب الالغاء غير مقدم على الشكل المنصوص عليه في الفصلين 355 و360 من قانون المسطرة المدنية .

وفما يخص الموضوع اجابا بأن العقد المؤرخ في 4 مارس 1969 نص غلطا على شرط اعطاء الاذن من طرف وزير الداخلية وأن الدولة المغربية بناء على الشرط المذكور اعتبرت أن العقارات موضوع الشراء تخضع لمقتضيات ظهير 2 مارس 1973 وامرت باسترجاعها ، غير أن اللجنة المكلفة بحسم النزاعات الناتجة عن نقل ملكية بعض العقارات الفلاحية أو القابلة للفلاحة إلى الدولة أعطت موافقتها على إعادة العقارات المذكورة إليها ، وانها وجدا أن ملف المحافظ على الملكية العقارية بسطات قد سحبت منه كل المستندات التي تربطها بورثة كوردينة كعقد 5 مارس 1969 وبينها والدولة المغربية كالمشور الأمر بإضافة الرسم العقاري إلى الرسوم العقارية التي وقعت مصادرتها أو توقيف أي اجراء فيها طبقا لظهير 2 مارس 1973 وأمام هذه الوضعية طلبا من رئيس المحكمة الابتدائية بسطات الأمر بتقييد احتياطي كما وضع عقد 5 مارس 1969 بين يدي المحافظ على الملكية العقارية بكتاب مضمون مؤرخ في 2 مايو 1980 يلتمسان فيه تسجيل عقد 5 مارس 1969 وانه بتاريخ 19 يوليوز 1980 سجل بملف المحافظة عقد بيع ثان صادر من طرف ورثة كوردينا وشركة بركور وأمام هذا العقد وجهها تظلم إلى مدير المحافظة العقارية ورئيس اللجنة الوزارية المكلفة بالبت في النزاعات الناتجة عن تطبيق ظهير 2 مارس 1975

بمقال أصلي في الموضوع موجه من طرف موكلي يلتزمان فيه الحكم لهما بتشطيب ذلك العقد...» وانه في الحقيقة فإن المحافظ كان رفض طلب التقييد المرفوع إليه من طرف الاخوين عدنان بتاريخ 2 مايو 1980 لأن العقد المؤرخ في 4 مارس 1969 الذي طلبا تقييده لم يكن ولازال غير متوفر على شروط الصحة المتطلبية قانونا وذلك لأن العقد المذكور كان معلقا بشرط لم يتحقق بعد إذ ورد فيه أن «هذا البيع معلق بشرط هو الموافقة التامة عليه من طرف الادارة المغربية وعلى الخصوص موافقة السيد وزير الداخلية وذلك تمشيا مع مقتضيات الظهير رقم 63/1 - 288 بتاريخ 7 جادي الأولى 1383 (26/9/1963) بشأن مراقبة العمليات العقارية المراد انجازها من طرف بعض الاشخاص والتي تهم الاملاك الفلاحية أو القابلة للفلاحة» ومن المعلوم أنه في حالة طلب تقييد عقدين من شخصين أولها تام الاركان والثاني دون درجة الاعتبار توجب على المحافظ تقييد العقد الصحيح ورفض العقد الناقص وفي هذه الحالة لا موجب لتطبيق الفقرة الثالثة من الفصل 76 ، وزيادة على ذلك كان يستحيل على المحافظ تقييد عقد 4/3/1969 لخلوه من أي بند ينص على أداء المشتري لثمن البيع وعلى قبض البائع هذا الثمن وبراء ذمة المشتري منه ذلك أن العقد المذكور نص في أحد بنوده على أنه «وقع الاتفاق على هذا البيع بثمن أساسي مبلغه 126.750 درهم الذي يقع ادائه بعد موافقة الادارة هذه الموافقة هي وحدها التي تعطي الاتمية اللازمة لوجود العقد» وانه بناء على ذلك فقد أصبح العقد المؤرخ في 4 مارس 1969 لاغيا وبدون أي مفعول إذ ينص الفصل 4 من ظهير 26/9/1963 المشار إليه على أن سكوت الادارة مدة 6 أشهر يعتبر بمثابة رفض منها للموافقة المطلوبة وأنه يستفاد مما سبق أنه حتى ولو فرضنا جدلا أن طلب الأخوين عدنان قد قدم بتاريخ 19/7/1980 في آن واحد مع عقد العارضة فإن المحافظ كان في وضعية تلزمه بتقييد عقد العارضة ورفض تقييد عقد 4/3/1969 وعلى أي حال فإن المحافظ كان يستخلص مما تقدم رفض طلب الاخوين عدنان المقدم إليه بتاريخ 2 مايو 1980 وان الاخوين المذكورين لم يمارسا ضد هذا الرفض الطعن المحول لها بمقتضى الفصل 96 من ظهير 12 غشت 1913 مما يدل على ضعف موقفهما وعدم جدوى عقد 4 مارس 1969 الذي أصبح لاغيا زيادة على هذا فإنه قد وقع لورثة كوردينا غلط في ذات الشيء المبيع مما كان حدا بهم إلى بيعه بثمن بخس ظنا منهم أن الأمر يتعلق بأرض فلاحية واقعة خارج الدائرة

مجلد 8 رقم 811 ، العقد العرفي المؤرخ في 14 مارس 1980 ، الذي بمقتضاه باع ورثة كوردينا لشركتكم ، مجموع الرسم العقاري الموما إليه أعلاه - غير أنه في نفس اليوم طلب مني تقييد بنفس الرسم العقاري عقدة عرفية مؤرخة في 4 مارس 1969 التي بواسطتها بيع لصالح السيد عدنان محمد ومن معه مجموع الرسم العقاري المذكور - التقييدان معا مانعان الواحد من الآخر - يشرفني أن أبلغكم رفضي للتقيد وابطال التقيد الذي صيغ لصالح الشركة المدنية العقارية «بيركور» طبقا للفصلين 76 و 229 من ظهير 12 غشت 1913 والقرار الوزيري الصادر بتاريخ 3 يونيو 1915 حول العقارات المحفظة» وقد لاحظت الطاعنة أن المقرر المطعون فيه حرق مقتضيات الفقرة الثالثة من الفصل 76 المعتمد من طرف المحافظ والتي تنص على أنه «إذا قدمت في آن واحد عدة مطالب متعلقة بنفس العقار فإنه ينص على ذلك بسجل الايداع وتسجل الحقوق بنفس الرتبة فإن تنافى بعضها مع بعض رفض المحافظ التسجيل» وانه مما يفند مزاعم المحافظ ويثبت أنه لم يتوصل في آن واحد وفي نفس اليوم بطلب العارضة بتقيد عقدها المؤرخ في 14 مارس 1980 وطلب الاخوين عدنان بتقيد عقدهما المؤرخ في 4 مارس 1969 هو أنه لم يذكر ما هو رقم تقييد هذا الطلب الأخير في سجل الايداع المنصوص عليه في الفقرة الأولى من الفصل 76 المشار إليه أعلاه التي تقضي بانه «يلزم المحافظ أن يتخذ سجلا للايداع يثبت فيه المطالب بانجاز الاجراءات والوثائق المسلمة إليه بارقام ترتيبية وحسب ورودها عليه» بينما ان المحافظ في رسالته المؤرخة في 16 دجنبر 1980 والمشار إليها أعلاه بين الرقم الترتيبي للطلب المرفوع إليه من لدن العارضة بتقيد عقد شرائها وهو : كناش 8 صحيفة 811 ومن جهة أخرى فإن هناك حجة أخرى على عدم توصل المحافظ بالطلبين المذكورين في نفس اليوم أي 19 يوليوز 1980 ألا وهو التظلم الذي رفعه الاخوان عدنان بواسطة محاميها بتاريخ 6 شتنبر 1980 إلى المحافظ العام على الملكية العقارية بصفته رئيسا للجنة الوزارية المكلفة بالبت في النزاعات الناتجة عن تطبيق ظهير 2 مارس 1973 ذلك التظلم الذي ورد في صفحته الثانية ما نصه : «وانه بتاريخ 2 / 5 / 1980 وجه محامي المتظلمين كتابا مضمونا مرفقا بعقد 4 / 3 / 1969 ورسالة موافقة اللجنة إلى السيد المحافظ على الاملاك العقارية بيرشيد يلتمسان فيه تسجيل عقد 4 / 3 / 1969 .. وأنه .. فوجئ موكلي بأن السيد المحافظ قيد عقد آخر صدر عن ورثة كوردينا أنفسهم لفائدة الشركة العقارية بيركور .. وأنه

اتباعها إذا تعلق الأمر بنزاع شغل جماعي إلا أنه لم يحدد ما هو النزاع الجماعي ولم يوضح عناصره فكلما أمر به هو وجوب اللجوء إلى التوفيق والتحكيم اجباريا قبل الاقدام على أي اضراب .

وحيث يجب تبعا لذلك البحث عن نية المشرع لتكييف النازلة الحالية من خلال وقائعها هديا بما استقر عليه الاجتهاد والفقهاء .

وحيث انه من المتفق عليه أنه يجب توافر شرطين حتى يكون النزاع جماعيا أولهما أن يكون أحد أطراف النزاع مجموعة عمال مؤطرة تأطيرا قانونيا (النقابة) أو واقعيًا ويعني ذلك مجموعة من العمال أو صنف مهني فقط . وثانيهما أن يمثل النزاع مصلحة جماعية هؤلاء تستهدف تعديل ما هو متفق عليه أو منصوص عليه في القانون القائم إلى ما هو أصح وأفيد للاجراء على عكس المطالبة بتطبيق ما هو معترف به أو منصوص عليه في القانون أو العقد الساري فهذا الأخير هو النزاع الفردي (انظر مقال للمستشار بمحكمة النقض الفرنسية روجي دي لِيستان منشور في مجلة القانون الاجتماعي بتاريخ فبراير 5 197 (الصفحة 22 وما يليها) .

وحيث انه إذا كان الشرط الأول متوفر تجاوزا على أساس ان قرار الطرد استهدف مجموعة من العمال فمن الأكيد بالنسبة للشرط الثاني فلا يوجد بالملف ما يوضح أن المستأنف عليه بجمعية العمال الباقيين سبق له أن طالب بزيادة في الأجرة أو بصفة عامة طالب باحسن مما هو منصوص عليه في عقد الشغل أو منصوص عليه في قانون أو قرار أو نظام داخلي للمؤسسة والذي طالب به هو والعمال يتعلق بمكافأة الانتاج المتفق عليها والتي رغم رقم الانتاج الذي حققه العمال لم يحصلوا عليه كما يشهد بذلك بحث السيد مفتش الشغل الذي لا يمكن الطعن ضده إلا بدعوى الزور وهو الشخص المتخصص والمكلف وعليه لم يطالب المستأنف عليه مع بقية العمال بتعديل ما هو قائم وإنما طالب معهم بتحقيق وبتطبيق ما هو موجود من اتفاق والحالة هذه أن الاضراب وان وجد لا ينهي عقد الشغل وإنما يوقفه وهذا ما جعل المشرع يخضع مسطرة تسويته باللجوء إلى لجنة التوفيق ثم التحكيم قبل الاقدام عليه .

وحيث تفيد عناصر الملف أن مسطرة التوفيق (دون بحث اثارها) كانت يوم 20 - 12 - 78 في حين أن اغلاق المؤسسة كان يوم 20 - 5 - 78 أي أن المسطرة جاءت بعد الأوان الذي حدده المشرع في نطاق ظهير 19 - 1 - 46 بل

المجلس الأعلى - الغرفة الإدارية - القرار عدد : 159

المؤرخ ب : 30 أبريل 1982

ملف اداري عدد : 89882

(الشركة المدنية العقارية بيركور ضد المحافظ على الملكية العقارية لمدينة سطات  
ومن معه).

(1) تخضع مراقبة مشروعية القرارات الصادرة عن المحافظ على الملكية العقارية بوصفه سلطة ادارية لاختصاص المحكمة الابتدائية ، وفقا للفصل 96 من ظهير 12 غشت 1913 المتعلق بالتحفيظ العقاري ، إذا كان موضوعها يتعلق برفض تسجيل حق عيني أو التشطيب عليه بسبب عدم صحة الطلب أو عدم كفاية الرسوم ، وليس لاختصاص المجلس الأعلى . أما في غير ذلك من الأحوال ، فيجب الرجوع إلى القاعدة العامة التي تقضي باختصاص المجلس الأعلى بالبت في الطعون الرامية إلى إلغاء القرارات الصادرة عن السلطات الادارية للشطط في استعمال السلطة . تطبيقا للفصل 353 من قانون المسطرة المدنية .

(2) إن المجلس الأعلى عندما ينظر في القضايا المعروضة عليه في إطار دعوى الالغاء ، يكون هو قاضي الموضوع ، وله الصلاحية للبت فيها من جميع النواحي سواء ما تعلق منها بالنقط القانونية أو بالنقط الواقعية ، بالقدر الضروري الذي يمكنه من البت في مشروعية القرار المطعون فيه ، وذلك بصرف النظر عما إذا كان هذا القرار خاضعا لقواعد القانون العام أو لقواعد القانون الخاص .

(3) يعتبر المحافظ على الملكية العقارية ملزما ، في إطار ممارسته لمهمته ، باحترام القانون . والسهر على صبغة الجدية وضمان الحقوق العينية العقارية التي يجب أن

استعمال سلطته الادارية . وبعد تبليغ مقال الطعن إلى من يعنيه الأمر اجابت وزارة العدل . بواسطة الوكيل القضائي للمملكة ، مؤكدة الوقائع المذكورة فيه وتمسكة بما ورد في قرار الرئيس الأول .

فيما يخص مشروعية القرار المطعون فيه .

حيث انه كما هو ثابت من الوقائع المعروضة أعلاه ، ان الحكم الابتدائي المستأنف صدر غيابيا في حق المتهم علال بنعيسى المتسبب في الحادثة ولم يقع استئنافه من طرفه . وانما استأنفته فقط شركة التأمين المومنة للمسؤول المدني مالك السيارة محمد عواد . وأن محكمة الاستئناف بمكناس قد قضت بتأييده . مع تعديله جزئيا فيما يخص المسؤولية المدنية التي يتحملها المسؤول المدني المذكور دون المتهم . ولذلك فإن القرار الاستئنافي الموما إليه وان كان صدر أيضا غيابيا بمثابة الحضور بالنسبة لهذا الأخير . إلا أنه لم يقض عليه بشيء ، ولم يغير مما قضى به عليه الحكم الابتدائي الذي لم يستأنفه . الأمر الذي يجعل تبليغ القرار الاستئنافي إليه في هذه الحالة غير ذي فائدة . ولا يجوز أن يكون هذا التبليغ عرقلة لاعادة ملف القضية إلى المحكمة الابتدائية لتتبي النظر فيه مدنيا .

وحيث انه بمقتضى ما ذكر . فإن الرئيس الأول عندما رفض بمقتضى قراره المطعون فيه . ارجاع ملف النازلة إلى المحكمة الابتدائية بمكناس لتتم البت في الدعوى المدنية . بالرغم من أنه ليس هناك نص قانوني يخوله هذا الحق . يكون بذلك قد اشتط في سلطته . ويتعين بالتالي الغاء قراره .

من أجله :

قضى المجلس الأعلى بالغاء القرار المطعون فيه .

وبه صدر الحكم بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه في قاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى بالرباط وكانت اهيئة الحاكمة متربة من السادة رئيس الغرفة الادارية مكسيم أزولاي والمستشارين عبد اللطيف التازي ومحمد الجيدي وعبد الكريم الحمياني ختات وأحمد حمدوش وبمحضر المحامي العام السيد محمد اليوسفي وبمساعدة كاتب الضبط السيد ابراهيم بوحياوي .

كاتب الضبط

المستشار المقرر

رئيس الغرفة

وبناء على المناذاة على الطرفين ومن ينوب عنها وعدم حضورهم .  
وبعد الاستماع بهذه الجلسة إلى المستشار المقرر السيد محمد الجيدي في تقريره  
وإلى ملاحظات المحامي العام السيد محمد اليوسفي .  
وبعد المداولة طبقا للقانون .

حيث أن العواد محمد بصفته وليا لابنه القاصر العواد حسن - يطلب بسبب  
الشطط في استعمال السلطة - الغاء القرار الصادر عن الرئيس الأول لمحكمة  
الاستئناف بمكناس في تاريخ 10 مايو 1977 تحت رقم 404 والقاضي بعدم إحالة  
ملفه على المحكمة الابتدائية إلا بعد تبليغ القرار الاستئنافي الغيابي الصادر فيه ،  
موضحا في طلبه أنه على اثر حادثة سير وقعت بتاريخ 20 دجنبر 1972 كان  
ضحيتها ابنه المذكور ، تابعت النيابة العامة لدى المحكمة الابتدائية بمكناس المسمى  
علال بنعيسى المتسبب في هذه الحادثة بتهمة الجروح غير العمدية ، وانه أثناء النظر  
فيها أمام المحكمة تدخل كطرف مدني مطالبا بالتعويض عن الضرر الذي لحق ابنه  
السابق الذكر ، فاصدرت المحكمة بالنسبة للدعوى العمومية حكما يقضي بادانة المتهم  
بما نسب إليه وعقابه بغرامة قدرها 120 درهم ، وفي الدعوى المدنية صرحت بأنه  
يتحمل كامل المسؤولية وبان مالك السيارة المتسببة في الضرر محمد مولود هو المسؤول  
المدني عن الحادثة ، وحكمت لابنه المتضرر بتعويض مدني مسبق مبلغه 1000 درهم  
مع احواله على طيب لفحصه وتحديد عجزه الدائم ، فاستأنفت هذا الحكم شركة  
التأمين المدخلة في الدعوى لدى محكمة الاستئناف بمكناس التي قضت بتأييده مع  
تعديله جزئيا بتوزيع المسؤولية المدنية بين الاطراف ، حكما غيايبا بمثابة الحضور  
بالنسبة للمتهم وبارجاع الملف إلى المحكمة الابتدائية قصد البت في الدعوى المدنية ،  
في حين أن هذا الملف بقي تحت يد كتابة الضبط بمحكمة الاستئناف مدة طويلة دون  
احالته على المحكمة المذكورة ، وانه لذلك وبتاريخ 19 مارس 1977 قدم محاميه  
ملتمسا إلى الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف المشار إليها يطلب فيه منه إحالة الملف  
على المحكمة الابتدائية التي امرت محكمة الاستئناف باحواله عليها ، إلا أن الرئيس  
المذكور أجابه برفض طلبه بمقتضى رسالته المتضمنة للقرار المطعون فيه بناء على «أن  
الملف الذي تطلبون إحالته تجري بشأنه مسطرة التبليغ وانه لا يمكن للمحكمة  
الابتدائية أن تبت فيه إلا إذا بلغ الحكم الصادر استئنافيا أو ينال التقادم في  
الدعوى العمومية ويسقطها» . في حين أنه بتعليقه هذا يكون قد ارتكب الشطط في

---

المجلس الأعلى - الغرفة الإدارية - القرار عدد : 15  
المؤرخ ب : 25 فبراير 1983  
ملف اداري عدد : 62923

---

(العواد محمد ضد الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف بمكناس).

ليس هناك أي نص قانوني يخول للرئيس الأول لمحكمة الاستئناف حق رفض ارجاع ملف القضية إلى المحكمة الابتدائية ليم البت في الدعوى . الأمر الذي يجعل قرار الرفض الصادر بهذا المعنى مشوباً بالشطط في استعمال السلطة ومعرضاً للإلغاء .

بناء على العريضة المرفوعة بتاريخ 2 / 7 / 1977 من طرف الطالب المذكور حوله بواسطة نائبه والرامية إلى الطعن في المقرر الاداري الصادر بتاريخ 10 ماي 1977 تحت عدد 474 / م من الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف بمكناس .

وبناء على مذكرة الجواب المدلى بها بتاريخ 13 / 10 / 1977 من طرف المدعى عليه بواسطة الوكيل القضائي والرامية إلى رفض الطلب وبناء على الأوراق الأخرى المدلى بها في الملف .

وبناء على قانون المسطرة المدنية وبالأخص فصوله 353 وما بعده والفقرة الأخيرة من فصله 362 .

وبناء على الأمر بالتخلي والابلاغ الصادر بتاريخ 10 / 6 / 82 .

وبناء على الاعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المتعددة بتاريخ 1 / 10 / 1982 .

حكم فيه نهائيا من طرف القاضي الزجري سواء بالنسبة لوجود الوقائع التي كونت أساسا مشتركا للدعوى الجنائية والمتابعة التأديبية أو بالنسبة للمشاركة في هذه الوقائع ولهذا فإن الإدارة قد خالفت الفصل 73 المذكور أعلاه كما خرقت حجية الشيء المقضي به عندما رفضت تسوية حالة المعني بالأمر الإدارية بعد صيرورة الحكم الصادر ببراءته نهائيا وعندما لم تعتبر نفسها مقيدة بهذا الحكم فيما يرجع للوقائع المنسوبة لشعبي عبدالسلام الأمر الذي يجعل قرارها المطعون فيه مشوبا بالشطط في استعمال السلطة .

من أجله :

قضّى المجلس الأعلى بالغاء القرار الضمني المطعون فيه .

وبه صدر الحكم بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه في قاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من السادة رئيس الغرفة الإدارية مكسيم ازولاي والمستشارين عبد اللطيف التازي وعمر التازي ومحمد زين العابدين بنبراهيم وعبد الكريم الحمياني ختات وبمحضر المحامي العام السيد عبد القادر المذكوري وبمساعدة كاتب الضبط السيد محمد كصوان .

كاتب الضبط

المستشار المقرر

رئيس الغرفة

صادق المدير العام للأمن الوطني على اقتراح المجلس التأديبي وتم تبليغ المعني بالأمر بالقرار بتاريخ 27 أكتوبر 1972 . وان مقتضيات الفصل 73 من النظام الأساسي للتوظيف العمومية التي تنص على أن وضعية الموظف المتابع لا تسوى نهائيا إلا بعد أن يصبح القرار الصادر عن المحكمة المختصة نهائيا لا تطبق إلا في الحالة التي يقترح فيها المجلس التأديبي تأجيل اصدار أية عقوبة في الموضوع المعروض عليه إلى أن تصدر الجهة القضائية المختصة قرارها في الموضوع . وانه لا يمكن بأي حال من الأحوال لمقتضيات الفصل 73 المذكور أن تغير مشروعية القرار المتخذ في حق الطالب خاصة أن براءته كانت لفائدة الشك وأنه اضر بسمعة هيئة الشرطة وان القرار الجنائي لا يقيد أبدا القرار التأديبي ماعدا فيما يخص معاينة اثبات الوجود المادي للوقائع اما ما يتعلق بالبراءة لفائدة الشك فإن السلطة التأديبية تظل حرة في أن تتمسك بوجود الوقائع أو تضحدها لأن القاضي الجنائي أصدر قراره لفائدة الشك بمعنى أنه لا يني وجود الوقائع واما يرفض فقط اثبات وجودها نظرا لعدم كفاية الحجج التي قدمت له وبالإضافة إلى هذا . فإنه من الثابت حسب الاجتهاد القضائي ان كل موظف أطلق القضاء الجنائي سراحه يمكن أن يتعرض للعقوبة التأديبية من أجل نفس الافعال . إذ أن المجلس الأعلى يرى أن براءة المعني بالأمر لفائدة الشك لا تنفي الوجود الواقعي للأفعال المواخذ عليها (قضية مجلان محمد . 12 يونيو 1970 . ملف رقم 31517) .

وحيث عقب الشعبي عبد السلام على جواب الادارة بمذكرة مؤرخة في 7 يناير 1980 عارض فيها الادارة شكلا وجوهرا وأكد طلبه الرامي إلى الغاء القرار المطلوب الغاؤه .

حيث أن الفقرة الأخيرة من الفصل 73 من الظهير الشريف رقم 008 - 58 المؤرخ في 4 شعبان 1377 (24 يبرابر 1958) المحتوى على النظام الأساسي للتوظيف العمومية تنص على أن الموظف إذا أجريت عليه متابعات جنائية وكان قد صدر مقرر بتوقيفه فإن حالته لا تسوى نهائيا إلا بعد أن يصير الحكم الصادر عليه نهائيا .

وحيث أن القرار الذي صدر بتاريخ 9 يونيو 1978 عن محكمة الاستئناف بطنجة قضى ببراءة المعني بالأمر لفائدة الشك وأصبح نهائيا لعدم الطعن فيه .

وحيث أن الحكم بالبراءة وان كان لفائدة الشك فإنه يمنع إعادة المناقشة فيما

بتاريخ 25 شتنبر 1972 بايقافه عن العمل كما أن المحكمة الاقليمية المذكورة حكمت عليه بتاريخ 23 أكتوبر 1972 بالحبس لمدة ثمانية أشهر وبغرامة قدرها 250 درهما فاستأنف الشعبي الحكم لدى محكمة الاستئناف بطنجة التي أيدت الحكم المستأنف فنقضه المجلس الأعلى بتاريخ 10 نونبر 1977 واحال القضية على نفس محكمة الاستئناف لتبت فيها من جديد وهي متركة من هيئة أخرى ، فاصدرت هذه الأخيرة قراراً بتاريخ 9 يونيو 1978 ببراءته وإذ ذاك وجه بواسطة محاميه الأستاذ حسن الحجوي بتاريخ 22 ديسمبر 1978 رسالة إلى المدير العام للأمن الوطني يطلب فيها منه ارجاعه إلى عمله ولم يتلق منه أي جواب وانه يعيب على القرار الضمني الناتج عن سكوت المدير العام للأمن الوطني خرقه للقانون لاسيما مقتضيات الفقرة الأخيرة من الفصل 73 من النظام الأساسي للوظيفة العمومية وذلك أن هذا القرار لم يستجب إلى طلبه الرامي إلى تسوية وضعيته الادارية بعد أن صدر حكم قضائي حاز قوة الشيء المقضي به ببراءته من التهمة الموجهة إليه والتي كانت سببا لصدور قرار بتوقيفه عن العمل في حين أن الفقرة الأخيرة من الفصل 73 من الظهير الشريف المؤرخ في 4 شعبان 1377 (24 يراير 1958) المحتوى على النظام الأساسي للوظيفة العمومية ينص على أن الموظف إذا اجريت ضده متابعات جنائية وكان قد صدر قرار بتوقيفه فإن حالته لا تسوى نهائيا إلا بعدما يصير نهائيا الحكم الصادر عليه من المحكمة التي رفعت لها القضية وان النص المذكور يقضي في هذه الحالة بمفهوم المخالفة وجوب تسوية الوضعية النهائية للموظف الموقوف وبارجاعه إلى عمله وإعادة الراتب إليه بأكمله .

وحيث أجاز المدير العام للأمن الوطني عن مقال طلب الالغاء بمذكرة مؤرخة في 11 يونيو 1979 ذكر فيها الأسباب التي دفعت الادارة إلى طرد الشعبي والتمس فيها الحكم بمشروعية القرار المتخذ ضد الطالب ميرزا أن المسطرة التأديبية المتبعة في حق المعني بالأمر تتمشى مع مقتضيات الفصلين 70 و73 من النظام الأساسي للوظيفة العمومية ذلك أن الشعبي كان قد ارتكب خطأ جسيماً أثناء مزاولته لمهامه يتمثل في الاخلال بالتزاماته المهنية ، وقد تقرر على الفور توقيفه من طرف السلطة التي تملك صلاحية التأديب كما وقع استدعاء المجلس التأديبي في أقرب الأجل لهذا الغرض ، ولما لاحظ المجلس أنه لا داعي لتأجيل البت في القضية اقترح في حق المعني بالأمر ائزال عقوبة الطرد دون الحرمان من حقوقه في المعاش وبعد ذلك

وبناء على الأمر بالتخلي والابلاغ الصادر بتاريخ 12 فبراير 1980 .  
وبناء على الاعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ 18 يوليوز  
1980 .

وبناء على المناذاة على الطرفين ومن ينوب عنها وعدم حضورهم .  
وبعد الاستماع بهذه الجلسة إلى المستشار المقرر السيد عبد الكريم الحمياني ختات  
في تقريره وإلى ملاحظات المحامي العام السيد أحمد بن يوسف .  
وبعد المداولة طبقاً للقانون .

فما يتعلق بالدفع بعدم القبول المثار من طرف الإدارة .  
حيث تدفع الإدارة بكون المدعي قدم طلبه الرامي إلى الغاء قرار الطرد خارج  
الأجل المنصوص عليه في الفصل 360 من قانون المسطرة المدنية أي في أجل ستين  
يوماً ابتداء من تاريخ تبليغ القرار لأن ابلاغ المعني بالأمر وقع بواسطة محضر قانوني  
مؤرخ في 27 أكتوبر 1972 وأن المدعي رفض الاطلاع على ما ورد فيه كما رفض  
توقيعه وتقدم بتظلم استعطافي بتاريخ 22 ديسمبر 1978 أي بعد مرور عدة سنوات  
من تاريخ التبليغ وتقدم بطلبه الرامي إلى الالغاء بتاريخ 27 فبراير 1979 .  
لكن حيث أن القرار المطعون فيه ليس هو قرار الطرد الصادر سنة 1972 بل  
القرار الضمني الناتج عن سكوت الإدارة مدة 60 يوماً على الطلب الذي تقدم به  
المعني بالأمر بتاريخ 22 جنبر 1978 والرامي إلى ارجاعه إلى عمله على اثر صدور  
قرار نهائي ببراءته من التهمة الملتصقة به مما يجعل الدفع بعدم القبول غير مرتكز على  
أساس .

وفما يتعلق بالجوهر :

حيث أن الشعبي عبد السلام بن أحمد يطلب بسبب الشطط في استعمال  
السلطة الغاء القرار الضمني بالرفض الناتج عن سكوت المدير العام للأمن الوطني أكثر  
من ستين يوماً وذكر في مقاله أنه في أواخر سنة 1972 اقحم في دعوى جنحية  
رائجة لدى المحكمة الاقليمية بطنججة مع شخصين آخرين متهمين بالسرقة إذ وجهت  
إليه تهمة الارتشاء وبسبب ذلك صدر قرار من طرف المدير العام للأمن الوطني

المجلس الأعلى - الغرفة الادارية - القرار عدد : 230

المؤرخ ب : 25 يوليوز 1980

ملف اداري عدد : 74032

(الشعبي عبد السلام ضد المدير العام للأمن الوطني).

(1) إن الحكم بالبراءة وإن كان لفائدة الشك ، يمنع إعادة المناقشة في ما حكم فيه نهائيا من طرف القاضي الزجري ، سواء بالنسبة لوجود الوقائع التي كونت أساسا مشتركا للدعوى الجنائية والمتابعة التأديبية ، أو بالنسبة لوجود هذه الوقائع .

(2) يعتبر امتناع الادارة من تسوية الحالة الادارية للمعني بالأمر بعد صيرورة الحكم الصادر ببراءته نهائيا ، وعدم تقيدها بهذا الحكم في ما يرجع للوقائع المنسوبة إليه مخالفة للفصل 73 من النظام الأساسي للوظيفة العمومية ، وخرقا لحجية الشيء المقضي به ، مما يجعل قرارها مشوبا بالشطط في استعمال السلطة .

بناء على العريضة المرفوعة بتاريخ 1 مارس 1979 من طرف الطالب المذكور حوله بواسطة نائبه والرامية إلى إلغاء المقرر الضمني الصادر عن السيد المدير العام للأمن الوطني وذلك بسبب الشطط في استعمال السلطة .

وبناء على مذكرة الجواب المدكى به بتاريخ 11 يوليوز 1979 من طرف المدعى عليه والرامية إلى رفض الطلب .

وبناء على الأوراق الأخرى المدكى بها في الملف .

وبناء على قانون المسطرة المدنية وبالأخص فصوله 353 وما بعده .

ومن جهة أخرى فإن ما نعاه الطالب على نفس المرسوم من كونه ضاعف في العمل الذي يقوم به كمفتش من السلم العاشر فلا أساس له ذلك أن الطاعن موظف عمومي ويوجد في وضعية قانونية ونظامية يجوز للإدارة أن تغيرها في أي وقت وبصفة انفرادية دون أن يجوز له التمسك بأي حق مكتسب في هذا الصدد الأمر الذي يكون معه المرسوم المطلوب الغاؤه غير متمم بالشطط في استعمال السلطة .

### لأجل ما ذكر

قضّى المجلس الأعلى برفض الطلب .

وبه صدر الحكم بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه في قاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة مترتبة من السادة رئيس الغرفة الإدارية مكسيم ازولاي والمستشارين عبد اللطيف التازي وعمر التلوي ومحمد زين العابدين بنبراهيم وعبد الكريم الحمياني ختات وبمحضر المحامي العام السيد محمد اليوسفي وبمساعدة كاتب الضبط السيد محمد كصوان .

كاتب الضبط

المستشار المقرر

رئيس الغرفة

تعويض سلك المستشارين في التوجيه المدرسي والجامعي بصفته بسلك المستشارين في التخطيط التربوي المرتب في سلم الأجور رقم 10 كما أنه حصر شروط التعيين في التوفر على شهادة مركز تكوين المستشارين في التخطيط التربوي أو على شهادة معترف بمعادلتها لها وضاعف هذا التغيير من مهام المستشارين وادمج المستشارين المرتبين في السلم 9 في السلك الجديد (سلك المستشارين في التخطيط التربوي) المرتب في سلم الأجور 10 وأصبح بالتالي التعويض الذي يتقاضاها هذا السلك واحدا مما يجعل المرسوم متسا بالشطط في استعمال السلطة ينبغي الغاؤه .

وحيث أجاز وزير التربية وتكوين الأطر مطالبا برفض الطلب لكون المرسوم المطعون فيه لم يلحق أي ضرر بالعارض بل على العكس من ذلك احتفظ له بالأقدمية التي كان يتوفر عليها في اطاره القديم على عكس المستشارين في التوجيه المدرسي والجامعي السلم 9 ومن ثم ليست له أية مصلحة في الطعن في المرسوم الذي طلب الغاءه .

فما يخص شرعية المرسوم المطلوب الغاؤه .

حيث ينعي الطاعن على المرسوم المطلوب الغاؤه مساواته التعسفية من سلكين مختلفين وعدم استناده على أي أساس في هاته المساواة وخرقه للتوجيهات الملكية الصادرة يوم 20 أبريل 1965 القاضية بأن يكون الموظفون سواء فيما يرجع إلى الأجور إذا كان مستواهم واحدا وعملهم متشابها «ذلك أن الوضع الذي أحدثه المرسوم المطلوب الغاؤه والذي يتمثل فيه مانعي عليه هو تلقه لسلك واحد مرتب في السلم 10 وادماجه مستشاري السلم 9 في السلم 10 وخلف مهام إضافية جديدة وعدم مراعاته في الادماج لا المؤهلات الجامعية أو المهنية أو حتى الأقدمية وبهذا فإن مستشاري السلم 10 الذي ينتمي هو إليهم لم يستفيدوا شيئا بل ضوعفت مهامهم في حين أن مستشاري السلم 9 أصبحوا مرتبين في السلم 10 وزيد في مرتبهم وتعويضاتهم وهذا ما يجعل المرسوم المطلوب الغاؤه متسا بالشطط في استعمال السلطة ومستوجبا للإلغاء .

لكن من جهة حيث أن التغيير المحدث بمقتضى المرسوم المطعون فيه لا يتعلق بطائفة المستشارين التي ينتمي إليها الطاعن بل يتعلق بالطائفة الأخرى فلم يلحق به أي ضرر بالنسبة لمركزه القانوني الذي لم يتغير وبالتالي فلا مصلحة له في الطعن فيه .

وبعد الاستماع بهذه الجلسة إلى المستشار المقرر السيد عمر التازي في تقريره وإلى ملاحظات الخامي العام السيد محمد اليوسفي .

وبعد مداولة طبقا للقانون .

حيث أنه بتاريخ 16 يونيو 1977 تقدم العمراني سيدي عبدالحق رئيس مصلحة الاحصاء والتقييم بوزارة التعليم العالي بواسطة محاميه الأستاذ عبد الجليل بنسليمان إلى المجلس الأعلى بعريضة يطلب فيها من أجل الشطط في استعمال السلطة الغاء مرسوم الوزير الأول رقم 2/77/136 الصادر بتاريخ 9 ربيع الأول 1397 (28 يبرير 1977) المغير للمرسوم الملكي رقم 1199/66 الصادر بتاريخ 18 ذي الحجة 1386 (30 مارس 1967) بشأن النظام الأساسي الخاص بالموظفين الاداريين بوزارة التربية الوطنية ذلك أن هذا المرسوم الأخير ولاسيما الفصل 13 منه أحدث إطار المستشارين في التوجيه المدرسي والجامعي وكان هذا الاطار يشتمل على درجتين الأولى درجة مستشار في التوجيه المدرسي والجامعي وترتب في سلم الأجور رقم 9 والثانية درجة مستشار في التوجيه المدرسي والجامعي وترتب في سلم الأجور رقم 10 وكان التعويض عن الأهلية لهذين الصنفين كما يلي : المستشارون المرتبون في سلم الأجور رقم 10 يتقاضون تعويضا سنويا مبلغه 10800.00 درهم والمرتبون في سلم الأجور رقم 9 يتقاضون تعويضا سنويا مبلغه 6720.00 درهما وهذا الاختلاف في سلالم الأجور ومبالغ التعويض استلزم بطبيعة الحال اختلافا في شروط التعيين فالمرتبون في السلم 9 يعينون من بين المرشحين المتوفرين على اجازة مستشار في التوجيه المدرسي والجامعي أو على شهادة معترف بمعادلتها لها اما المرتبون في السلم 10 فيعينون من بين المستشارين من الصنف الأول وأساتذة التعليم الثانوي بالسلك الأول المتوفرين جميعهم على 5 سنوات من الأقدمية والناجحين في امتحان التخرج من المعهد الوطني لدروس العمل والتوجيه المهني بباريس أما مهام هؤلاء المستشارين بصنفها فقد حددها الفصل 14 من المرسوم الملكي السالف الذكر حيث نص على أنه «يعهد إلى المستشارين في التوجيه المدرسي والجامعي باجراء امتحانات انتقاء وتوجيه التلاميذ بالمؤسسات المدرسية ويرشدون التلاميذ والعائلات إلى امكانية ولوج مختلف المهن والأعمال باعتبار حاجيات البلاد والمؤهلات الخاصة» اما المرسوم الصادر بتاريخ 2 مارس 1977 موضوع الطعن فقد غير الجزء الثالث من المرسوم الملكي الآنف الذكر وعوضه بمقتضيات جديدة ويتمثل هذا التغيير في

---

المجلس الأعلى - الغرفة الادارية - القرار عدد : 355  
المؤرخ ب : 1 أكتوبر 1982  
ملف اداري عدد : 62536

---

(العمراي عبد الحق ضد الوزير الأول ووزير التربية الوطنية)

يعتبر الموظف العمومي في وضعية قانونية ونظامية ، يمكن تغييرها من جانب الادارة في أي وقت وبصفة انفرادية ، دون أن يحتج تجاه هذه الأخيرة بأي حق مكتسب .

بناء على الغريضة المرفوعة بتاريخ 16 / 6 / 1977 من طرف الطالب المذكور حوله بواسطة نائبه ، والرامية إلى إلغاء المرسوم الصادر بتاريخ 28 فبراير 1977 تحت عدد 136 - 77 - 2 من الوزير الأول .

وبناء على مذكرة الجواب المدلّى بها بتاريخ 14 / 2 / 1980 من طرف المدعى عليه وزير التربية الوطنية والرامية إلى رفض الطلب .

وبناء على الأوراق الأخرى المدلّى بها في الملف .

وبناء على قانون المسطرة المدنية وبالأخص فصوله 353 وما بعده والفقرة الأخيرة من فصله 362 .

وبناء على الأمر بالتخلي والابلاغ الصادر بتاريخ 17 / 6 / 1982 .

وبناء على الاعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ 1 / 10 / 1982 .

وبناء على المناادة على الطرفين ومن ينوب عنها وعدم حضورهم .

الفصل 85 المذكور بعدما ظهر لها وعن صواب أن الطفل الضحية كان منقولاً عن متن شاحنة بابا قدور فخرج أثناء سفره هذا من حراسة والديه وجعل تحت حراسة سائق الشاحنة وكان حكمها معلل كافياً إذ صرحت : «وحيث أنه وإن كانت الضحية هي التي قفزت من أعلى الشاحنة التي كانت نقلتها مجاناً وتسببت في الضرر اللاحق بها فإنه كان على السائق بابا قدور سبياً وهو يعلم أنه أصبح مسؤولاً عن حراسة الولد الذي لا يتعدى عمره ست سنوات بعد أن قبل نقله مجاناً إلى دار والده التي تبعد عن المدرسة بستة كيلومترات أن يتخذ الاحتياطات اللازمة ويعمل كل ما في وسعه» الأمر الذي تكون معه الوسيلة بدون أثر .

لأجله :

قضى المجلس الأعلى برفض الطلب وعلى صاحبيه بالصائر .

وبه صدر الحكم بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه في قاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة متربة من السادة رئيس الغرفة الادارية مكسيم ازولاي والمستشارين عبد اللطيف التازي وعمر التازي ومحمد زين العابدين بنبراهيم وعبد الكريم الحمياني ختات وبمحضر المحامي العام السيد عبد القادر المذكوري وبمساعدة كاتب الضبط السيد محمد كصوان .

كاتب الضبط

المستشار المقرر

رئيس الغرفة

وبناء على الاعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ 11 أبريل 1980 .

وبناء على المناذاة على الطرفين ومن ينوب عنها وعدم حضورهم .  
وبعد الاستماع بهذه الجلسة إلى المستشار المقرر السيد عمر التازي في تقريره وإلى ملاحظات المحامي العام السيد عبد القادر المذكوري .  
وبعد المداولة طبقاً للقانون .  
فما يخص الوسيلة الفريدة المستدل بها .

وحيث يوخذ من أوراق الملف ومن محتوى القرار المطعون فيه (محكمة الاستئناف بمكناس 8 يراير 1977) انه بتاريخ 11 أكتوبر 1973 وبينما كان بابا قدور يقود شاحنته متوجها من مريرت إلى أزرو تعرض له طفلان وطلبا منه نقلها نحو منزليهما الواقعين في نفس الاتجاه ففعل غير أن احدهما المدعو محمد البالغ من العمر ست سنوات حاول النزول من مؤخر الشاحنة فقفز إلى الأرض قبل وقوفها وأصيب بجروح بالغة فمات متأثرا بها مما دفع أمه فاطمة بنت محمد إلى تقديم دعوى لدى المحكمة الابتدائية بمكناس في إطار الفصل 88 من قانون الالتزامات والعقود تلتمس الحكم لها بتعويض عن وفاة ابنها قدره 20000 درهم محملة سائق الشاحنة (ومؤمنتها شركة التأمين الوطنية) كل مسؤولية الحادث فصدر حكم وفق الطلب في مبدئه وأيدته محكمة الاستئناف بناء من جهة على أن بابا قدور سائق الشاحنة قد ارتكب خطأ عندما اركب الطفلين في مؤخر شاحنته وعرضها لخطر نظرا لعدم بلوغها سن التمييز وانه لا يمكن من جهة أخرى أن ينسب للطفل الضحية أي خطأ .

وحيث يعيب طالبا النقض بابا قدور وشركة التأمين الوطنية على القرار المطعون فيه انعدام الأساس القانوني وخرق الفصول 85 و88 و96 من قانون الالتزامات والعقود ذلك أن المحكمة اكتفت بالقول بأن الطفل المصاب كان غير مميز ولا تنسب له أية مسؤولية في الحادثة التي تسبب فيها لنفسه بقفزه من أعلى الشاحنة قبل وقوفها ثم استنتجت أن المسؤولية تجعل على صاحب الشاحنة بصفته كان حارسا لها في حين أنه كان على المحكمة أن تبحث عنها في إطار الفصل 85 المشار إليه .

لكن حيث أن المحكمة الابتدائية التي أيدتها محكمة الاستئناف أبعدت تطبيق

---

المجلس الأعلى - الغرفة الادارية - القرار عدد : 151  
المؤرخ ب : 11 أبريل 1980  
ملف مدني عدد : 64109

---

(ابا قدور ضد فاطمة بنت محمد)

(1) لا مجال لتطبيق الفصل 85 من قانون الالتزامات والعقود المتعلق بمسئولية الأبوين عن أبنائهما القاصرين . بعد أن ثبت لمحكمة الموضوع أن الطفل خرج أثناء سفره من رقابة والديه .

(2) ان مسؤولية الضرر اللاحق بالطفل غير المميز ، المنقول مجانا ، تقع على عاتق حارس الشيء للمسبب للضرر بعد أن أصبح متوليا رقابة الطفل .

بناء على العريضة المرفوعة بتاريخ 23 يوليوز 1977 من طرف الطالبين المذكورين حوله بواسطة نائبيها والرامية إلى نقض قرار محكمة الاستئناف بمكناس الصادر بتاريخ 22 فبراير 1977 في الملف عدد 1044 .

وبناء على مذكرة الجواب المدلى بها بتاريخ 13 دجنبر 77 من طرف المدعى عليها بواسطة نائبيها والرامية إلى رفض الطلب .

وبناء على الأوراق الأخرى المدلى بها في الملف .

وبناء على قانون المسطرة المدنية وبالأخص فصوله 353 وما بعده والفقرة الأخيرة من فصله 362

وبناء على الأمر بالتخلي والابلاغ الصادر بتاريخ 23 نونبر 1979 .

حيث يعيب الطاعنون على الحكم خرق القانون ذلك أن الدعوى رفعت في نطاق الفصل 88 من قانون العقود والالتزامات الذي يجعل مسؤولية مرتكب الحادثة مفترضة ما لم يثبت أنه فعل ما كان ضروريا لمنع الضرر. وأن الحكم المطعون فيه لم يطبق المقتضى القانوني المشار إليه التطبيق السليم. عندما صرح أن عمل الضحية وهو طفل مميز يبلغ 14 سنة من العمر وهو وحده المتسبب فيما أصابه. بينما لا يوجد ضمن وثائق الملف ما يدل على أن مرتكب الحادثة قام بأي عمل ايجابي لتجنب وقوع الضرر.

وحيث تبين صحة ما نعاه الطاعنون على الحكم المطلوب نقضه من كونه اعتبر خطأ المضرور هو السبب الوحيد لوقوع الضرر الحاصل له من دون أن يثبت للمحكمة أن السائق لم يتخذ كل ما في وسعه لمنع وقوع الضرر حسبما يفرضه الفصل 88 من قانون الالتزامات والعقود. وأن المحكمة حينما اقتضت في حكمها على وجود الخطأ من جانب السحبة وأنه استغرق جميع الأخطاء التي يمكن أن تستنتج من الحادثة دون البحث عن توفر الشرط الآخر الملقى على كاهل السائق الحارس القانوني للشاحنة بمقتضى الفصل 88 من قانون العقود والالتزامات للقول باعفائه من المسؤولية تكون قد طبقت القانون تطبيقا غير سليم. وبالتالي عرضت حكمها للنقض.

من أجله :

قضى المجلس الأعلى بنقض القرار المطعون فيه وبإحالة القضية والاطراف على نفس المحكمة لتبث فيها من جديد وهي مترتبة من هيئة أخرى طبقا للقانون وعلى المطلوبين في النقض بالصائر.

كما قرر اثبات حكمه هذا بسجلات محكمة الاستئناف بمراكش اثر الحكم المطعون فيه أو بطرته.

وبه صدر الحكم بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور حوله بقاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى بالرباط، كانت الهيئة الحاكمة مترتبة من رئيس الغرفة السد محمد عمور، والمستشارين السادة: مولاي جعفر سليطن - مقررا - أحمد عاصم - عبد الوهاب اعجابو، محمد بوهراس ومحمض المحامي العام السيد محمد الشيبهي وبمساعدة كاتب الضبط السيد شكيب السفياني.

وبعد اعفاء رئيس الغرفة المستشار المقرر السيد مولاي جعفر سليطن من تلاوة تقريره وعدم معارضة الاطراف والاستماع إلى ملاحظات المحامي العام السيد محمد الشبيبي .

وبعد المداولة طبقا للقانون .

بناء على الفصل 88 من قانون العقود والالتزامات .

حيث تبين من وثائق الملف ومن القرار المطعون فيه الصادر عن محكمة الاستئناف بمراكش بتاريخ 19-1-78 أن ورثة المسمى عبد الرحمان بن محمد بن الحسن وهم أبوه محمد بن الحسن وأمه زهراء بنت محمد وأخوه الراشد الحسين بن محمد وأخوته القاصرون عائشة وبوجمعة وفاطمة والحسن والعربي وضعوا مقالا بواسطة محاميهم الاستاذ موفق سجل بكتابة ضبط المحكمة الابتدائية بمراكش بتاريخ 22-11-1975 في نطاق الفصل 88 من قانون العقود والالتزامات المغربي يعرضون فيه أن موروثهم الطفل عبد الرحمان بن محمد المذكور تعرض لحادثة سير أودت بحياته إذ داسته شاحنة من نوع فورد مسجلة تحت عدد 54/6019 كانت متجهة نحو ايميتانوت في الكيلومتر 140 و500 كان يسوقها مالکها المدعى عليه الأول أبرويل محمد الذي اعترف بأنه لم يعلم بما وقع إلا بواسطة مساعده الشيء الذي يدل على عدم انتباهه وبذلك يكون مسؤولا مسؤولية كاملة وحده عن وقوع الحادثة المذكورة والتسوا الحكم على المدعى عليه الذي هو في نفس الوقت المسؤول المدني بأدائه لهم تعويضات مختلفة مع احلال شركة تأمينه الشركة الاميريكية للتأمين في الأداء . فأصدرت المحكمة المذكورة حكما بتاريخ 10-2-77 يقضي بتحمل المدعى عليه كامل مسؤولية الحادث وأدائه للمدعين تعويضات مختلفة مع احلال شركة تأمينه محله في الأداء واستأنفه المحكوم عليه مع شركة التأمين المذكورة فأصدرت محكمة الاستئناف بمراكش بتاريخ 19-1-78 حكما تحت عدد 110 في الملف رقم 6874 يقضي بالغاء الحكم الأول والحكم من جديد باعفاء المدعى عليه من مسؤولية الحادثة بعله أنه يتجلى من وثائق الملف وفي الحكم الابتدائي المستأنف أن الهالك تعلق بمؤخر الشاحنة ثم سقط على الأرض ومات من جراء ذلك وهذا هو القرار المطلوب نقضه

فما يخص الوسيلة الأولى .

---

المجلس الأعلى - الغرفة الأولى - القرار عدد : 647  
المؤرخ ب : 20 أكتوبر 1982  
ملف مدني عدد : 90482

---

(ورقة عبد الرحمن بن محمد ضد أبرويل محمد).

لا يعفى حارس الشيء من المسؤولية التي يتحملها بمقتضى الفصل 88 من قانون الالتزامات والعقود ، إذا لم يقدّم الدليل على أنه قام بعمل ايجابي لتجنب وقوع الضرر ، ولو كان هناك خطأ من جانب الضحية استغرق جميع الأخطاء التي يمكن أن تستتج من الحادثة .

بناء على العريضة المرفوعة بتاريخ 12-3-1981 من طرف الطالب المذكور حوله بواسطة نائبه الأستاذ موفق الحبيب والرامية إلى نقض قرار محكمة الاستئناف بمراكش الصادر بتاريخ 19-1-78 في الملف عدد 6874 .

وبناء على مذكرة الجواب المدلى بها بتاريخ 15-6-1981 من طرف المطلوب ضده النقص بواسطة نائبه الأستاذ البيركيوم والرامية إلى رفض الطلب .

وبناء على الأوراق الأخرى المدلى بها في الملف .

وبناء على قانون المسطرة المدنية المؤرخ في 28 شتنبر 1974 .

وبناء على الأمر بالتخلي والابلاغ الصادر في 2-10-1981 .

وبناء على الاعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ 13-10-1982 .

وبناء على المناداة على الطرفين ومن ينوب عنها وعدم حضورهم .

## الاجتهاد القضائي

---

رئيس الغرفة الادارية مكسيم أزولاي والمستشارين عبد اللطيف التازي وعمر التازي  
ومحمد الجيدي وأحمد حمدوش وبمحضر المحامي العام السيد محمد اليوسفي وبمساعدة  
كاتب الضبط السيد الحاج ابراهيم بوحيدة .

كاتب الضبط

المستشار المقرر

رئيس الغرفة

بتأييد الحكم الابتدائي بالنسبة للمدعيتين فاطمة وزهرة بنتي الحسن التونسي وبالغائه فيما يخص سقوط الدعوى بالتقادم بالنسبة لباقي المدعين محمد التونسي وعائشة بنت علي وخدوج بنت أحمد وعبد القادر التونسي والحكم من جديد باستحقاق المدعين كلهم لتعويض مبلغه 107950 درهما بناء على الخبرة المنجزة في الموضوع وبتمكين المدعين ورثة الحسن التونسي من هذا المبلغ .

لكن حيث أن طالبي النقص أدلوا لدى محكمة الاستئناف بمقال استثنائي بتاريخ 26 نونبر 1976 وبمذكرات بتاريخ 15 مارس 1979 و12 مايو 1980 و16 شتنبر 1980 التمسوا فيها من المحكمة تعيين خبير أو خبراء لتقدير القيمة الحقيقية الحالية للعقار مع حفظ حقهم في تقديم مطالبهم النهائية بعد اجراء الخبرة موضحين أن اصلاح الضرر الذي لحقهم يجب أن يتم وفقا للقواعد التي تقضي أن يتحقق هذا الاصلاح بتعويضهم بالقيمة الكاملة للعقار ساعة الحكم وان العمل القضائي يقضي بتقدير هذا الضرر ساعة الحكم بتعويضه حتى يعاد المتضرر إلى الحالة التي تزيل عنه أثر الضرر وهذا ما يبرر اجراء الخبرة المطلوبة .

وحيث أن قضاة الاستئناف لم يجيبوا عن هذه المستنجات التي كان من شأنها أن تؤثر على قضائهم بل اقتصروا على تأسيس قرارهم على تقرير الخبير المؤرخ في 26 مايو 1975 في حين أن القرار المطعون فيه والذي قضى بالتعويض صدر بتاريخ 17 فبراير 1981 الأمر الذي يكون معه هذا القرار غير معلل تعليلا كافيا وبالتالي معرضا للنقض .

### هذه الأسباب

قضى المجلس الأعلى بنقض القرار الصادر بتاريخ 17 يبرابر 1981 عن محكمة الاستئناف بالرباط وباحالة القضية على نفس محكمة الاستئناف لتبت فيها من جديد طبقا للقانون وهي متركة من هيئة أخرى وعلى المطلوب ضده النقص بالصائر . كما قرر اثبات حكمه هذا في سجلات المحكمة التي أصدرت الحكم المطعون فيه أو بطرته .

وبه صدر الحكم بالجلسة العلنية المتعددة بالتاريخ المذكور أعلاه في قاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة متركة من السادة

وبعد المداولة طبقا للقانون

فما يخص الوسيلة الوحيدة المستدل بها .

حيث يستفاد من أوراق الملف والقرار المطعون فيه الصادر بتاريخ 17 فبراير 1981 عن محكمة الاستئناف بالرباط ، أنه بتاريخ 26 نونبر 1976 تقدم ورثة الحاج الحسين بن أحمد التونسي وهم ابناؤه محمد وعبد القادر وفاطمة وزهرة وزوجته عائشة بنت علي والحاجة خدوج بنت أحمد بمقال مفاده أن موروثهم اشتري بتاريخ 1942/8/6 قطعة أرضية كائنة بآيت ملول من عبد الله بن أحمد بعقد سجل في 20 أكتوبر 1942 فتوفي في غضون سنة 1949 ولم تبلغ بنتاه زهرة وفاطمة المذكورتين أعلاه سن الرشد إلا في غضون سنة 1962 وعندما اتفق جميع الورثة على بيع القطعة الأرضية فوجئوا بأن البائع قد حفظها في اسمه منذ سنة 1943 وهذا يكون قد ارتكب تدليسا وبالتالي أحدث لورثة المشتري ضررا يستحقون عنه تعويضا في نطاق الفصل 64 من ظهير 12 غشت 1913 المتعلق بنظام التحفيظ العقاري ونظرا لكون مساحة القطعة الأرضية تبلغ 2500 متر مربع وثن المتر المربع 70 درهما يكون التعويض المناسب هو 175000 درهم فصدر حكم بتاريخ 76/5/11 يقضي بسقوط الدعوى بالتقادم بالنسبة للمدعين محمد التونسي وعائشة بنت علي وخدوج بنت أحمد وبالحكم لفائدة المدعيتين فاطمة وزهرة بنتي الحسن التونسي بما يناسب حفظها أي بمبلغ 107950 درهم وبخصم المبلغ المحكوم به لها من تركة البائع الذي توفي في سنة 1967 والموجودة تحت يد المدعى عليهما الحاجة اجميعة وأحمد بن عبد الله بن أحمد ورفض الفوائد القانونية وبعد استئنائه أصليا من طرف المدعين وفرعيا من طرف العداوي أحمد بن الحاج عبد الله وارث البائع اصدرت محكمة الاستئناف بأكادير قرارا في فاتح دجنبر 1977 بتأييد الحكم الابتدائي في جميع مقتضياته مع التنصيص على أن دعوى عبد القادر التونسي قد سقطت بدورها بالتقادم وبتاريخ 25 أكتوبر 1978 أصدر المجلس الأعلى قرارا بنقض الحكم الاستينافي بعله أن مثل هذه الدعوى تقادم في نطاق الفصل 106 من قانون الالتزامات والعقود لا في نطاق الفصل 387 من نفس القانون . واحال الملف على محكمة الاستئناف بالرباط وبعد اجراء المسطرة وتقديم كل من الفريقين مذكرتين بعد النقص تضمن أوجه دفاعها أصدرت محكمة الاستئناف قرارا يقضي

---

المجلس الأعلى - الغرفة الادارية - القرار عدد : 14  
المؤرخ ب : 18 فبراير 1983  
ملف مدني عدد : 92342

---

(ورثة المرحوم الحاج حسن التونسي ضد ورثة المرحوم عبد الله بن أحمد)  
إن اصلاح الضرر يجب أن يكون كاملا ، ولذا فإن تقديره يجب أن يتم ساعة  
الحكم بالتعويض حتى يعاد المتضرر إلى الحالة التي تربل عنه أثر الضرر .

بناء على العريضة المرفوعة بتاريخ 1981/8/11 من طرف الطالبين المذكورين  
حوله بواسطة نائهم والرامية إلى نقض قرار محكمة الاستئناف بالرباط الصادر بتاريخ  
81/2/17 في الملف عدد : 78/519 .

وبناء على الأوراق الأخرى المدكى بها في الملف .

وبناء على قانون المسطرة المدنية وبالأخص فصوله 353 وما بعده والفقرة  
الأخيرة من فصله 362 .

وبناء على الأمر بالتخلي والابلاغ الصادر بتاريخ 1982/10/18 .

وبناء على الاعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ  
1983/2/18 .

وبناء على المناذاة على الطرفين ومن ينوب عنها وعدم حضورهم .

وبعد الاستماع بهذه الجلسة إلى المستشار المقرر السيد أحمد حمدوش في تقريره  
وإلى ملاحظات المحامي العام السيد محمد اليوسفي .

لأجل ما ذكر :

قضَى المجلس الأعلى برفض الطلب وعلى صاحبه بالصائر ، وبه صدر الحكم بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه في قاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من السادة رئيس الغرفة الادارية مكسيم أزولاي والمستشارين عبد اللطيف التازي وعمر التازي ومحمد زين العابدين بنبراهيم ومحمد الجيدي وبمحضر المحامي العام السيد محمد الغرفي وبمساعدة كاتب الضبط السيد محمد كصوان .

كاتب الضبط

المستشار المقرر

رئيس الغرفة

القرار المطعون فيه لعناصر الدعوى ولم يبين سبب الغاء الحكم مقتصرًا على القول بأنه لم يدل بما يفيد أنه كان سيء النية وأنه تعسف في إقامة الدعوى مع أن تعدد الادعاء هو في حد ذاته دليل على التعسف خصوصًا وأن المطلوب لم يدل في أية دعوى بما يؤيدها وأن القرار المطعون فيه بعدم رده على ما تضمنه الحكم المدني القاضي برد دعوى المطلوب والحكم المستأنف يكون قاصر التعليل وعرضة للنقض .

لكن من جهة حيث أنه خلافًا لما نعاه الطاعن فإن القرار المطعون فيه بين بيانا شافيا عناصر الدعوى سواء أمام المحكمة الابتدائية أو الاستئنافية وتطرق لأقوال الطرفين وما أدلى به حجج .

ومن جهة ثانية حيث أن تعدد الادعاء لا يستخلص منه بذاته التعسف في استعمال حق التداعي بل كان على الطاعن أن يثبت أمام قضاة الموضوع أن المطلوب كان قصده وراء إقامة هاتاه الدعاوي الحاق الضرر به وهذا ما ذهبت إليه وعن صواب المحكمة المطعون في حكمها حين عللت قرارها بأن الطاعن لم يدل بما يفيد أن المطلوب كان سيء النية وأنه تعسف في إقامة الدعاوي وأن هذه العلة تعتبر في نفس الوقت ردا على ما عللت به المحكمة الابتدائية حكمها مما تكون معه الوسيلة غير مرتكزة على أساس .

#### وفيما يخص الوسيلة الثانية

حيث يعيب الطاعن على القرار المطلوب نقضه عدم الجواب عن وسائل الدفاع ذلك أنه أوضح أمام المحكمة أن المطلوب كان متعسفا في الدعاوي التي أقامها عليه وأنه توصل إلى مبتغاه حين تسبب في حرمانه من عمله بألمانيا الذي كان مورد رزقه الوحيد غير أن المحكمة لم تجبه عن دفعه هذا كما يعيب عليه انعدام التعليل ذلك أن ادعاء المطلوب الذي لم يؤيده بأية حجة يجعله متعسفا في إقامة دعاويه مما يكون خطأ يستوجب التعويض الأمر الذي يستوجب نقض القرار المطعون فيه .

لكن حيث أن بناء المحكمة قرارها على أساس عدم ثبوت سوء نية المطلوب وعدم تعسفه يكون جوابا صريحا برفض الدفع المشار إليه كما أنه في نفس الوقت يثبت عدم ارتكاب المطلوب أي خطأ يستوجب مسؤوليته وبالتالي الحكم عليه بالتعويض المطلوب وبهذا تكون المحكمة أجابت عن الدفع المثار أمامها وعللت حكمها تعليلا كافيا وتكون الوسيلة بفرعيها منعدمة الأساس .

وبناء على المناذاة على الطرفين ومن ينوب عنها وعدم حضورهم .  
وبعد الاستماع بهذه الجلسة إلى المستشار المقرر السيد محمد زين العابدين بنبراهيم  
في تقريره وإلى ملاحظات المحامي العام السيد محمد الغريفي .  
وبعد المداولة طبقا للقانون .

فما يخص الوسيلة الأولى

حيث يُوخذ من أوراق الملف ومحتوى القرار المطعون فيه الصادر عن محكمة  
الاستئناف بوجدة تحت عدد 745 بتاريخ 1979/4/10 ان البودالي علال طالب  
النقض أقام دعوى بتاريخ 1976/4/16 أمام المحكمة الابتدائية بالناظور (مركز  
الدريوش) ضد المطلوب في النقص ازواج بن داداة بن محمد مفادها ان هذا الأخير  
أقام عليه دعوى جنحية يتهمه فيها بالترامي والاعتداء على حيازة أرض انتهت  
بالحكم ببراءته ابتدائيا واستئنافيا كما أنه أقام عليه دعوى أخرى عقارية يطلب منه  
التخلي عن أرض سبق له أن اشتراها من مالكتها بعد أن كان مكتريا منه فحكم  
برفض طلبه وان الترافع معه في شأن الدعويين استمر طيلة ثلاث سنوات مما كان  
يضطره للتقدم للمغرب من المانيا التي يعمل بها وانه أخيرا فقد عمله بسبب تردده  
على المغرب لمقابلة خصمه وان أجرته في عمله تقدر بـ 2170,00 درهما شهريا وبما  
أنه تحمل في سبيل تلك الدعاوي خسارة مبلغها 8905,70 درهما وبما أن المدعى  
عليه كان متعسفا في إقامة تلك الدعاوي فإنه يطلب الحكم عليه بالمبلغ الذي يطلب  
تعويضا له عن الخسارة اللاحقة به من جراء إقامة تلك الدعاوي التعسفية واجاب  
المدعى عليه بأنه لم يكن متعسفا في إقامة الدعوى المدنية التي أقامها ضد المدعي  
لكونه استعمل حقا محولا له قانونا واما الدعوى الجنائية فإن النيابة هي التي أقامتها  
فاصدرت المحكمة حكما قضى على المدعى عليه بادائه للمدعي مبلغ 3000,00  
درهم وبعد الاستئناف قضت محكمة الاستئناف بقرارها المطعون فيه بالغاء الحكم  
الابتدائي والحكم تصديا برفض الدعوى بناء على أن المدعي لم يثبت سوء نية  
المدعى عليه وتعسفه في إقامة الدعوى المدنية أو الجنحية .

وحيث يعيب الطاعن البودالي علال على القرار المطلوب نقضه سوء التعليل  
ذلك أن الحكم الابتدائي الذي قضى لصالحه بالتعويض تأكد من تعسف المطلوب  
وفي النقص ومن الاضرار التي لحقتة هو من جراء هذا التعسف في حين لم يتطرق

---

المجلس الأعلى - الغرفة الادارية - القرار عدد : 51  
المؤرخ ب : 26 فبراير 1982  
ملف مدني عدد : 77565

---

(البوداي علال ضد أزواغ بن دادة)

تعدد الادعاء لا يستخلص منه بحد ذاته ، التعسف في استعمال حق التقاضي ، بل ان على المدعى عليه أن يثبت أمام قضاة الموضوع سوء نية المدعي ، أي أن القصد من إقامة الدعاوي الحاق الضرر بالمدعى عليه .

بناء على العريضة المرفوعة بتاريخ 12 يوليوز 1979 من طرف الطالب المذكور حوله بواسطة نائبه والرامية إلى نقض قرار محكمة الاستئناف بوجوده الصادر بتاريخ 10 أبريل 1979 في الملف عدد 68/657 .

وبناء على مذكرة الجواب المدلى بها بتاريخ 29 نوفمبر 1979 من طرف المدعى عليه بواسطة نائبه والرامية إلى رفض الطلب .

وبناء على الأوراق الأخرى المدلى بها في الملف .

وبناء على قانون المسطرة المدنية وبالأخص فصوله 353 وما بعده والفقرة الأخيرة من فصله 362 .

وبناء على الأمر بالتخلي والابلاغ الصادر بتاريخ 30 يوليوز 1980 .

وبناء على الاعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ 19 فبراير

. 1982

درجة حرارة الماء لم تكن مرتفعة جدا فضلا عن وجود أنابيب الماء الحار والبارد ولهذا فإن الأم هي التي تتحمل تبعه هلاك ابنتها فاصدرت المحكمة حكما قضى بتحميل صاحب الحمام نصف مسؤولية الحادثة وحكمت عليه بادائه تحت اناية مؤمنته لكل واحد من الأبوين تعويضا مبلغه 5000 درهم وللأب عن كل واحد من أبنائه 1500 درهم مع الفوائد من تاريخ الحكم بناء على أن العقد الشفوي المبرم بين المستحمين وصاحب الحمام يتضمن التزاما بكفالة السلامة داخل الحمام وبأن صاحب الحمام مسؤول عن رفع درجة حرارة الماء إلى مستوى حرارة اضررت بالضحية وان والدة الضحية ساهمت في وقوع الضرر عندما تركت ابنتها بدون حراسة ، بناء على مقتضيات الفصل 88 من قانون العقود والالتزامات ، وأيدت محكمة الاستئناف الحكم الابتدائي فيما قضى به مبنية تعليل الحكم الابتدائي المرتكز أساسا على كون صاحب الحمام ملتزم بكفالة السلامة داخل الحمام .

لكن حيث لا يوجد أي نص قانوني يلزمه بذلك وان كل ما يلتزم به هو اتخاذ الاحتياطات اللازمة لمنع ما من شأنه أن يخل بسلامة الزبناء ولهذا فلا يمكن التصريح بمسؤوليته إلا إذا ثبت خطأ أو تقصير من جانبه الأمر الذي لم تلاحظه المحكمة لاسيما وان رفع درجة حرارة الماء في الحمام لا يمكن اعتباره خطأ .

### لأجلى ما ذكر :

قضى المجلس الأعلى بنقض القرار المطعون فيه وإحالة القضية على محكمة الاستئناف بسطات لتبت فيها من جديد طبق القانون وعلى المطلوب في النقض بالصائر .

كما قرر اثبات حكمة هذا في سجلات المحكمة التي أصدرت الحكم المطعون فيه أو بطرته .

وبه صدر الحكم بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه في قاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة مترتبة من السادة رئيس الغرفة الادارية مكسيم ازولاي والمستشارين عبد اللطيف التازي وعمر التازي ومحمد زين العابدين بنبراهيم وعبد الكريم الحمياني ختات وبمحضر المحامي العام السيد عبد القادر المذكوري وبمساعدة كاتب الضبط السيد محمد كصوان .

كاتب الضبط

المستشار المقرر

رئيس الغرفة

وبناء على الاعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ 21 دجنبر 1979 .

وبناء على المناداة على الطرفين ومن ينوب عنهما وعدم حضورهم .  
وبعد الاستماع بهذه الجلسة إلى المستشار المقرر السيد محمد زين العابدين بنبراهيم في تقريره وإلى ملاحظات المحامي العام السيد عبد القار المذكوري .  
وبعد المداولة طبقا للقانون .

فيا يخص الويلتين معا .

بناء على الفصل 231 من قانون العقود والالتزامات .

وحيث أن التزام صاحب الحمام إزاء زبنائه يتضمن التزاما ببذل عناية وبتخاذ الاحتياطات الضرورية لسلامة زبنائه ولا يلتزم بضمان هذه السلامة .

حيث يوخذ من أوراق الملف ومحتوى القرار المطعون فيه الصادر عن محكمة الاستئناف بالدار البيضاء تحت عدد 1824 بتاريخ 75/10/30 أنه بتاريخ 1973/5/23 دخلت مباركة بنت لحسن صحبة بنتها عزيزة البالغ حينذاك سنها ثلاثة أعوام حماما بسيدي البرنوصي بالدار البيضاء مملوكا للمسمى بركاش ابراهيم والمؤمن على مسؤوليته المدنية لدى شركة التأمين الوفاق وأثناء تواجدهما بالحمام تركت الأم ابنتها قرب اناء مملوء بالماء الساخن وأوصت إحدى النساء عليها وذهبت لتأني بالماء من داخل الحمام وبعد عودتها وجدت ابنتها مصابة بجروق من أثر الماء الساخن وهي تبكي فحملتها إلى المستشفى الذي لفظت أنفاسها به بعد يوم من اصابتها فتقدم بتاريخ 1973/12/25 ورثة الضحية وهم أمها مباركة بنت الحسين ووالدها فتوحي محمد بن بلال أصالة عن نفسه ونيابة عن أولاده القاصرين وحيد ، فتيحة ونورالدين بمقال إلى المحكمة الاقليمية (سابقا) بالدار البيضاء طالبين الحكم على صاحب الحمام بركاش ابراهيم مع احلال شركة التأمين محل في الاداء بأداء تعويض عن الاضرار التي لحقتهم بوفاة الضحية حددوه في 20.000 درهم للأب و20.000 للأم و10.000 درهم لكل واحد من الاخوات الثلاث بانين مطلبهم على مسؤولية صاحب الحمام عن تسخين الماء إلى أكثر درجة من المعدل وإلى انعدام الرقابة والحراسة داخل الحمام وعلى مقتضيات الفصل 88 من قانون الالتزامات والعقود ، وأجاب المدعى عليها بأن الأم هي التي قصرت في حراسة ابنتها وأن

---

المجلس الأعلى - الغرفة الادارية - القرار عدد : 397

المؤرخ ب : 28 دجنبر 1979

ملف مدني عدد : 55278

---

(شركة التامين «الوفاق» ضد ورثة المرحومة عزيزة فتوحى).

- 1) يعد التزام صاحب الحمام تجاه زبائنه التزاما ببذل عناية ، وباتخاذ الاحتياطات الضرورية لسلامة زبائنه ، وليس التزاما بضمان هذه السلامة .
- 2) لا يمكن التصريح بمسئولية صاحب الحمام عن سلامة زبائنه داخل الحمام إلا إذا ثبت خطأ أو تقصير في جانبه .

بناء على العريضة المرفوعة بتاريخ 10 مارس 1976 من طرف الطالب المذكور حوله بواسطة نائبه والرامية إلى نقض قرار محكمة الاستئناف بالدار البيضاء الصادر بتاريخ 30 أكتوبر 1975 في الملف عدد : 7/2،055 .

وبناء على مذكرة الجواب المدلى بها بتاريخ 1 أكتوبر 1976 من طرف المطلوب ضدّهم النقض بواسطة نائبيهم والرامية إلى رفض الطلب .

وبناء على الأوراق الأخرى المدلى بها في الملف .

وبناء على قانون المسطرة المدنية وبالأخص فصوله 353 وما بعده والفقرة الأخيرة من فصله 362 .

وبناء على الأمر بالتخلي والابلاغ الصادر بتاريخ 24 مايو 1979 .

الطاعنة في شأن الدفع بعدم التأمين حسب ما تقدم ذكره أعلاه ، إلا أنه لم يجب عما ورد في ذلك من تصريحات مالك الشاحنة لدى رجال الدرك ، وما أدلى به من وصل أداء ضريبة التجارة المتمسك به في النازلة ، وكذلك عن تلك المستنتجات المضمنة في مقال الاستئناف ، مما يكون معه القرار المنتقد منعدم التعليل ، تطبيقا للقاعدة المشار إليها طبيعته ، وبالتالي فهو مستوجب للنقض .

وحيث أن الدفوعات التي تتمسك بها الشركة الطاعنة بمقتضى العقد في شأن عدم التأمين ، لا يمكن لها أن تحتج بها إلا ضد المؤمن لديها وحده ، ولا يحق لها أن تواجه بها المطالبين بالحق المدني المتضررين من الحادثة والذين هم أجنب عن العقد ، الأمر الذي تبقى معه الشركة المؤمنة قائمة مقام المؤمن لديها في الأداء ، وبالتالي فإن التقض المشار إليه أعلاه ، لا يكون إلا جزئيا أي بالنسبة لاحتلالها محل المسؤول المدني كريم الجيلالي في الأداء .

من أجله :

قضى المجلس الأعلى بنقض القرار المطعون فيه نقضا جزئيا أي بالنسبة لاحتلال شركة التأمين النسر محل مؤمنها في الاداء وبأن باقي مقتضيات القرار تبقى سارية المفعول وبإحالة ملف النازلة على محكمة الاستئناف بالرباط لتبت فيها من جديد طبق القانون في حدود التقض المحكوم به وعلى المسؤول كريم الجيلالي بالصائر .  
كما قرر اثبات حكمه هذا في سجلات المحكمة التي أصدرت الحكم المطعون فيه أو بطرته .

وبه صدر الحكم بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه في قاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة متربة من السادة رئيس الغرفة الادارية مكسيم أزولاي والمستشارين عبد اللطيف التازي وعمر التازي ومحمد الجيدي وعبد الكريم الحمياني ختات وبمحضر المحامي العام السيد عبد القادر المذكوري وبمساعدة كاتب الضبط السيد محمد كصوان .

كاتب الضبط

المستشار المقرر

رئيس الغرفة

المسؤولية وهذا ما قضى به ابتدائيا الأمر الذي يقتضي التأييد» ، يكون حينئذ القرار المذكور بعلمته هذه قد تبني جميع تعليقات الحكم الابتدائي المتعلقة باثبات بالمسؤولية وتوزيعها ، واجاب ضمنيا برفض كل دفعات الطاعنة المشار إليها في الوسيلة ، وهو بالتالي غير ملزم بتتبع الخصوم في مناحي اقوالهم التي لا تأثير لها على اتجاه المحكمة ، مما يجعل الوسيلة غير جدية بالاعتبار .

وفما يرجع للوسيلتين الثانية والثالثة .

بناء على الفصل 189 من قانون المسطرة المدنية الصادر بتاريخ 9 رمضان 1331 (12 غشت 1913) والذي كان العمل جاريا به وقت صدور القرار المطعون فيه .

وحيث انه من الثابت أن الطاعنة دفعت في مقال استئنافها المقدم للمحكمة ، بعدم التأمين في النازلة ، موضحة في ذلك أن عقد التأمين الذي تعهدت بمقتضاه ضمان مسؤولية مالك الشاحنة حسن علي بن عبد الله قد أبرم مع هذا الأخير على أساس أنه فلاح وأن الشاحنة تستعمل استعمالا فلاحيا ، إلا أنه تبين من الاطلاع على محضر المعاينة أنه يتعاطى التجارة ، وأن الدليل على ذلك هو ما صرح به مالك الشاحنة المذكور لدى رجال الدرك عند استماعهم إليه من أنه كان متوجها أثناء وقوع الحادثة إلى الدار البيضاء من أجل شراء الأنواب وأن المسمى الطاهر بن بوشعيب الذي كان راكبا معه هو مستخدم عنده في التجارة ، وانه أكثر من ذلك أدلى لرجال الدرك بوصل أداء الضريبة المفروضة على التجار الذين يستعملون شاحناتهم قصد الاتجار ، وأن الوصل المذكور مسلم من قباضة سيدي بنور بتاريخ 16 غشت 1968 تحت عدد 0020471 ولقد أشير إليه في المحضر ضمن الاوراق التي قدمها صاحب الشاحنة لرجال الدرك ، وأن هذا الوصل بالإضافة إلى تصريحات صاحبه المذكورة ، يثبت اثباتا قطعيا أن هذا الأخير ليس بفلاح ولم يكن يستعمل شاحنته من أجل الفلاحة وإنما كان يستعملها في نطاق نشاطه التجاري وأن ذلك مخالف لعقد التأمين الذي هو شريعة المتعاقدين ومخالف أيضا لمقتضيات الفصل 20 من الشروط النموذجية لعقد التأمين ، وأن مالك الشاحنة غالط شركة تأمينه ساعة ابرام العقد ، وأن سوء نيته واضحة ولا يمكن أن تكون موضع شك .

وحيث أن القرار المطعون فيه بالرغم من عرضه لكل ما تضمنه مقال استئناف

الخبير، وذلك مع الفوائد القانونية والتنفيذ المعجل وباحلال شركة تأمينه محله في الأداء، فاستأنفت الشركة المذكورة هذا الحكم، كما استأنفه فرعيا الورثة المطالبون بالحق المدني لدى محكمة الاستئناف بالدار البيضاء التي أيدته في مبدئه مع تعديله فيما قضى به من تعويضات للورثة وجعلها للأرملة 25.000 درهم، ولعبد الحق 20.000 درهم، ولعبد الرحمن 20.000 درهم، وللصديق 22.000 درهم، ولعبد الوهاب 25.000 درهم، ولكل من والدي الهالك 12.000 درهم.

وحيث تعيب الطاعنة شركة التأمين النسر القرار المطلوب نقضه، بانعدام الأسباب والأساس القانوني، ذلك أنه لم يجب على الوسائل المتعلقة بنقطة المسؤولية التي تمسكت بها أمام القضاة الأولين ولدى محكمة الاستئناف إذ أنها كانت أحت على عناصر مادية مستخرجة من محضر المعاينة تفيد كلها بأن الاصطدام وقع في الجانب الأيمن من الطريق بالنسبة لاتجاه الشاحنة المؤمن عليها من طرفها وان السيارة الخفيفة غادرت الجزء المخصص لسيورها وذهبت لتصطدم مع الشاحنة التي كانت تسير بكيفية قانونية، وان العناصر المشار إليها تتلخص في أن الشاحنة وجدت في الحاشية اليمنى من الطريق حسب اتجاهها، وأن السيارة الخفيفة وجدت في الجانب الأيسر من الطريق حسب اتجاهها، وأن جثة الضحايا الموما إليها في الرسم البياني توجد كلها ملقى بها في الجانب الأيمن من الطريق حسب اتجاه الشاحنة، وان نقطة الاصطدام لم تبق غامضة بل حددت في الجانب الأيمن من الطريق حسب اتجاه الشاحنة، وان آثار الاتزلاق المخلفة من طرف السيارة الخفيفة توجد في الحاشية اليمنى من الطريق حسب اتجاه الشاحنة وأن آثار الفرمامل سواء اعتبرت من الشاحنة أو من السيارة الخفيفة توجد في الجانب الأيمن من الطريق حسب اتجاه الشاحنة، وانه رغم هذه البيانات الدقيقة فإن محكمة الاستئناف لم تجب عليها.

لكن حيث أن مسألة المسؤولية قد سبق للمحكمة الابتدائية أن ناقشتها بتفصيل، فحملتها لكل من المسؤول المدني عن السيارة الخفيفة وعن الشاحنة انصافا بينهما، معللة ذلك بما فيه الكفاية قانونا، حسب ما تقدم ذكره أعلاه، وأن القرار المطعون فيه عندما أيد الحكم الابتدائي وأورد في علته لنقطة المسؤولية بالخصوص «حيث أن مناقشة المسؤولية من طرف المستأنفة تتناقض مع محتويات المحضر والمخطط التي من شأنها أن لا تجعل أحد المستأنفين يتحمل نصيبا أكثر مما يتجلى معه ان الأخطاء المشتركة كانت السبب المباشر ومن شأنها أن تحمل كل واحد منها نصف

طامو بنت ابريك مقالا التمسست فيه أيضا الحكم على نفس المدعى عليها بمبلغ 25.000 درهم كتعويض ، وكذلك تقدمت أرملة الهالك فاطمة بنت ميلود بمقال طلبت فيه الحكم لها على المدعى عليها المذكورين بتعويض قدره 70.000 درهم . وأجابت المدعى عليها الشركة المغربية للتأمين بعدة دفعات شكلية وموضوعية وطلبت أخيراً بتجزئة المسؤولية وبادخال الغير في الدعوى صاحب الشاحنة حسن علي ومؤمته شركة التأمين النسر ومن معه متضامين ، تطبيقا لمقتضيات الفصلين 99 و100 من قانون الالتزامات والعقود ، وأكد هذا الجواب أيضا المدعى عليه الآخر صاحب السيارة الخفيفة ، ثم طلب المدعي بدوره في مقال إضافي ادخال الغير المذكور ، وكذلك قدم صاحب الشاحنة مقالا مضادا في مواجهة مالك السيارة الخفيفة ومؤمته يحملها فيه مسؤولية الحادث ويطلب أداءهما له مبلغ 998,50 درهم كتعويض عن الخسارة اللاحقة بشاحنته من جراء الحادثة التي يرجع الخطأ فيها لسائق السيارة الخفيفة وحده . وبعد ضم القضايا عدد 37249 و38948 و38985 إلى بعضها . اعتبرت المحكمة أن الدعوى مبنية على مقتضيات الفصل 88 من قانون الالتزامات والعقود ، واعتمدت حينئذ على تصريحات سائق الشاحنة لدى رجال الدرك والرسم التخطيطي للحادثة وكذلك تصريحات الشاهد الذي كان راكبا في السيارة الخفيفة ، فتبين لها من ذلك كله أن سائق هذه السيارة الأخيرة لم يلتزم أقصى يمينه عند وقوع الحادث ، بل جاوز الخط الفاصل بين اتجاهه واتجاه الشاحنة ودخل في الجانب الخاص بالاتجاه المعاكس الذي كانت الشاحنة آتية فيه ، كما اعتمدت على عدم وجود ما يثبت أن سائق الشاحنة عمل ما في وسعه لتجنب وقوع الضرر ، فاستنتجت مما ذكر أن كلا من سائق الشاحنة وسائق السيارة الخفيفة ساهما في وقوع الحادثة وأن مسؤوليتها تقع عليهما معا انصافا بينهما ، وحكمت لذلك يجعل المسؤولية المدنية للحادث على عاتق كل من الحارس القانوني للشاحنة والحارس القانوني للسيارة الخفيفة بنسبة النصف لكل منهما ، وفيما يرجع للتعويضات المطلوبة من طرف ورثة الضحية ، رأت المحكمة فيها بعض المبالغات فقدرتها في نطاق سلطتها وحكمت على المسؤولين المدنيين المذكورين بادائهما للورثة السابق الذكر تعويضات مختلفة حسب ما هي محددة في حكمها ، وفيما يخص التعويض المطلوب من طرف حسن بن علي عن الخسائر اللاحقة بشاحنته حكمت المحكمة على مالك السيارة الخفيفة كريم الجليلي أن يؤدي له مبلغ 2644,25 درهم حسب تقرير

وبناء على الاعلام بتعيين القضية في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ 29 فبراير 1980 .

وبناء على المناداة على الطرفين ومن ينوب عنها وعدم حضورهم .  
وبعد الاستماع بهذه الجلسة إلى المستشار المقرر السيد محمد الجيدي في تقريره وإلى ملاحظات المحامي العام السيد عبد القادر المذكوري .  
وبعد المداولة طبقا للقانون .  
فما يخص الوسيلة الأولى .

حيث يؤخذ من أوراق الملف ومن القرار المطعون فيه (محكمة الاستئناف بالدار البيضاء 10 أبريل 1973) أن بوشعيب بن ابريك أصالة عن نفسه ونيابة عن محاجيره ، قدم مقالا إلى المحكمة الاقليمية بالبيضاء يعرض فيه أنه بتاريخ 30 غشت 1968 وقعت حادثة سير بالطريقة الرئيسية رقم 8 المؤدية من الدار البيضاء إلى أكادير ، بين سيارة طاكسي من نوع بليموت رقم 24 - 5847 يملكها كريم الجيلالي بن اسماعيل الذي تؤمن مسؤوليته المدنية الشركة المغربية للتأمين العام ، وبين شاحنة من نوع برلي رقم 46/8471 يملكها حسن علي بن عبد الله والمؤمنة لدى شركة التأمين النسر ، وان سبب الحادث يرجع إلى خطأ ارتكبه سائق السيارة الخفيفة المرحوم حضري عباس الذي كان يسير بسرعة مفرطة حتى خرج عن يمينه متجها نحو اليسار وصدم بقوة الجانب الأيسر للشاحنة فوقعت الحادثة التي ذهب ضحيتها ابن المدعى المسمى الطاهر والذي خلف وراءه أربعة أولاد محاجير ، وان وفاته نتجت عنها أضرار مادية ومعنوية لورثته يتحمل مسؤوليتها المسؤول المدني عن السيارة الخفيفة وشركة تأمينه ، وان هذه الاضرار تقدر كما يلي ، لأب الهالك بوشعيب السابق الذكر مبلغ 20.000 درهم ولأبنائه المحاجير وهم ، عبد الحق عمره 8 سنوات مبلغ 50.000 درهم ، وعبد الرحمن عمره 6 سنوات مبلغ 50.000 درهم ، والصديق عمره 4 سنوات مبلغ 50.000 درهم ، وعبد الوهاب عمره سنتان 50.000 درهم ، فيصير مجموع ما ذكر 220.000 درهم ، طالبا الحكم بذلك على المدعى عليه كريم الجيلالي بصفته مسؤولا مدنيا عن سيارته الخفيفة مع احلال شركة تأمينه محله في الأداء ، كما قدمت والدة الهالك

---

المجلس الأعلى - الغرفة الادارية - القرار عدد : 108

المؤرخ ب : 21 مارس 1980

ملف عدد : 45177

---

(شركة التأمين «النسر» ضد فاطمة بنت محمد الميلودي ومن معها)

إن الدفع التي تتمسك بها شركة التأمين بمقتضى العقد ، في شأن عدم التأمين ، يحتج بها ضد المؤمن له وحده . ولا يمكن أن توجه ضد المطالبين بالحق المدني المتضررين ، الذين هم أجنب عن العقد .

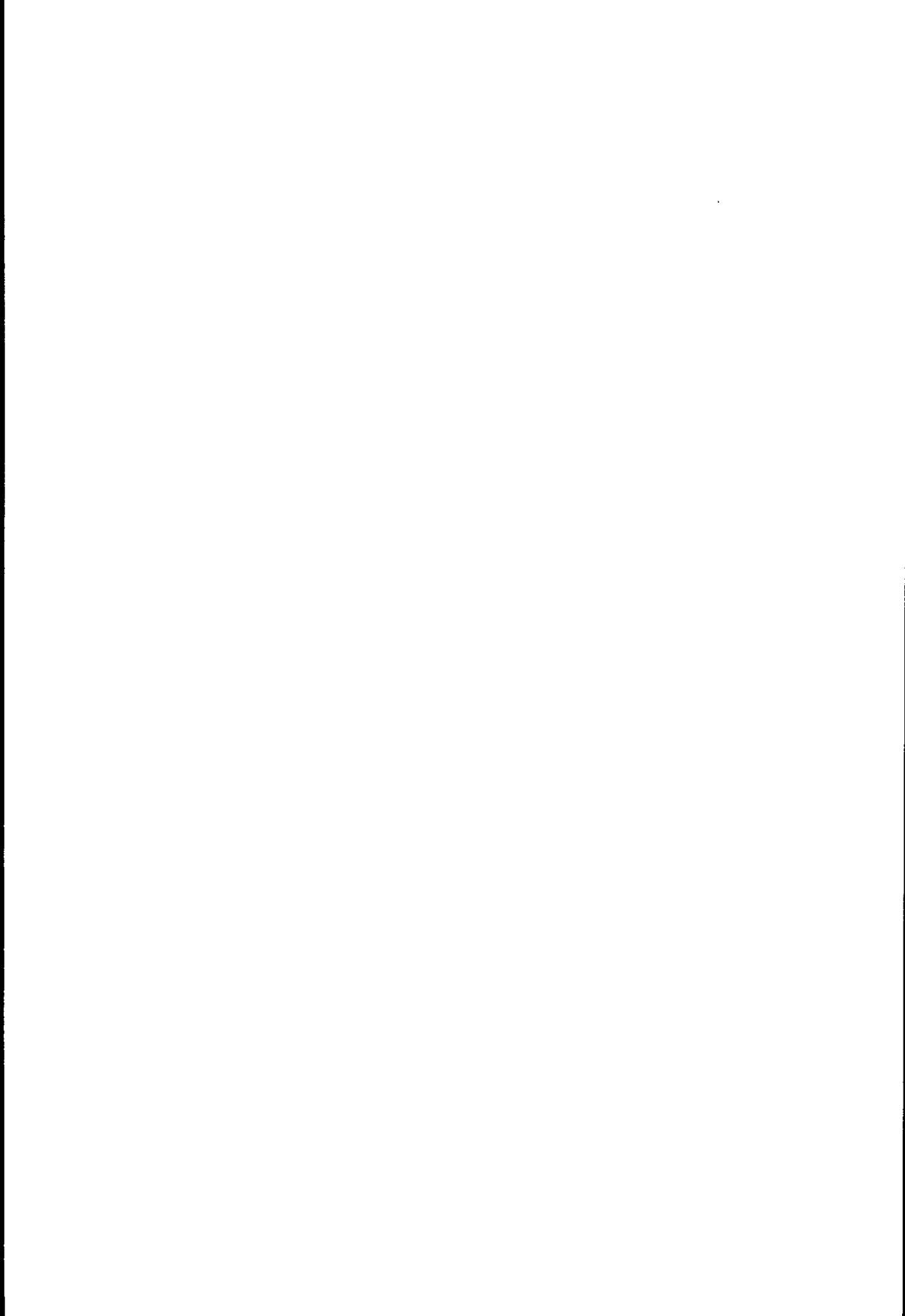
بناء على العريضة المرفوعة بتاريخ 3 سبتمبر 1973 من طرف الطالبة المذكورة حوله بواسطة نائبها والرامية إلى نقض قرار محكمة الاستئناف بالدار البيضاء الصادر بتاريخ 10 أبريل 1973 في الملف عدد : 12530 .

وبناء على مذكرة الجواب المدلى بها بتاريخ 22 يونيو 1974 من طرف المطلوب ضدهم النقض ورثة بوشعيب بن طاهر بواسطة نائبهم والرامية إلى رفض الطلب .

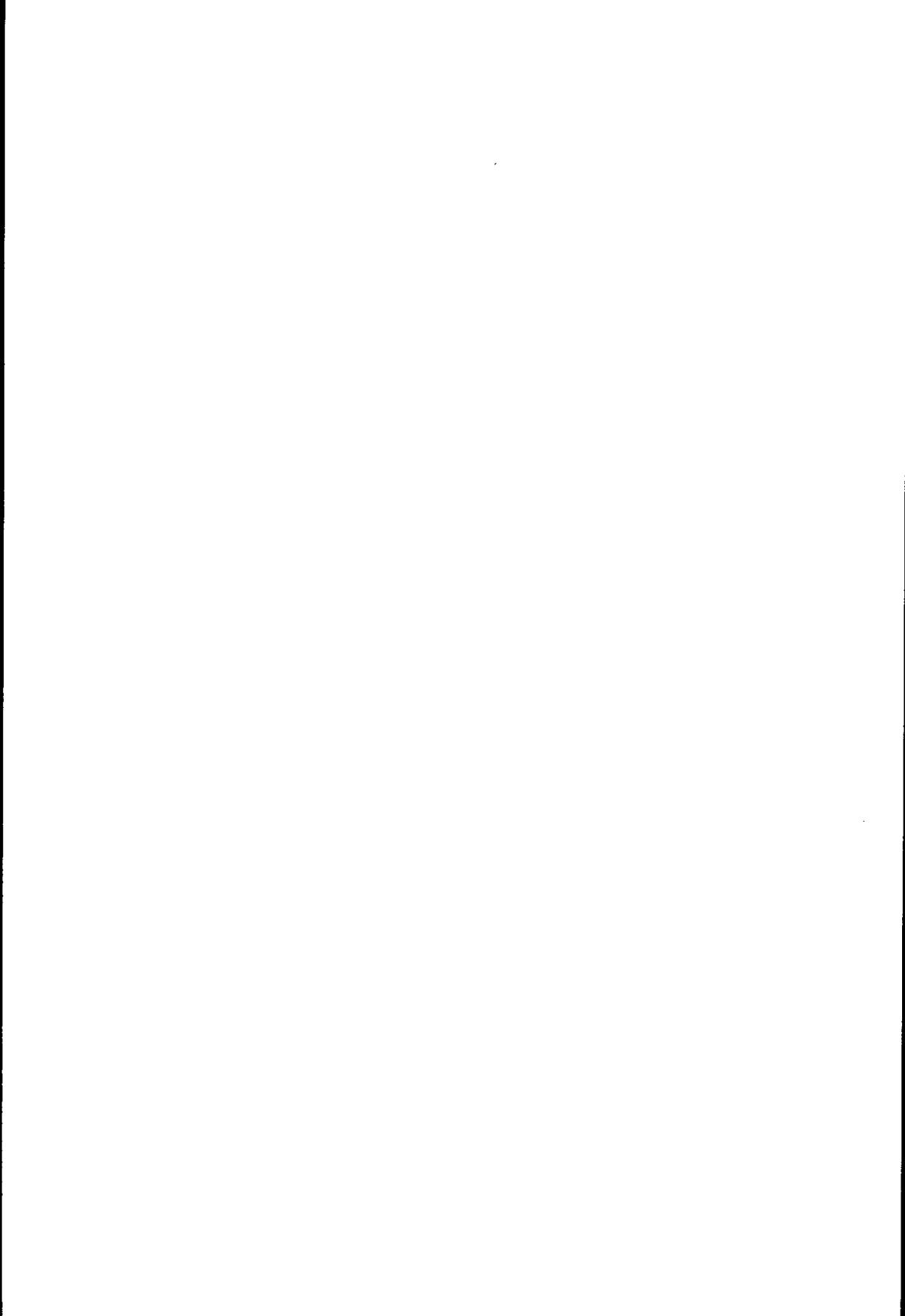
وبناء على الأوراق الأخرى المدلى بها في الملف .

وبناء على قانون المسطرة المدنية وبالأخص فصوله 353 وما بعده والفقرة الأخيرة من فصله 362 .

وبناء على الأمر بالتخلي والابلاغ الصادر بتاريخ 30 أكتوبر 1979 .



1. المجلس الأعلى



## 2. قرارات قضائية



- (7) جان ماري شوفلي : «الرهان البترولي الجديد» باريس 1973  
Jean Marie Chevalier : «Le nouvel enjeu pétrolier» Paris - Calmann -  
Levy - 1973.
- (8) هـ. بورقينة : «الأسواق المشتركة في البلاد النامية» جنيف 1968.  
H. Bourguinat : «les marchés communs des pays en voie de  
developpement» Geneve-Droz- 1968 (Travaux de droit, d'économie, de  
Sociologie et des Sciences politiques n°63).
- (9) بسكال سالان : «الوحدة النقدية الأوربية» نص : «المنطقة النقدية الفضلى»  
P. Salin : «La Zone Monétaire Optimale» in L'unification monétaire  
européenne Paris : Calmann Levy - 1974 -
- (10) جان مارشال : «أوروبا المتضامنة»  
Jean Marchal : «L'Europe Solidaire» Cujas - Paris - 1970.
- (11) ديا ترلن : «المشاكل النقدية» في «المشاكل الاقتصادية لعصرنا»  
Dietirlen : «Les problèmes Monétaires» in problèmes économiques de  
notre temps par Berhand de Jouvinel Paris 1966.
- (12) روبرت تريفين : من أجل إنشاء مراكز جهوية احتياطية  
R. Triffin : «Plaidoyer pour la création de centres regionaux de  
reserves» Revue. Direction - Avril 1967.

## المراجع

- (1) فرانسوا بيرو : «اقتصاد القرن العشرين 1969 — باريس — فرنسا —  
François Perroux : «L'économie du XX<sup>e</sup> Siècle» P.U.F. Paris — 1969
- (2) — ايمانويل : «التبادل الغير المتكافئ»  
— Emanuel : «L'échange inégal» Maspero — Paris 1969 —  
— سمير أمين : «التراكم على النطاق العالمي»  
— Samir Amin : «L'accumulation à l'échelle Mondiale» Anthopos —  
Paris 1970  
— كندر فرانك : «تطور التخلف»  
— Qunder Frank : «Le Developpement du Sous-developpement»  
Maspero — Paris — 1970 —
- (3) فرانسوا بيرو : «اوربا بدون ضفة» باريس — 1954 —  
François Perroux : «L'Europe sans Rivage» P.U.F. Paris — 1954 —
- (4) منصف الهرقلي — عبد الفتاح العموص — عبد القادر شعبان : «العلاقات النقدية  
والمالية العالمية والبلاد النامية». مقال قدم في ملتقى كلية العلوم الاقتصادية والتصرف  
العالمي حول : تبعية أو استقلالية بلاد العالم الثالث أمام الأزمة الاقتصادية العالمية —  
أفريل 1981 —
- (5) أ. تمام : «البلدان العربية أمام المشاكل النقدية العربية» النشرة الشهرية للبنك الوطني  
الجزائري جانفي 1974.  
A. Temmam : «Les Pays arabes en face des problèmes monétaires  
internationaux» Bulletin mensuel de la Banque nationale algérienne —  
Janvier — 1974 —
- (6) تقرير الدكتور عبد الفتاح العموص حول التعاون العربي الأوربي الجزء الثاني ص. ص.  
106 إلى 132 من كتب أعمال الملتقى العربي الأوربي حول التعاون والحوار الاقليمي  
— مركز البحوث عن العالم العربي المعاصر بجامعة لوفان لا توف البلجيكية أيام 2 —  
3 — 4 ديسمبر 1982  
Rapport de D<sup>r</sup>. A. Ammous sur la Cooperation monétaire et financière  
Euro-Arabe public des Actes du Colloque sur la coopération Euro Arabe  
Tome II pp.106 — 132 Centre de Recherche sur le monde arabe  
contemporain de l'Université catholique de Louvain -La-Neuve - 2 - 3 - 4  
decembre 1982.

والواقع أن فشل مختلف محاولات التكامل العربي ناجم أساسا ، فيما يتعلق بالاعتبارات الاقتصادية ، عن اللجوء إلى نظرية الاتحاد الجمركي ووسائل السياسة الاقتصادية غير الملائمة لظروف المنطقة الاقتصادية . وبدلا من البحث بأي ثمن عن تحرير المبادلات التجارية بين مختلف بلدان المنطقة استنادا إلى تصور جزئي ومبتور كان من الأجدر ومن المنطقي أن تبدأ البلدان العربية مجتمعة بإرساء أسس سياسة لإعادة تشكيل الهياكل الاقتصادية . فالواقع أن وسيلة البلدان العربية الوحيدة لازالة العقبات والخروج من التبعية الاقتصادية والمالية والنقدية ، تكمن في تبني استراتيجية للتحويلات الهيكلية لاقتصاداتها الخاضعة والمنفصلة عن بعضها البعض . ان استراتيجية التنمية الاقتصادية والاجتماعية هذه ينبغي أن تشمل نمطا جديدا للنمو العاجل يقوم على اعتبارين أساسيين : إعادة صياغة بنية الاستهلاك في المنطقة ، تقوم على الحاجات الاجتماعية الحقيقية من جهة ، وتصنيع يضم تراكم وسائل الانتاج والصناعات الوسيطة وصناعات سلع الاستهلاك التي تتسجم والطلب الحقيقي للأفراد من جهة أخرى .

وكذلك فإن كل هذه الاجراءات الاقتصادية يمكن أن تكون ناقصة إذا لم تكمل بإجراءات أخرى تهدف إلى ادماج العنصر البشري . ذلك أن سياسة الاندماج الاقليمي التنموية يجب أن تمر عبر الانسان . والاطار الاقليمي يوفر امكانيات واسعة لتعبئة الموارد البشرية والتصدي لليد العاملة الناقصة والهجرة الريفية وهجرة الكفاءات اليدوية والعقلية .

إن بناء الانسان من قبل الانسان وتفتح الانسان يجب أن يكون من مشمولات أهداف الاندماج الاقتصادي والاجتماعي العربي .

وأخيرا نستطيع أن نقول أن تعبئة الموارد المالية العربية الضخمة واستخدامها بشكل رشيد لاغراض التنمية للوطن العربي ، يمكن أن يسهما . بشكل جدي ، في مكافحة التخلف ووضع حد للتبعية الاقتصادية والمالية الخارجية ويشكلا مزية لانشاء مجال اقليمي أكثر تطابقا لتطلعات البلدان العربية . أي أن مستقبل العالم العربي يكمن حسب نظرنا في تكامله واندماجه وانفتاحه على البلدان النامية الأخرى لأن عالم اليوم هو عالم المجموعات والتكتلات الاقتصادية والاجتماعية أمام تحديات الاقتصادات المسيطرة والثائمة في آن واحد .

المبادلات التجارية ضمن المناطق وان تسوي هذه المبادلات بالعملة الاقليمية . وهكذا يتحقق «اقلمة» الاقتصاد الدولي الأمر الذي يسهل تبني عملة دولية حقيقية .

- **تبني عملة دولية حقيقية** : ان التجارة الدولية إذا ما تحققت الشرط الأول ستتحول إلى تجارة فيما بين الاقاليم . والعملة الدولية الجديدة سوف لا تستخدم في هذه المرحلة إلا لتسوية الارصدة المدينة أو الدائنة بين مختلف المجموعات الاقليمية . ولكن هذا يمكن أن يسهل من تبني عملة دولية جديدة تقوم أو لا تقوم على الذهب أو على المواد الأولية الأخرى .

ولكن كما سبق وأشرنا ، كل هذا يفترض انشاء مسبقا لمجموعات اقليمية بين البلدان النامية وتقسيما دوليا جديدا للعمل .

### الخاتمة

إن تحقيق الاندماج الاقتصادي والاجتماعي العربي ، الذي يشكل عملا شاقا وبعيد المدى ، يتطلب تعاونا أكبر فيما بين البلدان العربية وإعادة تنظيم نمط اداء الاقتصادات الوطنية على أساس أهداف اقتصادية واجتماعية مشتركة لتعزيز وتقوية التضامن العربي . إن اجراءات يجب أن تؤخذ على الصعيدين الوطني والاقليمي من أجل تعبئة قوة العمل المتاحة وزيادة انتاجية العمل عن طريق تقوية الانتاج والانتاجية في كل الميادين الاقتصادية وينبغي أن يشمل التعاون العربي أساسا التعاون المالي لأن احدى المهام التي يجب أن تناط بهذا الميدان هي تعبئة الموارد العربية المالية واستخدامها بطريقة رشيدة في الوطن العربي لتمكينه من الخروج من التخلف الاقتصادي والاجتماعي . وهذا يستدعي استخدام وسائل على الصعيد الاقليمي للحد وبالتالي الغاء التبعية المالية الخارجية للمنطقة التي استخدمت ومازالت تستخدم رؤوس أموالها في تطوير العالم المتقدم أولا .

إن إقامة أجهزة للتعاون المالي فيما بين البلدان العربية وتكوين عملة عربية ومنطقة نقدية عربية ذاتية ، سيسهان ، بدون شك ، في بناء مجال اقليمي مستديم مرتكز على الاستقلال بشرطه أن يقترن كل ذلك باجراءات اقليمية لاعادة تشكيل الهياكل الاقتصادية .

إنه من الممكن إقامة مجال اقتصادي عربي انطلاقا من عدة موارد محلية .

فمن شروط تحول النظام النقدي الدولي المرتبط بقرارات بروتن وودس هو العدول والكف عن «الخلط بين العملة الوطنية والعملية الدولية»<sup>(11)</sup>.

إن الكف عن دور العملة الدولية من قبل العملات الوطنية وقد يتيح تحقيق إعادة توازن في صالح العالم العربي وبقية العالم النامي وحتى الأوربي . وإذا كان الدولار «الميت حي» قد لعب دور العملة الدولية بدون منازع حتى الخمسينات فإن الاحداث قد أثبتت بالمقابل . حدوده . ان الدولار الذي أصبح عملة مهددة . ومخفضة وعائمة . لم يعد قادرا على أن يلعب دور العملة الدولية بدون أن يفقر ويضعف ويضر بالغ الضرر بمصالح البلاد العربية ومناطق كثيرة أخرى من العالم بما في ذلك بلاد أوربا الغربية<sup>(12)</sup> . ان الفصل بين العملة الوطنية ، مها بلغت قوتها . والعملية الدولية يمكن من جعل بقية العالم أقل ضعفا وأقل تعرضا لاحتمالات تقلبات السياسة النقدية للبلد المسيطر والمهيمن ، إضافة إلى أنه يخفف من عدم استقرار النظام النقدي .

إن الأسس التي يمكن أن يقوم عليها نظام نقدي دولي عادل وقابل للدوام تتطلب حسب نظرنا توافر شرطين .

— انشاء مناطق نقدية اقليمية : لان الاندماج الاقتصادي يتحقق طبقا لبعض الشروط التي ورد ذكرها فيما سبق وهي تخص إعادة تشكيل هياكل الانتاج والمبادلات . وينبغي أن يؤدي . عادة . إلى تجميع العملات الوطنية في اثنين أو ثلاث مناطق نقدية اقليمية في العالم النامي . وإذا ما أخذنا بنظر الاعتبار تبنى عملة أوربية وعملة عربية في السنوات المقبلة . وإذا انحسر الدولار إلى منطقة الدولار ، والمنطقة الاوربية ، ومنطقة الروبل ، والمنطقة العربية ، ويمكن أن يضاف إلى ذلك بعض المناطق النقدية في العالم النامي . والواقع أن هذا يتطلب أن يجري معظم

(11) انظر : ديابرلن «المشاكل النقدية»

روبار تريفين «من أجل انشاء مراكز جهوية احتياطية»

(12) ان الدولار ، باعتباره وسيلة سيطرة وبسبب تقويمه وتواصل تقلباته ، وقد ساهم في افقار بقية العالم في صالح الولايات المتحدة . فالعجز المتزايد لميزان مدفوعات أمريكا يترجم بنقل الدولار إلى الخارج ، والجهات الدولية (البنوك المركزية والبلدان ذات الفوائض) التي تمتلك دولارات تقوم بتوظيف فوائضها في الولايات المتحدة مقابل معدل فائدة منخفض . فتقوم البنوك الامريكية بدورها باقتراض هذه الدولارات بسعر فائدة أعلى لشركات أو أفراد يستثمرون في أوربا والعالم النامي . الأمر الذي يؤدي إلى تسهيل وتفاقم الانتزاع المتزايد للفائض الاقتصادي لبقية العالم ونقله باتجاه الولايات المتحدة الأمريكية .

— أما المرحلة الأخيرة فتهتم بالتوحيد النقدي . وهنا نستطيع الخيار بين تكوين عملة عربية الأمر الذي يتطلب انشاء بنك مركزي اقليمي تندمج فيه البنوك المركزية الوطنية وبين انشاء نظام فيدرالي .

والاختيار بين الحالتين عسير يتطلب دراسات وتحليل مدققة لأن العملة الواحدة تتطلب الاعتراف بها من طرف العملات الأخرى كوسيلة دفع دولية قوية . أما النظام الفيدرالي فهو يتطلب انشاء إلى جانب البنوك المركزية ، صندوق تقلص يحدد هدفه بتأمين المقاصد بين البنوك المركزية العربية والاشراف على توازن للدفعات الخارجية العربية .

#### ب - انشاء منطقة عربية نقدية :

هناك عدة شروط أساسية لانشاء منطقة عربية نقدية ذاتية أهمها :

— النظرة المشتركة للاهداف وضرورة تنسيق السياسات النقدية والمالية العربية .

— ضرورة تنظيم رقابة موحدة على عرض النقود على الصعيد الاقليمي<sup>(10)</sup> .

— ضرورة ادارة السياسة النقدية الداخلية والخارجية بشكل مشترك .

إن انشاء منطقة نقدية عربية ذاتية مع تكوين وحدة نقدية عربية يزيد من أهمية العالم العربي في التعاون الدولي ويمكن أن يساهم في تعديل العلاقات الدولية في اتجاه توازن عالمي أكثر عدلا إذا اقترن بانشاء مناطق نقدية أخرى في العالم الثالث .

#### ج - اثر انشاء منطقة نقدية عربية على النظام النقدي الدولي :

إن انشاء مناطق نقدية متجانسة في الوطن العربي وفي البلدان السائرة في طريق النمو يمكن هذه الأخيرة من ممارسة مشاركة فعالة في اعداد نظام نقدي دولي مجدد بفضل التحول التدريجي والجدري للعلاقات الدولية إلى علاقات اقليمية فيما بين المناطق . ولكن هذا الهدف لا يتحقق في الأمد القريب لأنه عمل يتطلب وقتا طويلا .

إلا أنه من المستحسن أن يشار إلى أهمية هذه القضية بالنسبة للبلدان النامية .

(10) انظر : جان مارشال «أوربا المتضامنة» .

الاقتصادي وانه طالما ان الشروط الاقتصادية للاندماج غير متوفرة ، فإن كل بلد عضو يحتفظ بحرية تعديل سعر الصرف وتحديد أسعار الفائدة وشروط الائتمان أو تسوية المعاملات المالية العالمية .

وأما المفهوم الثاني فهو يقول بأن تحقيق الاندماج النقدي يحدث نوعا من الحركية المشتركة التي تعجل الاندماج الاقتصادي .

وبغض النظر عن تعارض مفاهيم الاقتصاديين والنقديين حول هذه المسألة فنحن نعتقد أن الواقع العربي الاقتصادي يدفعنا إلى أن نكون حذرين وأن نستهدف بالأحرى . تحقيق اندماج نقدي على مراحل متعاقبة<sup>(9)</sup> تبدأ من التعاون إلى تكوين وحدة نقدية اقليمية عربية واحدة مروراً بتنسيق السياسات النقدية والمالية والضريبية.

#### 1 - المراحل :

— المرحلة الأولى : تنص على ترك المناطق النقدية المسيطرة وتنظيم الوضع النقدي على هذا الأساس . وهذا يعني الابتعاد عن التبعية المالية والتحرر من الارتباطات بالعملة الأجنبية وتوظيف القروض الوطنية بالعملة الوطنية بعيداً عن كل التأثيرات المتأتية من تخفيض وتأرجح العملات الأجنبية . ومن ناحية أخرى يمكن ترك هاته المناطق من انشاء وحدة نقدية اقليمية تسبقها تكوين وحدة حساب اقليمية .

— المرحلة الثانية : تخص إذن تكوين وحدة حساب اقليمية تستند إلى معيار ما كيرميل النفط مثلاً بحيث ان سعر النفط الذي يعبر عنه بوحدات نقدية عربية يحتفظ بنفس القيمة بين تسعيرتين دون أن يتأثر بتقلبات الدولار في سوق العملات الاجنبية . ان وحدة الحساب التي تستند إلى معيار متوسط قيمة برميل النفط تتجاوز ان طبقت ، وان راعينا فيها روابطها مع العملات الأخرى ، وحدة قياس لكي تصبح وحدة نقدية حقيقية .

— المرحلة الثالثة : تتركز أساساً على تقوية صندوق النقد العربي مادياً وبشريا لكي يلعب دوره الخاص بتمويل مشاريع التنمية العربية وتصحيح موازين المدفوعات للبلاد العربية

(9) انظر بسكال سلان : «المنطقة النقدية الفضلى» «La Zone Monétaire Ideale» Cf. Pascal Salain :

إن الصناديق الحالية والتي تنشأ في الاقاليم لا بد من أن تنشط الاستثمارات ورؤوس الأموال العامة والخاصة وتمول مشاريع التنمية الصناعية والفلاحية والتجارية والمساهمة في تنظيم تكامل أوسع لاقتصاداته وتقسيم اقليمي افضل للعمل . ويمكن تصور عدد من المراحل على طريق الاندماج المالي الاقليمي .

— ان عمل البنك الاقليمي يمكن أن يتوجه نحو تمويل مشاريع علمية للتنمية ولكن على أساس معيار يختلف عن ذلك الذي يعتمده البنك العالمي أو المنظمات المالية العالمية والذي يركز على النجاعة الاقتصادية الرأسمالية .

— يمكن أن يجري تمويل اقليمي لمشاريع صناعية وزراعية تقام على أساس علاقاتها بالتنمية الوطنية ويكون هدف تحقيقها إعادة تشكيل هياكل الانتاج .

— لا بد من تمويل مشاريع خاصة بالبنيات الاساسية تهتم بالاستثمارات الاقتصادية والاجتماعية بمعناها الشامل (طرق — حديد — طاقة) .

— تمويل مجتمعات صناعية وفلاحية جهوية يراعى فيها التكامل الاقتصادي .

— تمويل مشاريع اندماج حدودية إذا سمحت الموارد الطبيعية والبشرية بذلك .

— التفتح على افريقيا والعالم الاسلامي وآسيا وأمريكا الجنوبية خاصة قصد بعث التعاون جنوب — جنوب .

إن التمويل الاقليمي وتحقيق الاستثمارات المنتجة بشكل مباشر أو غير مباشر مع الأخذ بالنظر اعتبار توزيع عادل للتكاليف والمزايا المقارنة بين البلدان العربية سيمكننا من تعجيل عملية التنمية الاقتصادية والاجتماعية بفضل تعديل هياكل الانتاج والمبادلات داخل المجموعة العربية وهذا يشكل في نظرنا مرحلة نحو التكامل والاندماج النقدي .

#### (4) الاندماج النقدي :

هناك طريقتان يؤدّيان إلى الاندماج النقدي ، ولكنها يقومان على مفهومين متعارضين .

أما الأول فيؤكد أن الاندماج النقدي ينبغي أن يكون تكميلا للاندماج

والمواقع أن المشكلة تكمن في اعداد نظام دفعوات ملائم ، وينبغي أن لا يبحث عن «أقلمة» الدفعوات لذاتها والا فسيكون المشروع نصيبه الفشل مسبقا . ويجب أن تندرج ضمن استراتيجية شاملة للاندماج حيث يراعي إعادة هيكلة مسالك الانتاج والمبادلات الثنائية التجارية . وإذا ما ضمت اقلمة دفعوات إلى تحولات هيكلية اقليمية ووطنية ، يمكن أن تشكل عاملا هاما للتضامن الجهوي .

## (2) أقلمة جهاز التسوية :

إن إقامة جهاز للتسوية يمكن أن يشكل خطوة نحو الحد من التبعية المالية الخارجية . والمقصود هنا هو احداث جهاز اقليمي تناط له مهمة القيام بعمليات الدفع الخاصة بالتسويات الاقليمية . ويمكن أن تتخذ هذ العمليات شكل تعويض ديون وطلبات ثنائية أو تمويل تسويات بالوكالة . وإذا ما قامت أقلمة الدفعوات ضمن إطار متحرك لتنمية التجارة الاقليمية فسوف تنتفي الحاجة إلى تدخل البنوك الأجنبية وللجوء إلى العملة الصعبة ، وتأمين في نفس الوقت دفعوات متعددة الاطراف تقوم على استخدام العملة الوطنية فقط .

إن إقامة جهاز اقليمي للدفعوات يتوفر له رأس مال يموله المهتمون بالأمر وخاصة البلدان النفطية سيساهم في توسيع التجارة الخارجية الاقليمية بفضل البحث عن توازن متعدد الاطراف «لا ثنائي» للمعاملات وتحقيق بعض المرونة في موقفها إزاء الاعضاء في المنطقة .

## (3) تمويل التنمية الاقليمية :

ليس صعبا أن نلاحظ من ناحية الطلب على رأس المال أن الحاجة للتمويل شديدة في الوطن العربي . أما من ناحية عرض رأس المال فيلاحظ أن متوسط الادخار يبلغ 20٪ من الناتج الداخلي الاجمالي . غير أن التوزيع الجغرافي لهذا الادخار ليس متساويا ويغلب عليه ثقل عدد محدود من البلدان ذات الفوائد والمندجة في السوق المالية العالمية . ونظرا لحاجة التمويل عند البعض وضخامة الموارد المالية القابلة للتعبئة لدى البعض الآخر فإن البلدان العربية تستطيع إقامة أجهزة اقليمية للتعاون المالي والتكامل .

وينبغي أن يكون الهدف من إقامة جهاز اقليمي للتمويل تعجيل عملية التنمية على مستوى المنطقة بكاملها وعلى مستوى كل بلد على حدة .

وعلى نفس النمط يستطيع العالم العربي مجابهة عملية التصنيع بصورة جدية طبقا لاهداف تصمم وتقوم في المنطقة مع الأخذ بنظر الاعتبار نمط ومرونة الاستهلاك للفرد الاقتصادي العربي .

ان الموارد النقدية والمالية ينبغي أن تستخدم ، أساسا في تمويل المشاريع الاقتصادية والاجتماعية التنموية . ومن الضروري العمل على إعادة هيكلة الاقتصاد العربي . وهو أمر ممكن بفضل تعزيز التعاون المالي .

### الباب الثاني : تعزيز التعاون المالي والنقدي العربي :

انه من الضروري أن تتخذ البلدان العربية اجراءات من أجل :

- انشاء هياكل مصرفية عربية
- انشاء وحدة حسابية عربية
- انشاء وحدة نقدية عربية

وهناك اجراءات أخرى لابد من أن تتخذ من قبل المجموعة العربية قصد تعزيز التضامن والتماسك والاندماج على المستوى الاقليمي مثل :

#### 1) أقلمة المدفوعات :

لقد اعدت عدة دراسات عربية بهدف «أقلمة» المدفوعات التي استلهمت مبادئها من الاتحاد الأوربي للمدفوعات<sup>(8)</sup> وعلى الرغم من ذلك فليس هناك اختلاف تام بين الظروف الحالية للبلدان العربية ولبلدان العالم الثالث والبلدان الاوربية عام 1950 ، انما هناك تباين في الأهداف .

فالبلدان العربية الان في وضع تبعية مالية كاملة ازاء البلدان الصناعية المتقدمة بما في ذلك البلدان النفطية . ان عملية الاندماج المالي للبلدان العربية في الاسواق العالمية تكمن في تطور مزدوج للقروض المصدرة من قبل كثير من هذه البلدان في الخارج من جهة ، وتوظيفات الفوائض المالية للعدد الاخر في البلدان الأجنبية من جهة أخرى .

(8) انظر : هـ. بورقينة «الأسواق المشتركة في البلاد النامية» جنيف — 1968 .

Cf. H. Bourguinat «Les Marchés Communs des pays en voie de développement» Genève Droz — 1968 Travaux de Droit — d'Economie de sociologie et des Sciences Politiques n°63.

البلدان المتقدمة من حل مشاكله البيئية التي أصبحت موضوعا حساسا للرأي العام في بلادها الذي يطلب تحسين نوعية حياة الفرد .

... ان نقل صناعات ذات كثافة رأسمالية شديدة واستهلاك كبير للطاقة إلى البلدان النفطية يتيح للبلدان الصناعية امكانية تحقيق وفورات هامة في المواد الأولية والموارد المالية وستساهم الوفورات التي تتحقق بهذه الطريقة في انجاز مشاريع جديدة في مجال الصناعة المتقدمة بفضل رؤوس الأموال المتوفرة وتدوير الارصدة العربية النفطية (أمريكا والطاقة الشمسية ، فرنسا والطاقة النووية)<sup>(7)</sup> .

... إن إعادة توزيع الأنشطة الصناعية على الصعيد الدولي من قبل البلدان المتقدمة مازال يعتمد على البحث عن أقصى الارباح ويفتقر إلى العدالة والترشيد على الصعيد العالمي . ان هذا الموقف الذي ينطوي على تنازلات ظاهرية قدمت للبلدان العربية بنقل عدد من الصناعات من المركز إلى المحيط يهدف ، في الواقع إلى المحافظة على جوهرية مصالح البلدان المتقدمة في البلدان النامية عن طريق التكيف والمعطيات الدولية الجديدة التي تتميز بوعي البلدان النامية الشديد ومطالبها المتنوعة والمتزايدة . وقد حان الوقت ان يعي الوطن العربي وضعه ويلتفت أكثر إلى مصالحه الذاتية . ولذلك أصبح ضروريا ان تعد البلدان العربية نموذجا عربيا خاصا يمهّد إلى التنسية الاقتصادية والاجتماعية بفضل التكامل الاقتصادي وتحريك الصناديق .

## (2) ضرورة إقامة واستخدام نموذج اقتصادي عربي :

إن التشكيك في تقسيم العمل الدولي الجديد الذي امكن اكتشاف بواذر اعتماده عام 1974 ليس كافيا . ذلك أن فك ارتباط البلدان العربية بالسوق العالمية الرأسمالية يتطلب عزيمة أشد من جانب هذه البلدان لاستخدام ما يتوفر لديها من أموال ضخمة في البلدان العربية . ومن الضروري ان تشجع البلدان العربية باعداد استراتيجية تنمية زراعية خاصة وان المنطقة تملك امكانيات غير عادية على هذا الصعيد ولا تستطيع فقط ان تبلغ الاكتفاء الذاتي وانما تصدر فائضها إلى البلاد الأجنبية الأخرى .

(7) انظر : جان ماري شوفلبي : «الرهان البترولي الجديد»

Cf. Jean Marie Chevalier

«Le nouvel decaler entre le texte arabe et le texte français enjeu petrolier»  
Paris-Calmann-Levy - 1973.

لتحقيق التكامل والاندماج الاقتصادي للوطن العربي أي إقامة مجال اقليمي عربي متناسق ومتجانس .

إن انشاء مجال نقدي ومالي والبحث عن استقلال اقتصادي ليس بعملية سهلة المنال وليست ممكنة إلا إذا اندمجت في استراتيجية شاملة لإقامة مجال اقتصادي عربي وإعادة تشكيل هياكل مختلف الاقتصادات الوطنية على أساس التنمية الاقتصادية والاجتماعية للمنطقة .

ومما لاشك فيه أن هذا يتطلب تعزيزا للتعاون الاقتصادي والمالي فيما بين البلدان العربية . وفي محاولة لتوضيح هاته المشكلة نقترح دراسة النقاط الآتية الخاصة بتعزيز التعاون فيما بين البلدان العربية واقلمة المدفوعات وتمويل التنمية والاندماج النقدي الاقليمي بتقوية الصناديق .

### الباب الأول : تعزيز التعاون العربي :

ان تعزيز التعاون العربي يجب أن يقترن بالرغبة الملحة في فك الارتباط بالاسواق الخارجية وإعادة النظر في التقسيم الدولي الجديد للعمل الذي برزت محاولة فرضه على العالم العربي منذ عدة سنوات .

#### 1) إعادة النظر في التقسيم الجديد للعمل :

منذ نهاية السبعينات ، يلاحظ أن هناك توزيعا للأشطة الاقتصادية تمهد لتقسيم جديد للعمل . لقد قبل العالم المصنع المتقدم ، كأهون الشرين ، بنقل عدد من الصناعات إلى البلدان النامية عموما وإلى البلدان العربية بشكل خاص وذلك في مجال صناعات البترول والحديد والصلب خاصة . ولم تكن محض صدفة أن تعمد بعض البلاد العربية (السعودية ، الجزائر ، العراق ، المغرب) ، حيث يكثر الاستهلاك الحالي والمستقبلي للصلب ، إلى إقامة مجمعات صناعية لهاته المواد الثقيلة . والواقع أن هذا التقسيم للعمل يعبر عن استراتيجية جديدة للدول المصنعة تستند إلى إعادة النظر في الاستغلال المباشر وغير المحدود للعالم النامي وتستجيب لثلاث مجموعات من الهواجس التي تشغل اذهان البلدان المصنعة : البيئة - الاقتصاد في المواد الأولية وإعادة توزيع الاشطة الصناعية على الصعيد العالمي .

— فعلى صعيد البيئة ، فإن نقل مثل هذه المواد الملوثة إلى البلدان النامية يمكن

- ان الواقع العربي الحالي يشكو عدة نقائص أهمها :
- التبعية النقدية والمالية والاقتصادية العربية للدول المصنعة المتقدمة وللمنظمات المالية الدولية وللشركات المتعددة الجنسية .
  - التخلف الاقتصادي والاجتماعي المسيطر على المجتمعات العربية التي تشكو اختلالات هيكلية مادية وبشرية .
  - عدم وجود علاقات اقتصادية عربية متعددة الاطراف متكاملة أي عدم وجود سياسة اقتصادية عربية واحدة تمكن من تحقيق الاندماج والتنمية الاقتصادية بل تركز كل البلاد العربية إلى علاقات تجارية ثنائية ومالية محدودة قاصرة عن تحقيق التنمية .
  - ضعف الاسواق العربية وارتباطها العضوي بالاسواق الدولية الرأسمالية المستغلة .
  - وجود ارادة عربية منذ عدة سنين تقصد وتشد التكامل والوحدة الاقتصادية رغم الاختلافات والخلافات السياسية العرضية .
  - وجود موارد مادية وبشرية هامة ليست مستعملة لصالح التنمية والاندماج الاقتصادي والاجتماعي العربي بل تستثمر لصالح البلاد المصنعة .
- انطلاقا من هاته النقائص والمشاكل العرضية والهيكلية هل يمكننا أن نتحدث ونقترح صيغة نحقق بها التكامل والاندماج الاقتصادي بالاعتماد على الميادين النقدية والمالية التي تستدعي تحريك الصناديق الموجودة الان التي لا بد من أن تهتم بمشاكل التنمية في المنطقة العربية .

### القسم الثالث

## أبعاد الاندماج النقدي والمالي والاقتصادي العربي

لا نريد هنا أن نعطي صيغة كاملة ونهائية للعمل قصد تحقيق الاندماج الاقتصادي العربي انما نود أن نعطي بعض العناصر ورؤوس أقلام نراها مفيدة

ومن تدوير الارصدة والأموال العربية . وهناك ثلاث حلقات تدوير تبين لنا صحة هذا الرأي .

ا - في الحلقة الأولى : يتم دفع الأرصدة العربية النفطية على شكل حسابات مودعة في البنوك الغربية ، ويجري توظيف رؤوس الأموال هذه بواسطة مؤسسات مالية وطنية تدار بالتعاون مع البنوك الغربية . ان جزءا ضئيلا فقط من هذه الموارد المالية يستثمر مباشرة في توظيفات منقولة أو غير منقولة . أما القسم الأساسي من رؤوس الأموال هذه فيتجه نحو اقتصادات البلاد المتقدمة عن طريق الاصدارات الاوربية والائتمانات الاوربية واليابانية . والواقع أن البنوك الغربية هي التي تدير عمليات التدوير هذه .

ب - والحلقة الثانية : تهتم ذلك الجزء من الدخل النفطي الذي يحول إلى البلد المنتج (أسهم سوداء) من أجل تغذية ميزانية الدولة ، والواقع أن نفقات الميزانية تتجه نحو الاقتصادات الصناعية التي تزود بالمقابل البلدان العربية النفطية بمعدات من كافة الانواع من سلع وخدمات . ويخصص جزء آخر من رؤوس الأموال هذه إلى المساعدة الدولية . وثمة جزء ثالث يستخدم في تمويل مشاريع محددة في العالم الذي يزود البلدان العربية المحتاجة إلى المساعدة المالية والمعدات والمعونة الثانية .

ج - أما الحلقة الثالثة : (أسهم منقطة) فتعبر السوق العربية وهي تقطع جزئيا الحلقة السابقة بسبب الطابع العام أو شبه العام للمؤسسات المالية التي انشئت حديثا . وعلى الرغم من جهود الاقلمة في هذا المجال فإن الاجهزة المالية العربية تواصل تحويلها لسيولتها الوفيرة باللجوء الى الاسواق الغربية . فقد استخدمت رؤوس الاموال العربية في تمويل المشاريع الصناعية المشتركة الاقليمية أو الدولية الأمر الذي فتح الطريق أمام المؤسسات والمشاريع والحكومات الاجنبية للوصول إلى الموارد العربية النقدية والمالية .

تلك عينات من الواقع الاقتصادي والاجتماعي العربي الحالي الذي لا يمكن حسب نظرنا الان من التكامل والاندماج المقصود ومن الوحدة الاقتصادية الهادفة إلى تقوية الصف العربي وإلى الرفع من المستوى المادي والفكري للفرد الاقتصادي العربي أي ارساء أسس التنمية الاقتصادية والاجتماعية .

البلدان العربية المحتاجة للاستثمارات الخارجية . ولعبت هاته الصناديق دورا هاما في هذه البلدان على المستوى الاقليمي إذ مكنت من الاستغناء ولو بصورة محدودة . في السنين الفارطة عن الرأس المال الأجنبي المستغل الوارد من البلدان الصناعية المتقدمة أو التابع من قنوات المنظمات المالية الدولية ومن الشركات المتعددة الجنسية . إلا أن هاته الصناديق ليس لها دور هام وطلائعي في الاندماج الاقتصادي والاجتماعي للوطن العربي وهذا راجع لبعض العوامل أهمها :

- نوعية القروض الممنوحة : هناك قروض مشروطة لا تستثمر إلا في قطاعات اقتصادية متفق عليها . وهذا النوع من القروض لا يعطي البلد المقرض مبادرة فردية لكي يستثمر هاته القروض في الميادين التي يراها صالحة لاقتصاده . وقروض غير مشروطة تستثمر في أي قطاع اقتصادي أو اجتماعي حسب اختيارات وطلبات البلدان المحتاجة .

وتستثمر كل هاته القروض في القطاعات الصناعية والتجارية والفلاحية . وهي لا تخلق علاقات عرض وطلب متداخلة بين البلاد العربية الممولة والمقرضة . فالبلاد الممولة لا تستطيع تصدير منتجاتها إلى البلاد المقرضة لأنها بلدان تورد لاستهلاكها الداخلي كل السلع من تغذية إلى سلع ذي استهلاك دائم . فهاته البلدان الغنية هي بلاد «توريد صافي» . أما البلاد العربية المقرضة فهي بدورها لا تستطيع أن تصدر إلى البلاد الممولة السلع والمنتجات التي تحتاجها . إذ انها بلاد تفتقر إلى سلع ومنتجات قصد اشباع حاجياتها الداخلية واستهلاكها النهائي والوسيط .

- ضيق الاسواق الداخلية : هناك عقبة أخرى تقف أمام أي عمل اندماجي في الوطن العربي ولا يمكن للصناديق العربية تلافيها هي ضيق السوق الداخلية العربية في إطار العلاقات الثنائية التجارية . فالطلب الفعلي لهاته السوق محدود لا يكفي لاستيعاب كل الأرصدة والأموال العربية الهامة .

إن هاته العقبة حملت هاته الأموال المتدفقة من قنوات البترول إلى أن ترصد خارج المنطقة العربية وتشارك بصورة نشيطة وفعالة تسمى في البلاد المصنعة المتقدمة بتدوير الاموال العربية التي لا تخدم البتة الاندماج العربي .

#### 4) تدوير الأرصدة والأموال العربية :

إن الاقتصاديات العربية هي المستفيدة الرئيسية من زيادة العوائد النفطية العربية

القروض من البلدان العربية ذات الدخل العالي الا عن طريق الاسواق العالمية المالية الاحتكارية .

وهذا الشكل من التبعية يشكل عقبة خطيرة أمام الجهود التي تبذلها البلدان العربية في مجال الاندماج الاقتصادي .

## (2) ضعف البلدان الغير النفطية :

ان ابراز التبعية النقدية والمالية للبلدان العربية الغير النفطية إزاء الدول الرأسمالية أيسر لأن هاته البلدان لها اعتبارات خاصة . فهي تشكو من عجز هيكلية لموازينها التجارية ولموازنين مدفوعاتها وديونها ومؤسساتها المالية . وان هذا العجز النقدي والمالي الهيكلية دليل قاطع عن ضعف اقتصادياتها وعن تبعيتها للاقتصاد الدولي الرأسمالي .

غير أنه ، من الممكن تقليص أو وضع حد لهذه التبعية المالية لهاته البلدان ازاء البلدان الصناعية . وهذا ما حدا بعدد كبير من البلدان النفطية ذي الطاقة التمويلية والنقدية الهامة التي تفوق بكثير حاجياتها إلى بعث صناديق تنمية وتمويلية قصد إعانة البلدان العربية الفقيرة والمحتاجة للسيولة وللإستثمار .

## (3) الدور المحدود للصناديق العربية :

انبعثت منذ الستينات وخاصة في أوائل السبعينات عدة صناديق نقدية ، مالية وتنموية عربية . وكان هدف هاته الصناديق هو إعانة الدول العربية المحتاجة إلى تمويل وإستثمار الرأس المال العربي النفطي في البلاد العربية . وقد لعبت هذه الصناديق دورا هاما في إعانة الدول العربية المحتاجة وخلقت علاقات اقتصادية وتعاوننا عربيا مثيرا في المنطقة العربية إلا أنها وعلى وضعيتها الحالية لا تستطيع أن تلعب دورا فعليا في التكامل والاندماج النقدي والمالي العربي وذلك راجع إلى عدة أسباب أهمها :

- **ثقل العلاقات الثنائية :** ان الروابط الموجودة بين الأوطان العربية روابط تجارية ثنائية تمهم بلدين فقط . وتعتمد هاته الروابط خاصة على المبادلات التجارية المحدودة كتوريد وتصدير بعض المنتجات الفلاحية والصناعية الاقليمية وتمويل بعض المصالح الاجتماعية .

وتمول الصناديق النقدية والمالية العربية أيضا عدة مشاريع صناعية وتجارية في

مصلحة في قيام كتلة عربية متجانسة وقوية فتعمل جاهدة على إعاقة أي محاولة جديدة للاندماج في الوطن العربي .

### الباب الثاني : المشاكل النقدية والمالية العربية :

إن هاته المشاكل تتلخص في التبعية النقدية والمالية العربية بحكم ارتباطات الدول العربية بالدول الرأسمالية والمنظمات النقدية والمالية الدولية (صندوق النقد الدولي والبنك العالمي للانشاء والتعمير وفروعها) .

لقد ارتبط النظام النقدي والمالي للبلدان العربية منذ ظهوره بالنظام الرأسمالي للدول المسيطرة . وبقيت عملات الدول العربية ، حتى بعد حصولها على الاستقلال السياسي ، مرتبطة بشكل غير مباشر بالمناطق النقدية (الدولار الأمريكي - الجنيه الاسترليني - الفرنك الفرنسي) وذلك طبقا لنظام السيطرة السياسية السابقة . والغريب في الأمر أن هذه الروابط الغير المباشرة قد تعززت مع تزايد الامكانيات النقدية للبلدان العربية النفطية . والواقع أن التبعية المالية للبلدان العربية إزاء البلدان الرأسمالية المتقدمة قوية وتستوي في ذلك النفطية والغير النفطية .

#### 1) مكانة البلدان النفطية :

إن البلدان النفطية التي تمتلك دخلا عاليا واحتياجات ضخمة من العملات الاجنبية (فوائض ورؤوس أموال) ترتبط كلية بالعملة المسيطرة وبالاسواق النقدية والمالية العالمية وبما أن سيولة النقدية الدولية تؤمن بواسطة عجز الميزان الأمريكي للدفعات فإن النقود التي تدفع بها عوائد البلدان النفطية تعتبر كقصاصات ورق فهناك فرق كبير بين القيمة الحقيقية للعملات الاجنبية وخاصة الدولار وقيمتها الاسمية في السوق النقدية . ان التخفيض العملي للدولار بنسبة 35٪ عام 1975 ومعدل التضخم المرتفع السائد في البلدان الرأسمالية المتقدمة (بين 10 و25٪ حسب البلد) تقطع قدرا مماثلا من القوة الشرائية للبلدان النفطية . وقد تقاوم هذا الوضع بسبب عوامل أخرى أكثر أهمية تكمن في ضم النظام المالي العربي إلى النظام الرأسمالي المالي والنقدي الخاضع للشركات المتعددة الجنسية التي تسيطر عليها الشركات الامريكية وإقامة مؤسسات مصرفية مختلطة عربية وغربية تتجه أساسا نحو تمويل عمليات تجارية ، صناعية وزراعية للبلدان الرأسمالية . وهكذا نصل إلى وضع يبدو متناقضا وهو أن البلدان العربية التي تحتاج إلى تمويل لا تستطيع الحصول على

لجان مختصة مكلفة بدراسات وتحاليل واقتراح الوسائل الكفيلة بتحقيق الاهداف المنشودة في الاتفاقات المتعددة الأطراف . ويحدث في كثير من الأحيان ازدواج الاعمال من ذلك تتناول السوق العربية المشتركة والجامعة العربية نفس المشكلات وذلك . رغم افتقارها للاطارات والاقتصاديين .

— في المغرب العربي مؤسسات دائمة ولجان قطاعية لا تعمل ان عملت بتعاون مع الجامعة ولا مع مؤسساتها .

— وهناك أيضا وحدة قطاعية كمنظمة الاقطار العربية المصدرة للنفط والسوق العربية المشتركة ولجان المغرب العربي . غير أنها لا تؤدي وظيفتها على أحسن وجه لعدم خضوعها لمراقبة كلية من لدن الجامعة العربية .

صحيح أن بعث اتحادات قطاعية ووحدات اقتصادية يعتبر عملا ايجابيا ويشكل الطريق الذي ينبغي اتباعه من أجل تكامل عربي حسب الفرع والقطاع ولكن ذلك يتطلب اصلاح الجامعة العربية والأجهزة المشتركة الأخرى لكي يكون مشروعا متماسكا واحدا للتعاون في الوطن العربي . ان غياب الطرق المتأسكة أو اللجوء إلى طرق متناقضة في آن واحد ، في محاولات الاندماج ساهم إلى حد بعيد في عرقلة مسار الاندماج الاقتصادي والاجتماعي العربي .

### ج - التبعية الاقتصادية :

إن التبعية الاقتصادية للبلدان العربية إزاء البلدان المتقدمة تشكل مجموعة أخرى من العوامل التي تسبب عدم الاندماج . لا نزيد هنا أن نحلل هاته التبعية التي تتطلب دراسة تحليلية عميقة وهامة لكل البلدان العربية من جهة . وان الموضوع الذي نظرقه هو مستقبل الاندماج في الوطن العربي ودور الصناديق فيه من جهة أخرى . إلا أننا نستطيع ذكر الروابط الاقتصادية التي نشأت بين المركز ومحيطه العربي خلال فترة التبعية السياسية ، والتي تعززت في المرحلة التي تلت الاستقلال السياسي اثر تزايد حاجة البلدان العربية للسلع الانتاجية والسلع الاستهلاكية الصناعية والغذائية ، وبسبب اندماج المجال الدولي من قبل الشركات المتعددة الجنسية على وجه الخصوص .

ويجعل وضع التبعية هذا من المصالح الخاصة لكل دولة عربية ويزيد من تجزئة المنطقة . ويتم ذلك في صالح البلدان المتقدمة الغربية والشرقية التي لا تجد أي

إلا إلى عواقب وخيمة مثل أشباح الأزمة الاقتصادية الدولية التي نخيم على عصرنا هذا ونعني بذلك بداية من الثمانينات .

إن اللجوء إلى المنافسة كحافز محرك للخوض في اقتصاديات أولية بترولية وغيرها . خاضعة ومتفككة ومتجهة نحو الخارج كالاقتصاديات العربية يضر بالتعاون الاقليمي وتنمية الأوطان العربية تنمية صحيحة . ويحق لنا أن نندمش لطغيان المكانة التي تمنح لحرية حركة الأشخاص والبضائع في داخل السوق العربية المشتركة . في الوقت الذي يعتمد فيه كل بلد عربي على البلاد الغربية الرأسمالية أو الشرقية الشيوعية فيما يتعلق بمستوردهاته الاستهلاكية والانتاجية بينما في الوقت نفسه لا يشكل التبادل التجاري بين بلاد المغرب والمشرق العربي 4.1 من تجارتهم مع البلاد الأخرى وان المبادلات بين أقطار المشرق وأقطار المغرب فيما بينها لا تتجاوز 8% من تجارتهم الخارجية . ان حالات من هذا النوع لا تؤدي إلا إلى طريق مسدود أمام التكامل والاندماج في الوطن العربي . زد على ذلك ان النظريات الاقتصادية التقنيديّة الفاشلة قد أظهرت في السوق العربية الشركات المتعددة الجنسيّة التي تهيمن على هاته الأسواق وتحتكر المنتجات الوطنية والواردات الخارجية وتلعب دوراً نشيطاً في ابطال الروابط التي تجمع بين دالات الانتاج والاستهلاك والاستثمار وابعاد الوطن العربي من الاندماج لأن همها الوحيد هو جني الارباح وتفاقمها وإعانة الرأس مال الأجنبي المستغل «النازح عن أوطانه» غربياً كان أو شرقياً على التكاثر وابعاده من شبر أزماته الداخلية .

#### ب - تكاثر مراكز القرارات الجماعية :

على الرغم من ان لاقطار العربية ترمي إلى هدف واحد هو التكامل والاندماج فانها عملت إلى إقامة عدد كبير من المراكز الاقليمية لاتخاذ القرارات .

تضم الجامعة العربية مجلساً اقتصادياً مكثفاً بدراسة وتنظيم التعاون الاقتصادي بين الدول الأعضاء ويتركب هذا المجلس من عدة لجان . إلا أنه يلاحظ أن دور الجامعة في مجال الاندماج الاقتصادي كان محدوداً . فقد عدت على سلطتها سنضات الاجهزة الاقليمية الأخرى . فتشابكت واختلطت الصلاحيات والمسؤولات وضاع الهدف النبيل لاندماج الوطن العربي .

- السوق العربية المشتركة التي تتكون من مجلس للوحدة الاقتصادية تعاونه عدة

- **غلبة الوحدة الاقتصادية للشعوب على وحدة القطاعات** : لقد سار اعداد اتفاقية الوحدة الاقتصادية العربية في عام 1957 على هذا المنوال . فكان ينبغي أن يؤدي تنسيق السياسات الاقتصادية للدول العربية إلى بعث مجموعة تضم هذه الدول عن طريق تجاوزها . كما ينبغي أن تتوفر داخل هذه المجموعة حرية انتقال الاشخاص والبضائع والأموال ، إلا أن جهود الحكومات الموقعة على هذه الاتفاقية كانت عقيمة وقراراتها مشلولة . لأن هذه الوحدة الاقتصادية ناقصة لسببين :

أولها غياب الاجراءات الخاصة باعادة التنظيم الهيكلي : إن إعادة تنظيم هياكل الانتاج الفلاحي والصناعي والتجاري للبلدان الأعضاء في الوحدة وإعادة ترتيب مجالها المالي خاصة لم تحط أبدا باهتمام كبير من طرف المسؤولين آنذاك لأن أي تنظيم للمجال الاقليمي يفترض سلسلة من عمليات تفكيك للهياكل وإعادة تركيبها على أسس وحدوية الأمر الذي يخجل بالسير الاعتيادي للاقتصاديات المعنية ويؤدي إلى تغييرات اجتماعية جذرية للبلدان الأعضاء . ومن هنا لا بد من قيام سلطة إقليمية تضع نصب أعينها المصلحة العامة العربية .

أما السبب الثاني فهو خاص بالعودة إلى مبدأ السلطة الاقليمية من أجل اتخاذ اجراءات جذرية لاعادة تنظيم المجال الاقليمي ، لا بد من قيام سلطة اقليمية مزودة بصلاحيات ذاتية لتمكن من التنسيق بين كافة البلدان الاعضاء (نعود هنا إلى مشكلة السلطة الاقليمية التي أثارها آنفا) .

- **تفضيل الاندماج عن طريق جهاز السوق عن الاندماج بواسطة التنظيم الهيكلي** : لقد أشرنا فيما سبق إلى غياب الاجراءات الموضوعية الخاصة ببعث الهياكل الضرورية للاندماج العربي . وسنعود هنا إلى تناول لجوء واضعي اتفاقات هذا الاندماج الاقتصادي إلى النظرية التقليدية . إلا أننا نستطيع أن نقول على هذا المستوى من التحليل بأن اعتماد الاطراف المعنية مبدأ جهاز السوق وقواه العفوية والتوظيف المثالي للموارد أي الاستعمال الرشيد للموارد الطبيعية والبشرية وانتهاج سياسات حرة في الداخل والخارج كعوامل اندماجية وحيدة قد أوصدت الأبواب أمام البحث عن مسالك أخرى للاندماج بعيدا على النظريات التقليدية وخاصة الحديثة والمحدثنة التي أصبحت موضوع شك في البلدان الرأسمالية نفسها ، ولا تؤدي

=ايام 2 - 3 - 4 ديسمبر 1982 بلوفان لا نوف بيلجيكا (تقرير الدكتور عبد الفتاح العموص الجزء الثاني ص ص 106 إلى 132).

المشاكل التي تثار هنا وهناك ليست سوى الجزء الذي يمكن مشاهدته من جبل ثلج . وإذا أردنا تجميع أسباب المشاكل العويصة التي تعترض سبيل الاندماج داخل الوطن العربي نستطيع أن نقسمها ونبونها إلى عدة مجموعات من العوامل الاقتصادية .

### (3) العوامل الاقتصادية لمشاكل الاندماج في الوطن العربي :

#### 1 - طرق الاندماج :

إن الأمر الذي يلفت النظر لأول وهلة . عند دراسة المحاولات العربية للتكامل هو التناقض القائم بين وحدة الهدف المشهود المتمثل في الاندماج وتنوع الوسائل والطرق المتبعة لبلوغ هذا الهدف والمقترة بتعدد وكثرة المراكز الجماعية صاحبة القرارات . كما أن غياب التلاحم بين البلدان العربية وعدم ترابط القرارات الجماعية يتفاقم بسبب بعثرة الجهود التي تبذل هنا وهناك .

- **غلبة العامل السياسي :** إن أول خطأ منهجي وقعت فيه البلاد العربية هو منحها الغلبة للعامل السياسي على العامل الاقتصادي وتشكل هذه المعطيات سمة بارزة وثابتة تختلف محاولات الاندماج فلقد اخفقت جل المحاولات الوحدوية السياسية لأن الحل السياسي البحت الذي لا يمر عبر تحقيق عدد من الشروط الاقتصادية الهادفة إلى تعزيز التضامن الاقتصادي الاقليمي ينتهي إلى طريق مسدود لقد اثبت الواقع ان العدول على كل السيادة الوطنية أو جزء منها لصالح سلطة جهوية من قبل بلدان فنية لم تحصل على استقلالها إلا منذ سنين معدودة يرتطم بتحفظات ومعارضة شديدة عندما تتجاوز التضحيات المقبولة (أو التي يتعين قبولها من جانب أي بلد من هذه البلدان) حدا معينا .

إن مقاومة انشاء سلطة اقليمية وحدودية من قبل بعض الفئات الاجتماعية والسياسية (المؤيدة من طرف أعداء الوطن العربي) في البلاد العربية وانهايار الاتحادات التي تحققت بينان . بجلاء حدود وعدم فاعلية ونتائج اتحاد سياسي بدون فترة انتقالية تحسيسية . وعليه فإننا نعتبر أن مبدأ غلبة العامل السياسي على العامل الاقتصادي ما هي إلا مشكلات وهمية . ذلك ان العوامل السياسية والاقتصادية متشابكة ولا نستطيع الاستغناء عن عامل من هاته العوامل<sup>(6)</sup> .

(6) انظر : تقارير الملتقى العربي الأوربي حول التعاون الذي نظمه مركز البحوث عن العالم العربي المعاصر =

## القسم الثاني الواقع الاقتصادي والاجتماعي العربي الحالي

لا نريد هنا أن نقوم بتحليل إضافي ومكتمل للواقع الاقتصادي والاجتماعي للوطن العربي الحالي لأن مثل هذا التحليل يتطلب دراسات موضوعية مدققة لكل قطر ولكل مجموعة جغرافية تكون الوطن العربي<sup>(5)</sup>. إلا أننا سنحاول في هذا القسم تسليط الضوء على العلاقات الاقتصادية العربية الدولية وخاصة على المشاكل التي تعترض سبيل كل عمل اندماجي وحدوي اقتصادي واجتماعي وسياسي عربي. وهاته المشاكل لها عدة أسباب بسيطة ومعقدة معا.

### الباب الأول : مشاكل الاندماج الاقتصادي والاجتماعي العربي :

لقد تعرضت مختلف محاولات الاندماج الاقتصادي والاجتماعي والسياسي بين الأقطار العربية لمشاكل عويصة وذلك راجع لمجموعة من الأسباب البسيطة والمعقدة معا.

#### (1) الأسباب البسيطة :

إنه من السهل أن ندرك أن مركز القرارات غالبا ما يكون خارج المنطقة العربية. فقد حلت محل السيطرة الاستعمارية وشبه الاستعمارية والاستعمار الجديد للبلدان العربية قبل نهاية الحرب العالمية الثانية سيطرة اقتصادية ومالية وثقافية. قد تمكنت هذه السيطرة من البلدان العربية إلى توجيه تطور العلاقات الاقتصادية والتبادل التجاري والثقافي لهاته البلدان بعد استقلالها السياسي لصالح الدول الغربية والدول الاشتراكية والشركات المتعددة الجنسية التي بقيت سيدة الموقف.

#### (2) الأسباب المعقدة :

إن أي تحليل سطحي وسريع لا يمكن من تسليط الضوء على الصعوبات الكبرى التي تجابه الاقطار العربية. ذلك ان العقبات ليست دائما مرئية فأسباب

(5) انظر : أ. تمام : البلدان العربية امام المشاكل النقدية العالمية — النشرة الشهرية للبنك الوطني الجزائري — جانفي 1974.

Cf. A. Temmam : «Les pays arabes en face des problèmes monétaires Internationaux»  
Bulletin mensuel de la Banque nationale Algerienne Janvier 1974.

وهكذا فإن على العالم الثالث عموما وعلى الوطن العربي خصوصا أن يتجه نحو انشاء بنية جديدة للإنتاج الفلاحي والصناعي في إطار تخصص جديد إقليمي وعالمي رافضا بذلك التقسيم العالمي التقليدي للعمل .

إن إعادة بناء هياكل الإنتاج التي يجب أن ترتبط بالتنمية الاقتصادية والاجتماعية على الصعيدين الوطني والإقليمي هو الطريق الوحيد الذي يمهّد لاندماج اقتصادي حقيقي يمكن في النهاية من تغيير الظروف التي تعاني منها البلدان الفقيرة والمحتاجة في الوقت الحاضر .

إن هاته المبادئ العامة النظرية التي أتينا على عرضها فيما سبق ستشكل القاعدة الأساسية التي تتركز عليها أية دراسة تحليلية لاحتمالات الاندماج الاقتصادي للوطن العربي .

إلا أن ذكر هاته المبادئ ومحاولة تحقيقها في الوطن العربي ينبغي أن تسبقها دراسة تحليلية موضوعية وتطبيقية للواقع الاقتصادي والاجتماعي للبلاد العربية وذلك لسرد واستعراض الحقائق الموروثة والموجودة هذا من جهة . أما من جهة أخرى ينبغي أن يكون هدف الاندماج الاقتصادي والاجتماعي للوطن العربي مجالا إقليميا متماسكا واقتصادا جهويا أساسه إعادة بنيات قطاعات الصناعة والفلاحة والمال والتفد وشبكة المبادلات . وإن إعادة البنيات يجب أن يقترن بتبني سياسة اجتماعية وثقافية وعلمية جديدة موحدة على الصعيدين الوطني والإقليمي .

وللصناديق النقدية والمالية العربية دور هام في هذا الاندماج . فهي بمثابة العمود الفقري لكل نشاط اقتصادي ولكل تنمية اقتصادية واجتماعية خاصة وإن البلاد العربية لها موارد مادية وبشرية كمية وكيفية هامة وكبيرة جدا .

انطلاقا من هاته الأرضية العلمية التي تهمن عليها النظريات الاقتصادية التقليدية ومن هاته المعطيات العملية التي تعطينا صورة جلية عن تبعية الاقتصاد العربي للاقتصاد العالمي الرأسمالي لا بد من أن نطعم عن المعطيات الاقتصادية والاجتماعية الحالية للواقع العربي الراهن وذلك قصد التعرف عن قرب وعن كثب عن مراكز القوى والضعف لهذا العالم العربي .

من جهة أخرى استطاعت الشركات المتعددة الجنسية أن تعيد تنظيم المجال الدولي على النوال الذي يخدم مصالحها بحيث أصبحت المستفيدة الكبرى من مختلف محاولات الاندماج الاقليمي التي جرت بين البلدان النامية في امريكا اللاتينية وآسيا . وإذا أردنا تقصي أسباب اختلال التوازن الاقتصادي الدولي والازمة المالية والنقدية الدولية فليس من جهة يمكن أن توجه إليها أصابع الاتهام غير الشركات المتعددة الجنسية .

ويبدو لنا حليا في عرضنا هذا مكانة وسيطرة هاته الشركات على اقتصاديات بلدان العالم الثالث وبالأحرى الاقتصاد العربي . وان إعادة النظر في النظام الاقتصادي العالمي يجب أن تتم عبر تقليص الدور الدولي الذي تمارسه الشركات المتعددة الجنسية ومن أجل بلوغ هذا الهدف ينبغي التوقف من محاكاة وتقليد المعارف النظرية الغربية وتمكين بلدان العالم الثالث على العموم والبلدان العربية على وجه الخصوص من الاسهام بنصيب أكبر من اتخاذ القرارات الدولية الكبرى .

ويتطلب النظام الاقتصادي الدولي الجديد من البلدان المتقدمة ارادة حقيقية ورغبة هادفة في التعاون مع بلدان العالم الثالث واحترام مصالح هذا الأخير (مثلا تنشيط وهيكلية الحوار الاقتصادي بين الشمال والجنوب)<sup>(4)</sup> .

غير أنه يجب أن تتوفر لدى البلدان النامية ارادة أكبر لاعادة تنظيم اقتصادياتها على الصعيد الجهوي (حوار وتعاون جنوب — جنوب) .

وفي اعتقدنا أن التغييرات التي تحدث على مستوى البلدان النامية . والتي ينبغي أن تقود إلى نظام اقتصادي عالمي جديد لا تحقق أهدافها إلا إذا تمت عبر إقامة مجتمعات اقتصادية جهوية قادرة على البقاء والافلات من هيمنة الشركات المتعددة الجنسية والبلدان المتقدمة الكبرى . كما لا يقتصر الاندماج على إقامة أسواق مشتركة تستسخ عن النماذج المعروضة في العالم المتقدم . ذلك أن الهدف الأول للاندماج بين بلدان العالم الثالث وخاصة البلدان العربية هو إعادة تنظيم حقيقية للبنية القائمة .

(4) انظر : المقالة المقدمة من طرف الاساتذة : منصف الهرقلي — عبد الفتاح العموص وعبد القادر شعبان حول : «العلاقات المالية والنقدية العالمية والبلاد النامية» ملتقى صفاقس الدولي حول تبعية واستقلالية بلاد العالم الثالث امام خطر الأزمة الاقتصادية العالمية 16 — 17 و 18 أبريل 1981 صفاقس كلية العلوم الاقتصادية والتصرف — الجمهورية التونسية —

## (2) تدويل الانتاج :

لقد أصبحت نتائج تدويل الانتاج معروفة ويمكن تلخيصها على النحو التالي :  
تصدير البضائع والخدمات وتنمية عملية التصدير هذه . إقامة شبكات للتوزيع في الخارج يوكل أمرها إلى فروع تجارية . انشاء وحدات خفيفة في الخارج للتجميع أو الصناعات الملحقة وأخيراً تشييد مراكز انتاج مستقلة .  
وهكذا يبدو الاستثمار المباشر كحصيللة لعملية طويلة الأمد هدفها نقل مراكز الانتاج بدلاً من التركيز على التصدير .

## (3) تدويل التمويل :

إن الاستثمار في المجالات التي ورد ذكرها فيما أصبح باهض التكاليف وعلى هذا الأساس فإن المشاريع الكبيرة هي وحدها التي تستطيع مجابهة متطلبات مثل هذا الاتفاق الضخم . والواقع أن الشركة المتعددة الجنسية تلجأ من أجل تمويل نشاطاتها إلى عدة وسائل متنوعة : استخدام مواردها الذاتية وتلجأ إلى مصادر تمويل دولية (سوى السندات الدولية . بعض الأسواق المالية الوطنية . المشاريع المشتركة والمنظمات المالية العالمية) .

غير أن الشركة المتعددة الجنسية تركز . من أجل توسعها . والحفاظ على استغلالها على زيادة قدرتها المالية الخاصة . وعليه فإن التمويل الذاتي له دور أساسي في هذا الشأن . وهكذا أصبح تعزيز قدرة التمويل الذاتية الهدف الأساسي للشركة المتعددة الجنسية . غير أنه ينبغي اعتبار الدخل الذي تحصل عليه هاته الشركة وحدة واحدة بغض النظر عن المصدر الذي يتأتى منه هذا الدخل . أما حركة رؤوس الأموال بين الشركة الأم وفروعها أو فيما بين هذه الفروع فإنها تعتمد أساساً على استراتيجية الشركة المتعددة الجنسية والمزايا المقارنة على الأمد البعيد التي تجدها هذه الأخيرة في الاستثمار في هذا البلد أو ذاك . أو في أماكن متعددة في ذات الوقت .

والحقيقة هي أن تركز الموارد المالية على مستوى المؤسسات المتعددة الجنسيات يوفر للشركات المتعددة الجنسية مزايا كبيرة تبرز أهميتها في عدة مجالات منها : تعبئة رؤوس الأموال . مرونة رؤوس الأموال . والاستخدام الأقصى لرؤوس الأموال المتوفرة .

بلغت نسبة الزيادة بـ 220٪ خلال الفترة الفاصلة بين 1960 و 1970 .

لقد أصبحت الشركة المتعددة الجنسية مجعما واسعا ومتعدد الابعاد وذات سلطة مركزية واحدة في اتخاذ القرارات الأمر الذي يمكنها من توجيه نموها وفقا لخطط طويلة الأجل وممارسة نشاطاتها في مجال يتكون من أسواق بلدان مختلفة ومنتجات متعددة . والحقيقة أن البحث عن مزايا ذات حجم كبير عن طريق النمو الداخلي أو على وجه الخصوص عن طريق النمو الخارجي يمكن الشركات من استخدام المردود وتعجيل التقدم الفني ، وتخفيض تكاليف الانتاج ، فيرتفع بذلك معدل الربح ويتحقق الحد الأعلى للربح المشترك .

إلا أن هناك ، إلى جانب عامل الحجم أو الكم ، عوامل أخرى تفسر أيضا ظاهرة الشركات المتعددة الجنسية ونستطيع الإشارة إلى :

- تدويل السوق .
- تدويل الانتاج .
- تدويل التمويل .

#### 1) تدويل السوق :

يتخذ تدويل السوق اشكالا مختلفة تتصاعد من مجرد زيادة صادرات البلد الأصلي إلى إقامة فروع تجارية في عدة من البلدان . والواقع أن توسع النشاطات التجارية للمؤسسات المتعددة الجنسية إلى خارج حدود بلدها الأصلي يرمي إلى :

أ — زيادة قوتها التوسعية عن طريق ممارسة تأثير قد يطول أو يقصر أمده في أسعار منتجاتها وكميتها .

ب — من الحواجز على المدخل الذي تضعه الشركات المتعددة الجنسية عند بداية عمل فرع ينتمي لدولة جديدة في وجه بقية العالم حيث تكون منخفضة للغاية .

ج — زيادة معدل الربح بفضل تخفيض تكاليف الانتاج ، خاصة تلك المتعلقة بالأجور .

البلاد النامية بأن مصالحها تقتضي العدول عن اجراءات الحماية الجمركية وغيرها والامتناع عن استثمار مواردها الطبيعية .

والحقيقة أن أفكارا من هذا النوع شاعت أيضا أثناء الستينات وإلى يومنا هذا . وقد كرس لها كتابات كثيرة خلال تلك الفترة حيث أن عددا كبيرا من الاقتصاديين الغربيين نصحوا البلاد النامية بالغاء القيود التي تفرض من أجل تنظيم التجارة الخارجية والتعامل الحر وقيود التبادل ومراقبة تحويل النقد .

غير أن طبيعة المشكلة تختلف اختلافا كبيرا عن تحليل هؤلاء الاقتصاديين وان واقع البلدان شيء آخر . ذلك أن المجال الدولي ليس متجانسا أو بالأحرى هو متجانس إلا بالنسبة للشركات المتعددة الأجناس التي لا تؤمن بالاندماج الاقتصادي هاته البلاد .

### الباب الثاني : المستوى العملي

على هذا المستوى يلاحظ أن الاندماج الدولي يقتصر على اندماج المجال العالمي . الذي تصنعه وتتصرف فيه الشركات المتعددة الجنسية .

إن المجال الاقتصادي<sup>(3)</sup> للشركة المتعددة الجنسية : «الذي تختلف عن المجال الجغرافي أو المجال السياسي من حيث أن هذا الأخير يقع ضمن حدود معينة وهو مجال متجانس . الأمر الذي يمكنها من ادارة عملية نمو نشاطها دون الاكتراث بالحدود القائمة أو بتنافر المجال العالمي» .

إن ملاحظة الواقع الاقتصادي لعالمنا المعاصر تظهر بوضوح سعة وقيمة الشركات المتعددة الجنسية ومعدل نمو هذه الشركات التي تهيمن على جزء أساسي من النشاطات والاستثمارات العالمية وقد تبين مثلا أنه في عام 1980 استحوذت هذه الشركات على أكثر من 75% من الانتاج العالمي بينما استحوذت في عام 1969 على 30% فقط من هذا الانتاج ولا يسعنا هنا إلا أن نذكر بأن هذه الشركات التي يسيطر عليها الرأس المال الأمريكي قد تضاعفت استثماراتها في أوروبا وفي العالم إذ

(3) حول هذا المفهوم للمجال الاقتصادي : انظر فرنسوا بيرو : «أوروبا بدون ضفة ص.ص 351 — 354 — باريس 1954 .

Cf- François Perroux : «L'Europe sans Rivage» PP 351 — 354 P.U.F Paris 1954

تبادل غير متكافئ أو تخصص دولي غير متكافئ الأمر الذي أدى في النهاية إلى توسيع الهوة بين البلدان المتقدمة والبلدان المتخلفة في النمو وساهم في تطور التخلف في حالات معينة<sup>(2)</sup>.

والواقع أن كثيرا من التغييرات والتعديلات النظرية قد طرأ على قانون التكاليف المقارنة منذ عهد التقليديين وعلى الرغم من أن اتباع المدرسة التقليدية الجديدة قد احتفظوا بنظرية المزايا المقارنة ، إلا أنهم جردوها من القانون الموضوعي للقيمة ، وهكذا أخذ البعض من كتاب هذه المدرسة يتحدث عن مكاسب المنفعة وتكاليف الفرص والمزايا المقارنة التي تقوم على مبدأ الاحلال (هابرلر وأولين) . لقد دفعت هذه التعديلات النظرية عددا من الاقتصاديين إلى التأكيد على أهمية التخصص في الانتاج حيث يسمح التأليف بين عوامل الانتاج في تحقيق الحد الأعلى من المزايا : وهكذا فإن البلدان التي يتوفر فيها عنصر العمل وتفتقر إلى رأس المال ينبغي أن تخصص في مجال الصناعات الخفيفة التي لا تتطلب استخداما كثيفا لرأس المال اما النشاطات الصناعية الأخرى الثقيلة فينبغي أن تترك للبلدان المتقدمة .

إن هذه الأطروحة التي تعوزها الواقعية تركز أصلا على نظرة سكونية . فهي تحدد شروط الاستخدام الأمثل لعوامل الانتاج معينة ووضع معين للتقنية في بلد ما . وحقيقة الأمر أن الالتجاء نحو التخصص المحلي الذي تعود أصوله إلى الفكر الاقتصادي الكلاسيكي والذي كان موضوع كتابات غزيرة خلال الخمسينات ، وهو اتجاه جرى تحيله بحكم حاجات الايديولوجيات المسيطرة . ذلك أن الأطروحة التي ذكرناها آنفا لا تهدف إلى أكثر من تبرير النظام الدولي القائم . وهكذا نجد أنفسنا أمام دعاية مكثفة تهدف إلى نشر النظرية التي تقول بأن التبادل الحر يسمح بتنمية التجارة الدولية ، وأنه بذلك يساهم في التنمية الاقتصادية لبلاد العالم الثالث . وفي نفس الوقت تؤكد هذه النظرية انه كلما كان البلد فقيرا ازدادت المنافع التي تحصل عليها عن طريق التبادل الحر . وواضح أن الهدف الكامن وراء كل ذلك هو اقناع

(2) انظر : ايمانويل : «التبادل الغير المتكافئ»

Cf. Emanuel : «L'échange inégal» Maspero — Paris — 1969.

— Samir Amin : «L'accumulation à l'échelle mondiale» — Anlbropis — 1970

سمير أمين : التراكم على النطاق العالمي

— Gunder Frank : «Le developpement du sous developpement» Maspero 1970.

كندر فرنك : تطور التخلف

وتتطلب دراسة تجارب الوطن العربي في مجال الاندماج الاقتصادي والاجتماعي قبل كل شيء تذكيرا سريعا بالسياق الدولي النظري والعملي الحالي .

### الباب الأول: الناحية النظرية

من الناحية النظرية أكد كثير من الاقتصاديين عدم كفاية بعض المدارس والاتجاهات الاقتصادية وبعض وسائل التحليل التي برزت في الوطن العربي بشأن الوضع الاقتصادي والاجتماعي في العالم الثالث .

وفي المجال الذي بهمنا يمكننا القول بأن السيطرة الايديولوجية والثقافية التي تمارسها الدول الغربية المتقدمة على البلاد النامية ترتبط ارتباطا وثيقا بالسيطرة الاقتصادية واندماج الأسواق .

والحقيقة أن المفهوم التقليدي للعلاقات الاقتصادية الدولية يرتكز أساسا على اندماج الأسواق . فهذا الاندماج ليس شيئا الا قيام القوى العفوية للسوق بالدور الرئيسي في النشاط الاقتصادي .

وترمي هذه النظرية إلى أن تندمج الأسواق الاقليمية المختلفة في سوق واسعة واحدة بلا حدود . ذلك أن الاندماج . الذي يقوم على تكامل الاقتصاديات يمكن من تحقيق الوضع الاقتصادي الأمثل . وذلك بفضل الاستخدام الرشيد للموارد وعوامل الانتاج وقد تصور الكلاسيكيون القدامى وحتى بعض المجددين أن المزايا التي تتمخض عن التخصص الدولي والتبادل العالمي تتوزع تبعا لنمط موحد وبدون استغلال بين كافة الشعوب في العالم وعليه فقد أصبح مبدأ المزايا المقارنة التي نادى به ريكاردو من قبل قانونا ثابتا .

إلا أنه من المناسب أن نؤكد أن ما حمل الكلاسيكيين على صياغة هذه المبادئ هو السبق الهائل الذي أحرزته الصناعة الانكليزية في القرن التاسع عشر على صناعات بلدان العالم الأخرى . لقد استطاعت انكلترا أن تسيطر منذ نهاية القرن الثامن عشر وبداية القرن التاسع عشر على السوق العالمية للمنتجات الصناعية وكانت تصدر منتجاتها المصنعة إلى البلدان الأخرى وتستورد من هذه الأخيرة المنتجات الغذائية والمواد الأولية الأمر الذي تمخض عن بداية تقسيم دولي للعمل والبيان إلى تعميق هذا الطابع الذي ميز القرن التاسع عشر ، وكان من نتيجة ذلك حدوث

## القسم الأول الاقتصاد العربي والعلاقات الاقتصادية الدولية

يتميز عصرنا هذا بظهور اتجاه واضح نحو بحث مجالات اقتصادية واجتماعية كبيرة متكاملة ومندمجة . تختلف المجالات الكبيرة المعاصرة باختلاف المصالح والاشكال من حيث أن بعضها يتخذ شكل دولة مميزة ومتجانسة كالولايات المتحدة الامريكية والاتحاد السوفياتي والصين . أما البعض الآخر فقد يتكون من تجمع ارادي لعدد من الدول كالسوق الأوروبية المشتركة ومنطقة التجارة الحرة الأوروبية أو مجلس التعاون الاقتصادي المتبادل للدول الاشتراكية .

ومما لاشك فيه أن المجال الكبير الذي سبق أن تكون أو الذي في صدد التكون يقدم مزايا هائلة في دفع عجلة النمو والتقدم الاقتصادي والاجتماعي . إلا أن إقامة المجال الكبير لا تتمخض عن مثل هذه النتيجة إلا إذا توفرت عدة شروط معينة أهمها : إعادة تنظيم المجال من أجل ضمان انتشار التنمية الاقتصادية وتسهيل ترويج المعلومات والتدفقات والأسعار<sup>(1)</sup> .

وإلى جانب المجالات الكبيرة بين دول وتكتلات إقليمية من بلدان متقدمة تبقى بلدان العالم الثالث مجرد كيانات مجزأة ومقسمة وعزلاء وخاضعة للسيطرة الاقتصادية والسياسية الأجنبية .

فإن المكانة الهامشية للبلدان «المتخلفة» في النظام الاقتصادي العالمي التقليدي الحالي للعمل غير مناسب للبلدان النامية وخاصة العربية ، وهو يسهم في تفاقم تبعية هذه البلدان وجعلها مجالات افتراضية لا واقعية .

ويمكن أن يؤدي اندماج اقتصادي بين البلاد المتخلفة (ونعني هنا العربية) على أسس جديدة وسليمة إلى بعث نظام اقتصادي واجتماعي دولي جديد أكثر ملاءمة لنمو العالم الثالث وازدهاره والحد من تبعية العالم المتقدم الرأسمالي والاشتراكي .

(1) انظر فرانسوا بيرو : «اقتصاد القرن العشرين» 1969 (باللغة الفرنسية)

(Cf. François Perroux : «L'Economie du XX<sup>e</sup> Siècle» P.U.F. Paris 1969).

متناسك ومتجانس واقتصاد إقليمي أساسه إعادة تشكيل بنيات قطاعات اقتصادية مختلفة من صناعات وزراعة إلى مال وشبكة المبادلات . ومن جهة أخرى فإن إعادة هذه البنيات يجب أن يقترن بتبني سياسة اجتماعية وعلمية واحدة على الصعيدين الوطني والاقليمي .

إلا أن أي دراسة للاندماج الاقتصادي والاجتماعي للوطن العربي يتطلب منا تحليلا عاما ومدققا للمعطيات الدولية والقطرية للبلاد العربية .

فمعرفة وضعية الاقتصاد العربي في العلاقات الاقتصادية الدولية الحالية التي يسيطر عليها تقسيم تقليدي للعمل تمكنتنا من الاطلاع عن كنب عن تبعية الاقتصاد العربي ومدى اندماجه في الاقتصاد الرأسمالي العالمي الذي لا يؤمن البتة بالاندماج الاقليمي .

اما دراسة الوضع الاقتصادي الداخلي للبلدان العربية فانها تمكنتنا من فهم وادراك عجز قدرة هاته البلدان على التكامل والاندماج الاقتصادي والاجتماعي الاقليمي .

إن ادراك كل هاته المعطيات الخارجية والداخلية للوطن العربي خير دليل وأحسن مصباح يبين امامنا سبيل البحث عن المقومات والمتطلبات العلمية والعملية الاقتصادية والاجتماعية قصد بعث مجال اقليمي عربي واحد مندمج . متكامل ومتجانس .

إذن نستطيع تقسيم دراستنا هذه إلى ثلاثة أقسام :

- في القسم الأول : ندرس وضعية الاقتصاد العربي في السياق الاقتصادي والاجتماعي الدولي الحالي .
- في القسم الثاني : نلقي نظرة عن واقع الوطن العربي الداخلي الحالي .
- أما القسم الثالث : فهو يعطي بعض الاتجاهات العلمية والعملية قصد بعث مجال اقليمي عربي متجانس ومندمج .

## مقدمة عامة

يتناول موضوعنا هذا درس وتحليل امكانيات البلدان العربية الاقتصادية والاجتماعية ، وآفاق مستقبلها الاقتصادي ، من زاوية الاندماج النقدي والمالي والاقتصادي الاقليمي .

وحسب تصورنا ان الاندماج بتعريفه الشائع والمعروف والمتداول عند الاقتصاديين والذي يتركز على إقامة أجهزة لتحرير التبادل بين بلدان مختلفة لا يناسب اقتصاد البلدان المتخلفة وبالأحرى البلاد العربية التي تسعى إلى بناء اقليم أو أقاليم كإطار عملي للتخصص حسب النظريات الاقتصادية التقليدية القديمة والمتجددة .

وفي تقديرنا ان الاندماج الاقتصادي الدولي ، بالنسبة للبلدان النامية عموما . يعتمد بصفة أساسية على إعادة تنظيم هيكلية .

وعلى الرغم من صعوبة تعريف الاندماج بدقة واعطائه المفهوم العلمي الصحيح فإننا نعتقد أنه يمثل عملية بناء مجال اقتصادي إقليمي تتوافر حوله رغبات بلدان مختلفة تدعو الحاجة إلى أن تتعاون فيما بينها من أجل بعث وارساء ظروف جديدة للنمو والتطور والتقدم على أرضية توفق بين الأهداف الشاملة للاقليم والمصالح الحيوية للاقتصادات المختلفة التي تواجهها .

والواقع أن عملية الاندماج القطاعي والشمولي هذه تمكن من إيجاد مخارج جديدة لسياسات اقتصادية تنموية كمية وكيفية من زراعية إلى نقدية ، قد انتهت إلى طريق مسدود في كل بلدان العالم المتخلف وخاصة العالم العربي .

وفي هذه الحالة . ليس في الاندماج الاقليمي ما يتطلب إقامة سلطة تتجاوز حدود السلطة الاقتصادية الوطنية في كل بلد أو اندماج كشرط مسبقة وقاعدية .

وينبغي أن يكون هدف الاندماج بعث مجال إقليمي نقدي ومالي إلى اقتصادي

## الاقتصاد العربي بين التبعية والاندماج

عبد الفتاح العموص (١)

تمهيد :

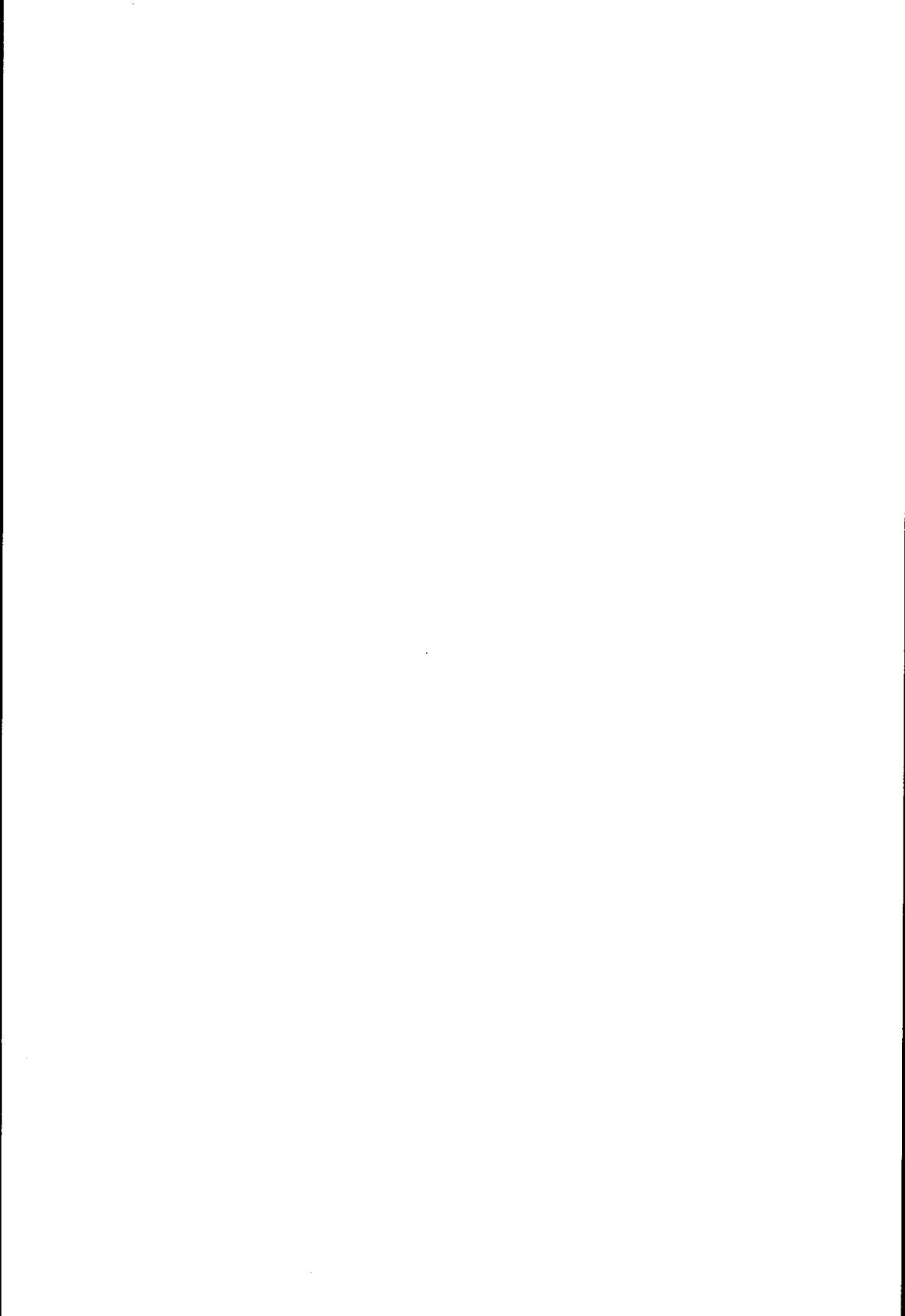
تتضمن هذه الدراسة تحليلا موجزا للواقع الاقتصادي والاجتماعي العربي الحالي . فهي تقدم بعض التحليل النظرية العلمية والعملية والكيفية والكمية لتبعية الاقتصاد العربي وتختلف مجتمعه . كما تتعرض إلى بعض الآراء والأفكار التي تخامر أذهاننا قصد البحث عن الحلول المجدية لتنمية الأوطان العربية ودفع عجلة اندماجها النقدي والمالي والاقتصادي .

وقد سبق أن قدمت بعض من آراء هاته الدراسة ضمن محاضرتين ألقيت في كلية العلوم السياسية والادارية لجامعة العين بدولة الامارات العربية المتحدة خلال زيارتنا الفارطة في شهر مارس 1982 .

كما نوقشت هاته الدراسة في إطار اعمال مركز البحوث في اقتصاد التنمية بكلية العلوم الاقتصادية والتصرف بصفاقص خلال شهر ديسمبر 1982 .

---

(١) استاذ مساعد في العلوم الاقتصادية بكلية العلوم الاقتصادية بتونس.



- (8) Abdelaziz CHERKAOUI : Le contrôle de l'Etat sur les communes Ed. Laporte 1968.
- (9) Abdelaziz BENJELLOUN : Analyse du dahir du 30 Septembre 1976 op. cit. Cours de Droit Administratif T. I. librairie El Mâarif Rabat 1978 pp.143 - 160.
- ROUSSET Michel et Autres : Droit Administratif marocain  
Imprimerie Royale Rabat 1979.
- (10) Abdellah EL OUAZZANI : La gestion municipale. Op. cit. pp.101 à 111.
- EL ATTARI EL Hachemi : Les collectivités locales et les équipements collectifs. Mémoire cycle supérieur E. N. A. P. promotion 1976 - 1977.
- BALDOUS André : 1.a réforme communale au Maroc. A. A. N. 1977.
- (11) Colloque sur les collectivités locales : de la tutelle à la coexistence Marrakech 1977. De la coexistence à symbiose. Rabat 1979.
- BENBACHIR Saïd : Le plan et la régionalisation économique de l'expérience marocaine C. A. A. P. N°12 1974 P.53.
- (12) Schéma repris de OUAZZANI Abdellah. la gestion municipale. op. cit. p.41.
- (13) A. BENJELLOUN : Cours de droit administratif op. cit. p.161 - 167.
- MANFALOTTI Ahmed : Les agents d'autorité et les collectivités locales. Mémoire cycle supérieur E. N. A. P. 1973 - 74.
- (14) AMAM Khalid : Les Budgets municipaux face à la croissance urbaine. Mémoire Cycle supérieur 1972 - 1973.
- FIKRI El Kébir : Le régime financier de la commune marocaine. Ed. Maghrebines.. 1980.
- JERMOUNI (Kh.) : Le système fiscal communal. Mémoire cycle supérieur E. N. A. P. 1978.
- (15) Recueil des textes sur l'organisation communale, l'organisation des finances des collectivités locales et leurs groupements. Rabat. Imprimerie officielle 1976.
- (16) Ibid notamment FIKRI EL Kébir le régime financier de la commune marocaine.
- (17) Tableau pris de la gestion municipale EL OUAZZANI op. cit. p.83 et 84.
- (18) Ouazzani op. cit. p.87.
- (19) Ministère du plan et de développement régional
- (20) Omar MOUDDANI : Evaluation du processus d'adaptation. op. cit. pp.171 - 176.
- (21) BELHAJ Mohamed : Le personnel communal. Mémoire du cycle supérieur E. N. A. P. Rabat 1978/79.
- (22) Document du Ministère de l'intérieur.

الشؤون الاقتصادية والاجتماعية والفوج الأول لقسم الحالة المدنية ، أعلن وزير الداخلية أن الجماعات المحلية قد حظيت خلال السنوات الأربع الأخيرة بـ 2513 إطار متوسط وعالي وان هناك حاليا 2500 متدرجا في مختلف الميادين وفي مختلف المستويات ويتلقّى هؤلاء المتدربون تكويننا جيدا . وأعلن بالإضافة إلى ذلك أنه «تمشيا مع سياسة حكومة صاحب الجلالة التي ترمي إلى القضاء على الغش التجاري وتموين الاسواق بالمنتجات الغذائية ذات الضرورة الأولية . فإن الوزارة قد بدأت في إطار التصميم الخماسي الحالي في انجاز مشروع هدفه تكوين 2000 مراقب ومراقب مساعد ...» إن هدف تكوين مراقبي الأثمان هو ضمان التموين والحرس على استقرار الأثمنة والمحافظة على القدرة الشرائية للمواطنين ، بالإضافة إلى دور المختصين الذين تم تعيينهم أخيرا من طرف صاحب الجلالة» .

وهكذا يبدو حتميا أن تلعب ادارة المدن دورا متزايدا مع عنصر الزمن ، وهذا يفرض على المسؤولين أن يكونوا يقظين ... ولكنه لا يجب أن ننس أن الموظفين انما هم واحد من بين العناصر الأخرى التي أشرنا إليها ولذا فيجب الأخذ بعين الاعتبار الامكانيات القانونية والمادية والمالية التي توضع رهن إشارة المنتخبين في البداية . ان التسيير المحلي الصحيح يتطلب دون شك كل هذه العوامل وتوفيرها بكمية لائقة .

## Notes

- (1) Abdellah EL OUAZZANI : La gestion municipale au Maroc Imprimerie de Fedala Mohammedia 1982 pp.15 - 29.
- (2) Abdelaziz BENJELLOUN : Analyse du dahir relatif à l'organisation communale R. J. P. E. M. N°3 p.249.
- (3) Ali SEDJARI : Les structures administratives territoriales et le développement local au Maroc. Ed. de la Faculté de Droit Rabat Série langue française N°32 Rabat 1981.
- (4) Mohamed BRAHIMI : Le rapprochement de l'administration des administrés. Mémoire du cycle supérieur E. N. A. P. Rabat 1978.
- (5) Omar MOUDDANI : Evaluation du processus d'adaptation de la fonction publique marocaine aux fins de développement Thèse doctorat d'Etat Grenoble 1981.
- (6) Abdelaziz BENJELLOUN : Dahir 30 Septembre 1976 une decentralisation modérée. Congrès international des Sciences politiques Rabat 1977.
- (7) Saïd BENBACHIR : L'administration locale au Maroc. Casablanca 1969. Les structures de decentralisation territoriale au Maroc In C. A. A. P. — C. A. F. R. A. D. N°6/1971.

عام والاشخاص الذين قدموا طلبا لوظيفة الكاتب العام للجماعة (مباراة اختيار).

### مستوى القبول :

-- الموظفون المرتبون في السلم الاداري 10  
-- الحاصلون على شهادة اجازة أو ما يعادلها .

ويتكون أطر رجال التعليم من أساتذة كلية الحقوق بالرباط والمدرسة الوطنية للادارة العمومية وكذا الموظفون السامون بالمرافق الوزارية وخاصة منها وزارة الداخلية .

### وقد تم تكوين :

|    |                                   |
|----|-----------------------------------|
| 24 | الفوج الأول (يناير - ماي 1979)    |
| 21 | الفوج الثاني (نونبر - مارس 1980)  |
| 25 | الفوج الثالث (يناير - يونيو 1981) |

هذا ولا يتم التكوين في مؤسسة معينة .

### تكوين موظفي التأطير لأقسام العمالات المكلفة بالجماعات المحلية :

ويهدف هذا التكوين إلى تعزيز الهياكل (على مستوى العمالة المكلفة بالوصاية وبالمساعدة للجماعات المحلية على مستوى العمالات) .

### والمنتفعون هم :

-- الموظفون المرتبون في السلم الاداري 10 .

-- الحاصلون على شهادة الاجازة أو ما يعادلها .

وتعطى الدروس في احدى المؤسسات الموجودة .

ويتكون المدرسون من الموظفين السامين بوزارة الداخلية وقد تم تكوين :

فوج 1979 : 40 (36 منهم عينوا بمختلف عمالات المملكة)

الفوج الثاني : 38 (تم تعيينهم في يناير 1982 بمختلف العمالات)

الفوج 3 : 35 (في التكوين - يناير - دجنبر 1981) .

واثر ترأسه أخيرا حفلة تخرج الفوج الرابع للجماعات المحلية والفوج الثالث لقسم

وهدف هذا المركز هو إفادة المرافق الأخرى من التجارب المكتسبة في هذا الميدان من طرف الوكالة المستقلة للتوزيع بالدار البيضاء ، كما أن الهدف الثاني تحديد سياسة موحدة لمختلف الوكالات قصد عقلنة تكوين الأطر والرفع من مستوى التجهيز .

وقد تم تكوين :

|   |               |    |   |
|---|---------------|----|---|
| 1 | فوج 1977      | 36 | اختصاصيين في الكهرباء ذوي المقدرات المتعددة |
| 2 | فوج 1977 - 78 | 19 | اختصاصيا في الكهرباء                        |
|   |               | 8  | اختصاصيا في المختبرات                       |
|   |               | 9  | اختصاصيا في شبكات المياه                    |
| 3 | فوج 1978 - 79 | 17 | اختصاصيا في الكهرباء                        |
|   |               | 9  | اختصاصيا في المختبرات                       |
|   |               | 10 | اختصاصيا في شبكات المياه                    |
| 4 | فوج 1979 - 80 | 38 |   |
|   |               | 9  | اختصاصيا في الكهرباء                        |
|   |               | 9  | اختصاصيا في المختبرات                       |
|   |               | 20 | اختصاصيا في شبكات المياه                    |

وقد وصل عدد المكونين 59 في السنة الأولى و38 في السنة الثانية (18 في الكهرباء و20 في شبكات المياه) .

المنجزات الخاصة بميادين معينة

1) تكوين الكتاب العامين للجماعات

ويتعلق الأمر هنا بوضع رهن إشارة رؤساء المجالس الجماعية الحضرية موظفين ذوي تكوين عالي من شأنه أن يساعد الجماعات على القيام بمسؤولياتها الجديدة التي تربت عن مقتضيات ظهير 30 شتنبر 1976 المتعلق بالتنظيم الجماعي .

أما من يمكنهم الاستفادة من هذا التكوين فهم :

- الكتاب العامون الممارسون لهذه الوظيفة .
- المرشحون الذين تم اقتراحهم من طرف رؤساء الجماعات التي لا تتوفر على كاتب

بلغ عدد المتفيعين من التكوين 716 من سنة 1968 إلى 1980 وذلك حسب توزيع الاختصاصات التالية :

|     |                         |
|-----|-------------------------|
| 182 | مساعدون تقنيون (سلم 7)  |
| 232 | رسامون (سلم 6)          |
| 297 | مراقبون الأشغال (سلم 5) |

ويتم حاليا تكوين 245 تلميذا حسب التوزيع التالي :

| مركز اموزار كندير |        |                    | مركز الدار البيضاء |        |                    |         |
|-------------------|--------|--------------------|--------------------|--------|--------------------|---------|
| مراقبو الأشغال    | رسامون | المساعدون التقنيون | مراقبو الأشغال     | رسامون | المساعدون التقنيون |         |
| 43                |        | 18                 |                    |        | 16                 | السنة 1 |
| 16                | 24     | 19                 | 18                 | 16     | 16                 | السنة 2 |

كما أنه يوجد مركز لزراعة الزهور بسلا :

|     |   |                         |
|-----|---|-------------------------|
| 198 | أكتوبر                                  | تاريخ الانشاء           |
|     | سلا                                     | المكان                  |
|     | تكوين مساعدين تقنيين (شبه زراعة الزهور) | نوع التكوين             |
|     | السنة السابعة ومباراة                   | شروط الولوج             |
|     | ستتان                                   | مدة التكوين             |
|     | 120 (تلميذا)                            | امكانيات استيعاب المركز |
|     | 60 مساعدا تقنيا)                        | (الترقية السنوية لصالح  |

وفي الأخير تجدر الإشارة إلى مركز التكوين لفائدة الوكالة المستقلة

|   |               |
|---|---------------|
| 1977  | تاريخ الانشاء |
| الدار البيضاء                                   | المكان        |
| تكوين وتطوير المساعدين التقنيين قصد الاشتغال في | نوع التكوين   |
| الوكالات المستقلة في مختلف الاختصاصات المتعلقة  |               |
| باستغلال شبكتي الماء والتيار.                   |               |

ويتوزع عدد المتفجرين بهذا الصنف من التكوين كما يلي :

| السنة الأولى | السنة الثانية |               |
|--------------|---------------|---------------|
| 169          | 194           | الرباط        |
| 200          | 166           | الدار البيضاء |
| 200          | 85            | فاس           |
| 209          | 126           | وجدة          |

المنجزات على مستوى التكوين التقني :

يوجد هناك مركزان لتكوين الأطر التقنية .

-- الدار البيضاء (أنشئ سنة 1956)

-- ايموزار كندر (أنشئ سنة 1975)

وتستغرق الدراسة سنتين وتوجد عدة أنواع من التكوين :

مستوى القبول يختلف وفيما يلي جدول شمولي :

| نوع التكوين        | مستوى القبول                                   |
|--------------------|--|
| المساعدون التقنيون | شهادة الباكلوريا (علمية، رياضيات وتقنية)       |
| سلم 7              | مباراة لمستوى السنة السابعة (علمية أو رياضيات) |
| الرسامون           | مباراة لمستوى السنة الخامسة (علمية أو رياضيات) |
| سلم                |  |
| مراقبو الاشغال     | مباراة لمستوى السنة الخامسة (علمية أو رياضيات) |

تبلغ امكانية مركز الدار البيضاء 140 تلميذا بينما تبلغ امكانية مركز ايموزار 120 تلميذا. وقد تم تكوين عدد لا بأس به لحد الآن .

فن 1956 إلى 1967 تم تكوين 520 موظفا في اختصاص المساعدين التقنيين ومراقبي النباتات ورسامين وحراس الأوراش .

وقد حدد مستوى الترشيح كالتالي :

\* بصفة مباشرة (sur titre) : شهادة الدراسة الثانوية أو شهادة مدرسية  
لنهاية السنة الخامسة ثانوي .

\* عن طريق المباراة : شهادة مدرسية لنهاية السنة الـرابعة .  
وتستغرق الدراسة عشرة أشهر .

وقد تم تكوين 652 كاتبا من 1976 إلى 1980 حسب التوزيع التالي :

|     |                                    |
|-----|------------------------------------|
| 49  | مركز التكوين الاداري للرباط وسلا : |
| 274 | مركز التكوين الاداري للدار البيضاء |
| 27  | مركز التكوين الاداري للحسيمة       |
| 49  | مركز التكوين الاداري لفاس          |
| 37  | مركز التكوين الاداري لخنيفرة       |
| 31  | مركز التكوين الاداري لمكناس        |
| 37  | مركز التكوين الاداري لوجدة         |
| 178 | مركز التكوين الاداري لسطات         |
| 682 | المجموع                            |

تكوين المحررين (السلم 8) :

وقد قامت أربع مراكز تكوين ادارية بتكوين المحررين منذ 1980 ، وهذه  
المراكز هي :

الرباط (بتعاون مع المدرسة الوطنية للإدارة العمومية) .

الدار البيضاء

فاس

وجدة

مستوى القبول المشروط

— المرشحون الذين ليسوا موظفين : الباكلوريا أو نهاية السنة السابعة ومباراة .

— المرشحون الموظفون : السلم 6 الدرجة 4 ومباراة .

وتستغرق مدة الدراسة سنتين .

مردودية كتاب المجالس المحلية في تهييء تحضير ومسك محاضر مداورات الجماعات المحلية . كما أنه من المفروض تكريس مجهود خاص لتكوين المكونين المتخصصين في الحالة المدنية قصد تعزيز نشاط التكوين الذي يقوم به قسم الحالة المدنية . ومنذ أوائل 1979 تنظم بمدرسة تكوين الأطر بالقنيطرة دورات تكوينية تستغرق كل واحدة منها 12 شهرا ، وتفتح هذه الدورات لصالح 40 مرشحا حاصلين على الاجازة في الحقوق أو ما يعادلها وذلك قصد تعزيز البنية اللامركزية لتنشيط ومساعدة الجماعات المحلية .

ومن الواجب تشجيع أنشطة البحث في ميدان الادارة المحلية ، وفي هذا الإطار تستحسن أعمال البحث والتأمل التي تساهم بها الجامعة والمدارس العليا المتعلقة بالجماعات المحلية .

هذا وانه من المتوقع كذلك انشاء معهد عالي للجماعات المحلية ، مهمته تطوير نوعية التكوين المعدة للأطر المحليين ويصبح من الطبيعي تشجيع وتسهيل تحويل المنح قصد تهييء الشواهد والاختصاصات المتعلقة بالجماعات المحلية .

وإنه من الصعب أن تقيم بدقة مجهودات التكوين المبذولة حتى الآن وأثرها على تدعيم تسيير المدن إلا أنه من الممكن ملاحظة الجانب الايجابي للمجهودات المبذولة سواء فيما يتعلق بالتكوين الاداري أو التكوين التقني أو العملي بميادين خاصة .

#### (ب) المنجزات (22) :

يمكنها أن تنحصر على المستويات الثلاث التي أشرنا إليها .

المنجزات على مستوى التكوين الاداري .

تكوين الكتاب السلم (5) :

توفر لدى وزارة الداخلية ثمانية مراكز للتكوين الاداري مهمتها تكوين وتطوير كتاب الجماعات المحلية ، وقد انشئت هذه المراكز سنة 1976 بمقر العمالات التالية :

|                 |          |
|-----------------|----------|
| — الرباط        | — خنيفرة |
| — الدار البيضاء | — مكناس  |
| — الحسيمة       | — وجدة   |
| — فاس           | — سطات   |

ومن الممكن أن تنظم دورات قصيرة (3 أو 4 أيام) لبحث آخر التطورات المتعلقة بمشكل ما : أيام اعلامية ، محاضرات الخ .. ولا يليق أن يتعدى عدد المشاركين 40 في كل حصة .

ويمكن أن نتصور مثلا قانونا يستلزم تكويننا تكميليا بعد عشر سنوات من العمل . وحتى يتتبع المشاركون حصص التكوين باهتمام فإنه يجب أن يتوج التدريب بامتحان يسمح بتقييم تحسن مستوى الموظف .

نشاط التعميم عن طريق ندوات ، حلقات ، توزيع ، نشرات ومجلات تعنى بالادارة المحلية وهذا بالضبط أحد الأدوار الذي تلعبه «مجلة الجماعات المحلية» التي من المفروض أن تصدرها وزارة الداخلية بصفة منتظمة .

ولكن التكوين التكميلي يطرح بعض المشاكل التي يصعب التغلب عليها في بعض الأحيان . ويمكن الإشارة على الخصوص :

أنه غالبا ما يكون من الصعب التخلي عن الموظفين المعنيين لمدة طويلة شيئا ما (من 3 إلى 6 أشهر) دون أن يخل غيابهم بالسير العادي للعمل .

يتطلب تنظيم دورات التكوين على نطاق واسع يشمل جميع الموظفين الجماعيين العاملين امكانيات مادية هامة وتنظيما اداريا لائقا .

تبقى الحواجز التي من شأنها أن تشجع مجهودات المشاركين في غالب الأحيان صعبة التطبيق .

هذا ما يجعل وزارة الداخلية تقوم بأنشطة تكوينية مواكبة لسد حاجيات معينة في التكوين أو لتبهيء بعض الموظفين للقيام بمهام معينة تتطلب معلومات خاصة . وتدخل العمليات التالية ضمن هذا الإطار :

### تكوين الكتاب العامين للجماعات الحضرية :

وقد نظمت أول دورة من 26 يناير إلى 30 ماي 1979 لفائدة المرشحين الحاصلين على شهادة الاجازة في الحقوق أو ما يعادلها لصالح الموظفين المرتبين في السلم 10 .

وتجري حاليا الدورة الثانية . كما أن برنامج تكوين الكتاب العامين للجماعات القروية تحت الدرس ومن المتوقع تنظيم ندوات على الصعيد البلدي قصد تحسين

2 - التكوين أثناء الوظيفة : وان التحسين النوعي للموظفين الدائمين أمر حيوي لأنه من المنطقي أن نخطط دورات يتلقى خلالها الموظفون التكوين التكميلي والجديد ويكون هذا التكوين ضروريا لاستيفاء معلومات الموظف لتبنيه للتقنيات الجديدة المتعلقة بتسيير الجامعات ، وهكذا فإن مجهود التكوين يجب أن لا ينحصر على التهييء للوظائف فقط بل أن يشمل الموظفين الممارسين كذلك .

وقد كان تكوين هؤلاء الموظفين دائما في عين المكان ويقضي هذا النوع من التكوين تأطيرا لائقا وكافيا . وليس هذا هو الحال بالنسبة لأغلبية جامعاتنا ، فتظل هذه الطريقة طويلة شيئا ما ولا تعود بالنفع على مجموع فئات الموظفين .

ومن الواجب السعي وراء استيفاء معلومات موظفي الجامعات حتى يتكيفوا مع تطورات وتقنيات التسيير ، هذا بالإضافة إلى كون النصوص المشار إليها أعلاه والمتعلقة بالتكوين تشير إلى اكتمال التكوين كما يجب أن يهدف استكمال التكوين إلى التحسين من نوعية الموظفين وإلى التأثير على طرق عمل المصالح الجامعية . ويمكن أن ينظر إلى هذا الاكتمال من وجهتين .

3 - يهدف الاستكمال المهني إلى استيفاء المعلومات المهنية للموظفين الذين يمارسون وظائفهم منذ سنوات . ويكون الاستكمال هنا متعلقا بالمعلومات الضرورية لممارسة المهنة .

ان استكمال المعلومات العامة من شأنه أن يجنب الموظفين الجمود التام . وحتى يتم تكوين الموظفين ويسمح لهم بالتغلب على المشاكل التي لا تلبث أن تزداد تعقدا والتي تنتج عن تسيير الجامعة ، فإن هناك أنشطة كثيرة يجب القيام بها في نفس الوقت .

إن التكوين المستمر للموظفين من شأنه أن يساعدهم على تجنب الروتينية التي تقف حجرة عثرة في طريق كل تكيف وتغيير .

وحتى تكون طريقة الدورات التكميلية ذات مردودية وتحقق الأهداف المنوطة بها فإن عليها أن تأخذ بعين الاعتبار بعض العناصر الهامة .

إن مدة التدريب التكميلي لا يجب أن تقل عن ثلاثة أشهر ، وتكون هذه المدة مخصصة للتدريب وحده حيث أن مزج التدريب والعمل من شأنه أن يتسبب في تشتيت أفكار المشاركين .

(1) أهداف وأنشطة التكوين :

(1) أهداف التكوين :

فيما يخص سياسة تدعى الشمولية فإن على نظام التكوين التوحي أن يستجيب لبعض المبادئ التي تجدر الإشارة إليها هنا :

- الوعي الأولي بأهمية تكوين موظفي الجماعات المحلية ، وتلقي مسؤولية هذا التكوين على كل من الدولة والجماعات المحلية .

- يجب أن يضمن التكوين التشغيل لجميع المستويات كما أنه يجب أن يشمل كذلك الأطر الادارية والتقنية .

- يجب أن يكون التكوين متنوعا حتى يأخذ بعين الاعتبار الاختصاصات وتنوع الاعمال التي تقوم بها الجماعات المحلية .

- يجب أن يسهل التكوين الترقية الاجتماعية داخل الوظيفة العمومية المحلية وتحسين قدرة الموظفين الدائمين للجماعات بصفة منتظمة .

- يجب أن تهيء الأطر التقنية (مهندسون ، مهندسون معاريون ، مساعدون تقنيون الخ ... إلى التعرف على البيئة الجماعية وعلى خاصياتها القانونية والسيكولوجية .

- يجب أن يضاف إلى التكوين النظري دراسات عملية يقوم بها الممارسون .

(2) أنشطة التكوين :

يجب أن تأخذ أنشطة التكوين بعين الاعتبار ثلاثة عناصر :

1 - التكوين للوظيفة : حتى تضمن جودة المقبلين على مهنة محلية فإنه من الضروري تعميم التهيء للوظيفة ، ويكون هدف هذا التهيء تكييف المرشح للوظيفة العمومية الجماعية أي الوظيفة التي ستسند إليه .

بما أنه من الصعب الحكم على مؤهلات مرشح من خلال مباراة التشغيل ، فإن التكوين للوظيفة عندما يكون معما يصبح طريقة ناجعة لاختيار أحسن العناصر وأن التكوين المستمر للموظفين ، يستجيب هنا لضرورة تكييف الموظف الجماعي الذي يمارس عمله في مهام الجديدة للجماعات المحلية .

تسيير موحد للوظيفة العمومية الجماعية ، بل ولاقرار وتنفيذ سياسة تكوين وتوزيع الموظفين الجماعيين حسب حاجيات الجماعات المحلية ومع الأخذ بعين الاعتبار التغييرات الوظيفية للبلديات على المدى البعيد ، وان لدور هذه الوزارة قدوة فريدة فهي لا تكتفي بانشغالها في الانشاء الأولي للأطر الجماعية ، بل تساهم حاليا في تكوين المستخدمين لتضعهم بعد ذلك رهن إشارة الجماعات المحلية وخاصة منها الحضرية . أما فيما يتعلق بالانشاء الأولي للمصالح البلدية والمحلية ، فإن وزارة الداخلية قد وضعت رهن إشارة المنتخبين مجموعة من المصالح المجهزة والمنظمة وكذا الموظفين التابعين لهذه المصالح وبلغ عددهم 30.332 شخصا ينقسمون حسب الاختصاصات التالية (22) :

|      |                     |       |                    |
|------|---------------------|-------|--------------------|
| 167  | مساعدون صحيون       | 12    | محتسبون            |
| 63   | رسامون              | 1     | محامون             |
| 303  | قائد وعمال          | 1     | صيدليون            |
| 1596 | أعوان تقنيون        | 131   | اداريون            |
| 5009 | أعوان الخدمة        | 28    | مهندسون معماريون   |
| 4933 | كتاب وأعوان التنفيذ | 167   | مهندسون            |
| 51   | ضباط الصف           | 47    | أطباء              |
| —    | ضباط الصف           | 47    | بيطريون            |
| 288  | عرفاء               | 262   | مساعدون تقنيون     |
| 3618 | عمال اختصاصيون      | 42    | ضباط رجال المطافي  |
| 400  | محاررون             | 852   | رجال المطافي       |
|      | ج 0                 | 11900 | عمال غير اختصاصيين |

وقد عزز هذا النشاط بوضع سياسة لتكوين الموظفين الجماعيين .

## 2 - تدعيم الوظيفة العمومية المحلية :

لقد انبثق ميثاق عن ندوة مراكش حول الجماعات المحلية (1977) ، ويتعلق هذا الميثاق قبل كل شيء بتحديد أهداف وأنشطة التكوين .

وقد كانت هذه المطابقة بالنسبة للأطر والدرجات هي الأساس الذي بنيت عليه الوظيفة العمومية المحلية . حيث أن ادماج موظفي ومندربي الادارة سار سهلا وفي نفس الاتجاه قد روعيت الخدمات التي تم القيام بها من طرف الموظفين في الادارة العامة والذين تم ادماجهم كما لو أنها كانت منجزة في الجماعات (الفصل 2 من ظهير 27 أبريل 1977 المتعلق بادماج بعض الموظفين) .

ولكن مهما كان هذا الادماج لموظفي الدولة كاملا فذلك لا يمنع وجود قواعد خاصة للوظيفة العمومية للجماعات . ونذكر على سبيل المثال حالة ادارة وتسيير الموظفين . فإما ان هيئة الوظيفة الجماعية تمثل عنصرا هاما على مختلف مستويات تدخل الهيئة البلدية فإنه أضحى من الضروري التوفيق القانوني بين التيارات المتناقضة ان لم تكن متنازعة التي من شأنها أن تظهر بين السلطة المركزية والجماعات المحلية . وبين ادارة الدولة والادارات الجماعية أو البلدية . وبعبارة أخرى فإن هيئة نظام الوظيفة العمومية الجماعية قد حاول أن يقر مسيرة المصالح البلدية مع كون هذه المصالح لازالت محط اللعبة السياسية الرئيسي في نفس الوقت . وهكذا فإن قانون 1977 يرمي . إلى استقرار المصالح الجماعية بانشاء نظام مبني على المهنة ، وتكتسي هذه التدابير أهمية بالغة خاصة وان الرئيس الاداري (ليس موظفا عموميا) بل منتخبا . فبالاضافة إلى الطبيعة السياسية الصرفة لهذا المشكل فإن اللجوء إلى نظام المهنة يساهم في قاعدة مستقرة لسيرورة الهيئات المحلية خاصة وأن المهنة والترقية تظل بعيدة عن الاعتبارات السياسية أو المتحيزة . وبما أن نظام المهنة يؤدي كذلك إلى الاستقرار في العمل فإنه يسهل الاستمرار في العمل الاداري بغض النظر عن التقلبات الانتخابية . ولكن هذا لا يمنع عن الاعتراف بالصلاحيات الهامة التي يتمتع بها رئيس المجلس في نفس الوقت . ذلك أنه حسب مقتضيات الفصل 48 من ظهير 30 شتنبر 1976 فإن «الرئيس هو (السلطة الرئاسية hierarchique) هؤلاء الموظفين كما أنه يعين ويسير العمال المؤقتين المياومين والعرضيين . وهكذا إذن نرى أن مرسوم 1977 يساهم في توازن تسيير المصالح الجماعية بتفاديه وضع الموظفين في حالات قد تؤدي بهم إلى هيمنة المنتخبين ولكن وفي نفس الوقت بضمان بعض الاختصاصات للرئيس في ميداني ادارة وتسيير الموظفين .

وقد أدى البحث عن هذا التوازن إلى الاعتراف لوزارة الداخلية (الجهة الكلاسيكية التي تمارس الوصاية على الجماعات المحلية) ببعض الاختصاصات لضمان

كما أنه بدأ من الضروري تزويد البلديات والجماعات القروية بموظفين خاصين بهما . وهذا بالضبط ما استهدفه المرسوم المتعلق بالموظفين المحليين .

### (ب) الإطار القانوني :

يقتضي الفصل 48 من ظهير 30 شتنبر 1976 بأن الجماعات تتمتع بأطر خاصة من الموظفين الخاضعين لمقتضيات الظهير 008 - 58 - 1 بتاريخ 24 فبراير 1958 بمثابة النظام الأساسي للوظيفة العمومية باستثناء بعض المقتضيات الخاصة والمنصوص عليها في المرسوم الخاص لهذه الأطر .

فن الضروري إذن أن يكون للجماعات الحضرية والقروية موظفون يتمتعون بوضعية تشابه وضعية موظفي الإدارة العامة والمصالح الخارجية التابعة لها . لماذا هذا الإدماج وما هي ضوابطه ؟

قد يبدو أن تأسيس نظام موحد للوظيفة العمومية راجع لعوامل كثيرة :

- تفادي جعل الإدارة المحلية من الدرجة الثانية .
- تشجيع التوظيف على الصعيد المحلي نظرا لأن التدابير المتخذة منذ اقرار النظام الأساسي للوظيفة العمومية لم تعط نتائج مرضية .
- توفير ضمانات تدل على أن التوظيف لا يأخذ بعين الاعتبار الصبغة السياسية للمرشحين .

ينص مرسوم 27 شتنبر 1977 على أن الموظفين المحليين يخضعون للنصوص التشريعية والتنفيذية وكذا تطبيق القانون الحالي ولكل قانون يتعلق بموظفي الدولة (الفصل 4) .

وإذا كانت الإشارة ضمنية فيما يخص الحقوق والواجبات فإن الإشارة صريحة فيما يخص اجراءات وشروط ومسطرة التوظيف (الفصل 7) ونظام الأجر والمعاشات (الفصل 9) وطرق مشاركة الموظفين في تسيير المستخدمين (الفصل 11) والنظام الجزائي (الفصل 14) وأكثر من ذلك فإن المرسوم المشار إليه يقضي بأن موظفي الدولة والمستخدمين المحليين الذين تتوفر فيهم الشروط القانونية بإمكانهم الترشح للمباريات والامتحانات سواء كانت مقدمة من طرف الإدارة العامة أو الإدارة المحلية ولم تكن هذه الامكانية لتباح لو لم تراعى المبادئ التي كانت تضبط انشاء وتصنيف موظفي الدولة .

السياسة العامة للدولة في مرحلة أولى إلى تزويد الادارة العامة بهياكل ووسائل كافية .

وبما أن مجهود التنمية وإعادة إصلاح ادارة الدولة كانت تتطلب دائما مزيدا من الموظفين الاكفاء وبما أن نظام التكوين لم يستجب إلا نسبيا للمتطلبات فقد نتج عن ذلك عدم توازن بين ادارة الدولة والجماعات المحلية كما جعل من وضع موظفين رهن إشارة الجماعات أمرا افتراضيا صرفا . (hypothetique)

ولتفسير عدم وجود تشريع متعلق بالموظفين الجماعيين يجب الأخذ بعين الاعتبار عنصرا آخر الا وهو عدم التوازن بين الجماعات المحلية نفسها الشيء الذي يتجلى على الصعيد الجغرافي بين الجماعات الحضرية والقروية كما يتجلى على صعيد الجماعات الحضرية نفسها .

وحتى يسمح للجماعات الحضرية والقروية أن تقوم بالمهام المنوطة بها ، ورغم قلة الأطر فقد كان من الضروري وضع موظفين رهن إشارتها لمساعدة المنتخبين وان كان هؤلاء الموظفين لا ينتمون كليا إلى الجماعات .

وعمليا فإن هؤلاء الموظفين كانوا تابعين قانونيا لوزارة الداخلية أو ملحقيين من المراكز الادارية واما اعوان مشغولين (كما جرت العادة بالنسبة للموظفين المؤقتين للدولة) . وان دل هذا على شيء ، فإنما يدل على أن التبعية الهيكلية كانت معززة بالتبعية الخاصة بالموارد البشرية وقد أدت هذه الحالة إلى ديمومة تهميش الجماعات المحلية وهيمنة ادارة الدولة بل وقد أدت كذلك إلى صعوبات في الميدانين القانوني والعلمي .

ففي الميدان الأول وبما أن هيئة التنفيذ المحلية كانت مزدوجة المسؤولية فإن الدور الهام الذي يتمتع به رجل السلطة كان يؤدي إلى كون رئيس المجلس مجردا من أي سلطة على الموظفين العاملين بالجماعة .

أما بالنسبة للميدان الثاني فإن مشاركة السكان الضئيلة في الحياة الجماعية والدور الهزيل الذي تلعبه الجماعات قد يفسر تحول الوسائل الناجعة والفعالة لصالح رجال السلطة بحيث أن مسؤولية التنمية كانت تتحملها إدارة الدولة وحدها .  
ولكن ظهير 1976 جاء ليؤكد دور الجماعة لكونها تلعب الدور الثالث في مهمة التنمية كما أنه بدا جليا ضرورة مرحلة استعارة أو اقتسام الموظفين مع ادارة الدولة ،

ولن تكون الأنشطة فعالة بطبيعة الحال إذا لم تكن مرفوقة بإجراءات ترمي إلى دعم الامكانيات البشرية للبلديات. وكيفا<sup>(20)</sup>. وفي هذا الإطار أنشأت وظيفة عمومية وجماعية (1) وعززت بسياسة لتكوين الموظفين الجماعيين (2).

### 1 - انشاء الوظيفة العمومية الجماعية :

إن التدابير المتخذة في هذا الميدان قد تكون ذات أهمية حاسمة . ويمكن لدراسة تاريخية أن تظهر المجهودات المبذولة في هذا المضمار .

لاشك أن ظهور 1976 والتصريحات الرسمية تدل بوضوح على هذه الهوية الجديدة لسياسة الرفع من مستوى الإطار الحضري ، إلا أن عدم التوازن في الامكانيات والموارد التي تحظى بها الجماعات وتجمع النخبة المتفقة والمهنية في الادارة المركزية من شأنها أن تشكل في مدى فعالية الوسائل القانونية في المستقبل<sup>(21)</sup> .

ومن هنا بدا من الضروري أن تجعل رهن إشارة الجماعات المحلية الموارد البشرية الكافية من الناحية الكمية ، واللائقة من الناحية الكيفية .

### (1) الأهداف المتوخاة من أحداث الموظفين الجماعيين :

لقد ظلت القوانين المحددة للوضعية القانونية للموظفين الجماعيين خاضعة لمجموعة من العوامل التي نتجت عن انشاء وتسيير الجماعات ابتداء من 1960 . ودون الدخول في الجزئيات المتعلقة بمشاكل تحقيق اللامركزية ، يمكن الإشارة إلى أن النقص في الوسائل قد كان مشكلا من أهم المشاكل التي اعترضت طريق الجماعات المحلية ، بل قد يبدو أن المشرع لم يأبه بخلق وظيفة عمومية خاصة بالجماعات مع العلم أن الجماعة واقع معترف به في الدساتير الثلاثة .

ان ارجاع عدم وجود نص لموظفي الجماعات إلى ضمن استقلال الجماعة وتسلب رجل السلطة لا يكفيان في نظرنا لأنه يجب الأخذ بعين الاعتبار بالإضافة إلى ذلك عدم توازن ادارة الدولة نفسها وكذا عدم توازن الادارة المحلية .

وذلك راجع لكون المغرب وجد نفسه مباشرة بعد الاستقلال أمام مشاكل عديدة ترتبت عن العبر الاداري .

وكانت هذه المشاكل ناتجة عن نقص في التواجد الاداري على المستوى المحلي بقدر ما كانت ناتجة عن عجز مختلف الوزارات عن القيام بمهامها . وقد استهدفت

ثانيا : فيما يخص الميدان المالي<sup>(14)</sup> :

لقد كانت الصلاحيات المحوّلة للبلديات في بنود ظهور 1976 مرفوقة بمجموعة من الاجراءات الحكومية<sup>(15)</sup> ترمي إلى تدعيم الموارد المالية للبلديات كما ترمي إلى التخفيف من تبعية ميزانيتها وعدم توازنها . وتتلخص أهم هذه الاجراءات كالتالي :

... الاعفاء من بعض النفقات الاجبارية وخاصة منها المساهمات في تسيير بعض المرافق العمومية كالمدارس والشرطة ومراكز الصحة التي أصبحت الدولة تتحمل كل نفقاتها .

... منح الدولة لمساعدات التسيير فصد تحقيق التوازن في ميزانية البلديات<sup>(16)</sup> .

... خلق سياسة معقولة في ميدان مساعدات التجهيز قصد توسيع وتقوية تدخل البلديات ، وهكذا نرى أن قدر المساعدات الاجالية قد بلغ 100 مليون درهما سنة 1978 و450 مليون درهما بالنسبة لسنة 1979 و600 مليون درهما لسنتي 1980 و1981 .

... تدعيم سياسة القرض لصالح صندوق التجهيز الجماعي الذي يختص في منح قروض المدى المتوسط والبعيد للجاعات المحلية<sup>(18)</sup> .

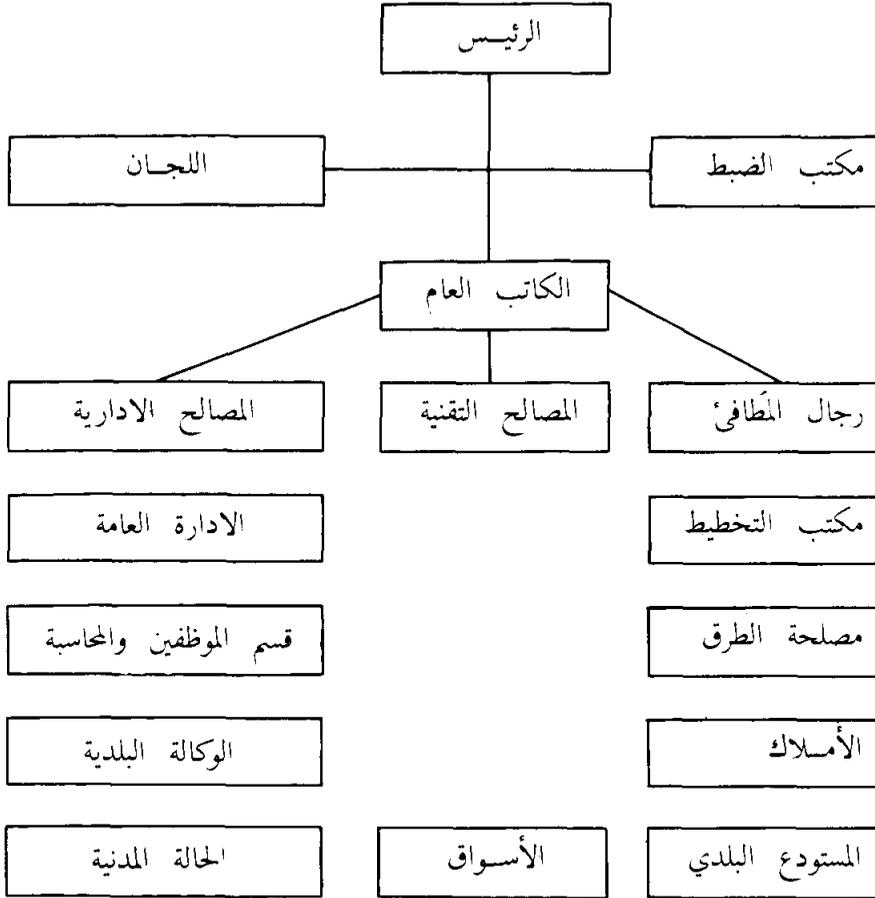
وفي إطار التصميم الخاسي 1981 - 1985 فإن التقديرات تهدف إلى تحقيق مشروع التمويل التالي<sup>(19)</sup> :

|      |       |     |               |
|------|-------|-----|---------------|
| 1981 | ..... | 228 | مليون درهما . |
| 1982 | ..... | 350 | مليون درهما . |
| 1983 | ..... | 450 | مليون درهما . |
| 1984 | ..... | 600 | مليون درهما . |
| 1985 | ..... | 800 | مليون درهما . |

... تحويل الموارد الغابوية : لقد تخلت الدولة سنة 1977 عن الموارد التي كانت تحصل عليها من استغلال الغابات وذلك لصالح الجاعات المحلية وخاصة منها القروية ، أما بالنسبة للبلديات فإنه من المتوقع أن تعدل الضرائب لتحويل بعضها بالإضافة إلى بعض الجبايات التي تحصل حاليا لصالح الدولة .

توصية من الندوة الأولى حول الجماعات المحلية التي عقدت بمراكش في دجنبر 1977 تدعو إلى تحرير نص ينظم بصفة موحدة مكاتب البلديات .

وتنظم المصالح البلدية بصفة عامة في الوقت الحاضر كما يلي<sup>(12)</sup> :



وهكذا نلاحظ تقوية الهيكل البلدي عن طريق انشاء ادارة بلدية مستقلة ذات صلاحيات متعددة يحولها لها قانون الجماعات المحلية لسنة 1976 .

وكانت لانشاء هذه الادارة أهداف لا تتوقف عند جعل المنتخبين المحليين ذوي مسؤولية بل كذلك للتأكيد على فصل السلطات بين الجهاز البلدي وممثلي الادارة العامة<sup>(13)</sup> ، ولتتم تحويل هذه السلطة والمسؤولية إلى المجالس البلدية كان من الضروري إعادة النظر في الوسائل التي تتوفر لدى المجالس البلدية وكذا الوسائل اللازمة بصفة عامة خاصة في الميدان المالي والبشري .

ويتعلق النشاط الثاني بالسلطة المحلية أو بصفة عامة الجماعات المحلية ، وهذا هو الهدف المنشود وراء ظهور 30 شتنبر 1976<sup>(6)</sup> .

فإذا كانت نصوص 1960 تجعل من الجماعات أداة تقتصر على التأطير الإداري والسياسي للبلاد<sup>(7)</sup> فإنه يمكن اعتبار إعادة تنظيم التقسيم الإقليمي وكذلك الإصلاحات التي طرأت على هياكل السلطة للجماعات كأداة للتغلب على عجز الإدارة العامة خاصة على مستوى مخططات التنمية وذلك عن طريق اشراك الجماعات المحلية في مجهودات التنمية بصفة فعالة .

وهكذا تم سياسة تدعيم الجهاز البلدي بصفة ملموسة على ثلاثة مستويات :

- (1) السلطة .
- (2) الميزانية .
- (3) الأطر .

أولا : فبالنسبة للسلطة :

انطلاقا من القناعة ان المشاكل سهلة الحلول إذا كانت مدروسة عن قرب ومن أن تركز السلطات على مستوى الإدارة تنتج عنها صعوبات كثيرة للمواطنين<sup>(8)</sup> . فان ظهور 30 شتنبر 1976 قد غير بالطرق القانونية لاتخاذ القرار وذلك بتحويل عدد من السلطات الحقيقية إلى الهيئات المنتخبة (المجالس البلدية والمجالس القروية)<sup>(9)</sup> . وهكذا نرى أنه بمقتضى قانون 30 شتنبر 1976 فإن الهيئة البلدية تتمتع بالصلاحيات للبحث عن وسائل التطور الاقتصادي والاجتماعي للمدينة ، كما أن البلدية تفر برنامج تجهيزها حسب امكانياتها الخاصة ، وتحدد مخططها الاقتصادي والاجتماعي ، كما أن البلدية تتقدم بمقترحاتها إلى الإدارة كلما تعلق الأمر بأنشطة منشودة تفوق إطار صلاحيتها أو امكانياتها<sup>(10)</sup> .

وبصفة أدق فإنه يجب على البلدية أن تكون الهيئة المسؤولة عن انشاء وتطبيق السياسة الحضرية على مستوى تنظيم البيئة والسكنى والتعمير والتجهيزات الجماعية والنظافة الحضرية وتوزيع الماء الصالح للشرب والكهرباء و... نقل الحضري العمومي وكذا التجهيزات الاجتماعية والثقافية ... الخ<sup>(11)</sup> .

وقد أدّى تحويل هذه السلطات لصالح البلديات إلى إنشاء بنية بلدية مستقلة بالنسبة لرجال السلطة والمصالح الخارجية لمختلف الإدارات المركزية ، وقد انبثقت

طبيعياً للبيئة الحضرية فقط ، وبعبارة أخرى فإن مدلول المدينة قد تغير حيث أنها الآن ظاهرة يجب التفكير فيها من منطلق العقلانية والتوازن ، فأصبح مشكل المدن لا يقتصر على الابعاد الاقتصادية والاجتماعية نظراً لمتطلبات الاستهلاك الجماعي (collectif) بل ان المشكل قد اكتسب صبغة سياسية بسبب المشاكل الناتجة عن الانحطاط الحضري والتطور الفوضوي للمدن والتوزيع اللامتكافئ للتجهيز<sup>(1)</sup> .

ومن الضروري تفادي مساوئ التفكك الوظيفي (incoherence) للمركب الحضري بأكمله وتوازن دعائم التنمية في البلاد ، وقد أدى تغير اشكالية المدينة إلى انتقال الإطار الهيكلي للتسيير والتطور الحضري ، فمن إطار مركزي نرى الإطار يتحول إلى محلي أكثر فأكثر ، ويؤكد الظهير الشريف ، بمثابة قانون رقم 583 - 76 - 1 بتاريخ 30 شتنبر 1976 بصفة لا رجعية فيها عن هذه الهوية المحلية<sup>(2)</sup> ، فقبل 1976 كانت السلطة المركزية تعتبر المدينة مجرد دائرة ادارية ومقراً لمختلف المصالح الخارجية لمختلف الوزارات<sup>(3)</sup> ، وكان هدفها على العموم تكوين مشاريع كبرى فرعية في ميادين التشغيل والصحة والتعليم الخ ... كما ان هذه السلطة المركزية كانت تجهل أو تتجاهل خاصيات كل مدينة وفي بعض الأحيان تحتقر بعض الامكانيات المحلية في هذه الميادين .

وأمام استمرار عدم التوازن بل وأمام تفشيه في غالب الأحيان ، فقد وقع ادراك الحقيقة التالية ، وهي انه مهما وصلت درجة حسن التصور على المستوى المركزي فإن بعض مشاكل التسيير والتعمير (urbanisation) لا يمكن أن تحصى أو تخطط أو تسيّر إلا على المستوى البلدي ذلك أن البلدية هي أقرب للمعنى بالأمر في الدرجة الأولى أي المستهلك .

من هنا أصبح من الضروري ادارة المدينة أو بعبارة أكثر شمولية دعم الادارة المحلية وسيتجلى نشاطان في هذا الاطار .

يتعلق النشاط الأول بتمثيل الدولة عن طريق تضخم الهياكل الادارية بسبب خلق المصالح الخارجية وتكثيف ما هو موجود<sup>(4)</sup> .

وهذه المهمة الأولى أي سياسة عدم التركز تهدف تخفيف الخناق على الادارة العامة كما تهدف إلى تقريب الادارة من المواطنين والسماح باتخاذ القرار بالسرعة اللاتئة ، كما أن هذه المهمة تهدف الرفع من مردودية النشاط الاداري<sup>(5)</sup> .

## تدعيم ادارة المدن بالمغرب

عبد العزيز بن جلون - عمر المداني (٥)

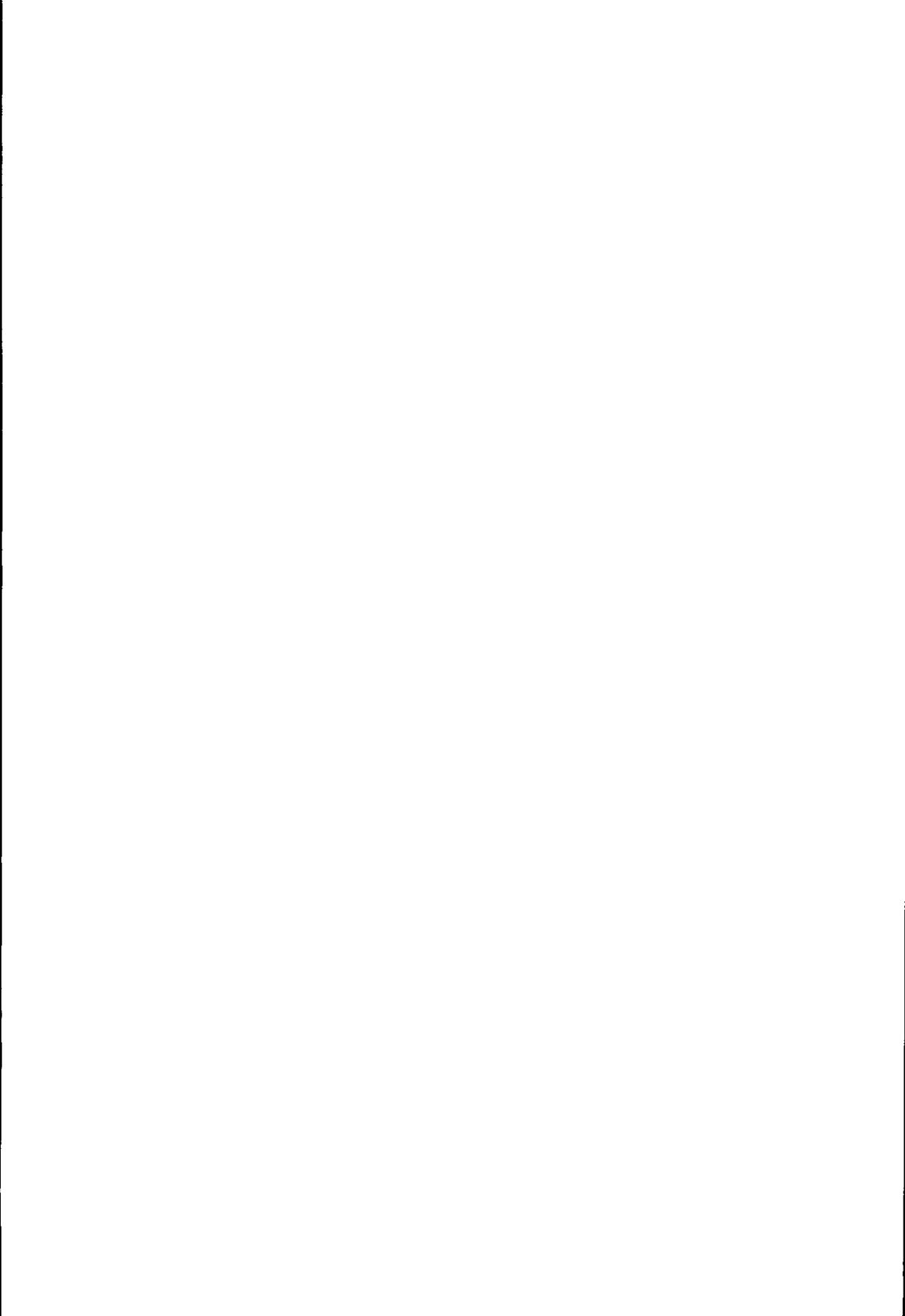
إن المدينة كظاهرة حضارية ليست مشكلا جديدا بالنسبة للمغرب ، فقد كانت النواة المركزية قبل الحماية بزمن بعيد . كما كانت أيضا مركزا تجاريا وجهويا للقرار السياسي والاداري في نفس الوقت ، وإذا كان عدد المدن لم يلبث يتزايد في عهد الحماية . فإنه يجب لفت الانتباه إلى أن سياسة عمران المستعمر كانت مرتكزة على مزيد من تهميش المغاربة من جراء بناء «المدينة الجديدة» (بمفهوم مجموعات أوروبية مختلفة عن المدينة القديمة) قصد تسهيل الاستيطان الأوروبي .

ولم يكن الحصول على الاستقلال يمثل عائقا أمام تنمية المدن ، بل بالعكس . وعلى اثر التضخم الديمغرافي والهجرة القروية ، فقد شاهدت المدن وحتى الصغيرة منها توسعا عظيما . أدى إلى تعقد البنية الاجتماعية والمكانية التالية مع مراعات النسبة بطبيعة الحال :

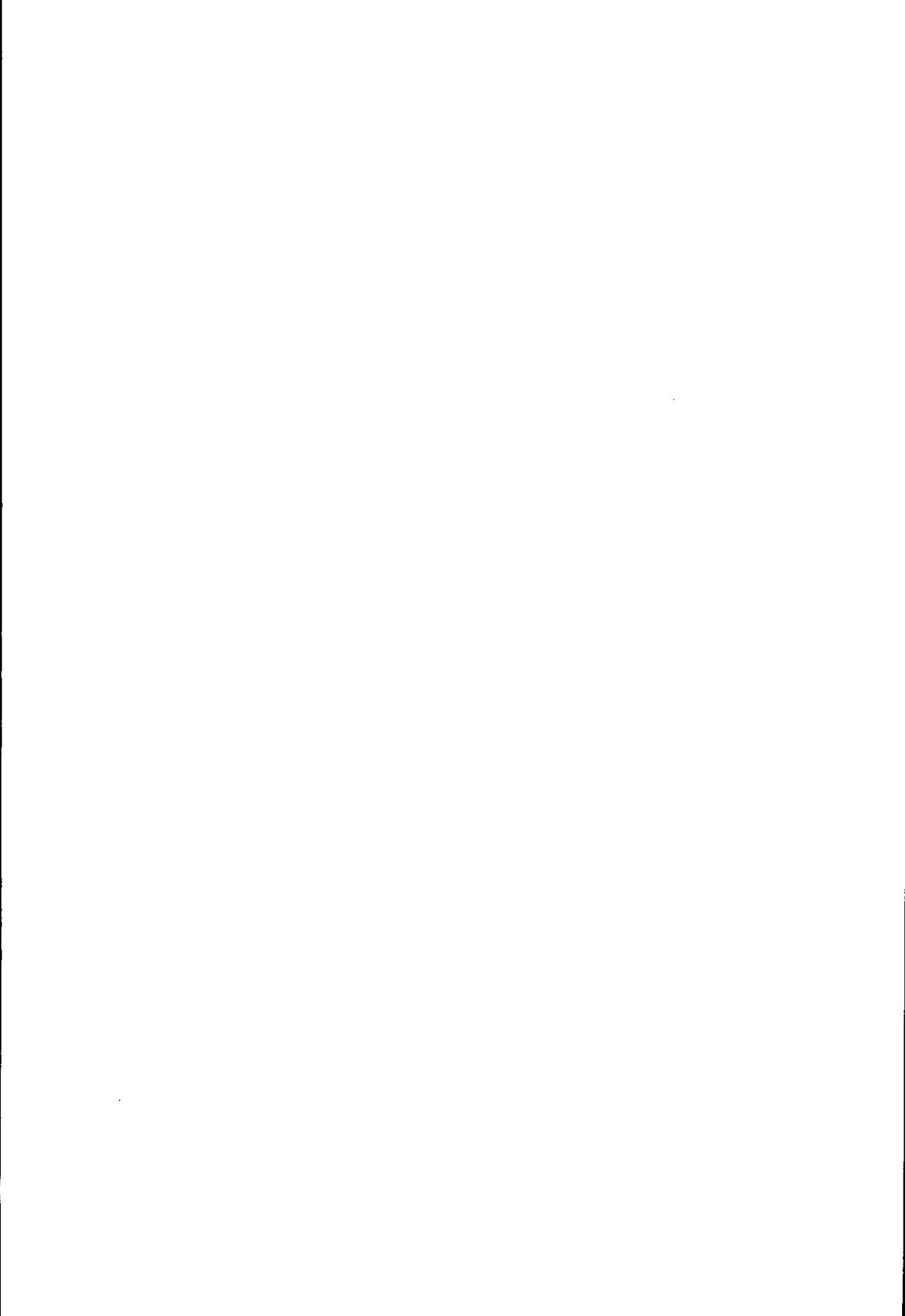
- النسق (TISSUS) الحضري التقليدي .
- المدينة الجديدة المنبثقة من عهد الحماية .
- النسق الحضري المترکز على ايدولوجية الفيلا (Villa)
- التمدين الهامشي (بناء القصدير والسكن اللاشعري) .
- تمدن الاحياء المسماة بمناطق السكن الاقتصادي .

وهكذا صارت المدينة شغل السلطة العمومية الشاغل عوض أن تكون إطارا

(٥) استاذان بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية



# 1. دراسات وأبحاث



## SOMMAIRE

|   |  |
|---|--|
| I – ETUDES ET DOCTRINE  |  |
| A. Benjelloun   |  |
| O. Mouddani   | : Le renforcement de la gestion urbaine au Maroc 11              |
| El Amous  | : L'économie arabe entre la dépendance et l'intégration ..... 33 |
| II – JURISPRUDENCE  |  |
| 1. Cour Suprême (M. Loukili) .....  | 71   |
| 2. Cours d'Appel  |  |
| – cour d'appel de Rabat .....   | 149  |
| – décisions   |  |
| – commentaire (A. Jirari)   |  |
| – cour d'appel de Méknès .....  | 193  |
| III – BIBLIOGRAPHIE   |  |
| – Bibliographie systématique .....  | 215  |
| Liste des mémoires et thèses soutenus à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Rabat depuis 1976. |  |



# الفهرس

## 1 - دراسات وأبحاث

- ع.ع. بنجلون وع. المدني : تدعيم ادارة المدن بالمغرب .... 11  
ع.ف. العموص : الاقتصاد العربي بين التبعية والاندماج ... 33

## 2 - قرارات قضائية

- (1) المجلس الأعلى (جمع م. الوكيل) ..... 71  
(2) محاكم الاستئناف  
149 محكمة الاستئناف بالرباط .....  
... قرارات  
- تعليقات (ع.و. الجراي)  
195 محكمة الاستئناف بمكناس.....

## 3 - مراجع

- 215 مراجع منسقة.....  
لائحة الأطروحات والرسائل التي نوقشت بكلية العلوم القانونية والاجتماعية بالرباط بعد سنة 1976 .



# المجلة المغربية للقانون والسياسة والاقتصاد

تصدرها كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بالرباط

المدير : عبد العزيز بن جلون

كتابة التحرير :

محمد الدخيمي - عزيز حسي - محمد الوكيل

اللجنة العلمية :

مولاي ادريس العلوي - سعيد بلشير - محمد بناني - محمد بنونة - أحمد شكري - محمد الادريسي العلمي - جلال أمل - محمد جليل - عمر مكاوي - فتح الله ولعلو .

لجنة التحرير :

عمر أبو طيب - محمد رجاء العمراي - عبد الكريم بلكندوز - محمد العربي بن عثمان - فؤاد الشجعي - عبد الرحمان البكروي - عبد القادر القادري - حبيب الملكي - عبد اللطيف المنوفي - عبد الرزاق مولاي ارشيد - عبد الله سعاف .

الادارة والتحرير :

صندوق البريد / 721 ، شارع الأمم المتحدة - الرباط - أكذال

الاشتراك :

المغرب : 40 درهما

الخارج : 60 درهما

اشتراك خاص بالطلبة : 24 درهما

كيفية الأداء :

تدفع قيمة الاشتراك في الحساب البريدي رقم 45634 - كلية العلوم القانونية والاقتصادية - صندوق البريد رقم 721 - الرباط - أكذال .

ان الآراء المعبر عنها في هذه المجلة هي آراء شخصية لكتاتيبها

مطبعة النجاشي الجديدة  
الدار البيضاء

الإيداع القانوني رقم 7/76

العدد 15 ، النصف الأول من سنة 1984

المجلة المغربية  
للعلوم القانونية  
والسياسية  
والاقتصادية

المجلة المغربية للقانون  
والسياسة والاقتصاد

هذا العدد نشر بمساهمة  
من رئاسة جامعة محمد الخامس

مجلة تصدرها مرتين في السنة كلية العلوم القانونية والاقتصادية  
والاجتماعية بالرباط